Thèse Présenté par

Khadija ELMADMAD

UNIVERSITE HASSAN II

L'ASILE DANS LES PAYS AFRO-ARABES AVEC UNE REFERENCE SPECIALE AU SOUDAN

Novembre 1993

0 2 MARS 1994

14.07.00
ELM
6888

UNIVERSITE HASSAN II
FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES
CASABLANCA

Programme de Petites Subventions
ARRIVEE
Enregistré sous le nº 0017
Date 01 FEV. 1994

L'ASILE DANS LES PAYS AFRO-ARABES AVEC UNE REFERENCE SPECIALE AU SOUDAN

THESE
Pour le Doctorat d'Etat en Droit (Droit Public)
Présentée et soutenue publiquement
par

Khadija ELMADMAD

CODICE

JURY :

Président :

Professeur Mohamed BENNANI,
Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
UNIVERSITE HASSAN II, CASABLANCA

Assesseurs :

Dr. Barbara E. HARRELL-BOND
Director of Refugee Studies Programme
UNIVERSITE D'OXFORD, GRANDE-BRETAGNE

Professeur Omar AZZIMAN
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
UNIVERSITE MOHAMMED V, RABAT.

Professeur Denys SIMON
Membre de l'Institut Universitaire de France
UNIVERSITE ROBERT SHUMAN, STRASBOURG, FRANCE

Professeur Mohamed TOZY
Chef du Département de Droit Public de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
UNIVERSITE HASSAN II, CASABLANCA

Novembre 1993

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans cette étude; celles-ci doivent être considérées comme personnelles à leur auteur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



A tous les déracinés

Spécialement, aux enfants réfugiés que j'ai côtoyés dans les camps du Soudan et qui m'ont le plus souvent reçu avec le sourire et l'espoir d'un meilleur avenir.





CODES

AVANT-PROPOS

La présente étude est l'aboutissement de quelques années de recherches. Elle n'aurait jamais vu le jour sans le concours de plusieurs personnes et institutions. Que celles-ci veuillent bien trouver dans ces quelques lignes ma grande reconnaissance.

Il m'est tout d'abord agréable d'exprimer ma reconnaissance au Doyen Mohamed Bennani, mon directeur de recherche, dont les précieux enseignements, conseils et encouragements ont nourri et développé ma réflexion et facilité ma recherche au Maroc et à l'étranger.

C'est également avec plaisir que je remercie le Docteur Barbara Harrell-Bond, Directeur du *Refugee Studies Programme* de l'Université d'Oxford en Angleterre. C'est à elle que revient l'idée d'appuyer une recherche théorique par un travail sur le terrain. Sa grande connaissance de la question des réfugiés en Afrique et plus particulièrement au Soudan et son soutien moral ont imprégné cette étude. Qu'elle veuille bien y trouver le témoignage de ma profonde gratitude.

Plusieurs institutions ont contribué à des titres divers à la réalisation de ce travail. Mes remerciements vont tout d'abord au Ministère de l'Education Nationale marocain et à la Faculté de droit de Casablanca pour m'avoir accordé un détachement auprès de l'Université d'Oxford et m'avoir permis ainsi de profiter des enseignements et des contacts de cette Université qui ont été si précieux pour cette étude.

Mes remerciement s'adressent également au Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) qui était la première institution à s'intéresser à cette recherche en m'accordant une bourse d'étude africaine.

Je dois remercier aussi le *British Council* pour toute l'aide et la collaboration que ses agents m'ont fourni à Rabat et à Oxford, particulièrement Ms. Susan Weaver. Je suis gré également au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour m'avoir permis, déjà en 1986, grâce à une bourse de stage à son siège à Genève, de me familiariser avec la question de l'asile et des réfugiés ainsi que pour m'avoir facilité l'enquête au Soudan en 1991-1992.

Mes remerciements vont ensuite au personnel du *Refugee Studies Programme* pour tous les services alloués, spécialement à Ms. Belinda Allan pour tout son soutien durant les moments difficiles à Oxford; sans oublier les membres du Centre de Documentation de cette institution qui ont toujours été prêts à m'aider par tous leurs moyens. Le Centre de Documentation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés à Genève m'avait largement aidé dans la recherche documentaire. Je rend un grand hommage à son personnel.

Je tiens à témoigner ma reconnaissance à l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques de l'Université de Khartoum, en particulier à son Directeur le Professeur Mahaasin Al-Haj Assafi, pour avoir rendu aisée l'enquête et la documentation durant mon séjour au Soudan.

Je ne peux parler du Soudan sans mentionner le nom de Madame Ihsan Al-Ghabshawi, l'ex Directeur du Centre de Documentation du *Commissionner Office for Refugees* (COR), et revaloir son hospitalité si soudanaise et tous les services qu'elle m'avait rendu pendant toute la durée de ma recherche au Soudan.

Il me reste à louer le dévouement et l'efficacité du personnel du COR, du COD (*Commissionner Office for the Dispaced*) qui avait rendu mon enquête réalisable. Mes remerciements vont également aux différentes délégations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (à Khartoum, Showak, Port Soudan, Garora et au Caire), du PNUD à Khartoum, des services de la Ligue des Etats Arabes à Genève et en Tunisie. Je voudrais rendre grâce aussi aux responsables du Bureau Marocain pour les Réfugiés et les Apatrides (BMRA) à Rabat et du Bureau du HCR à Casablanca pour avoir consenti à me fournir des renseignements sur les réfugiés au Maroc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Je tiens aussi à témoigner ma reconnaissance et ma gratitude à tous les membres du jury qui ont accepté aimablement d'examiner ce travail à Casablanca, malgré les longues distances pour certains et la grande occupation de tous.

Mes remerciements s'adressent à tous les réfugiés, les personnes déplacées et les exilés qui m'avaient reçu aussi bien au Soudan qu'en Angleterre et qui m'avaient confié à coeur ouvert leurs problèmes et souffrances.

Enfin, je dois exprimer de profonds remerciements à mes parents et à mes amies et amis qui m'ont fait tous comprendre que l'aboutissement des travaux de cette thèse était devenu une nécessité et qui m'ont soutenu dans les moments difficiles de la recherche. Ma reconnaissance va aussi à tous ceux qui ont participé à l'amélioration de ce travail.

Khadija Elmadmad

Casablanca, novembre 1993.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE 16

PREMIERE PARTIE
DE L'ASILE ACTE TRADITIONNEL ET HUMANITAIRE A L'ASILE ACTE MODERNE ET ETATIQUE

CHAPITRE I L'ASILE DANS LES SOCIETES AFRO-ARABES TRADITIONNELLES: UN ACTE HUMANITAIRE ET SACRE 33

Section I L'asile dans les traditions et le droit coutumier afro-arabes: un asile traditionnel 33

Sous-section I L'asile traditionnel: un phénomène commun aux sociétés traditionnelles 34

I Les caractéristiques des sociétés traditionnelles 34

A Divers types des sociétés traditionnelles 35
B Des sociétés religieuses 35
C Des sociétés à structures tribales, fondées sur des liens de parenté 34
D Des sociétés à tendances démocratiques 36

II L'asile traditionnel: une tentative de conceptualisation 37

A La notion traditionnelle de réfugié: un fugitif forcé à se déplacer 37
a Réfugié et notion de frontière dans les sociétés traditionnelles
b Réfugié et notion de sanction dans les sociétés traditionnelles
B L'exil et le bannissement comme sanctions pénales dans les sociétés traditionnelles 41
C Asile et lieux de protection 41

III Quelques exemples de la pratique de l'asile dans des civilisations anciennes ayant eu une influence sur les sociétés afro-arabe 42

A L'asile chez les Pharaons 42
B L'asile chez les Grecs 43
C L'asile chez les Romains 44

Sous-section II Les traditions africaines de l'asile 45

I Les règles organisatrices des sociétés traditionnelles 45

A Traditions, conventions, pratiques, coutumes: une étude comparative 45
B Droit coutumier et coutumes comme règles juridiques dans les sociétés traditionnelles 46

II Les fondements de l'asile traditionnel en Afrique 48

A L'importance du sacré dans la société africaine traditionnelle 48
a Le rôle des sanctuaires en Afrique traditionnelle
b Sacrifice et demande de protection dans l'Afrique traditionnelle

OBSERVATOIRE BIBLIOTHEQUE

B Système de sanction et asile dans l'Afrique traditionnelle 50
C Le statut de l'étranger dans les sociétés africaines 52
a La place de l'étranger
b Accueil et réception de l'étranger dans l'Afrique traditionnelle
c Intégration et assimilation des étrangers
d Un exemple représentatif de l'attitude d'un peuple africain envers les étrangers et les réfugiés: Les Nuer du Sud Soudan
D La protection des réfugiés dans l'Afrique traditionnelle, leurs droits et devoirs 58
a Droits et devoirs des étrangers
b La Tayssa: une illustration d'une protection accordée par une tribu berbère du Sud-Est du Maroc
III Asile et migration dans l'Afrique traditionnelle 61
A La migration forcée en Afrique et la formation de nouvelles communautés 61
a Les causes de la migration forcée dans L'Afrique traditionnelle
b L'installation des communautés réfugiées et le principe du premier venu
B La population africaine formée de migrants et de réfugiés: des exemples représentatifs 64
a Un peuple migrant: les Mandari du Sud Soudan
b La Communauté des esclaves Bantu réfugiés en Somalie

Sous-section III L'asile dans les traditions arabes pré-islamiques 66
I Des règles d'asile traditionnelles et humanitaires 66
A Le statut de l'étranger dans la société arabe pré-islamique 66
B La pratique de l'asile dans la société arabe pré-islamique 67
a Les sanctuaires dans la société arabe pré-islamique
b L'asile et la tradition d'hospitalité chez les Arabes
II L'asile accordé au Prophète: le meilleur exemple du respect de l'institution de l'asile pré-islamique 69
A Les persécutions des premiers Musulmans à la Mecque 70
B La protection accordée au Prophète 77

Section II L'asile dans l'Islam: la religion prédominante dans les pays afro-arabes 72

Sous-section I Les principes judéo-chrétiens de l'asile comme fondement à la conception islamique de l'asile 73
I L'asile dans le Judaïsme 73
A Les différents types d'asiles 75
B L'exode du peuple juif: un exemple relaté dans les trois religions révélées 75
II L'asile dans le Christianisme 76
III Les règles de l'asile dans le Judaïsme et le Christianisme et leurs limites 77
A Le concept de réfugié: un fugitif 77
B Les limites des règles judéo-chrétiennes 77

Sous-section II La conception de l'asile dans la théorie musulmane 78
I Le concept de la hijra dans l'Islam: une migration forcée 79
A Les sources de référence à la hijra 79
B Signification et importance de la hijra dans l'Islam 80
a Signification de la hijra
b Importance de la hijra dans l'Islam
II Portée de l'asile dans la théorie musulmane 84

COESRIA - BIBLIOTHEQUE

A Les types d'asiles dans la théorie musulmane 84
B L'asile comme un devoir 85
a Le devoir de chercher l'asile
b Le devoir d'accorder l'asile
C L'asile comme un droit de l'individu 87
a Droit d'accorder l'asile
b Droit de recevoir l'asile
D L'aman: une protection générale et effective 90
a L'objet de l'aman
b Les droits et les obligations du moustaaman
c La durée et le lieu de l'aman
III Hijra et aman dans l'histoire arabo-musulmane: des illustrations significatives 94
A L'asile en Abyssinie: l'Afrique première terre d'asile pour les Musulmans persécutés 94
B La hijra vers Médine 95
C La politique d'asile islamique: l'accueil des réfugiés et l'organisation de leur vie à Médine 96
a L'accueil des réfugiés à Médine
b L'organisation de la vie à Médine

CHAPITRE II L'ASILE DANS LE DROIT INTERNATIONAL CONTEMPORAIN: UN ACTE ETATIQUE ET UNE PROTECTION LIMITEE 100

Section I L'asile dans les instruments internationaux applicables aux pays afro-arabes 101

Sous-section I Présentation des principaux instruments internationaux relatifs à l'asile et attitude des Etats afro-arabes à leur égard 101
I Les principaux textes internationaux relatifs à l'asile 101
A Les instruments concernant les réfugiés 101
a La Convention de Genève de 1951 et le Protocole de 1967
b Le Statut du HCR
B Les documents internationaux sur les droits de l'homme et sur l'asile 105
a L'asile dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme
b Les principaux textes internationaux sur le droit d'asile
II Ratifications, réserves et déclarations faites par les Etats afro-arabes 107
A L'adoption des instruments internationaux par les Etats afro-arabes 108
B Réserves et déclarations formulées par les Etats afro-arabes 108

Sous-section II Développement de l'institution de l'asile et évolution de ses règles en droit international 110
I De l'asile général à l'asile parcellaire 110
A La disparition de l'asile religieux 111
B La transformation de l'asile territorial 111
C L'abandon de l'asile diplomatique 112
II Du droit d'asile au droit des réfugiés 113
A L'échec de la codification du droit d'asile à l'échelle internationale 113
B L'origine européenne du droit international des réfugiés 114
III L'institution récente du régime juridique de l'asile 115
A L'asile sous la SDN: une certaine vision humanitaire de la migration forcée 116
B L'asile sous l'ONU: plus de restrictions introduites 117

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Section II L'asile dans les instruments régionaux applicables aux pays afro-arabes: un asile plus humanitaire 118

Sous-section I L'asile dans les instruments régionaux africains 119
I Pourquoi un système régional relatif à l'asile et aux réfugiés? 119
A Les insuffisances du droit international des réfugiés appliqué à la situation africaine 120
B La pratique de l'asile par les Etats africains avant l'élaboration du texte régional sur les réfugiés 120
II Instauration et portée d'un système africain relatif à l'asile et aux réfugiés 121
A La préparation pour un système africain de l'asile et des réfugiés: les divers efforts de l'OUA 121
B L'asile dans la convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique 124
III L'asile dans les autres instruments régionaux africains 127
A l'asile dans la Charte de Banjul de 1981 sur les droits de l'homme et des peuples 127
B Les recommandations des deux Conférences d'Arusha relatives à l'asile et aux réfugiés en Afrique 128
C L'asile dans les documents des réunions internationales relatives aux réfugiés en Afrique 128

Sous-section II L'asile dans les textes arabo-musulmans 129
I L'asile dans les documents arabes sur les réfugiés et les droits de l'homme 130
A La Ligue des Etats Arabes et la question de l'asile 130
a L'asile dans les textes à portée générale, adoptés par la Ligue des Etats Arabes
b L'asile dans les textes de la Ligue Arabe relatifs aux droits de l'homme et aux réfugiés
B L'action des experts arabes dans le domaine de l'asile 133
a L'asile dans le projet de la Charte des droits de l'homme et des peuples dans le monde arabe de 1986
b Les séminaires des experts arabes relatifs à l'asile et aux réfugiés
II L'asile dans les instruments islamiques régionaux 135

Sous-section III Comparaisons avec les autres systèmes régionaux sur l'asile et les réfugiés 135
I L'asile dans les instruments américains 135
A L'asile dans l'histoire juridique latino-américaine 136
B La nouvelle définition du réfugié en Amérique Latine: la définition la plus large en droit international actuel 136
II Les incertitudes de l'Europe et le vide juridique de l'Asie 137
A Les hésitations de l'Europe 138
B La lacune juridique de l'Asie 141

Section III Portée de l'asile dans le droit international contemporain 142

Sous-section I Le droit moderne de l'asile: un droit de l'Etat 142
I La Controverse doctrinale relative au droit d'asile: un droit de l'individu ou de l'Etat? 143
II La pratique internationale dans le domaine 144

Sous-section II De l'obligation d'accorder l'asile à l'obligation de ne pas refouler 146

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I L'énoncé du principe du non-refoulement 146
II La portée du principe du non-refoulement 147

Sous-section III L'asile moderne: une protection limitée et sélective 149
I Les limites du droit des réfugiés: le problème des personnes déplacées 149
II Le problème des afflux massifs et le problème des femmes et des enfants réfugiés 150
A Le problème des afflux massifs 150
B Le problème des femmes et des enfants réfugiés 151
III Les personnes exclues de l'asile selon le droit moderne 152
A Les auteurs des crimes 153
B Les autres exclus du système de protection des réfugiés 154
C La perte de l'asile 155

CHAPITRE III L'ASILE DANS LE DROIT INTERNE AFRO-ARABE : UN ACTE TRADITIONNEL OU MODERNE? 157

Section I La réglementation interne de l'asile dans les pays afro-arabes : importance et influences 157

Sous-section I Les principes généraux relatifs au droit interne sur l'asile et les réfugiés 158
I Obligation ou liberté de se doter de législations nationales relatives à l'asile? 158
A Une liberté non absolue de se doter ou non de législations sur l'asile 158
B Des procédures de détermination du statut de réfugié: une garantie pour la protection des droits des réfugiés 160
II Les principes généraux relatifs à la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile 161
A Les principes relatifs à l'examen de la demande d'asile 161
B Le rôle joué par le HCR dans l'octroi de l'asile par les Etats 163

Sous-section II Les législations des pays ex colonisateurs ou ex protecteurs comme modèle 164
I La législation espagnole 165
A les fondements juridiques de l'octroi de l'asile en Espagne 165
B Les grandes lignes de la procédure d'asile en Espagne 166
C Le refus de l'asile et sa révocation 167
D Les réformes de la législation espagnole d'asile 169
II La législation française 169
A Les bases légales de l'asile 169
a Les fondements juridiques
1 L'adhésion aux instruments juridiques internationaux et régionaux
2 Les textes internes
b Les institutions
B La procédure d'asile 171
C Le refus de l'asile et le recours contre les décisions négatives 173
a Le refus de l'asile
b L'appel
D Les modalités de l'asile 175
a L'asile de fait: les réfugiés non-statutaires
b L'asile statutaire: les réfugiés reconnus
E La fin de l'asile 177
III La législation italienne 178

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A Le cadre juridique et les autorités compétentes 178
B Octroi et procédure d'asile 179
a Octroi de l'asile
b Procédure d'asile
C Refus de l'asile et recours 181
IV La législation du Royaume-Uni 181
A Les fondements juridiques et procédure 181
a Les textes juridiques et les autorités compétentes
b La procédure d'asile
1 Demandes présentées à l'entrée
2 Les demandes provenant des demandeurs d'asile séjournant au Royaume-Uni
B Octroi, refus et révocation de l'asile 184
a L'octroi de l'asile
b Refus et révocation de l'asile
C Recours contre le refus de l'asile 185
D Les droits découlant de l'octroi de l'asile au Royaume-Uni 186
E Le projet de réforme de la législation britannique de l'asile 187

Section II Les législations nationales afro-arabes relatives à l'asile: contenu et appréciations critiques 188

Sous-section I Les législations afro-arabes: contenu 188
I La législation algérienne 188
II La législation de Djibouti 191
III La législation égyptienne 193
IV L'asile dans les droits internes de la Libye et de la Mauritanie 196
A Le droit libyen relatif à l'asile et aux réfugiés 196
B L'asile dans le droit mauritanien 197
V La législation marocaine relative à l'asile et aux réfugiés 198
VI Le droit somalien sur l'asile et les réfugiés 202
VII La législation soudanaise 204
VIII Le droit d'asile en Tunisie 205

Sous-section II Le droit afro-arabe de l'asile: appréciation critique 206
I Le droit afro-arabe de l'asile et les réfugiés: un droit moderne modelé sur l'exemple européen 206
II Un droit moins protecteur que les droits moderne ou traditionnel 208

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEUXIEME PARTIE

LA POLITIQUE D'ASILE DANS LES PAYS AFRO-ARABES: NECESSITE DE CONCILIER MODERNISME ET TRADITIONALISME, LE SOUDAN UN EXEMPLE REPRESENTATIF

CHAPITRE I REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES DANS LES PAYS AFRO-ARABES, SPECIALEMENT AU SOUDAN 213

Section I La migration forcée dans les pays afro-arabes autres que le Soudan 214

Sous-section I Le drame de la migration forcée en Somalie et la réaction international 214

I La guerre civile en Somalie et la migration forcée 215

A La guerre des clans en Somalie 215

B La migration forcée dans la Somalie divisée 216

a La migration forcée somalienne à l'étranger

b La migration forcée somalienne à l'intérieur du pays

II La réaction internationale à la situation somalienne 218

A L'intervention humanitaire internationale en Somalie 219

a L'opération "restore hope"

b L'opération ONUSOM II

B La signification de l'intervention internationale en Somalie 222

a La notion controversée de l'action humanitaire: intervention humanitaire ou ingérence?

b Les diverses réactions à l'action internationale en Somalie

1 L'approbation de l'intervention en Somalie

2 L'opposition à l'intervention en Somalie et sa critique

c La participation afro-arabe à l'action internationale en Somalie et son impact sur la migration forcée des Somaliens

Sous-section II La migration forcée dans les pays du Maghreb, en Egypte et à Djibouti 231

I Les déplacements involontaires dans les pays du Maghreb 231

A La migration involontaire en Algérie 232

B Le problème de la migration forcée en Mauritanie 233

C Les réfugiés au Maroc 234

D Réfugiés et personnes déplacées en Libye et en Tunisie 235

II Les réfugiés à Djibouti et en Egypte 236

A Les réfugiés à Djibouti 236

B Les réfugiés en l'Egypte 237

Section II Le Soudan: un exemple représentatif d'une terre d'asile afro-arabe 239

Sous-section I Le choix du Soudan pour l'étude de cas et l'enquête sur le terrain 239

I Les raisons du choix du Soudan pour l'étude de cas 239

II L'étude sur le terrain 242

A Les questions posées 242

B La méthodologie adoptée 243

C Le résultat global de l'étude sur le terrain 244

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

Sous-section II Asile et migration au Soudan 245
I Le Soudan: pays d'asile depuis toujours 245
A L'afflux des populations arabes dans le Soudan pré-moderne 246
B Les afflux des populations africaines réfugiées de l'Ouest: les Fellata 247
a La migration des Fellata
b Les causes du déplacement des Fellata au Soudan
1 Le pèlerinage à la Mecque comme raison des mouvements vers l'Est
2 La tradition mahdiste et la hijra vers l'Est
3 Les causes politiques de la migration forcée des populations de l'Ouest vers l'Est
4 Les causes économiques et écologiques de la migration forcée dans le Soudan prémoderne
II Réfugiés et personnes déplacées dans le Soudan indépendant 251
A Les réfugiés au Soudan 252
a Les zaïrois
b Les érythréens
c Les ougandais
d Les Tchadiens
e Les Ethiopiens
B Les personnes déplacées au Soudan 257
a La principale cause du déplacement forcé à l'intérieur du Soudan: la guerre civile au Sud
b L'ampleur des déplacements involontaires des populations à l'intérieur du Soudan

CHAPITRE II LA POLITIQUE D'ASILE AU SOUDAN ENTRE LA THEORIE ET LA PRATIQUE 261

Section I La politique de l'asile dans le Soudan soumis à la Sharia: une théorie moderne et une pratique partiellement traditionnelle 261

Sous-section I Une distinction moderne entre les réfugiés et les personnes déplacées 262
I La politique soudanaise en matière de réfugiés 262
A Le cadre juridique de la politique des réfugiés 263
a Le droit applicable et ses spécificités
b L'Office du Commissaire pour les réfugiés (COR): l'organisme chargé des réfugiés
1 Le développement progressif de l'institution du COR
2 Les fonctions du COR
3 L'administration du COR
B L'évolution de la politique soudanaise des réfugiés 268
a La situation avant 1989
b La politique du gouvernement islamiste depuis 1989
c Le point de vue des spécialistes
II La politique soudanaise en matière des personnes déplacées 271
A Une politique récente 271
B L'Office du Commissaire pour les personnes déplacées (COD) : fonctions et administration 273

Sous-section II Le maintien des pratiques traditionnelles et ses conséquences 274
I La survivance de l'asile traditionnel 274
A la conservation de coutumes populaires traditionnelles hospitalières 275

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a L'asile devoir
b L'hospitalité à tous
B Des pratiques gouvernementales généreuses 278
a La politique de "la porte ouverte": une certaine obligation à protéger les demandeurs d'asile
b L'installation des réfugiés et des personnes déplacées
II La confusion entre les concepts traditionnels et modernes et l'ignorance du droit 281
A La confusion des concepts 281
a La confusion relative au concept d'asile
1 Un certain droit de l'individu à l'asile
2 Une certaine obligation à recevoir les demandeurs d'asile
b Un concept plus large du réfugié
1 L'asile octroyé aux militaires
2 L'asile accordé aux sinistrés des catastrophes naturelles
B La conception du droit chez les responsables et chez les sujets de la migration forcée 285
Section II Les limites de la politique soudanaise de l'asile 287

Sous-section I Une protection limitée des personnes forcées à se déplacer au Soudan 287
I La situation des droits de l'homme depuis l'avènement du régime islamiste et son impact sur les migrants involontaires 287
A L'ampleur des violations des droits de l'homme depuis 1989 288
B L'Islam utilisé comme un obstacle à l'humanisme 289
II Le problème de la protection des droits des réfugiés et des personnes déplacées 292
A Les problèmes des droits humains des réfugiés et des personnes déplacées 292
a Les limites de la protection des réfugiés
b Les personnes déplacées: des citoyens pas comme les autres
B Le problème de l'assistance et son impact sur la protection des réfugiés et des personnes déplacées 297
a L'assistance comme une nécessité à la protection des migrants involontaires
b Le lourd fardeau des réfugiés et des personnes déplacées

Sous-section II Les réfugiés et les personnes déplacées objets d'exploitation et monnaie d'échange 301
I L'Exploitation et l'utilisation des réfugiés au Soudan 302
A L'hospitalité: un mythe du passé ou une réalité actuelle? 302
a Hospitalité ou inhospitalité?
b Hospitalité et pauvreté: deux choses incompatibles
B Hospitalité mais exploitation 304
II L'affaire des Falashas comme un exemple type d'une utilisation des réfugiés 307
A Les Falashas: des réfugiés privilégiés 307
a L'importance des Falashas, les Juifs de l'Afrique
b Les Falashas réfugiés au Soudan
B Le transport des Falashas en Israël et ses conséquences 309
a Les différentes opérations du transport des Falashas
b Signification et conséquences de l'affaire des Falashas

CHAPITRE III LA NECESSITE ET LES POSSIBILITES D'UNE CHARTE AFRO-ARABE SUR L'ASILE 315

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Section I Une Charte afro-arabe sur la migration forcée: pourquoi? 316

Sous-section I Les nouvelles politiques restrictives de l'asile dans les Etats afro-arabes, à l'exemple des pays de l'Europe occidentale 316

I Les nouveaux concepts et les nouvelles politiques européennes relatifs à l'asile et le risque d'influence sur les pays afro-arabes 316

A Les nouvelles politiques restrictives de l'asile en Europe 317

B Les nouveaux concepts limitatifs de l'asile 320

II Les nouvelles orientations des politiques afro-arabes relatives à l'asile et aux réfugiés 323

A L'influence des nouvelles politiques restrictives européennes sur les pays afro-arabes 324

B La nouvelle politiques migratoire marocaine comme exemple des nouvelles politiques restrictives afro-arabes 325

Sous-section II Le besoin de garantir les droits humains des personnes forcées à se déplacer dans la région afro-arabe 331

I Le manque de protection des droits des personnes forcées à se déplacer dans la région afro-arabe 331

II Traditionalisme et modernisme: le problème de la référence de la Convention de Genève à certains droits internes et la contradiction de ces droits avec les principes internationaux des droits de l'homme 333

A Contradiction entre un certain traditionalisme et le modernisme 333

B Le problème des stipulations de l'article 12 de la Convention de Genève 335

III Le problème posé par l'application des solutions durables au problème de la migration forcée 337

A La difficulté d'appliquer toutes les solutions durables au problème des réfugiés 337

B De la migration forcée au rapatriement forcé 338

Section II Une Charte afro-arabe sur l'asile: comment? 342

Sous-section I Les fondements juridiques d'un instrument afro-arabe sur l'asile et la migration forcée 342

I Le retour au droit et aux coutumes traditionnels de l'asile abandonnés 342

A Des traditions inventées et un droit imposé par les colonisateurs 343

B L'abandon du droit traditionnel de l'asile après les indépendances afro-arabes 345

II Le droit et les pratiques traditionnels comme compléments au droit moderne 356

A Le besoin de codifier les pratiques présentes et de réintroduire les règles humanitaires 347

B Le besoin de concilier les droits moderne et traditionnels 349

Sous-section II Une Charte afro-arabe sur l'asile: contenu et mise en vigueur 352

I Le projet de la Charte: les clauses 353

A Une Charte sur l'asile au sens traditionnel de migration forcée 353

a Des précisions terminologiques à faire

b Des distinctions conceptuelles à opérer et des protections spéciales à prévoir

B Une Charte garantissant une véritable protection de l'individu 356

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a L'individu au centre de toutes les stipulations relatives au droit d'asile
b Un droit humanisé
II Les mécanismes de mise en vigueur de la Charte afro-arabe sur l'asile 359
A L'institution d'un organe mixte et indépendant 359
B Un cadre institutionnel favorable à l'action dans le domaine de l'asile 361
a Une collaboration institutionnelle possible
b L'action des ONG: la pierre angulaire de toute activité de l'organe afro-arabe sur l'asile et la migration forcée.

CONCLUSION GENERALE 364

BIBLIOGRAPHIE 368

LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS 382

ANNEXES 383

APERÇU DE LA THÈSE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

"Every political or economic upheaval causes the displacement of innocent people; yet despite the good will of the international community, enlightened and workable solutions are no closer than ever. I would like to suggest today that the problems -and the possible remedies- lie in the deep conceptual framework within which issues of mass migration have traditionally been viewed"[1].

Cette déclaration du Prince El-Hassan Ben Talal, dans son Cours à l'Université d'Oxford le 21 octobre 1992, résume bien tous les problèmes des déplacements de populations de nos jours et toute la lacune du cadre juridique qui leur est applicable.

En effet, la question de la migration, et principalement de la migration involontaire ou forcée, a beaucoup changé de notre temps. Cependant, le cadre juridique aussi bien que les politiques restent toujours les mêmes dans ce domaine. La conception de cette question n'a pas suivi l'évolution du problème.

La migration et l'asile sont des phénomènes très anciens qui ont existé depuis toujours et dans toutes les sociétés humaines. Mais notre siècle pourrait être caractérisé de siècle des demandeurs d'asile, des réfugiés et des déracinés.

Avec le "nouvel ordre" ou plutôt "le nouveau désordre international", notre monde est devenu beaucoup plus qu'auparavant un monde de réfugiés et de personnes déplacées. En 1991, le nombre de réfugiés était de quelques 17 millions de personnes[2]. Plus d'un milliard de personnes vivaient dans la misère totale et à la recherche d'un asile. Selon le Rapport de la Section des Nations Unies sur la Population, il y avait la même année un demandeur d'asile dans le monde pour chaque 10 000 personnes. Le nombre de ces demandeurs d'asile a beaucoup augmenté depuis. 90% des réfugiés vivent dans les pays du Tiers Monde et seulement moins de 2% en Europe Occidentale[3].

Au début de l'année 1991, il y avait 16 647 550 réfugiés dont 5 340 800 en Afrique et 9 820 950 dans le Moyen-Orient. Pour la même période, le nombre des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays avait atteint 23 millions dans le monde dont près de 5 millions se

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

1 HRH Crown Prince el Hassan bin Talal of Jordan, Joyce Pearce Memorial Lecture for 1992, in celebration of refugee studies Programme's tenth anniversary, Extracts from the wide-ranging and thought provoking speech delivered by his Royalty Highness, Refugee Participation Network (RPN) 14, January 1993, Oxford, p. 43; traduction personnelle.

"Chaque nouveau bouleversement économique ou politique donne lieu à des déplacements de personnes innocentes; malgré toute la bonne volonté de la communauté internationale, des solutions pratiques et instructives n'ont jamais été aussi loin à être trouvées à ce problème. Je voudrais suggérer qu'aujourd'hui ~~que~~ les problèmes - et les solutions possibles - résident, au fond, dans l'approche conceptuelle que nous avons jusqu'à présent utilisé pour traiter de la question de la migration massive".

2 Selon le World Refugee Survey de l'US Committee for Refugees de 1992 réfugiés. Il faut noter à cet égard que les statistiques relatives aux réfugiés ne sont jamais exactes à 100% et qu'elles varient selon la définition adoptée et selon les gouvernements, les OI et les ONG. Les statistiques fournies par le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) incluent, par exemple, les personnes considérées comme réfugiées selon son mandat et ,plus précisément, ceux qui reçoivent une assistance de cette organisation. Celles fournies par l'US Committee for Refugees incluent au contraire tous ceux qui sont "dans le besoin d'une protection ", comme il est clairement dit à la page 32 du World Refugee Survey de 1990. Dans cette étude, nous adopterons cette approche américaine aux statistiques relatives aux réfugiés.

3 Terje Einarsen, The European Convention on Human Rights, IJRL, Vol. 2. No. 1, 1990, p. 362.

trouvaient au Soudan[4]. A la fin de l'année 1992, le nombre de personnes déplacées involontairement avait beaucoup augmenté et l'on parlait de plus de 17 millions de réfugiés et d'environ 30 millions de personnes déplacées à l'intérieur des frontières nationales[5].

Le concept d'asile, *asulon* en grec et *asylum* en latin, signifie dans un premier sens un lieu inviolable et sacré où se réfugie une personne poursuivie et, par extension, tout endroit où une personne persécutée recherche une protection[6]. A l'origine, le concept s'appliquait ainsi à toute recherche d'un refuge pour fuir un danger et pour sauvegarder sa vie. La différence entre les deux concepts -refuge et asile- n'était pas très grande; dans les deux cas, il y a fuite et recherche d'abri, de sécurité et de protection. La cause de la fuite importait moins que ses conséquences. Progressivement, le concept avait pris, dans la pratique, un sens sacré et signifiait tout refuge dans un endroit sacré ou religieux, c'est-à-dire un sanctuaire.

En Droit International contemporain, l'asile signifie "la protection qu'un Etat accorde sur son territoire ou dans d'autres endroits relevant de certains de ses organes à un individu qui est venue la chercher"[7]. Les éléments constitutifs de l'asile en droit international sont au nombre de quatre :

- c'est une protection juridique, fondée sur un droit spécifique : le droit des réfugiés;
- cette protection est accordée par un Etat comme conséquence des agissements d'un autre Etat;
- cette protection n'est accordée que dans des lieux bien précis;
- elle est accordée à un étranger qui remplit certaines conditions bien précises pour être considéré comme réfugié[8].

Dans son rapport sur le droit de toute personne de quitter un pays, y compris le sien, et de revenir à son pays, le rapporteur MUBANGA-CHIPOYA, définit l'asile comme un concept constitué de plusieurs éléments :

- admettre une personne dans un territoire;
- lui permettre d'y rester;
- refuser son expulsion;
- refuser son extradition;
- ne pas la sanctionner pour son entrée illégale ou restreindre ses libertés[9].

Dans la pratique internationale, trois types d'asile ont existé : l'asile religieux, l'asile territorial et l'asile diplomatique. Ces trois sortes d'asile ont été très étroitement liés au lieu où la protection était accordée. Ils ont tous évolué et se sont transformés avec l'évolution de la société humaine.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

4 U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey, Washington, 1992, pp. 32-34.

5 Forced Migration and National Sovereignty: Refugees, displaced and involuntary migrants, conférence organisée par le Catholic Institute for International Relations, Church House Conference Centre, London, 19-20 juin 1992 ; U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey, 1993, pp. 50 51 et p. 54.

6 Voir Dictionnaire Le Robert, Tome 1, p. 263. Voir aussi Aga khan Sadruddin, Legal Problems Relating to Refugees and Displaced Persons, Cours donné à l'Académie de la Haye, 4-6 août 1976, p 24.
Il faut noter que jusqu'au XIXe siècle le mot avait conservé l'orthographe "asyle".

7 Définition donnée à la session de Bath de l'Institut de Droit International en 1950. Voir aussi définition dans L'Encyclopaedia Universalis, Vol. 2, p. 613.

8 Pour Victor Lieber, "Asylum is the legal protection which a state (asylum state or the state of refugee) affords on its territory or in another territory outside its boundaries on which it exercises jurisdiction, to an alien (refugee or politically persecuted person) against homeland or state of persecution", cité par P. Weiss, The Present State of International Law on Territorial Asylum, Annuaire Suisse de Droit International, Vol. 31, 1975, p. 71.

9 Cf. Mubanga-Chipoya, C.L.C. Final Report, The right to everyone to leave any country, including his own and to return to his country, UN doc. E/C4/sba. 2, 1988/35, June 1988, pp. 103-6.

L'asile religieux ou sanctuaire fut le premier genre d'asile connu par l'humanité. Il s'agit de la protection accordée à tout fugitif (même au criminel parfois) qui recherchait un refuge dans un endroit sacré ou religieux. Presque toutes les nations et tous les peuples anciens ont connu ce genre d'asile à certaines périodes de leur histoire[10].

L'asile territorial est l'asile accordé sur la base de la souveraineté de la région ou de l'Etat où le refuge est recherché. Il s'est développé à partir du XVI^{e} siècle avec l'élaboration de la notion de souveraineté et le développement de l'Etat et avec les nouveaux développements dans le système des sanctions pénales depuis le XVIII^{e} siècle et, en Europe, l'exclusion de l'asile des criminels de droit commun[11].

L'asile diplomatique est l'asile accordé par l'Etat en dehors de son territoire "physique", c'est-à-dire l'asile accordé dans ses ambassades (quelquefois dans ses consulats aussi) et ses avions et bateaux militaires. Il est considéré, dans ce sens, comme l'asile en dehors du territoire ou l'asile extérieur par rapport à l'asile intérieur accordé dans les limites du territoire national[12]. Cet asile s'est développé à partir du XV^{e} siècle en Europe du Sud-Ouest avec le début des missions diplomatiques permanentes qui ont remplacé les représentations à durée limitée. Il est considéré comme une "exception à la souveraineté territoriale"[13]. Il a une fonction spéciale et spécifique : de la nécessité pour les ambassadeurs de bénéficier de l'immunité diplomatique, on pouvait déduire leur droit à accorder l'asile dans leurs légations à des personnes qui venaient chercher la protection[14].

Aujourd'hui, l'asile religieux ne subsiste plus, même s'il est toujours prévu dans les textes religieux. L'asile diplomatique a été pratiqué largement au XVI^{e} et au XVII^{e} siècles. Limité d'abord à l'hôtel de l'ambassadeur (franchise de l'hôtel), cette pratique s'est étendue ensuite à tout le quartier de la légation (franchise du quartier ou du faubourg). Il est tombé ensuite en déchéance[15]. Il est toutefois réapparu en Amérique Latine à partir du XIX^{e} siècle et a été codifié dans plusieurs conventions[16]. Seul l'asile territorial reste applicable sur le plan international. Il a été codifié et légalisé mais reste limité dans son application.

Une comparaison pourrait être faite entre le concept de l'asile et d'autres concepts qui lui sont proches tels que celui d'exil, de migration ou de mouvements de populations en général, de migration forcée ou involontaire en particulier, ou ceux d'expulsion, d'extradition ou de trêve.

---

10 Sur cette question, voir Wallon H., Du droit d'asile, Thèse Lettres, Paris 1837 p. 1 et s.; Sinha S.P., Asylum and international Law, Martinus Nijhoff, La Haye 1971, The Hague, 1971, p. 7 et s.; Borhan Amrallah (en Arabe) (Haqqou al-loujou as-siyyasi: diraasatoun fi nadariyati haqqi al-maljaai fi al-qanouni ad-douwali), Le droit de l'asile politique: une étude de la théorie de l'asile en droit international Dar an-nahdaa al arabiya, Le Caïre, 1983, pp. 32 et s.; Bettati M., L'asile Politique: un statut pour les réfugiés, PUF, Paris 1985, pp. 7-35.

11 Voir Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit. p. 49; voir aussi les développements sur cette question dans la Partie I, Chapitre II, Section I.

12 Cet asile a été développé par les auteurs du droit international qui défendaient le concept de l'exterritorialité comme un fondement de l'immunité diplomatique du représentant diplomatique qui n'est pas, selon eux, contradictoire avec le principe de la souveraineté des Etats sur leurs territoires nationaux. Parmi ces auteurs, nous pouvons mentionner Grotius H. dans De Jure Belli ac Pacis, English Translation by Francis W. Kesley, Oxford and London, 1925, Book II, ch. xviii, no. iv. 5 qui déclare: "...Ambassadors... are considered to represent those who sent them... In consequence, ...were held to be outside the limits of the country to which they were accredited. For this reason they are not subject to the municipal law of the state within which they are living"., aussi Morgenstern F., Extra-Territorial Asylum, B.Y.I.L., 1948, pp. 236-237.

13 Encyclopaedia Universalis, Vol. 2, p. 613.

14 Young E., The Development of the Law of Diplomatic Relations, British Year Book of International Law, 1964, pp. 146 et s.; Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit. pp; 53-64.

15 Encyclopaedia Universalis, Vol. 2, p. 613.

16 Voir les développements sur l'abandon de ce genre d'asile dans la section I du chapitre II de la première partie.

Tout d'abord, le concept d'exil, du latin *exsilium* est "l'action d'obliger quelqu'un à sortir de sa patrie, avec la défense d'y rentrer"; il est utilisé comme l'équivalent de bannissement, déportation, expatriation, proscription, relégation et ostracisme dans la Grèce antique[17]. Paul TABORI définit l'exil comme la séparation forcée de son pays d'origine; dans des cas rares, cette séparation peut être volontaire[18]. L'exilé cherche souvent un asile en dehors de la patrie ou de la région d'où il a été banni.

Le concept de migration est le déplacement ou le mouvement massif de populations d'un pays à un autre ou d'une région à une autre pour s'y établir[19]. La migration est en général volontaire, mais elle peut aussi être involontaire ou forcée quand le migrant n'a pas le choix entre se déplacer ou rester et que la seule solution pour sa sécurité est de fuir[20].

L'expulsion est l'acte de chasser quelqu'un ou de le bannir[21] ou, plus exactement, la décision par laquelle le ministre de l'Intérieur fait sortir un étranger du territoire national; "c'est un acte discrétionnaire exprimant la souveraineté territoriale de l'Etat. Elle est exercée pour des motifs variés, souvent politiques, mais connaît une limite humanitaire (cas de l'étranger qui risque de connaître des sévices dans son Etat d'origine), elle est soumise, en principe, au contrôle du juge administratif"[22].

Le terme de trêve signifie à l'origine une sécurité. Utilisé dans les relations intercommunautaires, il signifie, pendant une guerre, une cessation provisoire par conventions des combats et des hostilités ; l'équivalent d'un cessez le feu, d'une armistice. Plusieurs religions célestes imposent des cessations de combats pendant des périodes précises de l'année[23]. La trêve permet parfois le retour des personnes réfugiés mais aussi des départs massifs de réfugiés de peur de voir reprendre les hostilités.

Quand au concept de l'extradition, il signifie "l'action pour un Etat de livrer un individu à un autre Etat qui le réclame pour le juger ou lui faire purger une peine". Normalement, les Etats n'extradent ni leurs nationaux ni les individus ayant commis des crimes politiques[24]. La mise en oeuvre de la procédure suppose en principe l'existence d'une convention d'extradition; mais l'extradition peut également résulter des dispositions de la législation interne .

Pour Paul TABORI, les sémantiques exil, émigrant, émigré sont des concepts d'avant le XX^{e} siècle. Notre siècle a contribué par les concepts de réfugié et de personne déplacée. La définition juridique ne s'intéresse qu'à ces deux derniers concepts qui impliquent le concept de fuite[25]. Elle n'aborde pas ceux d'exilé ou d'expatrié étant donné qu'ils sont inévitablement des termes politiques et éthiques[26].

La présente étude s'intéresse à l'asile en tant qu'institution qui a pour but de sauvegarder la vie et la liberté de mouvement des personnes qui ont cherché refuge dans les Etats afro-arabes. Ces Etats sont au nombre de neuf : Algérie, Djibouti, Egypte, Libye, Maroc,

---

17 Dictionnaire Le Robert, Tome 2, p. 751. Voir aussi les développement sur l'exil comme une sanction pénale dans le chapitre I, section I de la première partie de cette étude.

18 Paul Tabori, The Anatomy of Exile: A Semantic and Historical Study, Harrap, London, 1972, p. 22.

19 Voir Madeleine Granwitz, Lexique des Sciences sociales, Dalloz, Paris, 1983., p. 249.

20 Voir les développements sur la question dans la partie II, chapitre III, section II

21 Dictionnaire Le Robert, Tome II, pp. 777-778.

22 Charles Debbash et Yves Daudet, Lexique de termes politiques, Dalloz, Paris, 1978, p. 113.

23 Cf.Dictionnaire Le Robert, Tome 6, p. 655

24 Charles Debbash et Yves Daudet, Lexique de termes politiques, Dalloz, Paris, 1978,p. 114.
En ce qui concerne la définition d'un crime politique, il n'y a pas un consensus international sur une définition précise, mais nous pouvons le qualifier d'infraction politique punie d'une peine criminelle afflictive, comme la peine de mort, la réclusion ou la détention à perpétuité ou à temps, ou infamante, comme le bannissement ou la dégradation civique. Les causes et les preuves du crime politique varient d'un Etat à un autre et d'un régime politique à un autre.

25 Lenine avait défini les réfugiés comme des personnes qui votent par leurs pieds.

26 Paul Tabori, The Anatomy of Exile, op. cit., p. 22.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Mauritanie, Somalie, Soudan et Tunisie. Ils sont géographiquement situés dans le continent africain mais ils appartiennent juridiquement et socialement à la fois à l'Afrique et au monde arabe.

Ces Etats ont une particularité qui leur est propre. Cette particularité se manifeste par une diversité à tous les niveaux : social, racial, économique, politique, religieux, culturel, linguistique et juridique. L'originalité de ces pays réside dans cette double appartenance à l'Afrique et au Moyen-Orient et dans la spécificité qui en résulte. Cette spécificité se traduit par une confusion et une hésitation dans leur appartenance. Cette confusion est nettement apparente dans la manière dont sont classés ces pays au sein des organisations internationales (OI) : ils font partie tantôt de l'Afrique et tantôt du Moyen-Orient, parfois ils sont classés comme des Etats africains et d'autres fois comme des Etats arabes ou islamiques[27].

La même confusion se retrouve chez les gouvernants de ces Etats qui se déclarent, selon les circonstances, arabes ou africains. Cette confusion et cette hésitation à appartenir est encore plus manifeste chez la population de ces pays qui est consciente de son partage entre les mondes arabe et africain et qui dégage un manque d'appartenance réelle à la culture arabe et encore moins à la culture africaine. Cela se traduit par une culture afro-arabe propre, résultant d'un mélange des cultures et des traditions arabes et africaines. Cette relative double appartenance est manifeste dans leur attitude de soutien aux deux mondes africain et arabe, comme l'ont démontré les événements historiques comme la guerre du Golfe ou la lutte contre l'apartheid.

La spécificité des pays afro-arabes réside surtout dans leur soutien de l'universalisme, notamment dans le domaine des droits de l'homme, qu'ils complètent et corrigent parfois par des spécificités régionales, comme c'est le cas pour l'asile et l'accueil des réfugiés. En plus de leur appartenance aux organisations internationales, ils sont membres des organisations régionales, africaines et arabes[28]. Sur le plan religieux, même si la population de ces pays est en majorité musulmane, plusieurs autres religions y sont pratiquées : le Christianisme, les religions africaines traditionnelles et, d'une manière plus restreinte, le judaïsme[29]. Ils appartiennent par conséquent à divers organismes religieux internationaux[30].

Les populations de ces pays sont, à l'origine, des populations africaines : Berbères, populations négroïdes etc., auxquelles s'étaient ajoutées d'autres populations issues de plusieurs flux migratoires ou de dominations extérieures venant de l'Europe et de l'Asie (Phéniciens, Romains, Grecs, Arabes, Turcs, Andalous, Français, Anglais et Italiens). Certains étaient venus comme réfugiés, d'autres comme conquérants; surtout que la notion de frontière au sens moderne du terme n'a jamais existé et n'existe toujours pas en Afrique.

Ces pays ont une culture métissée : leurs institutions, surtout juridiques et sociales, ont bénéficié des apports orientaux et africains, des civilisations de la Méditerranée et de la Mer noire. Ces pays sont composés de mosaïques de groupes ethniques et de cultures, d'archaïsme et de modernisme. C'est ainsi que le chercheur sur les sociétés afro-arabes perçoit, comme le dit bien Jacques BERQUE en parlant de l'Afrique du Nord, "des continuités et des mélanges,

CREDOC-DERUENES

---

27 En 1986 lors de notre stage aux Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, la Libye et la Tunisie étaient classés parmi les pays du Moyen-Orient, la Mauritanie parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest et Djibouti, le Soudan et la Somalie parmi les pays de l'Afrique de l'Est.

28 C'est ainsi qu'ils sont tous membres de l'ONU et de presque toutes les organisations internationales, ils sont membres de l'Organisation de l'Unité Africaine et ses organes subsidiaires, de la Ligue Arabe etc...

29 Sur l'adoption du Christianisme et de l'Islam et la pratique des religions africaines traditionnelles dans la région et principalement au Soudan, voir Benjamin C. Ray, African Religions: Symbol, Ritual, and Community, Princeton University, Prentice-Hall Inc., New Jersey, 1986. Concernant le judaïsme en Afrique, voir les développements sur les Falashas dans le chapitre III de la deuxième partie.

30 C'est ainsi qu'ils sont tous membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) et certains parmi eux font partie des organisations internationales des églises catholiques ou protestantes. Une minorité de la population de l'Est du Soudan, d'origine réfugiée, appartient aux Falashas et pratique, actuellement en cachette le judaïsme.

des oppositions et des contrastes. Tout s'entrechoque et se diversifie, tout se mêle et s'apparente"[31].

Le mixage de populations et de cultures a eu pour conséquence une culture et des comportements spécifiques (surtout dans le domaine de la migration) qui puisent dans les cultures arabe et africaine, musulmane et chrétienne; ce qui donne à ces pays une certaine hétérogénéité mais en même temps une certaine homogénéité : hétérogénéité dans les pratiques mais homogénéité dans les objectifs.

Comparés aux Etats arabes du Moyen-Orient qui ont adhéré à très peu d'instruments internationaux ou régionaux relatifs à l'asile et aux droits de l'homme, les pays afro-arabes (suivant l'exemple africain) font partie de la plupart des conventions internationales et régionales relatives aux réfugiés et aux droits de l'homme et leur politiques dans ce domaine a été pendant longtemps celle de la porte ouverte.

Depuis toujours, conformément à leurs coutumes et traditions et dans un esprit de coopération et d'entraide humanitaire, régionale et internationale, les réfugiés ont été relativement bien accueillis par les populations hôtes et par les leaders politiques de ces pays.

Le pays choisi pour l'étude de cas est le Soudan. C'est le pays d'asile par excellence, le pays afro-arabe le plus représentatif du partage entre l'Afrique et le monde arabe, l'Islam et le Christianisme, le traditionalisme et le modernisme. Pour plusieurs raisons, il est considéré comme le pays de la dichotomie : le Nord arabe et musulman, le Sud négroïde et chrétien ou animiste. Mais cette dichotomie parait à débattre : le Nord n'est pas autant arabe et musulman et le Sud autant négroïde et non musulman qu'il a été affirmé. Le Nord représente tout le Soudan[32]. De plus, si ce pays abrite des réfugiés, il produit en même temps des réfugiés et des personnes déplacées, en raison du conflit armé au Sud.

Plus que les autres pays afro-arabes, le Soudan a une identité afro-arabe spécifique qui lui permet de s'identifier aussi bien avec les traditions et coutumes arabes et africaines, qu'avec les règles des religions musulmane, chrétienne et dans une certaine mesure, juive et africaine traditionnelle; sans pour cela appartenir complètement à l'une ou à l'autre. Ce manque d'appartenance (ou peut-être aussi cet excès d'appartenance) est manifeste aussi bien dans les attitudes et les comportements politiques et sociaux que dans la littérature soudanaise[33].

Les récents événements intervenus en Somalie lors de la dernière phase de la rédaction de cette thèse, les nouveaux aspects de la migration forcée qu'ils ont causés ainsi que tous les bouleversements doctrinaux qui les ont accompagnés nous ont obligés à réserver certains développements à cette question. Nous avons estimé que ces développements s'imposaient dans une étude sur la migration forcée dans les pays afro-arabes, malgré la référence spéciale au Soudan. Une enquête sur le terrain en Somalie nous aurait sans doute éclairé encore plus sur la question. Cette enquête reste pour le moment impossible, étant donné tous les risques que peut encourir un chercheur dans un pays où il n'existe ni Etat ni droit.

Au niveau de l'asile, la spécificité afro-arabe se manifeste dans le conflit entre le passé et le présent, entre le droit moderne et les droits traditionnels et coutumes anciennes, entre les stipulations des textes sacrés et les clauses d'inspirations occidentales du droit des réfugiés contemporain et, enfin, entre la théorie et la pratique.

Le phénomène des déplacements de populations n'est pas nouveau dans la région afro-arabe. Les populations se sont toujours déplacées librement dans cette région. Plusieurs afflux de personnes persécutées ont cherché asile dans la région depuis les périodes antiques. Mais la nouveauté réside dans les caractéristiques de ces mouvements et les réactions à ces afflux.

---

31 Jacques Berque, Problèmes initiaux de la sociologie juridique en Afrique du Nord, in Stvdia Islamica, vol. 1, 1953, p. 137.

32 Francis Mading Deng, Dinka Cosmology, Ithaca Press London, 1980, p.5.

33 Cf. Muhammad Abdul-Hai, Conflict and Identity: the Cultural poetics of Contemporary Sudanese Poetry, Institute of African and Asian Studies, University of Khartoum, African Semminar Series, No 26, Khartoum, 1976, pp. 34-35.

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

Pendant longtemps, les migrations de populations eurent lieu de l'Asie et l'Europe vers l'Afrique et spécialement vers les parties Nord et Est de l'Afrique. Par exemple, la migration juive et arabe dans la région s'est faite à différentes périodes de l'histoire, principalement après la chute du règne des Arabes en Espagne[34].

La proximité des mers des pays afro-arabes a encouragé ces migrations, étant donné que le transport se faisait principalement par mer. En Afrique, la migration forcée la plus humiliante et la plus inhumaine de l'histoire de l'humanité fut celle du transport d'esclaves à l'extérieur du continent. Sans avoir de statistiques précises, on estime que le nombre d'Africains qui ont été déracinés par l'esclavage ou qui ont péri dans ces opérations de déracinement approcherait les 21 millions de personnes[35]. Mais aujourd'hui, les afflux de populations se font surtout de l'Afrique et vers l'Afrique. En général, l'Afrique n'exporte pas ses réfugiés; ces derniers restent sur le continent[36].

Un autre exemple de migration de réfugiés européens vers l'Afrique est celui des Boers qui fuyaient les persécutions religieuses dont ils étaient victimes en France et aux Pays-Bas. Ces réfugiés européens ont cependant institué à partir de 1948 le système de l'apartheid en Afrique du Sud et ont chassé les populations noires de leurs terres.

La région afro-arabe avait ses propres règles pour traiter de la question de l'asile et des réfugiés. Certaines parmi ces règles ont complètement disparu aujourd'hui, d'autres restent applicables en pratique. Des tentatives d'institutionnalisation du droit traditionnel et des coutumes africaines et arabes de l'asile et des réfugiés ont été faites lors des divers colloques, séminaires et conférences sur la question et dans des textes régionaux se disant spécifiques; mais beaucoup reste à faire pour humaniser l'asile dans la région.

L'idée de travailler sur le thème de l'asile et les réfugiés nous a été inspiré par l'ampleur des migrations forcées de populations dans le monde aujourd'hui et spécialement dans les pays islamiques et africains et par le manque de recherche sur la question au Maroc. Le problème de l'asile est devenu de nos jours le grand problème de l'humanité en général et des pays musulmans en particulier. Cependant, la protection des réfugiés et des personnes déplacées est très lacunaire. Le droit des réfugiés et les droits de l'homme sont considérés, comme le dit le Prince Hassan BEN TALAL, "comme des domaines séparés; cette ségrégation artificielle a des conséquences très néfastes sur le développement du droit des réfugiés"[37].

La majorité des réfugiés et des personnes déplacées sont aujourd'hui musulmans ou se trouvent dans des pays musulmans. Ainsi, le monde musulman (*Dar al-Islam*) est devenu actuellement un monde de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile (*Dar al-Mouhajirin*)[38]. Le phénomène du déplacement frappe plusieurs parties de ce monde : des personnes ont été déplacées de force et involontairement en Afghanistan, en Iran, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Somalie, au Pakistan, en Mauritanie, au Soudan au Yémen, etc. Ces

---

34 Migrations des Juifs et des Arabes du Moyen Orient à différentes périodes. Après la chute de Cordoue, depuis 500 ans, les Juifs et les musulmans qui vivaient en Espagne ont été forcés d'émigrer- en Europe Centrale et dans les pays Islamiques pour fuir la persécution du gouvernement catholique en Espagne, qui était déterminé à effacer tout ce qui n'était pas catholique dans le pays. Beaucoup de ces migrations forcées européennes et asiatiques s'étaient dirigées vers les pays musulmans: Maroc, Tunisie, Egypte, Irak, Turquie, Syrie... Les Juifs du monde arabo-musulman ont vécu sans persécution historique pendant environ 400 ans jusqu'au début du conflit Israëlo-arabe créé et orchestré par les pays de l'Ouest Chrétiens pour éloigner les Juifs des pays occidentaux.

35 Gaim Kibreab, African Refugees: Reflection on the African Refugee Problem, Africa World Press Publications, Trenton, New Jersey, 1985, pp. 12-13.

36 Sur les réfugiés en Afrique, voir Houria Moujahid, Le problème des réfugiés en Afrique (en Arabe), in Assiyaasa ad-dawlya, janvier 1971, pp. 103-113; Gaim Kibreab, Refugees and development in Africa, op. cit.

37 HRH Crown Prince el Hassan bin Talal, Joyce Pearce Memorial Lecture, op. cit., p. 43.

38 Anderson Ewan, Dar al-Muhajirin: Refugees in the Islamic World, Fourth International Conference, Bellagio, October 1987, in Journal of Refugee Studies, vol. 1, No. 1, Oxford, 1988, pp. 78-81.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

migrations forcées concernent aussi bien des groupes d'individus que des peuples entiers tels que le peuple palestinien ou celui de la Bosnie-Herzégovine[39].

Mais, dans toutes ces migrations, le concept islamique et humanitaire de l'asile semble absent. De plus, l'Islam représente actuellement pour le monde non-musulman des images d'un monde fanatique et non solidaire. Tout le côté humanitaire et universel de cette religion dans les domaines de l'asile et de la solidarité est souvent ignoré.

L'idéal aurait été, peut-être, de faire une recherche sur l'asile dans les pays musulmans ou arabes. Cependant, étant donné que, parmi les Etats membres de la Conférence Islamique et les membres de la Ligue Arabe, très peu ont adhéré aux conventions internationales relatives aux réfugiés et aux droits de l'homme et très rares sont ceux qui ont promulgué des législations nationales dans le domaine. Il était impossible d'entreprendre une telle recherche[40].

Parmi les Etats arabes, les Etats afro-arabes sont les seuls qui ont adopté le droit international et régional africain sur l'asile, les réfugiés et les droits de l'homme. C'est pourquoi le choix s'est fixé sur ces pays. De plus, les Etats afro-arabes possèdent pour la plupart des législations nationales sur l'asile et les réfugiés, à la différence de la plupart des autres pays islamiques ou arabes.

Choisi pour l'étude de cas, le Soudan, représente un pays africain, arabe et musulman qui a adhéré à la grande partie des instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés et aux droits de l'homme. Son expérience dans le domaine est très riche et sa législation sur l'asile est l'une des plus développées dans le Tiers Monde.

En outre, les restrictions et les limitations apportées aux droits de l'asile et aux droits des réfugiés qui ont été introduites, même dans les pays qui ont ratifié et incorporé dans leurs législations les dispositions du droit international relatives aux droits de l'homme et aux réfugiés, nous ont poussé à s'intéresser au côté humanitaire des traditions et des pratiques des pays étudiés.

Certes, les limites à l'asile proviennent aujourd'hui plus particulièrement des pays occidentaux qui ont été à l'origine de la création du droit moderne de l'asile. Mais ces limites risquent de faire tâche d'huile. Par ailleurs, le développement du fondamentalisme, de l'intégrisme et l'utilisation des religions et des traditions comme un moyen de violer les droits fondamentaux des êtres humains est un aspect essentiel de notre monde d'aujourd'hui.

L'Islam aussi bien que les traditions islamiques ou chrétiennes, arabes ou africaines, sont très souvent associés aux violations des droits des femmes, aux mutilations physiques, au manque de liberté, à la polygamie, à l'excision, à l'infibulation, etc. Les aspects humanitaires et avancés de l'asile traditionnel, la liberté de mouvements des peuples et des individus et les morales sociales humanitaires sont souvent ignorés, même dans les pays musulmans, arabes ou africains. On ne parle jamais d'un droit d'asile islamique ou africain, plus humanitaire et plus protecteur pour l'individu que le droit moderne sur les réfugiés, lequel a été conçu beaucoup plus pour protéger les Etats que les citoyens. L'invention des frontières modernes avait également développé cette protection de l'Etat au détriment de l'individu. L'ampleur actuelle des mouvements de réfugiés est strictement liée au phénomène des frontières au sens

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

39 Selon le Journal Asharq Al-awsat du 2/11.1992, p. 7, il y avait à la fin de cette année plus de 30 milles réfugiés musulmans de l'ex-Yougoslavie.

40 Sur l'organisation de la Conférence Islamique et ses membres voir, Encyclopédie Africa South of the Sahara: 1991, Twentieth Edition, Europa Publications Limited, London 1990, pp. 216-217. En plus des 9 Etats afro-arabes, 35 Etats islamiques de l'Asie et de l'Afrique étaient membres de cette organisation en 1991.

Pour les membres de la Ligue des Etats Arabes, aux neuf pays afro-arabes, il faut ajouter: l'Arabie Saoudite, Bahrain, les Emirats Arabes Unies, la Jordanie, l'Irak, le Koweit, le Liban, L'OLP, Oman, la Syrie et le Yémen. Voir pour plus de détails Alain Gresh et Dominique Vidal A., to Z to the middle East, Translated by Bob Cumming Zed Books Ltd, London and New Jersey, 1990, pp. 6 et s.

moderne du terme[41].

Certes, la codification du droit international sur les réfugiés à partir de la deuxième moitié de ce siècle était un grand progrès, mais ce droit reste aujourd'hui lacunaire et en retrait par rapport au droit traditionnel sur l'asile et la migration involontaire et par rapport même aux textes modernes internationaux et régionaux sur les droits de l'homme. Les pays afro-arabes ont adopté le droit moderne. Mais, quelle est leur attitude vis-à-vis de leurs droits traditionnels islamique et africain ?

Les Etats afro-arabes illustrent bien le dilemme de certains Etats aujourd'hui partagés entre le sacré et le profane, le modernisme et le traditionalisme. Ce dilemme se retrouve dans leurs législations nationales et leurs attitudes à l'égard du droit international. Tous ces Etats se veulent musulmans. Mais leur droit d'asile est en général un droit laïc; c'est une simple reproduction des stipulations des conventions internationales et régionales sur la protection des réfugiés. Cependant, dans certaines de leurs pratiques à l'égard des réfugiés et des personnes déplacées, ces Etats restent attachés au droit traditionnel et aux coutumes africaines, arabes et islamiques de l'asile et de l'accueil de l'étranger. Comment se manifeste ce dilemme ? Comment est-il perçu ? Quelle solution adopter pour rendre la théorie conforme à la pratique et aux réalités sociales ? N'existe-t-il pas un moyen de faire progresser le droit moderne de l'asile et des réfugiés, par un retour au passé, aux religions, aux traditions ignorées ? C'est l'objet même de cette étude.

Selon nos recherches documentaires, l'asile dans les pays afro-arabes est un thème très rarement abordé auparavant par les chercheurs. Cette lacune a suscité notre premier intérêt à la question. De plus, malgré la gravité du problème des déplacements involontaires aux niveaux international en général, arabe et africain en particulier, et malgré la grande misère des déracinés dans le monde, les études sur la migration forcée ont été relativement négligées par les chercheurs, spécialement par les juristes, dans les mondes arabophone et francophone. La discipline reste principalement une spécialité anglophone. L'équivalent du *Refugee Studies Programme* (RSP) de l'Université d'Oxford en Angleterre, du *Population Council* à New York, du *Refugee Policy Group* à Washington, du *Centre for Refugee Studies* à l'Université de York au Canada ou de l'*African Refugee Study Centre* de l'Université de Dar es-Salam n'existe nulle part dans les pays francophones ou arabophones[42].

Ainsi, malgré l'actualité de la question de la migration forcée dans le monde (surtout avec la nouvelle utilisation de l'ethnicité comme un moyen de division et une source de réfugiés et de personnes déplacées), très peu de chercheurs se sont spécialisés dans ce domaine en Afrique du Nord et au Maroc en particulier. Actuellement, le phénomène des déplacements est devenu massif et les violations des droits des populations en mouvement sont devenues alarmantes. Mais le sujet a été négligé par la doctrine. La matière mérite donc des études approfondies et rien ne peut justifier cette négligence de la part des chercheurs francophones, principalement comme le dit si bien le Professeur Chemillier-Gendraux :

> "La doctrine s'attarde peu à la notion de réfugié : à la limite du découpage académique qui sépare le droit international privé, cette notion inspire un discours peu abondant cantonné dans les mécanismes du droit d'asile, de l'application de la Convention du 28

---

41 Sur ce point, voir Elizabeth G. Ferris (Ed.), Refugees and World Politics, Praeger Publishers, New York, 1985, Introduction.

42 Pour plus de renseignements sur les centres de recherche sur la question des réfugiés et de la migration forcée dans le monde, voir Refugee Studies Programme et Julian Davies, Displaced Peoples and Refugees Studies: A Ressource Guide, Hans Zell Publishers, London, Melbourne, Munich, New York, 1990.

Il faut noter à cet égard que le seul centre afro-arabe qui s'intéressait à la question de plus prêt était celui du Refugee Programme de l'Université de Juba au Soudan, mais ce centre a été fermé à cause de la guerre civile au Sud du pays. Il faut ajouter qu'il a été créé récemment, grâce à l'assistance du Prince Hassan Ibn Tallal et de la collaboration du Refugee Studies Programme d'Oxford, un centre de recherche sur les réfugiés auprès de l'Université de Yarmouk en Jordanie. De plus, durant le 4ème Séminaire des Experts Arabes de l'asile et des réfugiés, qui a eu lieu du 16 au 19 novembre 1992 au Caire, il fut recommandé la création d'un institut arabe sur l'étude de l'asile et la migration forcée.

juillet 1951 sur le statut des réfugiés, ou dans le fonctionnement des institutions internationales humanitaires chargées du problème des réfugiés"[43].

Le déplacement involontaire est un phénomène qui semble en développement continu et qui risque de devenir un fait international permanent. Le juriste des droits de l'homme et particulièrement des droits des réfugiés et des personnes déplacées ne risque pas pour le moment de manquer de matière à étudier et ne peut s'attendre à voir les historiens devenir un jour les seuls spécialistes de la question.

Par ailleurs les afflux massifs de réfugiés et de personnes déplacées dans les mondes arabe et musulman, leur manque de protection et leurs grandes souffrances posent un dilemme et un "challenge" pour le juriste des Droits de l'Homme et le poussent à rechercher un moyen d'assurer leur protection, y compris par un retour au passé, à l'histoire, par une résurgence et une ré-interprétation du droit traditionnel et religieux.

Le droit d'asile dans les pays afro-arabes devrait rendre compte des traditions et des pratiques hospitalières et du droit religieux protecteur pour la personne réfugiée ou déplacée. Il est nécessaire d'opérer un retour vers le passé humanitaire et faire revivre ce passé.

Tout en sachant qu'il est difficile pour un juriste d'être un bon historien, nous avons décidé d'entreprendre dans une partie de cette étude un travail d'histoire du droit[44]. Il y a un manque de sources sur l'asile dans le passé arabe, africain ou musulman, sur les relations de ce passé avec le présent. C'est pour cette raison que nous avons entrepris cette recherche et nous avons décidé d'analyser les textes de droit moderne et les textes religieux à la lumière de l'expérience actuelle de l'asile et des réalités sociales dans les pays afro-arabes. Notre ambition est d'apporter une contribution à la recherche dans ce domaine et de développer ainsi une théorie d'un droit plus protecteur des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les pays afro-arabes. Ce droit pourrait être transposé, peut-être, au niveau international, comme cela s'est déjà produit avec certains droits africains ou américains dans ce domaine[45].

Un autre intérêt de cette étude réside dans le contenu même de la matière à étudier : toute recherche sur les réfugiés et les mouvements involontaires de populations est nécessairement une étude pluridisciplinaire. A notre avis, une analyse des instruments juridiques internationaux, régionaux et internes applicables dans les pays retenus pour l'étude ne saurait être complète sans une analyse de la société à laquelle ces instruments sont applicables et sans une étude de la conception que se fait cette société de ce droit, de l'impact qu'elle a sur ce droit et de l'impact que ce droit a sur elle.

Cette recherche nous a introduit dans un domaine ignoré jusqu'à présent : celui de la sociologie. Cette approche nous a été facilitée par notre rattachement au *Refugee Studies Programme* de l'Université d'Oxford : un véritable forum de chercheurs de toutes les disciplines ayant trait à la question et un vrai laboratoire pour toute étude sur la migration forcée. Nos contacts avec des juristes et anthropologues spécialistes dans le domaine, nous ont incité à opter pour une étude théorique et pratique, juridique et sociologique[46].

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

---

43 Monique Chemillier-Gendraux, Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes et réfugiés, in Mélanges offerts à Charles Chaumont, Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: méthodes d'analyse du droit international, ouvrage publié avec le concours du Centre National des Lettres, Editions A. Pédone, Paris 1984, p. 161.

44 En parlant des juristes, Edmund Burke avait dit que "Lawyers are bad historians". Il veut dire par là que les juristes en général se préoccupent beaucoup plus de l'étude du droit positif dont la nature et même l'existence sont indépendantes des considérations de temps et d'espace", voir N. J. Coulson, A History of Islamic Law, Edinburgh University Press, Edinbourgh, 1964, p. 1.

Il ne faut pas, cependant, oublier qu'il y a toute une discipline juridique appelée Histoire du Droit et qu'il y a des spécialistes de la question.

45 Les définitions africaines et Latino-américaine du réfugié n'ont certes pas encore été adoptées comme définitions internationales, mais elles ont eu un grand impact sur la pratique internationale dans le domaine, comme nous allons le montrer dans le chapitre II de notre première partie.

46 Le Refugee Studies Programme de l'Université d'Oxford organise périodiquement des rencontres entre chercheurs et praticiens dans toutes les disciplines qui s'intéressent à l'asile et des migrations forcées

Nous reconnaissons qu'il est très difficile pour un juriste théoricien ayant l'habitude de travailler sur les textes de conduire une recherche sur le terrain et d'avoir des contacts avec les individus et les groupes humains concernés par la norme juridique étudiée; mais cette tâche était une découverte intéressante et que le travail effectué sur le terrain au Soudan était d'un grand apport à notre recherche.

Il s'agit d'une étude de sociologie juridique c'est-à-dire "l'étude d'un fait social : le droit, comme l'art de la mise en oeuvre, au sein d'une société, à un moment donné d'une régulation selon une éthique ou une volonté dominante"[47]. Jean CARBONNIER qualifie la sociologie juridique de sociologie particulière. Pour cet auteur, c'est la branche de la sociologie générale "qui a pour objet l'étude des phénomènes juridiques en tant que phénomènes sociaux" c'est-à-dire l'étude de la loi, de la décision administrative etc. dans leur contexte social. En résumé, tout ce qui crée le droit [48]. Le but de toute étude socio-juridique est de partir des règles de droit et chercher à savoir comment elles sont alimentées ou au contraire vidées de leur substance par les moeurs; ce qui constitue toute la différence entre la sociologie et le droit dogmatique, c'est-à-dire, le droit comme un ensemble de règles normatives, tel qu'il se trouve dans les textes ou tel qu'il est pratiqué par les tribunaux[49].

Le choix d'une étude socio-juridique fut préféré afin d'échapper au dogmatisme du droit, difficile à appliquer à la discipline des réfugiés et des migrations involontaires. Dans les études juridiques, il y a très souvent un fossé entre la théorie et la pratique du droit et un manque de communication entre le praticien et le théoricien. Ce choix exprime l'intention de mener une réflexion sur le droit et d'adopter une approche critique pour faire avancer la réglementation sur l'asile et sur le droit actuel des réfugiés et des personnes déplacées dans les pays afro-arabes, et ce, à partir de leurs réalités sociales.

En effet, le droit est trop important en tant que fait social pour l'isoler de la communauté à laquelle il s'applique, comme le dit un spécialiste de la matière, Roger COTTERRELL :

> "The major justification is that law is too important a social phenomenon to be analysed in a way that isolates it from other aspects of society and makes impossible an understanding of its social character, the complexity of its relations with other social phenomena, its "reality" as a part of life and not merely as a technique of professional practice"[50].

L'auteur ajoute que la conception qu'ont les juristes du droit et leur analyse des textes devraient changer et il est temps qu'ils s'intéressent à l'individu auquel s'applique les règles de droit :

> "Lawyers' analysis of law is grounded in an array of philosophical assumptions -for example, with regard to the nature of responsibility, obligation, causation and the autonomy of the individual- which very often remain unexamined"[51].

Ceci ne signifie nullement que l'on dénie aux juristes leur pragmatisme et leur rationalisme, mais rappelle seulement la grande différence entre les théories empirique et non empirique.

Nous sommes conscients que la recherche socio-juridique est complexe. Mais nous l'envisageons seulement comme une analyse des processus sociaux que constituent les

---

appelés International Research and Advisory Panel. Sur ce point, voir compte-rendu de la dernière rencontre, Keith Sword, A Report of the Third Annual Meeting of the International advisory Panel, January 1992, in Journal of Refugee Studies, Oxford, Vol. 5, No. 2, pp. 87-105.

47 Voir André Jean Arnaux, Droit et Société: du constat à la construction d'un champs commun, in Droit et Société, No. 20/21, 1992, p. 19.

48 Jean Carbonnier, Sociologie Juridique, PUF, Paris 1978, p. 15.

49 Voir Ibid., p. 21.

50 Roger Cotterrell, The Sociology of Law: an Introduction, Butterworths, London, 1984, p. 2.

51 Ibid., p. 5.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pratiques des conceptions et la mise en oeuvre des règles juridiques.

La critique du droit, comme le dit le Professeur MIAILLE, "est une tâche complexe qui suppose en premier qu'en soient éclaircies les bases"[52]. C'est pourquoi nous avons envisagé une étude d'abord théorique puis pratique.

L'étude théorique concerne l'analyse des textes historiques, religieux et juridiques, relatifs à la question. Elle comporte la recherche documentaire dans les bibliothèques et les centres de documentation spécialisés au Maroc, en France, en Suisse, et surtout en Angleterre au *Refugee Studies Program* de l'Université d'Oxford et au Soudan à l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques de l'Université de Khartoum[53].

L'étude pratique consistait en un travail sur le terrain au Soudan et la conduite d'interviews auprès des responsables soudanais des réfugiés et des personnes déplacées, des représentants des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales (ONG) travaillant avec les réfugiés et les personnes déplacées. Des interviews furent entreprises également avec des réfugiés, des personnes déplacées et avec des experts et des chercheurs dans le domaine de la migration forcée. Le travail pratique incluait aussi des visites des départements gouvernementaux chargés des réfugiés et des personnes déplacées, de certaines organisations internationales et des organisations non gouvernementales humanitaires installées à Khartoum et à l'Est du Soudan, ainsi que des visites de certains camps de réfugiés à l'Est du Soudan et des personnes déplacées à Khartoum et dans ses environs.

En ce qui concerne les sources utilisées pour cette recherche, elles varient entre la littérature juridique, sociologique, historique, religieuse; les documents internationaux, régionaux et internes relatifs à l'asile, aux réfugiés et aux personnes déplacées et les textes de conventions et de lois, les manuscrits religieux et les livres sacrés et les sources orales[54].

La documentation disponible peut être classée en deux catégories : générale et spéciale[55]. La documentation générale concerne la bibliographe relative soit à l'asile en général soit aux droits de l'homme, avec une référence spéciale aux réfugiés et personnes déplacées. Quant à la documentation spéciale, elle concerne tous les écrits sur l'asile et la migration dans l'Islam, le Christianisme, le Judaïsme, le droit international et régional des réfugiés, ainsi que les travaux des anthropologues et des sociologues sur les mouvements de populations en Afrique et dans le monde arabe. Cette documentation est caractérisée par l'abondance de la documentation générale mais par la rareté et parfois même l'inexistence de la documentation spéciale.

Ainsi, la bibliographie disponible dans le domaine des réfugiés et de la migration forcée est très abondante[56]. Cependant, cette littérature est principalement en langue anglaise; ce qui pose un problème pour le chercheur ne possédant pas cette langue et rend le travail de traduction nécessaire pour celui qui la domine. Par ailleurs, cette bibliographie est très générale et il existe peu d'écrits sur l'asile et la migration forcée relatifs au monde arabe ou musulman et pratiquement pas de littérature sur la région afro-arabe. La littérature sur l'asile en Afrique est relativement riche. Mais il reste beaucoup à faire dans certains domaines de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

52 Michel Miaille, La critique du droit, in Droit et Société, No. 20/21, 1992, p. 73. (pp. 73-87);

53 Nous avons bénéficié dans ces deux institutions universitaires d'un statut de *Visiting Research Fellow* et nous étions ainsi associés au travail de recherche et d'enseignement de ces deux établissements de l'enseignement supérieur pendant la durée de notre rattachement à ces institutions: pendant plus de deux ans au premier et durant deux mois au deuxième.

54 Plusieurs informations furent rassemblées en interrogeant les personnes concernées.

55 Il faut mentionner à cet égard l'existence d'un réseaux international sur la documentation dans le domaine des réfugiés, voir à ce sujet International Refugee Documentation Network (IRDN), Conference on the Future of the International Refugee Documentation Network, Publication du Centre de documentation sur les réfugiés, HCR, Genève 1992.

56 Voir The International Refugee Integration Ressource Centre (IRIRC) International Bibliography of Refugee Literature, Working Edition, Publication du HCR, Genève, janvier 1985. Voir aussi, Refugee Studies Program, Displaced Peoples and Refugee Studies (Ed.): a Ressource Guide, op. cit.

cette discipline en Afrique, notamment en matière de sociologie juridique[57].

Au plan des approches adoptées pour cette recherche, trois approches ont été utilisées spécialement. Elles se complètent utilement, chacune compensant les faiblesses de l'autre. L'approche de l'exégèse nous permet de procéder à l'appréciation des différents textes et instruments relatifs à l'asile, au réfugiés et aux personnes déplacées et en extraire leur virtualité, imperfections et lacunes[58]. L'approche comparative nous sera d'un précieux secours pour dégager les valeurs du concept de l'asile humanitaire et protecteur pour l'individu, et l'originalité d'un concept afro-arabe de l'asile par rapport au concept international et aux autres concepts régionaux. Enfin, l'approche historique, sous la forme d'un examen de l'histoire de l'application de l'asile dans les mondes islamique, arabe et africain, nous permettra de fonder notre théorie de l'asile traditionnel et humanitaire et nous aidera à faire un appel à la reconstitution de cet asile et à sa re-formulation dans les législations afro-arabes actuelles.

Nous proposons de diviser cette étude en deux parties. D'après les spécialistes de la sociologie juridique, une critique du droit se fonde normalement sur deux bases étroitement solidaires : l'une théorique que l'on peut dénommer épistémologie et l'autre pratique que l'on pourrait qualifier de politique[59]. Par conséquent, notre étude sera constituée d'une partie théorique et d'une autre pratique.

La partie théorique concerne une étude comparative entre la conception de l'asile dans les traditions et les coutumes des sociétés afro-arabes traditionnelles, les principes islamiques, les règles du droit international et régional de l'asile et des réfugiés et les stipulations des législations nationales relatives à la migration et les réfugiés dans les pays afro-arabes. Elle contraste ainsi le droit traditionnel et les pratiques religieuses dans le domaine de l'asile et le refuge, considérés comme des véritables actes humanitaires, au droit moderne interne et international des réfugiés qui est considéré comme un acte purement étatique.

La partie pratique concerne une étude de la politique afro-arabe de l'asile en prenant le Soudan comme étude de cas. Elle consiste en une analyse de la migration forcée dans les Etats afro-arabes, de l'application sur le terrain du droit positif soudanais de l'asile et des réfugiés à une société qui reste traditionnelle ainsi que des avantages et limites de la politique soudanaise vis-à-vis des réfugiés et des personnes déplacées. En dernier lieu, elle propose -comme solution au décalage entre la théorie, la pratique et les réalités sociales- une réforme du droit d'asile dans les pays afro-arabes. L'objectif de cette réforme serait de garantir une protection des migrants involontaires dans ces pays, conformément aux principes religieux et aux traditions humanitaires de ces pays et aux stipulations modernes des droits de l'homme. Cette solution est déduite de l'étude faite sur le terrain et de la confrontation du droit d'asile, en grande partie un droit moderne importé, à la pratique qui reste relativement traditionnelle. Une telle réforme pourrait rectifier et compléter le droit contemporain, donner l'exemple d'un droit plus humain de l'asile et de la migration forcée et inciter, peut-être, à un changement dans les politiques d'asile aux niveaux régionaux africain, arabe et islamique d'abord et au niveau international ensuite.

Nos deux parties consisteront donc à identifier le droit et la politique applicables dans le

---

57 Sur l'état de la recherche dans le domaine des réfugiés en Afrique, voir Gaim Kibreab, The State of the Art of Review of Refugee Studies in Africa, Uppsala Papers in Economic History, Research Report No. 26, Université d'Uppsala, Uppsala, 1991. Voir aussi Hans M. Zell (Ed.), The African Studies Companion: a Ressource Guide and Directory, Hans Zell Publishers, London, Munich, New York, 1989.

58 Exégèse signifie ici l'interprétation et l'explication des règles de droit, telles que contenues dans les textes réglementant l'asile et le statut des réfugiés et des personnes déplacées. Sur cette méthode et sur "l'Ecole de l'Exégèse", voir Madeleine Grawitz, Lexique des sciences sociales, Op. cit., p. 149; voir aussi Raymond Guillen et Jean Vincent, Lexique de termes juridiques, Dalloz, Paris, 1978, p. 173.

59 Voir Michel Miaille, La critique du droit, in Droit et Société, No. 20/21, 1992, p. 76. Le concept d'épistémologie est utilisé ici pour signifier une théorie de la connaissance, c'est à dire, comme le précise Madelaine Grawitz "l'analyse critique des fondements, principes, hypothèse... d'une science", voir M. Grawitz, Lexique des termes juridiques, op. cit. pp. 138-139.

COPYRIGHT-FREE COPY

domaine de l'asile et à essayer de corriger leurs insuffisances et leurs lacunes par référence aux traditions et aux pratiques. Ces deux parties seront intitulées comme suit :

Première partie : De l'asile, acte tradionnel et humanitaire, à l'asile acte moderne et étatique.

Deuxième partie : La politique de l'asile dans les pays afro-arabes : Necessité de concilier traditionalisme et modernisme, le Soudan un exemple représentatif.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE

DE L'ASILE ACTE TRADITIONNEL ET HUMANITAIRE A L'ASILE ACTE MODERNE ET ETATIQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

"J'ai toujours trouvé faux
ce nom qu'on nous donnait: émigrants.
Il veut dire que nous avons émigré - mais
nous n'avons pas émigré volontairement.
Nous n'avons pas choisi un autre pays -
nous n'avons pas non plus émigré
dans un pays pour y rester,
si possible pour toujours.
Non, nous avons fui - des expulsés, des bannis,
Voilà ce que nous sommes..."

Migration forcée, Bertold Brecht[1]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'asile dans les pays afro-arabes est passé d'une étape traditionnelle -où il était un acte sacré et une protection générale accordée aussi bien par les individus que par leurs leaders à tous les fugitifs qui cherchaient un refuge et une protection- à une étape moderne où il est devenu un acte exclusivement étatique et une protection limitée et sélective.

L'étape traditionnelle de l'asile était gouvernée par des traditions et des coutumes africaines et arabes auxquelles s'étaient ajoutées les règles et les principes des religions révélées : Judaïsme, Christianisme mais surtout l'Islam, la religion prédominante dans les pays afro-arabes.

L'étape moderne est caractérisée par une adoption massive de la part des pays afro-arabes des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme et des réfugiés et leur adhésion au droit international sur l'asile, malgré sa différence avec leurs principes religieux et traditionnels.

Le droit interne afro-arabe de l'asile obéit aux principes internationaux régissant le droit international des réfugiés. Il a été beaucoup influencé par le passé colonial des pays afro-arabes et par le droit national relatif aux réfugiés des Etats européens qui les avaient dominés. A ce niveau, le droit traditionnel n'a joué, que d'une façon minime, un rôle de complément du droit international.

---

1 Tiré de Jeanne Champion, Mémoires en exil, Editions Fayard, France, 1989, p.53.

CHAPITRE PREMIER

L'ASILE DANS LES SOCIÉTÉS AFRO-ARABES TRADITIONNELLES : UN ACTE HUMANITAIRE ET SACRÉ

Par ses fondements religieux, le concept d'asile dans les sociétés afro-arabes prémodernes était un asile traditionnel, commun à la majeure partie des peuples anciens. Il était basé sur les traditions pré-islamiques arabes et africaines de l'hospitalité et de l'accueil généreux de l'étranger, (traditions partagées par la majorité des sociétés traditionnelles) et il était fondé sur des principes religieux.

Ces principes religieux sont certes inspirés pour une partie des commandements des religions traditionnelles africaines, mais ils sont basés surtout sur les commandements islamiques influencés eux-mêmes par les règles judéo-chrétiennes. Cette influence multiple confère au concept de l'asile dans les pays afro-arabes un caractère humanitaire et relativement universel[2]. Le sens du terme "humanitaire" tel qu'utilisé dans toute cette étude signifie un acte qui a pour but de rechercher le bien de l'humanité et qui procure une sécurité et une protection pour l'être humain, sans aucune discrimination ou exclusion.

SECTION I.

L'ASILE DANS LES TRADITIONS ET LE DROIT COUTUMIER AFRO-ARABES : UN ASILE TRADITIONNEL

Ni l'asile ni l'exil ne sont une invention humaine ou un produit des sociétés civilisées. Ils ont existé dans toutes les sociétés anciennes, y compris chez les sociétés primitives et même chez les animaux[3]. Les traditions de cet asile variaient d'une société à une autre, sa caractéristique principale est qu'il garantissait une protection plus large à un grand nombre de migrants involontaires et plus de droits à l'individu, que ne le fait le concept juridique existant dans les législations internes et dans le droit international applicable au XX^{e} siècle.

L'asile dans les sociétés traditionnelles africaines, arabes ou autres, est un acte basé, en général, sur les principes humanitaires de l'hospitalité et du bon accueil de l'étranger, principes qui sont dans la plupart des cas d'origine religieuse et relativement présents dans les sociétés prémodernes.

---

2 Etant donné que ces trois religions révélées règlent la vie d'une grande proportion de la population mondiale.

3 Paul Tabori, op. cit. pp. 40-42.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SOUS-SECTION I.
L'ASILE TRADITIONNEL : UN PHÉNOMÈNE COMMUN AUX SOCIÉTÉS PRÉMODERNES

L'asile tel qu'il était applicable dans les sociétés traditionnelles anciennes avait des caractéristiques propres et se distingue du concept de l'asile tel qu'il existe dans les sociétés modernes.

I Les caractéristiques des sociétés traditionnelles

Le qualificatif "traditionnelles" a remplacé le terme de "sociétés primitives". Pour Madeleine GRAWITZ, ces sociétés sont différentes des sociétés modernes, «elles vivent selon leurs traditions et à leur rythme»[4]. Les sociétés traditionnelles sont des sociétés variées et diverses, elles sont caractérisées pour les uns par l'absence de l'Etat, pour les autres par l'absence d'écriture[5]. Elles gardent cependant certaines caractéristiques communes : elles sont en grande partie des sociétés religieuses, tribales et fondées sur la notion du partage des biens et de la solidarité des groupes.

A Divers types de sociétés traditionnelles

Dans son ouvrage sur la nature du droit coutumier africain, le Professeur Olawale ELIAS classe les sociétés africaines prémodernes en deux groupes. Le premier groupe possède une autorité centralisée, une machine administrative et des institutions judiciaires alors que le deuxième groupe a des arrangements politiques rudimentaires et n'a ni autorité centralisée ni organisation administrative ou judiciaire[6].

Le groupe A est représenté par les communautés les plus avancées qui ont une hétérogénéité culturelle et qui sont composées d'unités liées par des intérêts communs et une loyauté envers un supérieur, très souvent un chef ou un roi. Des exemples de ces sociétés peuvent être donnés des tribus Zulu, Bamba, Kede ou bien des empires africains tels les empires du Ghana, de Songhay, du Mali ou le royaume du Congo ayant engendré de grandes civilisations. A l'opposé, le groupe B ne possède aucune entité centralisée ayant une concentration du pouvoir politique, judiciaire ou militaire capable de contrôler la communauté par la promulgation de lois. Les exemples de telles sociétés peuvent être fournis par les *Nuer*, les Logoli ou les Tallensi[7].

Quatre principes font la différence entre les groupes A et B :

- Dans le groupe A, il existe une force organisée qui est la principale sanction dans une société fondée sur l'hétérogénéité culturelle et économique correspondant à des différences dans la richesse, les privilèges et les statuts ; alors qu'il y a une absence de ces caractéristiques dans le groupe B.
- Le groupe A est une sorte d'amalgame de différentes ethnies, de nombre restreint, qui pourraient tenir ensemble sans avoir recours à un gouvernement central. Le groupe B ne possède pas de gouvernement, étant donné que la règle est l'homogénéité culturelle et ethnique. Le concept de parenté joue un grand rôle dans ce genre de sociétés et régularise les liens et les comportements dans ces sociétés segmentaires.

---

4 Madeleine Grawitz, Lexique des sciences sociales, op. cit., p. 360.

5 Ibidem, p. 360.

6 Conf T. Olawale Elias, The Nature of African Customary Law, Manchester University Press, Manchester, 1956, p. 11.

7 Ibidem, pp. 11-12.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Dans les deux groupes A et B, il y a un territoire ayant des fonctions différentes. Dans le premier groupe, les droits et les devoirs politiques sont délimités territorialement. Dans le deuxième groupe, les unités territoriales sont les communautés locales fondées sur la taille des liens linéaires et sur l'importance des relations de coopération directe entre les membres de ce groupe.
- Le système judiciaire, dans le groupe B, repose sur une justice donnée par certaines personnes âgées considérées comme les sages de la communauté[8].

Selon cette classification, les sociétés africaines musulmanes et certaines sociétés chrétiennes font partie du groupe A, les sociétés africaines de religions traditionnelles africaines ou animistes font en général partie du groupe B.

B Des sociétés religieuses

Les sociétés traditionnelles sont généralement des sociétés précolonisées ou colonisées. Van GENNEP classe les sociétés humaines du début du XX^{e} siècle en deux catégories : ce qu'il appelle des sociétés "générales" (européennes et "civilisées") et des sociétés "spéciales" traditionnelles et colonisées. Ces dernières sont caractérisées par le rôle important joué par la religion dans la gestion des affaires politiques et sociales. Il fait une comparaison des sociétés modernes et laïques avec celles traditionnelles et religieuses et contraste le profane au sacré[9].

Pour Van GENNEP, passer d'une société à une autre, c'est remplir certaines conditions. Il dit en effet :

> "A mesure qu'on descend la série des civilisations, ce mot pris dans son sens le plus large, on constate une plus grande prédominance du monde sacré sur le monde profane, lequel dans les sociétés les moins évoluées... englobe à peu près tout : naître, enfanter, chasser, etc."[10].

Il ajoute que, dans une société traditionnelle, il y a un lien direct avec la nature et ni l'individu ni la société ne sont indépendants de la nature, de l'univers, lequel est lui aussi soumis à des rythmes qui ont leur contrecoup sur la vie humaine[11].

C Des sociétés à structures tribales fondées sur des liens de parenté

Les sociétés traditionnelles africaines et arabes sont, en général, des sociétés tribales. Elles sont différentes des sociétés modernes dans leur structure. Cependant, Terence RANGER critique l'idée de la notion de tribu collée par les européens à toutes les sociétés africaines. Il pense que l'idée selon laquelle les sociétés tribales soient fondées sur des statuts, alors que les sociétés modernes soient fondées sur des contrats est une idée douteuse qui émane de l'Ancien Testament[12]. Mais, cet auteur trouve que l'emploi de la notion de sociétés tribales est préféré par les anthropologues de l'après-guerre à la notion de sociétés sauvages utilisée par les européens auparavant[13].

Certes, le terme de "tribu" ou de "tribale" pourrait avoir une connotation péjorative, on lui préfère souvent celui de groupe ethnique ou communauté. Il est utilisé dans ce contexte pour signifier une unité culturelle possédant une langue commune, un système social unifié, un

---

8 Ibidem, p. 12.

9 Voir pour plus de développements, Arnold Van Gennep, Les rites du passage: étude systématique des rites, Paris, Librairie Critique Emile Nourry, 1909.

10 Ibidem, p. 2.

11 Ibidem, p. 4.

12 Terence Ranger, The Invention of Traditions in Colonial Africa, in Eric Hobsbawm and Terence Ranger (Editeurs), The Invention of Tradition, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, p. 250.

13 Ibidem, p.250.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

droit coutumier bien établi et une certaine identité de groupe ; sans autres connotations. Pour Goderey LIENHARDT, une tribu est une association de sous-clans, avec l'addition d'individus sous des familles qui s'étaient rattachés à ces sous-clans par le mariage[14].

Les systèmes politiques et sociaux en Afrique sont basés sur des relations parentales (kinship en Anglais). L'appartenance à une tribu s'acquière en principe par l'hérédité. Des tribus différentes sont liées par la même origine (généalogie) et appartiennent à la même ethnie ou groupe ethnique. La géographie politique montre les liens et les interdépendances entre les tribus d'une même ethnie.

Dans son étude des *Nuer* (un petit peuple du Soudan méridional appartenant à l'ensemble culturel appelé nilotique), Evans-PRITCHARD nous fournit une excellente description de cette société traditionnelle. Comme la plupart des sociétés traditionnelles, la société *Nuer* est fondée sur des liens de parenté et de lignage[15]. Son organisation sociale est basée sur des villages, des camps, des clans, des segments et des tribus. Il critique vigoureusement les anthropologues qui caractérisent les sociétés traditionnelles de sociétés figées et statiques. Il montre dans son ouvrage, "parenté et mariage chez les *Nuer*", comment ces sociétés évoluent au contact des étrangers et d'autres membres des communautés qui se sont déplacés chez les *Nuer*[16].

Il existait, partout en Afrique, une sorte de structuration politique. Certes, tous les royaumes n'étaient pas des modèles d'organisation hautement poussée mais tous possédaient une organisation pour résoudre les problèmes de la communauté. L'Etat tribal a prévalu -et plusieurs familles qui n'avaient ni le besoin ni le désir de mettre en commun leurs ressources pour s'organiser plus fort- se partageaient le même territoire.

D. Des sociétés à tendances démocratiques

Certaines sociétés traditionnelles sont caractérisées par une certaine décentralisation et une certaine démocratie dans le choix du leader de la communauté. Plusieurs des sociétés traditionnelles afro-arabes possédaient une gestion démocratique. Selon la *Taaqqitt de Lgara* par exemple, un genre de constitution régissant la vie au sein du *qsar* de la tribu des Ayt Atta du Sud-Est du Maroc à la fin du XVIII^{e} siècle, "la gestion des affaires internes du *qsar* se faisait par le biais de deux instances politiques mais dont les pouvoirs étaient interdépendants et complémentaires : le *Sayh* d'un côté et les *Mzarig* (ses aides) ou répondants des grandes familles du *qsar*, de l'autre. Le *Sayh* était élu une fois par an. La moitié du *qsar* qui, dans l'année, en fournissait les candidats, n'avait pas le droit d'élire et c'était à l'autre moitié qu'incombait l'obligation de désigner, parmi les candidats présentés, la personne à mandater"[17]. Le but d'un tel système est de ne pas développer une monopolisation du pouvoir par une personne ou un lignage déterminé au détriment des autres membres du *qsar*.

Une telle gestion démocratique se retrouvait souvent dans les sociétés africaines. Ces sociétés étaient fondées sur le partage relativement équitable des biens et une solidarité communale qui faisait primer souvent la responsabilité collective sur la responsabilité individuelle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

14 Goderey Lienhardt, Divinity and Experience: The Religion of the Dinka, Clarendon Press, Oxford 1961, p.9 ;

15 Parenté signifie la catégorie des proches parents. Un lignage signifie un système segmentaire composé de groupes permanents ayant la même descendance sociale. Un clan se réfère à des relations collatérales entre personnes appartenant à un même lignage, c'est-à-dire des personnes ayant une commune généalogie. Des relations entre les membres des clans donnent un segment et plusieurs segments donnent une tribu.

16 E.E. Evans-Pritchard, Parenté et mariage chez les Nuer, Traduit de l'Anglais par Monique Manin, Editions Payot, Paris 1973.

17 Conf. Larbi Mezzine, Le Tafilalt: contribution à l'histoire du Maroc aux XVII^{e} et XVIII^{e} Siècles, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat, Séries Thèses 13, 1987, p. 336.

II L'asile traditionnel : une tentative de conceptualisation

Si l'on fait une comparaison entre le droit international moderne et traditionnel, on se rendra compte alors que le droit moderne repose sur l'existence d'Etats souverains formés d'un territoire national et d'une communauté humaine ayant ses propres lois. Le droit international traditionnel était un droit qui réglait des relations entre certaines entités indépendantes dans une région précise et dans une civilisation donnée.

Ainsi, le droit moderne est un droit global qui organise les relations entre les Etats. A l'origine, c'était un droit européen et chrétien qui est devenu graduellement un droit universel et laïque. Le droit international traditionnel reposait sur des systèmes internationaux et n'était pas un droit global ; il dépendait des civilisations. Chaque civilisation essayait d'organiser une nation soumise à une autorité et à un droit unique. Il n'existait donc pas de droit international mais des familles internationales : le droit international grec, chinois, romain, musulman, chrétien etc. Ces systèmes n'étaient pas de véritables systèmes internationaux, ils étaient liés à des civilisations et disparaissaient avec elles[18].

Ces caractéristiques du droit international traditionnel s'appliquent également au droit d'asile avec la seule différence que ce droit est à cheval sur le droit interne et international. De plus, actuellement, plusieurs des Etats modernes (principalement les Etats musulmans) s'acharnent à rester attachés à certains droits traditionnels au niveau de leur droit interne ; ce qui pourrait laisser penser qu'ils restent attachés au droit traditionnel de l'asile également.

Il n'existe pas une théorie générale sur l'asile traditionnel, nous essaierons dans ce paragraphe de faire une ébauche d'une théorie de l'asile traditionnel. A notre avis, cet asile avait une définition plus large du concept de réfugié, il était intimement lié au concept de frontières traditionnelles, à celui de sanctions pénales et au rôle de la religion dans les sociétés traditionnelles et était lui même utilisé comme une sanction contre la violation du droit de la communauté.

A La notion traditionnelle de réfugié : un fugitif forcé à se déplacer

Au sens traditionnel, un réfugié, d'après la forme latine de *refugium*, était une personne qui fuyait pour chercher une protection et un refuge[19]. Il s'agit là d'une définition sociologique du réfugié et peut être l'équivalent du fugitif ou du migrant involontaire, en général, dans le droit moderne[20].

Dans son sens traditionnel, ce concept allait de paire avec les notions de frontière et de sanction au sens traditionnel aussi. De plus, il n'y avait pas de distinction entre la protection du réfugié et son assistance, les deux lui étaient accordées lors de l'accord de l'asile.

a Réfugié et notion de frontière dans les sociétés traditionnelles

Chez les sociétés traditionnelles, il existait une certaine liberté de mouvement et la pénétration dans les communautés était relativement une tâche moins difficile si nous la comparons avec les barrières des visas existant actuellement dans les Etats modernes (surtout les plus riches).

---

18 Voir pour plus de détails, Docteur Magid Khaddouri (en Arabe), Le droit international islamique: kitab Assiyar li Ashshaybani, Addar Al-mouttahida li Nnashr, Beyrout, 1985, p. 1.

19 Cf. Dictionnaire Le Robert, Tome 5, p. 732.

20 Le concept de migration involontaire ou forcée peut s'appliquer à des personnes fuyant la persécution religieuse, politique, aux personnes opprimées à cause de leur race, origine, statut social, sexe, d'appartenance ethnique et même à cause des catastrophes naturelles, quand la communauté d'origine est incapable d'assurer la protection de ses membres ou de les assister. Cette définition sociologique englobe les concepts juridiques modernes de réfugié et de personne déplacée. Voir pour plus de développements Partie II, Chapitre III.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les déplacements des étrangers dans les sociétés africaines et leur acceptation dépendaient seulement de certains actes conventionnels et rituels bien illustrés par la citation suivante :

> "There is... enough evidence to suggest that African strangers, and indeed strangers of other racial and ethnic origins, once moved with relative ease between indigenous African polities. Crossing the threshold of traditional political boundaries often required strangers to partake in rituals of the type Van Gennep called "rites for incorporation" which legitimated the stranger's status and role and guaranteed him safe passage from one political community to the next"[21].

Selon les termes de Habib GHERARI, l'Afrique avant la colonisation ne connaissait pas la notion moderne de frontière en tant que ligne mais plutôt en tant que zone, tant que ses caractéristiques physiques (abondance des terres), humaines (nomadisme, éparpillement des populations) et politiques (atomisation du pouvoir tribal) ne la poussaient pas vers ce concept européen[22].

Ainsi, la frontière comme tracé entre les bornes et les poteaux visibles sur les cartes n'existait pas chez les sociétés prémodernes, de même que la notion de documents de voyage ou de passeport. Les frontières étaient moins géographiques et plus sociologiques et religieuses. Il n'existait pas non plus l'équivalent de la notion moderne de nationalité en tant que lien juridique entre un Etat souverain et un individu considéré comme son citoyen.

Le passage d'une communauté à une autre, à l'intérieur d'une communauté et d'un domaine à un autre s'accompagnait d'autres genres de formalités, d'ordre politique, juridique, économique mais surtout magico-religieuses. C'est ainsi qu'il était interdit, par exemple, pour "les chrétiens, les musulmans, les bouddhistes d'entrer et de séjourner dans la partie du globe non soumise à leur foi"[23].

En règle générale, le territoire d'une tribu, d'un groupe ethnique ou d'un village n'était pas délimité ou défini par des accidents naturels ; mais ses habitants et leurs voisins savaient dans quelles limites s'étendaient leurs droits et leurs prérogatives. Cependant, il arrive que la borne naturelle soit un rocher ou un arbre, une rivière ou un lac sacré, qu'il était interdit de franchir ou de dépasser sous peine de sanctions surnaturelles. Ce cas semble cependant assez rare.

Souvent, les limites frontalières dans les sociétés traditionnelles ont été marquées par des objets qui ont été placés avec accompagnement de rites de consécration[24]. Ainsi, un espace déterminé du sol est approprié par un groupement déterminé de telle manière que pour pénétrer, étant étranger, dans cet espace réservé, sans la permission des membres de la communauté et l'application des rites du passage, c'est commettre un sacrilège, au même titre que pénétrer dans un bois sacré ou un temple.

La défense de pénétrer dans un territoire a donc le caractère d'une interdiction proprement magico-religieuse. Des signes sont mis sur les lieux de passage, sur les chemins et aux carrefours ; et non comme c'est le cas des frontières modernes, sur toute la ligne frontalière[25].

L'étranger qui venait demander l'asile devait pour pénétrer et s'installer au sein d'une communauté demander la permission aux chefs des lieux. Dans une interview conduite au Soudan auprès d'un chef de la communauté Shiluk du Sud du pays, il a été remarqué que cette tradition subsiste toujours, mais avant de demander à la personne étrangère les motifs de son

---

21 William Shack, introduction, in william A. Shack and Elliott P. Skinner, Strangers in Africa, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 1979, p. 8.

22 Cf. Habib Gherari, Démarcation des frontières algériennes, in Revue de droit international et de sciences diplomatiques et politiques, Genève, juillet-septembre 1986, N°. 3, 64ème année, p. 162.

23 Van Gennep, Les rites de passage, op. cit. p. 17.

24 Ibidem, p. 20.

25 Il arrive même aujourd'hui en Afrique que des portiques avec des plantes sacrées, des crânes de chimpanzés (Congo), des œufs (Côte d'Ivoire), etc soient utilisés comme tabous de passage.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

entrée dans le territoire de la communauté et lui faire subir les rites du passage, on lui servait d'abord de la nourriture et on lui permettait de se reposer[26].

b Réfugié et notion de sanction dans les sociétés traditionnelles

La prison, la sanction matérielle et la torture sont des créations modernes. Après une analyse du rôle de la sanction et son importance pour l'application juridique dans le droit coutumier africain, le Professeur ELIAS fait une distinction entre les sanctions matérielles imposées dans les sociétés modernes et les sanctions psychologiques et sociales auxquelles obéissent les membres des communautés traditionnelles.

Ces dernières sanctions sont généralement fondées sur des règles de magie ou les préceptes d'une religion[27]. L'obéissance aux règles repose beaucoup plus sur la peur de la marginalisation, l'exclusion ou la ridiculisation sociales que sur la peur du châtiment physique ou sur l'emprisonnement. La prison en tant que moyen de sanction, au sens moderne, n'existe donc pas dans les sociétés traditionnelles. Certains agissements sont considérés comme des péchés à l'encontre de la communauté ou de(s) Dieu(x) et sont évités sans avoir recours à une institution ou à une agence qui veille à leur contrôle. Pour DURKHEIM, les réactions juridiques sont basées dans les sociétés primitives sur la psychologie du groupe et jamais sur celle de l'individu[28] ; il considère les sanctions religieuses comme une projection de la tribu étant donné qu'il existe un communisme dans le domaine du droit[29].

La plupart des personnes qui s'enfuyaient et cherchaient l'asile étaient des personnes qui avaient commis une infraction pénale au sens moderne du terme. Les législations criminelles étaient fondées, dans la plupart des sociétés traditionnelles, sur la loi de *talion* et sur la responsabilité collective.

Face à ces législations criminelles, des législations spéciales de protection du meurtrier existaient. Dans le cas des berbères du Sud-Est du Maroc cette législation était appelée *afia*. Chez les Ayt Atta, selon la loi du *qsar*, la *Taaqqitt*, "en cas de meurtre, les membres de la grande famille étaient tous directement impliqués. Il était du devoir de n'importe quel adulte mâle de la grande famille de la victime de venger son frère, en tuant un adulte mâle de la grande famille du meurtrier. Quand ce dernier demandait à bénéficier de l'année du pardon, "*afia*" que la loi prévoyait, le *Sayh* (le chef) imposait à la grande famille de la victime de fournir quatorze membres et à celle du meurtrier quatre, pour veiller avec le *Sayh* et ses *Mzariq* (ses aides) au respect de l'année du pardon[30].

Dans la majeure partie des sociétés traditionnelles, il n'existait pas de distinction entre meurtre politique et celui de droit commun : un meurtre devait être vengé ; donc il n'existait pas de différence entre un réfugié politique et un réfugié "tout court". Mais il faut remarquer que les meurtriers qui cherchaient une protection n'échappaient pas tous à la justice. En Inde, la loi *Manu* insistait sur la punition des criminels et ne permettait pas leur fuite[31]. Chez les pharaons, les endettés auprès du trésor public ne pouvaient bénéficier de l'asile.

En général, l'asile recherché était accordé dans les deux cas. Mais, dans certaines sociétés, l'asile était refusé dans le cas du meurtre d'un chef de la communauté et le réfugié devait absolument être puni, surtout quand il n'y avait pas de séparation entre les deux pouvoirs,

---

26 Interview des chefs des communautés (*Salatin*), camps des personnes déplacées, Djebel Awliya, Khartoum, 24/12/1991.

27 T. Olawale Elias, The Nature of African Customary law, pp. 57-63.

28 Dans l'année sociologique, Vol.I, pp. 353 et s. Cité par Elias, p. 63.

29 Voir: La division du travail social, 5ème édition, cité par Elias, p. 63.

30 Conf. Larbi Mezzine, Le Tafilalt, p. 351.

31 Conf. Prakash Sinha, Asylum in International Law, Maritinus Nijhoff, Lahaye, 1971, , p. 6.

COPYRIGHT-BIBLIOTHEQUE

religieux et politique[32]. Dans les sociétés israélites anciennes, il existait une certaine distinction entre un crime de droit commun et un crime politique[33]. C'est ainsi que, chez le peuple hébraïque ancien, l'auteur du crime politique ne pouvait échapper à la justice ou bénéficier de l'asile : quand Adonis chercha, par exemple, asile dans le sanctuaire de Daoud à Jérusalem fuyant la vengeance de son frère Salomon, ce dernier avait ordonné de le tuer ou bien quand la Reine Athalie trouva asile dans le même sanctuaire après sa chute, le nouveau Roi avait demandé de la faire sortir du sanctuaire et la tuer[34].

L'asile était donc accordé dans certaines sociétés prémodernes à tous ceux qui étaient forcés de quitter leur communautés et cherchaient un refuge et une protection, alors que d'autres sociétés, (israélites anciennes), faisaient une distinction entre l'auteur d'un crime involontaire qu'il faut protéger et celui d'un crime volontaire qu'il fallait absolument punir[35].

Mais, l'asile accordé aux criminels était, généralement, une règle courante dans les sociétés traditionnelles et l'exemple de l'asile accordé aux meurtriers est un exemple très fréquent dans la littérature prémoderne[36]. Pour MONTESQUIEU par exemple :

> "Comme la divinité est le refuge des malheureux et qu'il n'y a pas de plus malheureux que les criminels, on a été naturellement porté à penser que les temples étaient un asile pour eux et cette idée parut encore plus naturelle chez les Grecs où les meurtriers chassés de leurs villes et de la présence des hommes, semblaient n'avoir plus de maisons que les temples, ni d'autres protecteurs que les dieux"[37].

L'asile n'était pas toujours accordé seulement aux étrangers à la communauté qui pénétraient les frontières. Le meurtrier qui ne pouvait quitter ces frontières et qui demandait une protection la recevait généralement, quelquefois avec certaines conditions. C'est ainsi que selon l'article 105 du *Taaqqitt,* où la loi du *Qsar* chez les Berbères du Sud-Est du Maroc, le meurtrier pouvait bénéficier de cette protection ou *aman* mais il devait sacrifier un veau moyen pour le défunt. Une année de protection (*afia*) dont le *Sayh* se charge d'assurer l'exécution lui est alors accordée. Cette protection est garantie par quatre membres du lignage (*ashira*) du meurtrier, par onze personnes du lignage du défunt et par le *Sayeh* et ses *mzarig* "[38].

La protection pouvait être accordée aussi bien aux personnes civiles qu'aux soldats. Il n'existait pas d'équivalent de la distinction actuelle entre les droits de l'Homme, des réfugiés et le droit humanitaire ou de la guerre : soldats ou non, les demandeurs d'asile étaient tous considérés comme des êtres humains qui avaient besoin de protection et de refuge.

Par ailleurs, l'asile et l'exil étaient eux-mêmes utilisés comme une sanction pénale dans les sociétés prémodernes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

32 "Asylum in the sacred places was available even against the civil authorities in countries where the religious and the civil authorities remained separate. However, in countries where the two were combined in one supreme authority, asylum was not availble against the civil authorities", affirme Prakash Sinha, Asylum and International op. cit., p. 6.

33 Voir les développements sur l'asile dans le Judaïsme dans la section suivante.

34 Cf. Bahramy A., Le droit d'asile, Thèse de Doctorat, Paris, 1938, pp. 9-10 ; citée par Borhane, p.34.

35 Cf. Prakash Sinha, Asylum in International Law, p. 8 : "According to the Law of Moses, the person guilty of voluntary homicide was denied the right of asylum and he was to be captured even in the altar and put to death" ; Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, p. 34.

36 Corneille, le Cid, III, 1 ; cité dans Dictionnaire Le Robert, Tome 1, p. 263, dit:
"Mais chercher ton asile en la maison du mort
jamais un meurtrier en fit-il son refuge"

37 Cf. Montesquieux, L'esprit des lois, XXV, 3 ; cité dans le Dictionnaire Le Robert, Tome 1, p. 263.

38 Conf. Larbi Mezzine, Le Tafilalt, p. 212.

B L'exil et le bannissement comme sanctions pénales dans les sociétés traditionnelles

L'exil consiste à obliger quelqu'un à sortir de sa patrie et lui défendre d'y revenir. Chez les Grecs, l'ostracisme était "le bannissement de dix ans prononcé à la suite d'un jugement du peuple, à Athènes et dans les autres cités grecques". Il n'entraînait pas la perte des biens[39]. La séparation de la personne de sa communauté et de ses proches était considérée comme la pire des sanctions :

> "Il fallait que la possession de la patrie fût bien précieuse, car les anciens n'imaginaient pas de châtiment plus cruel que d'en priver l'homme. La punition ordinaire des grands crimes était l'exil. L'exil n'était pas seulement l'interdiction de séjour de la ville et l'éloignement du sol de la patrie : il était en même temps l'interdiction de culte ; il contenait ce que les modernes ont appelé l'excommunication"[40].

L'exil était une sanction morale plutôt que matérielle, elle se basait sur la séparation et l'éloignement de sa patrie et de ses proches. Le bannissement et l'exil étaient imposés par des personnes physiques et par les lois de la société et se faisaient par un renvoi et une exclusion, alors que la recherche de l'asile, au sens moderne, se fait par la fuite et elle est causée par la peur et la recherche de sécurité.

Il faut noter, à cet égard, que l'expulsion, l'exil et le bannissement étaient des sanctions traditionnelles très courantes. C'est ainsi que, par exemple la *Taaqqitt* ou loi fondamentale de la tribu berbère des Ayt Atta du Sud-Est du Maroc déclare dans son article 104 :

> "Quiconque est responsable du meurtre d'un habitant du *Qsar*, devra verser 30 *mithqal-s* au Sayeh, 50 à la famille du défunt et quitter le pays"[41].

Mais, avec le changement des sociétés et leur passage du traditionalisme au modernisme, il y a eu un changement du caractère de l'exil et de l'asile. De l'asile en tant que sanction, on est passé à l'asile en tant que condition de survie et choix forcé de l'individu.

C Asile et lieux de protection

Comme c'est le cas aujourd'hui de l'asile dans le droit international, l'asile traditionnel dépendait aussi du lieu où la personne persécutée avait cherché refuge, dans des lieux de culte ou ailleurs.

Souvent, dans les sociétés traditionnelles, le sol d'une communauté ne touchait pas celui de la communauté voisine. Souvent, il existait entre les deux une *terra-nullius,* utilisée comme lieu de marché ou de combat[42]. Il arrivait parfois que cette terre neutre servait d'abris pour les exclus et les fugitifs qui pouvaient s'y réfugier en cas de persécution. Ces zones étaient donc libres où chacun pouvait voyager, elles étaient considérées comme sacrées[43]. Mais quiconque passait d'un territoire à l'autre se trouvait pendant une période, plus ou moins longue dans une situation spéciale : "il flottait entre les deux mondes"[44]. Cette situation prenait fin une fois qu'il était intégré totalement dans sa nouvelle communauté.

En ce qui concerne l'asile à l'intérieur d'une communauté, il était lié à la place réservée aux étrangers dans les sociétés traditionnelles. Leur place était différente selon ces sociétés. Certaines populations tuaient, dévalisaient et maltraitaient les étrangers, les autres les craignaient ou les choyaient. Mais, pour un grand nombre de populations traditionnelles,

---

39 Cf. Dictionnaire Le Robert, Tome IV, p. 795.

40 Fustel De Coulanges, Cité antique, III, XIII, cité dans le dictionnaire Le Robert, Tome II, p. 752.

41 Conf, Larbi Mezzine, Le Tafilalt, p. 212.

42 Voir Van Gennep, Les rites de passage, op. cit. pp. 22-23.

43 Ibidem, p. 23

44 Ibidem, p. 24.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'étranger était considéré comme un être sacré, "doué de potentialités magico-religieuses, surnaturellement bienfaisant ou malfaisant".

Les procédés d'intégration de ces étrangers ou réfugiés étaient divers ; c'est ce que Van GENNEP appelle les rites de passage.

On pourrait dire, en résumé, que l'asile traditionnel était un asile religieux, une protection générale accordée à tous ceux qui venaient le chercher et une sorte de sanction pour une purification en vue d'un retour ou d'un choix d'un séjour permanent à l'extérieur de sa communauté d'origine. La liberté de mouvement, la sévérité des législations criminelles et les croyances surnaturelles favorisaient son octroi et son respect.

II Quelques exemples de la pratique d'asile dans des civilisations anciennes ayant eu une influence sur les sociétés afro-arabes

Tous les chercheurs sur la question de l'asile se sont mis d'accord sur son origine religieuse et son lien très étroit avec un Dieu ou une divinité[45]. On peut affirmer que toutes les sociétés anciennes ont connu l'asile et ont reconnu aux lieux sacrés une inviolabilité et un pouvoir de protéger ceux qui s'y réfugiaient dans les quatre continents : chez les Hindous, les Chinois, les Pharaons, les Assyriens, les Grecs, les Romains, etc.

Pour l'objectif de cette étude, nous exposerons seulement la conception de l'asile dans trois civilisations qui ont eu un grand impact sur la conception de l'asile dans les pays afro-arabes : l'asile chez les Pharaons, les Grecs et les Romains.

A L'asile chez les Pharaons

Même si nous ne possédons pas de preuves tangibles sur l'existence et le développement d'un droit d'asile chez le peuple égyptien ancien, des inscriptions "atars" ont été trouvées qui rendent compte de l'asile recherché par des esclaves dans les temples d'Osiris, Amon, ou dans le temple Toth à l'embouchure du Nil pour fuir des abus de la part de leurs maîtres[46]. Chez les anciens égyptiens, les hommes religieux jouissaient d'un grand privilège mais, en même temps, les égyptiens respectaient la loi et punissaient sévèrement sa violation ; même le Pharaon ne semblait pas avoir un droit de grâce en faveur du criminel, selon certains auteurs[47]. Cette pratique assez limitée de l'asile chez les peuples égyptiens anciens semble leur avoir été transmise par les Babyloniens et par les Perses[48]. Mais, de récentes études ont réfuté cette thèse et ont démontré que les Pharaons, comme tous les autres peuples anciens, connaissaient et respectaient l'asile et les sanctuaires[49].

L'Égypte pharaonique a connu l'asile religieux et sacré dans les lieux de culte, dans les cimetières et dans les palais des empereurs et des rois, étant donné que ces derniers étaient considérés comme des descendants des Dieux. Lors des famines, les citoyens se réfugiaient chez le Dieu refuge[50].

Comme nous verrons chez les Grecs, les Romains, les Arabes et chez le peuple hébraïque, des villes refuges s'étaient développées à partir de ces sanctuaires. Ces villes accordaient l'asile et la protection à ceux qui s'y réfugiaient.

---

45 Voir sur ce point, Prakash Sinha S., Asylum and International Law, op. cit., pp. 5 et s.

46 Ibidem, p. 7.

47 Cf. E. Revillout, Précis de droit égyptien comparé aux autres droits de l'antiquité, cité in Prakash Sinha S., Asylum and International Law, p. 7.

48 Ibidem, p. 7.

49 Voir Timbal-Duclaux de Martin P., Le droit d'asile, Thèse, Paris, Recueil Sirey, 1939, p. 2., Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, p. 32.

50 Conf. Abdallah Al-Ashaal, L'Egypte et le droit des réfugiés (en arabe), Assiyaasa ad-dawlya, janvier 1991, p. 66.

FONDS DE BIBLIOTHÈQUE

Cependant, la protection accordée aux demandeurs d'asile chez les Pharaons n'était ni générale ni illimitée, elle faisait exclusion des personnes ayant des dettes pour la trésorerie publique, les personnes endettées qui s'étaient engagées de payer leurs dettes et d'autres catégories de personnes[51].

Progressivement, l'asile territorial avait pris le pas, dans l'ancienne Égypte, sur l'asile religieux et ce n'était plus les Dieux qui accordaient leur protection mais des leaders religieux sociaux et politiques.

Le fait que les sanctuaires qui offraient l'asile contribuaient largement au développement des cités et leur prospérité avait poussé les leaders politiques dans l'Égypte ancienne à encourager le développement de cette institution[52].

B L'asile chez les Grecs

Plusieurs lieux offraient l'asile chez les Grecs, même s'il n'existait pas un droit d'asile établi[53]. Mais en général, l'institution de l'asile avait connu un grand développement dans la civilisation grecque, surtout à cause de leur grande croyance dans le destin et la fatalité qui expliquaient tous les actes et tous les événements, même en ce qui concernait les Dieux. C'est le destin qui était, selon la philosophie grecque, à l'origine d'un crime commis et c'est lui qui a permis au criminel de s'enfuir et de trouver refuge dans le lieu de culte pour se purifier de ce crime. C'est pourquoi, les Dieux devaient accorder leur protection à la personne poursuivie et les citoyens étaient obligés de respecter cette protection et de ne pas violer un sanctuaire. Autrement, ils feraient face à la vengeance des divinités[54]. C'est ainsi que l'institution était généralement respectée comme une coutume, mais il arrivait qu'elle soit violée soit directement soit indirectement[55].

L'asile chez les Grecs était accordé à tous ceux qui le cherchaient sans distinction entre les coupables et les non coupables tant qu'ils restaient dans le lieu de leur refuge. S'ils le quittaient, ils n'étaient plus protégés. L'asile était considéré par les Grecs comme un moyen de rendre plus humaine la loi criminelle qui était fondée sur la vengeance[56]. En plus de la protection garantie, l'asile avait d'autres effets pour la personne réfugiée, tel que le temple Diane qui libérait la personne endettée de ses dettes et le temple Hébé qui libérait l'esclave de son esclavage ou le temple d'Hercule qui le libérait de son esclavage vis-à-vis de son maître mais le soumettait au service du temple[57].

Cependant, la reconnaissance de l'asile dans plusieurs temples, les abus qui en résultaient et l'atténuation de la peur des divinités chez le peuple grec avaient encouragé les désordres et les crimes et mené, par conséquent, à des restrictions de son application. De l'asile religieux dans les temples accordé par les Dieux et les personnes religieuses (les prêtres grecs), on est passé à l'asile territorial dans les villes saintes accordé par les leaders politiques selon certaines conditions et suivant les intérêts en jeu. L'institution de l'amphictyonie s'était améliorée comme une conséquence de ce développement. Elle consistait en une association de plusieurs Etats liés par un pacte pour protéger un sanctuaire commun, mais elle fut souvent

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

51 Voir pour plus de développements, Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit., p. 33.

52 Cf. Timbal-Duclaux de Martin P.; Le droit d'asile, pp. 16-17.

53 Cf. G.F. Schoemann, Antiquités Grecques, cité par Prakash Sinha S., Asylum and International Law, p. 9.

54 Cf. Wallon H. Du droit d'asile, Thèse Lettres, Paris 1837, pp. 4-5. Borhan A. Le droit d'asile politique, p. 35.

55 Par exemple les Ilotes, qui s'étaient réfugiés dans le temple de Nepture à Taenarum étaient massacrés par les Lacédémoniens, on mettait aussi du feu dans le temple pour forcer les réfugiés à se rendre ou on les affamait ; comme l'expose bien Prakash Sinha, Asylum and International Law, p. 39.

56 Cf. C. Philipson, The International Law and Customs of the Greeks and the Romans, 1911, Vol. I, p. 347, cité par Prakash Sinha S., Asylum and International Law, p. 9 ;

57 Cf. Wallon H. Le droit d'asile, pp. 17-18, Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, pp. 25-26.

étendue en dehors de l'objectif du pacte et formait une véritable confédération politique ayant comme but la restriction du droit à l'asile[58].

De plus, quand les Romains arrivèrent en Grèce, ils utilisèrent l'institution de l'asile telle qu'elle existait chez les Grecs pour asseoir leur domination dans la région. Ils mettaient graduellement des restrictions sur sa pratique et sur les abus qu'elle avait engendrés. C'est ainsi, par exemple, que l'Empereur Auguste (32-14 avant J.C.) avait aboli l'asile dans le temple de Diane à Ephesus[59]. La structure des cités grecques fut également révisée et rares étaient les temples qui conservèrent leur droit à accorder l'asile. Durant le règne de l'Empereur Tiberius, les lieux de l'asile devaient produire au Sénat romain des preuves juridiques de leurs droits à accorder l'asile, de telles preuves étaient très souvent difficiles à apporter[60].

C L'asile chez les Romains

Chez les Romains, la notion d'asile était influencée par leur vision de la supériorité du pouvoir temporel sur le pouvoir religieux et la stricte réglementation des lois.

Selon la légende, la ville de Rome fut bâtie comme un asile ou un refuge. Romulus avait construit d'abord un temple pour les fugitifs qu'il appela le temple du Dieu de l'asile où le réfugié recevait une protection totale et sûre. Il développa ensuite la ville à partir des populations réfugiées. Ainsi, Romulus peupla Rome "de gens ramassés, bergers, esclaves, voleurs qui étaient venus chercher la franchise et l'impunité dans l'asile qu'il avait ouvert à tous les venants"[61].

Cependant, après que Rome fut construite, les Romains devinrent sévères avec les criminels et stricts avec le respect de la Loi. La justice romaine mettait l'intérêt public au-dessus des sentiments religieux et insistait sur la punition des criminels[62].

Mais, l'institution de l'asile, même si elle était limitée, restait applicable et les fugitifs, y compris les soldats et les esclaves, continuaient à chercher asile non pas dans les temples mais aux pieds des statues des "Césars" (chefs politiques), étant donné la concentration des pouvoirs dans les mains de ces empereurs[63]. La sanction applicable dans le cas, par exemple, d'une personne qui frappait un esclave qui s'était réfugié aux pieds d'une statue d'empereur était la peine de mort[64]. Mais malgré tout, certains prêtres gardaient un véritable pouvoir à accorder l'asile et un droit de grâce en vue de faire disparaître la sanction contre la personne qui cherchait asile chez eux[65]. L'asile existait donc dans l'empire romain mais on ne pouvait dire qu'il existait en tant que droit établi en tant que tel.

En ce qui concerne les territoires qui étaient soumis à l'Empire romain (cas de l'actuelle région afro-arabe par exemple), ils avaient conservé au début leurs coutumes d'asile, mais graduellement ils ont vu la limitation des rôles des sanctuaires et l'abolition de cet asile dans certains cas[66].

Avec la décadence de l'Empire romain, les grandes injustices et les misères qui l'accompagnèrent, l'Eglise chrétienne avait pris un grand pouvoir et était devenue la seule

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

58 Sur l'institution de l'amphictyonie, voir Prakash Sinha S. Asylum ans International Law, p. 9.

59 Cf. Timbal-Ducaux de Martin, P. Le droit d'asile, op. cit. pp. 22-24 ; Wallon H. Le droit d'asile, op. cit. pp. 40-41. ; Prakash Sinha S., Asylum and International Law, p. 9 ; Amrallah B., Le droit d'asile politique, p. 32.

60 Cf. Prakash Sinha S., Asylum and International Law, p. 9.

61 Boss, Histoire universelle, III, 7 ; cité dans Le dictionnaire Le Robert, Tome 1, p. 263.

62 Cf. Timbal Duclaux de Martin, Le droit d'asile, p. 25.

63 Cf. Prakash Sinha S., Asylum ans International Law, p. 10.

64 Wallon, op. cit. pp. 38-39.

65 Wallon H., op. cit., p.38.

66 Timbal Duclaux de Martin, Le droit d'asile, op. cit. pp. 25,27,31 ; Wallon H. Le droit d'asile, p. 3 et s.

institution capable de tempérer l'arbitraire en offrant sa protection aux personnes qui en avaient besoin et qui venaient la chercher dans l'Eglise[67].

Sous-section II
LES TRADITIONS AFRICAINES DE L'ASILE

L'Afrique prémoderne avait aussi ses traditions et ses pratiques coutumières propres dans le domaine de l'asile et de la réception des étrangers et des migrants involontaires. Ces traditions et ces pratiques n'étaient cependant pas très différentes de celles qui existaient dans la grande partie des sociétés traditionnelles prémodernes. L'asile et la migration étaient des phénomènes courants de la vie africaine et ils étaient à l'origine de la constitution de plusieurs communautés africaines actuelles qui sont restées attachées aux traditions, aux conventions, aux coutumes et au droit coutumier en la matière.

I Les règles organisatrices des sociétés traditionnelles

Avant d'exposer le concept traditionnel et coutumier africain de l'asile, nous allons, tout d'abord, faire une étude comparative entre les concepts de traditions, conventions, pratiques, coutumes et droit coutumier, très importants pour l'étude du droit traditionnel de l'asile.

A Traditions, conventions, pratiques et coutumes : une étude comparative

Le concept de traditions emprunté au latin signifie ce qui est remis ou transmis. Etymologiquement, il désigne "l'ensemble des cultures, des valeurs conservées et transmises"[68]. Dans la présente étude, ce concept est utilisé pour signifier un ensemble de pratiques qui obéissent normalement à une série de règles, de rituels ou de symboles acceptés tacitement et qui cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement qui automatiquement impliquent la continuité et la répétition. Un exemple significatif est celui de la tradition de recevoir les étrangers et les demandeurs d'asile.

Les traditions, dans ce sens, doivent être distinctes des coutumes qui dominent les sociétés traditionnelles. L'objet et les caractéristiques des traditions et leur invariance, le passé auquel elles se réfèrent imposent des pratiques fixes qui se répètent durant une certaine période. Les coutumes sont par comparaison aux traditions "l'ensemble de comportements plus au moins obligatoires, en général, validés par rapport aux ancêtres"[69]. Le fondement de toute coutume est pourtant la tradition.

Les coutumes ou "la coutume" dans les sociétés traditionnelles ont la double fonction de "moteur" et de "volant", comme le dit Eric HOBSBAWM. Elles n'excluent pas, jusqu'à un certain point, les innovations et les changements même si ces derniers sont limités par le fait que les coutumes doivent être identiques au précédent[70]. Comparées aux traditions, les coutumes ne peuvent se permettre d'être invariantes, puisque même dans les sociétés traditionnelles la vie évolue.

Il n'existe pas une coutume mais "des coutumes" locales en Afrique. Les coutumes différaient d'un groupement à un autre, mais elles étaient adaptées à un même type de société, "elles obéissaient à une inspiration commune et comportaient dès lors beaucoup de règles

---

67 Voir les développements sur l'asile dans le Christianisme dans la section suivante.

68 Cf. Dictionnaire Le Robert, Tome VI, p. 608 ; Madeleine Grawitz, Lexique des termes des sciences sociales, op. cit., p. 360.

69 Madeleine Grawitz, Lexique des sciences sociales, op. cit. p. 88.

70 Pour plus de détails voir: Eric Hobsbawm, Introduction, dans: Eric Hobsbawm, Inventing Traditions, Cambridge University Press, Cambrige, New York, New Rochelle, Melbourne et Sydney, 1983, pp.1-2.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

identiques"[71]. Les coutumes étaient essentiellement des règles juridiques. Leur respect s'imposait à tous. C'est ainsi qu'il est possible d'avancer le même argument pour les coutumes d'asile et de réception des étrangers dans les sociétés afro-arabes traditionnelles.

Pour illustrer la différence entre les concepts de traditions et les coutumes, Eric HOBSBAWM compare le premier concept au travail que font les juges britanniques dans les tribunaux et le deuxième à l'habit traditionnel qu'ils portent (principalement la perruque) lorsqu'ils rendent leurs jugements, ainsi qu'à tous les rituels qui accompagnent leur action[72].

Une autre distinction pourrait être faite entre, d'une part, les traditions et les conventions sociales et, d'autre part entre les traditions et les pratiques.

Les conventions sociales ou routines n'ont aucune fonction rituelle ou symbolique même si elles peuvent acquérir cette fonction soit de facto ou de juré, elles représentent l'ensemble des usages, coutumes observées par conformisme plus que par leur valeur intrinsèque"[73]. Cette définition implique aussi bien des pratiques sans précédent que des pratiques qui se sont développées par l'usage. L'usage répétitif et invariant de certaines coutumes les transforme en traditions. L'usage de ces traditions comme normes juridiques constitue un droit coutumier, le système juridique traditionnel.

Quant au concept de pratique, il signifie, en sciences sociales, la manière habituelle de faire, qu'elle soit individuelle (pratique religieuse) ou collective (coutumes)[74].

B Droit coutumier et coutumes comme règles juridiques dans les sociétés traditionnelles

Dans l'histoire du droit, l'origine de la coutume est le plus souvent immémoriale et sans texte, elle signifiait tout simplement le droit non écrit et se distingue ainsi de la loi dont l'origine est précise, connue et dont les règles sont écrites[75]. Ainsi, la répétition d'une tradition sans exception confirme sa valorisation sociale et son caractère coutumier.

En Afrique prémoderne, coutumes et droit coutumier signifient la même chose : l'ensemble des règles non écrites régissant les différentes communautés sociales. Les coutumes ont donc une nature juridique, ce sont le produit de l'adaptation du groupe aux diverses circonstances qu'il a rencontré au cours de ses migrations millénaires : milieu physique, voisinage et croyances. Pour A. SOHIER, "la route crée le droit", les différents mouvements de populations africaines durant l'histoire ont été à l'origine de plusieurs règles coutumières africaines[76].

Dans son ouvrage sur le droit des *Nuer*, HOWELL définit le droit coutumier comme "l'ensemble des règles et des coutumes qui sont administrées dans les cours *Nuer* conformément à l'ordonnance sur les tribunaux des chefs de la communauté de 1931 du Sud Soudan"[77]. Ce texte juridique déclare à cet égard dans son article 7 (1) :

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

71 Conf. A Sohier, Le droit coutumier au Congo belge, in Organisation néerlandaise des recherches, L'avenir du droit coutumier en Afrique, Symposium-colloque, Amsterdam, 1955, Universitaire per Leiden, leiden, p. 2.

72 Eric Hobsbawm, Inventing Traditions, Introduction, p. 2.

73 Cf. Madeleine Grawitz, Lexique des sciences sociales, op. cit. p. 83.

74 Voir Ibidem , p. 290.

75 Ibidem, op. cit. p. 88.

76 A. Sohier, Le droit coutumier au Congo belge, in Organisation Néerlandaise des Recherches, L'avenir du droit coutumier en Afrique, op. cit., p. 1.

77 P.P. Howell, A Manual of Nuer Law: Being an account of Customary Law, its Evolution and Development in the Courts established by the Sudan Government, Oxford University Press, London, 1970, p. 2.

"Le chef d'une cour administrera...le droit des indigènes et les coutumes qui prévalent dans la région où la cour a sa juridiction, à la condition que ce droit indigène et ces coutumes ne soient pas contraires à la justice, à la moralité ou l'ordre (public)"[78].

Comme c'est le cas pour les coutumes, le droit coutumier comporte cette combinaison de flexibilité dans la substance et son adhésion formelle au précédent. Aussi, le droit coutumier manque d'uniformité et varie selon les cultures et les communautés. Cette variance est importante mais elle ne devrait pas être exagérée. Il existe certains principes communs et des similitudes entre les différents droits coutumiers africains, notamment dans la conception et la pratique africaine d'hospitalité, de réception des étrangers et de l'asile.

Dans leur introduction à l'ouvrage sur "Ideas and procedures in African Customary Law", A.N. ALLOTT, A.L. EPSTEIN et Max CLUCKMAN définissent le droit coutumier, en général, comme un ensemble de principes de moralité, de normes et de règles de conduite observées par les membres d'une communauté donnée[79]. Pour les auteurs de cet ouvrage, le droit coutumier africain n'a jamais été immuable et a connu des changements considérables à travers l'histoire. Mais ce sont l'avènement du régime colonial et l'apparition de la civilisation occidentale qui ont produit les changements les plus substantiels. Parfois, la lettre d'une règle juridique coutumière a été conservée, mais sa substance a été fondamentalement modifiée[80].

C'est notamment le cas du droit coutumier afro-arabe de l'asile et des réfugiés dont les règles fondamentales ont été remplacées par un droit occidental, mais dont certains principes de générosité et d'hospitalité vis-à-vis de l'étranger restent applicables dans les pays afro-arabes jusqu'à nos jours, selon le travail sur le terrain entrepris au Soudan[81].

La difficulté que pose la recherche sur le droit coutumier réside dans le fait que dans la majeure partie des cas, ce droit est un droit non écrit et divers. Il varie selon les communautés et selon les cultures sociales.

Dès lors, il faut mentionner aussi le manque de sources écrites et d'affaires ou de jugements connus relatifs à l'asile. Pour cette raison, nous allons nous baser beaucoup plus sur les recherches sur le droit coutumier africain en général et sur le droit coutumier relatif au statut personnel pour explorer les conclusions concernant le droit coutumier de l'asile. Il n'existe pas non plus, à notre connaissance, d'études juridiques ou même anthropologiques relatives à la question. Nous allons nous référer surtout à des études générales et à l'enquête faite au Soudan auprès de certains chefs de groupes ethniques pour développer une théorie de l'asile dans la société afro-arabe soudanaise.

C'est ainsi que le juriste qui a pour objectif d'étudier le concept coutumier de l'asile dans les sociétés afro-arabes traditionnelles ou contemporaines doit explorer les recherches des ethnologues, des anthropologues, des historiens et des oulémas (les experts dans l'islam). Il doit se contenter parfois des interviews conduites auprès des communautés et de leurs représentants pour établir une approche juridique de la question.

Le chercheur rencontre dans ce domaine de grandes difficultés lorsqu'il veut traduire les concepts complexes d'un langage ou d'un système juridique à un autre. Il existe un grand nombre de termes utilisés dans la langue arabe et les langues africaines pour parler d'asile et de réfugié. Ces termes ont un contenu assez différents de ceux de la langue française ou du langage juridique moderne. De plus, dans un même Etat afro-arabe, coexistent souvent plusieurs dialectes, différentes traditions sociales et divers droits coutumiers. Le but de la présente étude est de démontrer (en parlant de l'exemple du Soudan) la similitude des diverses coutumes sociales et juridiques relatives à l'asile dans la civilisation et le droit coutumier africain et arabe.

---

78 Conf. ibidem, p. 1, Traduction personnelle.

79 A.N. Allott, A.L. Epstein and M. Cluckman, Introduction, dans: Max Cluckman (Editeur), Ideas and Procedures in African Customary Law, Oxford University Press, Oxford, 1969, pp.9-14.

80 Voir ibidem, pp. 83-84.

81 Voir partie II, Chapitre II.

COPYRIGHT - BIBLIOTHEQUE

II Les fondements de l'asile traditionnel en Afrique

Il est impossible, bien évidemment, de procéder par généralisation si l'on veut étudier les traditions d'un continent aussi vaste que l'Afrique, aussi divers par sa population, son histoire, ses cultures, ses religions et ses langues. L'Afrique présente une palette de civilisations et de traditions allant des plus rudimentaires aux plus raffinées. Nous ne pouvons faire plus dans cette étude que de noter les différents aspects des sociétés, des traditions et des coutumes africaines et du droit coutumier de ce continent, afin de mieux cerner le phénomène de la migration et le droit d'asile dans l'Afrique traditionnelle.

La pratique de l'asile, dans la société traditionnelle africaine, est caractérisée par la grande place donnée au sacré et aux étrangers.

A L'importance du sacré dans la société africaine traditionnelle

Les croyances religieuses sont une source du droit coutumier africain et sont à la base de la majeure partie des traditions et des pratiques dans l'Afrique prémoderne, plus particulièrement celles relatives à l'asile et à la réception des étrangers. Elles expliquent également la grande vénération décernée aux lieux de culte et allouée aux sanctuaires.

Les croyances et les règles religieuses jouaient un grand rôle dans la vie de l'individu et du groupe dans l'Afrique ancienne. Les décisions des chefs religieux, prises dans un tribunal, lors d'un litige, ou en dehors d'un tribunal, étaient généralement respectées comme des règles juridiques, étant donné que ce leader religieux était considéré comme le représentant de Dieu ou des Dieux sur terre. Ses décisions étaient -et le sont toujours parfois- considérées comme ayant une force divine[82].

Il n'existait pas de distinction claire et nette entre les préceptes religieux, les valeurs morales et les lois coutumières dans les sociétés traditionnelles africaines. Ils étaient tous liés. De plus, ces sociétés avaient leurs propres procédures d'exécution des lois et des règles sociales qui étaient différentes de celles des sociétés modernes.

Les droits et les devoirs qui trouvaient leur fondement dans des valeurs morales, culturelles et religieuses étaient associés à un certain respect de la dignité humaine et une glorification des anciens et ils jouaient aussi bien à l'encontre de l'individu que du groupe. Les principes de moralité étaient aussi considérés comme une source de droit en Afrique traditionnelle. Le principe du respect de la vie humaine explique le devoir d'aider la personne en difficulté et lui accorder la protection.

Toutes ces croyances se traduisent par un grand respect consacré aux sanctuaires et aux rites sacrés et expliquent l'hospitalité généreuse accordée à l'étranger dans presque la majorité des sociétés traditionnelles.

a Le rôle des sanctuaires en Afrique traditionnelle

Les systèmes juridiques des sociétés africaines prémodernes étaient assez divers. Dans certaines, il n'existait pas de services ou d'administrations équivalents au système judiciaire qui se trouve dans les sociétés occidentales modernes. Dans d'autres, le seul pouvoir organisé était le pouvoir religieux qui fournissait les seules sanctions contre les activités publiques.

Jusqu'à ce que s'ouvrit l'ère des incursions arabes et européennes en Afrique, l'immense majorité des Africains pratiquaient des religions autochtones. Certains symboles de superstition peuvent être des fétiches. Pour John FRANKIN, "la meilleure définition que l'on puisse donner de la religion de l'Afrique primitive est celle de "culte des ancêtres". Les Africains croyaient que leurs aïeux exerçaient une domination sans limite sur leur propre vie ;

---

82 Chez les Dinka au Soudan, les décisions du "*Banybith*" doivent être respectées par tous les membres de ce groupe ethnique.

COE-SRM-BIBLIOTHEQUE

d'où l'importance que revêt le groupe familial dans ce domaine comme tant d'autres. Ceci existait d'ailleurs dans plusieurs sociétés traditionnelles en dehors de l'Afrique[83].

En raison du caractère familial des religions africaines, les patriarches des différentes familles tenaient lieu de prêtres. C'étaient les plus âgés des descendants de l'ancêtre initial et ils avaient par conséquent hérité des prérogatives terrestres de leurs prédécesseurs. Ils avaient le pouvoir sur la terre, les eaux et l'air dans les limites du territoire familial. Le patriarche entrait en communication avec l'âme de ses ancêtres et avec les forces naturelles dans son voisinage et présidait les cérémonies de culte.

Ces sociétés, dans lesquelles le "*Banybiith*" (ou Dieu) et les personnes âgés conduisent les prières souvent, sont appelés les "*Pan mac ne long*" (la société gouvernée par la volonté de Dieu) et le degré de discipline maintenue est très élevé. Parmi les règles de cette société est le respect des lieux considérés comme lieux saints. Toute offense commise près de ces lieux est considérée comme un manque de respect pour le Dieu et pour les ancêtres. Ces lieux sont des sanctuaires pour les personnes en fuite. Même si l'on rencontre un ennemi dans les juridictions territoriales d'un sanctuaire, on n'est pas autorisé à le combattre[84].

De nombreux sanctuaires existaient en Afrique ancienne ainsi que des lieux et des objets sacrés. C'est ainsi que tout édifice affecté au culte pouvait servir de sanctuaire. Ces sanctuaires étaient des objets respectables et sacrés : ossements de morts, fragments de bois, de pierres ou de métal sacré et effigies culturelles.

En Ouganda, la religion *Padhola* qui est une religion monothéiste a consacré une grande place aux sanctuaires, étant donné que cette religion fut influencée d'une manière significative par les migrations du Nord vers les installations à l'Est de ce pays. Comme c'était le cas pour plusieurs peuples traditionnels, ce groupe ethnique, d'origine *luo*, voyageait durant sa migration avec deux à trois *Kunu* (pluriel de kuni), considérés comme leur anges gardiens. Chaque *Kunu* avait un sanctuaire où les membres des différents clans allaient se recueillir[85].

Des lieux ou des objets étaient considérés comme sacrés et les fugitifs pouvait y trouver refuge et asile. Lors des différents déplacements des clans, plusieurs cites étaient désignés comme sacrés. Quand *Budama*, la résidence actuelle des *Padhola*, fut atteinte, les *kuni* avaient pris résidence -selon les croyances de ce groupe ethnique et religieux- dans les montagnes, les arbres et les rochers entourant les lieux de leur installation ; la forêt était considérée, par exemple, comme le sanctuaire type pour cette religion traditionnelle[86].

Quelquefois, les sanctuaires étaient considérés comme des propriétés et s'héritaient d'une génération à une autre et d'un clan à un autre ou même par les migrants ou les réfugiés eux-mêmes. C'est ainsi que les sanctuaires du culte *M'Bona* qui appartenaient au *Kafula* au Malawi, étaient devenus la propriété des *Chipea* qui s'étaient réfugiés dans la région et ont adopté la religion *M'Bona*[87]. C'est aussi le cas des *zawiyat* et des tombeaux des marabouts dans la culture du Maghreb.

C'est pour éviter les guerres, qu'existait l'institution des sanctuaires dans la demeure des chefs de clan ou de tribus. C'est ainsi que chez certaines tribus *Bantus* de l'Afrique de l'Est, l'institution des sanctuaires était un moyen de mettre un terme et d'arrêter les guerres entre des clans d'une tribu. Le chef accordait l'asile et refusait de remettre le demandeur d'asile à ceux qui le poursuivaient, à la condition que ce dernier ou sa famille ou le clan payent une

---

83 Voir John Hope Franklin, De l'esclave à la liberté: histoire des afro-américains, Traduction de Catherine Kieffer, Editions Carubéennes, New York, 1984, p.23.

84 Conf. John Wuol Makec, African traditionnal Law: the customary Law of the Dinka People of Sudan in Comparison with Aspects of Western and Islamic Laws, Afroworld Publishing Co, London 1989, p.48.

85 Pour plus de détails, voir Bethwell A. Ogot, On the Making of a Sanctuary: Being some thoughts on the History of the Religion in Padhola, in T. O. Ranger et Kimambo (Editeurs), The Historical Study of African Religion, Heinemann, London, Nairobi, Ibadan, 1972, p. 126.

86 Ibidem, p. 129.

87 Conf. Mathews Schoffeleers, The History and Political Role of the M'Bona Cult among the Mang'anja, in T.O. Ranger et I. N. Kilmambo (Ed), Op. cit. p. 77.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

compensation matérielle. Telle était la tradition "du chef sauveur". La vie de la personne restait cependant en danger tant que cette personne n'était pas à l'intérieur de la maison du chef[88].

L'institution des sanctuaires dans l'Afrique prémoderne cœxistait avec une autre institution commune à la grande partie des sociétés traditionnelles, celle de la protection liée au sacrifice.

b Sacrifice et demande de protection dans l'Afrique traditionnelle

La pratique des sacrifices était également très courante. Pour concilier les Dieux, on leur offrait le sang d'un animal ou parfois d'un homme. En effet, dans certaines régions, "des prisonniers et des captifs étaient immolés aux différentes divinités"[89]. Cependant, il faut noter que les personnes qui sont considérées comme hôtes ou qui ont utilisé les sanctuaires pour demander la protection sont exclues d'un tel traitement, selon les règles de l'hospitalité et du respect des sanctuaires.

Ces pratiques d'origine rituelle existent encore de nos jours dans les sociétés afro-arabes[90]. Parlant du monde arabe et plus précisément du Maghreb d'aujourd'hui, Jacques BERQUE remarque l'importance du sacrifice chez les berbères pour la personne qui demande une protection à travers l'institution du "*âar*" ou protection[91].

Dans les traditions du peuple Dinka, le groupe ethnique majoritaire du Sud du Soudan, chaque fois qu'une fraction de ce groupe se déplaçait pour s'installer dans un nouvel endroit, à la recherche de nouvelles cultures ou pour fuir un désastre ou par rejet de sa collectivité, la première des choses que faisaient les personnes âgées de la nouvelle communauté était de sacrifier un taureau et de nommer l'endroit de leur installation de la couleur du taureau sacrifié. Des prières sont ensuite faites pour implorer Dieu de conserver les lieux et les membres de cette communauté. Cet endroit devient alors un lieu sacré de refuge et d'asile. Durant la cérémonie, les vieux font appel aux ancêtres pour les implorer d'être leur intermédiaire avec le Dieu pour garantir la protection du lieu et des personnes[92].

A partir de cette croyance, on peut comprendre l'attitude des Dinkas à l'égard du demandeur d'asile, le statut qu'avait le réfugié chez ce peuple du Soudan et l'ampleur des sanctions religieuses contre la personne qui violerait les traditions d'asile.

Le système pénal basé sur la responsabilité individuelle ou collective contribuait également au développement de la tradition de l'asile et des réfugiés.

B Système de sanction et asile dans l'Afrique traditionnelle

Le droit coutumier africain est caractérisé généralement par une absence de sanctions pénales matérielles et directes, comme la peine de mort ou l'emprisonnement. Il n'existe ni police, ni juges de profession. L'obéissance aux règles se fondait surtout sur la peur des Dieux, la peur de la vengeance, les croyances mystiques et la déchéance ou la critique sociales. Les sanctions étaient donc des sanctions naturelles ; ce qui a amené certains auteurs européens à caractériser les sociétés traditionnelles africaines de sociétés sans droit, en faisant

---

88 Voir, Charles Dundas, Native Laws of Some Bantu Tribes of East Africa, in the Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland, Vol. 51, january-june 1921, p. 237.

89 Ibidem, p.23.

90 Pour un exemple du rôle du sacrifice dans une société afro-arabe traditionnelle, voir Hassan Rachik, Le Sacré et le rituel dans le Haut-Atlas marocain, Afrique Orient, Casablanca, 1990.

91 Conf. Jacques Berque, Problèmes initiaux de la Sociologie juridique en Afrique du Nord, in Stvdia Islamica, Vol.1, 1953, p. 146.

92 Conf. John Wuol Makec, African Traditionnal Law: The Customary Law of the Dinka People of Sudan in comparison with Aspects of Western and Islamic Laws, op. cit. p. 49.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

une confusion entre le droit en tant que système juridique ayant pour objectif de maintenir l'équilibre social et la sanction pénale comme l'un des moyens de faire respecter ce droit[93].

Le droit coutumier africain, comme c'est d'ailleurs les cas de la plupart des droits traditionnels, était un droit positif et non négatif, son objectif était beaucoup plus la compensation du dommage causé que la sanction de la personne qui avait commis un acte considéré comme criminel. Cette personne restait responsable devant la force super-naturelle. Le but recherché, était moins de punir le responsable du crime que de rétablir l'équilibre social. C'est ainsi que le droit pénal était basé sur la *loi de Talion*, sur le payement de compensations et sur la responsabilité collective[94]. En attendant le payement de cette compensation, la personne considérée comme criminelle avait droit à l'asile et à la protection.

Chez les berbères du Sud-Est du Maroc, la personne qui avait commis un crime était automatiquement exilée, mais si elle demandait l'année de pardon, *afia*, la loi lui permettait de recevoir la protection pendant une année[95].

Les sociétés traditionnelles africaines avaient donc des sanctions plus effectives pour amener les membres d'une communauté à obéir aux règles juridiques et pour assurer le maintien de l'ordre et de la discipline ; mais ces sanctions n'étaient pas des sanctions externes.

En faisant une distinction entre la responsabilité collective et la responsabilité individuelle, lorsqu'un crime a été commis dans une communauté africaine, le Professeur ELIAS insiste sur le fait que la responsabilité du groupe ne fait en aucun cas disparaître celle de l'auteur de ce crime. Lorsque, par exemple, un membre X du groupe A a été tué par un membre Y du groupe B, tout les membres du groupe A sortent pour venger ce mort en représailles contre n'importe quel membre du groupe B s'il est impossible de mettre la main sur Y. Quelquefois, le groupe A accepte une compensation pour la mort causée, d'autres fois une personne Z est simplement saisie et conduite chez le groupe B. Le but recherché est d'assurer l'équilibre du groupe perdu par la perte de l'un de ses membres[96]. Le nombre de ceux qui risquent la vengeance et qui peuvent demander l'asile est donc plus important.

Cette responsabilité concerne aussi bien les délits privés que publics, la différence réside seulement dans le genre de sanction qui leur est infligée. Dans tous les cas, la réparation est soit matérielle soit physique (correspondant au dommage causé). Mais, pour les délits publics le responsable est susceptible de la peine de mort, la mutilation ou le châtiment corporel[97].

Si le délit commis par la personne accusée était grave et risquait d'inciter la victime ou son clan à se venger immédiatement, le responsable pouvait échapper à cette vengeance en se réfugiant dans un sanctuaire voisin telle une tombe sacrée, le palais d'un roi ou la résidence d'un chef ou d'un membre du Conseil des sages, en attendant un jugement ou un arrangement[98]. C'était là la fonction primordiale des sanctuaires dans l'Afrique traditionnelle[99].

On tenait parfois compte, lors de l'accord de l'asile, du fait que l'homicide était volontaire ou involontaire. Dans le cas d'un crime involontaire, la protection était automatiquement accordée et le crime accidentel engendrait une sanction moindre que dans un crime prémédité. Mais tous les cas d'homicide engendraient la vengeance. Une vengeance engendre une autre

---

93 Pour plus de développements, voir ibidem, pp. 45-46.

94 La peur de la colère d'un ou de plusieurs Dieux joue pour prévenir les crimes. La sécheresse était considérée -et l'est toujours dans certaines sociétés arabo-africaines- comme un châtiment de(s) Dieu(x). Voir ibidem, p. 198-199. et pp.46-47.

95 Conf. Larbi Mezzine, Le Tafilalt, p. 351.

96 Voir: T Olawale Elias, The Nature of African Law, pp. 88-89.

97 Ibidem, p. 90.

98 Voir: T Olawale Elias, The nature of African Customary law, op. cit. pp. 215-216.

99 Pour un développement sur la vengeance et l'asile dans les tribus Bantu de l'Afrique de l'Est, voir: Charles Dundas, native Laws of Some Bantu Tribes of East Africa, pp.217-278.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

et ainsi de suite. Si l'auteur d'un crime se réfugie chez sa famille et que celle-ci refusait de le remettre, une guerre suivrait.

La responsabilité du groupe jouait souvent lorsque le responsable s'était enfui ou avait été caché par sa famille et refusait de le remettre ou qu'elle l'avait aidé à s'enfuir et se réfugier ailleurs. Toute personne, qui avait des raisons de craindre d'être saisie et punie pour le crime commis par une autre personne du groupe, avait le droit de chercher asile dans l'un des sanctuaires publics ou dans la résidence d'un chef de communauté.

Charles DUNDAS écrit que, chez certains peuples de l'Afrique de l'Est, la vengeance était dirigée contre le responsable du crime ou certains membres de sa famille et que "l'asile était accordé au criminel qui se réfugiait dans la maison d'un chef de tribu pour fuir la vengeance. Cette dernière était limitée au fait de tuer une personne mais elle le dépassait très souvent, engendrait différentes formes de représailles et était parfois la cause de guerres tribales. La raison de cet asile, permis chez le chef de la tribu, était de limiter les guerres tribales qui n'étaient pas dans l'intérêt des chefs, des sultans ou des rois parce qu'elles causaient des pertes de sujets ; c'est la raison pour laquelle ils intervenaient en accordant l'asile[100].

Il faut noter enfin que dans la société africaine ancienne, comme c'était le cas ailleurs, l'asile était accordé à certaines personnes en fuite, sans distinction entre le délit politique ou de droit commun.

C Le statut de l'étranger dans les sociétés africaines

Etant donné la lacune dans les études sociologiques ou historiques relatives au droit coutumier de l'asile, à la migration involontaire et aux relations entre les demandeurs d'asile, les réfugiés et leur hôtes en Afrique, nous avons estimé qu'une étude sur le concept de l'étranger dans les sociétés africaines pourrait nous éclairer sur la question. Nous verrons ainsi qu'elle était la place réservée à l'étranger dans la société africaine traditionnelle? Quels genres d'accueil et de réception on lui accordait et qu'elle était l'étendue de la protection accordée aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, leurs droits et leurs devoirs en tant qu'étrangers ?

a La place de l'étranger

L'étude du statut des étrangers dans la société africaine traditionnelle ne semble pas avoir attiré l'attention des juristes. Le chercheur est obligé, par conséquent, de puiser dans les recherches d'anthropologues et de sociologues relatives à ce concept pour conduire son étude sur la question.

En sociologie, le concept de l'étranger est assez ambigu, plusieurs synonymes peuvent exprimer ce concept. Cette ambiguïté est beaucoup plus apparente dans la langue anglaise que dans la langue française ou arabe. En Anglais, *stranger*, *foreigner*, *outsider*, *alien*, *guest*... signifient relativement le même concept. En français, on peut inclure dans le concept de l'étranger, l'immigrant, le touriste, le réfugié, la personne déplacée etc. Le concept arabe de *ajnabii* est relativement plus précis[101]. Les caractéristiques de tous ces concepts proches, c'est qu'il s'agit de personnes qui n'appartiennent pas complètement à la société où elles séjournent. Pour le sociologue le plus célèbre du concept de l'étranger, l'allemand G. SIMMEL, l'étranger est un élément du groupe, il appartient au groupe social parmi lequel il réside, mais il est en même temps en dehors de ce groupe[102].

---

100 Ibidem, pp. 217-78.

101 Ces différents qualificatifs aident à faire une distinction entre les sens juridique et sociologique du terme. Voir pour plus de détails sur ces synonymes anglais William A. Shack and Elliot P. Skinner, Strangers in African Societies, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 1979.

102 Son livre intitulé "Der Fremde" avait développé ce concept, il fut traduit en plusieurs langues. Pour plus de développements sur le concept de l'étranger dans l'œuvre de Simmel, voir: William A. Shack et Elliott P. Skinner, Strangers in African Societies, op. cit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Si l'on adapte le concept de l'étranger chez SIMMEL à l'Afrique, on se rendra compte qu'il y avait toujours des frontières entre Africains et non-Africains. Le degré d'acceptation et d'intégration de l'étranger dépendait du degré d'indépendance laissé à l'hôte pour accepter ou refuser l'étranger et de la forme d'accueil fait aux étrangers[103].

En général, les étrangers étaient relativement libres de se déplacer d'une région à une autre et d'une communauté à une autre en Afrique précoloniale, et même, jusqu'à un certain point, durant la colonisation.

b Accueil et réception de l'étranger dans l'Afrique traditionnelle

Le changement sociologique, intervenu en Afrique colonisée et indépendante, explique le changement intervenu dans l'accueil fait aux étrangers en général et aux migrants involontaires plus particulièrement : passage de tribus à des Etats et à des nations. Le rôle joué par le chef de la tribu dans l'accueil et l'intégration de l'étranger était primordial dans l'asile. La perte des pouvoirs des chefs locaux au profit des représentants gouvernementaux s'est accompagnée d'une érosion de la notion de l'asile.

Cependant, aujourd'hui, une survivance de la culture traditionnelle subsiste avec les lois modernes sur les réfugiés. C'est ce qui donne ce caractère hybride et assez confus à la pratique de l'asile dans les Etats Africains contemporains[104].

Pour qu'un étranger soit bien reçu par les communautés africaines traditionnelles, il faut qu'il ne soit pas imposé. L'histoire africaine a, en fait, montré que face à des migrations volontaires, il fallait avoir un accueil volontaire pour que le processus d'intégration des étrangers puissent avoir lieu. Les migrations imposées aux Africains ont donné lieu à la marginalisation des étrangers imposés et à une réaction de rejet[105]. De plus, les migrations qui avaient reçu un bon accueil furent pour la plupart des migrations de groupes restreints ou de simples individus. Autrement, l'intégration devenait très difficile et les migrants volontaires ou involontaires gardaient en général leur qualificatif d'étrangers : les Arabes, les Européens, etc.

Par ailleurs, la terre joue un grand rôle dans la réception des étrangers en général et des réfugiés en particulier. Selon les traditions, des tribus *Maharaja* de l'actuel Éthiopie reçoivent avec une extrême hospitalité les étrangers, y compris les réfugiés, comme "hôtes de Dieu", mais il leur était difficile de les intégrer dans la communauté. Le droit à la terre, "*rist*" chez les communautés *Galla,* ne peut revenir à l'étranger. La terre est héritée et l'étranger, ne prouvant pas ses liens généalogiques, ne peut la posséder[106].

La réception faite aux étrangers dans l'Afrique traditionnelle dépendait aussi du rôle joué par la population locale dans cet accueil : si cette dernière était associée à la prise de la décision de l'accueil, leur séjour était garanti et leur intégration se faisait plus facilement ; l'hôte imposé restait un étranger parmi la population accueillante.

C'est ainsi que la différence juridique moderne entre l'étranger (*alien* en anglais) et le national ou le citoyen (*citizen*) ne s'applique pas au niveau sociologique : un "national" peut être plus étranger que "*alien*", si son accueil est imposé ou s'il provient d'une culture

---

103 Cf. E.P. Skinner, "Strangers in West African Societies", dans Africa, Vol. 33, N°. 4, 1965, pp. 307-320.

104 Voir développements dans la Partie II, Chapitre II.

105 Chaque fois que des migrations volontaires ou involontaires avaient reçu un accueil involontaire de la part de la population africaine, des problèmes s'étaient posés. L'imposition, durant la colonisation, par exemple, des Asiatiques en Afrique de l'Est où des Dahoméens en Afrique de l'Ouest, avait donné lieu à une réaction violente après l'indépendance. L'exemple le plus connu étant l'expulsion des Asiatiques de l'Ouganda en 1972. Sur cette question, voir Ali Mazrui, Casualities of an Underdeveloped Class Structure: The expulsion of Luo Workers and Asian Bourgoisie from Uganda, in W.A. Shak et E.P. Skinner, Strangers in African Societies, op. cit..

106 Cf. Donald N. Levine, Simmel at a Distance: on the History and Systematics of the Sociology of the Stranger, i, William .A. Shack Et Elliot. P. Skinner, Strangers in African Societies, op.cit. p.34.

OBSERVER BIBLIOTHEQUE

différente. Les frontières africaines étaient et restent, jusqu'à un certain degré, plus des frontières sociologiques que juridiques ou terrestres[107].

Le statut de l'étranger joue aussi un grand rôle dans sa réception : criminel fuyant la vengeance, opposant politique cherchant des alliances ou simple personne déplacée par les raisons naturelles.

Les sociétés africaines traditionnelles ne font pas exception à la règle universelle humanitaire d'hospitalité, mais les membres originaires de la communauté possèdent certains avantages et certains privilèges. La dichotomie entre la sécurité d'appartenir à une communauté et le fait d'être un étranger ou une personne d'ailleurs a existé et existe encore en Afrique, comme c'est les cas dans toutes les sociétés humaines[108]. Mais en Afrique traditionnelle, l'étranger, et surtout le réfugié, avait une position spéciale et possédait des droits propres ; il lui était facile de pénétrer et de s'intégrer dans la communauté hôte.

En effet, le besoin en nombre et en hommes qui existait dans les sociétés africaines faisait le bienvenu de tout étranger. La formation continue de nouvelles communautés par des fugitifs ou des personnes expulsées de leurs communautés d'origine forçait les nouveaux leaders à attirer le plus d'adhérents. Les frontières africaines étaient donc souvent ouvertes aux étrangers, y compris aux esclaves. La peur de perdre les nouveaux venus poussaient souvent les chefs des communautés africaines à intégrer rapidement les fugitifs qui s'étaient réfugiés chez eux ; selon l'adage africain "une personne ne peut être chef et rester seule, commander sur elle-même"[109].

Il a été toujours affirmé que le droit coutumier africain d'une tribu s'appliquait seulement à ses membres. Cependant, comme le dit le professeur ELIAS, les étrangers sont souvent assimilés au groupe par "les règles de l'hospitalité, la protection des amis, l'inter-mariage et les associations inter-tribales" qui permettent aux membres du groupe de plaider pour la cause des étrangers. A la différence du droit européen, le droit coutumier africain possède ses propres arrangements pour l'incorporation formelle des étrangers[110].

Pour les *Mende*, un peuple du Sierra Léone, l'étranger (*hota*, pluriel *hoteisia*) est généralement considéré comme une source de sécurité et de richesse. Les étrangers peuvent être des personnes d'origine *Mende* nés ailleurs ou venant des communautés voisines (vrais et faux étrangers). L'expérience historique et les traditions *Mendes* ont montré que le fait d'avoir plusieurs étrangers était un signe de prospérité et de bonne réputation. La communauté doit donc recevoir et garder ses étrangers, y compris ses réfugiés, à un tel point que ses propres membres se retrouvent, parfois, dans une situation de vrais étrangers. Ce n'est donc pas étrange de trouver que l'attraction des étrangers est un thème assez commun dans les sacrifices faits par cette communauté[111].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

107 La définition juridique de l'étranger s'applique rarement en Afrique, elle reste jusqu'à présent une définition sociologique en général. Durant le travail sur le terrain avec les réfugiés et les personnes déplacées au Soudan, il a été remarqué, par exemple, que les réfugiés erythréens étaient considérés plus proches de la population locale soudanaise que les soudanais du Sud déplacés à Khartoum qui étaient considérés comme des étrangers.

108 Conf. Abdullahi Ahmed An-Naim et Francis M. Deng (Editeur), Human Rights in Africa: Cross-Cultural Perspectives, The Brookings Institution, Washington D.C., 1990, p. 4.

109 Voir: Igor Kopytoff (Ed), The African Frontier: The Reproduction of Traditional African societies, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, USA, 1986, Introduction, p. 62.

110 conf: T. Olawale Elias, The Nature of African Customary law, p. 106.

111 Conf. Melissa Leach, Refugee-Host Relation in Local perspective: Food Security and Environment Implications of the Liberian Rural Communities of Sierra Leone, 1990-91, Preliminary Report to the Mac Arthur Project, IDC, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, Angleterre, p. 19.

c Intégration et assimilation des étrangers

Dans une communauté berbère du Sud-Est du Maroc, l'organisation de la vie sociale au sein du *Qsar* exigeait que l'invité ou l'étranger soit à la charge de la *qbila* ou tribu, la même coutume se retrouve chez des groupes ethniques du sud du Soudan, selon des observations personnelles lors du travail sur le terrain et les interviews des chefs des communautés des différentes tribus du Sud.

Pour être incorporés ou assimilés dans la communauté *Mende* du Sierra Leone, les étrangers doivent se placer sous le patronage et la protection d'un membre établi de la communauté, leur "*hota Kee*" (le père de l'étranger). Le "*hota Kee*" représente l'étranger dans les institutions communales et facilite ses relations avec la communauté. Le fait de représenter et de protéger les étrangers (y compris les réfugiés) est considéré comme un honneur, c'est un moyen d'avoir le pouvoir et la force politiques. Une compétition se fait donc pour acquérir le plus de protégés. La culture politique *Mende* est fondée sur la relation patrons/clients dans laquelle les "grands hommes" (*numu wa*) gagnent et maintiennent un tel statut en attirant et en gardant des partisans. Les patrons fournissent l'appui économique et social[112].

En contribuant à cette relation patrons/clients, les étrangers fournissent la main-d'œuvre et l'allégeance. Ils aident largement au développement de la communauté. Ils peuvent représenter un capital politique et économique précieux.

Cependant, l'intégration des étrangers dans les communautés africaines n'est pas spontanée et se fait progressivement. L'attitude vis-à-vis d'eux est souvent ambiguë et reflète un certain doute : on est jamais sûr d'eux et leur intention n'est pas claire au début, on doute de leur respect des règles de la communauté et de leur volonté à se conformer aux lois, ils peuvent ne pas être des alliés et risquent de constituer des éléments subversifs, etc.

C'est ainsi que l'intégration d'un étranger se fait graduellement chez les *Mende*, malgré son acceptation par ce peuple africain. Par dessus les règles de l'hospitalité, les *Mende* sont très prudents pour l'intégration permanente d'un étranger qu'il soit réfugié ou pas. Ils le gardent sous contrôle jusqu'à ce que son allégeance soit prouvée et sûre.

Ce processus d'incorporation graduelle peut passer d'une allocation annuelle de la terre en vue d'une culture saisonnière à la permission de cultiver cette terre d'une manière permanente. Un "*hota Kee*" pourrait encourager un homme étranger à épouser une femme de sa famille. Le label d'étranger pourrait rester présent pendant des générations. Les Mende se réfèrent aux anciens étrangers par le terme de "*wovei*", qui est devenu presque l'équivalent du citoyen "*tali*"[113].

La condition pour cette incorporation c'est que l'étranger ait été présenté auparavant au chef de la tribu et qu'il ait résidé parmi la communauté hôte pendant une période assez longue pour permettre au leaders des communautés de statuer sur sa capacité. Pour devenir membre de cette communauté, il devrait être adopté officiellement par le chef et le conseil des sages lors d'une cérémonie organisée à l'occasion. A la suite de cette cérémonie, il devient membre complet du groupe qui l'a adopté, sujet à ses lois et coutumes et ayant droit aux mêmes privilèges et responsabilités[114].

Il faut noter que l'intégration de l'étranger par les sociétés africaines prémodernes dépendaient de l'origine de ces étrangers. Les Africains distinguaient entre les étrangers des tribus voisines et lointaines mais surtout entre les étrangers internes à l'Afrique et ceux provenant d'autres continents ou appartenant à une race différente. Ces derniers ont toujours été considérés comme de véritables étrangers et leur intégration était souvent très difficile. L'intégration des étrangers provenant de populations similaires dépendaient beaucoup plus de leur habilité à adopter les coutumes sociales d'une communauté ou de leur pouvoir de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

112 Ibidem, p. 21.

113 Ibidem, p. 21.

114 Conf. Olawale Elias, The Nature of African Customary Law, p. 106.

s'organiser politiquement ; celle des étrangers venant de populations fondamentalement différentes dépendait de leur force militaire ou de leur capacité de persuasion religieuse. On peut citer des exemples de la première catégorie : les *Alur* sur la frontière zaïro-soudanaise... Comme exemple de la deuxième catégorie : les *Boers* en Afrique du Sud ou les Arabes en Afrique du Nord.

Cette procédure d'intégration de l'étranger, y compris le réfugié, dans la tribu est similaire au processus de naturalisation des étrangers, des immigrants et des réfugiés dans les législations modernes.

La situation de la femme étrangère est particulière dans l'Afrique précoloniale. Il faut remarquer que dans l'Afrique traditionnelle, le phénomène de la femme étrangère est lié à sa situation de femme mariée : les femmes arrivaient avec leur mari, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui où, dans les camps de réfugiés, la plupart des femmes arrivent seules ou avec leurs enfants, leurs maris les ayant abandonnées ou sont morts dans les conflits armés.

L'attitude à l'égard des étrangers diffère d'une communauté à une autre et d'une ethnie à l'autre. En Éthiopie par exemple, les relations entre la communauté Amhara et Oromo sont complètement différentes. Même si les Amhara reçoivent avec beaucoup d'égard et d'hospitalité les étrangers en tant que "hôtes de Dieu" selon leurs coutumes et traditions d'accueil, ils trouvent beaucoup de difficultés à intégrer les nouveaux venus et spécialement les réfugiés. Les Oromo n'ont, par contre, aucune difficulté à le faire[115].

Ces différentes attitudes pourraient s'expliquer par les différences critères exigés pour devenir membre de la communauté dans les deux groupes ethniques africains. Chez les Amhara, peuple de nomades, le droit à la terre est un droit héréditaire qui n'est pas alloué à l'étranger qui ne peut prouver son affiliation au groupe. Chez les *Oromo*, peuple sédentaire, des camps et des villages sont construits d'une manière continue ; les services des voisins et des réfugiés sont souvent sollicités selon leur compétence et leur aptitude à s'intégrer [116].

Cette différence dans l'accueil réservé à l'étranger par les populations rurales et sédentaires est toujours présente, même dans l'Afrique du XX^{e} siècle.

La circulation des étrangers n'était pas restreinte en général, . Ils se déplaçaient librement d'une frontière sacrée à une autre. Seuls quelques uns de leurs droits étaient parfois restreints dans certaines communautés.

d Un exemple représentatif de l'attitude d'un peuple africain envers les étrangers et les réfugiés : les Nuer du Sud Soudan

L'attitude et le comportement des *Nuer* à l'égard des Dinka, un autre peuple du Sud Soudan, pourrait peut-être mieux nous éclairer sur le statut de l'étranger en Afrique traditionnelle.

Vue l'importance du lien parental chez les *Nuer*, l'étranger doit se trouver un parent dans le village, le clan ou la tribu dans laquelle il s'est réfugié. Le garçon *Dinka* capturé devient membre du lignage de l'homme qui l'a capturé ou qui lui a donné sa protection[117].

La structure du lignage chez les *Nuer*, fondé sur le lien de parenté, permet aux individus d'être mobiles. Comme le montre EVANS-PRITCHARD, l'ambition de tout homme du clan dominant est de quitter son clan et de devenir "le taureau" de créer autour de lui sa propre communauté. Cette structure facilite également l'incorporation d'éléments étrangers et leur

COLLEGIA DOCTORALIS

115 Conf. Donald N. Levine, Simmel at a Distance: on the History and Systematics of the Sociology of the Stranger, op. cit., p. 34.

116 Ibidem, pp. 35-34.

117 Conf Evans-Pritchard, Parenté et mariage chez les Nuer, P.20.

"attachement à ces nouvelles communautés, pour des périodes plus au moins longues. Ce va-et-vient ne provoque aucune confusion et ne cause aucune désintégration sociale[118].

Deux catégories d'étrangers existent chez les *Nuer* : ceux qui sont intégrés et ceux qui ne le sont pas. Les premiers sont appelés *buth* tandis que les seconds sont nommés *rul*, les véritables étrangers.

L'intégration des étrangers chez les *Nuer* se fait, de trois façons : par l'adoption, par le mariage ou par le concubinage. Selon l'étude de Evans-Pritchard, plusieurs membres de l'ethnie *Dinka* furent absorbés par la communauté *Nuer*. "Un *Dinka* qui ne serait pas inséré dans un lignage reste attaché à la famille de sa femme ou à la parenté de celui qui a épousé sa soeur ou sa fille, comme le font d'ailleurs les enfants avec la famille de leur oncle maternel"[119]. Il s'agit ici de liens "naturels" de parenté, par opposition à ce que EVANS-PRITCHARD appelle des liens légaux.

Il faut noter, à cet égard, que les *Nuer* accordent aux femmes une importance considérable, laquelle se traduit par la valeur qu'ils accordent à leurs descendants dans l'établissement des liens de parenté.

La coutume du concubinage constitue un autre facteur qui a joué un rôle considérable dans le rattachement d'éléments extérieurs. On trouve chez les *Nuer* un nombre considérable de femmes seules vivant en concubinage. Cette coutume est pratiquée de plusieurs façons, spécialement par des veuves. Qu'elles vivent dans le village de leur mère ou celui de leur mari, les veuves finissent par prendre un homme, membre de la communauté ou étranger. Il suffit à l'homme étranger qui veut être adopté de vivre en concubinage avec une veuve ou même avec une femme célibataire ; ce dernier peut rester avec sa concubine et les enfants qu'il en aura aussi longtemps qu'il le voudra. Les veuves quittent parfois la maison de leur ancien mari pour aller habiter dans le village de leurs concubins et prennent leurs enfants avec elles[120].

L'absorption considérable des *Dinka* dans les communautés familiales *Nuer* est très significative. L'assimilation des *Dinka* n'a pas donné naissance à une classe ou à une caste. Leur incorporation au lignage s'est faite par adoption et leur assimilation par mariage. Mais cette absorption a provoqué des complications dans le réseau déjà fort complexe des générations *Nuer* : il arrive que des frères capturés (ou des proches parents) soient adoptés par des lignages différents[121].

Mais à long terme, l'absorption des *Dinka* par les *Nuer* est complète. Lorsqu'un *Dinka* a été adopté dans un lignage, il n'a aucune difficulté à s'intégrer à la société *Nuer*. Les membres du lignage qui l'ont adopté se souviennent de son origine *Dinka* pendant quelques générations. Mais, il est fréquent qu'après une ou deux générations, le fait soit totalement ignoré et, avec le temps, complètement oublié par le lignage. Les étrangers qui font partie du lignage ont le même statut que les autres membres et les rameaux auxquels ils donnent naissance ont la même valeur que ceux engendrés par les membres qui y sont nés[122].

Un autre exemple de la place des étrangers dans les communautés africaines pourrait être trouvé au Malawi. Les *Mang'anja* du Malawi avaient coutume de réserver un bon accueil à tous les étrangers, y compris leurs envahisseurs, s'ils venaient en petits nombres et s'ils ne représentaient pas un danger pour l'équilibre politique et la structure sociale de la communauté. Les nouveaux venus pouvaient bénéficier des mêmes avantages que les membres des différents clans. Plusieurs chefs de clans étaient ravis d'installer des étrangers parmi eux. Ils amenaient du savoir, des informations et de nouvelles techniques de culture et

---

118 Ibidem, p. 43.

119 Ibidem., p.33.

120 On trouve en pays Nuer un grand nombre de femmes célibataires vivant en concubinage avec des étrangers même aujourd'hui.

121 Voir Evans-Pritchard, Parenté et mariage chez les Nuer, pp. 33-34.

122 Ibidem., p. 39.

COLLECTIA BIBLIOTHECAE

d'administration[123]. L'intégration des étrangers se faisait très souvent, comme c'était le cas pour la plupart des sociétés traditionnelles, par le biais de l'inter-mariage, en respect des traditions et des systèmes linéaires.

L'arrivée de plusieurs étrangers ou réfugiés donnait lieu parfois à un groupe de personnes n'appartenant à aucun "linéale" ou clan, "non-related persons", l'incorporation de ce groupe se faisait par la création d'un "linéale" autonome en s'affiliant à une personne du clan d'origine qui est décédée[124].

D La protection des réfugiés dans l'Afrique traditionnelle, leurs droits et devoirs

Dans les sociétés traditionnelles africaines, il n'existait pas une distinction nette entre le réfugié, le migrant et le touriste au sens moderne du terme. Tous avaient le même statut d'étranger. La différence résidait dans le genre de protection qui leur était accordée ainsi que dans leurs droits et devoirs.

a Droits et devoirs des étrangers

La protection des étrangers, et surtout des réfugiés, vivant parmi les membres d'une tribu représente un devoir pour tous les membres, y compris leurs chefs et leurs rois. Le Professeur ELIAS affirme que "les règles de l'hospitalité sont strictement respectées dans les sociétés africaines aussi bien par le roi que par le simple paysan d'une communauté qui se dresseront tous pour protéger la vie et la propriété des étrangers amis, lors du séjour de ces derniers parmi eux"[125]. Ce comportement est exactement le même dans les traditions arabe et islamique, comme nous le verrons plus loin.

L'étranger résidant dans une communauté africaine est toutefois astreint à observer les règles et coutumes des communautés où il réside. S'il commet un crime lors de son séjour, la sanction dépendra des circonstances de son séjour ou visite, de sa connaissance des règles et coutumes de la tribu hôte, de la gravité de son crime et de ses dispositions générales lors de son jugement[126].

Les relations entre les protecteurs et les protégés sont régies par un certain nombre de règles se résumant en quelque sorte à un respect de la part du protégé des lois et coutumes de la société hôte et la garantie de la part des protecteurs de la sécurité de la personne du protégé, de sa famille et de ses biens. C'est ainsi que, par exemple, selon l'article 105 de la *Taaqqitt*, la loi qui régit la vie du *Qsar* ou village chez les Berbères Ayt Atta du Sud-Est du Maroc :

> "Le *Sayeh* veille en personne à l'application effective de cette garantie. Si pendant cette protection le meurtrier est trahi, chacun des garants devra verser un *qintar* (à la *qbila*"[127].

L'influence de l'Islam sur les coutumes berbères est apparente : le respect de la promesse donnée, la protection accordée doit être respectée et son non respect est sanctionné. L'article 110 de la *Taaqqitt* stipule à cet égard :

> "Si un réfugié qui habite chez nous est trahi par quelqu'un (de la *qbila*), ce dernier devra, si la chose est attestée par le *Sayeh* ou par dix témoins de notre pays, verser un

---

123 Il faut noter, à cet égard, que l'étranger et le voyageur étaient la seule source d'information externe dans les sociétés traditionnelles.

124 Voir Mathews Shoffeleers, The History and the Political Role of the M'Bona Cult among the Mang'anja, in T.O. Ranger et I.N. Kilmando (Ed), The Historical Study of African Religion, op. cit. p. 87.

125 Cf. Olawale Elias, The Nature of African Customary Law, op. cit., p. 106.

126 Les stipulations du droit moderne des droits de l'homme et des réfugiés sont à peu près analogues concernant ce domaine.

127 Conf. Larbi Mezzine, Le Tafilalt, p. 213.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

qintar à la *qbila* ; si le *Sayeh* ne peut l'attester, le suspect devra fournir dix co-jureurs sans délai sur Moulay Shrif et il sera quitte de l'accusation"[128].

Le protégé est tenu de respecter les lois et coutumes de la société hôte. L'article 212 de la *Taaqqitt* déclare :

"Si un étranger tue un homme du *Qsar*, il devra verser à la *qbila* 100 *mithqal-s*".

L'article 109 ajoute :

"Si un étranger en tue un autre dans les limites de notre pays, le meurtrier devra verser 50 *mithqal-s* (à la *qbila*), et s'arranger avec la famille du défunt".

Le protégé ne bénéficie pas d'une liberté de mouvement totale. La protection lui est accordée dans des limites géographiques très précises comme on peut le déduire de l'article 106 :

"Les limites que le meurtrier ne pourra dépasser (pendant l'année de protection) sont : le vallon appelé *Baamus*, le chemin longeant la *seguia* vers l'amont jusqu'au mur du *janan* de Amar, et vers l'ouest, de la rigole (*msref*) qui part de la *seguia* jusqu'au mur du *janan* de Krru, aux aires à battre, au cimetière, en vallon précité".

L'article 107 stipule :

"Si le meurtrier passe outre ces limites, il n'est plus couvert par la protection"[129].

Même s'ils n'étaient pas rejetés des sociétés traditionnelles, les étrangers n'avaient pas souvent le même statut que les personnes originaires de la communauté. Il y avait parfois une distinction entre les deux, exactement comme celle qui est faite aujourd'hui entre les citoyens et les étrangers sur le plan juridique[130].

Les réfugiés ont quelques fois un statut inférieur et gardent leur identité pendant assez longtemps en préservant leur langue et leur système d'héritage. Ils sont privés parfois des mariages matrilinéaires pour éviter le transfert de la propriété et des enfants[131]. Cependant, le groupe d'étrangers sera à la longue intégré à la communauté par sa participation égale à la direction des affaires de la communauté et l'entretien des sanctuaires. Chez les *M'Bona*, la plupart des chefs de ce groupe ethnique ont "un sang mélangé"[132].

b *La Tayssa* : une illustration d'une protection accordée par une tribu berbère du Sud-Est du Maroc

L'Afrique du Nord avait jusqu'à très récemment des pratiques de protection et d'asile généreuses et relativement similaires à celles que l'on trouve dans le reste de l'Afrique. Au Sud-Est du Maroc par exemple, il existait chez les Berbères une forme de protection appelée *Tayssa*.

La *Tayssa* est l'acte de "protection qu'assuraient les nomades, pour le compte des sédentaires, dans la région du Sud-Est marocain, caractérisé par la faiblesse des ressources, et par des rapports tendus entre les différents éléments constitutifs de la société, qui en sont la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

128 Ibidem, p. 214.

129 Ibidem, p. 213.

130 Voir William A. Sack and Elliott P. Skinner (Ed), Strangers in African Societies, Introduction, pp. 5-6.

131 Conf. Mathews Schoffeleers, The Historical and Political Role of the M'Bona Cult among the Mang'anja, op. cit. p. 87.

132 Ibidem, p. 87.

conséquence"[133]. C'est le nom d'action du verbe berbère *iksa*, qui signifie garder en parlant du troupeau. Il y a là un rapprochement dans le sens qui existe entre le fait de garder le troupeau et d'assurer la défense d'une personne ou d'un groupe déterminé.

L'institution de la protection a donné lieu à l'établissement d'actes notariaux, *Tayssa*, dressés entre le protecteur et le protégé. Ces actes, rédigés dans un style spécial, exprimaient "la volonté du protecteur de s'acquitter de sa charge jusqu'à la fin du temps"[134]. Ils comportent souvent le nom du protecteur ou les noms des protecteurs, la liste des personnes répondant à la dite protection ainsi que les noms des témoins présents à la rédaction de l'acte[135].

Les documents les plus connus de ce genre sont au nombre de trois, se rapportent à la région du Sud-Est du Maroc et appartiennent à la *Zawiya* d'Asul dans le Haut Ghéris[136]. La première *Tayssa* est une convention établie entre les tribus formant "la confédération" *Ayt Yflman* et les descendants de Sidi *Bu Yaaqub* en 1055 hégire, soit 1645-1646 après J.C. La deuxième est une convention passée entre les descendants de Sidi *Bu Yaaqub* et la majorité des tribus qui occupent le Moyen-Atlas, la Haute Moulouya, le Haut-Atlas oriental et les oasis du Sud-Est du Maroc. La date de ce document ne semble pas certaine, vue la confusion dans ce document entre les chiffres arabes et hindous, mais il semblerait qu'il date de 1502. La troisième *Tayssa* est un acte par lequel un chef des *Ayt Atta*, un *Sayeh* s'engage à protéger les *Ayt Hdemt*, une branche des descendants de Sidi *Bu Yaaqub*, il date de 1160 hégire, soit 1747 J.C. ; c'est ce texte que nous avons choisi de produire en annexe.

Ces actes de protection comportent quelquefois les raisons de leur existence : les malheurs de l'époque (problèmes écologiques et économiques, rapports de tension, domination militaire ou idéologique) et le rôle bénéfique joué par les descendants de Sidi *Bu Yaaqub* au sein des tribus berbères dans un esprit de solidarité sociale. Ces actes relatent des faits concernant la demande de la protection et son octroi ainsi que les modalités d'application de l'acte de protection. La durée de cette protection est, en général, indéfinie. C'est ainsi qu'il est écrit dans la première *Tayssa* que la protection est garantie pour l'éternité sous l'expression de "*an yajaalou lahoum al amaan aala touli azzamaan*[137]. Ces actes donnent aussi des précisions sur l'étendue de cette protection et les biens protégés : "sur leur fortune, leurs personnes, leurs cultures, leurs bêtes, leurs troupeaux, leur village (*balad*) ainsi que tous ceux qui résident parmi eux dans le pays"[138].

Les *Tayssa* ne sont qu'un exemple de pactes de protection au Maroc, il en existe d'autres tels que les traités de paix, les accords de protection contre un certain montant d'argent, etc.

Il faut remarquer, à cet effet, que l'existence de ces actes de protection au Maroc est liée au degré de la présence du *Makhzen* et à l'étendue de son pouvoir dans la région. Généralement, ces actes existaient parce qu'il y avait des actes de violence et que le *Makhzen* était incapable d'assurer la protection. La protection tribale se substituait alors à la protection de l'administration centrale, comme le dit Larbi MEZZINE :

> "La troisième *Tayssa* se comprend ; nous sommes dans la première moitié du XVIII^e^ siècle et l'époque est un moment de faiblesse du pouvoir et de désorganisation des circuits d'échange ; et par conséquent d'insécurité qui justifie le développement du pouvoir des groupes et de l'esprit de corps "*al-asabiya*"[139].

---

133 Pour plus de développements sur cette institution berbère, voir Larbi Mezzine, Le Tafilalet: Contribution à l'Histoire du Maroc aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, op. cit. pp. 45 et s.

134 Ibidem, p. 45.

135 Voir le modèle d'un acte de *Tayssa* qui figure en annexe.

136 Pour une étude détaillée de la question, voir Larbi Mezzine, le Tafilalet, op. cit.

137 Conf. Larbi Mezzine, p. 49.

138 Préambule de la première *Tayssa*.

139 Larbi Mezzine, op. cit. p. 366.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En effet, à partir de 1727, une période de crise générale, politique, économique et sociale avait succédé au règne de Moulay Ismail au Maroc. Elle a duré jusqu'à l'avènement de Sidi Mohammed Ben Abdallah (1757). Cela se traduisait par une anarchie et une recherche de protection des faibles. La troisième *Tayssa* de 1747 en constitue un témoin. Des institutions sacrées reprirent leur rôle protecteur durant ces crises : les *Zawiyat* et les *Chourfa.*

Cette coutume de protection avait donné lieu, malheureusement à des servitudes humiliantes des protégés envers leurs protecteurs. Plus tard, des systèmes des protections par les puissances coloniales ont pris une autre signification, ils introduisent la non-soumission d'une partie des habitants des pays colonisés aux droits locaux. Le système des protections fut garanti par des traités bilatéraux : les traités de capitulation[140].

III Asile et migration dans l'Afrique traditionnelle

La majeure partie des sociétés africaines a émergé des frontières locales internes, mais d'autres proviennent des migrations externes au continent (migrations de populations arabes ou européennes). Très souvent, ces migrations sont des migrations involontaires.

A Les migrations forcées en Afrique et la formation de nouvelles communautés

Les migrations forcées avaient des causes diverses, plusieurs communautés africaines ont pour origine des fuites d'individus et de communautés et leur installation, soit parmi d'autres communautés ou séparément.

a Les causes de la migration forcée dans l'Afrique traditionnelle

Comme le dit Igor KOPYTOFF, chaque personne familière avec l'organisation sociale africaine connait les afflux quotidiens de populations étrangères : "un sage est accusé de magie, un chef déchu ou auquel on a enlevé la succession ou considéré comme opposant décident de quitter leur communauté, seuls ou accompagnés de leurs familles, parents ou adeptes[141]. Ils sortent de leur village et se réfugient d'abord dans la forêt et s'installent ensuite dans les "no man's land", dans la grande partie des cas.

Les causes de l'exil et de la migration sont diverses : politiques, sociales ou religieuses. Une des caractéristiques des sociétés africaines traditionnelles est leur caractère hiérarchique et l'existance du pouvoir à vie. Une personne ou un groupe de personnes qui contestaient ce fait ou refusaient un pouvoir despotique n'avaient que la fuite comme solution[142].

Dans l'Afrique précoloniale, la migration involontaire était causée par des dynamiques socio-culturelles internes aux sociétés. Les désastres naturels provoquaient également des mouvements forcés de populations. Ce n'est qu'au XV^{e} siècle que les facteurs externes aux sociétés africaines ont commencé à jouer un grand rôle dans la création de la migration involontaire. Cette période coïncida avec le développement du mercantilisme en Europe qui avait nourri la traite des esclaves. Des millions d'Africains furent ainsi pourchassés et exportés par force en Amérique et aux Caraïbes.

Le commerce des esclaves donna lieu non seulement à des migrations involontaires, à l'extérieur de l'Afrique, mais aussi à des fuites et à des déplacements à l'intérieur du continent,

---

140 Sur les abus du système de la protection et les traités de capitulation au Maroc, voir Khadija Elmadmad, Le Maroc et la Grande-Bretagne de 1830 à 1956, Mémoire de DES, Université de Casablanca, juillet 1982, pp. 145-157.

141 Igor Kopytoff donne un développement sur le pouvoir despotique, voir I Kopytoff, The Internal African Frontier, in The African Frontier : The Reproduction of Traditional Societes, Indiana University Press, Bloomington and Indiana, Paris, 1987, pp. 33-34.

142 Ibid, pp. 5-6.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pour échapper aux marchands d'esclaves[143]. Les personnes qui fuyaient étaient ainsi reçues selon les traditions africaines dans les régions où ils cherchaient la protection quand cela était possible.

Certes, les réfugiés se déplaçaient quelquefois individuellement en Afrique traditionnelle, mais c'était très rare. Quand on parle, dans les traditions orales africaines, de réfugié ou de personne déplacée, la personne est vue dans un groupe donné, jamais seule. La raison est que l'individu dans une société segmentaire n'a de véritable existence qu'à l'intérieur de son groupe. C'est ainsi que la personne qui décide de quitter sa communauté d'origine prend sa femme, sa famille et ses proches parents. Cette personne est suivie par ses adeptes, si la fuite a eu lieu après un conflit politique, social ou religieux.

L'existence de systèmes de castes et de l'esclavage incitaient des individus et des groupes d'individus à partir et à chercher une protection ailleurs. L'institution de l'esclavage contribuait largement aux mouvements de populations dans l'Afrique ancienne. Il faut, cependant, faire une distinction entre les deux sortes d'esclaves qui existaient dans les sociétés africaines : ceux qui ont été capturés et ceux qui se sont eux-mêmes mis dans cette situation. En effet, certains débiteurs qui ne pouvaient payer leurs dettes devaient se déclarer eux-mêmes ou déclarer un enfant ou un membre de leur famille comme serviteur du créditeur. Jusqu'au payement de la dette, la personne débitrice ou son représentant restait au service du créditeur[144].

En ce qui concerne les esclaves captifs des guerres (prisonniers de guerre), la pratique africaine était différente d'une communauté à l'autre. Certaines tribus refusaient de les considérer comme des captifs et les rendaient libres, d'autres les considéraient comme des esclaves.

Certes, la cruauté et l'oppression étaient présentes en Afrique traditionnelle comme ailleurs, mais dans certaines régions de l'Afrique, l'esclavage n'avait pas de base raciale. Les Egyptiens réduisait en esclavage tous leurs captifs "qu'ils fussent sémites, méditerranéens ou noirs de Nubie"[145]. L'invasion de l'Afrique par les Arabes puis par les Européens a développé la traite des Noirs[146]. L'introduction de l'Islam dans cette région a eu pour effet de réduire la pratique de l'esclavage.

Il faut noter que dans la plupart des sociétés traditionnelles, l'asile était accordé en raison de la peur du demandeur d'asile et non en raison de la cause de sa persécution ; c'est ainsi que la distinction entre crime politique et crime de droit commun n'était pas très claire. Etant donné que le système pénal était en général fondé sur la vengeance comme sanction du crime commis, la majeure partie des demandeurs d'asile étaient des personnes qui avaient commis des infractions qu'on caractériserait aujourd'hui de pénales et fuyaient la vengeance de la victime ou de sa famille. La vengeance s'héritait d'une génération à une autre.

b L'installation des communautés de réfugiés et le principe du premier venu

Dans ces terres sans maîtres, ces "réfugiés" créaient dans certains cas des communautés autonomes et de nouveaux villages avec des organisations politiques et des coutumes sociales nouvelles ou transposées de la communauté d'origine. Dans d'autres cas, ils se joignaient à des communautés déjà existantes en usant de la tradition de l'hospitalité et le devoir de recevoir l'étranger dans le besoin.

La plupart des populations africaines sont issues de migrations volontaires ou involontaires. Si l'on prend l'exemple d'un peuple comme les Mandari du Soudan, on

---

143 Voir Walter Rodney, How Europe underdevelopped Africa, Bogle l'ouverture publications, London, 1972, p. 103 et s (112).

144 Ibdem, p. 171.

145 John Hope Franklin, De l'esclavage à la liberté, p. 33.

146 Ibidem, pp. 33-35.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

trouverait que les chefs des clans les plus forts ont des origines étrangères[147]. Ces migrations sont très souvent des migrations de groupes et non d'individus.

Ces mouvements de personnes ou de petites communautés vers des communautés plus grandes pouvaient engendrer une extension du territoire de l'ethnie en question, comme c'était le cas pour les *Hausa*, les *Swahilis* ou les *Fulanis* qui se sont installés à l'Ouest de l'actuel Soudan[148].

Quelquefois, les personnes qui avaient fui leurs anciennes communautés attiraient d'autres membres de leurs communautés d'origine et d'autres personnes qui avaient été éjectées d'autres communautés. Ils leur procuraient une sorte de "*safe heaven*".

La personne ou (le groupe de personnes) venant d'autres communautés africaines était considérée comme un immigrant des mêmes communautés, le vrai étranger était la personne provenant de communautés complètement différentes.

Les réfugiés contribuaient largement au développement économique et social de la communauté hôte. Souvent, ils faisaient différentes sortes de travaux, généralement ceux qui ne sont pas faits par la population d'origine. Certaines de ces populations déplacées avaient contribué largement à l'implantation de la colonisation africaine et à la domination étrangère tel que le rôle joué par les *Rwanda*, les *Hausa* qui étaient des agents africains des européens ou les *Swahilis* qui jouaient l'intermédiaire entre les Arabes et les Européens dans le commerce des esclaves[149].

Le statut du "premier venu" ou premier occupant, le prestige spécial et la légitimité qu'ils entraînaient, gèrait toutes les relations entre les membres du groupe social. La nouvelle communauté formée de migrants et de réfugiés se divisait ainsi en deux catégories : les premiers et les nouveaux venus. Les premiers assumaient le pouvoir, les deuxièmes leur étaient subordonnés[150]. Ce n'est là que la continuation et le développement de la règle de la suprématie du précédent qui confère une autorité des uns sur les autres.

Quelquefois les "premiers venus" contrôlaient les nouvelles migrations et faisaient une sélection parmi ceux qu'ils voulaient admettre au sein de leur communauté. Ils ne se considéraient pas obligés de traiter les nouveaux arrivants comme des personnes ayant des liens de parenté. Ils pouvaient les traiter comme de simples étrangers à la recherche d'une protection. Certains nouveaux venus pouvaient même être interdits de séjour ou exclus pour différentes raisons. A certains autres, on accordait le droit de séjour mais ce droit pouvait à n'importe quel moment être révoqué par la communauté hôte[151]. Le groupe des nouveaux venus autorisé à séjourner se trouvait souvent en bas de la hiérarchie premiers/anciens venus.

Ainsi, le principe "du premier venu" permettait de légitimer le pouvoir des chefs des communautés africaines. Cette légitimité devait être reconnue par le groupe lui-même et parfois aussi par les communautés voisines qui devaient reconnaître la création d'un nouvel ordre social voisin par ces chefs.

D'ailleurs, ce principe fut utilisé et transformé par les peuples non africains qui avaient conquis l'Afrique, tels que les Arabes ou les Européens. Il servait à légitimer leurs conquêtes et à les faire accepter par les populations africaines. C'est ainsi qu'ils avaient utilisé le concept des "premiers à avoir introduit des innovations en Afrique pour imposer leur présence : les

147 J.C. Buxton, ibid, p. 29.

148 Ibid, p. 6.

149 Conf: Igor Kopytoff, The Internal African Frontier: The Making of African Political Frontier, dans: Igor Kopytoff (Editeur), op. cit. p.6.

150 Le principe du "premier venu" ou premier occupant ne semble pas avoir été pris en compte par les puissances européennes lors de leur occupation de l'Amérique. Les puritains anglais et français se considéraient comme les premiers occupants de cette terre promise et trouvaient des justifications à leur occupation dans la Bible, en ignorance totale de la population indigène, voir: Igor Kopytoff, p. 56.

151 Pour plus de développements, voir: Igor Kopytoff, pp. 50-51.

CORSIN - BIBLIOTHEQUE

premiers à avoir propagé l'Islam en Afrique, les premiers à avoir apporté la civilisation et le Christianisme, etc.

Le principe du "premier venu" et sa contestation avaient engendré parfois une série de conflits potentiels entre les tribus qui avaient donné lieu à d'autres vagues de migrations et d'asiles. La confrontation sanglante entre les *Hutu* et les *Tutsi* au Burundi actuellement, n'est que la manifestation de la lutte pour l'affirmation de ce principe.

Ce principe était avancé même par les anciens esclaves qui s'étaient enfuis et qui proclamaient leur appartenance aux premiers maîtres[152].

B La population africaine formée de migrantes et de refugies : des exemples represéntatifs

Très souvent, l'histoire (orale) d'une communauté africaine commence par une terre étrangère que les ancêtres ont dû quitter à la suite d'un incident donné comme une dispute pour s'approprier les ressources ou d'une lutte de succession ou tout simplement parce qu'ils étaient éjectés de la communauté d'origine. Ces ancêtres traversent de longues distances, se divisent parfois et arrivent finalement dans une terre sans maître où ils s'installent. Quelquefois, ils expulsent des populations incapables de se défendre et s'installent dans leurs terres. D'autres fois, la population réfugiée arrive à soumettre la population hôte et à la dominer politiquement. Des conflits ont eu parfois lieu entre les deux populations qui ont engendré d'autres mouvements et d'autres flux de populations[153].

Plusieurs sociétés africaines possèdent une histoire collective officielle. Mais si l'on considère l'histoire de certains groupes composant ces sociétés, on se rendra compte que plusieurs se réfèrent à des ancêtres venant de différents lieux à différentes périodes, comme des réfugiés de la famine ou des guerres ou simplement pour fuir le groupe social original, après une lutte de succession ou une accusation de magie ou d'autres délits[154].

Certains parmi ces "nations d'immigrés" continuaient à maintenir des relations avec leurs sociétés d'origine en participant à leurs cérémonies de funérailles et de mariage, d'autres avaient coupé leurs liens avec leurs origines et avaient créé leurs propres coutumes et rites. Certains avaient gardé leur langue parentale, d'autres avaient inventé leur propre langue de communication.

C'est ainsi que l'histoire de plusieurs peuples et communautés africaines débute par la fuite et la recherche de l'asile, c'est notamment le cas du peuple Mandari du Sud Soudan ou des anciens esclaves Bantu réfugiés en Somalie.

a Un peuple migrant : les Mandari du Sud du Soudan

Si l'on prend l'exemple des *Mandari*, un groupe ethnique du Sud Soudan appelé "le peuple migrant", nous trouverons que ce peuple mélangé est issu de différentes migrations, notamment celles des *Luo*. Leur histoire débuta, selon la légende, par la fuite d'une femme avec son fils qui s'installa parmi les *Shilluk*, un autre groupe ethnique. Après la mort de cette femme réfugiée, son fils devint le chef du clan *Pugari* sans aucun problème[155].

Tous les clans Mandari sont fiers, même actuellement, de déclarer qu'ils viennent d'ailleurs pour différentes causes : famine pour le clan *Dari*, conflits politiques pour les *Nyangwara*, peur de la vengeance après une mort accidentelle pour le clan *Koren*, etc. C'est

---

152 Voir: Lee V. Cassanelli, Social Construction on the Somali Frontier: Bantu Former slave Communities in the Nineteenth Century, p. 216-238, dans: Igor Kopytoff, The African Frontier, op.cit.

153 Voir: Igor Kopytoff, The African Frontier, op. cit. p. 49 et s.

154 Pour plus de détails, voir: Igor Kopytoff (Editeur), The African Frontier, p. 7.

155 Voir J.C. Buxton, Chiefs and Strangers: a Study of Political Assimilation among the Mandari, The Clarendon Press, Oxford, 1963, pp. 5-6.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ce que BUXTON appelle "the universal knowledge of origins" chez les Mandari (la connaissance universelle de ses origines)[156].

Chez ce peuple africain, les forêts jouaient un rôle de sanctuaires. Il y avait des règles précises relatives à l'hospitalité envers les étrangers et des droits et obligations des nouveaux venus. Tout semble lié à la possession de la terre. Pour bénéficier de tous leurs droits, les nouveaux venus trouvaient des moyens pour devenir propriétaires de la terre, réservée, en général, aux premiers venus.

b La communauté des anciens esclaves Bantu réfugiés en Somalie

Un exemple significatif d'une communauté toute entière de réfugiés est celui des anciens esclaves Bantu qui s'étaient réfugiés en Somalie au XI^{e} siècle.

En effet, deux nouvelles "sociétés frontières" s'étaient créées dans ce qu'on appelait la Somaliland. Ces sociétés étaient composées entièrement de fugitifs esclaves ou d'esclaves libérés qui étaient originaires des régions *Bantu* de l'Afrique de l'Est. L'une s'était développée le long de la basse rive du fleuve *Juba*, dans la région connue sous le nom de *Gosha* (du mot somalien forêt), l'autre, appelée *Awai*, fut créée à quelques centaines de kilomètres. Ces ex-esclaves créèrent leurs nouvelles communautés dans des terres relativement non habitées, loin des marchands d'esclaves[157].

Au XIX^{e} siècle, les grandes sécheresses et les famines qui avaient eu lieu en Tanzanie et au Zanzibar avaient obligé des familles entières des tribus *zigua* dans ce qu'on appelle aujourd'hui la Tanzanie à se vendre aux marchands d'esclaves de la côte dans l'espoir d'être nourries jusqu'à la fin de la période de famine. Elles furent transportées en Somalie où elles travaillèrent dans l'agriculture jusqu'à ce qu'elles décidèrent de s'enfuir et de former leurs propres communautés dans les années 1860[158].

Dans l'organisation politique et sociale de leurs communautés, ces ex-esclaves avaient suivi les coutumes africaines et avaient adopté le principe du "premier occupant" pour la prise du pouvoir ou l'allocation des terres. Les traditions orales montrent, par exemple, que les communautés *Goshas* distinguaient entre les premiers fondateurs (*Gamas*) et ceux qui sont arrivés plus tard (*Majoro*). Généralement, seuls les *Gamas* pouvaient élire et devenir chefs et membres des conseils des anciens. C'est ainsi que jusqu'en 1920, les Bantu du Ghoshaland se référaient toujours à neuf premières communautés Gamas, comme étant le cœur de leur confédération. Cette identité a été maintenue jusqu'à l'année 1950[159].

Mais, le principe des frontières ouvertes n'empêchait aucun nouveau réfugié de s'installer parmi la communauté et partager les terres, quelle que soit son appartenance ethnique. L'abondance des terres empêchait des conflits parmi les premiers et les nouveaux venus et facilitait l'intégration des derniers réfugiés.

L'Islam a joué un grand rôle dans la fuite et la formation de cette communauté de réfugiés africains. L'histoire du leader des Goshas, Nassib BUNDA, donne une bonne image des principes d'asile et de protection des demandeurs d'asile proclamés dans cette religion[160].

---

156 Chaque histoire d'un clan est liée à une migration forcée d'un individu ou d'un groupe d'individus, voir Buxton, ibid, pp. 29-33.

157 Conf. Lee V. Cassanelli, Social construction on the somali frontier: Bantu Former Slave Communities in the Nineteenth Century, dans: Igor Kapytoff, The African Frontier, op.cit. pp. 216-238.

158 Pour des détais sur la fuite de ces esclaves, leurs différents déplacements et l'aide et la protection qu'ils trouvèrent lors de cette fuite de la part des communautés somaliennes, voir Ibidem, p. 217.

159 Ibid, p.224.

160 Nassib Bunda était né à Yao au Nord du Mozambique vers 1830, Son nom d'origine était Makanjira. Il fut capturé lors d'un raid dans son village et fut vendu à un Somalien du clan de l'Ogaden qui le transporta en Somalie. Ses maîtres le maltraitait, ce qui le poussa à tenter de s'enfuir plusieurs fois sans succès. Dans les années 1860, il fut sauvé par un Sheikh musulman de la tribu des Tunni qui lui donna sa liberté. Il se

En effet, c'est seulement grâce à la protection des adeptes de la religion musulmane et à leur lutte pour affranchir les esclaves que ce leader d'esclaves affranchis pouvait devenir libre et régner sur le Ghoshaland en tant que protecteur des ex-esclaves.

Cependant, l'attitude de Nassib BUNDA à l'égard de certains esclaves qui avaient cherché à se réfugier plus tard au *Ghoshaland* a démontré son non-respect des principes islamiques qui avaient permis sa libération. Dans un accord signé avec des segments des tribus somaliennes *Biimaal* et *Sheekhal*, Nassib acceptait de refuser l'asile aux esclaves fugitifs de ces deux clans. Il a été même rapporté qu'il remettait certains des fugitifs aux tribus voisines en échange de la paix[161].

Les coutumes d'asile et de réception des étrangers dans les pays afro-arabes traditionnels s'inspiraient des pratiques africaines mais elles étaient fondées également sur les traditions de la société arabe pré-islamique importées lors des différentes vagues migratoires des populations arabes dans le continent africain.

SOUS-SECTION III
L'ASILE DANS LES TRADITIONS ARABES PRÉ-ISLAMIQUES

L'afro-arabisme invoque l'idée d'une dichotomie raciale, d'une diversité de cultures, de traditions et de religions mais en même temps, il dénote d'une certaine unité, notamment dans les buts et les objectifs. Cette unité se manifeste dans les traditions d'asile. Une certaine ressemblance dans les pratiques et les traditions caractérise les sociétés africaines et arabes. Les coutumes arabes pré-islamiques de l'asile et de la migration forcée sont, en général, similaires à celles des sociétés traditionnelles prémodernes.

I Des règles d'asile traditionnelles et humanitaires

Comme c'était le cas pour les sociétés africaines traditionnelles, les sociétés arabes dans la *Jahilya*, l'ère arabe pré-islamique, avaient elles aussi leurs règles relatives à l'asile et à la réception des étrangers. C'est d'ailleurs grâce aux règles arabes pré-islamiques sur la protection que le Prophète Mohammed a pu au début de l'ère islamique rester à la Mecque et commencer sa propagation de la religion musulmane.

A Le statut de l'étranger dans la société arabe pré-islamique

Nous ne possédons pas des études détaillées sur le statut des étrangers chez les Arabes avant l'Islam, mais nous savons que les Arabes faisaient une distinction entre les statuts du client (*maulaa*), du frère contractuel (*dakhil*), de l'étranger introduit au sein des familles mecquoises par alliance (*haliif*) et du protégé temporaire (*Jaar*).

La société arabe traditionnelle faisait la distinction aussi entre le citoyen et l'étranger et la totalité des citoyens s'appelait *Jamaa* (communauté)[162]. L'élite du peuple ou les dirigeants s'appelait *malaa*, ils avaient pour rôle de conseiller et d'aider. L'ensemble de la communauté comprenait les citoyens et les étrangers.

Le degré de la participation des étrangers à la vie publique de la communauté variait selon le temps, l'espace et l'importance de la question. Lorsque les Mecquois délibérèrent, juste

---

convertit à l'Islam, fonda une communauté d'esclaves affranchis dans la région de l'Ogaden et devint ensuite le leader de cette communauté.

161 Voir les développements sur l'asile dans l'Islam dans la section suivante.

162 Le Prophète Mohammed a retenu le terme pour lui donner le sens de tous ses adhérents. Le Coran a introduit d'autres termes tel celui de *millaa* ou de *qaum*, l'équivalent de peuple.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

avant la *hijra* du Prophète Mohammed, pour se mettre d'accord sur le sort à lui réserver, il y avait parmi les représentants des clans Quraïchites ceux des clans étrangers qui les soutenaient. On avait même admis un inconnu sur sa demande et sur l'assurance de son entière sympathie[163].

En général, l'étranger occupait une place à peu près égale à celle d'un citoyen ordinaire chez les Arabes. Une institution spécialisée dans les affaires des étrangers existait. C'est ce qui s'appelait le *Naadii* ou *Dar an- nadwa* qui était le conseil central de la cité, mais chaque clan avait aussi son *Naadii*. Les étrangers qui voulaient communiquer un message aux membres d'un clan quelconque demandaient habituellement où se trouvait leur *Naadii*[164].

L'étranger était presque sacré dans l'île arabique, comme c'était le cas de la plupart des sociétés traditionnelles, y compris en Europe. L'aide ne pouvait lui être refusée s'il cherchait refuge contre l'injustice humaine, à la suite des guerres ou tout simplement à cause de la difficulté d'appréhender la vie dure du désert.

Un grand accueil était très souvent réservé à l'étranger par la société arabe traditionnelle. L'hospitalité exigeait que ce "visiteur de Dieu" soit invité à une fête publique appelée *saniaah*[165]. Aussi, l'institution du pèlerinage à la Kaaba encourageait à rechercher l'asile et facilitait la protection des étrangers par les Arabes de la Mecque.

A la Mecque, une coutume exigeait que les étrangers y venant en pèlerinage, enlevassent leurs habits "impurs" pour revêtir des habits appartenant au territoire sacré. Les étrangers résidaient chez les Mecquois et les récompensaient selon leurs moyens. Cette récompense s'appelait *hariim* et l'hôte mecquois *haramii*[166].

B La pratique de l'asile dans la société arabe pré-islamique

La notion et la pratique de l'asile étaient largement consacrées en Arabie depuis les époques les plus reculées[167]. Chez la société arabe traditionnelle, l'asile était étroitement lié a la vie des nomades et à leur organisation politique. En effet, jusqu'à très récemment, les Arabes étaient nomades ou semi-nomades. Comme chez la majorité des sociétés traditionnelles, la migration jouait un grand rôle dans leur vie et il y avait plusieurs tribus migrantes à la recherche des sources d'eau et des pâturages. Les Arabes étaient attachés à leurs traditions et ils ne les avaient pas abandonnées même quand ils s'installaient définitivement dans un endroit[168].

Le concept d'asile fut pour les Arabes, comme ce fut pour les autres sociétés traditionnelles, d'essence religieuse mais il avait aussi des origines sociales.

a Les sanctuaires dans la société arabe pré-islamique

Il y avait dans la presqu'île arabe plusieurs endroits, régions et lieux sacrés. Certains étaient objets de pèlerinage (*hajj*) marqué par des tournées et des mouvements rituels (*tawâaf*). Dans la *Kaâba*, les tournées se faisaient autour de la "Pierre noire" et de "*Maqaam*

---

163 Ibn Hicham, Siratu Annabii, p. 324, cité par Mohammed Hamidullah,, Le Prophète de l'Islam, sa vie, son œuvre, Editions AEIF (Association des Etudaints Islamiques en France), Paris, 1989, Tome II, p. 763.

164 Ibidem, p. 764.

165 Ibidem, p. 773.

166 Ibidem, p. 774.

167 Cf. Ghassan Maârouf Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-islamique, Publications du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Institut international de droit humanitaire, Genève 1986, p.9.

168 Voir Dominique Sourdel, Medieval Islam, PUF, Paris, 1979. Rouledge & Kegan Paul, London, Boston, Melbourne et Henley, 1983, p. 37et s.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ibrahim". Autour des lieux de pèlerinage, "des enceintes sacrées délimitaient un asile pour tout être qui y pénétrait"[169]. Le réfugié se sentait en parfaite sécurité dans ces lieux.

Le plus important de ces sanctuaires est celui de la Mecque : le *Haraam* ou aire sacrée de la Mecque. C'est là que s'élève la *Kaâba*, le plus célèbre des lieux sacrés et l'un des premiers asiles arabes. L'histoire de la *Kaâba*, selon la tradition arabe, devance l'histoire humaine et son site précède toute géographie. Il est dit que le site de la Kaaba fut choisi par Dieu avant la création de l'homme et Adam est dit avoir été créé à partir de la terre de la Kaaba[170].

Selon la tradition musulmane, c'est le Prophète Ibrahim (Abraham) qui, assisté de son fils Ismaïl, "construira sur ordre divin la première *Ka'ba* faite de main d'homme, à l'emplacement sacré où le conduit la *Sakîina*"[171]. Pour avoir bravé le roi Nemrod, le Prophète Ibrahim s'était exilé avec son épouse Sarah, de Babylone en Syrie, en Palestine et en Egypte où le Pharaon avait fait présent à Sarah d'une jeune esclave, Hajar. Cette dernière fut offerte à Ibrahim et elle accoucha d'Ismaël. Sarah fut jalouse alors de Hajar. Pour épargner cette jalousie, instruite par une révélation céleste, Ibrahim quitta l'Egypte et conduit Hajar et Ismaïl au lieu où la Mecque fut construite. La Mecque sera dès lors un lieu d'exil, une terre d'alliance et d'asile. Ibrahim dit dans le *Coran* :

> "Mon Seigneur fait de cette cité un asile sûr. Préserve-moi et mes enfants, d'adorer des idoles - O, Mon Seigneur -, car elles ont égaré un grand nombre d'hommes..." (*Coran*, 14, Sourate Ibrahim, 37-38).

Aussi bien La *Kaâba* que les autres sanctuaires arabes de l'époque pré-islamique accordaient asile et protection à toute personne qui venait les chercher. Toute personne qui pénétrait à la Mecque était en sécurité et ne pouvait être attaquée. Ces lieux étaient sacrés et accordaient une immunité à ceux qui s'y réfugiaient, le non-respect de cette protection était une impiété et constituait un véritable sacrilège.

b L'asile et la tradition d'hospitalité chez les Arabes

Même si l'asile était principalement religieux chez les Arabes, il existait aussi un asile territorial et un refuge temporaire. Lors de leurs déplacements dans le désert arabique et pour faciliter l'accueil des demandeurs d'asile, les Arabes dressaient une tente réservée à l'accueil des étrangers. De plus, ils avaient l'habitude de dresser une tente faisant fonction de sanctuaire et accordaient l'asile pendant une période limitée (généralement pour quelques jours) mais d'autres tentes étaient dressées pendant toute l'année pour procurer l'asile à ceux qui s'y réfugiaient[172].

Les traditions de l'hospitalité arabe ont été à l'origine du respect et de la protection de l'hôte[173]. Très souvent, des conflits avaient lieu entre les tribus à cause de leur refus d'extrader "l'intrus". Cet "intrus" bénéficiait de la protection, même s'il était un ennemi. L'octroi de la protection et de l'asile faisait partie de "l'idéal moral" des Arabes du désert. Pour Ghassan ARNAOUT "le sentiment qui les poussaient à se conformer à cet idéal était celui de l'honneur, la *Murûwah*. Les infractions au code moral du désert exposaient à l'injure et, par là, à la perte de l'honneur ; celui qui violait les coutumes de sa tribu devait être rejeté de la communauté à laquelle il appartenait"[174]. La sanction du non-respect de l'asile donné était donc punie de l'exil chez les Arabes.

---

169 Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-islamique, op. cit. p. 10.

170 Ibidem, p. 10.

171 Ibidem Arnaout, p. 10.

172 Pour plus de détails voir: Ignatius Bau, This Ground is Holy: the Church Sanctuary and Central American Refugees, Paulist Press, New York, 1985, P.p.127-28.

173 Pour plus de détails sur l'hospitalité arabe, voir Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-islamique, op. cit. pp. 11-14.

174 Ibidem, p. 13.

UNESCO - BIBLIOTHEQUE

Le fait de partager la nourriture avec l'étranger (le pain et le sel) devenait une sorte de contrat entre le demandeur d'asile et la famille qui lui avait offert l'hospitalité. Ce contrat régissait leurs rapports et faisait bénéficier le réfugié de certains droits ainsi que les membres de sa famille qui devenaient des *Oulats* ou protégés de la personne qui a accordé l'asile, mais aussi de toute la tribu et de la communauté.

Les femmes avaient le droit d'accorder l'asile et de sauver des guerriers dans la société arabe pré-islamique, "elles pouvaient sauver un guerrier en fuite, s'il s'accrochait aux cordes de la tente de l'une d'elles et un fugitif était en sûreté si une femme lui jetait son manteau sur le corps."[175]

De la tradition de la protection de l'hôte fut issue une autre tradition, celle de "l'*Istijaara*" ou "*Talab al-Jiwar*" et qui signifie : la recherche du voisinage ou de la protection[176].

Les guerres tribales et les alliances, dans la société arabe pré-islamique, *Al-Asabiya Al-qawmiya*, avaient contribué au développement de la protection des réfugiés.

Seulement, le droit à accorder la protection n'était pas un droit général appartenant à tous les membres de la communauté, c'était, au contraire, un droit exclusif et réservé à certains membres de la communauté arabe. Il ne constituait pas, non plus, un devoir sans aucune restriction et il pouvait être refusé à certaines personnes. L'excommunication d'une personne pour désavouer toute responsabilité de ses actes pouvait être l'une des causes du retrait de la protection. Après l'excommunication du Prophète par son oncle Abou Lahab, le chef de son clan, il devint très difficile pour lui de trouver la protection à la Mecque, ce qui le poussa à chercher asile à Médine.

Aussi, l'expatrié était assimilé à la famille de son patron mais il ne possédait pas le droit de donner asile aux autres ou de contracter alliance avec les étrangers au nom de sa nouvelle tribu. Quelquefois, il lui était interdit d'accorder la protection contre certaines tribus ou clans, notamment le clan qui avait la responsabilité de la *Kaaba*, les *Banou Kaab*, le clan du Prophète[177].

Après l'avènement de l'Islam, alors que cette religion avait recommandé l'abandon de nombreuses traditions arabes pré-islamiques, la tradition de l'*ijaara* et de l'*istijaara* fut, au contraire, retenue et renforcée par des stipulations coraniques et par des pratiques du Prophète Mohammed[178].

II L'asile accordé au Prophète : le meilleur exemple du respect de l'institution de l'asile pré-islamique

L'un des meilleurs exemples du respect de l'asile par les Arabes est ce qui est arrivé au Prophète Mohammed qui avait commencé à propager l'Islam à la Mecque, malgré tous les obstacles qu'il avait rencontré, et ce, parce que sa tribu, *Banou Hachem*, et surtout son oncle, Abou Talib, étaient décidés à lui accorder leur protection.

Grâce à cette protection, le Prophète Mohammed devenait relativement libre d'étendre l'Islam qui devint par la suite la religion de la majorité des Arabes et qui codifia les traditions pré-islamiques de l'hospitalité et du droit d'asile.

Face aux persécutions, à l'encontre du Prophète et de ses premiers adeptes, la tradition de la protection jouait comme le rôle d'élément modérateur et permettait la propagation de l'Islam.

---

175 Cf. El Khayat-Bennani Ghita, Le monde arabe au féminin, L'Harmattan, Paris, 1985, pp. 32-33.

176 Pour plus de développements sur ces concepts, voir Ibidem, pp. 12-13.

177 Pour une illustration de ce principe, voir le paragraphe suivant.

178 Cf. Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, in Documents from the Khartoum Refugee Seminar, septembre 11 - 14, 1982, Khartoum University Press, Khartoum, pp. 3-10.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A Les persécutions des premiers musulmans à la Mecque

Les chroniques ont dressé la longue liste des Mecquois qui s'étaient mis à la tête de la persécution contre le Prophète et ses disciples. Muhammad HAMIDULLAH décrit comment toutes les grandes familles de la Mecque étaient présentes dans cette persécution[179].

Ce qui frappait l'imagination était le fait que les musulmans persécutés était les parents les plus proches des persécuteurs. Les musulmans persécutés qui ne pouvaient endurer durent quitter leur ville natale mais plusieurs y étaient restés au début parce que le système de protection jouait en leur faveur.

Loin d'échapper aux persécutions, ceux qui avaient choisi de rester à la Mecque et parmi eux le Prophète, furent l'objet de tortures et d'injures[180]. Une tentative pour tuer le Prophète fut même organisée par les *Quoraïchites* au risque de déclencher une guerre des clans quand on réalisa que le clan de Mohammed ne se décidait pas à lui retirer sa protection.

C'était Omar, qui allait devenir le deuxième Khalife, qui devait commettre ce crime, mais il changea d'avis quand il se rendit pour exécuter son crime et se convertit à l'Islam[181]. Il devint lui-même l'un des grands protecteurs du Prophète par la suite.

Ces persécutions sont largement développées dans le *Coran*. Le sort des esclaves fut pire. Certains parmi eux furent rachetés par certains riches musulmans, mais il furent peu nombreux.

Il fut rapporté que quand le Prophète recevait des mauvais traitements et des insultes, il trouvait asile et protection dans la maison d'Abou Soufyan, un ennemi acharné de l'Islam. C'est pour cela que lors de la conquête de la Mecque en l'an 8, le Prophète avait proclamé :

> "Quiconque met bas les armes sera sauf, quiconque entre dans la maison d'Abou Soufyan sera sauf..."[182].

La persécution croissante obligea le Prophète à quitter sa maison et à chercher la protection dans la maison de l'un de ses fidèles, al-Arqam[183]. Cette retraite dura plusieurs années[184].

B La protection accordée au Prophète

Sans embrasser lui-même l'Islam, l'oncle du Prophète, Abou Talib, le protégeait de son mieux. Une délégation de *Quoraïchites* fut envoyée un jour à Abou Talib pour lui demander de leur remettre le Prophète en échange l'un de leurs fils, autrement ils ne le croiraient plus quand il leur dira qu'il conservait toujours sa religion ancestrale. Il refusa de leur remettre le Prophète.

Le Prophète ne commença "son activité de prosélytisme que trois ans après sa première vision[185]. Durant la période de la propagation de l'Islam à la Mecque, le Prophète bénéficiait de la protection de son clan et de son oncle Abou Talib. Après la mort de ce dernier, son

---

179 Voir Muhammad Hamidullah, Le Prophète de l'Islam, Tome I, pp. 100-106.

180 Pour plus de développements sur les persécutions contre le Prophète et ses disciples voir, Ibidem, pp. 100-102.

181 Conf. Ibidem, p. 109.

182 Cf. Ibn al-Jauzi, al-Mujatba min al-Mutjtana, ms, du Caire, p.83 ; cité par Hamidullah, op. cit. p. 104.

183 Cette maison "sanctuaire" existait encore en 1932. Elle se trouva sur la colline Safâ, en face de la Kaâba. Une inscription sur la porte indiquait en 1946 que la maison s'appelait "Dar Khaizurân", et qu'elle avait été acquise par Fadlallah Mohammed Habib, Mufti de l'empire ottoman. Le gouvernement saoudien l'avait restauré d'abord et y avait installé une école pour la démolir ensuite, en vue des besoins d'élargir la mosquée, à cause du nombre toujours grandissant des pèlerins (Hamidullah, p. 103.).

184 Ibidem, p. 103.

185 Ibidem, p. 100.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

oncle Abou Lahab, un des plus fervents ennemis de l'Islam, protégea le Prophète. Ce n'est pas que la mort efface les haines mais tout simplement parce que c'était la coutume arabe. HAMIDULLAH dit à ce propos que :

> "Les chroniqueurs sont unanimes à dire qu'Abu Lahab protégea alors de tout son pouvoir le Prophète contre les agissements des Mecquois des autres clans, et expliqua lui-même que ce n'était pas qu'il eût changé d'idée vis-à-vis de ce que Muhammed réclamait, mais par simple devoir de solidarité tribale"[186].

Cependant, il semblerait qu'Abu Lahab, appelé aussi Abu Jahl (le père de l'ignorance) retira sa protection au Prophète quand ce dernier avait critiqué ses ancêtres païens[187]. Pourtant, le retrait d'une protection était un acte très rare dans l'Arabie traditionnelle.

La tradition de la protection des personnes persécutées et dont la sécurité était menacée était une pratique très courante dans la société arabe traditionnelle et n'était pas un phénomène spécifique au Prophète Mohammed. En effet, le premier Khalife du Prophète, Abou Bakr, était lui aussi persécuté et ses ennuis n'étaient pas moins grands, malgré qu'il fut membre du Conseil des dix de la Cité-Etat de la Mecque et son grand pouvoir dans la cité.

Il quitta un jour la Mecque en direction du Yémen où il comptait aller se réfugier. Il prit le chemin du Yémen, après plusieurs jours de voyage, il arriva dans la région de *Qaarah*. Le chef de cette région, Ibn ad-Doughounaa qui était un allié militaire des Quoraïchites, prit la responsabilité de la protection d'Abou Bakr. Il le reconduisit à la Mecque et déclara publiquement qu'il serait désormais le protecteur d'Abou Bakr[188].

Plus tard Abou Bakr décida de se libérer de la protection d'Ibn ad-Doughounaa quand ce dernier l'informa que les Quoraïchites s'étaient plaints de sa façon de lire le *Coran* à haute voix et lui demanda de ne plus le faire. Il refusa d'obéir à son protecteur.

Après que l'oncle du Prophète, Abou Lahab, lui ait retiré sa protection, sa situation s'aggrava à la Mecque ; il y eut des incidents journaliers contre sa personne. Il décida alors de se réfugier ailleurs puisqu'il fut désavoué même par son propre clan et son oncle l'avait excommunié.

Il pensa à chercher asile à *Taïf* auprès des *Bani Abd-Yalil*, famille dominante dans cette cité. De plus, cette famille était apparentée à Mohammed par ses oncles maternels. Cet endroit se trouvait à deux journées de marche à peine de la Mecque. D'après Ibn Hicham, il se rendit dans cette cité et demanda d'abord à rencontrer les chefs locaux pour demander leur protection et l'autorisation de séjourner parmi les membres de la communauté. Il fut cependant traité rudement et l'asile lui fut refusé par les chefs, mais il lui fut accordé par un jardinier dans la banlieue de *Taïf* . Le jardinier était un chrétien, il le comprit mieux que ses concitoyens païens[189].

Après ce refus, le Prophète revint à la Mecque mais Abou Lahab l'avait mis "hors la loi", il n'osa donc pas y entrer. Du Mont Hiraa, il envoya un messager chez l'un des chefs modérés, Akhnas Ibn Chariq pour demander sa protection[190]. Il la lui refusa en répondant "je suis moi-même un allié et comme tel je ne puis donner protection"[191]. Ainsi, ce refus était justifié par le fait qu'il était un allié et n'avait pas le droit d'accorder sa protection.

Le Prophète envoya alors le messager chez un autre chef, Souhail Ibn Amr, qui la lui refusa également. Il lui répondit : "ma tribu Banou Amir (bien que Quoraïchite ne descendait pas des Bani Kaab, le clan de la plupart des Mecquois) ne donne pas protection contre les

---

186 Hamidullah, p. 119.
187 Ibidem, p. 119.
188 Ibidem, p. 200.
189 Cf. Ibn Hicham, Siratu Annabii, pp. 279-281.
190 Ibidem, p. 280.
191 Tabari, I, 12037, cité par Hamidullah op. cit. p. 779.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Bani Kaab. Ainsi, selon les traditions mecquoises, seul le clan des Bani Kaab pouvait accorder la protection à une personne issue de ce clan.

Enfin, un troisième, Moutiim Ibn Adiy, accepta de le protéger, même s'il a été "excommunié". Il devait, cependant, se faire accompagner de ses fils armés. Il le conduisit à la Kaaba pour qu'il fît les sept tours rituels puis à sa maison annonçant dans la ville qu'il avait accordé sa protection à Mohammed[192].

La persécution continua à la Mecque, les musulmans avaient des ennemis partout, même dans leurs propres familles. Leur vie était précaire. Ne voyant pas de remède à cette persécution, les adeptes de l'Islam trouvèrent, par deux fois dans l'asile, un moyen d'échapper à cette persécution. Le premier asile des musulmans fut en Afrique, en Abyssinie ou Ethiopie, il était fait en l'absence du Prophète. Le deuxième asile fut celui de tous les musulmans conduits par le Prophète à Yathrib ou Médine[193].

SECTION II

L'ASILE DANS L'ISLAM: LA RELIGION PRÉDOMINANTE DANS LES PAYS AFRO-ARABES

Le monde musulman est le monde qui souffre le plus actuellement du problème de la migration forcée, des guerres et des réfugiés. La situation des personnes réfugiées ou à la recherche d'un asile dans cette région est précaire et les principes islamiques sur l'asile semblent absents des attitudes à leur égard. Pourtant, le droit traditionnel islamique est un droit très développé et humanitaire[194].

Le concept de l'asile dans la théorie musulmane trouve son origine dans plusieurs traditions prémodernes, notamment les traditions arabes pré-islamiques, comme nous l'avons vu. Toutefois, comme le dit Ghassan ARNAOUT :"profondément enraciné dans les croyances et les coutumes des arabes, l'asile n'apparaîtra chez eux, comme institution prévue et réglée par la loi, que sous l'Islam"[195].

L'asile dans la théorie musulmane puise aussi ses règles dans les principes judéo-chrétiens. En effet, l'Islam n'est pas très différent de ces religions révélées, il reprend plusieurs de leur concepts et commandements en les perfectionnant parfois, comme c'est le cas notamment pour l'asile[196]. Ainsi, en reconnaissant la véracité du message divin révélé antérieurement à certains peuples et en se situant en commune filiation avec les Juifs et les Chrétiens, l'Islam ouvrait la porte à la coexistence sur le plan social et ethnique[197]. Très souvent, l'Islam s'adresse aux adeptes du Judaïsme et du Christianisme également. A leur adresse, le livre sacré stipule par exemple dans sourate de "l'Araignée":

> "...Dites : nous croyons à ce qui nous a été révélé et à ce qui vous a été révélé. Notre Dieu et le vôtre ne font qu'un. Et nous lui sommes soumis"[198].

Il est dit également dans sourate "La vache":

---

192 Cf. Hamidullah, pp. 121-22.

193 Voir les développements sur ces deux asiles dans la section III de ce Chapitre.

194 Actuellement, le monde musulman comprend environ 900 millions, ils seront 1,4 milliard dans les années 2000. L'Organisation de la Conférence Islamique comprend une cinquantaine d'Etats.

195 Conf. Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-islamique, op. cit., p. 15.

196 Pour des développements sur l'influence des civilisations anciennes et des religions célestes sur l'Islam, voir J. Schacht, New Sources for the History of Muhammadan Theology, in Stvdia Islamica, Vol. 1, 1953, pp. 23-42. ~~(p.26)~~.

197 Cf. Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-islamique, p. 27.

198 Coran, XXIX, Araignée, verset 46.

COLLECTION - BIBLIOTHEQUE

"Certes, les Juifs, les Chrétiens, les Sabéens, c'est-à-dire ceux qui croient en Dieu et au jugement dernier et qui pratiquent les bonnes œuvres, ceux-là seront récompensés par leur Seigneur. Ils oublieront jusqu'au souvenir de la crainte et du chagrin"[199].

Ce double fondement de l'asile dans l'Islam lui confère un caractère relativement universel et fera d'un droit positif musulman de l'asile un droit acceptable à une grande partie de la population mondiale et le fera contribuer, sans doute, au développement et à l'avancement du droit international des réfugiés.

Sous-section I

LES PRINCIPES JUDÉO-CHRÉTIENS DE L'ASILE COMME FONDEMENT À LA CONCEPTION ISLAMIQUE DE L'ASILE

Il est certain que la question de l'asile et des sanctuaires n'est pas une question nouvelle ou spécifique des religions révélées, mais l'asile dans le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam devint une responsabilité des croyants. Le renouveau des mouvements des sanctuaires aux Etats Unis et dans certains Etats européens, qui se disent appartenir au monde laïque, pousse à se demander si l'on n'assiste pas aujourd'hui à un retour au passé, à cause de l'échec du droit international moderne à trouver une solution humanitaire au problème de l'asile au XX^{e} siècle.

Effectivement, il y a actuellement un renouveau des mouvements des sanctuaires aussi bien en Europe qu'en Amérique. En 1985, par exemple, des membres de certaines églises et de certaines synagogues avaient aidé des réfugiés du Salvador à pénétrer illégalement aux Etats Unis, 16 parmi eux furent condamnés par la justice, c'est l'affaire Tucson ou l'affaire des sanctuaires[200].

L'importance de l'asile dans les trois religions monothéistes s'explique par le fait que les trois Prophètes étaient des réfugiés et ont tous glorifié la tradition de la migration forcée de l'ancêtre Abraham. Tous les trois Prophètes, Moïse, Jésus et Mohammed, ont vécu l'exil et l'asile. Leur expérience forcée est largement développée dans les trois livres saints : la Tourate, la Bible et le Coran. De plus, des actions pour l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées se développent actuellement en collaboration entre musulmans et chrétiens[201].

L'Islam suit la même voie que le Judaïsme et le Christianisme pour mettre l'accent sur la migration forcée. Son apport essentiel dans ce domaine c'est qu'il fait de l'asile et de l'exil des concepts juridiques assortis de droits et de devoirs.

I L'asile dans le Judaïsme

L'asile dans la conception hébraïque est un asile au sens traditionnel du terme, il est tout d'abord un asile religieux mais il est aussi territorial, il s'est développé lors des différents exodes du peuple hébraïque. Le terme hébreux de *ger* signifie un étranger, un réfugié, un

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

199 Coran, II, Vache, verset 61.

200 Sur le renouveau des mouvements des sanctuaires, voir Gary MacEoin (Ed), Sanctuary: a Ressouce Guide for Understanding and Participating in the Central American Refugee Struggle, Harper and Row Publishers, San Francisco, 1985, voir aussi l'édition spéciale de Refugee Issues sur les sanctuaires, Vol. 2, No. 4; Elizabeth G.Ferris, The Churches, Refugees and Politics, in Gil Loescher and Laila Monahan (Eds), Refugees and International Relations, Oxford University Press, 1989, pp. 159-178.

201 Un dialogue entre les musulmans et les chrétiens sur la question de la migration forcée fut organisée à Malta en avril 1991 par la Commission Internationale Catholique sur la Migration, voir Migration News, avril 1991, p. 26.

migrant; la raison de sa venue importe moins que le fait qu'il soit dans le besoin d'une protection[202].

A Les différents types d'asile

Dans les écritures de l'Ancien Testament il y a deux types d'asile : l'asile dans les sanctuaires et l'asile dans les villes de refuge. L'asile institué par les cités juives de refuge est basé sur les textes bibliques premiers tandis que celui des sanctuaires, se trouve mentionné dans l'ancien testament mais il s'est développé surtout par la pratique.

Plusieurs exemples de ces deux asiles sont donnés dans le livre saint juif. S'agissant du premier type d'asile, dans l'Ancien Testament, Salomon établit un sanctuaire au milieu de sa maison pour accorder refuge et protection :

> "Salomon bâtit la maison et l'acheva... pour [être] l'oracle, le lieu très saint"[203]

En ce qui concerne l'asile dans les villes refuges, il était recommandé au Prophète Moïse d'établir des villes qui :

> "soient des villes de refuge où pourra s'enfuir le meurtrier qui aura tué quelqu'un involontairement"[204].

Ceci s'adresse à tous les croyants et concerne tout crime involontaire, quel que soit l'auteur de ce crime et quelle que soit son origine sociale[205].

La loi pénale était basée sur la vengeance :

> "Il ne sera fait pour le pays aucune expiration du sang qui y sera répandu que par le sang de celui qui l'aura répandu"[206].

Très souvent, il devenait le devoir de toute la famille de laver "le sang souillé". La seule issue pour la personne qui avait tué accidentellement était de se réfugier dans les villes de refuge où son acte sera jugé par l'assemblée des villes pour lui accorder l'asile si c'est un crime accidentel ou de le remettre à la vengeance s'il ne l'est pas. La vengeance pour un crime étant un acte sacré[207]".

Il y avait donc une distinction entre le criminel ordinaire et le criminel involontaire pour qui l'intention de tuer n'existait aucunement et qui méritait l'indulgence. Alors que le premier devait être puni, le deuxième devait être protégé. C'était au fugitif de prouver que son homicide était involontaire devant le conseil des villes de refuge. Il y avait également une distinction entre le crime de droit commun et le crime politique, notamment du chef de l'Etat pour lequel, l'asile devrait être refusé. C'est ainsi que Salomon avait ordonné de faire sortir deux criminels qui avaient tué un leader de l'armé et qui s'étaient réfugiés dans un temple, quand ils refusèrent de sortir de leur refuge, ils furent tués à l'intérieur[208].

OSDEDA-BIBLIOTHEQUE

---

202 Cf. Davie Napier, Hebraic Concepts of Sanctuary and Law, in Gary MacEoin, Editor, Sanctuary: a Ressource Guide, op. cit. p. 38.

203 1 Rois 6, 14-16

204 Nombre 35, 11-15.

205 Nombre 35, 9-11, Genèse 35-34.

206 Nombre, 30-34, 35.

207 Cf. Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit. p. 34.

208 Cf. Ibidem, p. 34.

B L'exode du peuple d'Israël : un exemple relaté dans les trois religions

L'Ancien Testament retrace l'histoire de l'exode du peuple d'Israël. L'expérience du peuple hébraïque et ses exils répétés ont façonné leur pratique et ont eu un grand impact sur le développement de la conception hébraïque de l'asile, ainsi que sur la conception des deux autres religions révélées. Ces trois religions ont développé le concept de la migration forcée dans tous le Moyen-Orient, quel que soit le terme utilisé : "Mouhajir", "ger" ou "réfugié".

En effet, toute l'histoire du peuple juif est l'histoire des tribus israélites errantes dans le désert. Le droit d'asile chez les israélites s'était donc formé durant leurs différents exodes. Le peuple juif a connu cinq exils. Le premier exode est celui du Prophète Abraham et ses premiers adeptes. Le deuxième exil est celui vers l'Egypte[209]. La troisième étape est représentée par la fuite du peuple juif après la chute du royaume du Nord en 721 avant J.C. La crise des réfugiés qui eu lieu après la chute de Jérusalem et la destruction du premier temple en 586 avant J.C. représente le quatrième exil du peuple juif. Dans les années 70 après J.C., à la suite de la chute de Jérusalem et la destruction du second temple, le peuple juif était forcé, pour la cinquième fois, d'errer sur la terre[210].

Durant leur errance dans le désert, les Juifs ont développé le concept de l'asile et sa pratique. Ils avaient l'habitude de transporter la statue de Tabernacle pour faciliter l'asile aux fugitifs[211].

Cette théologie de l'asile dans le Judaïsme a été continuée dans la conception chrétienne et plus tard dans celle de l'Islam.

L'exode du peuple juif est glorifié par les adeptes du Judaïsme, il est cependant considéré comme une sanction d'un peuple infidèle et non croyant par les religions chrétiennes et musulmanes. Il est effectivement dit à ce sujet dans le Coran au verset 2 de sourate Al-hashr (chapitre de l'exode) :

> "C'est lui qui a chassé de leurs demeures les gens d'écriture infidèles. Ce fut un premier exode..."

Le verset 3 de la même sourate ajoute :

> "Si Dieu n'avait pas décrété contre eux un pareil exode, il leur aurait infligé un autre châtiment en ce monde..."

Et le verset 4 ajoute :

> "Cette peine leur fut appliquée pour les punir de s'être dressés contre Dieu et son Prophète".

II L'asile dans le Christianisme

Les règles chrétiennes sur l'asile se trouvent surtout dans l'Ancien Testament. mais plusieurs parties du nouveau testament relatent l'expérience de Jésus Christ en tant que réfugié et demandeur d'asile et donnent des renseignements sur l'accueil réservé au Prophète et sur les règles de l'accueil de l'étranger en général[212].

---

209 Le Chapitre de l'exode dans l'Ancien Testament nous donne une description détaillée de cet exode et de la manière de se comporter avec les réfugiés et les étrangers.

210 Sur l'expérience de l'exil chez le peuple juif, voir, Elsa Tamez, The Refugee Crisis: Sanctuary, and the Bible, in Gary MacEoin, Editor, Sanctuary: a Ressource Guide, op. cit. pp. 39-40.

211 Cf. H. Wallon, Du droit d'asile, Thèse Lettres, op. cit. p. 4.

212 Face à ceux qui expulsent le Christ il y a ceux qui l'accueillent dans la Bible. voir sur la fuite et l'accueil réservé au réfugié: Bible, Deutéronome, 23, 15-17 et Mathieu, 25, 31-46.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La religion chrétienne a beaucoup encouragé l'asile. L'exemple de l'exode des Juifs est assez souvent cité comme un genre de chatiment pour les incroyants. Mais, il est toujours recommandé de bien traiter la personne qui a demandé asile[213].

Il est difficile de décrire le rôle joué par l'asile dans la société au début de l'ère chrétienne. C'est seulement au quatrième siècle que les églises chrétiennes avaient développé l'asile avec l'institutionnalisation et la légitimation de son rôle. Les hommes religieux ont joué un grand rôle dans son développement, ils intervenaient souvent en faveur des criminels pour les sauver des sanctions[214].

Au cinquième siècle, l'exil avait acquit une base juridique. Des lois concernant l'asile dans les églises et la protection des réfugiés furent promulguées pour l'organiser et sanctionner ceux qui ne le respectaient pas. La protection des sanctuaires était passée aux alentours des églises, aux cimetières et aux maisons des personnes appartenant à l'église qui allaient jouer alors le même rôle que jouaient les places sacrées avant l'ère chrétienne[215]. Le clergé jouait alors le rôle de l'institution responsable pour déterminer le statut de réfugié, selon un décret de Leo I qui leur donnait la compétence d'examiner les demandes d'asile et jouer le rôle des avocats de l'église" et interdisait de violer la protection accordée. Ainsi, le droit d'asile est passé du lieu sacré à l'homme sacré"[216].

Cependant, progressivement la pratique de l'asile commençait à se restreindre dans les pays chrétiens, surtout avec l'avènement des régimes de monarchie absolue qui ne permettait plus que des personnes qui s'opposaient à eux puissent échapper à la sanction. L'abus de la pratique de l'asile par les églises elles-mêmes a contribué également à la limitation de son usage et au changement de son caractère. Ainsi, l'asile religieux disparaissait au profit de l'asile territorial et la protection des hommes religieux disparaissait au profit de celle des leaders politiques. Les églises n'étaient plus respectées comme sanctuaires et les réfugiés étaient poursuivis même à l'intérieur.

Toutefois, l'asile était assez défendu par la religion chrétienne et l'exil comme sanction était interdit en théorie, même s'il était pratiqué dans l'histoire du Christianisme à différents niveaux. L'église accordait l'asile suivant les recommandations de la Bible, mais en même temps des hommes religieux ont connu l'exil et le bannissement; parfois, ils l'ont provoqué surtout depuis le XVIII^{e} siècle et la décadence de l'asile religieux[217].

III Les règles communes à l'asile dans le Judaïsme et le Christianisme et leurs limites

L'asile dans le Judaïsme et le Christianisme, comme nous le verrons aussi pour l'Islam, est un acte humanitaire qui traduit l'amour que le croyant devrait manifester pour son prochain, surtout si ce dernier a besoin d'aide ou de protection.

Une analyse des textes sacrés relatifs à la conception judéo-chrétienne de l'asile, montre qu'il était aussi bien religieux (accordé dans des lieux de cultes) que territorial octroyé dans des villes ou des endroits non sacrés. Il restait cependant étroitement lié soit à des lieux soit à des personnes sacrés.

COLLESPRIA-BIBLIOTHEQUE

213 Levitique 19,33 et 34.

214 Cf. Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, pp. 38 et s.; Wallon H, Le droit d'asile, pp. 49-54.

215 Cf. Borhan Amrallah, Droit d'asile, p. 44.

216 Bau Ignatius, This Ground is Holy: Op. Cit., p. 132.

217 Voir Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, p. 39; H. Wallon, pp. 83-87. En France, par exemple, la pratique de l'asile religieux avait disparu au XVI^{e} siècle.

A Le concept de réfugié : Un fugitif

Le concept de réfugié était plus large et englobait plusieurs catégories de personnes forcées à se déplacer. Il y avait aussi bien des réfugiés politiques que des réfugiés socio-économiques au sens moderne du terme. Les personnes fuyaient individuellement et en groupe. Le concept de réfugié s'appliquait même aux esclaves. Il est interdit explicitement, dans la Bible, de rendre l'esclave fugitif à son maître[218].

Les guerres et les conquêtes donnaient naissance à des afflux massifs de réfugiés et des illustrations de ces afflux sont données dans la Bible, principalement dans les livres des Rois.

Un code de conduite envers les réfugiés et les demandeurs d'asile est recommandé dans les textes judéo-chrétiens[219]. Il est clairement dit dans la Bible :

> "Tu n'opprimeras point l'étranger; vous savez ce qu'éprouve l'étranger, car vous avez été étranger dans le pays d'Egypte"[220].

Selon la conception judéo-chrétienne, l'étranger avait des droits qui devraient être respectés, particulièrement le droit à partager les biens de la communauté :

> "Vous le diviserez (le pays) en héritage par le sort pour vous et pour les étrangers qui séjournent au milieu de vous qui engendreront des enfants au milieu de vous...
>
> "Vous donnerez à l'étranger son héritage dans la tribu où il séjournera, dit le Seigneur, l'Eternel"[221].

La Bible nous renseigne aussi sur l'accueil réservé par la population hôte aux réfugiés dans les sociétés traditionnelles et elle attire notre attention sur les souffrances des exilés[222]. Quelquefois, leur accueil n'était pas aisé, des problèmes de haines, des différences sociales, politiques et religieuses existaient entre Judéens et Israélites[223].

Mais, la plupart des règles de la Bible relatives à l'asile humanitaire restaient cependant lettres mortes.

B Les limites des règles judéo-chrétiennes

L'asile dans les principes judéo-chrétiens est limité dans sa portée si on le compare à l'asile dans l'Islam, malgré qu'il soit toujours humanitaire. Il était garanti seulement à des personnes spécifiques et à des conditions spécifiques. Il n'était pas une protection générale et n'incluait pas toutes les personnes persécutées et dans le besoin d'une protection.

Malgré l'amélioration graduelle des règles relatives à l'asile dans l'Ancien Testament, ces règles nécessitaient plus de développements. Même si les réfugiés avaient le droit d'entrer dans les villes de refuge et dans les sanctuaires, ils étaient toujours considérés comme des groupes distincts des citoyens[224]. Ils étaient classés comme étrangers et avaient un traitement différent.

DOCUMENTATION - BIBLIOTHEQUE

---

218 Bible, Deutéronome 23,16-17.

219 Bible, Exode 23,9.

220 Bible, Lévitique, 19, 33.

221 Bible, Ezéchiel ,47, 22 et 23.

222 Bible, Psaumes 137, 1: "Auprès des fleuves de Babylone, là nous nous sommes assis et nous avons pleuré quand nous nous sommes souvenus de Sion".

223 Cf. J Asurmendi, Réfugiés: la Bible et les Chrétiens, Revue Spiritus, tome XXIX , Février 1988, p.63.

224 Bible, Nombre, 35:15.

Les réfugiés étaient considérés comme des personnes vulnérables et il était recommandé de les traiter comme des personnes ayant besoin d'aide et de protection, comme les orphelins, les pauvres, les faibles et les femmes veuves[225].

Les réfugiés devaient, cependant, être aidés matériellement, ils appartenaient à la classe qui avaient le privilège du droit à la charité, comme le droit de ramasser les fruits qui tombent...[226].

En principe, le statut de réfugié était celui d'un homme libre. Mais, dans la pratique juive traditionnelle, le réfugié ne jouissait pas des mêmes droits civils que les Israélites ou les Chrétiens, il n'avait pas le droit d'utiliser la justice israélite pour la réparation des dommages ou pour porter plainte. Ceci s'explique peut-être par la raison de leur fuite, puisque plusieurs réfugiés étaient des personnes qui avaient commis des crimes de droit commun au sens moderne du terme. Ceux qui avaient commis un crime contre un chef politique ou un leader étaient très rarement admis à l'asile.

En principe le réfugié n'avait pas l'obligation d'adopter la religion, mais en même temps, il était obligé d'adopter les principes religieux pour avoir une certaine intégration dans la société juive ou chrétienne. La circoncision était une condition nécessaire pour accéder à l'assemblée du peuple et aux festivités religieuses, comme le passover,[227] et pour offrir les sacrifices[228]. Les réfugiés étaient obligés de respecter toutes les règles religieuses et spécialement le Sabbath[229].

Ainsi, certaines barrières existaient entre le citoyen israélite ou chrétien et le réfugié étranger. Malgré le développement progressif de la loi sur l'asile et un certain respect pour le réfugié et son statut juridique[230]. Durant les différents exils du peuple juif, la loi ne couvrait pas toutes les situations de refuge et d'asile.

Les principes juridiques judéo-chrétiens et les pratiques relatifs à l'asile et aux réfugiés furent pour la plupart reproduits et développés dans l'Islam qui n'est, pour les musulmans, qu'une continuation de ces deux religions révélées.

Sous-section II.

LA CONCEPTION DE L'ASILE DANS LA THÉORIE MUSULMANE

Comparé aux deux autres religions révélées, le Judaïsme et le Christianisme, l'Islam n'est pas seulement un ensemble de valeurs spirituelles et morales qui règlent la relation entre la personne humaine et Dieu, il est aussi un mode de vie qui gère tous les aspects de la vie humaine : spirituel, politique, personnel, social, économique, etc. Les communautés musulmanes sont définies à travers les croyances et les pratiques des adhérents de l'Islam, c'est-à-dire d'après la théorie et la pratique.

L'Islam a une vocation universelle, il s'adresse à toute l'humanité et ne se limite pas aux frontières terrestres. La citoyenneté dans l'Islam est donnée à tous les habitants de *Dar al Islam*, musulmans et non musulmans.

A l'analyse des sources islamiques et de la pratique musulmane de l'asile ou de la *hijra*, nous pouvons conclure que l'asile occupe une place importante dans l'Islam. C'est une protection large et effective, c'est un droit de tous les musulmans à l'accorder et à tous les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

225 Bible, Deutéronome, 10:18; Psaume, 146:9.
226 Bible, Deutéronome, 24:17-21.
227 Bible, Exode,12:48 et 49.
228 Bible, Lévitique, 17:8.
229 Bible, Deutéronome, 5:14.
230 Bible, Ezekiel, 47:20-23.

persécutés injustement de le demander : c'est un devoir de tout croyant et une obligation pour toute personne qui se sent incapable de résister à la persécution.

I Le concept de la *hijra* dans l'Islam : une migration forcée

L'asile tel qu'il se présente dans les deux sources principales de l'Islam n'a pas beaucoup attiré l'attention des juristes musulmans qui ne l'ont pas inclus dans leur codification ou interprétation de l'Islam, la Sharia[231].

Selon les références islamiques au concept de la *hijra*, celui-ci paraît être un concept assez important dans l'islam et pour les Musulmans.

A Les sources de référence à la *hijra*

Les enseignements de l'Islam se trouvent principalement dans deux sources premières, à savoir le *Coran* et le *hadith* ou *sounna*.

Le Coran, le livre saint des Musulmans, fut transmi au Prophète Mohammed pendant les vingt trois ans de sa mission comme messager de Dieu. C'est ce que Dieu lui avait révélé à l'intention de toute l'humanité[232].

D'après les données historiques, la conservation du *Coran* s'est faite d'une manière très prudente et organisée : chaque fois que le Prophète avait une révélation, un fragment du Coran, il le récitait dans l'assemblée des hommes puis dans l'assemblée des femmes. Il appelait un de ses scribes et lui dictait ce qui lui était révélé. Il lui demandait ensuite de lire ce qu'il avait noté afin de corriger des fautes éventuelles. La copie officielle du Coran fut préparée en moins d'un an après la mort du prophète[233].

Le *hadith* est le récit de ce que le Prophète Mohammed a fait, dit ou toléré chez ses adèptes, il "s'agit d'une collection de narrations fragmentaires provenant de milliers de sources"[234]. Dans chaque récit, un compagnon du Prophète rapporte un fait dont il a été témoin. La transmission du *hadith* s'est donc faite à la fois de vive voix et par écrit. La conservation de cette seconde source de l'Islam n'a pas été aussi prudente et sûre que pour le Coran[235]. La science des *haditths* s'était beaucoup développée du vivant de Mohammed et des ouvrages complets ont été rédigés sur la question. Nous possédons aujourd'hui un certain nombre de travaux de ce genre dont six sont considérés comme canoniques, plus authentiques que les autres. La compilation la plus connue du *hadith* est celle de *Sahih Al-boukhari* dont l'authenticité est prouvée par la découverte des sources antérieures[236].

Par comparaison au Coran, le *hadith* représente un effort privé. Les collections du *hadith*, deuxième source de la loi et de la foi islamiques, prennent une place inférieure au *Coran*, la parole divine pour les Musulmans. Le Coran a été transcrit sous la surveillance du Prophète

CDE-RAV-BIBLIOTHEQUE

---

231 La Sharia est la loi musulmane développée par les juristes musulmans par leur interprétation des sources de l'Islam: le Coran et la Sunna. Elle est donc différente des sources, elle est le moyen par lequel les sources sont interprétées et appliquées.

232 Le Coran précise dans la sourate de Saba, verset (chapitre 34-28) qu'il avait été envoyé pour l'ensemble de l'humanité: "...C'est à l'ensemble des hommes que nous t'avons envoyé pour annoncer la bonne nouvelle et avertir...".

233 Pour plus de développement sur la conservation du Coran voir: Muhammad Hamidullah, Le prophète de l'Islam:, Tome II, pp. 638_645.

234 Ibidem p 645.

235 Voir ibidem. Les collections des paroles du prophète ont commencé du vivant de Mohammed, les visiteurs du Prophète notaient leurs conversations avec lui. Chez les générations postérieures, les chercheurs ont réuni les souvenirs des compagnons du Prophète et ont fait des collections complètes.

236 Ibidem, p.652.

lui-même, tandis que le *hadith* a été rapporté par des personnes privées. Les collections de cette littérature n'ont pas été faites sous le contrôle des autorités compétentes[237].

Il existe de nombreuses références à l'asile et la *hijra* dans les sources premières du droit musulman et dans les *fatwa* (explication des sources). De telles références sont éparpillées dans les ouvrages sur l'Islam et ne sont pas regroupés dans un ouvrage ou dans un chapitre spécifique.

De plus, on se réfère à l'asile en arabe et dans les sources musulmanes par des termes différents : *loujou, maljaâ, hijra, amaân, horm.* Ils signifient tous la migration forcée plutôt que l'asile tel qu'il est défini par le droit international contemporain.

Une tentative sera faite dans cette étude de construire une théorie sur l'asile dans l'Islam en se référant aux sources principales du droit musulman. Une telle théorie est devenue une nécessité aujourd'hui, vue le grand nombre de réfugiés dans le monde musulman et leur faible protection.

B Signification et importance de la *hijra* dans l'Islam

Alors que l'Islam a demandé à ce que plusieurs traditions pré-islamiques arabes soient abandonnées (tels : l'esclavage, l'infanticide des filles, l'alcool etc.), il a en revanche maintenu, institutionnalisé et développé la tradition de l'asile. Dans l'Islam, l'asile est intimement lié à l'obligation de respecter la dignité humaine et les droits de l'Homme [238].

a Signification de la hijra

Le concept d'asile en arabe : "*hijra*", "loujou" ou "maljaa", "*amaan*" et quelquefois aussi "ijaara" et "istijaara" peut signifier deux choses :

- l'endroit où la personne qui a fuit, par peur ou suite à des persécutions, recherche un refuge contre un danger. C'est dans ce sens que peut être interprété le verset 57, sourate Attawbaa (chapitre du repentir) :

  "trouvent-ils un abri, une caverne ou un souterrain? Ils s'y précipitent, tête baissée"[239].

- la protection accordée à une personne dans l'endroit où elle est venue chercher refuge. Cette signification de l'asile se retrouve dans le verset 6, sourate Attawbaa :

  "Si un incroyant te demande ta protection, accorde la lui pour lui permettre d'entendre la parole de Dieu. Puis fais-le conduire en lieu sûr...".

Le verbe *hajara* signifie en arabe rompre une association amicale, abandonner, se séparer de quelqu'un, émigrer. Le terme connote donc l'idée de rupture des liens. Traditionnellement, ce mot est traduit par fuite[240]. Dans l'usage courant, le terme de *hijra* est souvent utilisé pour signifier un exode ou une migration en général. Mais, dans la théorie musulmane, le terme signifie exil, asile et migration forcée avec une connotation d'une obligation à fuir. Il y a donc une certaine confusion linguistique dans ce concept de "*hijra*". Mais, ce dernier est généralement utilisé dans le monde musulman, en liaison avec la "*hijra*" du Prophète Mohammed de la Mecque à Médine en 622 après J. C., c'est-à-dire de son asile.

---

237 Sur la codification et le contrôle de la véracité des *hadith* voir: Muhammad Hamidullah, Le prophète de l'Islam, pp.646-652.

238 Sur les droits de l'Homme dans l'Islam, voir: Emmanuel Hirsch (éditeur, Islam et Droits de l'Homme, Librairie des Libertés, Paris, 1984.

239 Le Coran, Traduit de l'arabe per O. Pesle et Ahmed Tijani, Editions d'Art, les Heures Claires, Paris, 1973.

240 Voir sur ce concept, Encyclopédie de l'Islam, Nouvelle Edition, Leyde E. J. Brill, Paris 1975, p. 378.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le concept de *al-mouhajir* est utilisé dans la théorie musulmane pour signifier une personne déplacée au sens moderne du terme, c'est-à-dire, un(e) étranger(e) obligé(e) de s'expatrier pour rechercher une protection, par contraste aux concepts de *al-mousaafir* ou *abiro at-tariq* qui est supposé rester pour une période limitée et qui n'a aucun problème pour revenir à sa communauté d'origine.

Le concept de *talibo al-aman* ou *moustajiir* est analogue en arabe au demandeur d'asile, celui de "*moustaaman*" signifie la personne protégée ou l'analogue du statut de l'étranger en droit international contemporain, le réfugié au sens moderne du terme faisait partie de la catégorie des "*moustamanin*" (personnes protégées)[241]. Le peuple est appelé *moustaamin*.

Pour la théorie musulmane concernant les Relations Internationales et le Droit International, le Monde se divise en deux mondes distincts : *dar al-Islam* ou *dar at-tawhid* ou *al-adl* (la terre de l'Islam de l'unité ou la terre de la Justice) qui constitue l'ensemble des territoires gouvernés par l'Islam et "*dar al-harb*" ou "d*ar ach-chirk*" (la terre de la guerre ou de la non-croyance) qui est la terre où la loi islamique ne gouverne pas[242].

Dar al-Islam est composée de musulmans et de non musulmans. L'ensemble de ceux qui adhèrent à l'Islam constituent la *Oumma*. Les non musulmans sont les *dhimmis* ou gens du livre, qui sont des Juifs et les Chrétiens qui ont préféré garder leur religion et ne pas adopter l'Islam mais rester vivre d'une façon permanente parmi les musulmans. Ils bénéficient d'une protection illimitée (*aman*) et sont considérés comme des citoyens de la terre d'Islam. Musulmans et non musulmans de *dar al-Islam* sont tous des citoyens ou les *Rayyaa*. Mais, seuls les musulmans sont soumis aux obligations musulmanes et non pas tous les citoyens, comme c'était le cas pour le droit israélite. Leurs relations sont organisées sur la base d'accords et de lois.

Dar al-harb comprend tout le monde extérieur à l'Etat musulman, tous les peuples qui ne sont pas soumis à la loi musulmane. L'objectif de "*dar al-Islam* et d'incorporer " *dar al-harb*" dans *dar al-Islam*; ce qui donne à l'Islam une vocation universelle. Mais, *dar al-harb* n'est pas considérée comme une "*terra-nullius*"[243]. Le "*jihad* ou guerre sainte est un moyen de convertir *dar al-harb* en *dar al-Islam*. Il ne se fait pas toujours par la violence mais beaucoup ,plus par des moyens pacifiques que militaires. Le *jihad* n'est donc pas automatiquement une invitation à la violence[244].

Les *moustaamanoun* sont des citoyens de "*dar al-harb*" qui sont venus dans "*dar al-Islam*" pour le commerce ou pour autres raisons, ils bénéficient d'une protection spéciale, illimitée. Une différence entre les *Dhimmis* et les *moustaminin* est que les premiers sont soumis à leur loi religieuse propre. Alors que les premiers sont des résidents permanents, les deuxièmes ne le sont pas.

Ainsi, les étrangers non citoyens de *dar al-Islam* sont tous appelés *Moustaamanoun*, qu'ils soient touristes, commerçants ou réfugiés, tous recevaient une protection[245]. Cette protection des réfugiés et de leurs droits est profondément enracinée dans la doctrine et les traditions islamiques[246].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

241 Cf. Muhammad Aziz Chukri, L'Aman dans la Sharia: fondement du statut juridique des étrangers, intervention présentée au troisième séminaire des experts arabes du droit des réfugiés, Amman (Jordanie), 2- 4 novembre, 1991.

242 Il faut noter, à cet égard, qu'il n'y a pas de distinction entre la législation musulmane ou *Sharia* et le Droit International et les Relations Internationales musulmans ou "siyar". Ils ne sont pas indépendants et se fondent tous sur les mêmes sources et ne diffèrent pas des autres droits.

Pour plus de développement, voir Majid Qaddouri, Al-Qanoun ad-doualii al-islamii: (Le droit international islamique), Op Cit. p.21 et s.

243 Ibid, p. 23.

244 Ibid, p. 25.

245 Cf. Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, Op. Cit., 5.

246 Ibidem, p. 6.

Plusieurs raisons poussaient les personnes à chercher l'asile. La première était, sans aucun doute, la persécution religieuse. Mais l'exil pouvait avoir lieu aussi à cause d'une injustice ou d'une catastrophe naturelle. Ceux qui sont sujets à l'injustice et qui sont incapables de résister doivent s'exiler, comme le recommande le Coran dans le verset 97 de sourate "*annisaa*".

b Importance de la *hijra* dans l'Islam

Il est important de noter, à cet égard, que l'asile et la migration ont joué un grand rôle dans l'histoire musulmane. L'ère islamique commence non pas à la date de la naissance du Prophète ou à la date de son premier message mais à la date de son asile, *hijra* de la Mecque vers *Yatrib* qui devint Médine ou la ville du Prophète en septembre 622 après J.C. Cette *hijra* fut glorifiée durant toute l'histoire musulmane. Les réfugiés de la Mecque vers Médine étaient très fiers de leur émigration et en tiraient gloire parce que ce fut un sacrifice, pour la cause de Dieu que d'abandonner tout pour sauver leur foi[247].

Plusieurs versets du Coran glorifient la *hijra* et le *mouhajirin*. C'est ainsi qu'il est dit, par exemple, dans le verset 8 et de sourate "Al-hashr" (chapitre de l'exode) :

> "Une partie (du butin) en revient aux pauvres qui se sont exilés et ont quitté leurs demeures et leurs biens pour gagner la grâce de Dieu et faire triompher Dieu et son Prophète. Voilà des hommes sincères."

Dans sourate "Aal Oumran" (le Chapitre de la famille d'Imran), il est dit au verset 194 :

> "... Je ne ferai perdre à aucun d'entre vous, hommes ou femmes, le bénéfice de ses actions. Vous êtes issus les uns des autres. Ceux qui auront émigré, qui auront été chassés de leurs foyers qui auront souffert par ma cause, qui auront combattu ou auront été tué à mon service, ceux-là, j'absoudrai toutes leurs fautes, je les recevrai dans les jardins où courent des eaux vives, en marque de récompense de leur Seigneur...".

Cette glorification de la migration et de l'exil se retrouvent dans d'autres versets du Coran, entre autres, les versets 100 de sourate At-tawbaa (chapitre du repentir) et de sourate Albaqara (chapitre de la vache).

La migration et les voyages sont, en général, recommandés par la doctrine musulmane : le pèlerinage à la Mecque, *hajj*, la *hijra*, les visites des tombeaux et les sanctuaires locaux ou régionaux (*ziyaras*) et le voyage pour la recherche du savoir (*rihla*) sont tous des déplacements encouragés par l'Islam[248]. Très souvent, plusieurs de ces formes de voyages sont combinés dans une seule migration.

C'est ainsi que le pèlerinage était souvent utilisé comme un moyen de fuite et de refuge dans l'histoire islamique en général et africaine en particulier[249]. Toute une doctrine a été développée sur la *hijra* dans le continent noir, elle a eu une grande influence sur les mouvements de populations, spécialement de l'Afrique de l'Ouest vers la partie Nord et Est.

En effet, souvent, les mouvements des peuples de l'Afrique de l'Ouest vers le Nord puis vers l'Est en direction des terres saintes étaient motivés par l'obligation du pèlerinage et de la *hijra* des terres d'injustice et de désordre, "fitnaa". L'obligation de se rendre aux lieux saints, au moins une fois dans la vie du musulman, était souvent encouragée par d'autres motifs : politiques, sociaux ou religieux. Le pèlerin, *haajj* décidait d'aller à l'Est pour fuir un chef

CODESRA - BIBLIOTHEQUE

247 Cf. Muhammad Hamidullah, Le prophète de l'Islam: sa vie, son oeuvre, Tome I, p. 198.

248 Voir Dale F. Eickelman and James Piscatori, Social theory in the study of muslim societies, in Dale F. Eickelman and James Piscatori (Eds), Muslim Travellers: Pilgrimage, migration and religious imagination, Routledge, London, 1990, pp. 5-6.

249 Voir Umar Al-Naqar, The Pilgrimage Tradition in West Africa, Khartoum University Press, Khartoum, 1972, pp. 82 et s.

despote, une communauté non musulmane ou un colonisateur. Le refuge à l'Est pour le pèlerinage devient ainsi un acte d'asile et de recherche de protection et de sécurité[250].

Dans la pratique islamique, le concept de *hijra* est très souvent lié à celui de *jihad*, la guerre sainte [251]. *Hijra* et *jihad* ont été souvent associés et utilisés ensemble et avaient été un moyen de se révolter contre l'ordre existant [252]. En Afrique, l'auteur qui a le plus développé ces deux concepts est Uthmam IBN FUDI, ou Dan Fodio, qui donne une bonne illustration de la *hijra* et du *jihad* utilisés simultanément lors de la *hijra* du 21 février 1804 du Nord du Nigéria vers l'Ouest du Soudan, appelée *hijra* du Shehu et comparée à celle du Prophète de la Mecque vers Médine[253].

L'idée développée par cet auteur est que le *jihad* est obligatoire mais, s'il est impossible de résister, il faut quitter la terre des incroyants. Cette obligation se réfère à la pratique du Prophète et à ses *hadith*. Selon Dan Fodio, *Hijra* et *jihad* sont parmi les cinq choses considérées comme obligatoires et aimées par le Prophète : écouter, obéir, *jihad*, *hijra* et *ijmaa*[254].

Le concept de *hijra* est aussi, souvent associé à un autre concept dans la pratique islamique, celui de "Mahdi" ou de Mahdisme. Selon les adeptes du Mahdisme, une ère de rénovation totale du monde viendra. Elle sera une période d'accomplissement final dans le bonheur et la justice intégrales. "Cette ultime rénovation est conçue comme étant de nature messianique. Elle doit être l'œuvre d'un sauveur inspiré et prédestiné : le Mahdi, littéralement le Bien Guidé[255]. Cette légende a pris initialement naissance dans la théorie chiîte. Mais de nombreux *hadiths* l'appuient[256]. La croyance dans le Mahdi est un article de foi même chez les Sounnis. Le fondateur de la dynastie Almohade, Ibn Tumart était un ardent défenseur de ce dogme.

Pour cette doctrine, *Mahdi/hijra/jihad* sont très liés. Tout nom de *Mahdi* a été lié à une *hijra*. Ibn Tumart au Maroc avec la *hijra* pour Tinmal; Mohammed al-Mahdi au Soudan avec la *hijra* d'Oum Dourman etc.[257]. Le rôle du *Mahdi* est d'émigrer afin de préparer son *jihad* contre les ennemis de l'Islam et de revenir pour les combattre.

Plusieurs versets du Coran traitent de l'asile et du déplacement forcé et tout un chapitre est intitulé exode, "Al-hachr" en arabe (chapitre 59), juste comme c'est le cas dans la Bible.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

250 Voir pour des détails sur cette question les développements sur les Fellata dans le Chapitre II de la deuxième Partie.

251 Selon la doctrine musulmane, il existe quatre sortes de Jihad: 1) le jihad par le cœur contre les bassesses de soi-même et contre Satan 2) par la langue: appeler au droit chemin 3) par la main: agir dans le bon chemin 4) avec l'épée: lutter contre les non musulmans et le non respect de l'Islam.

Le *jihad* et la *hijra* ont été souvent utilisés comme moyens d'opposition politique et de lutte contre les pouvoirs établis, jugés anti-islamiques. Plusieurs mouvements révolutionnaires ont pris ainsi le nom de *jihad* ou de *moujahidin*, notamment en Egypte, en Somalie ou en Algérie, au Liban, en Afghanistan etc.

252 Sur la théorie du *jihad* dans les relations internationales islamiques, voir Majid Khaddouri, Al qaanoun ad-douwali al-islaami: kitaab as-siyaar li ash-shaibani, (Le droit International Islamique), p. 25.

253 Dans son livre en arabe Bayan Wujub al-hijra ala al-ibaad (Le manifesté de l'obligation d'émigrer), publié en 1806 au Nigéria.

254 Cf. Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub Al-hijra ala L-ibad, Edited and translated by F. H. El Masri, Khartoum University Press, Khartoum, 1978, p. 21.

Ijmaa signifie ici la solidarité des musulmans, selon la tradition *sounni* dans l'Islam.

255 Ibidem, p.155.

256 Conf. Mohammed Talbi, In Tumart, Les Africains, Editions Jeune Afrique, Paris 1978, Tome XI, p.155.

257 Pour plus de développements sur le *Mahdi* au Soudan, sa doctrine, ses *hijra* et ses luttes contre l'occupation turco-égyptienne; voir Docteur Mohammed Said Al- qaddal (en arabe), Al-imaam Al-Mahdi Mohammed Ahmed Ben abdallah (1844-1885): lawhtoun li thaairin soudani, (L'Imam Mohammed Al Mahdi) Publications de L'université de Khartoum, 1985.

II Portée de l'asile dans la théorie musulmane

La conception de l'asile dans la théorie musulmane est une conception humanitaire qui prend en considération le bien-être des individus et non de leurs gouvernants. Elle s'appuie sur la morale religieuse de l'aide au prochain mais aussi sur le droit puisque l'asile tel qu'il se présente dans les deux principales sources musulmanes est

1) un devoir ;

2) un droit ;

3) une protection effective et illimitée ;

4) cet asile est en premier lieu religieux mais il est aussi territorial et jusqu'à certain degré aussi diplomatique ou asile protégé par la fonction exercée.

A Les types d'asile dans la théorie musulmane

L'Islam a réaffirmé les principes des sanctuaires et a confirmé le caractère sacré de certains lieux tels que la *Kaâba*, considérée comme la maison de Dieu et un endroit sacré. Ce caractère est affirmé dans le verset 125 de sourate al-baqara (la vache) :

> "Nous avons institué la *Kaaba* comme un lieu de pèlerinage pour les gens et comme asile et nous avons érigé en lieu de prière la station d'Abraham...".

Les versets 95 et 96 de sourate "Al Imran" ajoutent à ce propos :

> "Le premier temple élevé pour les hommes est celui de la Bekka. C'est une bénédiction et une lumière pour l'humanité.
>
> "Terre de miracles et de signes sacrés, c'est en même temps l'oratoire d'Abraham. Quiconque y pénètre, éprouvera une sécurité parfaite..."

Le respect de l'asile religieux et des sanctuaires est affirmé dans plusieurs autres chapitres du livre sacré tels le verset 6 de sourate "attawba".

En plus des lieux de culte, certains autres endroits sont considérés comme des sanctuaires telles les villes de la Mecque et de Médine, les maisons des *Sahaba* (les compagnons du Prophète). L'asile était accordé également par les chefs religieux et les leaders des prières, les Imams des mosquées, dans les lieux de culte ou ailleurs[258].

Cependant, l'Islam n'a pas parlé seulement de l'asile religieux, accordé dans les mosquées ou par des hommes religieux, mais aussi d'un asile général accordé par tout membre de la communauté, partout même dans des maisons appartenant à n'importe quel membre de la communauté et en plein air. Cet asile est valide et devrait être respecté. Don FODIO mentionne même une sorte d'asile diplomatique dans l'Islam, lorsqu'il déclare qu'un commerçant ou un membre d'une ambassade n'a pas besoin de l'*aman*, puisque sa mission lui garantie automatiquement cette protection[259].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

258 La tradition des sanctuaires a été présente dans tout le monde islamique, plusieurs lieux sont considérés comme sacrés dans les pays afro-arabes tels la ville de Cairauan en Tunisie, le tombeau de Moulay Idriss au Maroc ou certaines confréries dans ces pays. Pour plus de développements sur les sanctuaires dans le monde arabo-musulman, voir 1) charis Waddy, The Moslem Mind, Grosvenor, London, Melbourne, Ottawa and Wellington, 1976, pp. 30-31 2) Encyclopédie The Middle East and North Africa, Europa Publications Limited, London 1989, p. 25.

259 Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub al-Hijra ala l'ibad, Op. Cit. p. 124.

B L'asile comme un devoir

Certes, pour l'Islam (comme c'est le cas pour les autres religions monothéistes), l'ultime refuge de toute personne réside dans son créateur. Le Coran l'annonce clairement d'ailleurs dans les 5 versets de sourate "Alfalaq" (celui qui fait éclore) (chapitre 113).

"1. Dis : je cherche refuge auprès du Créateur ;

2. Contre le mal de la création ;

3. Contre les dangers de la nuit ;

4. Contre les artifices des sorcières ;

5. Contre les attaques des envieux."

Il y a, cependant, des situations qui rendent obligatoire, pour une personne, de quitter son domicile et d'aller chercher une protection ailleurs.

Dans l'Islam, l'asile est un devoir, tout d'abord, du persécuté qui est obligé de fuir dans le cas d'une persécution et quand il/elle est incapable de résister, ensuite, une obligation pour tous les musulmans de protéger la personne qui cherche l'asile.

a Le devoir de chercher l'asile

Certains auteurs qui ont écrit sur la théorie musulmane considèrent qu'il est interdit de fuir des terres où il y a eu maladie ou injustice et que c'est une obligation d'y rester et de résister. Ils fondent cette interdiction sur un *hadith* du Prophète dans lequel il disait qu'il est interdit de fuir des endroits où il y a la peste car ceci revient à une fuite de sa destinée[260]. Ce *hadith* dit "la hijratan baada al-fath" (pas de *hijra* après la conquête)[261]. Dans la Mouqaddima, Ibn-Khaldoun (132-1406) écrit que al-*hijra* était un devoir seulement quand elle était une obligation de rejoindre le Prophète à Médine, elle ne l'était plus après sa mort[262].

Mais plusieurs auteurs affirment, qu'il s'agissait simplement d'une interdiction de quitter la Mecque après sa conquête et que cette interdiction n'a aucune relation avec les terres où il y a injustice et non respect de la religion musulmane[263]. Rester dans une terre d'injustice et de crimes aboutirait automatiquement à perdre sa vie, qui est considérée comme une chose sacrée dans l'Islam. La fuite de l'injustice devient donc une obligation pour sauver sa vie et ne signifie pas un refus de sa destinée. Ces auteurs se basent également sur des *hadiths* du Prophète pour justifier leur raisonnement[264].

En effet, selon Sahih Al-Boukhari, la fuite de l'injustice et de l'anarchie pour sauver sa religion est une obligation dans l'Islam[265]. Dan FODIO réserve tout un chapitre de son ouvrage sur *Bayan woujoub al-hijra ala al-ibaad* à l'obligation d'émigrer de la terre des incroyants, c'est à dire du Soudan sous l'occupation étrangère[266]. Muhammed Khalid Masud développe la doctrine de la *hijra* en distinguant entre une *hijra* physique (quitter le territoire pour se réfugier ailleurs) et une *hijra* spirituelle utilisée par la doctrine soufie (se réfugier dans

CDEST-BIBLIOTHEQUE

260 Cf. Mohammed Ibn Mohammed Al-Ghazali, Ihyaa ouloum ad-diin, Tome V, Dar a-ththaqafa, Alger, 1991, p. 253.

261 Cf Sahih Al-Boukhari, p. 190.; Muhammad Khalid Masud, The obligation to migrate..., p. 33; Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub Al-Hijra, pp. 53-55.

262 Ibn Khaldoun, Al-Muqaddima, Vol. 1, p.26, cité dans Eickelman D.F. et Piscatori, J. (eds), Muslim Travellers: 1990 P. 6

263 Voir Uthman Ibn Fudi, Wujub Bayan Al-Hijra... op. cit. p. 48.

264 Cf. Mohammed Ibn Mohammed Al-Ghazali, Ihyaa ouloum addin, op. cit. p. 254.

265 Al-Boukhari, Sahih al-Boukhari, Tome 1, Dar Al-Jalil, Beirout, date non mentionnée, p. 11.

266 Cf. Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub Al-Hijra L-ibad, Edited and translated by F. H. El Masri, op. cit. pp. 48-52.

l'adoration de Dieu). Ensuite, il explique clairement le devoir de la migration. Il nous donne des détails sur son application dans l'histoire musulmane et dans le monde musulman actuel[267].

La *hijra* reste donc toujours une obligation, quand un croyant ne peut pratiquer librement l'Islam[268]; mais aussi dans le cas d'injustice, d'intolérance et d'arbitraire. Ibn al-arabi (mort en 1148) avait prescrit la continuité de l'obligation d'émigrer et suggéra qu'elle devait être pratiquée même à partir d'une terre où l'Islam n'est pas suivi ou bien où l'injustice, l'hérésie et l'anarchie dominent. *Al-hijra* reste permise mais pas obligatoire des terres de persécution physique, des terres d'épidémies et d'insécurité financière[269].

Aussi, le texte coranique est très claire, accorder *al-amaan* reste une obligation et rien ne peut justifier le refus de la protection. Dans le Coran, l'exil devient dans certaines situations d'oppression une obligation pour tout musulman, car l'oppression ne peut justifier les mauvais actes des opprimés qui ne se sont pas expatriés. Il est dit ainsi dans le verset 97 de sourate "Annisaâ" (Chapitre des femmes) :

> "Venant ravir la vie des croyants indignes, les anges les questionnèrent : où étiez vous? Ils répondirent : Nous étions parmi les opprimés sur terre. Les anges répliquèrent : la terre de Dieu n'est-elle pas assez vaste que vous n'ayez pas pu vous expatrier."

Les personnes incapables de s'exiler sont cependant excusées, comme il est dit clairement dans le verset 98, sourate "An-Nisaa" :

> "Les impotants, les femmes, les enfants qui sont dans l'incapacité absolue de s'expatrier ou même de se diriger sont exceptés."

Le musulman persécuté qui s'exile est honoré dans le Coran, comme le stipule le verset 100 de sourate "An-nissaâ" (les femmes) :

> "Celui qui s'expatrie (hajara?) pour la cause de Dieu est sûr de retrouver facilement une patrie où s'installer. Celui qui s'exile au service de Dieu et de son Prophète et que la mort surprend, la récompense de Dieu lui est acquise".

Plusieurs autres sourates et versets confirment l'obligation de s'exiler en cas d'injustice ou de crainte de persécution tel le verset 10 de sourate "Azzamar" ou le verset 74 de sourate "Al-Anfaal".

Les Musulmans qui s'étaient exilés en Abyssinie et à Médine avaient une place spéciale parmi les autres Musulmans. La place qu'occupait Othman dans la communauté musulmane était due à sa croyance, aux services rendus à l'Islam, mais aussi au fait qu'il avait effectué les deux *hijra* [270].

L'Islam permet même aux réfugiés en fuite ou persécutés d'abréger leurs prières, comme il ressort du verset 101 de sourate An-nissaâ :

> "Quand vous êtes en déplacement, il vous est permis d'abréger la prière si vous craignez d'être inquiétés par les infidèles..."

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

267 Voir pour des développements sur l'asile comme un devoir de la personne persécutée, Muhammad Khalid Masud, The obligation to migrate: the doctrine of hijra in islamic law, in Dale F. Eickelman and James Piscatori, Muslim Travellers, op. cit. pp. 29-49.

268 Dan Fodio, p. 54.

269 Ibn al-Arabi, Ahkam al-Quran, Vol.1, Dar al-Maârif, Beyrouth, 1972, p. 486. Cité par Muhammad Khalid Masud, the obligation to migrate, op.cit., p. 37.

270 Cf. Al-Boukhari, Sahih, bab hijrat al-Habachaa, Tome 2, pp. 62-64.

b Le devoir d'accorder l'asile

La protection des demandeurs d'asile ou "*Aman*" est une obligation de tous les Musulmans sans distinction aucune et de leurs leaders. La loi islamique telle qu'elle est contenue dans le Coran et dans la pratique de la communauté musulmane oblige de protéger la personne persécutée qui se réfugie chez les Musulmans, et ce, quelle que soit son origine, sa religion, son sexe ou sa race. Accorder l'asile est un droit de l'individu et c'est un moyen de propager l'Islam. Ceci est affirmé dans le verset 6 de sourate "At-tawbaa" :

> "Si un incroyant te demande ta protection, accorde la lui pour lui permettre d'entendre la parole de Dieu. Puis fait le conduire dans un lieu sûr..."

De plus, l'asile est une obligation pour le leader de la communauté musulmane qui ne peut s'opposer à aucun asile accordé par les membres de sa communauté. Pour Dan FODIO "l'Imam doit ratifier l'*aman*" ou, dans le cas d'un prisonnier de guerre qui a demandé l'*aman,* le renvoyer chez lui s'il n'est pas possible de lui accorder l'asile de peur pour sa vie ou de le mettre dans un endroit où il est en sécurité[271].

Cela veut dire tout simplement que "chaque fois qu'un être humain quel qu'il soit et quelle que soit son origine demande une protection, elle ne peut lui être refusée dans aucun cas"[272].

Plusieurs sourates et de nombreux *hadiths* glorifient les individus qui protègent ceux qui se réfugient chez eux et particulièrement *al- Ansar*, ceux qui ont accordé asile aux Musulmans à Médine. c'est ainsi que le verset 9 de sourate "Al-Hashr" (Exode) déclare :

> "Les gens de Médine, qui n'avaient pas quitté leurs foyers et s'étaient convertis, accueillirent avec effusion les émigrés. Ils n'étaient pas envieux de ce que ceux-ci recevaient. Bien au contraire. Ils allaient jusqu'à les préférer à eux mêmes malgré leurs propres indigènes. Heureux ceux qui évitent l'avarice".

AL-BOUKHARI réserve tout un paragraphe à *al-Ansar* (*Bab al manaqibi al-Ansar*) et la place qu'ils occupent chez le Prophète et dans la communauté et l'histoire musulmanes[273]. Il rapporte que le Prophète avait déclaré que " S'il n'y avait pas la *hijra*, j'aurais voulu être un des ansar"[274].

C L'asile comme un droit de l'individu

Comme le dit Ghassan ARNAOUT, "l'importance de l'asile dans l'Islam ne s'explique pas uniquement par son caractère universel mais également par une certaine vision de l'homme placé au centre de la création" [275]. La protection de l'Homme et de ses droits (y compris sa liberté de mouvement est manifeste dans le verset suivant :

> "Nous avons honoré les fils d'Adam. Nous avons facilité leur circulation sur terre et sur mer. Nous leur avons procuré d'agréables nourritures"[276].

L'asile dans la théorie musulmane, comme c'était le cas dans le droit traditionnel africain, est un droit de l'individu de l'accorder; c'est également un droit de le recevoir.

---

271 Ibn fudi, Bayan wujub al-Hijra ala al-Ibad, op.cit., p. 124.

272 Cf. Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, p. 7.

273 Al-Boukhari, Tome 2, pp. 37-42.

274 Al-Boukhari, Tome 2, p. 38.

275 Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-musulmane, op. cit. p. 28.

276 Coran, sourate Al-Israa (chapitre du voyage nocturne, chapitre XVII), verset 70.

COLLEGIA - NUBIA - ITIQUE

a Droit d'accorder l'asile

L'asile peut être accordé par tout individu vivant dans la communauté musulmane, sans discrimination aucune entre les femmes ou les hommes, les citoyens ou les étrangers, les hommes libres ou les esclaves, les riches ou les pauvres. Dans son chapitre 43 intitulé : "Sur la protection : *al-amdan*", Dan FODIO affirme que l'asile peut être accordé par tout musulman (aqil), non handicapé mentalement, y compris une femme et ce, selon les quatre rites ou écoles sunnites islamiques et par l'esclave à l'exception du rite hanbalis et même par un enfant qui connaît la signification d'*al-amdan*, selon l'école malikite[277].

Selon la pratique du Prophète, l'asile était un droit de l'individu vivant dans *dar al-Islam*. Il a ratifié plusieurs fois l'asile accordé par ses filles, notamment celui accordé par sa fille Zainab à son mari encore non musulman, Abou al-Aas[278]. C'est donc un droit de tous les membres de la communauté, certains auteurs le réservent aux musulmans seulement mais d'autres l'élargissent à tous les citoyens de la terre d'Islam, y compris les non musulmans. L'esclave vivant sur la terre de l'Islam avait également le droit d'accorder l'asile avec l'assentiment de son maître[279].

Comme l'asile est un accord de deux volontés, les conditions pour l'accorder sont celles exigées pour la validité d'un contrat, c'est-à-dire l'absence de contrainte et de dol, la maturité. La personne qui accorde l'asile doit être mure, doit comprendre sa signification et accepter de l'accorder sans avoir été contrainte de le faire.

Certains auteurs avancent que dans certaines situations spécifiques l'asile, ne peut être accordé que par les gouvernants, par exemple, après la conquête d'un pays ou dans le cas du prisonnier qui s'enfuit. Ils appellent ce genre d'asile particulier d'*al-amdan al-khaas* réservé aux autorités politiques, par opposition à l'*amdan al-aamm* ou asile général qui peut être accordé par les individus[280].

D'autres auteurs ont milité pour l'interdiction de l'asile accordé par les individus dans le monde musulman présent. Ils argumentent cette interdiction par l'augmentation du nombre des musulmans et des responsabilités de l'Etat et par la nécessité du respect de l'intérêt public[281]. D'autres ne partagent pas ce point de vue et n'acceptent pas ces justifications[282].

En vérité, l'asile en Islam reste un droit de l'individu ; aucune interprétation du texte coranique qui est assez claire, ne pourrait exclure ce droit. Le Professeur MUDDATHIR Abdel Rahim, confirme ce point de vue lorsqu'il déclare :

> "An interesting and unusual feature of traditionnal Islamic laws concerning *Musta'minun* (non-resident aliens - be they traders, refugees or tourist - is that *Aman* (sanctuary, safe conduct or the right to temporary residence in *dar al Islam*) could traditionnally be conferred not only by the state and its representatives, but also by any member of the community including -according to some schools of thought - discerning children"[283].

---

277 Cf. Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub Al-hijra, op. cit. p. 124.

278 Cf. Majid Qaddouri, Al-qaanoun addouwli al islaami; kitab as-siyar li Ach-chaïbani op. cit. p. 142.

279 Ibid, p. 142.

280 Cf. Le Doyen Aziz Chukri, Nidaam al-amaan fi ach-charii al-islaami: assasou al-markazi al-qaanouni bima fihi haqqou al-loujou fi al-qanouni ad-douwali al-mouaasiri, intervention présentée au 3ème Séminaire des Experts arabes dans le domaine de l'asile et des réfugiés, Op. Cit., p. 10.

281 Voir Ibidem, p. 4.

282 Tels que Al-Qassimi, Al-Mihmasi, contre Az-Zouhaili, comme cités par le Doyen Chukri, Ibidem, p. 5. le Doyen Chukri conclue que pour lui, l'*amam* doit être aujourd'hui un droit de l'Etat, sans pour autant donner de justification à son choix.

283 Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, op. cit. p. 7. Le Professeur cite à l'appui de cette confirmation l'ouvrage de Mohammed Ibnu Ahmed Al-Sarakhsy, Kitab al Siyar al Kabir li Mohamed Ibnu al-Hassan al-Shaybani, Ed. Salahuddin al Munajidd, Le caire, 1958.

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

Le Professeur MUDDATHIR ajoute :

> "Whether this would be feasible or desirable in present day circumstances could be a subject for consideration. However, the very fact that such laws and practices did exist (and were sanctified by prophetic precedents and followed by successive generations of Muslim jurists and rulers) testifies further to the breadth and generosity of Islamic laws and values affecting refugees and other categories of *Musta'minun*, whatever their faith, origin, or background are entitled in Islamic Law, to the same basic rights of those enjoyed by permentently resident citizens whether Muslims or *Dhimmis* (non-Muslim citizens)"[284].

Ghassan ARNAOUT ajoute que l'*aman* accordé par un individu oblige toute la communauté et doit être respecté par le Khalife[285].

Mais, l'abandon du droit de l'individu à accorder l'asile illustre bien l'actuel dilemme des Etats musulmans qui ne veulent être musulmans que par certains droits choisis. Des interprétations exclusives sont souvent trouvées pour justifier l'abandon de certains droits et le maintien de certains autres dans l'Islam.

Le dernier texte adopté récemment par un Etat musulman sur l'asile est celui de l'Arabie Séoudite. Cette législation confirme la pratique moderne et laïque de l'asile dans le monde musulman d'aujourd'hui. En effet, dans les textes adoptés par le gouvernement saoudien en 1992, le Décret I sur l'organisation du pouvoir déclare dans son article 26 : "l'Etat protège les droits de l'Homme, selon la charia musulmane", mais l'article 42 stipule : "l'Etat accorde le droit d'asile politique si l'intérêt général le permet, le système international et les conventions limitent les règles et les procédures de l'extradition des criminels"[286]. Mais en ce qui concerne par exemple les droits de la femme, l'Arabie Saoudite récuse le droit international et applique le droit musulman.

b Droit de recevoir l'asile

Selon la théorie musulmane, les frontières doivent rester ouvertes pour accorder la protection et la sécurité et pour renseigner les non musulmans sur les principes de l'Islam en vue de les encourager à adopter cette religion. Accorder l'asile à un non musulman serait un moyen de l'introduire dans cette religion et de l'instruire sur la vie des musulmans. 'La liberté de mouvement est un droit des individus qui ont un droit d'entrée dans toutes les communautés musulmanes.

L'asile est un droit de tout persécuté cherchant une protection, quelle que soit son origine sa religion, son sexe ou son statut social. C'est son droit sacré à être accepté et son admission ne peut être refusée[287]. Aucune personne ne devrait être renvoyée ou refoulée vers les lieux de sa persécution. MAHMASSANI écrit à ce propos "on peut dire que l'Islam a été le premier à adopter le principe de non-refoulement et la règle de l'extradition de personnes..."[288].

L'asile doit être accordé à tous ceux qui le cherchent même s'il s'agit d'un ennemi ou un non musulman sur la base du principe que devant les catastrophes humaines tous les êtres sont égaux[289].

---

284 Ibidem, p. 8.

285 Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-islamique, op. cit. p. 18.

286 Voir journal Ashrq Al-Awsat du 2/3/92, pp. 4-6.

287 Cf. Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, pp. 42-43. Cet auteur pense que l'asile peut être refusé dans des cas précis.

288 Cf. Mahmassani S. The Principles of International Law in the Light of the Islamic Doctrine, Académie du droit international, Vol. 117, année 1966, p. 256.

289 Cf. Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub Al-hijra, p. 124.

CIDESHAP - BIBLIOTECA

Le fait que les frontières de *dar al-Islam* sont des frontières religieuses beaucoup plus que géographiques facilite l'asile. Le respect du droit international musulman est une obligation beaucoup plus pour les individus et les groupes d'individus constituant *dar al-Islam* que pour l'Etat au sens moderne du terme. L'espace géographique ou terrestre de la communauté musulmane n'a aucune importance en comparaison avec l'espace humain ou social[290].

Comme nous avons vu plus haut, les personnes qui ont reçu les Mouhajirins sont glorifiées dans le Coran et les *hadiths*. Le Prophète avait déclaré à ce sujet que : "les gens qu'il aimait le plus parmi les musulmans étaient les Ansar[291].

D. L'*aman* : une protection générale et effective

L'Islam avait développé le concept de l'aman (la sécurité de l'étranger) qui existait dans les traditions pré-islamiques. Louis GARDET avait vu dans l'*aman*, l'un des traits les plus caractéristiques de la Cité musulmane. Il qualifie l'attitude : vis-à-vis de l'étranger, comme "la figure juridique accomplie de la vieille et belle hospitalité arabe"[292].

a L'objet de l'*aman*

L'*aman* signifie qu'un individu ou un gouvernant s'engage à assurer la protection et la sécurité à un individu ou un groupe d'individus, même s'ils sont originaires de la même communauté. L'acte de protection est analogue à un contrat et relève du respect sacré de la parole donnée et des accords dans l'Islam[293]. Lors d'une guerre sainte, le fait qu'un ennemi déclare son adhésion à l'Islam est assimilé à un contrat de protection et oblige le guerrier musulman à lui donner protection et à ne pas l'attaquer à la seule condition qu'il doit déposer ses armes [294].

Ainsi, l'*amaan* est accordé aussi bien aux civils qu'aux militaires. L'Islam ne distingue pas entre les personnes civiles et militaires quant à la garantie de la protection[295].

L'octroi de l'asile peut prendre n'importe quelle forme, une parole ou même un geste, et peut être prononcé dans n'importe quel langage. Cette protection peut être garantie même en disant : "n'ayez pas peur" (*laa takhaf*)[296].

La protection s'étend également aux membres de la famille du *moustamin*. Ses biens ne doivent pas être taxés. Si un esclave ou un guerrier fuit la guerre et demande l'*aman*, cette personne doit être considérée comme libre et non comme esclave[297].

La protection est générale dans le sens qu'elle s'applique à toutes les personnes qui recherchent la protection. Elle est, cependant, restreinte dans ce sens que cette protection n'est pas accordée inconditionnellement, elle exclue les personnes criminelles qui ont commis un crime (quelle que soit sa nature) qui n'est pas un acte de légitime défense. Ces criminels doivent être punis, comme il est dit dans le Coran :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

290 Plusieurs pratiques sociales se sont transformées en principes musulmans, sans considération de la situation géographique de ces pratiques. Il y a là une certaine confusion entre droit musulman et traditions arabes. Plusieurs coutumes arabes sont devenus automatiquement des coutumes musulmanes.

291 Al-Boukhari, Tome 2, p.40.

292 Louis Gardet, La Cité musulmane, vie sociale et politique, Librairie philosophique, J Vrin, Paris, p.77.

293 Sur plus de développement sur les contrats en droit musulmans, particulièrement entre musulmans et non musulmans, Abdel Wahhab kilziya, Ach-char ad-douali fi al-Islam, Dar al-ilm lil malayin, Beyrout, 1984, p. 85 et s.

294 Ibid, p. 37., voir aussi Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-musulmane, p. 18.

295 Cf. Risaalat Ibn Zaid Al-qirawani, Tome 1, Dar Al-Fikr, Beirout, p. 414.

296 Cf. Uthman Ibn Fudi, Bayan Wujub Al-hijra, op. cit., p. 124.

297 Ghassan Arnaout, p. 18.

"...Quiconque aura tué un autre homme qui ne sera lui-même ni meurtrier, ni un séditieux, sera considéré comme meurtrier de l'humanité toute entière. Quiconque sauvera une vie sera considéré comme ayant sauvé la vie de l'humanité toute entière..."[298].

Mais ces criminels ne doivent pas être attaqués dans les lieux de leur refuge mais ils doivent être persuadés de quitter ces lieux pour être jugés. La théorie musulmane ne fait pas de différence entre un crime politique et un crime de droit commun; tout criminel doit être puni. Le shiisme qui a eu lieu après la mort du troisième Khalif OUTHMAN est dû, selon certains auteurs, au fait que le quatrième Khalif ALI avait donné refuge à la personne qui avait tué Outhman dans la ville sacrée de Médine, alors qu'il devait la remettre à la justice[299].

La théorie pénale musulmane a, dans le domaine des sanctions des crimes, maintenue la pratique du dommage matériel, en cas de délits ou d'homicides, appelée compensation (de sang) ou *diya*. Dans l'attente de payer la *diya*, la personne bénéficie de l'asile. Mais très souvent, la *diya* est refusée dans les cas de crimes délibérés[300].

Il y a deux sortes d'asile selon la personne bénéficiaire : l'*aman* mission qui est accordé aux commerçants et aux messagers et l'aman général accordé sans tenir compte de la mission de la personne.

b Les droits et les obligations du *moustaaman*

Une fois l'asile accordé, il donne effet à certains droits et devoirs de la part de la personne protégée. Cette personne a droit à la protection de ses biens. Ce droit peut être étendu aux membres de sa famille, c'est une forme de réunification familiale au sens moderne du terme. Même dans le cas de déplacement du réfugié, il ne perd pas son statut[301].

La protection accordée est générale et s'étend à tous les biens du "*moustaaman*", et même, pour certains auteurs, à ceux constitués par l'alcool ou la viande du porc interdits par l'Islam et ce, en se basant sur un *hadith* du Prophète qui recommande le respect de la chose confiée au musulman, "*al-amana*".

Un *moustaaman* qui meurt en terre d'Islam, ne perd pas ses biens, ils seront transférés à ses héritiers, même s'ils vivent en dehors de la terre d'Islam[302].

Une personne qui a reçu l'*aman* n'est pas obligée de se convertir à l'Islam ou d'observer les rites et les pratiques musulmanes. A la différence de l'asile dans les principes judaïques où la personne réfugiée est obligée d'observer le Sabbath (Deuteronome 5 :17), le *moustaaman* est libre de pratiquer sa foi durant son refuge temporaire[303]. Cette liberté de conscience trouve son fondement dans l'interdiction par l'Islam de toute conversion forcée ou de l'obligation des non croyants à accepter la foi musulmane malgré eux[304].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

298 Sourate Al-Maaida (Ch. de la table,Chap. 5), verset 34.

299 Cf. Encyclopédie, The Middle east and North Africa, op.cit. p. 23: "Ali had broken the law established by Muhammad, and that he was held to have sheltedred unprovoked murderer".

300 Cf. I. M. Lewis (Ed), Islam in Tropical Africa, Introduction: Islamic Law and Customary Practice, Oxford University Press, 1966, pp. 110-111.

301 Ibidem. p. 124.

302 Cf. Le Doyen Aziz Chukri, p. 14. L'héritage entre musulmans mohajirins et de leurs familles restées à la Mecque après la hijra de 622 n'était pas alors pratiqué, mais la situation changea après la conquête de la Mecque.

303 Il semblerait qu'il est possible même de pratiquer les religions non reconnues par l'Islam, Aziz Chukri, p. 10. C'est ce que nous pouvons constaté aujourd'hui au Soudan.

304 Cf. Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, op. cit. p. 8.

Le *moustaaman* a les mêmes droits que le musulman membre de la communauté, il peut utiliser les services publiques et la justice, juste comme c'est le cas pour le statut des réfugiés dans la convention de 1951.

Pour sa part, le *moustaaman* doit respecter les individus et la communauté qui lui ont accordé l'asile. IBN HICHAM nous rapporte que le Prophète avait déclaré dans un de ses derniers discours dans lequel il avait invoqué la grâce divine en faveur des martyrs de la guerre d'Uhud :

> "O *Mouhajiroun* (mecquois émigrés à Médine), je vous recommande un bon comportement envers les Ansaar (ceux qui leur avaient accordé la protection); car les gens vont se multiplier, mais les Ansaar vont rester dans leur même condition. Ils ont été en effet les dépositaires de ma confiance, chez qui j'ai trouvé asile. Faites donc du bien à tous ceux d'entre eux qui font du bien et pardonnez à ceux d'entre eux qui font du mal"[305].

Un problème risque de se poser quand on parle de l'asile dans les pays musulmans actuellement c'est celui du statut du réfugié musulman. Selon la théorie, il ne doit pas exister une telle catégorie, car un musulman en terre d'Islam doit bénéficier des mêmes droits accordés aux membres de la communauté et ne doit pas être considéré comme un étranger. Les frontières sont religieuses et aucun musulman ne doit être interdit d'entrer en terre d'Islam. Pour le Doyen CHUKRI, aucun Etat musulman n'a le droit de fermer ses frontières aux ressortissants des autres Etats musulmans. Selon la loi islamique, qu'il soit musulman ou dhimmi, le réfugié devrait être considéré comme ressortissant du même Etat[306]. Mais la pratique actuelle est toute différente.

c La durée et le lieu de l'*aman*

Les réfugiés, comme les autres résidents permanents de la terre d'Islam, devront se soumettre aux lois des communautés où ils vivent jusqu'à la fin de leur situation de réfugiés par leur intégration ou leur départ[307].

Il n'y a pas de consensus sur la durée de la protection parmi les juristes musulmans. Le consensus est cependant établi sur le fait que la protection dure tant que le contrat *aman* existe. Mais il est très difficile de résilier ce contrat sauf dans des cas extrêmes où le *moustaaman* ne respecte pas les règles fondamentales de la société musulmane.

Pour l'école chaafiite, il est de quatre mois, si le *moustaaman* n'est pas un ambassadeur ou un messager. Dans ce cas, il dépendra de la durée de sa mission. Pour l'école malikite la durée dépend de la limite donnée au début du contrat, mais si aucune limite n'est donnée, il reste illimité. Les Malikites, se basent sur le Coran qui recommande qu'il faut maintenir et respecter l'aman jusqu'à sa fin[308]. Pour l'école hanafite, la durée de l'*aman* est d'une année au plus. Pour l'école hanbalite, l'*aman* est illimitée dans le temps et il exclue le *moustaaman* de payer la taxe perçue sur les étrangers. L'Immam IBN HANIFA avait déclaré en fait que si l'*aman* est donné il ne faut pas le retirer[309].

D'après le texte coranique, l'*aman* est illimité dans les temps. Il ne dépend que de la volonté du *moustaaman* de retourner ou non dans son lieu d'origine, si les conditions qui l'ont poussé à déplacer ont cessé d'exister ou de rechercher un autre asile ailleurs. Il serait illogique que l'asile soit restreint à une période limitée dans le temps.

---

305 Ibn Hisham, Siratu An-nabi, p 1006, cité dan Hamidullah, Le prophète de l'Islam, Tome II, p. 987.

306 Aziz Chukri, Nidam Al-amaan...op. cit. p.10.

307 Cf. Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, op. cit. p. 8.

308 En se basant sur sourate attawba, verset 4 et sur le principe musulman de l'obligation de respecter un contrat jusqu'à sa fin.

309 Cf. Aziz Chukri, Nidam al-amaan, p. 10.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

D'une manière générale, l'Islam recommande le respect de l'*aman* accordé jusqu'à ce que la personne trouve la sécurité recherchée (*ila an yablougha maamanah*). Durant toute cette période, la protection donnée ne pourrait être violée : il a été rapporté que le Khalifat Omar avait écrit à un commandant de l'armée :

> "J'ai reçu des informations que l'un parmi vous avait appelé un non-croyant qui avait peur et lui avait dit de ne pas avoir peur et profita de cette situation pour le tuer. Je jure par celui qui est le Maître de ma vie que si j'entendrais que quiconque le fasse je le décapiterai"[310].

Ainsi, l'*aman* revêt normalement un caractère temporaire, il se termine avec la fin de la protection pour la quelle il a été accordé. Toutefois, il peut être rompu par l'une des deux parties. La rupture du pacte de protection peut intervenir lorsque le *moutaamin* décide de sa propre initiative de rentrer chez lui, c'est l'équivalent du rapatriement volontaire ou du retour spontané dans le droit international des réfugiés, considéré comme la meilleure solution au problème des réfugiés[311].

Le réfugié en terre d'Islam peut décider de changer de communauté et demander une autre protection, c'est ce qu'on peut appeler une réinstallation dans le droit international moderne. Le *moustaamin* peut finalement décider de rester dans la communauté qui lui a accordé l'asile et s'intégrer juridiquement à cette communauté, c'est l'équivalent de la naturalisation comme solution au statut de réfugié dans le droit international.

Cette naturalisation se fait dans la théorie musulmane par deux moyens : l'adoption de l'Islam pour les non musulmans et le choix du statut de la *dhimma* pour les gens des livres (les Juifs et les Chrétiens). Pour Ghassan ARNAOUT, le statut de la *dhimma* n'est autre que celui des "hôtes permanents"[312]. Se référant à la protection accordée par la *dhimma* et par l'*aman*, Louis GARDET écrit «pour l'étranger agréé à l'un ou l'autre titre, la maison de l'Islam entend être terre d'asile»[313].

Ainsi, le *moustaaman* peut changer son statut de protégé temporaire en un statut de protégé permanent ou *dhimmi* (gens du contrat), s'il est de religion chrétienne ou israélite. Le statut *dhimma* dans l'Islam pourrait être comparé à celui des minorités en droit international contemporain. Ils possèdent des droits et sont soumis à des obligations selon le contrat de la *dhimma*[314]. La protection des *dhimmi* est une obligation de tout musulman, plusieurs sourates du Coran et des *hadiths* du Prophète recommandent le respect de cette protection[315].

Le *moustanin* non musulman pourrait également s'intégrer définitivement dans la société musulmane en adoptant la religion musulmane. C'est l'équivalent d'une naturalisation en droit moderne.

---

310 Al Iman Malek, Al Mouattée commenté par Yahya Ibn Yahya Al-layth, Dar al-Anfaas, Beyrouth 1984, kitab al-Jihad, p. 297.

311 Sur cette comparaison, voir Ghassan Arnaout, L'asile dans la tradition arabo-musulmane, op. cit. p. 20.

312 Voir pour des détails sur cette question, Ghassan Arnaout, pp. 21-22.

313 Cf. Ibid, p. 78.

314 Les obligations découlant de la charte de la *dhimma* sont au nombre de six: 1) ne pas parler du culte de l'Islam avec irrévérence 2) de ne pas toucher une femme musulmane ou de se marier avec elle 3) de ne pas se servir du Coran par raillerie ou en fausser le texte 4) de ne pas parler du prophète Mohammed d'une manière mensongère ou méprisante 5) de ne pas secourir l'ennemi, ni héberger les espions 6) de ne pas tâcher de détourner un musulman de la loi musulmane et de ne rien tenter contre ses possessions ou sa vie. la violation de l'une de ces obligations enlève au *dhimmi* sa protection.

Voir pour plus de développement sur le contrat de la *dhimma*, A. Chouragui, La condition Juridique de l'Israélite marocain, Presse du Livre Français, Paris 1950, pp. 31 et s.; Khadija Elmadmad, Le Maroc et la Grande-Bretagne de 1830 à 1956, Mémoire de D.E.S., Faculté de Droit, Université de Casablanca, juillet 1982, pp. 134-35.

315 Notamment le chapitre 9, verset 29. Voir pour plus de développement sur les *hadiths* concernant l'obligation de protéger les *dhimmis*, Docteur Abdel Wahab Kilziya, Ach-charaa ad-douali fi al-Islam, Dar al-ilm lil malayin, Beyrout, 1984, pp. 120 et s.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Quant au lieu où l'asile doit être accordé, c'est en général *dar al-Islam*, c'est-à-dire tous les Etats musulmans au sens moderne du terme. L'asile peut être accordé dans un endroit sacré ou dans n'importe quel autre endroit et même en plein air. Le statut du réfugié, au sens islamique du terme, dépend beaucoup plus de la déclaration d'*aman* que du lieu où cette déclaration fut faite.

En définitive, l'asile dans la théorie musulmane, repose sur une approche plus avancée des droits de l'Homme, au sens moderne du terme, en accordant à l'individu une place privilégiée dans la prise de la décision relative à l'asile et les droits des réfugiés et les demandeurs d'asile.

La spécificité de l'approche musulmane de l'asile en tant que droit de l'Homme, c'est qu'elle réside dans la croyance qu'il s'agit d'un droit sacré imposé par la volonté de Dieu. Ce droit s'inscrit non seulement dans le cadre d'une obligation morale et religieuse mais il constitue surtout une obligation juridique au cœur du droit islamique.

III *Hijra* et *aman* dans l'histoire arabo-musulmane : des illusrations significatives

L'histoire islamique est très riche d'exemples de fuite et de *hijra* entreprises à la suite des persécutions ou d'injustice. Parmi les *hijra* les plus connues, nous pouvons citer le premier exil des premiers musulmans en Abyssinie, l'actuelle Ethiopie, mais surtout la *hijra* du Prophète et ses premiers adeptes de la Mecque vers Médine. Après le Prophète, d'autres *hijraaat* (pluriel *hijra*) eurent lieu dans la terre d'Islam; parmi ces *hijraat*, nous pouvons mentionner la *hijra* du Shehu du Nigéria au Soudan.

A L'asile en Abyssinie : l'Afrique première terre d'asile pour les Musulmans persécutés

Les chroniques ont décrit les graves persécutions contre les premiers Musulmans convertis à l'Islam. Ces persécutions ont poussé certains parmi eux à s'enfuir et à chercher l'asile en dehors de la Mecque.

La première *hijra* des Musulmans pour fuir la persécution fut ainsi en Afrique. En effet, dans les premiers temps de l'Islam, la persécution à la Mecque était devenue très dure, les Musulmans avaient des ennemis partout, même dans leur propres familles et leur vie était précaire. Ne voyant pas de remède à cette persécution, le Prophète conseilla à ses fidèles :

> "Si vous le voulez et si vous le pouvez, allez vous réfugier en Abyssinie, car il règne un roi, sur le territoire duquel personne n'est opprimé; c'est un pays de vérité; restez-y, jusqu'à ce que Dieu facilite les choses"[316].

Le premier groupe de réfugiés quitta la Mecque dans l'an 5 de l'Islam. Il était constitué d'une dizaine de personnes composées d'hommes et de femmes. D'autres suivirent, après le bon accueil qui leur était réservé par le Négus en Abyssibie.

Dans le premier contingent, on cite le nom de Outhman, gendre du Prophète. Sa femme Rouqaya, la fille du Prophète, l'accompagnait dans son exil. Dans le deuxième contingent, il y avait le cousin du Prophète, Jaafar at-Taiyyar[317].

Les demandeurs d'asile musulmans transportaient une lettre du Prophète au Negus d'Abyssinie dans laquelle il lui recommandait de donner l'hospitalité aux réfugiés musulmans[318].

---

316 Ibn Hichaam, cité par Hamidullah, ,p. 209.

317 Conf. Tabarani, mataalib Aaliya, No 3943, cité par Hamidullah, p. 113.

318 Ibid, p. 113.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

D'autres réfugiés suivirent par la suite. La liste des Musulmans réfugiés en Abyssinie, dressée par Baladhuri comporte 75 mecquois, 9 mecquoises (qui ont donné naissance à 9 enfants en Abyssinie) et 25 clients d'origine étrangère affiliés aux mecquois. Parmi ces 109 réfugiés il y avait quelques esclaves.

A la suite du deuxième asile des Musulmans en Abyssinie, les Quoraichites envoyèrent une délégation auprès du Négus pour demander l'extradition des réfugiés musulmans. Mais il refusa leur extradition[319].

Parlant de cette *hijra*, le Président ethiopien Zinawi, avait mis l'accent sur le choix significatif de l'Afrique, et plus particulièrement, de l'Ethiopie avant l'Egypte et avant le Soudan, comme premier asile pour les premiers musulmans[320]. Pourtant, l'Islam semble absent actuellement du premier pays d'asile pour les Musulmans. De plus, l'attention internationale n'a jamais été attirée à la situation des Musulmans éthiopiens réfugiés au Soudan, si on les compare avec les réfugiés de religion juive, les Falashas[321].

B La *hijra* vers Médine

Le Prophète n'avait plus l'appui de son clan après la mort d'Abou Talib (vers 619). Son oncle Abou Lahab l'avait remplacé en tant que chef de clan et lui avait retiré sa protection[322]. Après qu'Abou Lahab lui ait retiré sa protection, sa situation s'aggrava à la Mecque; il y eut des incidents journaliers contre sa personne. Il décida alors de se réfugier ailleurs puisqu'il fut désavoué même par son propre clan et son oncle l'avait excommunié.

Après la fuite des Musulmans en Afrique, la Mecque entra en guerre contre l'Islam et contre le Prophète, bientôt un conseil des 15 grands de la cité se réunit pour discuter de la question et décider de la conduite à tenir vis-à-vis de Mohammed : l'expulser, l'emprisonner ou l'assassiner? On décida, avec l'assentiment de son oncle Abou Lahab, pour la dernière solution avec le payement d'une indemnité "le prix du sang" ou *diyya* à son clan, les Bani Hachem. Informé de cette décision, le Prophète décida alors de quitter la Mecque et de chercher asile ailleurs, à Médine.

Il prépara sa *hijra* en développant des contacts en dehors de la Mecque. La saison du pèlerinage était la meilleure période pour contacter les visiteurs étrangers. C'est ainsi qu'il arriva à répandre l'Islam parmi certains pèlerins de Médine qui le répandirent à leur tour parmi les Arabes de la cité de Médine.

En 622, le Prophète entreprit des pourparlers avec les représentants de tous les principaux clans de Médine et conclut finalement avec eux un accord à Al-akaba, accord connu sous le nom de serment de guerre (*byaat al-harb*). Par cet accord, "les gens de Médine avait accepté de défendre Mohammed par la force si nécessaire[323]. Cet événement fut un encouragement pour le Prophète pour quitter la Mecque.

Quand la persécution contre Mohammed s'intensifia et que des tentatives de le tuer eurent lieu, celui-ci décida alors de quitter la ville et de se réfugier à Médine. Il demanda alors aux

---

319 Ibn Hicham, pp. 245-6.

320 Voir Asharq al-Awsat, Dr. Abdallah ach-Cheikh Sid Ahmed, L'Ethiopie: n'est-elle pas la première *hijra*, No 5042, Jeudi 17/09/1992, p. 12,

321 Aujourd'hui, les Musulmans représentent la majorité de la population éthiopienne, mais ils sont très pauvres et ils ont été écartés pendant longtemps du pouvoir. Le Président éthiopien a lancé un appel aux Musulmans du monde pour leur porter une aide.

Pour des détails sur les Falashas réfugiés au Soudan et l'aide qui leur avait été portée par l'Etat d'Israël, voir Partie II, Chapitre II.

322 Du fait que Mohammed eut à demander la protection (*djiwaar*) du clan de Nawfal avant d'entrer à la Mecque, il faut en conclure qu'Abu Lahab avait refusé de lui accorder la sienne", conf. Encyclopédie de l'Islam, op. cit. p. 378.

323 Encyclopédie de l'Islam, p. 378.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

pèlerins de lui promettre leur protection. Il déclara : «je vous engage à me protéger de la façon dont vous protégez vos femmes et vos enfants». Ils leur répondirent : «Oui certes, nous jurons, par celui qui t'a envoyé muni de la vérité que nous te protégerons de la façon dont nous protégeons nos protégés»[324].

Accompagné de son meilleur ami, Abou BAKR, il s'enfuit alors secrètement de la ville de la Mecque en laissant ALI dans son lit pour faire croire aux Quraïchites qu'il était encore endormi[325]. Quand ils arrivèrent à Médine, un accueil chaleureux et hospitalier leur fut réservé; les *Ansars* (les fidèles du prophète) l'attendaient avec impatience. Il l'accueillirent avec un chant connu de tout musulman :

"La pleine lune s'est levée sur nous

De la Taniiyat al-wadaa

Le remerciement reconnaissant nous incombe

Pour aussi longtemps qu'on priera Dieu!

O celui qui a été convoqué (par Dieu) pour nous

Tu es venu avec un commandement qui sera obéi"[326].

C La politique d'asile islamique : l'accueil des réfugiés et l'organisation de leur vie à Médine

186 familles mecquoises avaient immigré à Médine. Elles seront appelées *mouhajirin*, ceux qui les ont accueillis *al-Ansar* (les supporters). L'accueil qui leur avait été réservé ainsi que l'attitude de la population hôte à leur égard nous donne un aperçu de ce que devrait être une politique islamique de l'asile.

a L'accueil des réfugiés à Médine

Selon certains auteurs, arrivé dans le village de Qubaa, le Prophète accepta l'hospitalité d'un chef local, Khoultoum Ibn al-Hidm, qui n'était pas encore converti à l'Islam[327]. Après quelques jours de séjour à Qubaa, le Prophète fut ensuite accueilli par ses oncles maternels au Nord de Médine; ils lui procurèrent toute la protection dont il avait besoin[328]. Ils se disputèrent pour l'avoir tous chez eux, mais le Prophète décida que c'était à sa chamelle de choisir où s'arrêter et elle décida pour la maison de l'un de ses parents maternels : Abou Ayyoub chez les Banou an-Najjar. Il bâtit par la suite l'actuelle grande mosquée de Médine et une école coranique à l'endroit où la chamelle s'était arrêtée.

Certains réfugiés trouvèrent l'hospitalité immédiate chez leurs connaissances à Médine. Les autres furent accueillis par des familles à Médine. Un grand nombre de personnes sans famille fut logé dans la maison de Saad Ibn Haytama qui possédait une grande demeure et qui était célibataire.

A partir de son asile à Médine, le Prophète encouragea les autres Musulmans à l'y rejoindre et glorifia les mérites de la *hijra* et le sacrifice des *mouhajirin*. Pour lui, l'immigration à Médine ne se limitait point aux mecquois, mais restait ouverte pour tout autre Musulman jusqu'à nouvel ordre. Et de toute personne non médinoise qui embrassait l'Islam, il

---

324 Voir Tabari, Tafsir (première éd.), IX, 163. Cité par Hamidullah, p. 152.

325 Pour plus de développement sur la fuite du prophète et sur les difficultés du voyage, voir, Ibn Hichaam, pp. 331 et s.

326 Cf. Hamidullah, pp. 159-60.

327 Pour plus de développement sur l'accueil réservé à Mohammed à Médine, voir Ibidem, pp.169 et s.

328 Il faut noter l'importance des liens familiaux dans la recherche et l'accord de l'asile, en plus des coutumes et des traditions d'hospitalité arabes.

CODESRIA BIBLIOTHEQUE

exigeait de quitter son pays et de s'installer à Médine. Cela dura jusqu'à la prise de la Mecque en l'an 8 de l'*Hejr*. Cette politique donna de bons résultats, plusieurs afflux de réfugiés eurent lieu à Médine.

L'intégration des réfugiés fut graduelle. Des terrains leur furent offerts pour construire des maisons. Pour régler le problème du chômage des réfugiés, cinq mois après l'exil à Médine, le Prophète organisa une grande assemblée de tous les chefs de familles mecquois et médinois et les "exhorta à une collaboration sincère, pour faciliter l'adaptation des réfugiés"[329]. Il leur proposa une solution simple et efficace : "chaque chef de famille médinois -tout au moins ceux qui étaient à l'aise- devait prendre une famille mecquoise; les deux frères contractuels travailleraient en commun et partageraient les gains jusqu'à hériter l'un de l'autre"[330]. Tout le monde fut d'accord.

Les Medinois ou *Ansar* avaient proposé de subvenir à tous les besoins des réfugiés Mecquois ou *mouhajirins*; ces derniers avaient refusé cette offre et préféraient travailler et subvenir à leur propres besoins[331]. Les réfugiés furent très reconnaissants à leur hôtes de leur avoir permis de travailler.

Quand les nouveaux venus furent tous intégrés dans l'économie de Médine, le Prophète annula la condition d'héritage des confrères à l'exclusion des parents de sang : chacun devint maître de son foyer et de sa famille[332].

b L'organisation de la vie à Médine

Quand il se trouvait à Médine, le Prophète forma la communauté musulmane ; la *Oumma* qui était constituée de ceux qui l'avaient appuyé, *al-Ansar* et de ceux qui avaient émigré avec lui, *al-mouhajirin*[333].

Après l'exil, la vie à Médine était caractérisée par le partage entre les *mouhajirines* et les *Ansars* de tous les droits et devoirs, sans distinction aucune. Pour consolider la cohésion de la communauté musulmane de Médine, le Prophète devait définir les droits et les devoirs respectifs de chacun et les relations entre musulmans et non musulmans. Il promulgua ainsi la première constitution de l'Etat musulman dont le texte est resté intégral jusqu'à nos jours[334].

La première loi fondamentale non religieuse traite de la création d'une communauté musulmane -communauté aussi bien politique que religieuse- composée de musulmans émigrés de la Mecque, de musulmans médinois et de non musulmans qui ont accepté de vivre parmi eux. La communauté reconnaissait l'égalité des droits à chacun de ses membres. Cette constitution réaffirmait le respect de la tradition arabe de l'asile. L'article 40 déclare :

> "le *jaar* (personne sous protection) sera mis sur le même pied que le protecteur. Ni opprimé ni oppresseur!"

Même la personne protégée avait le droit de protéger une personne qui venait chercher l'asile à la condition d'avoir l'accord de la famille qui lui avait accordé l'asile. L'article 41 dit :

> "mais aucune assurance de protection ne sera octroyée (par un protégé) au nom d'une famille (sa protectrice) qu'avec la permission de cette famille".

---

329 Ibid, p. 174.

330 Maqrizi, 1, 50, cité par Hamidullah, op. cit. p. 174.

331 Cf. Boukhari, 63/3, cité par Hamidullah, p.174.

332 Tabari, Tafsir, sur 9:75, cité par Hamidullah, p. 175.

333 Cf. R. B. Serjeant, the Religions of the Middele East and North Africa: Islam, in The Middle East and North Africa, Europa Publications Limited, London, 1989, p. 22.

334 Cette constitution s'appelait "Kitab" ou écrit et datait de l'an 1 de l'Hegir. Elle comportait 52 articles, elle se composait de deux partie: l'une visant les Musulmans, l'autre concernait le Juifs. Pour plus de développement sur la constitution du texte intégral voir Hamidullah, op. cit. pp. 183 et s.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Un article spécifique de cette constitution interdisait l'asile aux criminels et il fut formellement interdit à tous d'entraver l'administration de la justice. L'article 22 stipulait à ce sujet :

> " il ne sera permis à aucun croyant qui aura souscrit au contenu de cet Ecrit (*Sahifa*) et cru en Dieu et au Dernier Jour, de porter aide à un meurtrier (*muhdith*) ou de lui donner asile. Et quiconque l'aidera ou lui donnera asile s'attirera la malédiction de Dieu et son courroux au Jour de la Résurrection. Et il ne sera accepté de lui donner aucune indemnité ni aucune compensation".

Cette constitution ne définissait pas de limites à son territoire, la référence au territoire est très brève. Mais Médine est déclarée par le Prophète comme un territoire sacré "*haram*". L'article 39 de la constitution de Médine précisait à cet effet :

> "a ceux que vise cet Ecrit, l'intérieur de la vallée (*jauf*) de Yathrib sera sacré".

Les vieilles coutumes de donner l'asile aux étrangers furent donc maintenues par la nouvelle communauté musulmane, mais il semble qu'il était interdit aux Juifs de protéger les Mecquois ennemis des Musulmans et ce pour ne pas encourager une alliance entre eux. L'article 16 de la constitution de Médine déclarait à cet égard :

> "ceux des Juifs qui se rallieront à nous auront droit à notre aide et à nos soins, sans qu'ils soient opprimés ni qu'il soit porté secours à quiconque contre eux".

Depuis lors, l'Islam s'est progressivement propagé en Afrique, et en premier lieu, dans l'actuelle partie afro-arabe, en commençant par le Nord de l'Afrique et les côtes méditerranéennes à partir de 638, puis au Soudan à partir de 1050[335]. La religion a transposé ses principes sur la *hijra* dans ce continent, principes qui furent intégrés aux coutumes locales et aux systèmes indigènes pour former "une symbiose humanitaire" et imprégner la pratique dans le domaine de l'asile. L'adoption de l'islamisme par les sociétés africaines a eu donc pour effet d'introduire des éléments culturels et a aidé au développement d'une culture régionale spécifique islamiste avec un fond africain proche oriental (pour l'Egypte) nilotique, hamite ou nègre (pour le Soudan et la Somalie) nègre ou berbère (pour la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye)[336].

Après la mort du Prophète, le concept de la *hijra* a été adopté par la pratique afro-arabe. Le meilleur exemple de l'utilisation de la *hijra* par la communauté musulmane est celui des mouvements mahdistes ou "Mhadia" dans certains pays afro-arabes qui avaient comme but de changer l'ordre existant[337].

En imitation de la *hijra* du Prophète, en Afrique, plusieurs *hijraat* de l'Ouest vers l'Est ou vers le Nord, c'est-à-dire vers les pays afro-arabes, eurent lieu à différentes périodes de l'histoire, elles avaient différentes motivations "des concepts légendaires, des convictions doctrinales ou des événements historiques ayant une signification politique"[338].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

335 Sur les différentes étapes de la propagation de l'Islam en Afrique, voir J.S. Trimingham, The Phases of Islamic Expansion and Islamic Culture Zones in Africa, in I. M. Lewis (Ed), Islam in Tropical Africa, op. cit. pp. 127-143.

336 Cf. Ibid, p. 141.

337 La croyance dans l'arrivée du "*Mahdi*" attendu ou le messager musulman pour rétablir l'ordre et la justice et réaffirmer la religion musulmane trouve son expression essentiellement dans la doctrine Shiite de "l'Imam Al-Mountadar". Elle est aussi présente dans la secte Sunni. Plusieurs exemples de mahdis sont présents dans l'histoire sunni: Ibn Toumart au Maroc, le fondateur de dynastie almohade qui formait un empire de l'Espagne et de l'Afrique du Nord (1130-1275) ou le mahdi Mohammed Ahmed qui avait conqui le Soudan Egyptien en 1882 et avait fondé un Etat soudanais qui avait duré jusqu'en 1898.

La théorie du mahdisme prêche que quand l'injustice, l'oppression et le désordre social, se répandent, un sauveur apparaîtra dans la personne du mahdi pour annoncer la fin du monde.

338 Conf. Umar Al-Naqar, The Pilgrimage Tradition in West Africa, p. 83.

L'occupation européenne était l'un des plus grands facteurs d'aspect politique qui avait incité de grandes vagues de migrations forcées de populations vers l'Est. Parmi ces migrations, il faut mentionner celle des Fulani du Nigéria conduite par le Shehu Dan Fodio ou Shaikh Uthman Ibn Fudi vers l'Ouest du Soudan en 1804[339] et celle menée par le Mahdi Mohammed Ahmed au Soudan dans les années 1883[340]. La grande fascination exercée par les terres saintes à l'Est a joué un grand rôle dans les différentes *hijra* des Africains vers l'Est[341].

Comme conclusion aux développements sur l'asile traditionnel dans les pays afro-arabes, nous pouvons dire que cet asile était présent dans ces pays grâce à leur attachement aux traditions africaines et arabes et aux principes religieux. Il y avait une similitude entre toutes ces traditions et ces principes; ils avaient tous un même objectif : la protection de l'homme qui fuyait la persécution ou qui avait besoin de protection.

Concernant cette similitude, dans l'introduction à son ouvrage sur "Dinka Cosmology", Francis DENG montre la ressemblance entre les traditions sociales et religieuses du Sud du Soudan, caractérisé de négroïde et de religions traditionnelles africaines, chrétien ou animiste, et le Nord dit arabe et musulman. Il explique très bien comment la mythologie des peuples nilotiques du Sud et des Dinkas surtout, confirme les observations avancées par les anthropologues concernant la grande ressemblance entre les préceptes des religions célestes et les religions traditionnelles africaines et leurs coutumes[342].

L'idée donc de l'isolation des sociétés africaines et le caractère purement africain est à rejeter. Les cultures nilotiques du Sud du Soudan ont été influencées par le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam; ce qui a donné à la civilisation soudanaise son caractère spécifique[343].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

339 Pour des développements sur cette hijra, voir M.G. Smith, The Jihad of Shehu Dan Fodio: Some Problems, in I. M. Lewis (Ed), Islam in Tropical Africa.

340 "From the beginning the *Mahdi* sought support in the west (of Sudan) by performing the *hijra* to Jabal Qadir in Kordofan", Cf. Saburi Biobaku and Muhammad Al-Haj, The Sudanese Mahdya and the Niger-Chad Region, in I. M. Lewis (Ed), Islam in Tropical Africa, p. 433.

341 Ibid, p. 83.

342 Conf. Francis Mading Deng, Dinka Cosmology, Ithaca Press, London 1980, p. 4.

343 Ibid, pp. 4-5.

CHAPITRE II

L'ASILE DANS LE DROIT INTERNATIONAL CONTEMPORAIN: UN ACTE ETATIQUE ET UNE PROTECTION LIMITEE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Il est essentiel de rappeler que les réfugiés ne sont pas des étrangers ordinaires et que les lois et règlements applicables aux étrangers sont très loin de convenir à la situation particulière dans laquelle ils se trouvent.

Dans une excellente analyse du droit moderne de l'asile, le professeur Elizabeth ZOLLER donne un résumé de la situation de l'asile en Droit International en qualifiant les règles internationales relatives à ce droit-:

1) d'incertaines, car elles sont évoquées dans des textes n'ayant pas de force obligatoire ;
2) de parcellaires, parce que le droit d'asile a éclaté à raison de la diversité des formes qu'il revêt ;
3) de limitées, étant donné qu'elles n'ont pas été codifiées et
4) d'ambiguës, car le terme d'asile n'est mentionné dans aucun des articles de la seule convention internationale invoquée quand il s'agit d'asile, à savoir, la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951[1].

L'asile en Droit International est passé par plusieurs étapes: de la phase humanitaire et générale à la phase de l'asile politique et restreint, tel qu'il est contenu dans la Convention de Genève de 1951, puis à une étape où il a acquis un caractère plus humanitaire, aux niveaux régionaux africain et latino-américain. Il reste cependant un concept incertain et exclusif et un acte discrétionnaire de l'Etat.

L'adhésion des pays afro-arabes à la majeure partie des conventions aussi bien internationales que régionales relatives aux réfugiés et à la protection des droits de l'homme nous incite à nous interroger dans ce chapitre sur les fondements et la portée de l'asile dans les instruments internationaux et régionaux applicables aux pays afro-arabes, en comparaison avec l'asile traditionnel.

---

1 Voir Elizabeth Zoller, Bilan de recherches de la section de la langue française du Centre d'Etudes de l'Académie de Droit International de la Haye, Centre d'Etudes et de Recherches de Droit international et de Relations Internationales, Le droit d'asile, Maritinus Nijhoff Pubishers, Dordrecht/Boston/London, 1990.

SECTION I

L'ASILE DANS LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX APPLICABLES AUX PAYS AFRO-ARABES

Avant d'analyser l'évolution et les caractéristiques de l'asile tel qu'il se trouve dans les instruments internationaux, il est nécessaire de présenter ces instruments et l'attitude des Etats afro-arabes à leur égard.

SOUS-SECTION I

PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS À L'ASILE ET L'ATTITUDE DES ETATS AFRO-ARABES À LEUR ÉGARD

Les Etats afro-arabes ont adhéré à la plus grande partie des instruments internationaux ayant trait à l'asile et aux droits de l'homme. Ils ont suivi dans ce domaine la pratique des Etats africains et font exception, si on les compare avec les autres pays arabes qui ratifient très rarement les conventions internationales relatives aux droits de l'homme[2]. Ils ont, cependant, formulé plusieurs réserves concernant la mise en vigueur de ces instruments internationaux.

I Les principaux instruments internationaux relatifs à l'asile

Au niveau international, il n'existe aucun document obligatoire spécifique au droit d'asile, cependant, plusieurs textes relatifs aux réfugiés ou aux droits de l'homme font référence à l'asile.

A Les instruments concernant les réfugiés

Il s'agit principalement des deux instruments juridiques les plus connus dans ce domaine: la Convention de Genève de 1951 et le Protocole de 1967. A ces deux documents, il faut ajouter le Statut du HCR.

a La Convention de Genève de 1951 et le Protocole de 1967

Sur le plan international, le statut des réfugiés est régi par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 (considérée comme la charte internationale des réfugiés) et le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés . Ces deux documents juridiques internationaux ne s'appliquent qu'aux personnes considérées comme réfugiés, selon la définition qu'ils donnent à ce terme. Il incombe à l'Etat contractant, sur le territoire duquel l'intéressé se trouve au moment où il demande que le statut de réfugié lui soit reconnu, de constater qui est réfugié, c'est à dire de déterminer la qualité de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967[3]. L'octroi du statut de réfugié revient dans la majorité des cas (mais pas toujours) à l'octroi de l'asile.

---

2 Pour la liste des Etats qui ont ratifié les différentes Conventions internationales sur les droits de l'homme, voir Jean-Bernard Marie, Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme: classifications et état des ratifications au 1er janvier 1992, in Revue Universelle des Droits de l'Homme (RUDH), Vol. 4, No.1-2, pp. 45-60.

3 Voir Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, septembre 1979, p. 1.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La Convention de Genève fut préparée par une Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides[4]. Cette Conférence s'était réunie du 2 au 25 juillet 1951 à Genève. Parmi les vingt-six Etats représentés à cette conférence, seule l'Egypte était présente parmi les neuf pays afro-arabes, aucun autre pays africain sub-saharien et seul l'Irak parmi les pays arabes du Moyen Orient[5]. Le texte de la Convention comporte un préambule, 46 articles et 2 annexes relatives aux documents de voyage pour les réfugiés. La Convention entra en vigueur le 22 avril 1954, conformément à son article 43[6].

La Convention de Genève a été conçue pour la protection des réfugiés et leurs droits mais aucun de ses articles ne traite de l'asile en tant que tel[7]. La seule mention faite de ce terme se trouve au préambule qui déclare dans son alinéa 4 :

> "Considérant qu'il peut résulter de l'octroi de l'asile des charges exceptionnellement lourdes pour certains pays et que la solution satisfaisante des problèmes dont l'organisation des Nations Unies a reconnu la portée et le caractère internationaux, ne saurait dans cette hypothèse, être obtenue sans une solidarité internationale";

L'article 32 interdit l'expulsion et l'article 33 interdit le refoulement des réfugiés, ce qui pourrait être interprété comme une recommandation d'un certain asile temporaire et provisoire. La Convention se réfère dans son préambule à la Déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 14 proclame le droit de chercher asile.

La Convention de Genève réserve le statut de réfugié (et donc le bénéfice de l'asile) à des personnes qui remplissent les conditions définies dans son article I. Selon cet article, le terme réfugié s'applique à toute personne qui a été considérée comme réfugiée en application des instruments antérieurs relatifs à des catégories de réfugiés[8]. Il s'applique également à une personne qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays". Pour les apatrides, ils doivent se trouver hors de leur pays de résidence et pour une personne ayant plusieurs nationalités, hors de tous les pays dont elle a les nationalités.

En plus de cette définition limitative des possibilités de demander l'asile, l'article I (A) déclare que la Convention ne sera applicable qu'à des "événements survenus avant le 1er janvier 1951". Le paragraphe B de ce premier article laisse aux Etats le choix de déterminer le champs spécial qu'ils entendent assigner à la Convention. Il leur suffit pour cela de notifier, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, l'option choisie: "événements survenus avant le 1er janvier 1951 en Europe" ou " en Europe et ailleurs".

La Convention contient des clauses d'exclusion et de cessation du statut de réfugié, c'est à dire un refus et une fin de l'asile. Les clauses de cessation (section C, paragraphe 1 à 6 de l'article I de la Convention) énoncent les conditions dans lesquelles une personne cesse d'être

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

4 Cette conférence fut convoquée par la résolution 429 (V) du 14 décembre 1950 de l'Assemblée générale de l'ONU en vue de rédiger une convention relative au statut des réfugiés et un protocole relatif au statut des apatrides.

5 Sur cette réunion internationale et la liste des Etats présents, voir Office du Haut Commissaire des Nations Unies, Recueil de traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, Genève 1982, pp. 36-41.

6 Cf.Voir les textes de cette Convention, in Nations Unies, Recueil des Traités No. 2545, Vol. 189, p. 137. Le texte de cette convention figure également dans le Recueil du HCR. Il est donné en annexe de cette étude.

Le Danemark était le premier pays à avoir ratifié cette Convention.

7 Pour une étude détaillée et critique de la Convention de Genève, voir le No. spécial sur la Convention de Genève de 1951, Spécial Issue, The 1991 Geneva Colloquium: The 1951 Convention relating to the Status of Refugees: Principles, Problems and Potential, IJRL, Vol. 3, Number 3, 1991.

8 Ces textes antérieurs sont principalement : les Arrangements du 12 mai 1926 et du 30 juin 1928, les Conventions du 28 octobre 1933 et du 10 février 1938, le Protocole du 14 septembre 1939 et la Constitution de l'Organisation Internationale pour les Réfugiés et ses exclusions. Pour le contenu de ces instruments, voir Office du HCR, Recueil des traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, Publications du HCR, Genève, 1982, pp. 48-55.

réfugiée. Ces clauses sont fondées sur les considérations que la protection internationale ne doit pas être accordée lorsqu'elle n'est plus nécessaire ou qu'elle n'est plus justifiée. Ces clauses figuraient déjà dans la Constitution de l'OIR[9]. Les sections D, E et F de l'article premier de la Convention contiennent des dispositions prévoyant que certaines personnes bien qu'elles répondent aux conditions requises par la section A de l'article premier pour être considérées comme réfugiées, ne peuvent cependant pas être admises au bénéfice du statut de réfugié. Ces personnes appartiennent à trois catégories. La première catégorie (art. 1/D) est celle des personnes qui bénéficient déjà d'une protection ou d'une assistance de la part des Nations Unies; la deuxième (art.1/E) est celle des personnes qui ne sont pas considérées comme requérant une protection internationale et la troisième (art.1/F) comprend divers cas de personnes dont on considère qu'elles ne méritent pas de bénéficier d'une protection internationale[10].

Le deuxième instrument international relatif aux réfugiés est le Protocole relatif au statut des réfugiés de New York du 31 janvier 1967. L'objectif essentiel de ce protocole était d'etendre la portée *ratione personae* de la Convention en supprimant dans la définition du terme de "réfugié" la date limite du 1er janvier 1951 (art.1/2). Le protocole rend également la convention applicable sans la limitation géographique instituée par la Convention de Genève (art.1/3).

Avec le temps et l'apparition de nouveaux réfugiés, le besoin s'est fait sentir d'étendre l'application des dispositions de la Convention de 1951 à ces nouveaux réfugiés.

Le protocole est composé de 9 articles, il est entré en vigueur le 4 octobre 1967, conformément à son article VIII [11]. Le Protocole est un instrument indépendant, auquel les Etats peuvent adhérer sans être partie à la Convention, mais les Etats qui adhèrent au Protocole s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention[12].

D'autres instruments internationaux plus spécifiques existent en droit international tels l'Arrangement relatif au marins réfugiés du 23 novembre 1967 ou le Protocole relatif à cet Arrangement du 12 juin 1973[13].

b Le Statut du HCR

Le Haut commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a été créé le 1er janvier 1951, suite à la Résolution 428 (V) de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 14 décembre 1950[14]. Cet organe subsidiaire de l'Assemblée Générale (selon la définition de l'article 22 de la Charte des Nations Unies) a été établi initialement pour une période de trois ans; cette période a été prorogée, depuis, de cinq ans renouvelables[15]. Sa fonction est d'assumer, entre autres, la protection internationale des réfugiés relevant de son mandat et la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

9 Sur la Constitution de l'OIR, voir HCR, Guide des Procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève 1979, pp. 28-35 et pp 54-55 pour les exclusions de l'OIR.

10 Ibid, pp. 36-42.

11 Voir texte in Nations Unies, Recueil des traités, No. 8791, Vol. 606, p. 267, voir aussi Office du HCR, Recueil des traites et autres textes de droit international concernant les réfugiés, op. cit. pp. 42-46.

12 Voir HCR, Guide de procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés, op. cit. p. 4.; voir aussi Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, Clarendon Press, Oxford, 1984, pp. 12-13.

13 Voir textes de ces instruments, in Office du HCR, Recueil des traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, pp. 56-65.

14 Le texte du Statut figure en annexe de cette Résolution. Dans cette résolution l'Assemblée invitait les Gouvernements à coopérer avec le Haut Commissaire dans l'exercice de ses fonctions relatives aux réfugiés.

15 Voir sur les différentes résolution de prorogation du mandat du HCR depuis 1953, HCR, Recueil des traités, op. cit. p.4.

recherche de solutions durables pour leur problème, sous l'autorité de l'Assemblée Générale et conformément aux directives du Conseil économique et social (ECOSOC)[16].

Le Statut du HCR contient une disposition relative au caractère non-politique et humanitaire de cette organisation (art. 2), ainsi qu'une définition du réfugié avec la limitation dans le temps (événements survenus avant le 1er janvier 1951) mais pas celle relative à la limite géographique (art.6/ii)[17]. Le Statut ne fait pas une référence spéciale à l'asile mais il déclare dans son article 8 (d) que la fonction du HCR est d'encourager "l'admission des réfugiés sur le territoire des Etats, sans exclure les réfugiés qui appartiennent aux catégories les plus déshéritées".

Une personne qui répond aux critères du Statut du HCR peut se réclamer de la protection internationale et prétendre à l'asile, qu'elle se trouve ou non dans un pays qui est partie à la convention de 1951 ou du Protocole de 1967.

Le mandat du HCR a été étendue plusieurs fois depuis sa création par des résolutions de l'Assemblée Générale lui donnant compétence de protéger ou porter assistance à des réfugiés qui n'entrent pas dans le cadre de la définition de Genève ou du Protocole de 1967[18]. En attendant la réforme de la Convention de Genève de 1951 le HCR avait usé de la formule des Bons offices. Les Bons offices représentent une procédure qui permettait au HCR d'éviter, en raison des difficultés d'interprétation de son statut ou de la Convention, de priver des réfugiés de son action humanitaire. Les problèmes de réfugiés en Afrique avaient fait l'objet des *Bons offices* du HCR et l'une de ses premières actions sous cette formule avait eu lieu en Afrique du Nord. Par la Résolution du 26 novembre 1957 (No 116:XII), l'Assemblée Générale des Nations Unies lui permettait de porter secours aux réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie, suite à leur guerre de libération nationale[19].

L'apparition de problèmes nouveaux et importants de réfugiés en dehors de l'Europe, a amené donc les gouvernements à interpréter, avec plus de souplesse, les critères que le HCR devait appliquer pour protéger ou assister des groupes spécifiques de réfugiés. Ainsi, dans quelques-unes des résolutions de l'ECOSOC, le HCR a été prié de s'occuper des personnes déplacées (qui ne répondent pas à la définition internationale de réfugiés) à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de leur pays d'origine[20]. Déjà en 1956, pour venir en aide aux 2000 réfugiés hongrois, il y eut même recours au principe de l'éligibilité de réfugiés par groupe ou éligibilité *prima facie*.

En s'acquittant de sa fonction de protection, le HCR cherche aussi à encourager les adhésions aux instruments internationaux et l'adoption d'instruments régionaux sur l'asile et les réfugiés et surveille leur application (art.8/a). Une fois adoptés, ces instruments régionaux constituent les bases juridiques de l'action du HCR dans les régions intéressées. C'est ainsi,

COLLECTION BIBLIOTHÈQUE

---

16 Chapitre 1, article 1 du Statut du HCR. Voir textes de la Résolution et du Statut in Office du HCR, in Recueil des traités...op. cit., pp. 3-10.

Le HCR fait rapport chaque année à l'AG par l'intermédiaire de l'ECOSOC.

17 Différentes résolutions adoptées ultérieurement par l'Assemblée générale ont apporté certains compléments à la définition des fonctions du HCR, telles qu'elles résultent du Statut. L'ensemble des résolutions relatives au HCR adoptées par l'Assemblée générale et par l'ECOSOC ont été reproduites par le HCR dans un document d'information portant la cote HCR/INF/48/REV.2.

18 Voir Les Résolutions et les décisions des Nations Unies relatives au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, HCR/INF/48/Rev.2. et HCR/INF.49/Add.2, décembre 1990. Voir aussi Iain Guest, The United Nations, the UNHCR, and Refugee Protection: A Non-Specialist Analysis, in IJRL, Vol. 3, No. 3, 1991, pp.585-605.

19 Sur cette action et sur les résolutions qui ont suivi, cf. Khadija Elmadmad, Asylum in Morocco, Morocco: the Journal of the Society for Moroccan Studies, No. 2, 1992, pp. 30-31; Holborn Louise W, Refugee Problem of our Time, The Scarecrow Press inc. Metuchen, NJ, 1975, p. 965.

20 Comme, par exemple, la Résolution 688 du Conseil de sécurité, adoptée le 5 avril 1991 et qui autorisait l'intervention au Nord de l'Irak pour venir en aide au Kurdes.

que le HCR applique actuellement les dispositions et les définitions élargies du concept de réfugiés contenues dans les instruments régionaux africains et latino-américains[21].

De plus, un comité exécutif du Programme du Haut Commissaire (EX-COM) aide le HCR dans l'exercice de ses fonctions[22]. Ce comité est aidé dans son mandat par le Sous-Comité plénier sur la protection internationale et par le Sous-Comité chargé des questions administratives et financières. Le Comité adopte souvent des conclusions relatives à l'asile et aux réfugiés[23].

Parmi les conclusions adoptées par l'Ex-Com, certaines ont trait directement à l'octroi de l'asile, d'autres concernent les instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés. Nous pouvons mentionner, entre autres, la Conclusion No. 5 (XXVIII) de 1977 où le HCR se montre préoccupé par les cas de personnes qui trouvent des difficultés "pour trouver un pays disposé à leur accorder l'asile". Dans le même texte, le HCR demande aux gouvernements "d'adopter ou de continuer à suivre des pratiques libérales en accordant l'asile permanent ou du moins temporaire aux réfugiés qui entrent directement sur leur territoire". D'autres conclusions, d'une égale importance sur l'asile temporaire et la nécessité de l'accorder, sur les réfugiés sans pays d'asile, sur l'adhésion aux instruments internationaux et sur leur mise en oeuvre ont été retenues par le Comité[24].

B Les documents internationaux sur les droits de l'homme et sur l'asile

L'asile est mentionné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) de 1948 mais il est ignoré par les deux Pactes des droits de l'homme de 1966. A plusieurs reprises, la Communauté internationale a exprimé son hostilité à l'adoption de dispositions ou d'instruments internationaux spécifiques à l'asile. Les seules dispositions en la matière figurent dans la Déclaration internationale sur l'asile territorial de 1967.

a L'asile dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

L'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que :

> "1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
>
> 2. Ce droit ne peut être invoqué que dans le cas des poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur les agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies"[25].

---

21 Voir à ce sujet les développements sur l'asile dans le droit régional relatif à l'asile et aux réfugiés dans la Section II de ce chapitre.

22 En application du paragraphe 4 du Statut du HCR, l'ECOSOC a crée un Comité consultatif pour les réfugiés (Résolution 393 (XIII) B du 10 septembre 1951) qui a été plus tard transformé en Comité exécutif des Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (Résolution 565 (XIX) de l'ECOSOC du 31 mars 1955, adoptée comme suite à la Résolution 832 (IX) de l'AG du 21 octobre 1954). Ce dernier a été remplacé en 1958 par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire (Résolution 1166 (XII) de l'AG du 26 novembre 1957 et Rés. 672 (XXV) de l'ECOSOC du 30 avril 1958. L'EXCOM est chargé de d'approuver et de superviser les programmes d'assistance matérielle du HCR, il conseille en outre, sur sa demande le Haut Commissaire dans l'accomplissement de ses fonctions. Le chiffre des Etats membres n'a cessé d'augmenter, le comité était initialement composé de 24 membres, il est actuellement composé de 43. Pour des détails sur l'EXCOM, voir UNHCR, Excom in Abstracts, Publications du Centre de Documentation sur les Réfugiés (CDR), Genève, 1991; voir aussi HCR, Recueil des traités, op. cit. pp. 3-4.

23 Cf. Conclusions sur la protection internationale des réfugiés adoptées par le Comité exécutif du Programme du HRC, publiées par l'Office du HCR, Genève, 1990.

24 Pour les textes de ces différentes conclusions, voir ibidem.

25 Voir sur la DUDH, Réné Cassin, La déclaration universelle et la mise en oeuvre des droits de l'homme, Recueil de cours de l'Académie de droit international (RCADI), 1951, vol. II, pp. 239-367.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Selon la DUDH, toute personne a donc le droit de **chercher** asile et de **bénéficier** de l'asile, mais pas de **recevoir** cet asile[26].

Quant aux textes internationaux obligatoires les plus connus, à savoir les deux Pactes des droits de l'homme de 1966, ils ne font aucune référence à l'asile[27]. Mais si le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne mentionne pas un droit à l 'asile. Il interdit dans son article 13 l'expulsion de tout étranger légalement installé dans le territoire d'un pays contractant, alors que la Convention de 1951 recommande seulement dans son article 31 que les Etats parties n'appliqueront pas "des sanctions pénales du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers, aux réfugiés qui arrivant directement du territoire où leur vie ou leur liberté était menacée...", mais n'interdît pas l'expulsion des réfugiés dans son article 32.

D'autres instruments internationaux de droits de l'homme traitent des réfugiés, de leur protection et de l'interdiction de les refouler. Parmi ces documents, nous pouvons citer: la quatrième Convention de Genève de 1949, le Protocole I de 1977 sur le droit humanitair [28], ou bien la Convention sur la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants 1984 (art.3/1) [29].

b. Les principaux textes internationaux sur le droit d'asile

Il s'agit surtout de la Déclaration des Nations Unies sur l'asile territorial de 1967 et des documents relatifs à la Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial de 1977, ils sont tous des documents non-obligatoires.

Lors de la XIIIème session de la Commission des droits de l'homme de l'ECOSOC, qui s'était réunie en 1957 pour la discussion du droit d'asile parmi d'autres sujets, René CASSIN, le représentant de la France, proposa une déclaration sur le droit d'asile. Le texte de cette déclaration est composé de cinq articles. L'article 2 de ce texte fait de l'octroi de l'asile une obligation pour les Etats et pour les Nations Unies. Ce texte avait reçu l'accord de certains Etats tel que l'Espagne, mais la grande partie des Etats présents s'opposa au projet de texte français [30].

Après ce refus, l'Assemblée Générale des NU demanda en 1959 à la Commission de droit international de réfléchir sur la codification du droit d'asile [31]. La question fut incluse dans le travail de cette Commission, mais aucun progrès ne fut atteint. La Commission des droits de l'homme prit alors la relève de la question et produit une Déclaration sur l'asile territorial qui fut adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale le 14 décembre 1967[32].

---

26 Sur l'article 14 de la DUDH, voir Le Prince Sadruddin Aga Khan, Le droit d'asile et l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Extrait de la Revue de la Commission Internationale de Juristes, Tome VIII, No. 2, décembre 1967, pp.3-10.

27 Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966.

28 Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, convention IV (articles 26: familles dispersées, 44: réfugiés, 70: infractions commises avant l'occupation) et Protocole I additionnel aux conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, (articles: 73, 74, 75, 76, 77, 78, 83, 85, 88, 89, 91).

29 L'article 3/1 de la Convention contre la torture de New York de 1984 stipule: "Aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a motif sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture".

30 Doc. ONU E/CN. 4/L. 454; Paul Weiss, The United Nations Déclaration on Territorial Asylum, The Canadian Yearbook of International Law, 1969, p. 97.

31 AG. Rés 1400 (XIV) du 21 septembre 1959. La Commission du droit international travaillait sur la question depuis 1949 déjà, voir à ce sujet, the Yearbook of the International Law Commission, 1949, p. 125; voir aussi, P. Weiss, The United Nations Déclaration on Territorial Asylum, op. cit., pp. 92 et s.

32 AG. Rés.2312 (XXII; voir texte in Office du HCR, Recueil des traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, op. cit. pp. 66-67; sur cette déclaration, voir P. Weis, The United Nations Déclaration on Territorial Asylum, in The Canadian Yearbook of International Law, 1969, pp. 92-149.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La Déclaration recommande aux Etats de fonder leur pratique d'asile sur les principes humanitaires qu'elle déclare, mais elle réserve aux Etats seuls le droit d'accorder ou de refuser cet asile.

La Déclaration de 1967 fut considérée par des experts comme un point de départ pour la préparation d'une convention internationale sur l'asile territorial. C'est ainsi qu'une conférence internationale fut réunie à Genève le 4 février 1977[33]. La Conférence avait accepté comme point de départ à ses travaux le projet de Convention préparé par le groupe des experts des Nations Unies[34]. Le texte du projet mettait l'accent sur l'obligation pour les Etats de faire tout ce qui est en leur pouvoir dans un esprit humanitaire pour accorder l'asile (art. 1) ainsi que sur le principe du non-refoulement des réfugiés (art. 2)[35].

Durant les discussions du projet de ce texte, trois tendances s'étaient dégagées parmi les Etats présents:

1) ceux qui s'opposaient à une obligation des Etats d'accorder l'asile
2) ceux qui voulaient tempérer la liberté totale des Etats à octroyer ou refuser l'asile et ce, par l'introduction d'une sorte d'obligation morale pour les Etats et
3) ceux qui militaient pour un droit de l'individu à se voir accorder l'asile.

Les pays de l'Europe occidentale, de la Scandinavie et quelques pays latino-américains avaient, en général, adopté le dernier point de vue, La plupart des Etats africains épousaient le point de vue de la deuxième tendance et une grande partie des pays arabes ont choisi la première[36]. Les pays afro-arabes étaient partagés entre les positions adoptées par les Etats arabes et africains, mais ils ont pour la plupart adopté le point de vue intermédiaire, tel qu'il sera codifié en 1969 par la Convention africaine sur les réfugiés de 1969 et qu'ils ont tous ratifié[37].

Ces divergences de points de vue relatives à l'asile en droit international ont abouti à l'échec de la Conférence de 1977. Il fut impossible de se mettre d'accord sur une convention internationale sur l'asile et l'idée fut abandonnée depuis.

II Ratifications, réserves et déclarations faites par les Etats afro-arabes

L'originalité des Etats afro-arabes en tant que pays appartenant au bloc arabe, c'est leur adhésion massive aux principes des droits de l'homme, leur adoption de la grande partie des instruments juridiques ayant trait à l'asile et aux droits de l'homme ainsi que leur participation aux institutions créées par ces instruments. Les clauses de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ont été, en général, reprises dans leurs constitutions, dans les chapitres relatifs aux droits de leurs citoyens [38]. La Constitution marocaine révisée en 1992, le plus récent texte constitutionnel afro-arabe, adopte explicitement la conception universaliste des droits de l'homme en déclarant dans son préambule que le Royaume du Maroc "réaffirme son attachement aux Droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus".

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

33 En exécution d'une résolution de l'assemblée Générale No. 3452 (XXX) du 19/16/1975, ONU, Conférence des plénipotentiaires sur l'asile territorial, doc. ONU A/Conf. 78.

34 Sur ce projet de Convention, voir P. Weiss, The Draft United convention on Territorial Asylum, Reprinted from the British Year Book of International Law, 1979, by the UNHCR International Protection Division, HCR/IP/16.

35 Pour le texte du projet de la convention et pour plus de détails sur la Conférence de 1977, voir Grahl-Madsen, An International Convention on Territorail Asylum: Background, Discussion, Proposals, Norges Handelshoyskole, N-5000, Bergen, Norway, June 1976.

36 Sur ces développements, voir Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, pp. 183-187.

37 Voir développements sur le droit régional de l'asile dans la section suivante.

38 Pour plus de détails sur les constitutions des pays afro-arabes, voir Albert P. Blaustein & Gilbert H. Franz (Eds) Constitutions of the World, Oceana Publications Inc, Dobbs Ferry, New York, 1991.

A L'adoption des instruments internationaux par les Etats afro-arabes

Parmi les neuf Etats afro-arabes, huit ont adhéré ou succédé à la Convention de Genève sur le statut des réfugiés, sauf la Libye [39]. Pourtant, en novembre 1956, le Maroc était le seul pays africain et arabe à avoir ratifié la Convention de Genève. Aussi, les mêmes huit Etats afro-arabes ont également ratifié le Protocole relatif au statut des réfugiés [40]. En comparaison, plusieurs pays africains et un seul pays arabe, le Yémen, ont ratifié les deux instruments.

Les Etats Afro-arabes qui ont adhéré au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et cultuels était en 1992 au nombre de sept: l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, la Somalie, le Soudan et la Tunisie. Les mêmes sept Etats sont parties au Pacte des droits civils et politiques[41]. Plusieurs pays africains et seuls cinq pays du Moyen Orient ont adopté ces instruments[42].

En janvier 1992, trois Etats afro-arabes, l'Algérie, la Libye et la Somalie, avaient ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte des droits civils et politiques qui habilite le comité des droits de l'homme - constitué aux termes de la quatrième partie de ce Pacte - "à recevoir et à examiner... des communications émanant des particuliers qui prétendent être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte". Ils étaient les seuls Etats du bloc arabe à avoir accepté un contrôle international de leur situation des droits de l'homme, alors que parmi les Etats africains onze autres Etats avaient accepté ce contrôle[43]. Aussi, les mêmes trois Etats afro-arabes en plus de la Tunisie et le Maroc ont ratifié la Convention internationale sur la torture[44].

En ce qui concerne les instruments internationaux relatifs au droit humanitaire, tous les Etats afro-arabes sont parties aux quatre Conventions de Genève de 1949. Les deux Protocoles additionnels à ces Conventions ont été ratifiés par 4 Etats du Maghreb: l'Algérie, La Libye, La Mauritanie et la Tunisie[45].

B Réserves et déclarations formulées par les Etats afro-arabes

Tous les Etats afro-arabes avaient choisi la définition de réfugié de l'article 1 de cette convention sans la limitation géographique et ils ont tous fait des déclarations dans ce sens[46].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

39 Il s'agit de 1) l'Algérie (succession: 21 février 1963) 2) Djibouti (succession: 9 août 1977) 3) Egypte (accession: 22 mai 1981) 4) Mauritanie (accession: 5 mai 1987) 5) Maroc (succession: 7 novembre 1956) 6) Somalie (accession: 10 octobre 1978) 7) Soudan (accession: 22 février 1974) 8) Tunisie (succession: 24 octobre 1957).

Cf. Centre for Human Rights, Human Rights: Status of International Instruments, United Nations Publications, Genève 1987, pp. 267-269; voir aussi J.B Marie, Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, op. cit., p. 55.

40 Algérie (8 novembre 1967), Djibouti (9 août 1977, succession), Egypte (22 mai 1981), Mauritanie (5 mai 1987), Maroc (20 avril 1971), Somalie (10 octobre 1978), Soudan (23 mai 1974) et Tunisie (16 octobre 1968); Conf. Ibid, pp. 302-304.

En principe, l'adhésion au Protocole est considéré comme l'équivalent d'une adhésion à la convention. Les Etats Unis d'Amérique, par exemple, n'ont pas adhéré à la convention mais ils ont adhéré au Protocole le 1er novembre 1968.

41 Cf. J. B. Marie, Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme au 1er janvier 1992, op. cit., p.50,

42 Ces pays arabes sont: L'Irak, le Liban, la Syrie et le Yémen.

43 I. B Marie, instruments P. 3

44 Cf. Ibidem, p. 52.

45 Ibid, p. 90.

46 Voir Centre for Human Rights, Human Rights: Status of International Instruments, op. cit. pp. 270-71.

La Convention de 1951 aussi bien que le Protocole de 1967 permettent aux Etats signataires de faire des déclarations optionnelles et des réserves sur certaines clauses[47]. Cependant, il n'est pas permis de le faire sur les clauses qui touchent directement les objectifs humanitaires de ces instruments internationaux: définition d'un réfugié, non-refoulement, éducation élémentaire, non-discrimination et le droit à la justice.

Certains pays afro-arabes ont assorti, leur adoption des instruments internationaux relatifs aux réfugiés, de réserves ou ont fait d'autres déclarations. Le cas de l'Egypte est très significatif[48].

L'Egypte n'a adhéré à la Convention de Genève de 1951 et au Protocole de 1967 qu'en 1981[49], alors que cet Etat avait déjà signé la Convention de 1951 le 28/7/1951, lors de la réunion du congrès de Genève. Signalons que l'Egypte a été le seul pays afro-arabe à avoir participé à cette réunion. L'Egypte avait conclu un accord de siège avec le HCR en 1954, plus d'un quart de siècle avant la ratification de la Convention.

Conformément à l'article 42 de la Convention de Genève de 1951, l'Egypte avait limité l'application de cet instrument international, en formulant des réserves sur les articles 12 (1), 20, 22 (1), 23 et 24[50].

La réserve à l'article 12 était justifiée par sa contradiction avec le droit interne égyptien et notamment avec l'article 25 du Code Civil. l'article 12 stipule: "le statut personnel de tout réfugié sera régi par la loi du pays de son domicile ou, à défaut de domicile, par la loi du pays de sa résidence" alors que l'article 25 du Code Civil égyptien donne la liberté au juge de décider de la loi applicable "dans les cas de personnes sans nationalité ou ayant des nationalités multiples". Les autorités égyptiennes ont déclaré qu'elles n'étaient pas disposées à faire un amendement de l'article 25 du Code civil pour se conformer aux stipulations de Genève[51].

Il serait intéressant de s'attarder sur cette réserve égyptienne, vue sa signification pour la protection des droits des réfugiés et notamment des femmes réfugiées. En effet, cette réserve représente un apport pour les droits de l'homme des femmes réfugiées dans les pays afro-arabes, régis pour la plupart par le statut personnel musulman, caractérisé par une inégalité entre les femmes et les hommes surtout en matière de droits successoraux et des droits de contacter mariage et de divorcer. Appliquer le droit musulman du pays d'asile à une réfugiée non-musulmane, risque de la défavoriser par rapport au droit applicable dans son pays d'origine. La formule égyptienne de l'article 25 est donc plus protectrice du réfugié que l'article 12 de la Convention de Genève[52].

Concernant les réserves formulées par l'Egypte aux articles 20 (rationnement), 22 (1) (éducation primaire), 23 (assistance publique) et 24 (législation du travail et sécurité sociale), le gouvernement égyptien avait motivé ces réserves par la nécessité de laisser aux autorités responsables la liberté "de sauvegarder leur pouvoir discrétionnaire à accorder aux réfugiés des privilèges selon les cas".

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

47 Sur les réserves et les déclarations relatives à la Convention, voir Samuel K. N. Blay and Martin Tsamenyi, Reservaions and Declarations under the 1951 Convention and the Protocol relating to the Status of Refugees, in International Journal of Refugee Law (IJRL), Vol? 2 No. 4, 1990, pp.527-559.

48 Sur l'attitude de l'Egypte lors de l'adoption de la Convention et du Protocole et sur les réserves formulées, voir Abdallah Al-ashaal, (en arabe) L'Egypte et le droit des réfugiés, Assiyaasa Ad-dawlya, janvier 1991, pp. 68-69.

49 Après son acceptation (*tasdiq*) par une décision du chef de l'Etat, Décret No. 331 en 1981.

50 L'article 42 de la Convention de Genève de 1951 stipule: "Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion tout Etat pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1, 3, 4, 16 (1),33, 36 à 46 inclus.

51 Pour plus de détails sur les réserves présentées par les pays afro-arabes et leur justifications, voir Centre for Human Rights, Human Rights: Status on International Instruments, op. cit. pp. 275-276.

52 Voir les développements sur cette question dans le Chapitre III de la deuxième partie de cette étude.

Pour sa part, la Somalie avait fait lors de sa ratification de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 une déclaration dans laquelle elle précisait que rien dans les clauses de ces deux instruments "ne peut être compris comme portant préjudice au statut national ou aux aspirations politiques du peuple somalien déplacé des territoires somaliens sous domination étrangère"[53].

De son côté, le Soudan avait fait pour sa part une réserve sur l'article 26 de la Convention. Cet article recommande aux Etats parties d'accorder aux réfugiés se trouvant régulièrement sur leur territoire le droit "d'y choisir leur lieu de résidence et d'y circuler librement sous les réserves instituées par la réglementation applicable aux étrangers en général dans les mêmes circonstances". Le Soudan ne permet donc pas la liberté de mouvements des réfugiés dans le pays.

Ce sont là les réserves et les déclarations formulées par certains pays afro-arabes à la Convention de Genève et au Protocole de 1967, les autres pays avaient accepté ces textes intégralement.

SOUS-SECTION II

DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUTION DE L'ASILE ET ÉVOLUTION DE SES RÈGLES EN DROIT INTERNATIONAL

En droit international, on est passé de l'asile général à l'asile parcellaire et du droit d'asile au droit des réfugiés.

La fragmentation de l'asile en droit international l'a réduit à un asile restreint dans les limites des frontières nationales, il ne répond plus à ses fins humaines. La logique des choses tendrait à faire de lui un devoir universel appelé à dépasser les frontières territoriales, l'humanité ne se divisant pas.

I De l'asile général à l'asile parcellaire

Dans une affaire, appelée l'affaire du droit d'asile, la Cour Internationale de Justice a confirmé la fragmentation de l'asile en droit international en distinguant l'asile territorial de l'asile diplomatique:

> "l'asile diplomatique se distingue de l'asile territorial par le fait qu'il implique une dérogation à la souveraineté de l'Etat. Il soustrait la personne recherchée à la juridiction de l'Etat territorial, ce qui constitue une intervention dans les questions qui sont exclusivement de la compétence de l'Etat"[54].

Le passage de l'asile religieux à l'asile étatique a marqué un tournant fondamental dans l'histoire de l'institution. Avec le changement des organes qui accordaient l'asile, il y a eu un changement dans ses fonctions: de l'asile religieux humanitaire, général et universel on est passé à un asile territorial incertain, exclusif, réservé et parcellaire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

53 Cf. Ibidem, p. 285, traduction personnelle. Le peuple visé ici est sans doute la population somalienne de l'Ogaden.

54 Cf. Recueil des arrêts et avis de la Cours Internationale de Justice, 1950, Affaire du droit d'asile Haya La Torre p. 274, voir sur cette affaire R. Plender, International Migration Law, op. cit. pp. 226-227. M. Bettati, L'asile politique en question, p. 80.

A La disparition de l'asile religieux

Comme nous l'avons vu au chapitre premier, chaque société avait ses propres règles pour régir l'asile religieux. Cet asile était accordé à toutes les personnes qui se réfugiaient dans un endroit sacré ou chez des personnes religieuses.

Largement pratiqué et répandu, l'asile religieux formait l'asile traditionnel humanitaire par excellence, il était ouvert a tous, à l'humanité toute entière. Mais avec le développement des régimes autoritaires et de la notion de souveraineté, ce genre d'asile a disparu graduellement pour ne plus être applicable aujourd'hui.

Gérard NOIRIEL écrit à propos de l'asile religieux en Europe:

> "A partir du XVIè siècle, le droit d'asile est devenu la prérogative du pouvoir royal. Il présuppose la souveraineté de l'Etat d'origine (le principe de plénitude territoriale exclut la possibilité des enclaves intérieures qu'étaient les refuges religieux des siècles précédents) et la souveraineté de l'Etat d'accueil (qui seul décide de recevoir ou non l'exilé)."[55].

La violation de l'asile religieux est devenue surtout aux XXème siècle une chose normale. Plusieurs réfugiés s'étaient vus attaqués à l'intérieur même des endroits sacrés où ils avaient cherché refuge[56].

L'abandon de l'asile religieux en Droit International s'était fait au profit de l'asile politique, ce qui a marqué un changement dans son caractère et ses auteurs et bénéficiaires. En Europe, créatrice du droit international moderne des réfugiés, " Alors que l'Eglise avait fondé l'asile sur l'universalité du genre humain, l'Etat moderne allait balkaniser celui-ci et réduire l'asile à la mesure de ses propres idéaux" [57].

B La transformation de l'asile territorial

L'asile, asile territorial ou asile interne en droit international moderne, est selon les termes même du Professeur Mario BETTATI "un acte unilatéral de l'Etat Protecteur" qui ne déroge pas à la souveraineté de l'Etat d'origine du réfugié. L'individu n'est pas créancier du droit d'asile[58].

Pour le Professeur ZOLLER, le droit d'asile est un droit d'appel: au début, appel à Dieu, de la justice humaine, par la suite appel à l'auteur du droit, de l'abus que les hommes en font[59]. L'asile territorial comme règle juridique internationale n'était apparu qu'à partir du moment où la loi civile se distingua de la loi religieuse et avec le développement de l'Etat au sens moderne du terme[60].

L'asile territorial était né tout d'abord comme une forme d'asile religieux mais graduellement il était accordé non à cause de la peur des Dieux mais selon la souveraineté sur une région. L'asile territorial signifie aujourd'hui l'asile accordé par l'Etat dans son territoire à

---

55 Cf. Gérard Noiriel, La Tyrannie du national: le droit d'asile en Europe 1793-1993, Calmann-Lévy, Paris, 1991, p.20.

56 Ces attaques sont quotidiennes en Inde et au Sri Lanka, elles ont eu lieu dans le monde islamique aussi (en Arabie Saoudite notamment), en Europe où à plusieurs reprises les réfugiés dans les Eglises ont été expulsés, aux Etats Unis où le gouvernement avait interdit aux hommes religieux d'accorder leur protection aux demandeurs d'asile provenant de l'Amérique Centrale etc...; voir sur cette question,Charles Stastny, The Roots of Sanctuary, Refugee Issues, Vol. 2, No 4, August 1985, voir aussi Doris M. Meissner, Political Asylum, Sanctuary and Humanitarian Policy, in Bruce Nichols and Gil Loescher Editors, The Moral Nation? University of Notre Dame Press, Notre Dame, Indiana, 1989, pp. 123-143.

57 Cf. Elizabeth Zoller, Le droit d'asile, op. cit. p. 18.

58 f. Mario Bettati, L'asile politique en question, Presses Universitaires de France, Paris, 1985, p. 87.

59 E. Zoller, Bilan de recherches..., op. cit. p. 18.

60 Sur ce point, voir P. Weiss, The Present State of International Law on Asylum, Annuaire Suisse, Vol. XXXI, 1975, p. 75 et s.

COLECCIÓN BIBLIOTECA

un individu qui est venu le chercher. c'est une protection juridique temporaire accordée par un Etat à une personne étrangère remplissant les conditions pour être définie comme réfugié. Il implique au moins trois conditions importantes: "l'admission sur le territoire; un séjour durable et l'assurance d'une certaine protection -l'exercice des droits fondamentaux ouvrant le chemin de retour vers une vie normale "[61].

Le développement de ce genre d'asile était lié aux causes de la fuite. Au début il était accordé surtout aux criminels de droit commun. Il se justifiait par le fait que la personne qui cherchait refuge était reçue par la société parce qu'elle n'était pas considérée comme criminelle pour elle, tant qu'elle n'avait pas violé ses propres lois. C'est ainsi que le réfugié n'était ni puni ni refoulé. Mais aujourd'hui les criminels de droit communs sont exclus de l'asile[62].

L'asile territorial a connu une évolution continue, il était connu par toutes les sociétés anciennes, mais c'est seulement au XVIIème siècle que sont apparues les premières législations internes et internationales relatives à l'asile et surtout en Europe. L'Ecole de droit naturel, et principalement le père de cette école GROTIUS, avait joué un grand rôle dans le développement de ce genre d'asile et l'exclusion graduelle des criminels de droit commun de son champs. GROTIUS en particulier a beaucoup contribué au développement de la protection accordée aux réfugiés politiques qui étaient exclus de l'asile avant. Depuis le milieu du XIXème siècle, la plupart des traités d'extradition reconnaissaient la non-extradition des crimes politiques, à l'exception de ceux commis contre les chefs d'Etats[63].

Mais les premières règles internationales relatives à cet asile ne se sont distinguées en tant que telles qu'au XXème siècle[64].

C L'abandon de l'asile diplomatique

Cet asile s'est développé avec le développement des missions diplomatiques et le rôle des ambassadeurs au XVème siècle surtout. L'accord de l'Etat est cependant primordial dans l'octroi de ce genre d'asile et la protection ne saura avoir lieu sans cet accord comme l'a démontré la doctrine en la matière. La nécessité d'un tel accord ressort des conclusions sur l'affaire du droit de l'asile entre la Colombie et le Perou[65]. La résolution de l'Institut de Droit International sur l'asile déclare à ce propos dans son article 5 :

> "Au cas où le gouvernement local conteste le droit pour l'organe d'un autre Etat d'accorder l'asile ou ne l'admet que sous certaines Conditions, il doit présenter sa réclamation à l'Etat dont dépend l'organe en question et ne peut pas mettre fin à l'asile par des moyens de Coercition[66].

Ce point de vue est confirmé par la théorie de GROTIUS et de VATTEL sur la question. Depuis le XIXème siècle, les Etats refusaient de plus en plus de donner leur accord à ce genre d'asile et il a été petit à petit abandonné par la communauté internationale, car considéré comme une limite à la souveraineté étatique. Il ne reste applicable aujourd'hui qu'en

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

61 Yefime Zarjevski, Garder vivant l'espoir: l'assistance internationale aux réfugiés, L'âge d'homme, Lausanne, 1985.

62 Sur les crimes de droit commun et les crimes politiques comme cause de la recherche de l'asile, voir Paul Weiss, Recent Development in the Law of Territorial Asylum, in Revue des Droits de l'Homme, Vol. 1-3, 1968, pp. 378 et s. ; Doc N.U. E/CN./4/L.184 et N.U. E/CN./L.191; Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit. pp. 311-324.

63 Cf. Cours Sadruddin Aga Khan, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Legal Problems Relating to refugees and Displaced Persons, Académie de La Haye de Droit International, 4-6 août 1976, Doc HCR/155/6O/76, p.25.

64 Cf. Raestad A., Le droit d'asile, R..D.I.L.C, Vol. 65., 1938, pp. 115-125.

65 Affaire du Droit d'asile, Recueil Cours International de Justice, 1950, arrêt du 20 novembre 1950.

66 A.I.D.I., Vol. 43, Tome II, 1950, p. 379.

Amérique latine où il est régi par des conventions régionales ou dans des cas épars et exceptionnels [67].

Cet asile a pratiquement disparu actuellement dans certaines régions. La Communauté internationale a toujours été réticente pour l'étendre au plan universel. Toutefois, il reste octroyé parfois, dans la pratique, à des fins purement humanitaires et joue ainsi les fonctions d'intervention humanitaire, sur place[68]. Le cas le plus célèbre est celui du cardinal Mindzentsky resté 14 ans à la légation américaine de Budapest avant de gagner Rome[69].

Pour le professeur ZOLLER, les survivances sporadiques de l'asile diplomatique et la réserve de la CIJ contre cet asile dans l'affaire du Droit d'asile accentuent l'incertitude juridique qui entoure l'institution de l'asile. L'asile diplomatique est une matière "réservée", selon le droit international[70].

La contradiction entre la conception territoriale de l'asile et sa fonction humanitaire le différencie beaucoup de ses origines religieuses et pose des problèmes pour l'application des autres textes internationaux relatifs aux droits de l'homme qui protègent la dignité de la personne humaine, quelque soit sa race ou son origine et là où elle se trouve.

II Du droit d'asile au droit des réfugiés

En droit international, nous sommes passés du droit de l'asile au droit des réfugiés. Alors que les sources du droit d'asile étaient dans le passé les traditions et principes religieux, les sources du droit des réfugiés sont devenues les conventions internationales et régionales et datent pour la plupart du XXème siècle. Mais aucune de ces conventions ne stipule un droit explicite à l'asile.

A L'échec de la codification du droit d'asile à l'échelle internationale

Comme nous l'avons vu ci-dessus, tous les efforts de codification du droit d'asile entrepris jusqu'à présent, se sont soldés par un échec. La conférence de Genève sur l'asile territorial, réunie du 10 janvier au 4 février 1977 - la seule conférence de codification organisée par les Nations Unies - n'a pu parvenir à l'adoption d'une convention sur l'asile. C'est ainsi, qu'au niveau international, les seuls textes relatifs à l'asile sont dépourvus de force obligatoire: la DUDH de 10 décembre 1948, la Déclaration des NU sur l'asile territorial du 14 décembre 1967.

Les seules codifications du droit d'asile existent au niveau régional: en Amérique Latine et en Afrique. Cependant les conventions latino-américaines sur l'asile restent limitées à l'asile politique et le droit d'asile en Afrique est ambigu[71].

Toute codification suppose un retour aux sources, Mais pour le droit d'asile, les sources (religieuses) ont disparu, c'est ce qui explique, peut-être cette réticence à codifier ce droit.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

67 Il s'agit principalement de la Convention de La Havane sur l'asile du 20 février 1928, de la Convention sur l'asile politique de Montevideo du 26 décembre 1933 et de la Convention sur l'asile diplomatique de Caracas du 28 mars 1954. Cette forme d'asile a d'ailleurs donné lieu à une affaire célèbre portée devant la Cours Internationale de Justice en 1950-51, l'affaire Haya de la Torré.

68 Cf. E. Zoller, Le droit d'asile, op. cit. p.38.

69 Voir les détails sur cet exemple et sur d'autres exemples d'asile diplomatique au XXème siècle, E. Zoller, Bilan de recherches, p.39.

70 Ibid, p. 40. Sur la compétence nationale et exclusives des Etats, voir article 2/7 de la Charte de l'ONU; et sur des développements sur ce concept, voir, Nguen Guoc Dinh, Droit international Public, LGDJ, 1975, Paris p. 357 et s.

71 Voir la section III de ce chapitre.

B L'origine européenne du droit international des réfugiés

C'est pour empêcher le renouvellement des pratiques humanitaires de l'asile que les Etats ont adopté la Convention de Genève sur le statut des réfugiés en 1951. Ce droit de Genève ne parle pas de droit d'asile. Il est loin d'être universel, puisqu'il ne lie pas la totalité des Etats et n'est pas la traduction de toutes les cultures et conceptions de l'asile dans le monde. Par ailleurs, l'émergence du seul droit à vocation international est liées à des conditions historiques bien précises. Le droit des réfugiés est fondamentalement "un produit de la culture politique de l'Europe"[72].

De cette façon, la Convention la plus reconnue universellement aujourd'hui était rédigée dans l'après-guerre à un moment où des millions d'Européens se trouvaient déplacés à travers le continent, elle reste européenne dans son contenu et ses objectifs. Même s'il eut une tentative d'universaliser cette Convention en 1967 par la production du Protocole de New York, cette convention reste cependant "fondamentalement eurocentrique et un produit de la pensée politique et idéologique occidentale. La violation des droits civils et politiques représentent, par exemple, les éléments fondamentaux de la persécution, alors que les dénis des droits sociaux économiques ne jouent pas un grand impact pour l'octroi de l'asile"[73]. Ce qui constitue un grand dilemme pour les demandeurs d'asile venant des pays du Tirs Monde où la distinction entre les droits politiques et économiques n'est pas toujours facile à faire et qui se voient souvent qualifier en Europe de "réfugiés économiques".

En plus, les premiers standards pour la protection des réfugiés sont apparus en Europe et pour les Européens dès la première guerre mondiale, le droit d'asile traduit donc les normes européennes de cette époque[74]. Il n'a tenu compte ni des traditions humanitaires européennes des siècles passés ni des autres cultures et systèmes juridiques. L'évolution de l'Etat Nation a beaucoup influencé la réaction juridique aux afflux des migrations forcées dans la région.

Avant le début du XXème siècle les leaders politiques européens étaient motivés par la politique universaliste qui les obligeait à ouvrir leurs frontières aux divers groupes forcés de chercher asile pour différentes raisons. La même politique a continué durant les époques de libéralisme économique. Les demandeurs d'asile étaient toujours reçus après les révolutions industrielles, non-seulement pour des raisons humanitaires mais aussi et surtout parce qu'ils étaient considérés comme utiles. Avec le développement du concept des nationalismes européens, plusieurs personnes dont les origines ou les cultures étaient différentes des normes nationales furent écartées du champs de la protection de l'Etat ou furent marginalisées. Les nationalismes jouèrent donc le rôle de facteurs d'exclusion de personnes et plusieurs moyens furent trouvés pour interdire l'entrée des étrangers et spécialement les réfugiés et demandeurs d'asile[75].

L'idée dominante était que la souveraineté nationale pouvait être mieux garantie si la population devenait plus homogène. Cette idée avait motivé et motive toujours la sélection des demandeurs d'asile[76]. Aussi, le libéralisme expliquait l'effort d'assurer à sa population le plus de confort économique, refusant le partage avec les autres, en les empêchant de bénéficier de l'asile .

Ainsi, au début du XXème siècle, la confirmation de la séparation de la religion et l'accent mis sur l'intérêt de la population nationale ont dicté une politique moins humanitaire

---

72 Cf. James C. Hathaway, A Reconsideration of the Underlying Premise of Refugee Law, in Harvard International Law Journal, Vol 31, Number 1, Winter 1990, p. 134.

73 Cf Volker Türk, Refugees in the Third World: An Examination in the International Refugee Law Context, in AWR (Association for the Study of the World Refugee Problem) Bulletin, Vol 29. (38), No.1/1991, p.13.

74 Voir Ibidem, pp.129-83.

75 Cf. G. S. Goodwin-Gill, International Law and the Movement of Persons between States, Clarendon Presse, Oxford, pp. 90-96.

76 Cf. Aristide R. Zolberg, Astri Suhrke, Sergio Aguayo, Escape From Violence, Oxford University Press, Oxford, 1989.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

et plus restrictive à l'égard des afflux migratoires, ce que Gérard NOIRIEL appelle le droit d'asile face aux nationalismes [77].

Mais, en même temps ce nationalisme avait entraîné des mouvements de révolte et des contestations visant à assurer cette homogénéité par l'autodétermination, donnant ainsi lieu à des mouvements massifs des populations minoritaires, à la recherche d'un l'asile en Europe.

L'institution des premières règles européennes relatives à la migration forcée avait coïncidé avec une série de mouvements de populations européennes dans les années 1920 suite à des conflits armés et à des violations massives des droits de l'homme.

Dés le premier quart du XXè siècle, l'Europe s'est préoccupée du problème des réfugiés. De 1919 à 1939 les problèmes politiques et les révolutions ont engendré au moins 5 millions de réfugiés. Dans les années 1920, la guerre civile et la famine avaient forcé plus de 1 millions de russes à s'enfuir du nouvel Etat de l'Union Soviétique. Dans le Proche Orient, en 1922, La guerre greco-turque avait déraciné plus de 1,5 millions de Grecs, plus de 400.000 Turcs et 300.000 Arméniens. De-plus, le conflit entre la Bulgarie et ses voisins avait donné lieu à 225.000 de l'ethnie Bulgare à demander l'asile dans la nation patrie. Environ 400.000 personnes ont échappé plus tard à la persécution nazie et environ 100.000 avaient quitté l'Italie à cause du régime de Mussolini. En 1939, 400.000 Républicains espagnols étaient devenus réfugiés en France, en Afrique du Nord et ailleurs[78].

Les afflux successifs de ces réfugiés de diverses origines demandaient tous l'asile en Europe.

III L'institution récente du régime juridique

Toutes les règles internationales relatives à l'asile datent du début du XXème S, elles ont été instituées en deux étapes distinctes: par la Société des Nations et les Nations Unies. Toutefois, ces régles sont des règles relatives aux réfugiés et jusqu'aux premières années de fonctionnement des Nations Unies, il n'existait pas un véritable statut international pour les réfugiés[79]

Les réfugiés ne sont pas un phénomène propre aux XXème siècle; mais la protection et l'assistance aux réfugiés datent seulement du XXème siècle et plus exactement depuis 1921. A cette date, la SDN a répondu à un appel du Comité international de la Croix rouge (CICR) pour assister plus d'un million de réfugiés russes éparpillés en Europe. La SDN nomma alors un Haut Commissaire pour les réfugiés qui devait être alors le premier haut fonctionnaire international chargé des réfugiés: Fridtjof NANSEN (1921-30), un norvégien[80].

Les principes humanitaires gouvernant l'asile dans la communauté internationale se sont graduellement estampés à partir du début du XXème siècle, comme le montre bien le Professeur HATHAWAY[81].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

77 G. Noiriel, La tyrannie du national, op. cit., pp. 100 et s.

78 Cf. Simpson J.H., The Refugee Problem: Report of a Survey, Oxford University Press, London, 1939; Jacques Vernant, Les réfugiés dans l'après guerre, Editions du Rocher, Monaco, 1953.

79 Cf. M. Bettati, L'asile politique en question, op. cit., p. 35.

80 Pour des détails sur ce premier Haut commissaire pour les réfugiés, voir Claudena M. Skran, Profiles of the First Two High Commissionners, Journal of Refugee Studies, Vol. 1 No 3/4 1988, pp. 277-296.

Le 2ème Haut Commissaire était américain, James G. McDonald, un Professeur à Indiana University et un politicien.

L'actuel Haut Commissaire pour les réfugiés est Madame le Professeur Sadako Ogata. Elle avait pris ce poste en décembre 1990 en succession à Thorvald Stoltenberg qui démissionna après 10 mois seulement à ce poste et devint le ministre des Affaires Etrangères de la Norvège.

81 Cf. James Hathawy, A Reconsideration of the Underlying Premise of Refugee Law, op. cit. pp. 137-143.

A L'asile sous la SDN: une certaine vision humanitaire de la migration forcée

Le modèle de l'action internationale en faveur des réfugiés a été établi par la Société des Nations. Cette organisation devait jouer un rôle déterminant depuis que fut crée en 1921 par le Conseil de la SDN le premier Haut Commissaire aux Réfugiés, à la tête duquel fut appelé le docteur Nansen[82].

L'action de la SDN a été consacrée à l'adoption d'un certain nombres d'instruments internationaux[83]. Les premiers accords sur les réfugiés concernaient les réfugiés russes et arméniens: le 5 juillet 1922 fut promulgué l'Arrangement sur les certificats d'identité des réfugiés russes et le 12 mai 1926 l'Arrangement relatif à la création du "passeport Nansen" et les certificats d'identité pour les réfugiés russes et arméniens furent institués.[84]. Ces textes concernaient des groupes spécifiques de personnes forcées à se déplacer et ne jouissant pas de la protection du pays d'origine, mais ils seront étendus en 1928 à d'autres groupes européens: les Assyriens ,les Assyro-Chaldéns et les réfugiés assimilés de certaines origines turques et en 1935 à des demandeurs d'asile venant de la Sarre et fuyant la persécution religieuse. Puis les victimes des persécutions nazies furent couvertes par la suite par des Protocoles additionnels [85].

Les Arrangements de 1922 et 1924 concernaient seulement la délivrance de certificats d'identité pour les réfugiés (appelés certificats Nansen) et la première définition conventionnelle de réfugié est apparue dans l'arrangement du 12 mai 1926. Cette définition est relative à des groupes de réfugiés dans le besoin d'une protection. Le même genre de définition se retrouve dans d'autres textes produits par la SDN: l'Arrangement du 30 juin 1928, la Convention relative au statut international des réfugiés du 28 octobre 1933, la Résolution du Conseil de la SDN No 3593 du 24 mai 1935, la Convention du 10 février 1938, la Résolution du Conseil de la SDN No. 4119 du 17 janvier 1939 et le Protocole du 14 septembre 1939 relatif aux réfugiés autrichiens[86].

Ainsi, vue la gravité du problème des réfugiés entre les deux guerres, La Société des Nations se trouva obligée de réagir et prit plusieurs mesures pour la protection des personnes forcées à l'exil en Europe. Durant cette période, l'asile était certes sélectif et exclusif des non-européens, mais il était plus général (pour les réfugiés européens) et incluait les personnes forcées de fuir pour absence de protection[87].

Les premières définitions internationales des réfugiés, instituées par la SDN, étaient humanitaires et pragmatiques dans la mesure où elles ne s'attardaient pas sur les raisons de la fuite mais constataient seulement l'absence de protection (comme c'était le cas auparavant pour le droit traditionnel)[88]. Les réfugiés étaient définis, en l'absence de protection diplomatique, de la part du pays d'origine seulement.

Cependant, on ne peut dire que la SDN ait élaboré un droit de l'asile ou crée un ensemble de règles juridiques internationales des réfugiés. Par ailleurs, les règles instituées par la SDN ainsi que par le comité intergouvernemental pour les réfugiés (CIR) -créé en 1938 à

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

82 Cf. R. Sarraute et Paul. Tager, Le nouveau statut international des réfugiés, Revue Critique de Droit International Privé, Vol. 42, 1953, pp. 245-87, (p. 246).

83 Cf. M. Bettati, L'asile politique en question, op. cit. pp. 36-40.

84 Pour le texte de tous les documents sur les réfugiés promulgués sous la SDN, voir Office du HCR, Recueil des traités, op. cit. pp. 48-50. Pour plus de développements sur ces textes voir J. Hathawy, op.cit. pp. 137-38.

85 Cf. James C.Hathaway, A Reconsideration of the Underlying Premise of refugee Law, p.137 et s.

86 Cette définition par groupe avait continué même après la disparition de la SDN dans les premiers textes issus du Conseil Economique et Social de l'ONU, notamment dans la Constitution de l'Organisation Internationale pour les Réfugiés (OIR) instituée par l'ONU en février 1946.

87 Sur l'asile sous la SDN comparé à L'ONU, voir Cours Gilbert Jaeger,International Protection of Refugees, 9ème session de l'Institut International des Droits de L'Homme, juillet 1978.

88 Pour ces différentes définitions, ainsi que les organes créés par la SDN dans le domaine des réfugiés, voir Ibid, pp. 48-50.

l'initiative du Président Roosevelt et installé à Londres - concernaient des groupes spécifiques de réfugiés (malgré l'effort de généralisation) et ne comportaient aucune mention de l'asile. Les réfugiés de chaque catégorie étaient définis selon leur origine nationale ou le territoire qu'ils avaient quitté. De plus, les accords signés sous la SDN furent signés par très peu d'Etats. C'est seulement sous l'ONU qu'un droit des réfugies fut créé au plan international[89].

B L'asile sous les Nations Unies, plus de restrictions introduites

Tout le système relatif à la définition et à la protection des réfugiés a pris naissance surtout sous les Nations Unies[90]. Une tendance se fit jouer assez rapidement au sein des NU pour adopter une définition "théologique" du terme réfugié, selon laquelle le réfugié est censé avoir quitté son pays d'origine car certains de ses droits fondamentaux étaient menacés[91].

Les définitions de réfugiés telles qu'elles existaient sous la SDN ne furent pas abandonnées, elles forment une partie de l'article 1 de la convention de Genève[92]. L'apport essentiel des Nations Unies dans le domaine de l'asile est d'avoir codifié le droit international des réfugiés et institué des organismes internationaux chargés de leur protection ayant de larges compétences.

Juste après la deuxième guerre mondiale et à la suite de ses atrocités et des déplacements massifs de populations, le Conseil économique et social avait créé l'Organisation Internationale pour les Réfugiés (OIR) par une résolution en date du 20 décembre 1946[93]. Le texte de la constitution de l'OIR fixait des compétences concernant non seulement les réfugiés mais aussi les personnes déplacées. La section B de la constitution de cette organisation donne une définition du terme de personne déplacée, qui n'est pas très différente de la notion de réfugié telle que définie dans la section A de ce même instrument. Les deux notions ont une caractéristique commune, elles fondent les causes de l'asile sur l'obligation de fuir et le manque de protection. De plus, la constitution de l'OIR mentionne dans son article 4 une catégorie de réfugiés qui sera ignorée dans la Convention de Genève: celle des enfants non accompagnés. Toutefois les concepts de réfugié et de personne déplacée tels qu'ils figurent dans la constitution de l'OIR paraissent moins humanitaires que la notion de réfugié telle qu'elle existait dans les textes d'avant la guerre[94]

Le remplacement de l'OIR par le HCR et la promulgation de la Convention de Genève en 1951 marquèrent donc un grand recul par rapport au passé. La définition du réfugié qui figure à l'article 1 de cette convention limite le nombre des personnes qui peuvent prétendre à être candidates à l'asile: exclusion des personnes déplacées, des enfants, des réfugiés des autres continents que l'Europe, des situations de réfugié ayant eu lieu après le 1er janvier 1951. Elle rejette également la notion d'absence de protection comme cause d'asile.

Ainsi, le seul droit applicable internationallement aux millions de personnes en quête d'asile aujourd'hui est le droit de Genève alors que rien ne prédispose la convention de 1951 à être **"la grande charte"** des demandeurs d'asile; elle exclue de son champs d'application une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

89 Sur les différemment instruments internationaux relatifs aux réfugiés institués avant la guerre, voir Office du HCR, Recueil des traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, op. cit., pp. 48-55; voir aussi R. Sarraute et Paul Tager, Le nouveau statut international des réfugiés, op. cit., pp. 243-249.

90 Voir, Holborn, L. Refugee: a Problem of Our Time: The work of the United Nations High Commissionner for Refugees, 1951-1972, op. cit. ; M. Bettati, L'asile politique en question, op. cit. pp. 40-49.

91 Gilbert Jaeger, Les Nations Unies et les réfugiés, dans La reconnaissance de la qualité de réfugié et l'octroi de l'asile, Editions Bruylant, Editions de l'Université de Bruxelles, 1990, pp.18-120, p27

92 Voir texte de cet article qui figure en annexe.

93 Constitution de l'OIR, Réfugiés et personnes déplacées au sens de la Résolution adoptée par l'ECOSOC, le 16 févier 1946. Office du HCR, Recueil des traités... op. cit. pp. 48-55.

94 Voir pour plus de développement, J. Hathaway, A reconsideration of the Underlying Premise of refugees Law, op. cit. pp. 137-143.

grande partie parmi eux[95]. Par la définition qu'elle donne du réfugié, elle réserve le droit d'asile à une minorité de personnes remplissant des conditions bien précisées dans son premier article.

La définition juridique et universelle que donne la convention de Genève aux réfugiés est une définition très limitée et comporte beaucoup de lacunes. Elle ne s'applique pas à plusieurs situations de demandeurs d'asile. Les critères qu'elle propose pour accorder l'asile sont désormais des critères historiques; elle n'accorde pas un droit de l'individu à l'asile[96]. Cette définition contredit, à notre avis, certains documents de droits de l'homme qui ont pour objectif la sauvegarde du droit à la vie dans toutes les situations.

La définition internationale des réfugiés a aussi montré qu'elle était inadéquate et incapable de résoudre les problèmes posés par des millions de personnes déplacées dans le monde aujourd'hui, principalement dans les pays du Tiers Monde. Le problème des réfugiés a beaucoup évolué mais le droit applicable reste le même, comme le dit bien le Prince EL HASSAN BEN TALAL:

> "The main legal reference point on these issues remains the 1951 UN Convention. The circumstances under which the Convention was drafted are of great significance, as they are directly reflected in its text and orientation. The context, of course, was the ideological battle of the Cold War. the Convention was formulated primarily for the befit and encouragement of refugees from the East to the West. Il was conceptualized in terms of individual rather than mass movements, and lay the onus of responsibility for refugees -defined as victims of persecution - upon the asylum states"[97].

Par ses stipulations restrictives et exclusives, la convention de Genève place le droit d'asile dans une sorte de "Coma juridique" et tous les efforts déployés depuis pour l'en faire sortir furent vains, comme le dit très bien le Professeur ZOLLER[98].

Pour parer aux insuffisances du droit de Genève, des définitions plus larges de la notion ont été proposées à l'echelon régionale, notamment en Afrique.

SECTION II

L'ASILE DANS LES INSTRUMENTS RÉGIONAUX APPLICABLES AUX PAYS AFRO-ARABES : UN ASILE PLUS HUMANITAIRE

Alors qu'au niveau du droit international applicable aux pays afro-arabes, nous sommes passés de l'option humanitaire et large du concept de l'asile à une option plus restreinte et limitée, au niveau du droit régional nous sommes passés au contraire de l'asile restreint à l'asile relativement plus large et plus humanitaire. C'est le cas notamment des instruments africains sur l'asile et les réfugiés. Quant aux instruments arabes et islamiques, relatifs à la question, ils ne sont pour la plupart que des projets de textes ou des déclarations sans force juridique. Comparé aux autres droits régionaux, le droit régional positif applicable aux pays afro-arabes reste un droit qui a innové relativement.

---

95 Yefime Zarjevski, qualifie la convention de Genève de "Magna Charta des réfugiés" dans son ouvrage Garder vivant l'espoir, op. cit. p. 65.

96 Sur les limites de la définition du réfugié dans la Convention de Genève, voir Ahmed Karadawi, The Definition of a Refugee: Changing Concepts, in Documentation from Khartoum Refugee Seminar, September 11-14, Khartoum, Sudan, op. cit., pp. 29-53.

97 Cf. HRH Crown Prince Hassan ben Talal of Jordan in celebration of the RSP's tenth anniversary, Joyce Pearce Lecture, op. cit. p. 43.

98 Cf. Elizabeth Zoller, Bilan de recherches, op. cit. p.20.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SOUS-SECTION I
L'ASILE DANS LES INSTRUMENTS AFRICAINS

Depuis les années 1960, l'Afrique s'est singulièrement caractérisée par un droit coutumier régional des réfugiés plus généreux et une pratique plus humanitaire à l'égard des demandeurs d'asile, si on la compare au reste du monde. Le continent noir a adopté le premier document international stipulant une définition plus large du réfugié, il s'agit de la Convention régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etats et des gouvernements de l'Organisation de l'Unité Africaine le 10 septembre 1969. En plus de cette convention, d'autres instruments africains contiennent des clauses relatives à l'asile.

Aussi, dans le domaine de la protection des réfugiés et de l'asile, l'Afrique a été à l'avant garde de tous les autres continents. Les actions de l'OUA à l'égard du problème et les stipulations de la convention de 1969 sur les réfugiés ont eu un impact sur toute la pratique internationale relative à l'asile.

Dés sa création, l'OUA s'est préoccupée du problème des réfugiés et des personnes déplacées[99]. Les indépendances africaines n'étaient pas un frein au problème des réfugiés et, dès les années 1960, le problème était répandu aussi bien en Afrique indépendante que dans les régions africaines encore colonisées[100]. Ces réfugiés avaient des causes diverses mais ils avaient tous besoin d'une protection[101]. C'est ainsi que la nécessité d'un document sur les réfugiés s'est vue sentir dans le continent et des préparatifs commencèrent en Afrique pour se doter d'un tel document.

I Pourquoi un système régional africain relatif à l'asile et aux réfugiés?

Les Etats nouvellement indépendants et fragiles d'Afrique devaient faire face à une situation postcoloniale particulièrement difficile, surtout en matière d'asile et de migration forcée[102]. Le droit international existant relatif aux réfugiés et à l'asile fut dès le début jugé comme insuffisant à résoudre le problème des réfugiés en Afrique et une pratique humanitaire à l'égard des réfugiés s'était confirmée sur tout le continent.

Dès les années 1960, la définition de Genève était considérée comme insuffisante pour l'Afrique et ne relatait pas les réalités africaines. La plus grande partie des demandeurs d'asile ne remplissaient pas les conditions de la définition de Genève et ne pouvaient être qualifiée juridiquement de réfugiés. De plus la qualification individuelle de réfugié ne pouvait toujours s'appliquer en Afrique où les déplacements étaient souvent massifs. Il y avait un consensus (aussi bien en Afrique qu'au sein des organisations internationales) sur la nécessité de réviser

CDEAR - BIBLIOTHEQUE

---

99 L'OUA fut créée en 1963, tous les Etats afro-arabes à l'exception du Maroc sont actuellement membres de l'OUA. Le Maroc était membre de cette organisation jusqu'en février 1982 quand il a dû se retirer après l'admission au sein de cette organisation de la République sahraoui à la majorité simple. Le Maroc avait considéré que l'admission d'un Etat qui n'existe pas nécessiterait une majorité de 2/3 des membres.

100 Les dates des indépendances des Etats afro-arabes sont: Egypte: 28 février 1922; Libye: 24 décembre 1951; Soudan: 1 janvier 1956; Maroc: 2 mars 1956 pour la zone française, 7 mai 1956 pour une partie de la zone espagnole; Tunisie: 6 mars 1956; Somalie: 1 juillet 1960; Mauritanie: 28 novembre 1960; Algérie: 3 juillet 1962 et Djibouti: 27 juin 1977.

101 Sur les problèmes de l'asile et des réfugiés depuis les indépendances africaines, voir Issa Ben Yacine Diallo, Les réfugiés en Afrique: de la conception à l'application d'un instrument juridique de protection, Association pour l'étude des problèmes mondiaux des réfugiés, Wilhelm Braumüller, Viennes, 1974; voir aussi CIMADE, INODEP, MINK, Afrique: terre de réfugiés que faire?, Editions l'Harmatan, Paris 1984, Osita C. Eze, Human Rights in Africa: Some Selected Problems, Macmilan, Lagos, Nigéria, 1984, pp. 163-190.

102 Les politiques coloniales et les modifications territoriales et politiques introduites lors de la colonisation ont donné lieu à des migrations forcées massives.

le droit de Genève sur les réfugiés pour l'adapter à la pratique des Etats africains dans le domaine.

A Les insuffisances du droit international des réfugiés appliqué à la situation africaine

L'accession massive des Etats africains à la Convention de Genève, alors qu'ils étaient pour la plupart absents lors de son élaboration, n'a pas pu régler le problème de l'asile en Afrique. Dans les années 1964-65, le droit de Genève était jugé très incomplet aussi bien par les Africains que par des experts non-africains. Dans son cours donné à l'Académie de droit international de la Haye en juillet 1965, Félix SCHYNDER dit à ce sujet :

> "L'un des traits principaux du droit actuel concernant les réfugiés, est son caractère à la fois incomplet et à maintes égards précaire (absence de droit individuel pour ce qui est de l'asile, caractère temporaire du HCR, effets limités dans le temps de la Convention du fait de la date limite du 1er janvier 1951). Ce sont là les points relevés plus spécialement par le colloque de juristes de différents pays qui s'est tenu en avril dernier à Bellagio[103]. Ce colloque a formulé certaines suggestions ou recommandations concernant tant le droit d'asile qu'une révision des instruments juridiques existant (statut du HCR, adjonction d'un protocole à la Convention de 1951), qui permettrait d'en étendre l'application aux réfugiés qui s'en trouvent actuellement exclus par application de la date limite"[104].

Les réformes introduites au sein du HCR sous la forme des *Bons Offices* pour lui permettre d'agir en dehors de l'Europe et en faveur des personnes réfugiées après le 1er janvier 1951, ainsi que la conclusion du Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967 ne sont pas cependant arrivés à résoudre juridiquement le problème des réfugiés africains ou d'adapter la théorie à la pratique dans ce domaine. L'Afrique avait besoin d'un cadre juridique adéquat et mieux adapté aux situations nouvelles. De plus, à notre avis, certains pays d'Europe encourageaient le Continent Noir à avoir un instrument spécifique sur les réfugiés pour se protéger contre le risque de voir se produire, en Europe, des afflux massifs de réfugiés africains non reconnus.

B La pratique de l'asile par les Etats africains indépendants avant l'élaboration du texte régional sur les refugiés

Avant l'élaboration de la Convention africaine sur les réfugiés, deux tendances avaient caractérisé la pratique de l'asile dans les Etats africains nouvellement indépendants:

1) une politique d'accueil favorable dans l'ensemble

2) une diversité dans la pratique des Etats[105].

D'une part, selon les rapports de l'OUA, du HCR et du CICR, les gouvernements africains pratiquaient le plus souvent une politique de la porte ouverte pour les réfugiés qui se présentaient à leurs frontières ou qui étaient déjà installés sur le territoire à condition que leur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

103 Le colloque de Bellagio, fut organisé à l'initiative de la Donation Carnegie pour la Paix internationale et avec le concours du HCR, ce colloque fut organisé à Bellagio (Italie) en avril 1965 sur "Les aspects juridiques des problèmes relatifs aux réfugiés". Parmi les experts afro-arabes présents à ce colloque, il y avait l'algérien Mohammed Bedjaoui.

104 Extrait du cours donné du 26 au 30 juillet 1965 par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Félix Schnyder, à l'Académie de droit international de la Haye, précédé d'un résumé de l'ensemble des sujets traités dans ce cours, Doc HCR/RS/32, 26 octobre 1965, p. 9.

105 Cf. I. Diallo, Les réfugiés en Afrique, op. cit. pp. 81 et s.

présence ne pose pas des problèmes de sécurité ou de nature économique[106]. La liberté d'accès des réfugiés dans les pays d'asile donnait rarement lieu à des incidents notables.

D'autre part, la pratique de la protection des réfugiés se caractérisait par une certaine diversité d'attitudes discrétionnaires, plus au moins généreuse selon leur origine (provenant de pays indépendants ou encore colonisés) et la catégorie à laquelle ils appartenaient (de la même ethnie que des groupes nationaux ou pas, réfugiés urbains ou ruraux).

Selon une enquête faite par le Secrétariat de l'OUA au cours de 1967, seuls cinq pays africains possédaient de véritables législations nationales régissant le statut des réfugiés. Ces pays étaient: le Bostwana (*Bostwana Refugee Bill* de 1967), le Burundi (la loi sur l'immigration du 1er septembre 1962, son décret d'application du 30 mars 1963 relatif aux réfugiés rwandais, décret d'application du 5 octobre relatif aux réfugiés zaïrois, l'Ethiopie (dispositions arrêtées par le gouvernement en 1963), l'Ouganda (*Control of Refugee Act* de 1960), la Tanzanie (*Refuge Control Act* de1965) et le Soudan qui appliquait aux réfugiés les lois d'émigration auxquelles s'ajoutaient des directives ministérielles adoptées périodiquement[107]. Mais en général, l'accueil fait aux demandeurs d'asile était généreux et les droits de réfugiés étaient protégés, en l'absence d'un instrument régional[108].

Toutefois, une catégorie de réfugiés posait problème pour la pratique africaine, il s'agissait des combattants de la liberté (ou les mouvements de libération nationale) et du statut que les Etats devaient leur conférer. Leur accorder le statut de réfugié reviendrait à déroger au principe du droit de Genève qui exige que le réfugié renonce à toute forme d'activité politique (articles 2 et 15), mais le leur refuser contredirait les différentes résolutions et déclarations africaines de lutte contre le colonialisme. La tendance générale était d'accorder à ces combattants un droit spécifique pour les aider dans leur lutte contre le colonialisme.

II Instauration et portée d'un système africain relatif à l'asile et aux réfugiés

Depuis sa création en 1963, l'Organisation de l'Unité Africaine n'a cessé de déployer des efforts pour trouver des solutions au problème des déplacements massifs et involontaires dans ce continent. Ces efforts ont abouti en 1969 à adopter un instrument régional relatif à certains migrants involontaires africains, les réfugiés, selon la définition africaine. D'autres instruments ont essayé de faire avancer encore plus la protection des personnes forcées à se déplacer, mais malgré les innovations des instruments africains dans le domaine de l'asile, le problème de certains autres personnes déplacées de force à l'extérieur des frontières nationales et surtout à l'intérieur de ces frontières reste posé en Afrique en général, et dans les pays afro-arabes en particulier.

A La préparation pour un système africain de l'asile et des réfugiés: les divers efforts de l'OUA

Le souci majeur de la Charte de l'OUA était des sa création en 1963 d'observer un équilibre entre l'objectif humanitaire et l'attachement à la souveraineté des Etats et au principe de la non-ingérence dans les affaires internes. Mais cette charte, considérée comme la loi

---

106 Voir le rapport final de la Conférence sur les aspects socio-économiques et juridiques du problème des réfugiés africains Addis-Abéba, 1967, Doc. AFR/REF/Conf. No.1, p. 20; et également Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, Rapport du Comité exécutif sur l'activité de la Ligue, Genève, 23-31 août 1963, point 8, pp. 2-4; I. Diallo, Les réfugiés en Afrique, op. cit., p. 82.

107 Ibid, p. 48.

108 Sur cette question, voir I. Diallo, Les réfugiés en Afrique..., op. cit., pp. 83-90.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

fondamentale régissant les rapports entre les Etats, n'indique pas avec précision le sort qui devait être réservé aux réfugiés[109].

Une volonté s'était exprimée pour créer un cadre juridique propre à l'Afrique. La charte de l'OUA pose avec clarté les termes dans lesquels le problème devait être réglé: un cadre collectif et une voie de règlement pacifique[110].

Le besoin de réfléchir sur le problème et d'élargir la définition fut exprimé dans plusieurs réunions de l'OUA[111]. Selon les différentes résolutions adoptées et les projets de convention préparés par l'Organisation africaine sur la question, l'impression dominante concernant l'action de l'OUA dans le domaine de l'asile est celle d'un effort constant pour chercher une compatibilité et un équilibre entre les concessions faites aux droits de la personne humaine avec les impératifs de la sécurité de la région et des Etats[112].

Juste quelques mois après la création de l'OUA, plusieurs résolutions furent adoptées sur la question de la part de l'OUA. Le fardeau économique et politique des réfugiés fut examiné alors durant la deuxième session ordinaire du Conseil des ministres tenu à Lagos en février 1964 et une résolution fut adoptée à leurs sujet[113]. Lors de la même session, le Conseil des ministres avait confié la tâche d'examiner le problème des réfugiés et les moyens de les protéger à une commission dénommée "Commission spéciale pour les problèmes des réfugiés en Afrique"composée de dix Etats[114].

L'une des premières constatations de cette Commission était que la Convention de Genève de 1951 ne couvrait pas tous les aspects du problème des réfugiés en Afrique et recommandait l'élaboration d'une convention tenant compte du caractère spécifique de l'asile en Afrique. Les propositions de cette commission ne rencontrèrent aucune difficulté pour être adoptées lors de la troisième session du Conseil des ministres réunie au Caire en juillet 1964.

C'est ainsi que le 24 juillet 1964, dans l'une de ses recommandations, ce Conseil invita la commission *ad hoc* à "élaborer une Convention couvrant tous les aspects du problème des réfugiés en Afrique" et "demanda au Secrétaire général administratif de faire parvenir le projet de Convention aux Etats membres pour commentaires et observations" avant que ce projet "soit soumis à la quatrième session du Conseil des ministres"[115]. Un projet de la Convention fut, par conséquent, élaboré par la Commission lors de sa troisième réunion tenue à Kampala du 16 novembre au 7 décembre. Ce projet fut présenté à la quatrième session du Conseil des ministres en 1965 qui lui recommanda de modifier le projet à la lumière des observations des Etats et créa un comité d'experts juridique pour cette fin[116].

Le Comité d'experts se réunit à Léopoldville du 8 au 14 juillet 1965 et prépara un autre projet. Ce projet s'était, cependant, heurté à plusieurs critiques: il définissait le "réfugié" dans

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

---

109 Pour le texte de la Charte de l'OUA, voir Encyclopédie Africa South of the Sahara 1991, Twentieth edition, Europa Publications limited, pp.212.

110 Cf. Issa Ben Yassine Diallo, Les réfugiés en Afrique: de la conception à l'application d'un instrument juridique de protection, Wilhelm Braumüller, Viennes, 1974, p. 64.

111 Cf. I.C. Mponzi, OUA Paper on the "Implementation of the OAU and UN Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees, intervention au séminaire sur "Implementation of the Organization of African Unity/United Nations Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees in Africa," Université d'Oxford, Queen Elizabeth House, Refugee Studies Programme, Angleterre, 14-28 septembre 1986.

112 Ibid, pp. 64-66.

113 OUA, Résolution CM/Res. 19, Conseil des ministres, Deuxième session ordinaire, Lagos (Nigéria), février 1964.

114 La composition de cette Commission a été révisée en 1980 et le nombre des ses membres porté à quinze (15) Etats, choisis dans les cinq régions géographiques africaines. La Commission des quinze de l'OUA sur les réfugiés, se réunit une fois par an en session ordinaire pour examiner le rapport du Bureau pour les réfugiés.

115 OUA, Recommandations de la troisième session du Conseil des ministres, Le Caire (RAU), 17-21 juillet 1964, résol. CM 36 (III).

116 OUA, recommandations de la quatrième session ordinaire du Conseil des ministres, Nairobi (Kenya) 26 février au 9 mars 1965, resol. CM 52 (IV).

les mêmes termes que la Convention de Genève de 1951, il passait sous silence plusieurs droits des réfugiés et n'examinait pas des questions aussi importantes que celles de l'extradition et l'expulsion des réfugiés des Etats d'asile[117].

En 1965, durant la seconde session de l'OUA, une résolution importante fut adoptée concernant la gravité du problème des réfugiés africains et la complexité des problèmes qu'il pose aussi bien aux pays d'asile qu'aux pays d'origine[118]. La même résolution demanda aux Etats membres de l'OUA et à ceux représentés à la Commission *ad hoc,* de fournir des experts juridiques pour examiner le projet de Convention sur les réfugiés préparé à la réunion de Kampala en décembre 1964 et révisé à Kinshasa en juillet 1965. La même résolution priait les Etats de ne jamais laisser la question des réfugiés devenir une source de tension entre eux[119].

La résolution du Conseil des Ministres adoptée par les Chefs d'Etats et de Gouvernements à Kinshasa en Septembre 1967 recommandait à la Commission sur les réfugiés de recenser les problèmes spécifiques aux réfugiés en Afrique [120].

Les délégués à la Conférence de 1967 sur les aspects juridiques économiques et sociaux des problèmes des réfugiés en Afrique (réunie pour hâter l'adoption d'un instrument régional sur les réfugiés) plaidaient même pour une définition africaine, complètement indépendante de la définition de 1951[121]. A la conférence un consensus fut réuni sur la nécessité de prendre en considération le phénomène de l'exil forcé en Afrique et ses causes[122]

Durant cette Conférence, l'idée de créer un Bureau pour les réfugiés fut proposée. Ce bureau fut mis sur pied en février 1968 sous le nom de Bureau de l'OUA pour le placement et l'Education des Réfugiés Africains (BPERA). Ce bureau devenu plus tard, Bureau pour les réfugiés devait fournir des renseignements sur les réfugiés africains, protéger les réfugiés en collaboration avec le HCR, contribuer à l'amélioration de leur niveau d'instruction et favoriser la solution de leur problème soit par leur réinstallation en dehors de leur pays de premier asile, leur rapatriement volontaire dans leur pays d'origine ou leur intégration permanente dans leur pays d'asile[123].

La tendance dominante au sein de la Commission chargée de préparer le projet de Convention était que cette dernière ne devrait pas être moins favorable aux réfugiés que la convention de 1951, mais qu'elle ne devrait pas en même temps la concurrencer. Après plusieurs compromis, le texte définitif du projet fut finalement adopté par les Etats africains le 10 septembre 1969[124].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

117 Voir pour plus de détails sur ce projet, I. Diallo, Les réfugiés en Afrique, op. cit. pp. 115-116.

118 OUA, Résolution AHG/Res. 26, Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement, Deuxième session, Accra (Ghana), 21-25 octobre 1965.

119 Conf. I. Diallo, Les réfugiés en Afrique, op. cit., p.65.

120 OUA, Conseil des Ministres, résolution 104 (IX).

121 Cf. Arboleda, E., Refugee Definition in Africa and Latin America, IJRL, Vol. 3 No. 2, 1991, p. 194.
Sur la Conférence de 1967, voir Mohammed Bedjaoui, Asylum in Africa, intervention à la Conférence d'Arusha de mai 1979, OUA, Pan African Conference, Ref/AR/CONF/B.D.1, pp. 13 et s.

122 Cette Conférence fut organisée sous les auspices du HCR, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, de l'OUA et la fondation Dag Hammarsköld. Voir pour des renseignements sur cette conférence, Rapport final de la Conférence sur les aspects juridiques, économiques et sociaux des problèmes des réfugiés en Afrique, Addis-Abéba, 9-18 octobre 1967, Doc AFR/REF/CONF, 1967.

123 Pour plus de détails sur le BPERA, cf. Organisation de l'Unité Africaine, 20 questions et réponses à usage du réfugié africain, Publications Artistic Printers, Addis-Abéba, 1982, pp. 8-11.

124 Voir le texte de cette convention qui figure en annexe.

B L' asile dans la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique du 10 septembre 1969

Selon l'opinion des meilleurs spécialistes, l'Afrique est actuellement à l'avant garde de tous les autres continents en ce qui concerne la protection juridique des réfugiés[125]. La Convention africaine est inséparable de la Convention universelle de 1951 et ne peut être considérée que par rapport à ses principes généraux. D'ailleurs, les Etats africains sont pour la plupart parties à ces deux Conventions[126]. Djibouti est le seul pays afro-arabe à n'avoir pas adhéré à la Convention de l'OUA de 1969, mais elle l'applique en pratique[127]. La Convention de l'OUA est conçue comme un simple complément de la Convention de Genève, à vocation universelle. Sa raison d'être n'est donc pas de supplanter la Convention de Genève, malgré que cette dernière montrait des signes de vieillesse et d'inadaptation. Le but de la Convention de l'OUA était de donner la possibilité aux réfugiés africains d'être protégés efficacement, tout en tenant compte de leurs problèmes spécifiques.

Ceci explique pourquoi plusieurs de ses dispositions soient inspirées par la ferme détermination d'entretenir des relations de complémentarité entre l'instrument à vocation universelle et régionale et une collaboration entre les organes. Ce souci d'harmonisation avec la Convention de Genève est manifeste dans le préambule et dans l'article VIII qui déclare:

> "1.Les Etats membres collaborent avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.
>
> 2. La présente Convention constituera pour l'Afrique, le complément régional efficace de la Convention de 1951 des Nations Unies, sur le statut des réfugiés."

L'objectif principal de la Convention de 1969 était d'amener les Etats africains à une coopération en matière d'asile et de protection des réfugiés par une harmonisation dans leurs législations et leur politiques dans ce domaine. Le Préambule déclare clairement le désir des Etats africains de:

> "trouver les moyens d'alléger leurs (les réfugiés) misères et leurs souffrances et leur assurer une vie et un avenir meilleurs".

Cette action est "essentiellement humanitaire" et ne devrait être "une source de friction entre les Etats africains (Préambule).

La Convention africaine reproduit plusieurs clauses d'instruments universels ou régionaux pré-existants. Elle fait référence à la DUDH, à la Convention de 1951, à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'asile territorial qu'elle reprend dans plusieurs de ses articles.

L'apport le plus important de cette Convention est d'avoir établi "des données normatives comportant une définition du terme de "réfugié" et une approche du droit d'asile"[128].

Déjà au niveau de la définition du terme de "réfugié (art. 1), l'instrument juridique africain montre ses préoccupations d'ordre purement régional. Tout en incorporant les principes contenus dans la Convention à vocation universelle[129], cet instrument contient une définition du terme de "réfugié" qui comprend deux parties: la première partie est identique à

---

125 Mohammed Bedjaoui, Asylum in Africa, op. cit. p. 9.

126 Jusqu'au 1er janvier 1992 41 Etats avaient adopté la convention de l'OUA de 1969.

127 En 1984, une étude fut entreprise par le HCR relative aux législations africaines sur les réfugiés et leur mise en vigueur des recommandation de la Conférence sur la situation des réfugiés en Afrique d'Arusha de mai 1979, elle s'intitulait: "Bilan et perspective sur la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence d'Arusha. Selon cette étude, tous ces Etats se déclarent liés par cette Convention. Selon l'étude sur Djibouti, ce pays n'avait pas adopté la Convention de 1969 mais il respectait toutes ses clauses en pratique; cf. HCR/391/16/2, Djibouti.

128 Cf. I. Diallo, Les réfugiés en Afrique, op. cit., p. 120.

129 Voir le texte de la Convention de l'OUA qui figure en Annexe.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

la définition du protocole de 1967 (c'est à dire la définition de la Convention de Genève sans date limite ni limitation géographique), la deuxième partie prévoit que le terme "réfugié":

> "s'applique également à toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité".

Cette définition africaine a établi des normes favorisant et facilitant l'acceptation et l'utilisation du terme de "réfugiés" dans un sens plus large et permet, par conséquent, l'asile à un plus grand nombre de personnes. Ainsi, la Convention de 1969 englobe la définition internationale des réfugiés de 1951 telle que rectifiée par le Protocole de 1967, tout en la complétant.

Désormais, l'asile pourrait être accordé à tout fugitif des conflits armés, des coups d'Etat, du désordre civil, de l'instabilité politique et sociale, et à d'autres personnes forcées de se déplacer, selon l'interprétation que nous donnons à l'article premier de cette Convention. Aussi, l'asile est accordé sans distinction entre ceux qui proviennent des pays indépendants ou de ceux encore colonisés y compris aux membres des mouvements de libération nationale[130].

L'article II de la Convention de l'OUA, innove par rapport à la Convention de Genève en consacrant un certain droit à l'asile. Cet article constitue le premier texte légal régional sur le droit d'asile en Afrique. Comme le dit bien Issa DIALLO, "les auteurs de cet article très dépouillé ont essayé, en six points, d'accorder aux individus en Afrique le bénéfice des droits essentiels en matière d'asile ainsi que de donner à cette disposition un cachet régional et spécifique"[131].

Sans être aussi exhaustif que les instruments latino-américains sur l'asile (comme nous allons les voir), cet article consacre cependant les principes fondamentaux de ce droit. Cet article recommande dans son paragraphe 1 aux Etats de l'OUA de:

> " faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans le cadre de leurs législations respectives pour accueillir les réfugiés et assurer l'établissement de ceux qui, pour des raisons sérieuses, ne peuvent ou ne veulent pas retourner dans leur pays d'origine ou dans celui dont ils ont la nationalité".

Le même article précise que l'octroi de l'asile aux réfugiés constitue "un acte pacifique et humanitaire" (art.I/2). Ils reconnait les principes de l'admission des demandeurs d'asile et de l'interdiction du rejet à la frontière et du non-refoulement vers un pays où la vie et la sécurité du réfugié risquent d'être menacées (art.II/3). Dans le cas de l'incapacité d'un Etat d'asile à supporter le fardeau des réfugiés, cet article prône une solidarité africaine, un *burden-sharing* (art.II/4). L'article 2 consacre également le principe du refuge temporaire humanitaire et les Etats doivent faire de leur mieux pour l'accorder dans le premier pays d'asile en attendant sa réinstallation ailleurs (art.II/5). Cette disposition représente une véritable innovation par rapport à la convention de 1951 qui ne concerne que les réfugiés avec un statut[132]. Enfin, cet article se préoccupe de la sécurité des Etats d'asile et recommande pour les protéger l'installation "des réfugiés à une distance raisonnable de la frontière de leurs pays d'origine" (art.II/6).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

130 Cf. M. Bedjaoui, Asylum in Africa, op. cit. p. 51.

131 Cf. I. Diallo, Les réfugiés en Afrique, op. cit., p. 124.

132 Pour une comparaison plus détaillée entre les dispositions de la Convention de l'OUA et celles de la Convention de Genève de 1951, voir R. Plender, The Present State of Research Carried out by the English-Speaking Section of the Centre for Stuties and Research, in Hague Academy of International Law, Centre for Studies and Research in International Law and International Relations, The Right of Asylum, Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht/Boston/London, 1989, pp. 76-79.

Toutefois le droit africain en la matière ne garantie aucunement un asile permanent aux demandeurs d'asile. Dans une étude détaillée de la question, le Juge Mohammed BEDJAOUI démontre que la convention de l'OUA n'a pas l'ambition de consacrer le droit à un asile permanent, son apport réside seulement dans l'accent qu'elle met sur l'obligation pour les Etats à octroyer un refuge temporaire aux personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de retourner à leur pays d'origine (art. 2/5), c'est à dire une admission juste temporaire, un non-refoulement en quelque sorte[133].

Les paragraphes 2,3,4, et 5 de l'Art.II de la Convention africaine sont reproduits de la Déclaration des NU sur l'asile territoriale de 1967. Leur inclusion dans la convention en fait des règles impératives.

De nombreuses stipulations sont nouvelles dans la Convention africaine. Ce texte reste parfois, à notre avis, en retrait par rapport au texte universel et quelquefois même il représente une remise en cause de la convention de Genève, si l'on fait une interprétation restrictive de certaines des ses clauses. Certes, le demandeur d'asile en Afrique n'est plus obligé de prouver la persécution pour bénéficier de l'asile et un plus grand nombre de demandeurs d'asile peuvent désormais prétendre à bénéficier de cet asile étant que la qualification de réfugiés peut se faire en groupe (*prima-facie*), mais ce droit à l'asile tel que l'introduit la Convention africaine est un droit ambigu et pas sûr.

En effet, la terminologie utilisée par la Convention est souvent une terminologie nouvelle répondant sans doute à des besoins humanitaires, mais elle reste ambiguë. L'utilisation de certaines expressions comme agression, subversion, activités de nature à faire naître une tension entre les Etats, obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur et aux mesures visant au maintien de l'ordre public etc risquent de poser des problèmes d'interprétation parfois. D'ailleurs, la définition de l'agression, par exemple, n'a été adoptée qu'en 1974 par le Comité spécial sur l'agression institué par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1967 [134]. Ce comité avait défini l'agression comme l'utilisation de la force par un Etat contre un autre Etat souverain ou de toute manière contraire aux principes des NU[135]. Est ce la même définition que la convention avait institué en 1969 déjà?

Il nous semble que le vrai problème est posé surtout par les différentes dispositions relatives à la subversion (Préambule/5, art.III) et la définition qu'il faut lui donner. Certes, il existe une déclaration africaine sur le problème de la subversion faite par l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernements lors de la deuxième session ordinaire de l'OUA, réunie à Accra en octobre 1965[136], mais nulle part dans cette déclaration la subversion n'est définie.

De plus, distinguer entre "des réfugiés pacifistes" et "des réfugiés subversifs" c'est les catégoriser selon les intérêts des Etats et leur interprétation de la subversion. L'obligation pour les réfugiés de, "s'abstenir de tous agissements subversifs dirigés contre un Etat membre de l'OUA", telle quelle figure dans l'article III revient en fait à une protection des Etats contre les agissements des réfugiés et non (comme c'est le cas dans la Convention de Genève de 1951) une protection du réfugié contre les agissements des Etats. Ce qui revient, par conséquent, à une limitation de l'octroi de l'asile.

Par ailleurs les clauses de perte et d'exclusion du statut des réfugiés sont plus restrictives dans la Convention africaine et plus limitatives de l'asile[137].

---

133 Cf. Mohammed Bedjaoui, Asylum in Africa, papier présenté à la Conférence d'Arusha de mai 1979, Pan African Conference on Refugees, May 1979, p. 35.

134 UNGA res. 2330 (XXII), 22 GAOR, Supp 16 (A/6716) at 84 (1967), citée par Eduardo Arboleda, Refugee Definition in Africa and Latin America: Lessons of Pragmatism, op. cit. p.196.

135 UNGA res. 3314 (XXIX), 29 GAOR, Supp 31 (A/9631) at 142. cité par Ibidem, p. 196.

136 Deuxième Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA (Accra 21-26 octobre 1965), Résol. AHG/Rés. 27 (II).

137 Voir développements ci-dessous sur l'exclusion et la perte du statut de réfugié.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Nous pouvons dire en résumé que la Convention de l'OUA de 1969 avait l'ambition de trouver un équilibre entre les droits des réfugiés à l'asile et la prévention de la subversion. Mais malgré ses imperfections, la convention africaine en tant qu'instrument ayant force de loi, a innové juridiquement en déclarant un droit relatif à l'asile. Ce droit dépend cependant toujours de la volonté de l'Etat et il n'existe aucune institution où la personne privée de cette asile puisse avancer sa réclamation à l'admission dans le territoire d'un Etat signataire de la Convention.

La convention africaine a été un modèle suivi dans la pratique européenne de l'asile, en acceptant des réfugiés répondant à la qualification africaine sous le nom de "*réfugié de facto*". La définition latino-américaine du réfugié, établie par la Déclaration de Carthagène de 1984, fut inspirée principalement de la définition africaine[138].

III L'asile dans les autres instruments régionaux africains

La question de l'asile et le problème des réfugiés ont été mentionnés dans d'autres documents africains, notamment dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (ou Charte de Banjul) de 1981, dans les Principes relatifs au traitement des réfugiés adoptés par le Comité juridique Consultatif Afrique-Asie en 1966 et en 1970, dans les différentes recommandations de la Conférence d'Arusha I de mai 1979, d'Arusha II du 22 au 25 mars 1983 et de façon moindre dans les deux Conférences organisées par les Nations Unies sur l'assistance aux réfugiés africains (CIARA I ET II) en 1981 et 1984.

A L'asile dans la Charte de Banjul de 1981 sur les droits de l'homme et des peuples en Afrique

L'article 12 (3) de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples proclame:

> "Toute personne a le droit, en cas de persécution, de chercher et de recevoir asile en territoire étranger, **conformément à la loi de chaque pays et aux Conventions internationales**."

Ainsi stipulé, cet article n'entend pas donner un droit de l'individu à l'asile ou porter atteinte à la liberté des Etats d'octroyer ou de refuser l'asile. Aucun texte international, régional ou même interne ne consacre actuellement le droit de la personne persécutée à l'admission sur les territoires des Etats[139]. La seule garantie dont puisse se prévaloir le candidat à l'asile consiste dans le principe de non-refoulement, comme nous l'exposerons plus loin. La charte consacre donc un droit qui n'existe pas, ce qui revient tout simplement à une annulation de cette stipulation et par conséquent du droit d'asile pour les individus.

De plus, nous remarquons que la formulation de la clause relative à l'asile dans la Charte "**en cas de persécution**" n'est pas très heureuse. La Convention de l'OUA de 1969 contient une définition de réfugié qui est plus large et qui ne se limite pas à la persécution telle que contenue dans l'article I de la Convention de Genève de 1951[140]. La formulation de l'article 12 (3) de la Charte de Banjul est donc plus restrictive que celle de la Convention africaine de 1969[141]. On pourrait avancer que le régime de l'asile n'est pas à proprement parler régi par cette disposition mais plutôt par les clauses de la Convention de l'OUA de 1969. Nous espérons que les membres de La Commission africaine des droits de l'homme utilisent cette

---

138 Sur l'impact de la Convention africaine de 1969 sur le droit régional latino-américain, voir Hector Gros Espiell, Sonia Picado et Leo Valladares Lanza, Principles and Criteria for the Protection of and Assistance to the Central American Refugees, Returnees and Displaced Persons in Latin America, in IJRL, Vol. 2 No. 1, janvier 1990, p. 88.

139 Voir développements sur cette question dans la section suivante.

140 A l'exception de Djibouti et du Maroc tous les autres pays afro-arabes sont parties à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.

141 Voir Fatsah Ouguergouz, La charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Thèse de Doctorat No. 476, Institut des Hautes Etudes Internationales, Université de Genève, Genève 1991, pp. 116-118.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

interprétation large, dans le cas où ils reçoivent une communication relative au droit d'asile[142].

B Les recommandations des deux Conférences d'Arusha relatives à l'asile.

Du 7 au 17 mai 1979, une conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique fut réunie à Arusha I en Tanzanie[143]. Comme sa précédente de 1967, cette conférence était réunie à l'initiative de l'OUA, de la Commission économique africaine et du HCR. Parmi les points importants qui devaient être traités lors de cette rencontre il y avait la question de l'asile en Afrique et le problème de la définition du terme "réfugié"[144].

La recommandation I de cette conférence était relative à l'asile en Afrique. Cette recommandation reconnaît que l'asile "demeure un droit de l'Etat", mais lance un appel aux Etats pour qu'ils mettent en oeuvre les principes des droits de l'homme relatifs à l'asile et leur demande "d'assurer l'efficacité des principes de la convention de l'OUA" sur les réfugiés en les incorporant dans leurs législations nationales. Elle souligne, aussi, "l'importance de l'observation scrupuleuse du principe de *non-refoulement* énoncé dans divers instruments. Le paragraphe 2 de cette recommandation, condamne la pratique du retour forcé des réfugiés, recommande aux Etats d'assurer la sécurité des réfugiés qui ont choisi de retourner dans leurs pays d'origine, met l'accent sur l'importance particulière du concept de l'asile temporaire (tel que prévu par la Convention de 1969 et encourage sa pratique), dénonce les bombardements des camps des réfugiés et finalement demande à ce que des études soient faites sur une base régionale pour déterminer les problèmes posés à la suite de l'octroi de l'asile[145].

La Conférence d'Arusha II fut réunie du 22 au 23 mars 1983 en vue d'encourager les Etats africains à accorder de l'importance au problème des réfugiés en Afrique[146]. Le but de cette Conférence était surtout de permettre la rencontre entre les organismes humanitaires internationaux et les gouvernements africains afin de discuter des problèmes économiques posés par la présence massive de réfugiés dans certains Etats, ainsi que le problème de leur assistance. La Conférence devait, également, préparer la deuxième conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II)[147].

C L'asile dans les documents des réunions internationales relatives aux réfugiés en Afrique

Il s'agit essentiellement des principes du Comité juridique consultatif Afrique/Asie et des conclusions des deux grandes conférences sur l'assistance aux réfugiés en Afrique: CIARA I et CIARA II.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

142 Nous avions interviewé le Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, L' égyptien Badawi El Sheikh Ibrahim, en juin 1992, à Strasbourg, lors de sa participation à la troisième conférence sur les systèmes régionaux de droits de l'homme en Afrique, Amérique et Europe. Selon cette interview, aucune communication ayant une relation avec l'asile ou les réfugiés n'était parvenue au siège de cette Commission à Banjul à cette date.

143 Pour une étude détaillée de la Conférence d'Arusha, voir HCR/REF/AR/CONF Rpt.I, Rapport sur la Conférence sur le la situation des réfugiés en Afrique (Arusha, Tanzanie:1979); L. G. Erikson et al., (eds), An analyzing Account of the Conference on the African Refugee Problems: Arusha, May 1979, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1981.

144 Conf. Rapport du Comité A sur les problèmes juridique de la Protection, CM/978 PAR II (XXXIII), Annexe III.

145 Voir texte complet de cette recommandation, HCR, Recommandations de la conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique (Arusha, Tanzanie, 7 - 17 mai 1979),Publications du HCR, Genève 1984, pp. 5-6.

146 Dans son discours d'ouverture, le Président tanzanien Julius Nyérére a souligné le peu d'importance accordée par les Etas africains au problème.

147 Pour plus de développements sur Arusha II, voir, Abdoul BA, Bruno Koffi & Fethi Salhi, L'Organisation de l'Unité Africaine: de la Charte d'Addis-Abéba à la Convention des Droits de l'Homme et des Peuples, Editions Silex, 1984, pp. 478 et s.

Le Comité juridique consultatif Afrique-Asie s'était préoccupé depuis longtemps du problème de l'asile et des réfugiés dans ces deux continents. C'est ainsi que dans les différents projets d'une Convention régionale sur l'extradition préparés lors de sa troisième session à Colombo (Sri-Lanka) du 20 janvier au 4 février 1960, l'extradition est interdite chaque fois qu'il est question d'un crime politique[148].

En 1966 et en 1970, ce même Comité avait adopté des principes sur le traitement des réfugiés. Ces principes sont relatifs à une définition du terme de "réfugié', à la perte du statut de réfugié, à l'octroi de l'asile à un réfugié, à son droit de rentrer dans son pays et à être indemnisé pour le préjudice subi, aux normes minimales de son traitement, à ses obligations et à son expulsion et refoulement. Ces principes présentent quelques points nouveaux mais ils reprennent en grande partie les dispositions du droit de la convention de Genève de 1951 et de la Convention de l'OUA de 1969[149] .

Quand aux deux conférences internationales sur l'assistance sur les réfugiés en Afrique organisées par les Nations Unies à Genève en 1981 (CIARA I) et en 1984 (CIARA II), elles avaient comme principaux objectifs d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur les problèmes de l'aide aux réfugiés africains[150]. Toutefois, la Déclaration finale sur le plan d'action, CIARA II fait référence à la Convention de l'OUA de 1969, aux deux conférences d'Arusha et à la charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples et adhère à leurs stipulations sur l'asile[151].

SOUS-SECTION II

L'ASILE DANS LES TEXTES ARABO-MUSULMANS

Comme nous le constatons aujourd'hui, les pays arabes et islamiques sont les pays qui souffrent le plus du problème des réfugiés et des migrations forcées, qu'ils soient en Afrique, en Asie ou en Europe. Malgré que l'asile et *l'aman* aient joué un grand rôle dans les pratiques hospitalières et dans l'histoire de ces pays, rares ont été les législations nationales islamiques promulguées dans ce domaine en dehors du monde afro-arabe[152]. Au niveau régional arabe ou islamique, il n'existe aucun document relatif à l'asile, aux réfugiés ou aux droits de l'homme ayant une force obligatoire. Toutefois, des déclarations et des projet de textes en la matière ont été rédigés par différents organes et plusieurs rencontres ont eu lieu à ce sujet aussi bien au niveau du monde arabe que du monde musulman.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

148 Cf. Asian-African Legal Consultative Committee, Report of the Third Session, 20 January to 4 February, The Secretariat, New Delhi (India).

149 Voir développements ci-dessous sur l'asile en Asie, voir les textes de ces principes, in Office du HCR, Recueil des traites... op. cit., pp. 235-241.

150 Sur ces deux Conférences, voir Robert Gorman, Coping with Afric's Refugee Burden: A Time for Solution, Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht/Boston/Lancaster, 1987; voir aussi Khadija Elmadmad, Présentation de l'ouvrage: Coping with Africa's Refugee Burden. A Time for Solutions de Robert F. Gorman, in Revue marocaine de droit et d'économie du développement, No. 20, 1989, pp. 287-290.

151 Cf. Goran Melander, Coping with Africa's Refugee Burden, pp. 182-184.

152 L'asile est cependant quelque fois mentionné dans les textes juridiques internes des pays arabes. Parfois on fait plutôt référence à la non extradition des réfugiés politiques. C'est ainsi, qu'en dehors du monde afro-arabe, on trouve une référence à l'un de ces deux concepts dans la Constitution de Bahrain de 1973, art. 21; de l'Irak de 1970, art. 34 et art. 4 de la législation irakienne sur l'asile politique No. 51 de 1971; de Constitution de la Jordanie du 1 janvier 1952, article 21; de la Syrie du 5 septembre 1958, article 20, et article 34 de la Constitution de 1972; du Koweit, art.42 de la Constitution de 1962; dans l'art. 62 de la législation libanaise de 1962 sur l'entrée et la sortie des étrangers du pays; cf. Borhan Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit. pp. 174-175.

I L'asile dans les documents arabes sur les réfugiés et les droits de l'homme

Dans le monde arabe du XXème siècle, la question de l'asile et de la protection des réfugiés a été très tôt liée à celle du secours et à la prise en charge du peuple palestinien. Après la création de l'Etat d'Israël, tout un peuple arabe a été transformé en réfugiés et apatrides. Ce peuple continue depuis les années 1948 d'être exposé à l'exil et à la vie dans des camps de réfugiés. Plusieurs de ces Palestiniens ont trouvé refuge dans les Etats arabes[153].

Il n'existe pas un droit inter-arabe en matière d'asile ou de protection des réfugiés. Cependant, aussi bien la Ligue des Etats arabes que d'autres institutions arabes ont promulgué des textes et conduit des actions en vue de la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile et l'adoption d'un cadre régional en la matière.

A La Ligue des Etats Arabes et la question de l'asile

La ligue des Etats arabes n'a promulgué jusqu'à présent aucun texte à portée obligatoire sur l'asile mais il existe plusieurs instruments susceptibles de s'appliquer aux réfugiés et aux demandeurs d'asile et des projets ayant trait directement à l'asile

a L'asile dans les textes à portée générale, adoptés par la Ligue des Etats arabes

Parmi les neuf pays afro-arabes, seul l'Egypte était présent lors de la création de la Ligue des Etats arabe le 22 mars 1945, Les huit autres n'étaient pas encore indépendants à cette époque. Toutefois après leurs indépendances, ils ont tous adhéré à la Ligue. Djibouti fut le dernier pays afro-arabe à avoir rejoint l'organisation arabe en 1977, elle fut précédée par la Somalie qui était devenue membre en 1974[154].

L'un des objectifs de La Ligue des Etats arabes, comme il ressort de l'article 2 (d) de son pacte, est :

> "d'assurer ...une coopération étroite entre les Etats-Membres dans....les questions de nationalité, passeports, visas et exécution des jugements d'extradition".

C'est ainsi que parmi les premiers documents adoptés par cette organisation régionale figure la Convention sur l'extradition, Signée au Caire le 14 septembre 1952. L'article 4 de cette convention stipule que: "l'extradition ne sera pas accordée pour les délits politiques. Il appartient à l'Etat sollicité de déterminer la nature politique ou non du délit". Cependant l'extradition est obligatoire pour les délits suivants:

- 1) des attentats contre les monarques, les chefs d'Etas, leurs épouses et leurs descendants directs
- 2) contre les héritiers du trône
- 3) dans le cas des crimes et meurtres avec préméditation
- 4) les crimes de terrorisme[155].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

153 Sur les Palestiniens comme réfugiés et comme apatrides et les problèmes de leur protection, voir Professor Goodwin-Gill (ditor in-Chief IJRL), The Rights of Refugees and Stateless Persons: Problems of Stateless Persons and the Need for International Measures of Protection, intervention aux Congres mondial sur les droits de l'homme, New Delhi (Inde), 10-15 décembre 1990 , pp. 9-14; Ahmed Ghaleb et Hafida Chekir, La Protection des Réfugiés Palestiniens, Ligue des Etats arabe, Working paper 89.

154 Pour plus de détails sur La ligue des Etats arabes, ses membres et ses organes, voir Encyclopaedia Middle East and North Africa, op. cit. pp. 248-252.

Pour le texte du Pacte de la Ligue des Etats arabes, voir, Nations Unies, Recueil des Traités, 1950, pp. 249-263.

155 Pour le texte de cette convention (en Arabe), voir Ligue des Etats arabes, Recueil des accords et des conventions (en Arabe), Service des Affaires juridiques, Tunis, 1985, pp. 101-106. Traduction personnelle.

Cette Convention allait exercer une grande influence sur les développements ultérieurs des actions normatives en matière d'asile et de protection des réfugiés dans les pays arabes. En application de la Déclaration qui a sanctionné le premier Congrès arabe des Ministres de la Justice qui a eu lieu à Rabat entre le 14 et le 16 décembre 1977, une Convention arabe sur l'assistance judiciaire fut signée à Riad et adoptée par le Conseil des ministres le 6 avril 1983[156]. L'article 17 de cette convention stipule que les jugements ne sont pas exécutoires pour les crimes ayant un caractère politique ou connexe, à l'exclusion des délits suivants (même lorsqu'ils ont un but politique):

-1) les attentats contre les monarques et les chefs d'Etats des parties contractantes, de leurs épouses et leurs descendants directs

-2) les attentats contre les héritiers du trône ou les adjoints des chefs d'Etats

-3) les crimes et meurtres avec préméditation contre les personnes, les autorités ou les crimes de détournement par force des moyens de transport et de communication[157].

Par ailleurs, dans un souci d'unifier les législations arabes en matière de nationalité et de réduire, par conséquent, les cas d'apatrides qui peuvent être en même temps des réfugiés, une Convention arabe sur la nationalité fut signée le 5 avril 1954, conformément à l'article 2 du Pacte de la Ligue arabe. Au terme de l'article 1 de cette convention "est considéré arabe quiconque possède la nationalité d'un Etat de la Ligue des Etats arabes"[158].

La nationalité arabe devient donc avec cette convention la nationalité d'un ressortissant d'un Etat membre de la Ligue, elle n'existe que comme conséquence d'un rattachement étatique préalable. Ce qui pourrait contribuer à réduire le nombre des réfugiés dans le monde arabe qui auront la possibilité de quitter un pays arabe où ils sont persécutés et entrer dans d'autres sans aucun problème et sans avoir à présenter une demande d'asile[159].

De plus, la femme acquiert par le bienfait de son mariage, la nationalité de son époux arabe. Dans le cas où le mari est un apatride ou un réfugié, sa femme arabe ne perd pas sa nationalité d'origine, si elle le désire (art.2).

Cependant, cette convention ne semble pas avoir attiré la ratification des Etats afro-arabes et seul l'Egypte l'a adopté[160].

b L'asile dans les textes de la Ligue Arabe relatifs aux droits de l'homme et aux réfugiés

Dans le domaine des droits de l'homme, dès 1969, le conseil de la Ligue des Etats arabes s'était préoccupé de la question et avait recommandé au Secrétariat Général d'organiser un

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette convention fut adoptée par la ligue arabe le 14/9/1952. Parmi les pays afro-arabes, l'Egypte a ratifié cette convention le 9/2/1953 et la Libye avait notifié son adhésion le 20/5/1962.

156 Voir texte, in Ibid, pp. 107-135. Cette convention fut signée et ratifiée par tous les Etats afro-arabes, à l'exception de l'Egypte.

157 Cf. Mustapha Mehdi, Le rôle de la Ligue des Etats Arabes dans la protection des réfugiés, op. cit. p. 11.

158 Voir texte de la convention, in Ligue des Etats Arabes, Recueil des accords et conventions, op. cit., pp. 194-197. Pour plus de détails, Cf.Mouskhieli, La Ligue des Etats Arabes, in Revue Générale de Droit International Public (RDIP), 1966, pp. 112 et s.

159 Il reste cependant à définir un Etat arabe. De plus, il est nécessaire d'abolir les obstacles créés par le droit interne pour l'entrée d'un ressortissant arabe ayant un statut régulier dans certains Etats arabes. De notre expérience personnelle, nous avons constaté qu'il est parfois beaucoup plus difficile pour une personne - munie d'un passeport arabe et remplissant toutes les conditions d'entrée nécessaires - de pénétrer dans certains Etats arabes que dans des pays occidentaux, malgré les nouvelles barrières créées récemment en Europe dans le domaine de la migration.

160 Selon le Recueil de la Ligue Arabe, L'Egypte est le seul un pays afro-arabe à avoir ratifié cette convention. Ce pays avait participé à sa rédaction et l'avait ratifié le 3/2/1955.

séminaire d'experts arabes pour préparer une charte arabe des droits de l'homme[161]. C'est ainsi qu'en exécution d'une décision de la Commission spéciale des droits de l'homme, un projet de Charte arabe des droits de l'homme fut préparé par un groupe d'experts, créé à cette fin et réunis pour cette raison d'avril à juin en 1971[162]. Ce projet n'a pas été de mis vigueur depuis[163].

Ce projet interdit dans son article 15 le bannissement et l'exil comme sanctions pénales. L'article 16 de ce projet consacre le droit de demander l'asile politique dans un autre pays pour fuir la persécution. Ce droit n'est pas reconnu à la personne qui aurait commis un crime de droit commun concernant l'ordre public. Le même article interdit l'extradition des réfugiés politiques. Ces stipulations paraissent ainsi en retrait des principes islamiques puisqu'elles n'accordent à l'individu qu'un droit de demander l'asile et ne parlent pas d'une obligation pour les Etats de lui l'accorder cet asile. De plus, elles réservent l'asile seulement aux réfugiés politiques.

De la sorte, les clauses relatives à l'asile sont, dans ce projet de charte de droits de l'homme, en retrait par rapport même au droit international sur les réfugiés; elles limitent l'octroi de l'asile à une seule catégorie de réfugiés tels que définis dans l'article 1 de la convention de Genève de 1951 et ne font aucune mention au principe du non-refoulement tel qu'il existe dans l'article 33 de cette même convention.

De même, les Etats arabes ont exprimé leur désir de conclure une convention arabe sur la protection des réfugiés dans les Etats arabes[164]. Ce désir était manifeste dans les organisations et organismes arabes, notamment ceux ayant trait aux droits de l'homme, dont l'Organisation arabe des droits de l'homme et l'Union des avocats arabes. C'est ainsi qu'un groupe d'experts arabes réunis, du 16 au 19 janvier 1984 à San Remo, à l'initiative de l'Institut du Droit Humanitaire, en collaboration avec le HCR avait formulé un certain nombre de propositions et recommandations sur l'asile et les réfugiés à la Ligue des Etats Arabes.

Aussitôt après, le conseil des Ministres de la Ligue allait charger le Secrétariat Générale d'étudier la question de la préparation d'un projet d'une Convention arabe sur les réfugiés[165]. La commission permanente des droits de l'homme confia la rédaction de ce projet à l'Union des Avocats Arabes (UAA) et le projet de texte fut soumis à la commission qui organisa une réunion le 6 et 7 janvier 1986 pour débattre de ce texte. La Commission des droits de l'homme désigna une commission restreinte pour étudier le projet et débattre de ses clauses. La Commission restreinte présenta ses suggestions et remarques dans un rapport adopté à l'unanimité par la Commission des Droits de l'Homme et qui fut soumis ensuite au Conseil de la Ligue pour adoption.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

161 Décision du Conseil de la Ligue No. 2487/D du 16/3/1969.

162 Résolution du Conseil de la Ligue No. 2668/30 de septembre 1970 pour préparer un projet de charte arabe sur les droits de l'homme. Pour plus de développements, voir B. Boutros-Ghali, The League of Arab States, in Karel Vasak (General Editor) The International Dimensions of Human Rights, Greenwood Press/UNESCO, Westport/Paris, 1982, pp. 575-581.

Pour le texte du projet, voir document de la Ligue Arabe, Commission des droits de l'homme No. 3/1O2/114.

163 Nous sommes procuré le document du projet de la charte arabe des droits de l'homme de la Commission permanente des droits de l'homme, lors de notre visite au siège de la Ligue des Etats Arabes à Tunis en 1988 et nous ignorons les développements ultérieurs, vue la difficulté actuelle de se procurer les documents et les informations de la Ligue Arabe . Le projet fut soumis à la Commission des affaires juridiques et au conseil de la Ligue qui a décidé en 1985 de reporter l'examen du projet jusqu'à ce que L'Organisation de la Conférence Islamique achève l'examen de son projet sur les droits de l'homme dans l'Islam.

164 Sur les efforts de la Ligue dans le domaine de l'asile et des réfugiés, voir Mustapha Mehdi, Le rôle de la Ligue des Etats arabes dans la protection des réfugiés, communication présentée au séminaire sur "L'asile et le droit des réfugiés dans les pays arabes" organisé par l'Institut international du droit humanitaire, Tunis, 15-18 mai 1988.

165 Décision No. 4409 - DR/25-G/2. du 25 avril 1984.

Le projet de la Convention arabe sur les réfugiés fut étudié et discuté par le Conseil en 1986. Il proposa des amendements au texte[166]. Depuis lors, la Commission des droits de l'homme avait soumis le texte du projet à la Commission des affaires juridiques pour la révision du texte à la lumière des propositions du conseil de la Ligue.

En novembre 1992, comme nous l'exposerons ci-dessous, les Experts arabes réunis au Caire ont produit une déclaration sur la protection des droits de réfugiés et des personnes déplacées dans le monde et l'ont soumis à la Ligue des Etats Arabes. C'est pourquoi la question des réfugiés et leurs droits figurait parmi les points inscrits à l'ordre du jour de la 99ème session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de la Ligue du 18 avril 1993 au Caire, présidé par le Maroc.

Tel que préparé par l'UAA, le projet de la convention réglementant la condition des réfugiés dans les pays arabes est composé d'un préambule et de 29 articles. Le Préambule de ce projet fait référence à la DUDH, aux deux Pactes des droits de l'homme de 1966, à la Convention de Genève sur le statut des réfugiés de 1951 et à son Protocole de 1967. Mais il ne mentionne pas la convention de l'OUA de 1969[167]. La définition du réfugié utilisée est celle d'une personne d'origine arabe qui a fait l'objet de persécutions au sens de la Convention de Genève de 1951. Le projet de la Convention arabe adopte en plus la définition élargie du réfugié telle qu'elle figure dans la convention OUA sur les réfugiés.

Le droit d'asile tel qu'il est contenu dans ce projet de convention est un droit de l'Etat accordé selon sa seule volonté à des personnes bien définies. L'article 4 déclare en effet:

> "Les pays arabes parties à cette Convention accordent le droit d'asile à tous les réfugiés arabes qui le revendiquent conformément à la définition apportée par le chapitre premier de cette Convention, sauf dans le cas où l'octroi de cet asile constituerait un danger pour leur ordre public et leur sécurité nationale. Le refus du droit d'asile doit faire l'objet d'une décision motivée soumise au contrôle du pouvoir juridictionnel de l'Etat."

L'article 6 qualifie l'asile d'acte pacifique et humanitaire qui ne doit pas être considéré par un autre Etat d'acte inamicale et recommande aux Etats parties d'accepter "la compétence de chaque Etat membre de la Ligue dans l'exercice de ses attributions sur les réfugiés qu'il accepte sur son territoire". L'article 8 interdit l'expulsion et l'extradition des réfugiés. Tout le chapitre 5 du projet de la Convention est consacré aux réfugiés palestiniens, l'article 22 (B) recommande aux Etats d'accorder le droit d'asile à tous les Palestiniens sans aucune exclusion ni contradiction avec toute assistance ou protection qui leur est fournie par d'autres instruments ou organismes régionaux ou internationaux (art. 23.). Les stipulations du Préambule recommandent aussi qu'en attendant que le peuple Palestinien:

> "recouvre la totalité de ses droits, les Gouvernements arabes sont appelés à accorder à ses individus le droit d'asile là où ils désirent y résider..."

B L'action des experts arabes dans le domaine de l'asile

En plus de la Ligue des Etats arabes, d'autres organismes arabes se sont chargés de la question, notamment les experts arabes aussi bien dans les domaines de l'asile et les réfugiés que dans le domaine des droits de l'homme.

---

166 Décision No. 4567 du 27/3/1986 qui propose à la commission des Droits de l'Homme de ne pas faire de distinction entre réfugiés arabes et non-arabes.

167 Pour une étude critique de ce projet de convention, voir Khadija Elmadmad, An Arab Convention on Forced Migration: Desirability and Possibilities, in International Journal of Refugee Law (IJRL), Vol. 3, No. 3, Oxford University Press, 1991, pp. 474-476.

COPIE DE LA BIBLIOTHÈQUE

a L'asile dans le projet de la Charte des droits de l'homme et du peuple dans le monde arabe de 1986

En décembre 1985, l'institut international des Sciences Criminelles de Syracuse (Italie) avait organisé une conférence pour les juristes du monde arabe sur le thème "Justice criminelle: éducation, réforme et droits de l'homme". A la clôture de la conférence il fut recommandé par les participants la réunion d'un groupe d'experts arabes pour rédiger un projet d'une charte des droits de l'homme dans le monde arabe. En réponse, le groupe d'experts arabes fut réuni du 5 au 12 décembre 1986 au siège de l'institut des sciences criminelles et prépara le projet de la Charte des droits de l'homme et du peuple dans le monde arabe[168].

L'article 8 du projet de 1986 recommande la liberté de mouvement des citoyens des pays arabes et interdit l'expatriation comme mesure de sanction. L'article 40 est relatif à l'asile et déclare:

> "1) Tout individu a le droit, en cas de persécution pour des motifs politiques de rechercher et de recevoir asile en tout pays arabe, conformément aux règles du droit international et aux dispositions de la présente Charte.
>
> 2) Le réfugié ne peut être expulsé ou refoulé vers tout autre pays arabe ou étranger où il risquerait d'être persécuté ou dans lequel sa vie serait en danger."

Le seul problème avec les stipulations de cet article c'est que le demandeur d'asile dans le monde arabe ne pourra pas, en fait, jouir du droit d'asile déclaré, étant donné qu'aucun texte international ou régional ayant une force obligatoire n'acccorde un droit de l'asile à l'individu.

b Les séminaires des experts arabes relatifs à l'asile et aux réfugiés

Quatre séminaires des experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés furent organisés par l'Institut International du Droit Humanitaire de San Remo, en collaboration avec le HCR: à San Remo en 1984, à Tunis en 1989, à Amman en novembre 1991 et au Caire en novembre 1992.

Durant ces quatre rencontres des contacts fructueux ont eu lieu entre les différents experts arabes en la matière et des études approfondies furent présentées par les participants[169].

La dernière rencontre des experts arabes se termina par la production d'une déclaration intitulée "La Déclaration du Caire sur la protection des réfugiés et les personnes déplacées dans le monde arabe", de novembre 1992. Cet instrument arabe est significatif, il vient après la guerre du Golfe qui avait déplacé des milliers de personnes et dévoilé toutes les lacunes du droit international des réfugiés. L'apport essentiel de ce document est de faire un lien entre les concepts de "réfugié" et "de personne déplacée", juste comme le faisaient les instruments internationaux relatifs aux réfugiés dans l'après guerre européenne. Par ailleurs, ce texte fait référence aux principes islamiques sur l'asile, aux instruments universels, mais aussi à la convention de l'OUA de 1969 et surtout à la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés et sa définition la plus large du concept de réfugié.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

168 Pour plus de détails sur ce projet et son texte, voir Institut Supérieur International des Sciences Criminelles, Projet de Charte des droits de l'homme et des peuples dans le monde arabe, Syracuse (Italie), 1987.

169 Cf. Institut International du Droit Humanitaire, Séminaires sur le droit d'asile et le droit des réfugiés dans les pays arabes, San Remo, 16-19 janvier 1984; Deuxième séminaire d'experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés: conclusions, Tunis, 15-18 mai 1989; Troisième séminaire d'experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés, Amman, Jordanie, 2-4 novembre 1991 et quatrième séminaire d'experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés, Le Caire, 16-19 novembre 1992.

II L'asile dans les instruments islamiques régionaux

Malgré la gravité du problème des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le monde musulman, aucun texte régional islamique ne se réfère à cette question directement.

Aussi bien l'article 13 du projet de Charte des droits de l'homme dans l'Islam issue de la conférence de l'Organisation de la Conférence Islamique de Dakar de 1983 ainsi que l'article 12 de la Déclaration du Caire du 5 août 1990 traitent du droit d'asile. L'article 12 de déclaration du Caire stipule à ce sujet:

> "Toute personne bénéficiera, selon les règles de la Sharia, de liberté de mouvement et du droit de choisir son domicile soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays et du droit de demander l'asile dans un autre pays. Le pays de refuge assurera la protection jusqu'à ce qu'il sera en sûreté, à moins que le refus de l'asile ne soit motivé par un acte que la Sharia considère comme un crime"[170].

Ce texte islamique garantie un certain droit à l'asile mais il parait en retrait par rapport à la théorie islamique de l'asile, telle que nous l'avons exposé dans le chapitre I: les Etats ne sont pas liés par le devoir d'accorder l'asile et l'individu n'a pas de droit à recevoir l'asile, mais seul à le demander.

Les mêmes stipulations se retrouvent dans l'article 19 de la Déclaration islamique universelle des droits de l'homme du 19 septembre 1981 (21 dul al-qidaa 1401), préparée par un groupe d'experts du Conseil islamique à Londres qui déclare:

"a) Toute personne persécutée ou opprimée a le droit de chercher refuge et asile. Ce droit est garanti à tout être humain quels que soient sa race, sa religion, sa couleur ou son sexe.

b) Al Masjid Al Haram (la maison sacrée d'Allah) à la Mecque est un refuge pour tous les musulmans."[171].

Les dispositions de cet article tentent de réinstaurer le concept de sanctuaire, tel qu'il figure dans le droit musulman. La question qui reste à poser consiste à savoir s'il est possible de mettre en vigueur ces dispositions.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SOUS-SECTION III

COMPARAISON AVEC LES AUTRES SYSTÈMES RÉGIONAUX SUR L'ASILE ET LES RÉFUGIÉS

Si l'on compare le concept d'asile tel que contenu dans les instruments africains, arabes et islamiques avec celui qui se trouve dans les continents américains, européens et asiatiques, on se rendrait compte que le premier est relativement plus large et en avance par rapport au deuxième.

I L'asile dans les instruments américains

La conception latino-américaine de l'asile est une conception bien ancrée dans l'histoire de cette région. De plus la définition latino américaine du réfugié est la définition la plus actuelle.

---

170 Voir texte in UN-Doc A/45/45/421/5/21797, p.199. Cette déclaration fut issue le 5 août 1990 au XIXème Sommet de la Conférence islamique au Caire, Re.49/10.P.

Traduction personnelle du texte anglais.

171 Pour le texte de cette déclamation, voir Déclaration Islamique Universelle des Droits de l'Homme, publications du Conseil Islamique, Londres.

A L'asile dans l'histoire juridique latino-américaine

Le concept d'asile est assez développé dans la tradition, dans la pratique et dans le droit de l'Amérique Latine[172]. Plusieurs leaders politiques ont été forcés à l'exil dans l'histoire de cette région, ce qui a aidé au développement d'un concept juridique propre. La codification du concept juridique américain de l'asile date du XIXème siècle. Tout le titre II du Traité de Montevideo du 23 janvier 1889 sur le Droit Pénal International est consacré à l'asile et son octroi aux réfugiés politiques aussi bien à l'intérieur des territoires des Etats signataires que dans leurs légations diplomatiques[173].

Ce traité fut suivi par un certain nombre d'autres instruments latino-américains en matière d'asile et de réfugiés: en février 1928, la Convention de la Havane sur l'asile; en décembre 1933, la Convention de Montevideo sur l'asile politique; en mars 1940, un autre Traité de Montevideo sur le droit pénal international, qui inclue des dispositions sur l'asile dans la région; en mars 1954, la Convention de Caracas sur l'asile territorial; en novembre 1969, le Pacte de San José du Costa Rica relatif aux droits de l'homme et en février 1981, la convention inter-américaine sur l'extradition[174] .

Tous ces instruments américains traitent de l'asile diplomatique et territorial et des concepts de réfugiés et "asilés" (des personnes persécutés politiquement qui cherchent un refuge). Aux termes de l'article 22 (7) du Pacte de San José de 1969, l'asile parait être un droit de l'individu, il est limité cependant par les dispositions relatives au droit interne:

> "Toute personne a le droit, en cas de persécution pour délits politiques ou pour délits de droits communs connexes aux délits politiques, de chercher et de recevoir asile en territoire étranger conformément à la loi de chaque Etat et aux Conventions internationales."

Ce qui revient tout simplement à l'exclusion de ce droit, comme nous l'avions démontré ci-dessus pour les stipulations de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Le paragraphe suivant de ce même article interdit le refoulement et le renvoi des réfugiés vers un pays où il y a un risque pour leur vie. Mais à l'analyse des textes américains relatifs à l'asile , nous pouvons conclure:

- 1) que le concept traditionnel de l'asile en Amérique Latine est plus restreint que celui de la convention de Genève, il garantie l'asile aux réfugiés politiques seulement à l'exclusion des autres causes qui peuvent justifier la recherche de l'asile
- 2) que les termes de réfugié et "asilés" sont utilisés, sans distinction
- 3) qu'il s'agit d'un asile individuel seulement et que l'octroi de l'asile de groupe (*prima facie*) n'est pas mentionné.

B La nouvelle définition du réfugié en Amérique Latine: la définition la plus large en droit international actuel

Depuis les années 1960 et 1970, la région latino-américaine s'est trouvée confrontée à des déplacements massifs. De plus, les Etats américains avaient adhéré aux instruments internationaux sur l'asile; le concept traditionnel de réfugié était devenu inadéquat dans la région.

---

172 Sur les concepts d'asile et de réfugiés en Amérique latine, voir Roberto Guellar, Diego Garcia-Sayan, Jorge Montano, Margarita Diegues, Leo Valladares Lanza, "Refugee and Related Developmnent in Latin America: The chalenges Ahead", International Journal of Refugee Law, Vol. 3, 1991 pp.482-498.

173 Voir texte, in Office du HCR, Recueil des traites et autres textes de droit international concernant les réfugiés, op. cit. pp. 271-280.

174 Pour les textes de tous ces documents, voir ibidem.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En 1984, le continent américain avait produit la définition la plus large et la plus compréhensive en droit international moderne: la définition de la *Déclaration de Cathagène* sur les réfugiés[175]. Cette Déclaration prise d'un colloque organisé pour l'occasion le 22 novembre 1984 à Carthagène des Indes recommande dans son article III (3) d'étendre la définition de réfugié contenue aussi bien dans la convention de Genève de 1951 que dans la Convention de l'OUA de 1969 aux:

> "personnes qui ont fui leur pays parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté étaient menacées par une violence généralisée, une agression étrangère, des conflits internes, une violation massive des droits de l'homme ou d'autres circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public."[176].

L'originalité de cette définition réside dans le lien qu'elle établit entre les causes de l'asile et les violations des droits de l'homme, au sens général du terme (droits individuels et collectifs). C'est d'ailleurs la même définition qui a été proposée par la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme à l'Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains (OEA) en 1981-82[177]. En exposant l'évolution du problème des réfugiés, la Commission avait remarqué, durant cette session, qu'il était devenu nécessaire d'apporter des changements à la définition de l'asile telle qu'elle existait en Amérique Latine[178].

La Déclaration avait utilisé le même langage que celui de la Commission des Droits de Homme. Mais comme c'était le cas pour la Convention de l'OUA, la terminologie utilisée par la déclaration ne suivait pas le langage de la convention de 1951 ou la terminologie internationale connue. Elle innovait en utilisant une terminologie nouvelle. Des termes comme la violence généralisée, la violation massive des droits de l'homme. L'urgence et la gravité de la situation des réfugiés et des personnes déplacées obligeaient les rédacteurs latino-américains de sortir du cadre linguistique international traditionnel, de développer une définition plus large et plus humanitaire permettant d'accorder l'asile à un plus grand nombre de personnes; de retourner au passé en quelque sorte.

C'est ainsi que les définitions africaines et américaines ont suivi les mêmes développements et ont abouti aux même résultats. Dans les deux situations le HCR a joué un rôle d'initiateur. C'était un rôle important, qu'il n'a pu jouer en Europe ou en Asie.

II Les incertitudes de l'Europe et le vide juridique de l'Asie

Les événements actuels de l'Europe ont démontré qu'aucune région du monde n'est immunisée contre le "mal des réfugiés" ou qu'elle à l'abri des conflits armés et des mouvements massifs de populations.

Les pays d'Europe occidentale ont hésité pendant longtemps à adopter un instrument régional sur l'asile et les réfugiés. Ils appliquaient les stipulations de la Convention de Genève dans leur droit interne et dans leur pratique en les complètant par des textes occasionnels et par une pratique généreuse associant au statut de réfugiés *de juré* un statut de réfugiés *de facto*. Récemment de nouveaux développements juridiques ont eu lieu en Europe. Ce continent se prépare actuellement à se doter d'instruments spécifiques sur l'asile et les réfugiés. Seulement, à la différence des continents américain et africain, l'Europe est en train d'adopter un droit régional en retrait par rapport à l'instrument universel.

---

175 Pour des détails sur cette définition, son historique, sa portée et sa comparaison avec la définition africaine, voir Eduardo Arboleda, "Refugee Definition in Africa and Latin America: the Lesons of Pragmatism", op. cit., pp. 183-207.

176 Cf. Bajo los aupiscios del Gobierno de la Republica de Colombia, Coloquio Sobre de la protection internacional de los refugiados en America Central, Mexico y Panama: problemas juricos y humanitario, Université de Cartagène des Indes, Faculté de Droit, 19-22 novembre 1984, p. 24.

177 Cf. Rapport Annuel de la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme de 1981-82, OEA/SER L/V/11.57 Doc.6, Rev.1, 20 Sep 1982.

178 Cf. E. Arboleda, "Refugee Definition..., op. cit. p. 203 et s.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A Les hésitations de l'Europe

Au niveau européen, il n'existait pas jusqu'à très récemment de convention spécifique à l'asile ou aux réfugiés. Cependant, plusieurs instruments (recommandations, déclarations, et principes) ayant une relation avec le sujet avaient été promulgués, soit par le Conseil de l'Europe soit par la Communauté européenne (CEE).

Parmi les textes adoptés par le Conseil de l'Europe, nous pouvons mentionner: la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales de Rome du 4 novembre 1950, ainsi que ses neuf protocoles additionnels; l'Accord européen sur le transfert de la responsabilité à l'égard des réfugiés du 16 octobre 1980; l'Accord européen relatif à la suppression des visas pour les réfugiés du 20 avril 1959; La Recommandation 787 (1976) sur l'harmonisation de la pratique en matière d'éligibilité, conformément à la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967; la Recommandation 293 (1961) relative au droit d'asile; la Résolution 14 (1967) relative à l'asile en faveur des personnes menacées de persécution; la Déclaration relative à l'asile territorial du 18 novembre 1977; la Convention européenne pour la répression du terrorisme du 27 janvier 1977 etc...[179].

Parmi les textes adoptés par la CEE, nous citons le Règlement No. 1408/71 du Conseil de la Communauté Européenne du 14 juin 1971 relatif à la sécurité sociale des travailleurs migrants, La convention de Dublin de 1990, et les clauses de l'Accord de Schengen de 1985 et de 1990 relatives à la détermination du statut de réfugié etc. La caractéristique principale de ces deux derniers instruments est la remise en cause de la Convention de Genève de 1951 et la restriction des principes de l'asile tels que mentionnés dans les clauses de cette convention[180]. Ces deux instruments vont engendrer plusieurs violations des clauses de Genève, comme celui du principe du non-refoulement qui se trouve bafoué par la règle nouvelle (art. 29 de l'accord de Schengen) qui oblige les Etats à examiner les demandes provenant seulement des réfugiés à l'intérieur de leurs territoires.

La pratique européenne a été marquée pendant longtemps par l'application et le respect des dispositions de la Convention de Genève de 1951 du point de vue juridique, mais par l'application, en même temps, d'un concept d'asile plus large au niveau pratique en acceptant parfois "*des réfugiés de facto*" ou "asilé" (comme nous allons le voir dans le chapitre sur le droit interne de l'asile) qui tout en n'entrant pas dans la définition de l'article I de la Convention de Genève de 1951 sont admis pour des raisons humanitaires; ce que Paul WEISS appelle les réfugiés nés de nouveaux problèmes internationaux et de nouvelles circonstances[181]. Avec les nouveaux développements juridiques en Europe, cette catégorie est de moins en moins acceptée et c'est le concept des "*réfugiés en orbite*" qui se trouve renforcé. Ce sont des réfugiés qui viennent principalement d'un pays d'asile du Sud et qui ne sont pas acceptés pour une réinstallation dans un pays du Nord, sur la base qu'ils avaient déjà trouvé un pays d'asile[182]. Ils vont d'un pays à un autre à la recherche d'un asile, chaque pays les renvoyant vers un autre.

CADESUR - BIBLIOTHEQUE

179 Pour les textes de ces différents documents européens, voir Office du HCR, Recueil des traités, pp. 321 et s.

180 Cf. Joé J. Bolten, From Schengen to Dublin: The new frontiers of refugee law, in H. Mejers et al, Schengen: internationalisation of central chapters on the law of aliens, refugees, security and the police, W.E. Tjeenk Willink, Klumer Law and Taxation, 1991, pp. 8-36.

181 Cf. P. Weiss, "Convention Refugees and De facto Refugees", in Goran Melander & Peter Nobel (Eds), African Refugees and the Law, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala (Suède), 1978, pp. 15-22.

182 Sur ce concept, voir Goran Melander, "Refugees in Orbit", in ibid, pp. 27 et s.

Pour le Professeur François RIGAUX, "entre les proclamations généreuses (sur l'asile) figurant aux préambules des constitutions occidentales... et la réalité quotidienne de ceux qui sollicitent cet asile, la contradiction paraît flagrante"[183]

Il y eut, en 1961, une tentative d'inclure dans le deuxième Protocole à la Convention européenne sur les droits de l'homme un article concernant le droit d'asile. Le projet de cette article était rédigé comme suit:

> "1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile sur le territoire des Hautes Parties contractantes..."[184].

Les développements récents en Europe ont cependant démontré un recul par rapport au passé et ont prouvé une attitude contraire à l'attitude humanitaire de la Résolution 14 sur l'asile territoriale adoptée par le Conseil de l'Europe en 1967 et une interprétation de plus en plus restrictive de la convention européenne des droits de l'homme et notamment de l'article 3 relatif aux traitements inhumains et dégradants[185]. Pourtant, cet article fut souvent utilisé auparavant pour appuyer des demandes d'asile en Europe[186]. Mais dans l'affaire Vilvarajah et autres contre le Royaume Uni, la Cour des droits de l'homme de Strasbourg avait conclu en 1991:

> "En vertu d'un principe de droit international bien établi, et sans préjudice des engagements découlant pour eux des traités y compris l'article 3, les Etats contractant ont le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non-nationaux. En outre ni la Convention européenne des droits de l'homme, ni ses protocoles ne consacrent le droit d'asile politique"[187].

Suite aux accords de Schengen de 1985, de la Convention de Dublin de 1990 une politique restrictive vis à vis de l'octroi de l'asile est en train de se tracer en Europe et le droit d'asile et des réfugiés est en grand danger dans ce continent, notamment au regard des articles 32 et 33 de la convention de Genève[188].

L'Accord de Schengen relatif à la libre circulation des personnes signé en 1985 et révisé en 1990 comprend 142 articles, 11 parmi ces articles sont consacrés à l'asile, ils sont classés

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

183 Cf. Prof. François Rigaux, La situation juridique et sociale des requérants d'asile en Europe occidentale, in Ligue suisse des droits de l'homme, La forteresse européenne et les réfugiés: actes des 1ères Assises européennes sur le droit d'asile, Lausanne, 15-17 février 1985, Editions d'en bas, Lausanne 1983, p.97.

184 Cf. Conseil de l'Europe, Recommandation 293 du 26 septembre 1961 relative au droit d'asile.

185 Par exemple, par un arrêt rendu à Strasbourg le 27 août 1992 dans l'affaire vijayanthan et Pusparajah c. France, La Cour européenne des droits de l'homme avait décide àl'unanimité que faute pour les requérants de posséder la qualité de "victime", elle ne peut connaître du fond de l'affaire.

Les requérants allégaient que leur renvoi au Sri-lanka imminent après le rejet de leurs demandes d'octroi du Statut de réfugié en France, les exposerait à des persécutions ou traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cependant, la Commission européenne des droits de l'homme puis la Cour avaient conclu qu'il n'y avait pas de violation de l'article 3. Cf, Conseil de l'Europe, jugement Vijayanthan.

Aussi, par un arrêt rendu le 30 septembre 1991 dans l'affaire Vilvarajah et autres c. Royaume-Uni, qui se rapporte au refoulement vers leurs pays d'origine de cinq sri-lankais, la Cour a jugé également, par huit voix contre une, qu'il n'y avait pas eu violation de l'article 3 de la convention européenne des Droits de l'Homme.

Cf. Council of Europe, Report of the Commisssion of 8 May 1990; Council of Europe, European Court of Human Rights, judgement, Case of Vilvarajah and others v. United Kingdom, Strasbourg, 30 October 1991.

186 Sur cette question, voir, R. Plender, Problèmes soulevés par certains aspects de la situation actuelle des réfugiés sous l'angle de la Convention européenne des Droits de l'Homme, Publications du conseil de l'Europe, strasbourg, 1985.

187 Cf. Council of Europe, European Court of Human Rights, Case of Vilvarajah and Others v. United Kingdom, (45/1990/236/302-306), Judgement, Strasbourg, 30 October, 1991.

188 Cf. Jean-Yves Carlier, Harmonisation des politiques d'asile des pays d'Europe: les enjeux juridiques, intervention au Colloque Les réfugiés en France et en Europe: quarante ans d'application de la Convention de Genève de 1952-1951, organisé par l'OFPRA, Paris, 11-13 juin 1992; voir aussi les développements sur les politiques restrictives européennes de l'asile dans la Section I du Chapitre III de la Partie II de cette étude.

sous le chapitre relatif à l'abolition des frontières internes entre les pays qui les ont signé, qui sont appelés aussi Etat Schengen[189].

La Convention de Dublin du 15 juin 1990 déterminant l'Etat responsable pour l'examen de la demande d'asile est la première forme juridique d'une politique commune européenne sur l'octroi de l'asile. Cette convention interdit aux demandeurs d'asile de choisir le pays où il peuvent présenter leur demande d'asile, elle s'accompagne d'un grand contrôle des frontières externes et de la liberté de mouvements des personnes à l'intérieur[190].

Le fait que parmi les signataires de ces deux instruments européens se trouvent des Etats voisins de certains pays arabes (Espagne et Italie notamment) est très significatif. Le Maroc est déjà sujet à de grandes vagues d'immigrants africains cherchant à entrer en Europe en contournant les nouvelles législations européennes sur la migration. En réaction, des législations marocaines contre la migration clandestine ont été promulguées récemment[191].

Aujourd'hui, partout en Europe, des restrictions sont donc crées au droit d'asile aussi bien au niveau des droits internes qu'au niveau du droit de la CEE malgré l'opposition du Conseil de l'Europe à ces restrictions. C'est ainsi que déjà dans sa séance de Juin 199O, Le Parlement européen avait critiqué la nouvelle politique restrictive de l'asile en Europe. En adoptant en 1991 une Recommandation relative à l'Europe de 1992, le Parlement européen a déploré que "certains Etats européens appliquent de façon restrictive les dispositions contenues dans la Convention de Genève de 1951"[192].

A plusieurs reprises , le Parlement européen a ainsi critiqué la démarche suivie par les douze Etats membres de la CEE pour éluder le contrôle du Parlement européen dans un domaine délicat touchant aux droits de l'homme et les a invité à élaborer une politique commune du droit d'asile qui tienne compte de la dimension européenne et internationale du problème des réfugiés et qui soit guidée par les principes démocratiques et humanitaires.

Nous constatons ainsi une certaine contradiction entre la conception de la CEE et celle du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'asile. Alors que la première organisation régionale met l'accent beaucoup plus sur le droit d'asile comme un droit de l'Etat, la deuxième organisation essaie de garantir, quand il est possible, le droit des individus à l'asile.

Mais même au niveau du Conseil de l'Europe, il a été constaté récemment que plusieurs décisions négatives concernant des déportations de demandeurs d'asile dans les pays du conseil de l'Europe furent rendues par la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme [193]. Ces décisions niaient l'application des article 3, 8 et 13 de cette convention dans le cas du refus de l'asile. Tel que conçu, le système européen des droits de l'homme pourrait être utilisé, en revanche, non seulement pour la protection des réfugiés mais aussi de tous les autres migrants involontaires[194].

En général, l'évaluation du système européen des droits de l'homme peut pousser à penser que malgré toutes les restrictions imposées aux demandeurs d'asile, il reconnait un certain

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

189 Il s'agissait en 1985 des Etats du Benelux, de l'Allemagne et de la France.

190 Pour le texte de cette Convention, voir IJRL, Vol. 2 Number 3, 1990, pp. 469-483.

191 Comme nous allons le démontrer dans le Chapire III de notre deuxième Partie.

192 Recommandation 1149 (1991) relative à l'Europe de 1992 et aux politiques en matière de réfugiés, discutée par l'Assemblée le 23 avril 1991 (3ème séances); voir texte in, UNHCR, Refugee Abstracts, CDR, Vol. 11, Number 3, septembre 1992, pp. 75-76.

193 Voir, Terje Einarsen, "The European Convention on Human Rights and the Notion of an Implied Right to de facto Asylum", IJRL, Vol. 2 No. 3, pp. 361-89.

194 Comme l'explique bien Terje Einarsen:

> "... wheras it is doubtful whether the 1951 Convention protects anybody but refugees (art. 33) against refoulement, article 3 of the European Convention on Human Rights is by no means confined to the protection of persons with a "well-founded fear of persecution". Article 3 effectively supplements the class of asylum-seekers protected by international law against removal from European States" .

Cf. ibid, p. 386.

asile *de facto* en Europe si l'on se réfère aux nombres des demandes acceptées par la Commission européenne des droits de l'homme[195]. Face aux nouvelles politiques restrictives du droit d'asile en Europe et à l'utilisation de nouveaux concepts, il faut plaider pour une interprétation plus progressiste et plus fréquente de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), ce document considéré par certains auteurs, comme le document en évolution constante, un "*living document*"[196].

Il est question actuellement d'étendre la Convention de Dublin à des pays tiers, ne faisant pas partie de la CEE. Par conséquent, les pays afro-arabes et principalement les pays de l'Afrique du Nord, se verront peut-être très prochainement appliquer les mêmes critères pour limiter l'octroi de l'asile.

B La lacune juridique de l'Asie

Le continent asiatique est caractérisé par un vide juridique concernant l'asile et les droits de l'homme, à l'exception des principes relatifs au traitement des réfugiés adoptés par le comité juridique consultatif Afrique-Asie en 1966 et en 1970 ou de quelques documents sous-régionaux. Très peu d'Etats asiatiques ont ratifié les instruments relatifs aux réfugiés ou aux droits de l'homme et de rares recherches ont été conduites sur la question de la migration involontaire dans ce continent, malgré son grand ampleur depuis la seconde guerre mondiale[197]. Très peu d'Etats asiatiques ont ratifié les instruments relatifs aux réfugiés ou aux droits de l'homme et de rares recherches ont été conduites sur la question de la migration involontaire dans ce continent, malgré son grand ampleur depuis la seconde guerre mondiale Les législations nationales sur l'asile et les réfugiés sont presque inexistantes dans ce continent comme l'affirme bien un expert asiatique, le Professeur MUNTARBHORN :

> "Law for the protection of refugees is the exception rather than the rule in the majority of Asian countries...There is neither an Asian Convention on refugees nor an Asian Convention on Human Rights"[198].

Lors de sa huitième Session, à Bangkok en 1966, le Comité juridique consultatif Afrique-Asie avait élaboré des principes relatifs au traitement des réfugiés. Dans l'article premier, ces principes donnent une définition du réfugié analogue à celle figurant dans l'article I de la Convention de Genève ainsi que les mêmes conditions pour la perte du statut de réfugiés. L'article III de ces principes réserve formellement le droit d'asile aux Etats et déclare:

> "1. Les Etats ont le droit souverain d'accorder ou de refuser l'asile à un réfugié sur leur territoire."[199].

Les mêmes principes recommandent de considérer l'octroi de l'asile comme un acte pacifique et amical, invitent les Etats à accorder l'asile provisoire et interdisent le refoulement et l'expulsion des réfugiés. Le texte des principes afro-asiatiques relatifs au traitement des réfugiés innove en proclamant un droit de retour du réfugié dans son pays d'origine (art. IV) et un droit à être indemnisé pour le préjudice et le dommage causés à la suite de sa migration forcée. L'article V stipule à ce propos:

> "Le réfugié a le droit de recevoir une indemnité de l'Etat ou du pays qu'il a quitté ou sur le territoire duquel il ne faut revenir"

---

195 Cf. Terje Einarsen, The European..., op. cit. pp. 385-386.

196 Ibid, p. 363.

197 Parmi le peu de littérature sur l'asile et les réfugiés en Europe, il faut mentionner l'ouvrage récent du Professeur Vitit Muntarbhorn de l'Université de Bangkok en Thailand, The Status of Refugees in Asia, clarendon Press, Oxford, 1992.

198 Ibidem, p.45.

199 Voir texte, in Office du HCR, Recueil des traités, op. cit. pp. 235-237.

C'est la première fois qu'un texte international soulève la question de la responsabilité des Etats d'origine des réfugiés en instituant un droit à l'indemnisation du réfugié par son Etat, pour les dommages qui lui ont été causés à la suite de sa fuite.

Par ailleurs, le Plan d'action compréhensive (CPA) de juin 1989 pour le rapatriement des réfugiés vietnamien et laotiens représente un exemple de document sous-régional asiatique relatif aux réfugiés et à leur asile[200]. Les grandes lignes du plan sont:

- 1) continuer la lutte contre l'organisation des départs clandestins de personnes
- 2) encourager et promouvoir les départs réguliers à travers des procédures légales et des programmes de migration organisée
- 3) recevoir de nouvelles arrivées de demandeurs d'asile dans les premiers pays d'asile
- 4) établir des procédures de détermination du statut de réfugié à l'échelon régionale
- 5) réinstaller les réfugiés *Bona fide* dans les pays de deuxième asile
- 6) rapatrier ceux auxquels l'asile aurait été refusé.

En résumé de cette section, nous pouvons dire qu'il n'existe pas de définition unifiée et uniforme du réfugié en Droit International et que les définitions africaine et latino-américaine donnent plus de possibilités d'asile que la définition internationale contenue dans la Convention de Genève telle qu'elle a été amendée par le Protocole de 1967.

SECTION II

LA PORTÉE DE L'ASILE EN DROIT INTERNATIONAL COMTEMPORAIN

A la lumière de l'examen des textes internationaux et régionaux relatifs à l'asile, aux réfugiés et aux droits de l'homme adoptés par les Etats afro-arabes, nous pouvons constater que l'asile est en droit international moderne:

- 1) un droit de l'Etat qui reste libre de l'accorder ou de le refuser
- 2) que la seule obligation qui lie les Etats est celle de ne pas refouler les réfugiés
- 3) que la protection garantie aux réfugiés est une protection limitée et sélective, en comparaison avec celle qui était garantie par le droit traditionnel.

SOUS-SECTION I

LE DROIT MODERNE DE L'ASILE : UN DROIT DE L'ETAT

Malgré que certains textes constitutionnels parlent d'un certain droit de l'individu à l'asile et la controverse des théories de droit sur l'asile en tant que droit de l'Etat ou de l'individu, le droit international contemporain réserve ce droit à l'Etat seulement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

200 Du 7 au 9 mars 1989, trente nations de l'Indochine, y compris le Vietnam et le Laos, s'étaient réunies en Malaisie pour préparer la seconde Conférence sur les réfugiés indochinois. Il adoptèrent à l'unanimité un projet de texte du Plan d'action. Trois mois plus tard, soixante Etats s'étaient réunis du 13 au 14 juin dans une réunion à Genève et adoptèrent formellement le texte du PLan d'action entièrement. Cf. United Nations Assembly GE.89-01441.

I La controverse doctrinale relative au droit d'asile: un droit de l'individu ou de l'Etat?

La question de savoir si le droit de l'asile est un droit de l'individu ou de l'Etat, est une question qui n'a été étudiée par la théorie juridique qu'au début du XVIII siècle. Auparavant, les théoriciens s'intéressaient beaucoup plus à la question des bénéficiaires de l'asile et des lieux de cet asile. La question même de l'asile n'était pas traitée indépendamment de celle du statut des étrangers et ne représentait pas une discipline à part[201].

En général, avant le XVIIIème siècle, le droit d'asile était un privilège des individus, comme nous avons essayé de le démontrer dans le chapitre sur le droit traditionnel. Henri VALLON confirme ce point de vue dans sa thèse sur le droit de l'asile quand il traite de la question du droit de l'asile accordé dans les sociétés traditionnelles aussi bien aux esclaves qu'aux personnes libres[202].

Cependant suite à l'apparition de l'Etat moderne et le développement du concept de souveraineté (principalement à partir du XIXème siècle et surtout après la deuxième guerre mondiale), le problème de l'asile comme un droit exclusif de l'Etat avait commencé à s'affirmer[203]. Gérard NOIRIEL parle d'un "nouvel âge dans l'histoire de l'asile"[204].

Selon les pratiques de la communauté internationale, la doctrine juridique s'est divisée sur la question du titulaire du droit d'asile. Deux théories se sont distinguées en la matière: la première réserve ce droit à l'Etat seulement et exclue toute intervention de l'individu et la deuxième considère ce droit comme un droit de l'individu. La première théorie a été élaborée au XIXème siècle, elle est liée étroitement au développement de l'Etat et de sa fonction primordiale, surtout en Europe et elle s'exprime dans les écrits des auteurs de l'école volontariste de Droit International. Cette théorie est restée présente dans les Relations Internationales jusqu'à aujourd'hui. La deuxième théorie était née au sein de l'école de droit naturel au XVIème siècle et elle était défendue par les pères du Droit International: SUAREZ, GROTIUS, PUFENDORF et VATTELL[205].

Cette deuxième théorie repose sur le fait que le Droit International est une branche du droit naturel qui s'adresse aussi bien aux Etats qu'aux individus, considérés comme des sujets de droit. Ces individus sont à la base de la constitution de toute communauté et tout Etat et leurs droits doivent être protégés en premier lieu. De plus, pour cette école le monde devrait reposer sur la solidarité et l'entraide internationales, c'est pourquoi il devient nécessaire, au nom de ce principe, d'accorder le droit d'asile à tout individu qui demande la protection contre la persécution. Dans le souci de sauvegarder l'homme, l'octroi de l'asile deviendra une obligation pour tous les Etats et les communautés. Ce droit pourrait être imposé même par la force ou par une intervention humanitaire ayant pour but d'arrêter la persécution, comme l'affirme bien GROTIUS dans ses écrits[206].

Cette théorie était applicable jusqu'à la fin du XVIIIème siècle. Elle a disparu depuis, elle essaie de s'affirmer de nouveau depuis la deuxième guerre mondiale à cause des développements internationaux et les progrès atteints dans le cadre des droits de l'homme,

COLLECTION - BIBLIOTHEQUE

---

201 Cf. Delessert Ch., L'établissement et le séjour des étrangers au point de vue juridique et politique, Thèse, Lausanne 1924, pp. 132 et s.

202 Cf. H. Wallon, Le droit d'asile, op. cit. pp. 74 et s.

203 Manner G., "The Object Theory of the Individual in Intenational Law", A.J.I.L., Vol. 46, 1952, pp. 428 et s.

204 G. Noiriel, La tyrannie du national, op. cit., p.233.

205 Suarez (1548-1617) avait développé cette théorie dans son livre **Civitas maxima**; Grotius (1583-1645), qui était lui même un réfugié,l'avait exposé en 1646 dans son livre **De jure belli ac pacis libri tres (traduit en Anglais en 1925 par F.W. Kelsey, Oxford, Prolegomema)**; Pufendorf (1632-1693) dans son ouvrage **De jure naturae et gentium** (traduit en Français en 1771 par Jean Barbyrac, le droit de la nature et des gens, Basle). Pour plus de développements sur le droit des individus à l'asile et les justifications des auteurs de cette école, voir Graham-Madsen A. The Status of Refugees in International Law, pp. 6 et s.

206 Grocius H. op.cit. Book II, ch.2, sec. 40 et Ch. 25, sec. 8.

mais sans un grand succès. Le droit d'asile reste en grande partie soumis à la théorie de l'école volontariste, mais la seconde théorie n'est cependant pas complètement absente, elle justifie l'existence en Droit International des Réfugiés de l'obligation du non-refoulement.

II La pratique internationale dans le domaine

Toutes les tentatives de soustraire le droit d'asile à l'Etat ont connu un échec depuis la deuxième moitié de ce siècle. Lors de la préparation de la DUDH, la première version de l'actuel article 14 (qui était alors art. 12) qui fut rédigée en 1947 par la Commission des Droits de l'Homme disposait que "devant la persécution, toute personne a le droit de chercher et de **recevoir** asile dans d'autres pays". En 1948, lorsque le texte fut étudié par l'Assemblée Générale de l'ONU, le mot "**recevoir**" fut remplacé par les mots "**bénéficier de**"[207].

Le projet du texte de la DUDH consacrait donc un droit de l'individu à se voir accorder l'asile[208]. Toutefois ce projet ne fut pas accepté et suscita l'opposition du Royaume Uni, du Commonwealth de l'Australie et celle significative d'un Etat musulman: le Royaume de l'Arabie Saoudite (pays soumis à la *Sharia*). Ils avaient tous fait une objection à la proposition relative à l'obligation de recevoir les réfugiés en arguant que cette obligation serait une entrave à leur souveraineté[209].

Ainsi, le projet amendé donna lieu à un texte ambigu et privant les individus d'un droit à l'asile. Ils ne peuvent obliger les Etats à leur accorder cet asile s'ils refusent de le faire. En plus de ses imperfections, le texte de l'article 14 n'est pas un texte à portée obligatoire pour les Etats, à moins qu'ils l'aient intégré dans leurs constitutions. Selon les propos même d'un spécialiste des droits de l'homme, la DUDH, se situe -en tant qu'instrument juridique - en dehors Du droit International[210].

Dans son étude de la Convention de Genève de 1951, Yefime ZARZEVSKI écrit que cet instrument "protège les Etats". Cette affirmation illustre toute la contradiction dans les objectifs de cet instrument qui se veut protecteur de l'individu réfugié et des Etats en même temps. Pour cet auteur, la Convention est un "instrument pragmatique" , elle tire son utilité durable du fait qu'elle peut contenter à la fois les Etats qui veulent voir en elle un instrument de droits de l'homme et ceux qui tout en acceptant de se plier à un règlement humanitaire international tiennent à conserver les prérogatives de leur souveraineté" [211].

Est-il vraiment possible de sauvegarder les deux intérêts et garantir les deux droits en même temps: ceux des individus et ceux des Etats?. Il nous semble que c'est de l'utopie.

Par ailleurs, dans leur commentaire du projet français d'une déclaration sur le droit d'asile présentée à la XIIème session de la Commission des droits de l'homme en 1957, plusieurs Etats s'étaient attachés à ce que ce droit soit un droit souverain de l'Etat et que l'adoption du projet proposé serait une violation de la souveraineté étatique et serait incompatible avec l'article 2 de la Charte des Nations Unies[212]. Une opposition presque générale s'était surtout manifestée contre l'article 2 de ce projet qui accordait un droit à la personne dont "la vie,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

207 Sur le droit d'asile dans la DUDH, voir Le Prince Sadruddin Aga Khan (Haut commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés), Le droit d'asile et l'article 14 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, Revue de la Commission Internationale des Juristes, Tome VIII, No. 2, Décembre 1967, pp. 3-10;

208 Report of the 3rd Session, [ECOSOC, Off. Rec., 3rd. year, 7th Sess., Supp. No. 2, Doc. E/800] Annexe A; voir Borhane Amrallah, Le droit d'asile politique, pp. 187 et s.

209 Cf. UN. Doc. A/C/.3/285 Rev.1 (1948); voir aussi Richard Plender, International Migration Law, A.W. Sijthoff, Leiden, 1972, p. 219.

210 Professeur Lauterpacht, "The Universal Declaration of Human Rights", British Year Book of International Law (BYIL), Vol. 25, 1948, pp. 354-369; cité dans Ibidem, p. 220.

211 Yafime Zarjevski, Garder vivant l'espoir, op. cit. p. 74.

212 Sur ce projet et l'attitude des Etats sur cette question en 1957, voir Doc. ONU/E/CN.4/781, p. 2.

l'intégrité physique ou la liberté sont menacées, en violation de la DUDH"[213]. Le devoir d'accorder l'asile fut donc rejeté par la plupart des Etats.

Certains Etats afro-arabes présents n'ont pas adopté toutefois une attitude extrême et ont milité pour une position intermédiaire, sans pour autant appuyer les quelques Etats qui réclamaient un droit de l'individu à l'asile. C'est ce qui ressort, par exemple, des commentaires du Maroc à ce projet qui avait adopté une attitude intermédiaire[214].

De plus, quand la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme avait examiné le projet du Pacte sur les droits civils et politiques, le représentant de la Yougoslavie à la troisième Commission de l'Assemblée Générale avait proposé d'ajouter au projet du texte du Pacte une disposition reconnaissant le droit d'asile aux individus. La proposition yougoslave fut appuyée par la suite par les représentants du Chili et de l'Uruguay, lorsque le projet fut soumis à la Commission des droits de l'homme en 1952. Le représentant de l'URSS avait proposé d'accorder un droit à l'asile à toutes les personnes persécutées pour leurs activités dans la défense des intérêts démocratiques ,pour leurs travaux scientifiques ou pour leur participation dans la lutte pour la libération nationale[215]

D'autres Etats et organisations ont mis l'accent sur l'importance d'avoir une clause sur le droit d'asile en justifiant leur proposition par le fait que la DUDH accorde un certain droit à l'asile, qu'il fallait se référer à ce document et que l'exclusion du droit d'asile d'un document des droits de l'homme serait une véritable omission[216]. Toutefois, cette proposition rencontra le rejet de la majorité des autres représentants[217]

La Cour Internationale de Justice rejeta également l'allégation d'un certain droit de l'individu à l'asile dans l'affaire du droit d'asile en 1950. La Cour avait conclu que l'Etat d'accueil avait la liberté d'accorder l'asile ou de le refuser[218].

Aussi, Les tentatives timides d'instaurer un droit à un asile provisoire au niveau régional (principalement au niveau de l'Afrique), comme nous l'avons montré précédemment, ne peuvent nous encourager à affirmer qu'il existe un droit d'asile réservé à l'individu. La Convention de 1969 recherche, par exemple, un équilibre entre trois éléments: les droit des réfugiés, leurs devoirs et les obligations des Etats à l'égard de la paix et la sécurité régionales. L'accent est cependant mis sur les deux derniers éléments. La convention est, selon même les termes du Professeur Mohammed BEDJAOUI "beaucoup plus un moyen d'entente entre les Etats et un moyen de calmer leur peur des réfugiés qu'un instrument humanitaire ayant comme but de consacrer la protection des réfugiés et leur droit à l'asile"[219].

Ainsi, dans la pratique des Etats et dans le Droit International et Régional, l'asile reste un droit exclusif de l'Etat. Le Professeur François RIGAUX écrit à cet égard que "la décision capitale de reconnaître une personne comme réfugié ou de lui accorder l'asile, demeure en principe un acte gracieux de l'Etat auprès duquel l'asile est recherché"[220]. De meilleurs développements dans la théorie des droits de l'homme feront, peut-être, renaître l'asile comme un droit de l'Homme dans le futur, tel qu'il existait avant dans les sociétés traditionnelles.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

213 Ibid, p.6, traduction personnelle.

214 Cf. Paul Weiss, Legal Aspect of the Problem of Asylum, Doc HCR 133/168/ GE. 68-12700, p. 5.

215 Doc. ONU E/CN.4/L.184 et Doc. ONU E/CN.4/L.191.

216 Voir pour les activités des différentes organisations des Nations Unies en relation avec le droit de l'asile, Doc. ONU E/CN.4/713, p. 8.

217 Commission des Nations Unies des droits de l'homme, Rapport de la 8ème Session, p. 40, Doc ONU, E/CN. 4/699.

218 Rap. CIJ 266, 282, 284, 297, pour une étude détaillée de cette affaire d'asile, voir affaire Haya de la Torre, Rap. 71 de la CIJ, 1951. Pour un commentaire sur l'affaire, voir observations de P.M Dupuy à l'Annuaire français de droit international, 1976, pp. 744-745; Evans, The Columbian-Peruvian Asylum Case; Termination of the Judicial Phase, in AJIL, 1951, p.755; Plender, Internationale Migration Law, pp. 226-227; Bettati, L'asile politique en question, p.80.

219 M. Bedjaoui, Asylum in Africa, pp. 31 et s.

220 F. Rigaux, La situation juridique et sociales des requérants d'asile en Europe, op. cit., p.100.

Les Etats sont cependant liés par la règle du non-refoulement selon le Droit actuel: une règle morale et coutumière internationale qui interdit aux Etats de renvoyer le réfugié et le demandeur d'asile vers les lieux de sa persécution où vers un pays où il existe un risque pour sa vie.

Sous-section II

De l'obligation d'accorder l'asile à l'obligation de ne pas refouler

Ce principe n'est pas l'invention du droit de Genève, il est devenu cependant une règle coutumière internationale grâce aux stipulations de la Convention de Genève de 1951.

I L'énoncé du principe non - refoulement

Le principe de non-refoulement - tel que stipulé dans la Convention de 1951 et repris dans la plupart des instruments internationaux et régionaux applicables aux pays arabes - signifie la non reconduction aux frontières des personnes qui sont entrées illégalement dans un pays et le non-refus d'admission de celles qui ne sont pas munies de documents valides pour l'entrée dans le pays d'asile[221]. Ce principe opère comme une limite au pouvoir discrétionnaire de l'Etat.

L'article 33 de cette Convention déclare à cet effet:

> "Aucun des Etats n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté seraient menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques".

La convention et les travaux préparatoires ne sont pas claires si ce non-refoulement est réservé aux réfugiés statutaires seulement ou aux demandeurs d'asile aussi[222]. La Déclaration sur l'asile territorial clarifie la question lorsqu'elle interdit également, dans son article 3, le refus de l'admission à la frontière pour les demandeurs d'asile. Cependant pour le Professeur Mario BETTATI, il faut distinguer le non-refoulement de la non-admission aux frontières. Pour cet auteur, lors de la conférence sur l'asile territorial de 1977, "le refus d'admission à la frontière a été séparé du refoulement et de l'expulsion qui sont prohibés". Pour l'admission à la frontière, l'Etat contractant s'engageait seulement à "tout mettre en oeuvre" pour qu'il n'y ait pas de refus "qui aurait exposé une personne à être persécutée, poursuivie ou punie dans l'Etat qu'elle cherchait à quitter"[223].

La notion du non-refoulement n'est pas l'invention du droit de Genève, elle existait déjà dans les textes produits par La Société des Nations. C'est ainsi que les Arrangements de 1928 contenaient une déclaration à la non-expulsion des réfugiés russes et arméniens qui n'avaient pas la possibilité d'entrer dans un autre pays voisin; c'est surtout l'article 3 de la Convention de 1933 qui prévoyait le non-refoulement des réfugiés sur les frontières de leurs pays d'origine[224]. La Convention de 1938, était déjà moins libérale sur cette question et prévoyait, dans son article 5, que le refoulement ne pouvait avoir lieu qu'après avertissement et si le réfugié de mauvaise foi avait refusé de se rendre dans un autre territoire ou de profiter des arrangements faits pour lui à cet effet.

---

221 Pour une étude approfondie de ce principe, voir Coodwin-Gill, The Refugee in International Law, Clarendon Press, Oxford, 1984, pp. 69-100; Richard Plender, International Migration Law, pp. 239-242.

222 Sur les travaux préparatoires de la conférence de Genève de 1951, voir Alex Takkenberg et Christopher C. Tahbaz, The Collected Travaux Préparatoires of the 1951 Geneva Convention Relating to the status of Refugees, Published by the Dutch Refugee Council under the auspices of the European Legal Network on Asylum, Amsterdam, 1988.

223 M. Bettati, L'asile politique en question, p. 137.

224 Pour plus de développements, voir ibid, p. 70.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le deuxième paragraphe de l'article 33 de la Convention de Genève de 1951 limite le principe du non-refoulement lorsqu'il y aurait des raisons sérieuses de considérer que le réfugié présente un danger pour la sécurité du pays d'accueil. Ce paragraphe s'explique par la position adoptée par certains représentants étatiques lors de la discussion du projet de la convention de 1951. Le projet reproduisait exactement les termes de la Convention de 1933, mais au cours des débats, certains délégués, (notamment de la France et du Royaume Uni) avaient fait prévaloir que le sentiment général avait changé depuis la rédaction de ce texte, d'autant plus que cet article ne pouvait donner lieu à aucune réserve. Ils avaient fait remarquer que la notion de non-refoulement risquait de donner lieu à des pratiques abusives et "d'emprisonner les Etats à vie". A la suite de ces remarques, il fut permis à l'Etat qui accorde l'asile de le retirer en cas où son ordre public est menacé.

II La portée du principe du non-refoulement

Le refoulement reste une forme d'asile qui s'impose à la conscience universelle. Son non-respect équivaut à livrer le demandeur d'asile à ses persécuteurs.

Le principe du non-refoulement est considéré par plusieurs auteurs comme un principe général de droit, une sorte de *Jus Cogens*. Pour le Professeur ZOLLER, l'objet et le but du droit de Genève est de soustraire une personne à la persécution. A ce titre, il n'est pas douteux que la disposition centrale du mécanisme conventionnel, soit l'obligation de non-refoulement, notamment vers un pays de tortionnaires, est sans doute devenue une obligation coutumière, opposable a tous les Etats"[225]. La permissibilité des moyens choisis pour garantir cette obligation restent cependant très vague.

Pour le Professeur GOODWIN-GILL, l'obligation de ne pas refouler revient à une obligation d'accorder l'asile, cette obligation est confirmée par l'interdiction de faire des réserves sur l'article 33 dans la Convention de Genève[226]. Pour d'autres auteurs, même si la règle est devenue coutumière, il ne s'agit que d'une "obligation de résultat" c'est à dire une obligation qui se borne à exiger de l'Etat qu'il assure un certain résultat (à savoir le non-refoulement), en lui laissant le soin d'y parvenir par ses propres moyens et très souvent sans aucun contrôle juridictionnel[227]. Pour Mario BETTATI, les débats lors de la Conférence sur l'asile territoriale de 1977 ont montré que seules bénéficiaient de non-refoulement et de non-expulsion les personnes ayant droit au bénéfice de la convention de Genève de 1951[228].

Le principe du non-refoulement a été repris dans plusieurs documents internationaux et régionaux: Convention de Genève IV de 1949 (art.70), déclaration des NU sur l'asile territoriale (art.3), Convention sur la Torture (art. 3/1), la convention de l'OUA de 1969 (art.2/3), la Convention américaine des droits de l'homme (art.22) etc. Le principe du non-refoulement est mentionné également dans la majorité des législations nationales sur l'asile et dans les constitutions d'un grand nombre d'Etats, même ceux qui ne font pas partie à la convention de Genève[229].

Dans plusieurs pays islamiques, on parle de la non-extradition des prisonniers politiques plutôt que de non-refoulement tel qu'il ressort de certaines constitutions afro-arabes,: la constitution de l'Algérie de 1976 (art. 70), des Emirats Arabes Unis de 1971, (art.38), du Bahrain de 1973 (art.21), de l'Egypte de 1971 (art. 53/2), de la Jordanie de 1952 (art. 21/a), du

CDE-CERIA - BIBLIOTHEQUE

225 E. Zoller, Bilan de recherches, op. cit., p. 32.

226 Cf. Goudwin-Gill, International Law and the Movements of Persons between States, Clarendon Press, Oxford, 1978, p.141.

227 Cf. E. Zoller, Bilan de recherches, op. cit. p. 32.

228 Cf. M. Bettati, l'asile politique en question, op. cit., p.137.

229 Cf. R. Plender, The Present State of Research Carried out by the English-Speaking Section of the Centre for Studies and Research, in Académie de Droit International de la Haye, Centre d'Etudes et de Recherches de Droit International et des Relations Internationales, op.cit., p.81.

Koweit de 1962 (art. 46), de la Tunisie de 1976 (art. 17) etc.[230]. La même chose se trouve dans la Convention arabe sur l'extradition de 1952 et la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957.

L'extradition et l'asile sont deux institutions juridiques différentes, mais elles sont liées dans la mesure où l'extradition d'un demandeur d'asile peut signifier un refus de l'asile et le refus de son extradition revient à accepter de lui accorder un asile,même temporaire[231]. Aussi, à l'origine, l'institution de l'asile était très liée à celle de l'extradition.

La convention de Genève réserve aux Etats la possibilité d'expulser un réfugié pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public (art.32/1), sous la seule condition de la non-expulsion sur les frontières où il y a un risque de persécution. L'expulsion est donc autorisée, mais sous contrôle du juge. Cependant, ce contrôle ne s'exerce donc pas dans certaines situations. C'est ce qu'on appelle, par exemple, dans la législation française les "cas d'urgence absolue"[232]. Cependant, une tendance s'est dessinée en France récemment qui considère que le principe de non-refoulement implique l'interdiction d'expulsion et d'extradition. Cette tendance a été confirmée dans un arrêt du Conseil d'Etat en 1988[233].

L'obligation de non-refoulement n'entraîne pas d'avantage l'obligation de se prononcer sur la demande d'asile. L'article 16/1 de la Convention de Genève, relatif au libre accès de tout réfugié aux tribunaux, permet au demandeur d'asile de contester seulement la violation de l'obligation de non-refoulement et non du refus d'accorder l'asile. L'obligation de non-refoulement n'entraîne pas, non plus, pour l'Etat d'accueil l'obligation de prévoir de procédure tendant à permettre aux demandeurs d'asile de faire entendre sa cause.

On pourrait donc dire que l'obligation de ne pas refouler est une limite au pouvoir discrétionnaire des Etats à accorder ou refuser l'asile et qu'elle signifie dans un certain sens un droit à recevoir l'asile pour l'individu; toutefois, la pratique dans ce domaine n'encourage pas à confirmer cette affirmation[234]. Pour Mario BETTATI:

> "la pratique en matière de refoulement ou de refus aux frontières n'en demeure pas moins bien souvent contraire aux préoccupations humanitaires auxquelles les gouvernements se prétendent attachés[235].

Certains Etats interdisent, en fait , l'entrée de leur territoire aux réfugiés, certains autres les refoulent vers leurs pays d'origine et il est difficile de contrôler judicieusement cette violation du droit des réfugiés[236].

Le principe de non-refoulement ne signifie donc aucunement une obligation à accorder un asile permanent. C'est une limite au pouvoir discrétionnaire de l'Etat dans le sens qu'il s'agit de l'obligation d'accorder un asile provisoire, mais cet asile provisoire dépendra aussi de l'appréciation de l'Etat. L'asile reste donc une prérogative exclusive des Etats.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

230 Ibid, p. 108.

231 Cf.Grahl-Madsen, Territorial Asylum: Studies in Internationale law, cité par Plender, p.108.

232 Voir développement sur cette question, in R. Sarraute et P. Tager, Le nouveau statut des réfugiés, op. cit. p. 283.

233 Conseil d'Etat, assemblée, 1er avril 1988, M. José Maria Bereciartua-Echarri, AJDA, 1988, p. 360, chronique Azibert et de Boisdeffre pp; 322-325; cité par E. Zoller, Bilan de recherches, op. cit. p. 56.

234 Cf G. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op. cit. p. 97 et s.

235 M. Bêta, L'asile politique en question, p. 139.

236 Cf. M. Bedjaoui, Asylum in Africa, op. cit., p. 38.

SOUS-SECTION III
L'ASILE MODERNE : UNE PROTECTION LIMITÉE ET SÉLECTIVE

Tels que contenus dans la Convention de Genève, aussi bien l'asile que la protection accordés aux réfugiés sont réservés à certaines catégories de migrants involontaires seulement et excluent une grande partie parmi eux, notamment toutes les personnes qualifiées de personnes déplacées à l'extérieur ou à l'intérieur de leurs pays d'origine. Ces limites sont corrigées parfois par le droit régional qui intègre dans la définition de réfugié les personnes déplacées à l'extérieur des frontières nationales. Toutefois, d'autres catégories de demandeurs d'asile restent exclues de la protection, aussi bien au niveau international que régional, soit pour des raisons précisées dans l'article 1 de la définition de Genève soit parce qu'elles ne sont pas mentionnées dans les instruments internationaux.

I Les limites du droit des réfugiés: le problème des personnes déplacées

Le grand défaut du système de Genève c'est son exclusion des personnes déplacées de la protection internationale. Leur nombre dépasse actuellement les 24 millions, et seulement pour les déplacés à l'extérieur des frontières nationales, comme le dit bien le Prince EL-HASSAN BEN TALAL

> "...the defects inherent in the present refugee regime go far than this. An estimated 24 millions distresses and displaced people currently fell outside the refugee regime net. the figure soars higher still if one includes those who are internally displaced. The Gulf crisis provided a powerful illustration of the plight of displaced persons who do not fit the 1951 definition of refugees: migrant workers, so-called returnees, de facto refugees, economic migrants - the list is long but not exhaustive." [237].

Pourtant, le droit des réfugiés qui existait avant 1951 faisait une mention des personnes déplacées. En 1946, juste quelques années plus tôt, toute la section B de la première partie de la Constitution de l'OIR consacrait une définition du terme "personne déplacée", très proche, d'ailleurs de la définition du terme de réfugié [238].

Le droit International actuel des réfugiés exclue toutes les personnes déplacées, sans faire une distinction entre les personnes déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Le Droit régional en la matière fait, cependant, une différence claire et nette entre les personnes déplacées extérieurement et les personnes déplacées intérieurement. C'est ainsi que le paragraphe 2 de l'article I de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes de réfugiés en Afrique permet à un étranger de demander l'asile suite à une fuite due à "une agression, une occupation extérieure, une domination étrangère, ou d'événements troublant l'ordre public", c'est à dire à cause d'une violence généralisée. Il existe donc à ce niveau une grande différence dans la qualification du réfugié entre le droit universel et le droit régional africain; comme si les personnes humaines, les raisons de leurs fuites et le genre de protection qui devrait leur être accordée diffèrent d'un continent à un autre, d'une race à l'autre...

La raison principale pour bénéficier d'une protection internationale est d'avoir quitté le pays d'origine. Au nom du principe sacro-saint de la souveraineté, les personnes restées à l'intérieur sont exclues alors de cette protection en Droit International. Pourtant, on rencontrait des exceptions à ce principe dans le Droit International des Réfugiés d'avant Genève qui permettait d'accorder la qualité de réfugié à des personnes se trouvant à l'intérieur même de leur pays d'origine. La constitution de l'OIR stipulait que le terme de réfugié pouvait

---

237 HRH Crown Prince el Hassan bin Talal of Jordan in celebration of RSP's tenth anniversary, Joyce Pearce Memorial Lecture: Refugee Law: Protection for the Minority, op. cit. p. 43.

238 Voir le texte de cette définition, in Office du HCR, Recueil des traités..., op. cit. p. 52.

CADERPA - BIBLIOTHEQUE

s'appliquer également à certaines catégories de réfugiés qui ont été retenus de force dans leurs pays d'origine ou qui ont été ramenés après leur fuite dans ces pays[239].

Souvent, les personnes déplacées à l'intérieur sont des personnes qui ont généralement fuit pour les mêmes raisons. Dans les pays afro-arabes, par exemple, la distinction artificielle entre les personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales repose sur des frontières elles mêmes artificielles. Les personnes déplacées à l'intérieur restent donc privées de protection et d'assistance sur la base de cette distinction artificielle. Pourtant les événements actuels en Somalie, au Soudan, en Yougoslavie... ont bien montré qu'une personne peut être réfugiée à l'intérieur de son propre pays et qu'elle a besoin d'une "intervention humanitaire" internationale[240].

II Le problème des afflux massifs et le problème des femmes et des enfants réfugiés

Parmi les oublis du droit de Genève, nous citons le problème des afflux massifs de demandeurs d'asile et du mode de détermination de leur statut pour les faire bénéficier de l'asile. Ce problème a été saisi par le droit régional, mais deux autres problèmes restent absents aussi bien du droit international que régional c'est celui des femmes et des enfants réfugiés.

A Le problème des afflux massifs

Le plus grand problème du droit de Genève c'est de n'avoir pas été conçu pour les masses mais pour des cas individuels. En application de la Convention de Genève de 1951, la détermination du statut des réfugiés se fait par étude de dossiers des personnes bien définies et pour des raisons personnelles et bien précises. Souvent l'étude demande pour être faite des preuves que plusieurs demandeurs d'asile sont incapables de fournir. A cause des conflits armés et des violations générales des droits de l'homme, l'asile est devenu pourtant impersonnel. Le problème des afflux massifs est une réalité internationale aujourd'hui, on prévoit même leur croissance au niveau mondial dans les prochaines années. Ce problème ne sera pas résolu entièrement par des améliorations des procédures ou par des interprétations "théologiques" ou larges du principe du non-refoulement, mais par une véritable révision du droit international.

La Convention africaine relative aux réfugiés garantie le statut de réfugié lors des afflux massifs (par une détermination *prima facie*), mais c'est au plan universel que les problèmes du droit d'asile doivent être repensés aujourd'hui. "Ce n'est pas sans raison que le premier article du projet de déclaration sur le droit d'asile que René CASSIN (qui avait tant fait pour la défense du droit d'asile) déposa en 1957 devant la XIIIème session de la Commission des droits de l'homme prévoyait: "la responsabilité d'assurer l'asile aux personnes qui le demandent incombe à la communauté internationale représentée par les Nation Unies"[241].

Les premiers textes internationaux sur les réfugiés et les personnes déplacées traitaient bien des afflux massifs et des personnes forcées de s'exiler en général. N'est il pas possible de revenir au passé maintenant que les afflux de réfugiés et des personnes déplacées sont massifs partout? Aussi bien la pratique actuelle des NU que celles de certains de ses organes subsidiaires s'orientent dans ce sens: des recommandations sur les afflux massifs et sur des personnes déplacées à l'extérieur et à l'intérieur des frontières internationales ont été prises au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

239 Constitution de l'OIR du 16 février 1946, Annexe 1, première partie, section A, article 3; voir aussi pour des détails sur ce point, J. Vernant, Les réfugiés de l'après-guerre, op. cit. p. 10.

240 Par exemple, le 31 mars 1993, le Conseil de sécurité a même voté une résolution (Rés. 816) qui autorise le recours àla force pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine.

241 Doc. ONU E/CN.4/781.

sein de cette organisation et peuvent orienter une refonte du droit international sur l'asile et les réfugiés.

Dans sa Conclusion No 15 (XXX) sur les réfugiés sans pays d'asile, le Comité exécutif avait demandé aux Etats de "tout mettre en oeuvre pour accorder l'asile aux personnes qui le demandent de bonne foi"; il a demandé aussi dans les cas d'afflux de personnes en quête d'asile que "ces personnes doivent toujours se voir accorder refuge, au moins temporairement" la même conclusion estime que dans les cas des pays qui reçoivent des afflux massifs, il doivent recevoir des secours d'urgence, conformément au principe "du partage équitable des charges". Tout un texte d'une Conclusion de ce Comité (Conclusion No. 22 (XXXII) fut consacré en 1981 à la protection des réfugiés en quête d'asile en cas d'arrivées massives[242]. La même attitude fut prise par la Commission des droits de l'homme dans plusieurs de ses recommandations[243].

Il reste qu'actuellement, le problème de l'asile a beaucoup évolué mais le droit de Genève n'a pas évolué avec l'évolution du problème, comme le dit bien le Prince HASSAN BEN TALAL:

> "The realities today are very different. refugee movements are characterised by mass rather than individual movements. Persecution in the Cold War sense is no longer the prime motive of migration. furthermore the emphasis on asylum state does not correspond with modern realities. For example, countries receiving involuntary migrants may be poorer than sending countries; they are easily overburdened, endangering their internal public order and, in our increasingly inter-dependent world, the peace and the security of the international community at large." [244].

B *Le problème des femmes et des enfants réfugiés*

L'une des grandes lacunes des droits de l'homme et de ses différentes branches, c'est qu'ils excluent souvent les femmes de leur champs d'application. C'est le cas du droit des réfugiés. Rien dans l'article I de cette définition ne mentionne les viols et les vices sexuels contre les femmes et les enfants comme une raison pour demander l'asile[245]. Pourtant, leur pratique est devenue chose courante dans l'actuel période du "nouvel ordre international". On pourrait peut-être, interpréter la notion de groupe social tel que figurant dans l'article I comme une raison de demander l'asile, mais la pratique des Etats n'a pas évolué le plus souvent dans ce sens[246].

Concernant les enfants réfugiés, le paragraphe 4 de l'article premier de Constitution de l'Organisation Internationale pour les Réfugiés (OIR) stipulait en 1946:

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

242 Cf. HCR, Conclusions sur la protection internationale des réfugiés adoptées par le Comité exécutif du Programme du HCR, op. cit. pp. 31-32 et pp. 48-51.

En 1980, à l'initiative de l'Autriche, l'EX-COM, avait demandé au HCR d'examiner le concept du refuge temporaire dans les d'afflux massifs et un groupe d'experts sur le refuge temporaire dans les cas des afflux massifs fut constitué (doc. NU A/AC/96/588). Ce groupe s'était réuni en avril 1981 àGenève et prépara un rapport qu'il avait soumis à l'EX-COM.

243 Cf. 48ème session de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, 27 janvier - 6 mars 1992, Recommandation 1992/73 sur les Personnes déplacées dans leur propre pays et Recommandation 1992/63 sur les droits de l'homme et les exodes massifs,; voir texte in UNHCR, Refugee Astracts, Vol. 11, Number 2, Centre de Documentation sur les Réfugiés (CDR), June 1992, pp. 96-100 et 101-102.

244 Cf. HRH Crown Prince El Hassan bin Talal, Refugee Law: Protection for the Minority, op. cit. p. 43.

245 Sur le problème des femmes réfugiées, voir Susan Forbes Martin, Refugee Women, Women & World Development Series, Zed Books Ltd, London New Jersey, 1990; UNHCR, A Selected and Annoted Bibliography on Refugee Women, CDR, Genève 1985.

246 Sur les lacunes de la protection des femmes réfugiées, voir Anders B. Johson, "The International Protection of Women Refugees, in IJRL, Vol.1, Number 2, April 1989, pp.221-232.

"Le terme "réfugié" s'applique aussi aux *enfants non accompagnés* qui sont orphelins de guerre ou dont les parents ont disparu, et qui se trouvent en dehors de leur pays d'origine. Ces enfants, s'ils sont âgés de 16 ans, recevront par priorité toute l'aide possible, y compris en règle générale, l'aide au rapatriement ...".

Des stipulations similaires ne furent repris ni dans la Convention de Genève de 1951, ni dans les instruments régionaux relatifs aux réfugiés et les enfants réfugiés se trouvent ainsi privés de la protection spéciale dont ils ont besoin[247].

Il est heureux de constater que la Communauté internationale parle actuellement, à la lumière des événements en Bosnie, en Serbie, en Somalie, au Libéria etc, du viol et des sévices contre les femmes comme des crimes internationaux. Il est devenu, par conséquent, très urgent d'élargir la définition internationale du réfugié pour y inclure les persécutions basées sur le sexe et l'âge. Les nouvelles stipulations devraient être introduites également dans le droit interne des Etats afin d'assurer une meilleure protection pour ces catégories spéciales de réfugiés.

La question des femmes et des enfants réfugiés n'a pas été complètement absente des autres textes internationaux. La Convention sur les droits de l'enfant du 2O novembre 1989, par exemple,: "non seulement garantie à l'enfant un champ large de droits fondamentaux, mais établit également un précédent en mettant l'accent sur les droits de l'enfant comme individu"[248]. L'article 22 (1) de cette convention confirme les droits de l'enfant réfugié à recevoir une protection et une assistance humanitaire.

Par ailleurs, les conclusions sur la Protection internationale, adoptées par le Comité exécutif du HCR ont souligné à plusieurs reprises la nécessité d'accorder une attention particulière à la protection des femmes et des enfants qui forment la grande partie des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le monde et ont reconnu, qu'en matière de protection internationale, il existe des situations où les enfants et les femmes réfugiés sont confrontés à des dangers particuliers, notamment les menaces à la sécurité physique et l'exploitation sexuelle. Par conséquent, L'EX-COM a invité la Communauté internationale de se pencher sur leurs problèmes[249]. Pour mettre l'accent sur la nécessité de protéger les droits des femmes réfugiées, le HCR avait organisé en avril 1985 à Genève une table ronde sur les femmes réfugiées. Cette table ronde eut lieu juste avant la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, réunie à Nairobi en juillet 1985 et qui devait adopter une recommandation relative à la situation des femmes réfugiées ou déplacées[250].

Mais malgré ces développements, les droits des femmes et des enfants réfugiés restent mal protégés.

III Les personnes exclues de l'asile selon le droit moderne

Aussi bien en Droit International qu'en droit Régional, certaines catégories de personnes sont interdites de l'asile. Ces personnes sont de deux sortes: les auteurs de crimes et les exclus du systèmes des NU.

---

247 ur ce point, voir E. Diane Pask, Unaccompagned Refugees and Displaced Children, in IJRL, Vol.1, No.2, April 1989, pp.199-220.

248 Cf. Margaret Mc Callin, "The Convention on the Rights of the Child as an Instrument to Address the Psychosocial Needs of Refugee Children", in IJRL, Vol 3, Number 1, 1991, p. 97.

249 Voir Conclusions sur la protection internationale des réfugiés, adoptées par le Comité exécutif: Conclusion XXXVI de 1985 sur Les femmes réfugiées et la protection internationale, Conclusion XXXVIII de 1987 sur Les enfants réfugiés, Conclusion XXXIX de 1988 sur Les femmes réfugiés, Conclusion XL de 1989 sur Les enfants réfugiés, Cf. Office du HCR, Conclusions sur la protection internationale des réfugiés adoptées par le Comité exécutif du programme du HCR, HCR, Genève, 1990.

250 Cf. Ibid, p. 87.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De plus l'asile est de nature temporaire et sa fin dépend normalement de la volonté du réfugié de retourner chez lui quand les conditions qui l'ont obligé de fuir ont changé. Toutefois, dans certains cas il dépend seulement de la volonté du pays d'asile qui peut retirer le statut de réfugié accordé.

A Les auteurs des crimes

Le texte de la section F de l'article premier de la Convention de Genève de 1951 considère que certaines personnes ne doivent pas bénéficier de la protection internationale et déclare:

> "les dispositions de cette Convention ne seront applicables aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser:
>
> a) qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes.
>
> b) qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'être admis comme réfugiés;
>
> c) qu'elles se seront rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies."

Il s'agit là de l'exclusion des auteurs de certains crimes du bénéfice de l'asile. Ces auteurs de crimes sont de deux sortes: les auteurs des crimes de droit commun et ceux qu'on pourrait qualifier de crimes internationaux. Cependant, une certaine incertitude et ambiguïté caractérise les définitions de ces interdits de l'asile. Comme le dit bien le Professeur ZOLLER, "les proscrits de l'asile sont rarement les mêmes personnes pour les mêmes Etats"[251].

En effet, les stipulations exclusives de la convention de Genève relatives aux crimes internationaux et aux agissements contraires aux principes des NU sont très vagues, surtout actuellement où nous assistons à une certaine sélection dans la catégorisation des violations du Droit International et des droits de l'homme. Les sanctions de la même violation du Droit International et des mêmes buts des Nations Unies, telles qu'édictées par le Conseil de Sécurité aujourd'hui, semblent jouer contre certains Etats, mais pas contre d'autres et en faveur de certains peuples mais à l'encontre d'autres, et ce selon les intérêts en présence.

L'article 7/d du Statut du HCR nous donne des précisions sur les délits considérés comme internationaux et le Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés, nous présente dans son annexe V une définition des crimes internationaux (crimes contre la paix, de guerre et contre l'humanité), telle qu'extraite du jugement du tribunal militaire international de Nuremberg[252]. Cette définition n'englobe pas, cependant, toutes les violations des droits de l'homme qui devraient être soumises à des sanctions internationales, le non-respect du droit à un environnement saint, l'exportation des déchets nucléaires des pays riches vers le pays pauvres et les risques que ces exportations présentent pour l'humanité et la nécessité de leur mettre fin ne trouvent pas, à titre d'exemples, d'échos dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU dans ce "nouvel ordre international".

Au niveau régional africain, les exclusions sont plus strictes et risquent de limiter encore plus l'octroi de l'asile. Le paragraphe 5 (c) de l'article premier de la convention de l'OUA de 1969 ajoute aux exclusions contenues dans la Convention de Genève de 1951, une clause additionnelle et difficile à interpréter qui permet de refuser le statut de réfugié à toute personne dont on a de sérieuses raisons de penser

---

251 E. Zoller, Bilan de recherches..., op. cit. p. 43.

252 Cf. HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, op. cit. pp. 96-97.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

"quelle s'est rendue coupable d'agissements contraires aux objectifs et aux principes de l'Organisation de l'Unité Africaine"

L'interprétation de telles stipulations est laissée à la seule discrétion des Etats. Pour les crimes de droit commun, il est certain qu'un criminel ne doit pas échapper à la punition, mais il faudrait instaurer un humanisme dans les traitement de ces criminels et considérer les raisons de leurs actes, leurs environnements sociaux et les raisons de leurs culpabilités. La Convention de l'OUA parle plutôt d'un crime non-politique, mais la définition de l'infraction politique pose problème en droit international moderne et aucun consensus n'a été atteint sur la question[253]. La qualification du délit politique incombe à l'Etat qui prête asile. Certains criminels sont exclus de l'asile même s'ils sont en fait des criminels politiques, cette réduction de l'asile a été instituée aussi par les différentes conventions anti-terroristes[254]

De plus, dans la pratique des Etats modernes l'asile est refusé à certains criminels de droit commun, mais il est en même temps accordé à certains dictateurs déchus et responsables de la mort ou de la misère de milliers de personnes tels: Marcos, Duvalier, le Shah, ou bien encore Numeiri et Siad Barré dans la région afro-arabe. Accorder le refuge dans ces cas pose tout le problème de l'abus du droit d'asile.

B Les autres exclus du système de la protection internationale

En l'absence d'une protection diplomatique de la part de son Etat d'origine, ou en l'absence même de cet Etat, le réfugié a besoin d'être protégé. Une protection internationale fut ainsi instituée pour se substituer à la protection nationale et fut confié au HCR. Selon l'article 6 B (8) de son statut, le HCR "assurera la protection des réfugiés qui relèvent du Haut Commissariat"[255]. Mais tous les réfugiés ne bénéficient pas d'une protection internationale.

En effet, l'article 1/D de la Convention de Genève de 1951 déclare que "cette convention ne sera pas applicable à des personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés". Cette même stipulation est reprise par l'article 7/c du Statut du HCR. Ces clauses ont pour objectif de soustraire une partie des personnes forcées à l'exil de la protection internationale; c'est le cas, notamment des Palestiniens qui reçoivent une assistance de la part de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA). Le Professeur BETTATI qualifie les Palestiniens lorsqu'il invoque leur exclusion du droit de Genève de "catégorie particulière de réfugiés"[256].

Ainsi, tout un peuple se trouve exclu du système de la protection internationale, parce que certains parmi ce peuple bénéficient de l'assistance de l'UNRWA. Cette organisation n'opère que dans certaines zones du Moyen Orient et les réfugiés palestiniens se trouvant en dehors de la zone de l'UNRWA devraient normalement bénéficier de la protection internationale, mais la pratique des Etats n'a pas été unanime à leur égard: certains pays leur accordent le statut de réfugiés mais plusieurs refusent de les considérer comme des réfugiés au sens de la définition de Genève.

CADES-LIBRE-QUE

---

253 Sur la controverse relative au crime politique voir, Prakash Sinha, Asylum and International Law, pp. 170et s.; R. Plender, International Migration Law, pp. 253 et s.
Certains ont avancé l'idée de considérer la nature et les motifs de cette infraction, c'est à dire rechercher si elle a été commise pour des motifs véritablement politiques et non pas simplement pour des motifs personnels.

254 Notamment la Convention de Tokyo du 14 septembre 1963 sur les infractions commises à bord des aéronefs; celle de la Haye du 16 décembre 1970 sur la répression des actes de capture illicite des aéronefs (détournement ou piraterie aérienne) et la Convention de Montréal du 23 septembre 1973 sur les actes illicites contre la sécurité des aéronefs (attentats divers).

255 Voir sur le concept de protection internationale, Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, pp. 127-131; Yefime Zarjevski, Garder vivant l'espoir, pp.69-82.

256 M. Bettati, L'asile politique en question, op. cit. p. 44.

Il est heureux de constater que l'exclusion instituée dans le paragraphe D de l'article premier de la Convention de Genève n'a pas été reprise dans la Convention de l'OUA de 1969. Mais il reste à s'interroger sur la place de cette Convention régionale par rapport à la Convention internationale quand à son application dans les pays afro-arabes. Il a été souvent répété par les spécialistes africains de la question de l'asile que le droit régional africain des réfugiés n'est que le complément du droit international et ne le corrige pas. Tout dépend donc de l'interprétation que font les Etats des clauses d'exclusion dans les deux Conventions.

Au niveau du monde arabe, il y eut des tentatives d'assurer la protection des réfugiés palestiniens par la production de certains textes spécifiques et par l'organisation de réunions régionales sur leurs problèmes. C'est ainsi que, par exemple, un Protocole sur le traitement des Palestiniens dans les pays arabes fut signé lors de la Session de la Ligue des Etats arabes de Casablanca en 1965. Selon ce Protocole, les réfugiés palestiniens devraient bénéficier dans les Etats arabes d'un droit de résidence, de travail, des documents de voyage etc; en bref, d'un traitement égal à celui des nationaux. Cependant, ce protocole a été ratifié par très peu d'Etats et même ceux qui l'ont adopté ne respectent pas ses clauses[257].

Une autre question risque de poser problème pour l'octroi de l'asile, il s'agit du problème de réfugiés militaires, des demandeurs d'asile faisant partie des mouvements de libération et des réfugiés qualifiés de subversifs, au terme de l'article III de la Convention de l'OUA. La théorie et la pratique internationale excluent, quelques fois, les demandeurs d'asile appartenant à ces catégories du bénéfice de la protection internationale, leur qualification en tant que tels est laissée à la discrétion des Etats. La pratique africaine a démontré cependant que les membres des mouvements de libération recevaient en général l'asile.

C La perte de l'asile

L'asile accordé doit en principe être respecté par l'Etat d'asile[258]. Toutefois, aussi bien la Convention de Genève de 1951 que celle de l'OUA de 1969 incluent des clauses relatives à la perte du statut de réfugié et par là de l'asile accordé. La Convention de Genève fixe les conditions par lesquelles ses stipulations cessent de s'appliquer: lorsqu'une personne se réclame volontairement de nouveau de la protection de son pays d'origine, quand elle acquiert une nouvelle nationalité ou recouvre sa nationalité perdue, si la personne est retournée volontairement dans son pays d'origine, si la persécution qui a causé l'asile a cessé ou les circonstances à l'origine de la demande de l'asile ont changé et que le réfugié peut se réclamer de nouveau de la protection du pays de sa nationalité. Les clauses de retrait de l'asile sont ainsi diverses et leur interprétation abusive par les Etats risque d'aboutir tout simplement à une négation de l'asile, pour des intérêts précis.

La Convention de l'OUA apporte des exigences supplémentaires, plus nombreuses et plus sévères pour la perte de la qualité de réfugié. Elle a envisagé de retirer le bénéfice de la qualité de réfugié à toute personne qui aura commis un crime grave "non-politique" en dehors du pays d'accueil, après avoir bénéficié du statut de réfugié (art.I/4.f) et à tout réfugié qui a enfreint gravement les but poursuivis par cet accord (art. I/4.g).

Lorsque l'on a en mémoire que ces clauses interviennent dans un instrument qui se veut "complémentaire" de la Convention universelle, force est de reconnaître que ces nouveaux éléments ont leur importance et peuvent constituer des normes juridiques justifiant le retrait de la protection accordée aux réfugiés dans les pays concernant notre recherche.

Dans une étude détaillée sur la perte du statut de réfugié en droit international, Louis-Antoine ALEDO distingue entre la perte volontaire et imposée du statut de réfugié qu'il

---

257 Sur ce Protocole et sur la protection des Palestiniens dans les pays arabes, voir, Dr. Mohammed El Farra, (en Arabe) L'asile et le droit des réfugiés dans le monde arabe, intervention au 4ème Séminaire des Experts arabes sur l'asile et les droits des réfugiés, Le Caire, 16-19 novembre 1992, p.3.

258 Sur cette question, voir Atlee Grahl-Madsen, Territorial Asylum, Oceanic Publication Inc, London, Rome, New York, 1980, p. 18.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

qualifie de statut insaisissable dans sa nature juridique et dans son contenu laissant les mains libres aux Etats d'imposer leurs propres procédures et lois à son sujet, très souvent loin du contrôle du juge[259].

Concernant la fin de l'asile, la meilleure solution au problème de l'asile est considérée actuellement comme le rapatriement volontaire, selon lequel la personne réfugiée décide de retourner volontairement à son pays d'origine. Ainsi, parmi les trois solutions conventionnelles du problème de l'asile (rapatriement volontaire, naturalisation et réinstallation) c'est la solution qui est préférée le plus par le HCR[260]. Cependant dans plusieurs cas le rapatriement des réfugiés n'est pas volontaire, mais plutôt forcé[261].

En guise de conclusion à ce chapitre nous pouvons dire que l'asile dans les instruments universels est plus en retrait de celui qui se trouve stipulé dans les textes régionaux, africains arabes et islamiques. Les pays afro-arabes ont adopté aussi bien les instruments universels et régionaux. L'asile tel qu'il ressort des instruments régionaux applicables aux pays afro-arabes, tout en restant moderne, possède un caractère "quasi ou semi-humanitaire" et procure une protection relativement plus large, accordée à un plus grand nombre de migrants involontaires. Par conséquent, tout en étant loin de se conformer au droit traditionnel et religieux, le droit régional marque un certain retour au droit traditionnel et dénote d'un certain pragmatisme juridique.

Toutefois, l'asile dans les instruments internationaux et régionaux reste un asile moderne ambigu, confus et partagé entre un droit de l'homme selon les exigences des droits de l'homme et un droit des Etats selon la réalité internationale[262]. Selon ce droit, les Etats africains, arabes et islamiques hésitent encore entre la volonté d'humaniser l'asile et de sauvegarder la souveraineté des Etats.

Nous répéterons tout simplement avec le Professeur BETTATI que l'asile moderne (tel qu'il est applicable aux pays de notre étude) se caractérise par des définitions prudemment incertaines: incertitude de l'asile diplomatique et précarité de l'asile territorial. Cet asile se caractérise également par une concurrence entre les instruments internationaux et des notions encore récusées de migrants forcés dont l'accès dans les pays d'asile est très souvent provisoire[263].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

259 Cf. Luis-Antoine Aledo, La perte du statut du réfugié en droit international public, R.G.D.P, Tome 95, 1991/2, pp. 373-403.

260 Du 16 au 19 juillet 1985, le HCR avait organisé une table ronde sur le rapatriement volontaire, en collaboration avec l'Institut de Droit Humanitaire de San Remo en vue de promouvoir cette solution durable.

261 Comme nous le verrons en détail dans le troisième Chapitre de la Partie II de cette étude.

262 Pau Weis, Recent Development in the law of Territorial Asylum, Human Rights Journal, Vol. 1-3, 1968 ?

263 M. Bettati, L'asile politique en question op.cit. pp. 79-106 et pp. 134-147.

CHAPITRE III

L'ASILE DANS LE DROIT INTERNE AFRO-ARABE UN ACTE TRADIONNEL OU MODERNE ?

L'angle, avant tout, international sous lequel nous avons examiné le problème d'asile ne doit pas nous faire oublier, comme le dit le Prince Aga KHAN dans son Cours à l'Académie de la Haye, "que le réfugié vit dans son pays d'accueil, sous l'empire des règles de droit qui s'imposent à lui comme à tous les autres membres de la communauté nationale"[1]. Le statut qui est normalement le sien est celui de l'étranger, un statut qui est marqué par une *infériorité* par rapport au statut du national et de l'étranger ordinaire qui bénéficie de la protection diplomatique de son pays d'origine.

C'est pour parer "aux handicaps juridiques" des réfugiés qu'est apparu un droit qui leur est spécifique au niveau international transposé dans le droit interne des pays d'accueil.

Pour rendre les stipulations internationales et régionales applicables, il est nécessaire de les incorporer dans le droit interne des Etats et de promulguer des lois nationales relatives à l'octroi du statut de réfugié et aux procédures de la détermination de ce statut.

En fait, le droit d'asile qui existe en droit international n'est qu'un droit à présenter une demande de statut de réfugié. Ce droit n'a pas une grande signification étant donné que les Etats sont libres de fixer d'une manière discrétionnaire comment ces demandes doivent être formulées, comment elles sont examinées, quels droits accorder aux réfugiés et quels devoirs leur imposer.

Malgré cette liberté de se doter d'un droit interne d'asile, une réglementation de l'octroi de l'asile reste indispensable et plusieurs documents internationaux mettent l'accent sur l'importance de cette réglementation. Les pays afro-arabes ont, en majorité, promulgué des législations nationales relatives aux réfugiés. Ils ont suivi dans cette action la pratique des pays auxquels ils étaient soumis durant leur colonisation ou protectorat.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SECTION I

LA RÉGLEMENTATION INTERNE DE L'ASILE DANS LES PAYS AFRO-ARABES: IMPORTANCE ET INFLUENCES

Il existe une controverse doctrinale quand à la liberté des Etats à mettre en vigueur les stipulations des instruments relatifs à l'asile et aux réfugiés qu'ils ont ratifiés (par le biais de la promulgation de réglementations internes en la matière) et quand à l'obligation de se

1 Cf. Sadruddin Aga Khan, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Les problèmes juridiques concernant les réfugiés et les personnes déplacées, Cours à l'Académie de La Haye, 4-6 août 1976, HCR/120/24/77 - GE.77-4072, p.20.

conformer aux principes généraux dans leur attitudes à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile.

SOUS-SECTION I

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX RELATIFS AU DROIT INTERNE DE L'ASILE ET DES RÉFUGIÉS

Une contradiction apparait entre les buts du droit des réfugiés et ses moyens. En effet, alors que ce droit a l'ambition de protéger les réfugiés, rien dans les stipulations des instruments relatifs aux réfugiés ne concerne la manière dont il faut déterminer ce statut. La détermination de ce statut donne automatiquement effet à certains droits et devoirs de la part des réfugiés statutaires.

I Obligation ou liberté de se doter de législations nationales relatives à l'asile ?

L'asile en droit international est intimement lié au statut de réfugié. Ce statut a, cependant, une nature juridique ambiguë; les instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés instituent un système à deux niveaux. Ils définissent certes un statut international des réfugiés mais ils consacrent la compétence propre de chaque Etat dans la détermination de la qualité de réfugié et donc la liberté d'octroyer l'asile ou non.

A Une liberté non-absolue à se doter ou non de législations nationales sur l'asile

Si la Convention de Genève de 1951 reste silencieuse sur l'asile, elle le reste aussi sur la question des législations nationales relatives à l'octroi de l'asile et du statut de réfugié. Les Etats parties sont donc libres de se doter ou pas de telles législations et de choisir les législations qu'ils veulent[2].

Elle laisse les Etats libres également d'interpréter les dispositions de la convention et n'institue aucun comité spécial à qui revient la tâche de l'interprétation de ses clauses et du contrôle de leur application. Cette liberté résulte en une diversité de définitions de l'asile et des réfugiés et en de nombreuses formes de procédures de détermination du statut de réfugié[3].

Toutefois, la liberté de se doter de législations nationales sur l'asile et les réfugiés n'est pas une liberté absolue. Les Etats sont tenus d'introduire les stipulations internationales en la matière dans leur droit interne. L'introduction du traité dans l'ordre interne a pour effet de lui permettre de s'imposer effectivement à l'intérieur de l'Etat, comme n'importe quelle autre norme du droit interne vis-à-avis non seulement de toutes les autorités étatiques, mais encore des ressortissants de l'Etat. C'est ce que le Professeur QUOC DINH appelle l'obligation de résultat des traités internationaux[4] .

Comme nous l'avons vu, le seul droit qui existe dans le domaine de l'asile est le droit des personnes qui sont des réfugiés aux fins des instruments internationaux et régionaux. Il va de soi que pour permettre aux Etats parties d'appliquer les dispositions de ces instruments, les réfugiés doivent être identifiés. Mais cette identification, si elle est mentionnée dans l'article 9

---

2 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit. pp. 20-24.

3 Sur cette question, voir, Richard Plender, The Present State of Research Carried out by the English-Speaking of the Centre for Studies and Research,in, Centre d'Etudes et de Recherche de Droit International et de Relations Internationales, Le droit d'asile, op. cit. p. 64.

4 Nguyen Quoc Dinh, Droit International Public, LGDJ, Paris, 1975, p. 223.

IDEF/RIA - BIBLIOTHEQUE

de la Convention de Genève de 1951 et à l'article VII de la Convention de l'OUA de 1969, n'est pas réglementée par ces instruments. Ces instruments n'indiquent pas, en particulier le type de procédure à adopter pour octroyer l'asile.

Les conséquences juridiques qui découlent des textes internationaux et régionaux relatifs à l'asile et aux réfugiés dépendent des décisions des autorités étatiques se rapportant au fait qu'un individu ou un groupe d'individus remplissent les conditions pour se voir accorder le statut de réfugié et l'asile. Des législations nationales sont donc nécessaires pour déterminer le statut des demandeurs d'asile et pour les protéger contre les lois réglementant l'admission des autres étrangers, leur résidence et leur expulsion[5].

En l'absence d'un droit à demander l'asile, certains auteurs ont milité pour, au moins, un droit du demandeur d'asile à présenter sa demande. Ils ont déclaré que ce droit n'aura aucune signification si les Etats restent libres de déterminer comment la demande d'asile devrait être présentée. C'est ainsi qu'en se basant sur l'article 31 (1) de la Convention de Viennes du 22 mai 1969 relative aux droit des traités qui stipule que les Etats doivent rendre un traité effectif (du moins quand à son objectif), le professeur PLENDER a interprété le refus d'avoir des procédures de détermination du statut de réfugié comme un refus d'appliquer la convention de Genève de 1951[6].

Le professeur PLENDER a essayé de démontrer que la liberté des Etats à déterminer le statut de réfugié n'est pas aussi totale qu'on le pense et a essayé de trouver dans les conclusions du Comité Exécutif du HCR certaines restrictions à cette liberté[7].

De plus, toujours selon ce même auteur, en se référant aux principes de Droit International dans le domaine des traités, on pourrait avancer que les Etats ont l'obligation d'après leur engagements de se doter de législations pour mettre en vigueur les dispositions des instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés auxquels ils ont adhérés. Ceci découle des règles de l'exécution de bonne foi et le respect de la règle *pacta sunt servanda*[8]. Le but de ces instruments est la protection des réfugiés contre le refoulement. Il s'ensuit donc que les Etats parties sont obligés de les admettre et de les identifier. Un refus de se doter de procédures de détermination de statut de réfugié revient à un refus d'identifier les réfugiés et donc un refus à mettre en vigueur les engagements internationaux dans ce domaine.

Par ailleurs, l'article 26 de la Convention de Viennes sur le droit des traités déclare: "Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi". L'introduction du traité dans l'ordre interne revient tout simplement à la mise en vigueur de ses clauses et devient nécessaire par conséquent.

L'European Consultation on Refugees and Exiles (ECRE), une ONG européenne qui défend les réfugiés, insiste souvent sur le fait que l'asile est un droit de l'homme en se basant sur le fait que l'absence de procédures justes, détaillées et bien administrées de détermination du statut de réfugié reviendrait à une interdiction d'accéder à l'asile pour les demandeurs d'asile et donc à un déni de protection contre la persécution, ce qui serait tout simplement une négation des droits de l'homme[9].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

5 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit., p. 165 et s.

6 Cf. R. Plender, The Present State Carried out by the English-Speaking Section of the Centre for Studies and Research, op. cit. p. 83.

7 Ibid, pp. 82-83.

8 Sur ces deux règles de l'application des traités, voir Quoc Dinh, Droit international public, op. cit. pp. 217-218.

9 Cf. European Consultation on Refugees and Exiles (ECRE), "Opinion, Fair and Efficient Procedures for Determining Refugee Status: A Proposal", in IJRL, vol.3 No.1, 1991, pp. 112-119.

L'ECRE était créé au milieu des années 1970 comme un instrument pour permettre la collaboration entre les agences volontaires d'assistance pour les réfugiés dans les pays de l'Europe occidentale. C'est un bon forum pour les personnes travaillant dans le domaine de l'asile pour se rencontrer et échanger les points

B Des procédures de détermination du statut de réfugié: une garantie pour la protection des droits des réfugiés

Le but d'une procédure de détermination du statut de réfugié est d'établir si les droits de l'homme du demandeur d'asile ont été violés, s'il manque de protection et s'il a besoin d'une protection internationale. Les procédures adoptées pour la mise en vigueur des traites relatifs aux réfugiés doivent réaliser les objectifs des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits des réfugiés et des droits de l'homme. Les Etats n'ont donc pas un pouvoir discrétionnaire dans le domaine des législations nationales relatives aux réfugiés. Aussi, les institutions chargées de l'exécution de ces lois doivent être (selon, les principes généraux du droit concernant la bonne administration de la justice) des institutions impartiales afin d'assurer une bonne administration du droit[10].

Par ailleurs, si le droit actuel des réfugiés ne consacre pas l'obligation de se doter de législations internes relatives à la détermination du statut de réfugié, d'autres instruments précédents le faisaient. C'est ainsi que l'annexe 1 de la constitution de l'Organisation Internationale des Réfugiés mettait l'accent sur la nécessité d'avoir une machine semi-juridique avec des procédures appropriées pour déterminer le statut de réfugié[11].

Le Comité exécutif a adopté une série de conclusions relatives aux procédures, principalement en 1977[12]. Le guide du HCR des procédures et des critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés énonce à cet égard:

"... qu'une personne qui présente une demande de reconnaissance de statut de réfugié est normalement dans une situation très vulnérable. Elle se trouve dans un milieu étranger et le fait de soumettre son cas aux autorités d'un pays étranger, souvent dans une langue qui n'est pas la sienne, peut présenter pour elle de grandes difficultés sur le plan à la fois pratique et psychologique. Sa demande doit donc être examinée selon des procédures établies spécialement à cette fin, par un personnel qualifié, ayant les connaissances et l'expérience voulues et capable de comprendre les difficultés et les besoins particuliers du demandeur."[13]

Mais en fait, très peu d'Etats ont adopté ces procédures de détermination du statut de réfugié et la demande d'asile reste dans la plupart des cas tributaire de la bonne volonté des agents de l'immigration des Etats d'accueil. Aussi, les quelques Etats qui possèdent des procédures de détermination du statut de réfugié appliquent des méthodes diverses pour déterminer ce statut. Notamment, certains ont opté pour des déterminations individuelles, d'autres utilisent en plus des déterminations collectives ou *prima facie* du statut de réfugié. Il existe également des approches différentes à la définition des réfugiés ainsi qu'à leurs droits et devoirs selon les régions et il n'existe pas de définition uniforme du concept du réfugié en droit international.

De plus, l'efficacité des méthodes de la détermination du statut de réfugié et donc de l'octroi de l'asile dépendent de l'administration des Etats et plus spécialement du degré de l'information que possède les agents chargés de l'immigration et de l'accueil des réfugiés sur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

de vues et les expériences. Il n'existe pas, à notre connaissance, d'équivalent de cette ONG dans les autres continents.

10 R. Plender, The State of Research, op. cit., p. 83.

11 Ibid, p. 83.

12 Conclusions de la Protection Internationale adoptées par le Comité Exécutif du HCR à sa 28ème session; doc ONU A/32/12/Add.1, (1977); Cf. Office du HCR, Conclusions sur la protection internationale des réfugiés adoptées par le Comité exécutif du Programme du HCR, op. cit. p. 12.

13 HCR, Guide des procédures..., op. cit. p. 49.

la question de l'asile et les instruments internationaux, régionaux et internes applicables dans le domaine de l'asile[14].

En principe, l'existence de législations nationales relatives à la protection des réfugiés, à leur admission et leur séjour ainsi que des procédures de détermination de leurs statuts dans les Etats parties aux instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés et aux droits de l'homme représentent des garanties pour le respect des droits des demandeurs d'asile et des réfugiés statutaires. Une fois accordé, le statut de réfugié donne lieu à des conséquences juridiques spécifiques.

II Les principes généraux relatifs à la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile

Le fait que les réfugiés soient des étrangers différents des autres oblige les Etats à avoir une législation spécifique et à leur accorder un traitement spécial. Ces législations contiennent, en général, les droits et devoirs des réfugiés tels que stipulés dans les textes internationaux et régionaux et renseignent sur les procédures à suivre pour présenter une demande d'asile.

Si les législations nationales relatives à l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié varient d'un Etat à un autre et manquent de conformité, il est cependant important que les Etat parties à la Convention de 1951 se conforment aux conclusions du Comité exécutif du HCR dans ce domaine, notamment à la recommandation No. 28 de 1977. Par cette recommandation, le Comité du Programme du HCR:

> "invite les gouvernements à coopérer dans un esprit de solidarité internationale, avec le Haut Commissaire dans l'exercice de ses fonctions - notamment en ce qui concerne l'asile - conformément à la résolution 428 adoptée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1950."[15]

Les conclusions de l'EX-COM tracent les lignes à suivre pour examiner une demande d'asile et définissent le rôle que devrait jouer le HCR dans la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile. L'ECRE de son côté, propose souvent en Europe des standards pour l'examen des demandes d'asile et l'octroi de l'asile[16].

A Les principes relatifs à l'examen de la demande d'asile

Le guide des procédures, établi par le HCR, constate que le statut de réfugié est parfois déterminé selon des procédures formelles, spécialement établies à cette fin. D'autre fois la question du statut de réfugié est examinée selon les procédures généralement applicables pour l'admission des étrangers. Dans d'autres cas, le statut de réfugié est déterminé selon des modalités non institutionnalisées à l'occasion de démarches à portée plus limitée telles que les demandes de titre de voyage[17].

---

14 Malheureusement nous avons constaté une certaine ignorance de ces instruments par les agents chargés d'octroyer l'asile durant nos enquêtes conduites au Maroc, en Angleterre et au Soudan.

15 Office du HCR, Conclusions sur la protection internationale, op. cit. p. 13.

16 Cf. ECRE, Fair and Efficient Procedures for Determining Refugee Status, op. cit.
Il faut noter que l'ECRE inclue en son sein des organes spécialisés dans l'asile et la défense les droits des réfugiés. Parmi ces organes il faut mentionner le *European Legal Network on Asylum*, un forum de juristes qui assistent les réfugiés et les demandeurs d'asile en Europe. Cette institution a son champs d'activité en Europe, mais entretient des liens avec les juristes spécialisés partout dans le monde et notamment dans la région afro-arabe.

17 Cf. HCR, Guide des procédures..., pp. 50-51.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Compte tenu de cette situation, le guide recommande de se conformer aux conclusions de l'Ex-com en la matière prises durant sa 28ème session en 1977. De plus, lors de sa 36ème session, ce même EX-COM avait produit une note sur les procédures de détermination du statut de réfugié dans laquelle il donnait la liste des Etats qui possédaient des procédures de détermination du statut de réfugiés[18]. Ces Etats ne sont pas nombreux, ils sont au nombre de 43. Cependant, parmi ces Etats se trouvent 6 des 9 pays afro-arabes[19].

Le guide du HCR donne les grandes lignes de ce que doit être le comportement des Etats à l'égard des réfugiés reconnus ou pas encore. Il met l'accent sur le fait que les Etats doivent respecter le principe du non-refoulement. Cette règle a deux implications:

1) que les procédures de détermination ne doivent pas jouer aux frontières pour les réfugiés, il faut prendre le temps d'analyser leur demande d'asile et leur accorder un asile même temporaire,
2) que les réfugiés ne doivent pas être traités comme des étrangers ordinaires soumis aux décisions des agents de l'immigration aux frontières.

Le guide recommande que la demande d'asile doit être examinée par une autorité supérieure à l'agent de l'immigration. Le guide reste cependant silencieux sur le caractère de cette autorité: un organe administratif ou une institution indépendante?

Dans la pratique, l'examen de la demande d'asile se fait généralement en deux temps: un interrogatoire oral puis un appel devant un organe spécialisé. Une institution d'éligibilité existe dans la plupart des pays dotés de procédures de détermination de statut de réfugié. Son caractère varie d'un Etat à un autre, le plus souvent cette autorité est tout simplement une institution interministérielle qui est rarement indépendante.

Aussi, le guide du HCR nous renseigne non seulement sur la manière dont la demande d'asile devrait être examinée mais aussi sur la nécessité de l'existence d'un moyen pour reconsidérer la décision du refus de l'asile. Le terme utilisé est "reconsidération" et non appel et ce terme est laissé sans définition, ce qui pourrait signifier toute forme de réexamen de la décision (organe administratif ou judiciaire) et expliquer l'absence très fréquente du contrôle judiciaire de la décision relative à l'asile.

Cette absence du juge s'explique par le problème du caractère et de la qualification juridique des décisions de refus d'asile prises par les organes de détermination du statut des réfugiés. Très souvent, ces actes sont considérés comme des "actes réservés", relevant de la souveraineté de l'Etat ou actes de souveraineté, qui ne sauraient être soumis à un contrôle du juge ou à un appel. L'acte de refus peut ainsi être définitif. Dans des cas rares, la décision de refus d'asile est considérée comme un simple acte administratif qui devrait être soumis normalement au contrôle du juge.

En général, l'appel contre la décision de refus de l'asile est permis dans les pays ayant une tradition de respect effectif des droits de l'homme (par exemple dans la plus grande partie des pays du Conseil de l'Europe), il n'est pas permis dans la plupart des pays du Tiers Monde et notamment dans les pays afro-arabes, malgré que cette attitude soit contraire aux principes constitutionnels de certains de ces pays.

La Cour européenne des Droits de l'Homme a confirmé l'obligation de soumettre la décision de refus de l'asile au contrôle du juge. Cette cour avait décidé, dans l'affaire *Vilvarajah*, qu'un redressement effectif doit permettre à une cour supérieure de revoir et réexaminer une décision dans un cas de demande d'asile" [20].

Cette décision est en accord avec les conclusions générales du Comité des Nations Unies des droits de l'homme qui exigent que dans toutes les circonstances, les recours juridiques

---

18 Ex-Com, Thirty-sixth session, Note on the procedure for the determination of refugee status under international instruments, A/A. 96/INF.152/REV.6, 15 July, 1985.

19 Il s'agit de l'Algérie, Djibouti, Maroc, Somalie, Soudan et Tunisie.

20 Vilvarajah et autres contre Royaume-Uni, Jugement de la Cours européenne des droits de l'homme, 30 octobre 1991.

COPYRIGHT - UBC LIBRARY

doivent être des recours effectifs[21]. L'appel contre une décision de refus de l'asile serait donc un processus essentiel pour la garantie des droits proclamés dans les instruments du droit des réfugiés et des droits de l'homme.

B Le rôle joué par le HCR dans l'octroi de l'asile par les Etats

La détermination du statut de réfugié qui est étroitement liée aux questions de l'asile et de l'admission sur le territoire des Etats, intéresse le Haut commissaire dans l'exercice de sa fonction de protection internationale des réfugiés[22].

Selon les principes du droit international, les Etats doivent collaborer avec le HCR lors de leur octroi de l'asile aux réfugiés. Dans l'article 35 de la Convention de Genève et l'article II du Protocole de 1967, les Etats contractants s'engagent à collaborer avec les Nations Unies pour la mise en vigueur des clauses de la Convention et lui communiquer les lois et règlements pris dans ce domaine. L'article 36 de la même Convention oblige les Etats contractants à communiquer "au Secrétaire Général des Nations Unies le texte des lois et règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application de cette Convention". L'article VIII de la Convention de l'OUA de 1969 invite également les Etats membres à collaborer avec le HCR.

Le HCR détermine le statut des réfugiés "sous mandat", conformément à son statut et aux résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies et c'est aux Etats parties de déterminer ce statut conformément aux instruments qu'ils ont ratifiés. Cependant, étant donné la différence qui existe entre la définition de Genève du réfugié et celle du mandat, deux situations pourraient avoir lieu: des réfugiés reconnus selon la définition de Genève et ceux reconnus selon le mandat du HCR. Cette différence entre "réfugiés selon la Convention" et "réfugiés selon le mandat" existe souvent dans la pratique de l'octroi de l'asile, spécialement en Europe[23].

Selon son statut, le HCR a pour mission de superviser l'application des instruments internationaux relatifs à la protection des réfugiés et les Etats sont invités à faciliter cette mission. Généralement, l'obligation de coopérer avec le HCR qui figure dans l'article 35 de la Convention est comprise par les Etats comme une obligation de faire participer les représentants du HCR d'une façon ou d'une autre à la prise de décision.

A cet égard, quelques Etats acceptent une participation directe ou indirecte du HCR dans la prise de décision relative à l'octroi de l'asile et du statut de réfugié et aux diverses procédures établies pour la détermination du statut de réfugié. Mais le HCR ne peut agir que sur invitation et à la demande des gouvernements des Etats parties. Seule cette invitation et le manque d'opposition des pays d'accueil et d'origine justifient son action.

Dans son guide sur les procédures de détermination du statut des réfugiés, le HCR donne les lignes directrices du comportement de celui qui demande et celui qui accorde l'asile. Il fixe les principes et les méthodes relatifs à l'établissement des faits et conseille les Etats de faire bénéficier les demandeurs du statut de réfugié du bénéfice du doute.

Selon le HCR, dans chaque cas, les faits pertinents devront être fournis en premier lieu par le demandeur lui-même. Il appartiendra ensuite à la personne chargée de procéder à la détermination du statut de réfugié (l'examinateur) d'apprécier la valeur des éléments de preuve et de la crédibilité des déclarations du demandeur[24].

Le guide du HCR résume le processus de consultation et d'évaluation des faits lors d'une demande d'un statut de réfugié et donc de l'octroi de l'asile comme suit :

---

21 Cf. Tom Clark, Human rights and Expulsion: "Giving Content to the Concept of Asylum", IJRL, Vol. 4 No. 2, pp. 200-201.

22 HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, op. cit. p. 51.

23 Voir développements sur les législations européennes dans la section suivante.

24 Cf. HCR, Guide des procédures..., p. 51.

COLLECTIA BIBLIOTECAE

a Le demandeur doit:

1) Dire la vérité et prêter tout son concours à l'examinateur pour l'établissement des faits.
2) S'efforcer d'apporter, à l'appui de ses affirmations, tous les éléments de preuve dont il dispose et expliquer de façon satisfaisante toute absence de preuve. Si besoin est, il doit s'efforcer de fournir des éléments de preuve supplémentaires.
3) Donner toutes informations pertinentes sur lui-même et sur son passé, et cela de manière aussi détaillée qu'il est nécessaire pour permettre à l'examinateur de procéder à l'établissement des faits. Il doit rendre compte de façon plausible de toutes les raisons qu'il invoque à l'appui de sa demande de statut de réfugié, et doit répondre de toutes les questions qui lui sont posées.

b L'examinateur doit:

1) Obtenir du demandeur qu'il présente son cas de manière aussi complète que possible et avec tous les éléments de preuve dont il dispose.
2) Apprécier la crédibilité du demandeur et évaluer les éléments de preuve fournis (si besoin est, en accordant au demandeur le bénéfice du doute), afin de dégager les éléments objectifs et subjectifs de son cas particulier.
3) Rapprocher ces éléments des critères pertinents de la Convention de 1951, afin de parvenir à une conclusion correcte en ce qui concerne la qualité de réfugié du demandeur"[25].

SOUS-SECTION II

LES LÉGISLATIONS DES PAYS EX-COLONISATEURS OU EX-PROTECTEURS COMME MODÈLE

Tous les Etats afro-arabes étaient soit colonisés soit protégés respectivement par quatre Etats européens: l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume Uni. Cette occupation avait eu un grand impact sur tout leur arsenal juridique, notamment leur droit interne relatif à l'asile[26].

Pour étudier les législations nationales des pays afro-arabes et les analyser par rapport au droit traditionnel de ces pays et au droit moderne auquel ils ont pour la plupart adhéré, il serait intéressant de faire, tout d'abord, une analyse des législations des pays qui les avaient colonisés ou protégés et qui avaient introduit les premières notions du droit moderne sur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

25 Ibidem, p. 53.

26 L'Algérie fut colonisée par la France de le 5 juillet 1830 et devint indépendante le 3 juillet 1963. Djoubiti attira l'intérêt de la France dès 1859 et s'appela par la suite le territoire français des Issas et des Affars puis la Somaliland française, le 27 juin 1977 elle atteint son indépendance en tant que République de Djibouti. l'Egypte était soumise à l'influence française dès 1854 puis anglaise à partir de 1883, le 28 février 1922, La Grande-Bretagne abolit unilatéralement son protectorat sur ce pays. la Libye fut occupée en fait par l'Italie en septembre 1911 mais elle n'imposa sa colonisation qu'en 1925. La Libye fut déclaré un royaume indépendant par les Nations Unies le 24 décembre 1951. La Mauritanie fut soumise à l'influence française à partir du XIXème siècle, la France lui accorda son indépendance le 28 novembre 1960. Au Maroc, l'influence et l'administration française et espagnole s'exerça à partir du XIXème siècle, en 1904 le pays fut divisé entre la France et l'Espagne et en 1912 un traité de protectorat fut signé avec la France et l'Espagne. L'indépendance du Maroc lui fut octroyée par tranche à partir de mars 1956; elle est toujours entrain de se faire. La Somalie était soumise à la Grande-Bretagne et à l'Italie de 1886 et 1927, respectivement, jusqu'au 1 juillet 1960 quand les deux Somalilands décidèrent de former la République unie de la Somalie. Le Soudan fut soumis à l'administration anglo-egyptienne en 1889, resta sous la domination britannique après l'indépendance de l'Egypte et devint indépendant le 1 janvier 1956. La Tunisie fut protégée par la France de 1883 à 1956.

Cf. Encyclopédies, Africa South of the Sahara, 1991 et The Middle East and North Africa, 1990.

l'asile dans ces pays[27]. L'objectif de cette étude comparative est de voir si les pays afro-arabes s'inspirent des législations de leurs ex-occupants européens ou s'ils restent influencés dans leur droit interne par les principes de leurs coutumes et droit traditionnel sur l'asile[28].

Le droit d'asile et des réfugiés est un droit très mouvant qui change beaucoup, les législations nationales relatives à l'asile et aux réfugiés sont modifiées sans cesse, suivant plusieurs critères. Nous avons essayé de nous référer dans cette étude aux textes les plus récents que nous avons pu nous procurer[29]. En l'absence d'informations sûres et de documents officiels en la matière, nous nous baserons sur la situation qui avait prévalu auparavant.

I La législation espagnole

L'octroi de l'asile en Espagne est réglementé par des textes internationaux et internes qui l'organisent et fixent les conditions de sa révocation ou de sa fin.

A Les fondements juridiques de l'octroi de l'asile en Espagne

L'Espagne a adhéré à la convention de Genève de 1951 et au Protocole de 1967 en 1978 seulement. Elle a présenté lors de son adhésion une réserve sur l'article 26 relatif à la liberté de circulation des réfugiés et prévoit la possibilité d'adopter, en conformité avec sa législation nationale, des mesures spéciales relatives au lieu de séjour de certains étrangers. De plus, elle considère que l'expression "traitement aussi favorables que possible, accordé aux étrangers en général dans les mêmes circonstances" ne recouvre pas les droits accordés par l'Espagne à certains étrangers privilégiés (les ressortissants d'Andorre, de Guinée équatoriale, des Philippines).

Au niveau interne, la Constitution espagnole de 1978 stipule dans son article 13/4 que le droit d'asile serait réglementé par la Loi[30]. En exécution de la Constitution, la loi No. 5- 1984 du 26 mars 1984 qui réglemente le droit d'asile et la qualité de réfugié, conjointement à son décret d'application du 20 février 1985 furent adoptés par la suite [31]. Cette loi a remplacé l'Ordonnance du 16 mai 1979 qui réglementait provisoirement la détermination du statut de réfugié en Espagne[32].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

27 Sur ces législations européennes, voir Dominique Turpin (Ed), Immigrés et réfugiés dans les démocraties occidentales, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, Economica, Paris, 1989.

28 Le stage de trois mois passé en 1986 à la Direction Juridiques du HCR, grâce à une bourse de stage qui nous était allouée par cette organisation internationale était d'un grand avantage pour cette recherche et nous avait permis de nous familiariser avec la question des réfugiés et avec certaines législations nationales en matière d'asile.

29 Nous devons mentionner qu'il est très difficile de se documenter dans ce domaine et nous avons constaté que même des centres de documentation aussi spécialisés dans les réfugiés ou les mouvements forcés des populations comme ceux du HCR à Genève ou du RSP à Oxford, ne possèdent pas les législations les plus récentes de certains pays. Il convient donc d'être attentif aux changements continus des législations sur l'asile et les réfugiés.

30 - B.O.E. (Boletin oficial del Estado) No. 252, 21 octobre 1978, comme amendé dans le B.O.E. No. 272, 14 novembre 1978.

- Voir pour plus de développement sur la législation de l'asile en Espagne, Concepion Escobar Hernandez, "Asylum and Refugee Status in Spain", IJRL, Vol. 4 No. 1, pp. 57-70.

31 - Ley 5-1984, del 26 marzo, reguladora del derecho de asilo y de la condicion de refugiado, BOE de 27 marzo de 1984.

- Real decreto 511-1985, del 20 de febrero por el que se aprueba et Reglamento para la applicacion de la Ley reguldora del derecho de asilo y de la condicion de refugiado , BOE de 19 de abril de 1985.

32 Boletin Oficial del Estado NO. 124, 13105, pp. 11485-6, 24 mai 1979.

Les autorités compétentes en matière d'asile sont le Conseil des ministres, le Ministère de l'intérieur, la Direction de la sûreté de l'Etat, le Commissariat général de documentation, le Ministère des Affaires Etrangères, la Commission espagnole d'aide aux réfugiés (CEAR), le Département provincial du Travail et le Centre officiel pour les asilés et les réfugiés[33].

La constitution espagnole dispose dans son article 13/4 que "la loi fixera les conditions dans lesquelles les citoyens d'autres pays et les apatrides pourront obtenir le droit d'asile en Espagne". La loi du 26 mars 1984 avait ainsi pour objectif de tracer le cadre juridique précis de cette disposition constitutionnelle.

B Les grandes lignes de la procédure d'asile en Espagne

L'octroi de l'asile est traité comme un acte souverain de l'Etat, il n'est pas subordonné à la qualité formelle de réfugié[34]. Il est accordé dans le cadre de ce statut mais également pour des raisons humanitaires à des étrangers qui ne remplissent pas les conditions de réfugiés.

Le titre premier de la Loi du 26 mars 1984 détermine qui a la qualité de solliciter l'asile, le contenu de celui-ci, les motifs d'admission ou de refus, la procédure de la demande et les organes compétents pour en connaître, les effets de la demande et de l'octroi de l'asile, ainsi que ceux de son retrait. Dans son titre II, cette loi traite de la qualité de réfugié. Le titre I comporte 21 articles alors que le titre II ne contient que trois articles [35].

La reconnaissance de la qualité de réfugié est conçue comme une obligation internationale, conformément à la Convention de Genève de 1951 [36]. Mais la reconnaissance du statut de réfugié n'entraîne pas en plein droit l'octroi de l'asile, à la différence du statut de "l'asilé"[37]. Le représentant du HCR est associé à la procédure d'octroi du statut de réfugié.

L'asile peut être demandé pour les étrangers qui rentrent régulièrement en Espagne:

1) auprès d'une ambassade ou d'un consulat espagnol,
2) au poste de frontière,
3) auprès des autorités des polices locales (*Jefatura Superior de Policia*) ou provinciale (*Comisaria Provincial de Policia*),
4) auprès du Commissariat général de documentation de la Direction générale de la police (*Comisaria General de Documentacion de la Directcion General de la Policia*).

La procédure de demande d'asile en Espagne dépend du type de l'entrée du demandeur d'asile dans le territoire. Pour ceux qui sont entrés régulièrement dans le pays, l'asile doit être demandé dans les trois mois qui suivent cette entrée. La demande du statut de réfugié doit être demandé dés l'entrée ou dans le délais d'un mois après que sont apparus les motifs de craindre une persécution pour l'étranger résidant régulièrement en Espagne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

33 Voir Consultation Européenne sur les Réfugiés et les Exilés (ECRE), Asile en Europe: guide à l'intention des associations de protection des réfugiés, France Terre d'Asile, Paris 1990. pp. 221-222.

34 Article 3-3 de la Loi du 26 mars 1984.

35 Cf. ibid, p.223.

36 Article 22.1 de la Loi de 1984.

37 Hernandez écrit dans son article sur les statuts de l'asile et de réfugié en Espagne que: "The fundamental difference between the grant of asylum and the recognition of refugee status is best illustrated in respect of residence and work permits. The grant of asylum implies that the corresponding identity document ....give the asylee the right to reside permently in the national territory... In the case of refugee, the Spanish legislation forsees that the state will grant the pertinent identity and travel documents, but it is not obliged to recognize the right to reside permanently in the national territory..." p.66.

Dans le cas d'une entrée irrégulière, le demandeur d'asile doit demander l'asile dès son entrée dans le pays[38]. Il dispose d'un délai de 15 jours pour demander le statut de réfugié.

Dans certains cas, des réfugiés arrivent en Espagne avec des visas spéciaux délivrés par le Ministère des Affaires Etrangères par l'intermédiaire des ambassades espagnoles. Il s'agit des "réfugiés par contingents" qui sont principalement des prisonniers politiques qui ont été libérés à la condition de partir en exil[39].

La plupart de ceux qui cherchent l'asile en Espagne proviennent, cependant, de pays pour lesquels un visa n'est pas requis et très peu parmi eux ont demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié depuis l'entrée en vigueur de loi sur l'asile.

L'autorité qui a reçu la demande d'asile la transmet aussitôt que possible à la Direction générale de police qui en informe la délégation du HCR en Espagne. L'autorité qui a reçu la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié la transmet dans les cinq jours à la Direction générale de documentation.

Lorsqu'il sollicite l'asile ou le statut de réfugié, l'étranger est mis en possession d'un document d'identité provisoire valable trois mois et renouvelable jusqu'à ce qu'une décision soit prise [40].

L'asile est également accordé dans le cadre du regroupement des familles des asilés (*extension familiar de asilo*. Il est ainsi accordé aux ascendants, aux enfants mineurs, ainsi qu'au conjoint ou au compagnon qui vivent avec l'asilé[41].

L'asilé jouit des droits à la protection de son séjour, à des documents d'identité et des titres de voyages ainsi que d'autres droits stipulés dans la Loi sur l'asile: logement, emploi, éducation, naturalisation...etc.

Plusieurs ONG espagnoles oeuvrent dans le domaine de l'asile et des réfugiés et de leur protection. Nous pouvons citer entre autres: la CEAR (Commission espagnole d'aide aux réfugiés), l'ACSAR (Association catalane de solidarité et d'aide aux réfugiés), Caritas Espagne, la Croix-Rouge espagnole, La CCEE (Commission catholique espagnole pour la migration)...etc.

Pour le Professeur HERNANDEZ, il y a dans la législation espagnole un lien entre l'asile, le droit des réfugiés et les droits de l'homme[42]; ce qui revient à dire que le droit d'asile est reconnu comme un droit de l'homme par la législation espagnole sur l'asile et les réfugiés.

C Le refus de l'asile et sa révocation

L'asile est refusé par le Ministère de l'intérieur ou par la Commission interministérielle (*Comision interministrial*) conformément à l'article 3-4 de la loi du 26 mars 1984. C'est ainsi qu'il est refusé aux personnes coupables d'un crime contre la paix ou l'humanité,d'un crime de guerre, d'actes contraires aux principes des Nations Unies ou de la Constitution espagnole. Il n'est pas accordé non plus aux personnes qui, avant l'octroi de l'asile, ont commis en dehors du pays où elles ont été persécutées ou sanctionnées "une infraction grave de droit commun, c'est à dire une infraction qui est sanctionné dans le Code pénal espagnol par une peine égale ou supérieure à la peine de prison "majeure" (vingt ans au plus)"[43].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

38 L'article 4-1 de la loi du 26 mars 1984 dispose que l'entrée illégale ne peut être sanctionné si l'étranger qui réunit toutes les conditions pour obtenir l'asile se présente sans retard aux autorités.

39 Cf. ECRE, Asile en Europe, p. 229.

40 Sauf dans les cas d'exclusion prévues par l'article 3-4 de la loi du 26 mars 1984.

41 Cf. ECRE, Asile en Europe, p.231.

42 C. E. Hernandez, Asylum and Refugee Status in Spain, op. cit. p. 62.

43 Ibid, p. 225.

Il n'est pas accordé non plus dans le cas d'une infraction contre la sécurité de la navigation aérienne maritime ou terrestre, d'un acte de terrorisme ou d'un autre acte considéré comme punissable par les conventions internationales ratifiées par l'Espagne[44].

Le refus de l'asile n'entraîne pas l'expulsion de l'étranger concerné sauf dans le cas d'entrée illégale ou s'il se trouve dans un des cas d'exclusion prévus par l'article 3/4 de la loi du 26 mars 1984. Il ne sera en aucun cas expulsé vers un pays où "il peut raisonnablement craindre d'être persécuté". Une personne à qui l'asile fut refusé peut solliciter une autorisation de séjour et un permis de travail[45].

L'étranger concerné par le refus de l'asile peut demander selon sa situation le permis de séjour ou le permis de séjour et de travail dans les trois mois de ce refus. Il est dispensé de l'obligation de demander un visa d'entrée et le marché de l'emploi ne lui est pas fermé[46]. L'article 4/2 de la loi du 26 mars 1984 prévoit que la demande de l'asile donne lieu automatiquement à l'admission provisoire du demandeur, sauf dans les cas d'exclusion expressément cités dans l'article 3/4.

Si le statut de réfugié est refusé par la Direction de documentation, le demandeur peut intenter un recours contre cette décision devant la juridiction contentieuse administrative en vertu de la loi de protection judiciaire des droits fondamentaux (*Ley de protecion juridictional de los derechos fundamentales y libertades publicas*)[47]. Il peut demander également un réexamen de son dossier par le Ministère de l'Intérieur s'il apporte de nouvelles preuves de ses affirmations ou si les motifs du refus ont disparus.

L'asile peut être révoqué dans les cas prévus dans l'article 20 de la Loi espagnole sur l'asile. Ces cas sont prévus :

1) quand la demande d'asile était fondée sur de fausses déclarations ou de faux documents
2) quand l'asilé quitte le territoire pour une période supérieure à une année ou qu'il s'établisse dans un autre pays sans l'autorisation des autorités espagnoles
3) quand il lui est devenu possible de revenir dans son pays d'origine après de changements intervenus dans ce pays
4) quand il se trouve dans les conditions de cessation prévues dans les conventions internationales ratifiées par l'Espagne.

La décision de révocation est prise par le Ministre de l'Intérieur, elle peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative conformément à la loi relative à la protection judiciaire des droits fondamentaux[48].

Selon les statistiques fournies par les Nations Unies, il y auraient environ 15.000 personnes qui bénéficiaient des statuts d'asilés et de réfugiés en Espagne en 1990[49]. Cependant, avec les nouveaux développements dans les politiques d'asile en Europe, l'Espagne était obligée de suivre ce courant en vue de restreindre le nombre des réfugiés et des demandeurs d'asile. C'est ainsi que plusieurs projets de réformes à introduire à sa politique d'asile sont à l'étude[50].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

44 Ibid, p. 225.

45 Sur cette question, voir, ibid, p. 229.

46 Ibidem, p. 229.

47 Cf. Ibidem, p. 226.

48 Cf. Asile en Europe, p. 236.

49 Le groupe le plus important de ces personnes provenait des pays de l'Amérique Latine (Pérou, Colombie surtout), des pays de l'ex Europe de l'Est (Bulgarie, Pologne, Roumanie) et de l'Afrique du Nord ; voir pour plus de développement, C.E. Hernandez, Asylum and Refugee Statuts in Spain, p. 69.

50 Ibidem, pp. 69-70.

La participation de l'Espagne au groupe Trévi et sa ratification du traité de Schengen vont surement avoir un impact sur ces réformes.

D Les réformes de la législation espagnole d'asile

La procédure, telle que nous l'avons exposée ci dessus, était applicable en Espagne jusqu'en novembre 1992, quand des réformes furent introduites à la législation sur l'asile[51]. En vertu de ces réformes l' Espagne a introduit des restrictions dans sa politique de l'octroi de l'asile, en mettant fin à la distinction traditionnelle entre le droit d'asile et la qualité de réfugié.

L'intention du gouvernement espagnol est de supprimer le statut "d'asilé" dont les droits seront intégrés dans le statut de réfugié de l'ONU, reconnu au niveau international, et mettre fin ainsi aux deux catégories de réfugiés existant auparavant.

Le droit de recours contre un refus de l'asile reste applicable. Si la demande d'asile est rejetée, un recours est possible auprès du Ministère de l'Intérieur. Si la décision est confirmée, l'expulsion s'en suit, mais jamais vers un pays où le demandeur d'asile craint la persécution. La décision d'expulsion doit avoir l'accord des autorités judiciaires.

L'avantage du système précédent est qu'il permettait à une personne qui fuit une persécution de présenter sa demande pour les deux statuts. Les autorités compétentes décidaient ensuite du statut à lui accorder. Si le statut de réfugié était accordé, la personne recevait un titre de voyage. Pour pouvoir travailler, il fallait pour les deux catégories juste demander l'autorisation de travail qui était souvent accordée et sans problème. La réforme équivaut tout simplement à une restriction du droit d'asile.

II La législation française

Selon la législation française relative à l'asile et aux réfugiés, nous pouvons distinguer deux périodes: la période du pré-asile et celle après l'accord de l'asile.

Dans la première phase nous allons étudier les bases juridiques à l'octroi de l'asile. Nous nous pencherons ensuite sur la procédure et les modalités de cet asile.

Nous sommes conscient qu'un long développement sur la législation française peut paraître dépasser la mesure d'un thème qui relève du droit d'asile dans les pays afro-arabes. Mais l'approfondissement d'une telle législation nous semble être justifié et essentiel lorsque nous étudierons les législations respectives de ces Etats. Parmi les neuf pays afro-arabes, cinq sont francophones et semblent être largement influencés par le droit et les pratiques juridiques de la France, leur ex-colonisateur ou ex-protecteur. Comme nous le verrons, toutes les législations de ces pays, sont très brèves, la pratique moderne de ces Etats dans ce domaine n'est pas très développée et la recherche académique est très rare sinon inexistante. Tous ces éléments nous laisse penser que la législation française est utilisée comme modèle, en l'absence de développements détaillés dans les pays afro-arabes francophones.

Pa ailleurs, le chercheur qui se penche sur l'étude des législations et les pratiques juridiques générales dans les pays du Maghreb ou à Djibouti, par exemple, trouvera que ces pays prennent souvent la France comme référence. Ces pays gardent toujours des liens assez étroits avec ce pays européen.

A Les bases légales de l'asile

Voyons tout d'abord quels sont les principaux textes juridiques qui organisent l'asile et les institutions responsables puis les procédures pour le demander.

---

51 Cf. Informations Européennes: Bulletin mensuel sur les immigrés, les réfugiés et les minorités ethniques, juillet 1992, No. 11/1992-07, p.7.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

a Les fondements juridiques

Les bases juridiques de l'asile sont les textes internationaux et internes.

1. L'adhésion aux instruments juridiques internationaux et régionaux

La République Française est partie à la plupart des conventions et autres instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés et aux droits de l'homme[52].

La base légale pour la détermination du statut de réfugié est la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967. Les traités internationaux font partie intégrante de la législation française et leur dispositions priment celle de la loi, notamment la Convention européenne des droits de l'homme.

La France est partie également à presque tous les instruments juridiques relatifs à l'asile et à la migration produits aussi bien par la CEE que par le Conseil de l'Europe[53]. Leur violation pourrait être contrôlée par le juge français et par la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, après l'épuisement des recours internes[54].

2. Les textes internes

L'article 55 de la Constitution française de 1958 dispose que les traités internationaux doivent être introduits dans l'ordre interne. Il déclare en effet que:

> "les traités et accords régulièrement ratifiés ou approuvés, ont, dès leur publication une autorité supérieure à celle des lois sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie" [55].

De plus, la Constitution française (sur le modèle de la Constitution de la 4ème République) contient dans son préambule une allusion au principe de l'asile ainsi qu'à une série d'autres lois concernant les droits de l'homme. Ce préambule stipule:

> "Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a le droit d'asile sur le territoire de la République"

Les principaux textes relatifs à l'asile et aux réfugiés sont:

- d'une part, l'Ordonnance du 2 novembre 1945 ,relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'Office national d'immigration[56],telle que modifiée par la loi No 81-973 du 29 octobre 1981; la loi No 84-622 du 17 juillet 1984, la loi No 86-1025 du 9 septembre 1986
- d'autre part, la loi No 89-548 du 2 août 1989; d'autre part la loi No 52-893 du 25 juillet 1952.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

52 Sur la législation française voir, Guy S. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, Clarendon Press, Oxford 1983, pp.173-176; ECRE, Asile en Europe, pp. 257-292, voir aussi Frédéric Tiberghien, La protection des réfugiés en France, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Economica, Paris 1984.

La France a ratifié, par exemple, le traité de Schengen le 27 juin 1991, par la Loi: No. 91-737; voir Documentation Réfugiés, No 202, 17/26, 1992, p. 10.

53 Pour la liste des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par les différents Etats, voir J.B Marie, Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme: classification et état des ratifications au 1er janvier 1992, op. cit. pp.45-60.

54 Sur les arrêts rendus par cette Cours, voir Herbert Petzold, La Convention européenne des droits de l'homme: jurisprudence et documents, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, Strasbourg, 1984.

55 Pour plus de développement, voir Nguyen Quoc Dinh, Le droit International Public, p. 225.

56 J.O. 4 novembre 1945; rectificatifs "J.O." 7 novembre 1945 et 13 décembre 1945

De nombreuses instructions et circulaires ministérielles sont également relatives à l'asile en France, notamment la circulaire du 17 mai 1985, relative aux demandeurs d'asile[57].

b Les institutions

Selon les textes français, l'autorité compétente en matière d'asile est l'Office Français pour la Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)[58] qui relève du Ministère des Affaires Etrangères, mais garde son propre autonomie administrative et judiciaire [59]. Le directeur de l'OFPRA est assisté d'un Conseil qui approuve le budget et les comptes de l'Office, le conseille sur la détermination et l'administration du statut de réfugié et propose au gouvernement les mesures pour l'amélioration de la situation des réfugiés[60].

Le Conseil est présidé par un représentant du Ministre des Affaires Etrangères et comprend des représentants des ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Finances du Travail et de la Santé ainsi que des délégués des Organisations volontaires, travaillant dans le domaine des réfugiés. Le représentant du HCR assiste aux séances du Conseil et peut faire des observations et formuler des propositions[61].

L'OFPRA procure la protection juridique pour les réfugiés et les apatrides et assure l'exécution des lois internationales relatives aux réfugiés[62]. Il détermine et certifie le statut de réfugié pour toute demande qui lui est soumise et qui répond à la définition de la Convention de Genève de 1951 et le Protocole de 1967 ou qui tombe sous le mandat du HCR. Il collabore étroitement avec le HCR et travaille sous sa supervision conformément aux conventions internationales.

Un demandeur d'asile qui se voit refuser le statut de réfugié a le droit de faire appel à ce refus devant la Commission des Recours, composée d'un membre du Conseil de l'Etat en tant que Président, d'un représentant du HCR d'un représentant nommé par le Conseil de l'OFPRA[63].

En plus de l'OFPRA, les autorités et organisations compétentes en matière d'asile sont: le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation qui possède dans chaque département un préfet, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), le Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale et le Ministère de l'Education Nationale.

Plusieurs ONG sont associées à différents niveaux à l'octroi ou le refus de l'asile en France: le Centre d'orientation social (C.O.S), Le CIMADE (Service oecuménique d'entraide), France Terre d'Asile (FTDA), la Croix-Rouge française, le Secours catholique ou Caritas France...etc.

B La procédure d'asile

Les demandes d'asile peuvent être présentées initialement à la police locale ou préfecture de police au moment de la demande de résidence. La Circulaire No 74-378 du Ministre de l'Intérieur aux Préfets des Départements rappelait aux officiers des frontières les règles à suivre lorsqu'ils se trouvent en face d'une demande d'asile émanant d'un étranger aux frontières et mettait l'accent sur l'interdiction de renvoyer un demandeur d'asile vers un pays

---

57 Un relevé assez complet de ces instruments se trouve (en annexe) à la fin du chapitre consacré à l'asile en France dans l'ouvrage de l'ECRE sur l'asile en Europe cité auparavant.

58 Journal Officiel (J.O.) No 7642, 1952.

59 Loi No 52 893, art 2, Décret No 53 377, arts 1 et 2.

60 Cf Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op. cit. p. 173.

61 Loi No 52 893, art. 3; Décret No 53 377, arts. 9-14.

62 Sur la politique française de l'asile, voir Frédéric Tiberghien, La protection des réfugiés en France, op.cit.

63 Loi No 52 893, art. 5; Décret No 53 377, art. 15.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

qu'il a fui[64]. Un refus d'entrée peut cependant avoir lieu si le demandeur d'asile vient d'un pays qui n'est pas le pays de sa persécution.

En cas de permission d'entrée pour le demandeur d'asile, celui-ci est envoyé à la Préfecture de la localité où il souhaite résider. Dans le cas où il ne possède pas de documents d'identification, il est accompagné par la police des frontières.

Le demandeur d'asile qui arrive directement en France est en principe admis au séjour temporaire par le préfet du département intéressé. Il obtiendra le droit au séjour durable après avoir été reconnu comme réfugié par l'OFPRA.

Le titre de séjour est à la discrétion du Ministre de l'Intérieur; il n'est assorti d'aucune garantie ou avantage particulier. L'octroi de l'asile relève du Ministère de l'Intérieur tandis que la reconnaissance du statut de réfugié incombe à l'OFPRA. La reconnaissance de la qualité de réfugié entraîne l'octroi de l'asile à titre durable. D'autre part, l'asile peut être octroyé à des personnes qui n'ont pas de statut de réfugiés

> "l'asile est généralement octroyé en vue d'entamer, auprès de l'OFPRA, la procédure de détermination de la qualité de réfugié". L'OFPRA, crée en 1952 pour gérer l'accueil des "Européens "déplacés" par les séismes politiques de l'après-guerre n'avait pas résisté à l'afflux de réfugiés, à partir des années 1970, des réfugiés fuyant la répression dans le tiers monde, puis des immigrants cherchant dans le droit d'asile le moyen de détourner la fermeture des frontières"[65].

Cependant, la pratique française connaît également le cas de l'étranger bénéficiaire de l'asile autrefois appelé "asilé", sans que ce terme recouvre un statut particulier. Il s'agit d'un étranger dont le cas ne répond pas exactement aux critères de la Convention de Genève de 1951 ou qui pour des raisons personnelles se refuse à demander le statut de réfugié, bien qu'il remplisse toutes les conditions pour en faire la demande"[66].

L'accord de l'asile dépend du lieu où la demande du statut a été introduite, dans le territoire français ou auprès de ses représentations diplomatiques à l'étranger. Il dépend également de la manière dont le demandeur d'asile est entré en France: d'une façon régulière ou irrégulière et ce conformément aux règles posées par la circulaire du 17 mai 1985 du Premier Ministre relative aux demandeurs d'asile[67].

Les étrangers ayant obtenu l'accord des autorités consulaires françaises pour s'établir en France au titre d'asile en obtenant un visa d'établissement ont droit à une carte de séjour, qu'ils sollicitent ou non le statut de réfugié[68]. Les étrangers qui n'ont pas ce visa et demandent l'asile à leur arrivée ou après leur arrivée en France obtiennent, sauf dans certaines exceptions, une autorisation provisoire de séjour d'un mois. Si pendant ce délai ils déposent un dossier de demande de statut de réfugié à l'OFPRA, ils reçoivent un titre de séjour provisoire (récépissé) valable trois mois et renouvelable jusqu'à l'issue de la procédure[69].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

64 Cette circulaire a été publiée dans le rapport sur les droits politiques des étrangers, L'Assemblée consultative Européenne, 28ème Session, doc. 3834, art. 20 (1976). Voir Goodwin-Gill, The Refugee in International law, op.cit. p.174.

65 Journal Le Monde, Des réfugiés aux immigrés, 13 juin 1992, p. 10.

66 C'est le cas notamment de plusieurs Nord-africains (Algériens, Marocains et Tunisiens) réfugiés en France à différentes époques après l'indépendance de ces pays et qui n'ont jamais fait la demande du statut. Voir sur cette question, Remy leveau, "Pourquoi n'y a-t-il pas de demande d'asile en provenance du Maghreb?", intervention au Colloque sur Les réfugiés en France et en Europe organisé à l'initiative de l'OFPRA au Centre de Conférences Internationales, Paris 11-13 juin 1992.

67 Publié au J.O. du 23 mai 1985. Pour plus de développement, voir, ECRE, Asile en Europe, op.cit, pp. 260-267.

68 Ils doivent demander cette carte dès leur arrivée et obtiennent, en attendant, un document provisoire (récépissé) valable six mois et renouvelable; Cf. ECRE, Asile en Europe, p.260.

69 Ibid, p.260.

Dans la pratique, on classe les demandeurs d'asile en plusieurs catégories. Il y a les réfugiés sur place qui sont des étrangers déjà établis régulièrement en France à un tire autre que l'asile (étudiants, travailleurs immigrés etc...) et qui présentent une demande d'asile à l'OFPRA. Il y a ceux qui arrivent directement et régulièrement dans le cadre d'un contingent ou d'une opération officielle (personnes arrivant dans le cadre d'une opération collective avec un visa d'établissement pour une réinstallation en France par l'intermédiaire du HCR, ou une réunion familiale etc...);. D'autres demandeurs d'asiles arrivent régulièrement soit directement du pays qu'ils fuient et sont munis de visas d'établissement soit indirectement en passant par un pays tiers. Certains autres arrivent irrégulièrement en France soit directement soit en provenance d'un pays tiers et présentent leur demande en arrivant en France.

Durant la période du pré-asile, le demandeur d'asile bénéficie généralement d'un droit à un séjour provisoire. L'autorisation de séjour provisoire est de deux sortes :

- soit une autorisation valable un mois -et exceptionnellement renouvelable pour un autre mois- "qui après ce délai, est remplacée par un récépissé de demande de carte de séjour valable trois mois, renouvelable et portant mention "étranger admis au séjour au titre de l'asile" valant autorisation de séjour et de travail pour une durée de trois mois".
- Soit un récépissé portant mention "étranger admis au séjour au titre de l'asile " d'une validité de six mois, renouvelable et valant également autorisation de travail.

Le premier genre concerne les demandeurs arrivés sans visa d'établissement, le second est désigné à ceux munis de ces visas.

C Le refus de l'asile et le recours contre les décisions négatives

a Le refus de l'asile

L'asile est refusé soit immédiatement après l'arrivée du demandeur d'asile soit après l'étude de sa demande du statut de réfugié. Le refus immédiat est fait sous la forme d'un refoulement à la frontière. En théorie, la France se déclare liée par l'article 33 de la Convention de Genève qui interdit l'expulsion et le refoulement d'un demandeur d'asile "sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou ses opinions politiques".

L'asile est souvent refusé aux demandeurs qui proviennent d'un pays tiers ou d'un pays d'accueil qui est partie à la Convention de Genève. Dans ce cas l'autorisation de séjour pourrait être refusée par les autorités selon la circulaire du 17 mai 1985, à moins que l'intéressé ne puisse prouver qu'il ne peut être réadmis dans ce pays tiers. La France a d'ailleurs signé un certain nombre d'accords bilatéraux dits accords "de reprise de charge", de réadmissions des réfugiés et des demandeurs d'asile (avec le Benelux, l'Allemagne, la Suisse), même s'ils étaient seulement en transit dans ces pays tiers[70].

Le passage par un premier pays d'accueil n'est plus désormais une condition suffisante pour refuser l'asile, selon les développements récents de la jurisprudence dans ce domaine[71].

Des garanties sont instituées en matière de refus d'entrée. L'Ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée exige que la décision soit écrite et motivée, que l'étranger auquel est opposé le refus d'entrée soit mis en mesure "d'avertir la personne chez laquelle il a indiqué qu'il devait se rendre, son consulat ou le conseil de son choix", et qu'en aucun cas le rapatriement ne puisse donner lieu à une mesure de rapatriement contre le gré de l'intéressé avant l'expiration d'un jour franc".

---

70 Ibidem, p. 264. La France est en train de négocier actuellement un accord de ce genre avec le Maroc.

71 Il convient de tenir compte de l'évolution de la jurisprudence en cette matière. Le Conseil D'Etat a en effet conclu, en statuant sur l'affaire Conté No. 205-27 du 16 janvier 1981 que le statut de réfugié peut être reconnu à un réfugié de bonne fois qui a séjourné un certain temps dans un pays tiers.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le même texte ajoute que le demandeur d'asile "qui n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer sur le territoire français peut être maintenu (s'il y a nécessité absolue) par décision écrite motivée du préfet dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, pendant le temps strictement nécessaire à son départ". Cette mesure ne peut durer plus de sept jours. Un recours pourrait être introduit devant le Tribunal administratif compétent contre la décision écrite communiquée au demandeur d'asile. Mais le recours n'a pas d'effet suspensif[72].

L'asile peut être refusé également aux demandeurs d'asile qui sont déjà entrés dans le territoire français. C'est ainsi que l'autorisation provisoire de séjour n'est pas délivrée aux personnes qui font l'objet ou qui ont déjà fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une condamnation exécutoire à une peine de reconduite à la frontière ou une peine d'interdiction du territoire"[73]. Le séjour provisoire est également refusé aux demandeurs d'asile qui au moment où ils formulent leur demande sont surpris par la police en situation de séjour irrégulier "lorsque les raisons invoquées pour justifier leur retard à se présenter spontanément lui apparaîtront manifestement dépourvues de toute vraisemblance"[74].

Le demandeur d'asile admis au séjour est protégé contre l'expulsion ou le refoulement vers "le pays qu'il a dû fuir". Les instructions ministérielles se réfèrent non seulement à la Convention de Genève de 1951 mais aussi à la Déclaration sur l'asile territorial du 14 décembre 1967. L'expulsion d'une personne bénéficiant de l'asile en France vers un pays tiers, même dans le cas d'une extrême urgence, est assortie de certaines garanties judiciaires[75].

b L'appel

La Commission des Recours a deux fonctions: décider en appel sur les décisions de rejet du statut de réfugié et conseiller sur l'application au réfugié des mesures telles: l'expulsion et l'assignation à résidence, à la lumière des articles 31, 32 et 33 de la Convention de Genève [76]. Dans le premier cas le droit d'appel doit être exercé dans un délai d'un mois et dans le deuxième cas dans un délai d'une semaine[77].

Les lignes fondamentales de la procédure d'appel se trouvent dans le Décret No. 53-377. L'audience est publique même si des sessions à huit clos peuvent avoir lieu si cela s'avère nécessaire. Trois parties peuvent être présentes devant la Commission des Recours: un rapporteur, la personne qui fait appel ou son représentant et un représentant de l'OFPRA. Après que le rapporteur ait exposé les données de l'affaire, l'appelant est invité à présenter ses griefs; la Commission pourrait le questionner. Le représentant de l'OFPRA pourrait également présenter le point de vue de l'OFPRA.

La décision de la Commission des Recours est publique et doit être motivée. la décision ou l'avis de la Commission (dans le cas d'une demande d'avis) sont communiqués à l'appelant, à l'OFPRA ou au Ministère de l'Intérieur. Il n'y pas un autre appel à la décision, à l'exception de l'appel en cassation, auprès du Conseil d'Etat[78]. Si la décision reconnait le statut de réfugié

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

72 Conf ECRE, Asile en Europe, p. 265.

73 Ibidem, p. 264.

74 Ibidem, p. 265.

75 Sur ce point, voir Ibidem, pp. 271-272.

76 Cette fonction est exercée en respect du droit administratif français qui confère parfois au pouvoir exécutif un pouvoir discrétionnaire au dessus de tout contrôle, notamment en matière d'expulsion des étrangers dans le cas du maintien de l'ordre et de la sécurité nationale et dans le cas d'extrême urgence; voir sur ce point Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, p.175.

77 Selon l'article 20 du Décret No 53-377 et l'article 5 de la Loi No 52-893, les pétitionnaires ont le droit d'être assistés de leurs conseillers et selon l'article 17 du Décret No. 53-377, il n'y a aucune charge à payer pour la présentation d'une pétition, voir Ibidem, p. 175.

78 Cf. R. Plender, International Migration Law, op.cit., p.233.

du demandeur d'asile qui a fait appel, l'OFPRA est invitée à lui fournir immédiatement le statut de réfugié[79].

Cependant, la reconnaissance du statut de réfugié ne donne pas lieu automatiquement à un droit de résidence et d'asile. La demande du permis de résidence doit être présentée à la préfecture de police locale et pourrait être refusée dans certains cas. Avant 1980, l'accord d'un permis de résidence permanente était délivré aux seules personnes qui possédaient un travail ou qui poursuivaient des études. Jusqu'à ce que le réfugié ait trouvé un travail ou ait été inscrit pour poursuivre des études, seul un permis de résidence provisoire renouvelable chaque trois mois lui était délivré. Mais en 1980, le délégué français annonça à la 31ème Session du Comité Exécutif du HCR que la délivrance d'un certificat de réfugié donnait droit à un permis de travail sans aucune autre formalité[80].

Les autorités administratives françaises ont un pouvoir discrétionnaire pour accorder le permis de résidence, mais dans le cas des réfugiés, il est rarement refusé. La circulaire No. 74-378 met l'accent sur le fait que le refus de résidence pour les réfugiés statutaires doit être exceptionnel et que n'importe quelle décision de refus de résidence doit être soumise à l'appréciation du Ministère de l'Intérieur. La circulaire ajoute que dans le cas d'un déni de résidence, un délai raisonnable devrait être accordé au réfugié pour trouver une résidence dans un autre pays et que dans aucun cas il ne doit être retourné à son pays d'origine. Selon l'article 27 de l'Ordonnance No. 45-2658, un permis de résidence doit lui être accordé pour trois mois avec une assignation à domicile[81].

Toute décision d'expulser un réfugié doit être communiquée et au réfugié qui a un droit de recours contre cette décision devant la Commission des Recours qui doit donner un avis sur le maintien ou non d'une telle décision.

D Les modalités de l'asile

L'asile accordé en France prend plusieurs formes, l'octroi d'un statut de réfugié selon la définition de l'article premier de la Convention de Genève ne représente que l'une de ces formes, la plus fréquente surement.

La pratique française en matière de modalités d'asile distingue entre les réfugiés avec statut et les réfugiés de fait ou "asilé", c'est à dire "réfugiés de juré" et réfugiés de facto".

a L'asile de fait: les réfugiés non statutaires

Ces "asilés" constituaient une catégorie importante avant l'adhésion de la France au Protocole de 1967; ce régime avait régressé pour devenir de nouveau important depuis les années 1980. Les étrangers de certaines nationalités avaient un droit automatique de séjour et de travail en raison des circonstances régnant dans leurs pays d'origine: Maghrébins, Libanais, réfugiés des pays de l'Est, d'Asie du Sud-Est etc...

Concernant cette catégorie de réfugiés, le Professeur Remy LEVAU s'était interrogé en ce qui concerne les Maghrébins: "pourquoi n'y-a-t-il pas de demandes d'asile provenant du Maghreb? Il a en fait, constaté que depuis les indépendances maghrébines, il y a toujours eu un contingent d'exilés politiques maghrébins connus qui ont trouvé refuge en France, mais très rares parmi eux sont ceux qui accomplissaient les démarches classiques pour régulariser leur séjour en France[82]. Cet auteur estime que cette situation résulte "d'un double blocage":

---

79 Conf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit. pp. 175-176.

80 Déclaration du représentant français à l'Ex-com, doc. ONU, A/AC.96/SR.316,para.33, 1980.

81 Voir sur cette question, Goodwin-Gill, The Refugee in International law, op.cit. pp. 175-176.

82 Voir Remy Leveau, Pourquoi n'y--t-il pas de demande d'asile en provenance du Maghreb? Intervention au Colloque "Les réfugiés en France et en Europe: quarante ans d'application de la convention de Genève, 1952-1992", organisé à l'initiative de l'OFPRA pour célébrer son quarantième anniversaire, Paris 11-13 juin 1992, Résumés des communications.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'une part, ces exilés ne conçoivent jamais la rupture avec les pays d'origine comme définitive et, d'autre part, ils se refusent de "percevoir la France comme un pays étranger par la culture". De plus, pour le Professeur LEVAU, ce comportement des exilés maghrébins pourrait s'expliquer également par le fait qu'ils trouvent une solidarité "auprès des immigrations installées et des réseaux associatifs qui jouent le rôle d'intermédiaires discrets plus efficaces que les circuits institutionnels"[83].

Depuis les années 1980, il a été constaté en France (comme dans tous les autres pays de l'Europe) une progression des demandes d'asile; mais un nombre important des demandeurs d'asile n'obtiennent pas le statut de réfugié, prévu par la Convention de Genève.

"C'est ainsi que le taux de reconnaissance de la qualité de réfugié résultant des institutions compétentes, Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (l'OFPRA), et Commission de recours en cas de recours de l'intéressé, n'a cessé de décroître depuis le milieu des années 1980 jusqu'à avoisiner 15% seulement aujourd'hui"[84]

Lors du colloque de Paris juin 1992 sur les réfugiés en France et en Europe, il a été constaté que le droit d'asile est devenu en France:

> "insensiblement, un appendice de la politique migratoire. Au risque de faire passer tous les persécutés pour des tricheurs et de faire oublier que l'immigration trouve elle aussi, sa source dans le manque de démocratie et le sous-développement"[85].

Mais les asilés sans statut ne sont pas tous privés de séjour. Certains parmi eux sont parfois même munis de titres de voyage de la convention de 1951, quand ils se déplacent à l'étranger.

Il faut ajouter à cette catégorie de réfugiés non-statutaires les personnes qui ont bénéficié de l'asile dans le cadre de la procédure officielle de regroupement des familles des réfugiés, c'est à dire l'asile accordé aux membres de la famille d'un réfugié statutaire (conjoint, enfants mais aussi ascendants et collatéraux à charge)[86].

A son arrivée en France, le membre de la famille du réfugié se verra délivrer un récépissé valable six mois et, ultérieurement, une carte de résident valant autorisation de séjour et de travail pour dix ans[87].

Une autre catégorie de réfugiés sans statut de réfugié est constituée par des étudiants étrangers. Certains de ces étudiants sont des exilés de fait. Certains ont complété des formalités pour l'obtention de visas et d'autres pour étudier en France (il s'agit dans la pratique surtout d'études supérieures), mais plusieurs parmi eux avaient, en fait, fui la persécution des régimes dictatoriaux de leur pays sous prétexte de compléter leurs études en France. Le titre de séjour porte la mention d'étudiant. Certains parmi eux demandent soit la naturalisation soit le statut de réfugié après un long séjour dans le pays.

Il faut aussi préciser que la définition adoptée pour la détermination du statut de réfugié est celle de la Convention de Genève de 1951, ce qui exclue tous ceux reconnus comme réfugiés selon les définitions africaines ou américaines. Ces derniers entrent souvent dans cette catégorie de réfugiés de fait ou *de facto*, mais pas *de juré*.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

83 Ibidem, p.27.

84 Conf. Ministère des Affaires Sociales et de l'Intégration, Direction de la Population et des Migrations, réfugiés en France et en Europe, Paris 11-13 juin 1992, p. 4.

85 Cf. Le Monde du 13 juin 1992, p. 10, Des réfugiés aux immigrés: quarante ans après la mise en oeuvre de la Convention de Genève. "la France traite en un temps record les dossiers des réfugiés. Mais l'assainissement des procédures masque de nouvelles entraves au droit d'asile".

86 Il appartient au réfugié de justifier des ressources nécessaires et de la possibilité d'héberger les membres de sa famille qu'il désire appeler en France.

87 Ibidem, p. 275.

b L'asile statutaire: les réfugiés reconnus

Les demandeurs d'asile qui ont été reconnus comme réfugiés par l'OFPRA, après l'analyse de leur demande et la détermination de leur statut reçoivent un droit de séjour définitif en France[88].

La reconnaissance du statut de réfugié revient donc normalement à l'octroi de l'asile. A l'issue de la reconnaissance de ce statut, le demandeur reçoit un certificat de réfugié, valable normalement pendant 3 ans et renouvelable pour des périodes de cinq ans. Les enfants mineurs et à charge du réfugié peuvent aussi obtenir un certificat de réfugié. Le conjoint, à condition qu'il ait lui-même déposé une demande, est également reconnu comme réfugié, sauf s'il est ressortissant d'un pays différent où il n'y a pas à craindre de persécution[89]

Lorsque l'OFPRA délivre au demandeur d'asile le certificat de réfugié, une carte de résident valant autorisation de séjour et de travail pour dix ans et renouvelable lui est délivrée par la préfecture du département intéressé. Muni de ce titre de séjour, il peut obtenir un titre de voyage de la Convention auprès da la même préfecture. Ce titre est valable pendant deux ans et permet au réfugié de se rendre dans tous les pays, sauf dans son pays d'origine ou le pays où il avait sa résidence habituelle. Il n'a pas besoin pour retourner en France d'un visa de retour[90].

Les personnes qui se trouvent dans la situation de réfugiés *de facto* ou "d'apatrides de fait" qui n'ont pas la possibilité d'obtenir un passeport, peuvent aussi obtenir à titre exceptionnel le "titre d'identité et de voyage"[91].

En général, la reconnaissance d'un droit de séjour aux demandeurs d'asile les fait bénéficier d'un certain nombre de droits économiques et sociaux .Ces droits sont, cependant, plus importants et plus sûrs pour les réfugiés statutaires et correspondent aux stipulations de la Convention de Genève. Ces droits sont divers: droit au travail, au logement, à l'éducation et à la formation professionnelle, à bénéficier de la sécurité sociale, de l'assistance médicale gratuite et de l'allocation dite d'insertion etc...[92].

Aussi bien les réfugiés *de facto* que *de juré* ont le droit de demander la naturalisation, après une résidence de cinq ans, afin d'assurer une intégration juridique dans l'Etat français. Leurs enfants peuvent aussi acquérir la nationalité française après une certaine durée de résidence.

E La fin de l'asile

L'asile se termine de plusieurs façons en France: par le retour volontaire dans le pays d'origine, par l'expulsion ou par la naturalisation. Pour les réfugiés statutaires, les autorités françaises peuvent mettre fin à l'asile par le retrait du statut en raison des clauses de cessation prévues par l'article premier, paragraphe C. (1 à6) de la Convention de Genève de 1951.

Selon une instruction ministérielle du 31 octobre 1973, un voyage dans le pays d'origine n'est pas interprété comme une cause de cessation automatique du statut; des voyages peuvent être autorisés dans des cas exceptionnels dans ce pays pour des raisons d'ordre humanitaire ou familial. Ils s'effectuent, en pareil cas, sous le couvert d'un sauf-conduit délivré spécialement

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

88 Il faut noter à cet égard qu'il arrive parfois qu'un réfugié dûment reconnu comme tel par l'OFPRA peut se voir refuser "l'admission définitive au séjour" parce qu'il représente une menace pour l'ordre public.

89 Conf. ECRE, Asile en Europe, op.cit., p.268.

90 Ibidem, p. 277.

91 En suivant ce modèle français le Maroc, par exemple, qui n'a pas ratifié les Conventions relatives aux apatrides suit la même pratique, selon les informations recueillies auprès du Bureau marocain pour les réfugiés et les apatrides à Rabat.

92 Ibidem, p. 276-282.

pour le voyage, d'une validité normalement de trois mois, et revêtu d'un visa aller et retour de même durée.

Une démarche spontanée auprès de l'ambassade du pays d'origine -particulièrement pour faire établir ou renouveler un passeport - est, en revanche considérée comme mettant fin au statut de réfugié et par conséquent à l'asile[93].

Le vent des transformations des législations relatives aux réfugiés et à l'asile et des restrictions apportées à l'octroi de l'asile qui soufflent sur tous les pays en général et sur les pays occidentaux en particulier depuis quelques temps (comme nous le verrons en détails dans le troisième Chapitre de la deuxième partie) n'a pas épargné la France, l'un des pays considéré auparavant comme le pays européen de l'asile par excellence. Les projets de réformes introduites par le Ministre Charles Pasqua en août 1993 et les réactions auxquelles elles avaient donné lieu ont ouvert un débat sur tout l'avenir de ce droit en France et sur toutes les futures violations des droits de l'homme auxquelles ces nouvelles lois donneraient lieu.

Mais le Ministre Pasqua n'est pas le premier à vouloir limiter l'octroi de l'asile. Avant lui, le gouvernement de la gauche avait déjà à gérer la question des demandeurs d'asile et avait tenté d'introduire des restrictions à ce droit. C'est ainsi que Laurent Fabius, alors Premier Ministre avait en 1985 tenté de restreindre ce droit en proposant une circulaire sur un filtrage sévère des demandes d'asile à l'OFPRA et des cas d'expulsion des demandeurs d'asile. Il a dû cependant retirer son projet à la suite des protestations de la gauche[94]. Un projet dans le même sens et plus restrictif encore fut présenté par le gouvernement Chirac. Il fut lui aussi abandonné après un avis négatif du Conseil d'Etat[95].

La différence c'est que Charles Pasqua est déterminé, au nom de la droite qu'il représente, de restreindre ce droit et le réglementer très sévèrement. Il est déterminé même à opérer une révision constitutionnelle qui lui faciliterait l'application de ses lois sur l'immigration; le Président de la République semble même consentir à cette révision[96]. Les règles de Pasqua limitent pour la plupart le droit de l'individu à demander l'asile en France, au mépris de tous les principes humanitaires et des normes des droits de l'homme, sur la liberté de mouvement des personnes humaines sans distinction ni discrimination, auxquelles la France a adhéré[97].

III La législation italienne

L'asile est réglementé par des textes internes, conformément au droit international qui fixent les conditions de son octroi et son refus et les droits et obligations de la personne bénéficiant de cet asile.

A Le cadre juridique et les autorités compétentes

L'Italie a ratifié aussi bien la Convention que le Protocole relatifs au statut des réfugiés[98]. Toutefois, elle avait ratifié la Convention de 1951 avec la limitation géographique figurant

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

93 Conf., Ibidem, p. 283.

94 Cf. Philippe Bernard, "L'épouvantail du droit d'asile: le débat qui s'est engagé sur la révision constitutionnelle fait peu de cas d'une réalité complexe et nuancée", journal Le Monde, 22 septembre 1993, p.11.

95 Ibid, p. 11.

96 Cf. Olivier Biffaud et Thierry Bréhir, "Né d'un compromis entre l'Elysée et Matignon: Le texte sur le droit d'asile est une victoire pour M. Pasqua, Le Journal le Monde, 10 et 11 octobre 1993, pp.1 & 7.

97 Voir les développements sur cette question dans le troisième chapitre de la deuxième partie.

98 Loi No 722 "Convention relative au statut des réfugiés" du 24 juillet 1954, G.U. n. 196 de 27-8-1954. Loi No 95 "Protocole relatif au statut des réfugiés" du 14 février 1970, G.U. n. 79 de 28-3-1970.

dans l'article 1-B et une réserve sur l'article 17 [99]. Le décret-loi No 416 du 30 décembre 1989 a retiré la limitation géographique, mais la réserve sur l'article 17 avait été maintenue. Le même décret a prévu une "réorganisation" de la procédure de détermination du statut de réfugié.

L'Italie a également ratifié la majorité des textes internationaux concernant les droits de l'homme et européens relatifs aux réfugiés et aux droits de l'homme: Accord relatif aux marins réfugiés, Accord européen relatif à la suppression des visas pour les réfugiés, Accord européen sur le transfert de la responsabilité à l'égard des réfugiés...etc. Selon sa constitution, le droit interne doit se conformer aux traités internationaux ratifiés[100].

L'article 10, troisième alinéa, de la Constitution italienne du 27 décembre 1947 énonce :

> "l'étranger privé dans son pays de l'exercice effectif des libertés démocratiques garanties par la Constitution italienne a le droit à l'asile sur le territoire de la République, dans les conditions établies par la loi" [101].

Les organisations compétentes dans le domaine de l'octroi de l'asile et du statut de réfugié et leur protection sont: le Ministère de l'Intérieur, Direction des services civils (*Ministero dell' Interno, Direzione Generale dei Servizi Civili*); le Ministère des Affaires Etrangères (*Ministero degli Affari Esteri*); la Commission paritaire d'éligibilité (*Commissione Paritetica di Eleggibitità*); la Délégation du HCR en Italie. Les organisations responsables pour l'intégration économique et sociale des réfugiés et des asilés en Italie sont: le Ministère de l'Intérieur, la Direction générale des services civiles; le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale; et le Ministère de l'Education.

B Octroi et procédure d'asile

Traditionnellement, l'Italie a été un des principaux pays d'asile en Europe, spécialement pour les réfugiés de l'Europe de l'Est. Mais, vu son incapacité d'absorber économiquement les demandeurs d'asile, elle s'était transformée en un pays de transit pour les demandeurs d'asile qui émigraient vers d'autres destinations [102].

a L'octroi de l'asile

L'octroi de l'asile prend deux formes: soit l'attribution du statut de réfugié soit l'allocation d'autres formes de refuge. La détermination du statut de réfugié se fait par la Commission paritaire d'éligibilité à Rome qui reconnait le statut conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1951. Certains autres demandeurs d'asile (notamment provenant de l'Europe de l'Est), s'ils ne sont pas reconnus comme réfugiés, ne sont pas renvoyés dans leur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

99 - L'article 1-B (1) stipule: "Aux fin de la présente Convention les mots "événements survenus avant le 1er janvier 1951" figurant à l'article 1, section A, pourront être compris dans le sens de soit

a) "événements survenus avant le 1er janvier 1951 en Europe;

soit

b) "événements survenus avant le 1er janvier 1951 en Europe ou ailleurs"

- L'article 17 concerne les professions salariales et la nécessité d'accorder le traitement le plus favorable aux réfugiés dans ce domaine et de la levée des restrictions imposées dans le domaine de l'emploi des réfugiés et de les assimiler au nationaux après une durée de séjour dans le pays ou quand ils remplissent des conditions précises.

100 Cf. R. Plender, International Migration Law, op. cit. p. 227.

101 ("Lo straniero, al quale sia impedito nel suo Paese l'effettivo esercizio delle libertà democratiche garantite dalla Costituzione Italiana, ha diritto d'asilo nel territorio della Republica, secondo le condizioni stabilite dalla legge."). Cf. ECRE, Asile en Europe, p. 340.

102 Sur cette question, voir ibidem, p. 340.

pays d'origine[103]. Ils bénéficient d'un asile provisoire jusqu'à ce qu'ils arrivent à être réinstallés ailleurs[104]. Au moment de leur départ pour un pays tiers, ils sont munis de titres de voyage pour étrangers assortis d'une clause de retour valable pour quelques mois.

Généralement, les réfugiés qui tombent sous le mandat du HCR ne sont par renvoyés de l'Italie[105]. Le HCR a mis en place des programmes d'assistance aux réfugiés sous son mandat et collabore également aux opérations de regroupement de familles de réfugiés en Italie. Il s'agit principalement des conjoints et des enfants mineurs.

L'Italie reçoit également des réfugiés "sur quota" en vue de leur réinstallation sur son territoire. Il n'existe pas un système de quota régulier, mais l'Italie admet occasionnellement des réfugiés pour la réinstallation tels que les réfugiés chiliens qui avaient trouvé refuge à l'ambassade italienne à Santiago en 1973, les réfugiés indochinois secourus en mer par des bateaux italiens en 1978 ou bien encore ceux qui sont "choisis" par Caritas italienne dans les camps de réfugiés en Asie du Sud Est[106].

La loi No 943 du 30 décembre 1986 et le décret-loi du 30 décembre 1984 ont prévu la régularisation de la situation des étrangers en situation irrégulière dans le pays; des permis de séjour et de travail leur ont été délivrés par la police.

b La procédure d'asile

L'asile peut être demandé à l'arrivée au territoire ou par des personnes qui séjournent déjà en Italie (réfugiés sur place). la procédure à suivre dépend du type d'entrée dans le territoire: régulièrement ou irrégulièrement. Pour les entrées régulières, l'asile est demandé à la police locale des étrangers (*la questura*) aussitôt que possible. Les demandeurs d'asile qui arrivent aux frontières sans papiers requis sont dirigés vers la préfecture de police la plus proche. Tout demandeur d'asile qui arrive à la frontière est interrogé par un officier de police assisté d'un interprète.

La détermination du statut de réfugié en Italie, comme c'est le cas pour les autres pays de la CEE, passe actuellement par une période de réformes difficiles parfois à suivre et à les intégrer dans cette étude. En l'absence d'informations récentes sûres, la référence se fera au système ancien. Selon ce système, le statut est déterminé par la Commission paritaire d'éligibilité qui se réunit à Rome. Elle est composée de deux fonctionnaires représentant les Ministères des Affaires Etrangères et de l'Intérieur et deux représentants du HCR. La présidence étant exercée à tour de rôle.

Aussi bien durant la période de l'asile provisoire ou temporaire qu'après la reconnaissance du statut de réfugié, l'intéressé est muni de documents d'identité, un certificat de réfugié pour les personnes qui possèdent le statut. Les réfugiés bénéficient de certains droits spécifiques tels le droit à être logé, à l'éducation, à la santé etc. Le droit au travail n'est accordé qu'avec une autorisation du Ministère du travail en accord avec le Ministère de l'Intérieur[107]. La personne réfugiée peut demander la naturalisation après un séjour de cinq ans en Italie.

Diverses organisations bénévoles dispensent des conseils et procurent de l'assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asile à différentes étapes de leur demandes telles: Caritas italienne, "Migrantes", la Fondation Tolstoy, le Service social international ou l'International Rescue Committe.

COPYRIGHT - BIBLIOTHEQUE

---

103 Des exceptions ont eu cependant lieu, notamment le refus de l'asile à certains réfugiés provenant de l'Albanie ou de l'ex-Yougoslavie.

104 Cf. ECRE, Asile en Europe, pp. 342-343.

105 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit. p. 195.

106 CRE, Asile en Europe, p. 342.

107 Cf. ECRE, Asile en Europe, pp.344-346.

C Refus de l'asile et recours

En cas de refus du statut il n'y a normalement pas d'appel. Les décisions de la Commission paritaires sont définitives. Toutefois un réexamen de la demande est possible si de nouveaux éléments sont apparus.

Il y a deux sortes de refus: un refus immédiat à l'arrivée ou un refus après examen de la demande. le refus immédiat donne lieu à un renvoi du demandeur[108]. L'Italie a signé des accords de reprise de demandeurs d'asile avec des pays de second asile. L'Italie respecte, généralement, les dispositions de l'article 33 de la Convention sur le statut des réfugiés relatif au non-refoulement des demandeurs vers des pays où ils risquent la persécution[109].

Il n'existe pas de lois particulières relatives au refus de l'asile pour les personnes séjournant en Italie; il n'existe pas non plus une réglementation interne de la cessation ou à la révocation du statut de réfugié. Il nous semble que l'Italie reste liée par les dispositions énoncées dans l'article 1-C de la Convention de Genève de 1951, la Commission paritaire d'éligibilité décidera donc de la cessation en vertu du droit international.

IV La législation du Royaume-Uni

Le cas de la législation britannique est intéressant, étant donné que jusqu'à très récemment la Grande Bretagne ne possédait pas de législation spécifique à l'asile et les réfugiés, malgré sa longue histoire comme un pays d'asile. La réglementation des réfugiés et des demandeurs d'asile se faisaient par la loi générale sur l'immigration. Cette loi leur assurait plus de droits et leur garantissait plus de possibilités d'asile que l'actuel projet de loi sur l'asile.

A Les fondements juridiques de l'asile et procédure

Voyons tout d'abord les textes britanniques qui réglementent l'asile et l'octroi du statut de réfugié, puis la procédure à suivre pour demander l'asile en Grande Bretagne.

a Les textes juridiques et les autorités compétentes

La tradition de l'asile est très ancienne au Royaume Uni. Elle a connu cependant de grands changements à partir du début du siècle présent. En 1905, la Loi sur les étrangers (*Aliens Act*) ne soumettait pas les réfugiés politiques et religieux au contrôle de l'immigration[110]. Mais les Lois sur le contrôle des étrangers (*The Aliens Restriction Acts*) de 1914 et de 1919 ne comportaient plus de tels privilèges et il en est de même de la loi applicable actuellement[111].

Le Royaume-Uni est partie à toutes les conventions internationales importantes relatives aux réfugiés et aux droits de l'homme, notamment la Convention de Genève de 1951 et le Protocole de New York de 1967. Ces instruments ne sont pas, toutefois, directement applicables dans le pays ou "*self executing*". Ils doivent être d'abord être intégrés dans le droit interne par un "*Act of Parliament*"; autrement, ils ne seront pas applicables dans l'ordre interne[112]. C'est ainsi que la majorité des conventions sur les droits de l'homme n'ont pas un

CODERIA - BIBLIOTECA

---

108 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit. p. 195.

109 Cf. ECRE, Asile en Europe, op.cit. p. 344.

110 Cf. R. Plender, International Migration Law, op. cit., p. 231.

111 Ibidem, pp. 231-232.

112 Sur la question de l'incorporation des traités et des coutumes internationales dans le droit interne britannique, voir Ian Brownlie, Principles of Public International Law, Clarendon Press, Fourth Edition, Oxford, 1990, pp. 43-50.

caractère obligatoire et ne sont pas automatiquement applicables dans les tribunaux britanniques[113].

La pratique britannique ne considère pas non plus les conclusions de l'EXCOM comme des textes obligeants. Dans l'affaire Saemian Barmak, le juge anglais conclue en effet:

> "I must also rule that the conclusions of the Executive Committee of the United Nations High Commissioner for Refugees,... cannot be considered as being embodied in the domestic law of this country nor, indeed, considered as part the United Kingdom obligations under the Convention and Protocol relating to the Status of Refugees..."[114]

Les textes internes essentiels qui règlent l'asile au royaume-Uni sont la loi sur l'immigration de 1971 (1971 *Immigration Act*) et les règles de l'immigration (*Immigration Rules*).

Les autorités compétentes en matière d'asile sont: le Département de l'immigration et de la nationalité au Ministère de l'Intérieur (*Home Office - Immigration and Nationality Department*) et la Délégation du HCR pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (*UNHCR Branch for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*). les institutions qui aident dans ce domaine sont nombreuses et concernent plusieurs droits. Parmi ces institutions, il est important de mentionner le *British refugee council* et le Département des programmes communautaires et de l'égalité des chances (*Home Office - Community Programmes and Equal Opportunities Department*).

b La procédure d'asile

Les demandes d'asile sont étudiées dans le cadre de la loi sur l'immigration de 1971 et les règles de l'immigration. Ces lois reconnaissaient, avant 1989, parmi les immigrants l'existence d'une classe de personnes à qui l'entrée doit être permise et qui ne devaient pas être déportées. Il s'agit de ceux qui craignent avec raison d'être persécutés[115]. En juin 1989, les modifications des règles de l'immigration (*Statement of Changes in Immigration Rules*) ont renvoyé spécifiquement à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 dans leur paragraphe 75:

> "L'autorisation d'entrée ne sera pas refusée, le renvoi ne devait être contraire aux dispositions de la Convention et du Protocole relatifs au statut des réfugiés"[116].

En Grande Bretagne, les demandes d'asile sont faites soit à l'entrée du pays soit de l'intérieur du pays. Des contrôles d'immigration existent à tous les points d'entrée au Royaume-Uni autorisés par le Ministère de l'Intérieur. Tous les passagers venant de l'étranger sont obligés de se soumettre au contrôle à l'arrivée[117].

1. Demandes présentées à l'entrée

Pour les personnes qui font leur demandes aux frontières, il faut distinguer entre celles qui entrent régulièrement et celles qui le font irrégulièrement. Le permis d'entrée est accordé normalement aux étrangers munis d'un visa ou d'autres documents nécessaires à l'entrée pour

---

113 C'est pour cette raison qu'il y a un besoin urgent d'harmoniser les politiques d'asile dans les pays de la CEE et du Conseil de l'Europe. Mais qui dit harmonisation ne dit pas automatiquement restriction, comme il est entrain de se faire dans l'Europe actuellement.

114 Appel No TH/5162/89 du 23 novembre 1990, Londres, p. 6.

115 Cf. Goodwin-Gill, The refugee in International Law, op.cit. p. 182.

116 Voir ECRE, Asile en Europe, op.cit. p. 444.

117 Pour des renseignements détaillés et officiels sur la politique britannique de l'asile et les statistiques des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le pays, voir, Home Office, Immigration, Nationality and Passports (ind), A Report on the Work of the Department, 1989/90, pp. 33-37.

COLLECTIA - BIBLIOTECA

les pays dont le visa n'est pas exigé[118]. Dans le cas d'une entrée irrégulière d'un demandeur d'asile, l'officier d'immigration vérifie si ce demandeur est en mesure de prouver qu'il craint avec raison d'être persécuté[119].

Pour les ressortissants des pays non soumis au système de visa et qui n'ont pas besoin d'un permis d'entrée (certains ressortissants de pays européens ou du Commonwealth notamment), la demande d'asile est généralement formulée après leur entrée, sauf dans le cas d'un refus de l'autorisation d'entrée.

Il faut noter à cet égard que les autorités britanniques exigent un permis d'entrée (*entry clearance*) pour certains ressortissants de pays soumis au système de visa, mais qu'un contrôle d'entrée est institué pour tous ceux qui désirent venir dans le pays. A l'arrivée, l'officier d'immigration ne leur livre une autorisation d'entrée (*leave to enter*) que s'ils remplissent les conditions d'admission.

Depuis mars 1987, il est devenu pratiquement impossible pour un demandeur d'asile d'arriver sans documents de voyage au Royaume-Uni, après la promulgation de la loi sur la responsabilité des transporteurs en matière d'immigration (*Carriers Liability Act*). Par cette loi, le gouvernement britannique impose des sanctions financières aux transporteurs qui amènent aux pays des passagers ne possédant pas de documents d'entrée nécessaires. Cette mesure juridique a d'importantes répercussions sur les réfugiés et les demandeurs d'asile: elle les empêche de recourir à leur droit de demander l'asile et constitue pour le Royaume-Uni un moyen de se soustraire de ses obligations internationales ou du moins de les restreindre[120].

Dans tous les cas, les demandes d'asile doivent être adressées au port d'entrée à l'officier d'immigration qui les transmettra au Ministère de l'Intérieur, ou *Home Office*.

2. *Les demandes d'asile émanant de personnes séjournant au Royaume-Uni*

Ici aussi il faut distinguer entre les demandes émanant de personnes entrées régulièrement dans le Royaume-Uni et celles qui ne le sont pas. Ces derniers cas concernent les réfugiés qui ont pu pénétrer irrégulièrement dans le pays sans se présenter à l'officier de l'immigration. Ces cas sont de plus en plus rares, vues toutes les barrières instituées pour empêcher leur entrée. Une peur de persécution peut avoir lieu, aussi, après l'entrée ou le séjour dans le pays des demandeurs d'asile, surtout si des changements politiques sont intervenus dans le pays d'origine, c'est ce qu'on appelle "les réfugiés sur place"[121].

Toutes les demandes où qu'elles soient faites sont envoyées pour décision au Département de l'immigration et de la nationalité du Ministère de l'Intérieur, à un service spécialisé en matière de réfugiés (*Specialist Refugee Unit*)[122].

Le problème du fardeau de la preuve incombe au demandeur d'asile, on utilise lors de l'examen des demandes la probabilité de persécution. Le demandeur doit classer sa persécution dans l'une les catégories citées par la Convention.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

118 Sur cette question, voir ibidem, p. 445.

119 Est considéré comme entrée irrégulière le fait de pénétrer au Royaume-Uni avec de faux papiers ou par fraude.

120 Sur cette question, voir Anne Ruff, "The Immigration (Carriers' Liability) Act 1987: its Implications for Refugees and Airlines", IJRL, Vol.1, No.4, 1989, pp. 489-500.

121 Par exemple, plusieurs étudiants et intellectuels soudanais se sont trouvés dans cette situation après l'avènement du régime islamiste d'Omar El-Bachir en 1989.

122 Durant notre séjour en Angleterre et grâce aux relations de travail entre le Refugee Studies Programme et le Home Office, nous avions eu l'occasion de visiter ce service à Londres en 1991 et de conduire une interview avec le chef du Département qui nous avait donné des éclaircissements sur la politique britannique de l'asile.

B Octroi, refus et révocation de l'asile

Aussi bien l'octroi que le refus ou la fin de l'asile sont soumis à des réglementations spécifiques.

a L'octroi de l'asile

Si un passager demande l'asile dans un port d'entrée ou si, après avoir échappé aux contrôles habituels, il se présente ensuite à la police locale pour demander l'asile, il appartient à l'officier de l'immigration d'examiner le cas pour vérifier la validité de la demande d'asile. Les résultats de l'interrogation sont transmis au Département de l'immigration et de la nationalité du Ministère de l'Intérieur pour examen et prise de décision.

Nous avons vu que le permis d'entrée (*entry clearance*) est délivré avant l'arrivée alors que l'autorisation d'entrée (*leave to enter*) est délivrée à l'arrivée. C'est cette dernière qui donne le droit de séjour et un certain droit d'asile.

Au Royaume-Uni, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays européens, une distinction est faite entre les réfugiés avec un statut et les réfugiés sans statut ou "*réfugiés de juré*" et "*réfugiés de facto*". Dans les deux cas, l'asile est accordé mais les procédures et les effets diffèrent.

C'est ainsi que ceux qui obtiennent l'asile assorti du statut de réfugié se voient reconnaître comme réfugiés au sens de la Convention et au Protocole. Pour ceux qu'on estime qu'ils n'entrent pas dans le champs d'application de la Convention de 1951, mais pour lesquels on reconnait qu'il y a des raisons graves et fondées de ne pas les renvoyer dans leurs pays d'origine, on leur accorde une autorisation de séjour exceptionnelle (*exceptional leave to remain*)[123].

La jouissance du statut de réfugié donne droit aux bénéficiaires au droit de séjour, de travail et des avantages de la sécurité sociale. Ceux qui ne bénéficient que de l'*exceptional leave to remain* sont autorisés généralement à séjourner pour une durée d'une année renouvelable selon les conditions dans le pays d'origine.

Les décisions relatives aux demandes d'asile sont prises par des fonctionnaires du Département de l'immigration et de la nationalité.

Une lettre standard du Ministère de l'Intérieur est délivrée aux étrangers qui ont obtenu l'asile assorti du statut de réfugié, ainsi qu'à ceux à qui est octroyée une autorisation de séjour exceptionnelle.

En plus de ces deux modalités de l'asile, il faut citer l'asile accordé à la suite de la réunification de familles de réfugiés statutaires ou non et celui octroyé aux "réfugiés par contingents" qui rentrent dans des programmes d'accueil de réfugiés en groupe en vue de les réinstaller au Royaume-Uni. Deux programmes de ce type ont été parrainés par le gouvernement pour l'admission des réfugiés d'Amérique Latine (1974-1979) et d'Indochine (depuis 1978). Le gouvernement a confié la responsabilité de l'accueil des réfugiés à des organisations bénévoles mais il a financé ces opérations. Ces réfugiés n'ont pas à introduire de demande d'asile, ils obtiennent l'asile automatiquement dès leur arrivée.

b Refus et révocation de l'asile

Quiconque ne possède pas le permis d'entrée requis et ne réussit pas à prouver à l'officier d'immigration qu'il peut être admis au Royaume se verra refuser l'autorisation d'entrée. Il sera renvoyé vers le pays dont il est ressortissant, vers le pays où il réside ou vers le pays où il est raisonnable de penser qu'il sera admis. Le fait de recourir à des moyens illégaux pour se procurer un visa d'entrée est suffisant pour que l'admission d'un étranger soit refusée et le droit de recours pourrait lui être décliné[124]. Mais aucun officier d'immigration n'a le droit de

---

123 Cf.ECRE, Asile en Europe, pp. 449-450.

124 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit. pp. 182-184.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

s'abstenir de délivrer l'autorisation d'entrer sans consulter son supérieur (*Chief Immigration Officer* ou *Immigration Inspector*).

L'état des modifications des règles de l'immigration du 9 février 1983 (*Statement of Changes in Immigration Rules*) précise dans son paragraphe 86 les situations dans lesquelles le renvoi d'un étranger par l'officier de l'immigration est autorisé. Il s'agit:

1) d'étrangers considérés comme indésirables pour des raisons médicales,

2) qui ont été condamnés pour des délits susceptibles d'extradition,

3) qui sont soumis à un ordre d'expulsion,

4) dont l'expulsion est conforme à l'intérêt public.

Le paragraphe 75 de l'état des modifications des règles de l'immigration énonce que "des considérations spéciales s'appliquent quand une personne demandant l'entrée requiert l'asile du Royaume-Uni, ou quand il apparait au fonctionnaire de l'immigration, au vu des renseignements donnés par cette personne qu'elle peut prétendre à l'asile au Royaume-Uni"[125].

Chaque cas de type doit être transmis par l'officier de l'immigration au Home Office sans refuser la permission d'entrer". Le Home Office examinera le cas en conformité avec les clauses de la Convention de Genève de 1951 et du Protocole de 1967. Si une personne demande l'asile après s'être vue refuser le permis d'entrée, elle ne sera pas renvoyée tant que le Home Office n'aura pas examiné son cas.

L'asile ne sera pas refusé par le *Home Office* si le seul pays où le demandeur pourrait être renvoyé est un pays où il existe une crainte de persécution tel qu'il est stipulé dans l'article premier de la Convention de 1951. Le paragraphe 173 des règles de l'immigration prévoit qu'on ne peut ordonner le renvoi d'une personne s'il devait entraîner pour elle le retour dans un pays où elle ne veut pas aller parce qu'elle craint avec raison d'y être persécutée.

D'habitude l'asile est refusé quand le Ministère de l'Intérieur arrive "à la conclusion que la crainte du demandeur d'asile d'être persécuté n'est pas fondée ou que le Royaume-Uni n'est pas le pays d'asile le plus approprié"[126].

Cette décision est communiquée au demandeur d'asile ou à son représentant par une notification de refus (*refusal notice*) qui informe l'intéressé de son droit d'appel[127].

Rien n'est prévu pour la révocation de l'asile ou la cessation du statut de réfugié et il n'existe pas de procédures ni de critères précis dans ce domaine. On doit déduire, par conséquent, que les autorités britanniques se conforment en la matière aux dispositions de la Convention de Genève de 1951.

C Recours contre le refus de l'asile

La loi sur l'immigration prévoit des recours contre les décisions en matière de statut d'immigration, y compris le refus de l'asile.

Selon la section 14 de la loi sur l'immigration, l'étranger qui a introduit un recours peut rester sur le territoire tant que son recours est pendant. Si le refus d'asile est confirmé, le demandeur doit quitter le territoire, s'il ne le fait pas, une décision de renvoi (*deportation order*) peut être prise; elle est aussi susceptible de recours.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

125 Cf. ECRE, Asile en Europe, p.451.

126 Ibidem, p.451.

127 Ibidem, p. 451.

Le droit d'introduire de recours contre un renvoi peut être limité si le demandeur a fait l'objet de poursuites devant un tribunal correctionnel (*Criminal Court*) qui l'a condamné et a recommandé au Ministère de l'Intérieur son renvoi[128].

Le recours présenté par un demandeur d'asile qui séjourne dans le pays contre un refus de prolongation de séjour fondée sur le droit d'asile doit être notifié au Ministère de l'Intérieur dans les quatorze jours de la décision et absolument avant l'expiration de son titre de séjour.

Les recours sont soumis à un juge (*Adjudicator*). La charge de la preuve incombe à l'appelant qui doit démontrer qu'il a une crainte fondée de persécution et c'est l'*Immigration Appeal tribunal* qui décide.

Dans l'affaire Sivakumaran, la Haute Cours (*High Court of Justice*) s'est prononcée en décembre 1987 sur le critère de la preuve en matière d'asile et avait décidé que "le critère s'exprime de façon juste en terme de risque plutôt que d'équilibre des probabilités"[129].

Dans l'affaire Vilvarajah et autres c. Royaume-Uni, la Cour européenne des droits de l'homme, avait conclu le 30 septembre 1991, que: les juridictions anglaises ont en matière d'asile compétence pour appliquer les mêmes principes de contrôle judiciaire et pour annuler une décision dans les circonstances analogues et elles en ont usé en plusieurs occasions. Elles ont d'ailleurs souligné "leur responsabilité particulière en ce domaine: soumettre les décisions administratives à l'examen minutieux. De surcroît, en pratique, aucun demandeur d'asile n'est refoulé du Royaume-Uni avant la fin de la procédure une fois qu'il a obtenu l'autorisation de solliciter le contrôle judiciaire"[130].

Il existe une distinction quand à la présentation de l'appel, selon la catégorie d'étrangers qui viennent dans le pays: entre les *visa nationals* et les *non-visa nationals*. Pour les premiers qui entrent avec un visa, ils peuvent présenter leur recours de non-admission alors qu'ils sont toujours en Grande-Bretagne, alors que les deuxièmes ne peuvent le faire qu'après avoir quitté le pays[131]

Un certain nombre d'organisations bénévoles fournissent des conseils gratuits aux demandeurs d'asile et les représentent en justice,surtout devant les cours d'appel où le demandeur est obligé de se faire représenter par une personne légalement qualifiée pour paraître devant la cour compétente.

D Les droits découlant de l'octroi de l'asile au Royaume-Uni

Durant la période de prè-asile et jusqu'à la prise de décision finale sur la demande, le demandeur peut séjourner sur le territoire. Dans le cas d'une entrée illégale, le demandeur peut être détenu avant le premier examen de sa demande. Il obtient ensuite une admission temporaire (*temporary admission*) prévue par la loi sur l'immigration. Elle ne vaut pas, cependant, une autorisation d'entrée (*leave to enter*).

Le demandeur d'asile n'est pas autorisé à travailler, s'il n'avait pas son autorisation au moment de sa demande, mais si la demande reste en suspendu pendant plus de six mois ou s'il a bénéficié d'une admission temporaire, le Ministère de l'Intérieur peut accorder l'autorisation de travail. Les demandeurs qui n'ont pas de moyens reçoivent une prestation d'assistance publique (*income support*).

La durée de l'enquête varie selon les cas. durant cette période le demandeur peut bénéficier des conseils et l'assistance des organismes bénévoles tels que le Conseil

---

128 bidem, p. 451.

129 Cité dans ECRE, Asile en Europe, p. 451.

130 Conf. Conseil de l'Europe, Droits de l'Homme, Feuille d'information No 29, mai 1991, décembre 1991, Strasbourg 1992, p. 34.

131 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op. cit. p. 183.

CDE-SRIA - BIBLIOTHEQUE

britannique pour les réfugiés (*British Refugee Council*) ou le Service de conseil des immigrants du R.U. (*United Kingdom Immigrants Advisory service* ou UKIAS).

Après l'octroi de l'asile, réfugiés et asilés bénéficient d'un certain nombre de droits et avantages[132]. Parmi ces droits nous pouvons citer le droit à la protection du droit de séjour et le non renvoi vers un pays qu'il a fui parce qu'il y était persécuté ou qu'il y risquait la persécution. D'autres droits sont garantis aussi: les droits aux documents d'identité, à des titres de voyage, les droits civils et politiques à l'exclusion du droit de vote, les droits économiques et sociaux. En résumé, les réfugiés ont droit à une intégration sociale et économique; ils ont droit également à une intégration juridique par le biais de la demande de la naturalisation.

E Le projet de réforme de la législation britannique sur l'asile : *The draft Asylum Bill* de 1991

En novembre 1991, les autorités britanniques ont préparé un projet de texte de législation nationale sur l'asile appelé *Asylum Bill*[133]. La nouvelle réglementation de l'asile a pour objectif principal de limiter le nombre des demandes d'asile. Ce projet a été révisé à plusieurs reprises.

Le projet de texte des réformes introduit pour la première fois une réglementation de l'asile séparée de la réglementation de l'immigration en général. Il introduit également un nouveau droit, le droit de recours contre toute décision de refus de l'asile. Cependant, le temps limite fixé pour la présentation du recours est très court(il est de deux jours seulement). Aussi, le projet fait explicitement référence dans son article premier à la Convention de Genève sur le statut de réfugié qui recommande aux Etats membres de ne pas sanctionner les réfugiés pour leur entrée illégale dans le pays, mais il fait en même temps référence à la loi sur la responsabilité des transporteurs des étrangers en situation irrégulière (*The Immigration Liability Act* de 1987 (art. 11) qui interdit de leur permettre de venir dans le pays sans être munis des documents de voyage nécessaires. Parmi d'autres choses, le projet institue la pratique de la prise des empreintes des demandeurs d'asile. Cette innovation pourrait donner lieu à des violations des droits de la personne, elle évoque les comportements des autorités de la justice à l'égard des criminels et confirme le point de vue que de plus en plus en Europe il y a une "criminalisation" des déplacements des individus non-nationaux des pays de la CEE.

Le projet anglais a rencontré, une opposition des Travaillistes qui l'ont trouvé lacunaire et qui ont estimé que les demandeurs d'asile authentiques (de la Yougoslavie, Sri Lanka et Kurdes...) vont faire les frais de la nouvelle législation.

Le projet a suscité des critiques de la part du HCR et d'Amnesty International. Dans un commentaire issue du bureau du HCR à Londres en novembre 1991, le représentant de cette organisation internationale avait accueilli avec satisfaction l'introduction d'un droit de recours spécial pour le refus de l'asile mais estime que plusieurs des clauses du projet pourraient être interprétées d'une manière qui contredirait les principes internationaux du droit des réfugiés, notamment la nouvelle notion du refus de l'asile si le demandeur d'asile a la possibilité de se réfugier dans une région sûre à l'intérieur de son pays d'origine.

Pour sa part, dans son commentaire au projet de la législation britannique sur l'asile, Amnesty International a relevé que l'introduction d'un droit de recours n'a aucune signification, vu sa limitation par un délai très court et par les nouvelles modalités et procédures introduites pour accepter une demande d'asile. Cette ONG internationale de la défense des droits de l'homme a déploré également la disparition de l'audience du demandeur par les responsables de l'octroi de l'asile. Cette disparition va aboutir à des décisions prises sans aucune possibilité pour le demandeur de faire entendre les raisons de sa fuite. Amnesty

---

132 Les demandeurs d'asile à qui une autorisation de séjour exceptionnelle est accordée sont estimés avoir obtenu une forme d'asile.

133 Pour qu'il devienne loi, le texte du projet passera trois fois par la Chambre des Communes, il sera soumis ensuite à la Chambre des Lords puis sera signé par la Reine.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

international a aussi attiré l'attention sur les insuffisances de ce projet de texte, notamment, sa négligence de l'assistance judiciaire et des services de conseils fournis aux demandeurs d'asile. Elle a d'un autre côté condamné l'introduction de la prise des empreintes des demandeurs d'asile (une question considéré comme assez sensible) et la confirmation des sanctions contre les transporteurs d'étrangers en situation irrégulière[134].

SECTION II

LES LÉGISLATIONS NATIONALES AFRO-ARABES RELATIVES À L'ASILE: CONTENU ET APPRÉCIATION CRITIQUE

Les pays afro-arabes possèdent pour la plupart des législations sur l'asile et les réfugiés. Notre objectif dans cette section est de voir si ces législations reprennent les stipulations du droit moderne ou si elle font référence aux droits traditionnel et islamique. Les textes de ces législations sont pour la plupart très brefs et très peu détaillés. L'étude du droit interne afro-arabe de l'asile présente une difficulté majeure pour le chercheur: l'inexistence ou la non disponibilité d'affaires juridiques relatives directement à l'octroi ou le refus de l'asile. Nous constatons en effet qu'autant la jurisprudence européenne relative à l'asile et aux réfugiés est abondante, autant elle est rare ou plutôt inexistence dans les pays afro-arabes. Cette lacune ajoutée à l'existence de peu de recherches sur la question représentent de grands handicaps à une bonne appréciation critique des législations afro-arabes sur l'asile.

SOUS-SECTION I

LES LÉGISLATIONS AFRO-ARABES: CONTENU

Progressivement, la société internationale se dirige vers une politique globale en matière de réfugiés et d'immigration et la réglementation dans ce domaine au niveau national est une condition nécessaire à la réussite des stipulations internationales en la matière.

Contrairement à la majorité des pays arabes ou même africains, les Etats afro-arabes se sont pour la plupart dotés de législations nationales relatives à l'asile et à la migration[135].

Par souci de simplification, nous allons procéder dans cette section à l'analyse des législations afro-arabes sur l'asile selon un ordre alphabétique et l'importance de ces législations. Nos développements un peu détaillés sur le droit interne marocain s'expliquent par les différentes interviews que nous avions conduit auprès des responsables des réfugiés dans le pays et par notre intérêt académique spécifique à la question du droit d'asile au Maroc.

I La législation algérienne

Comme nous l'avons vu ci-dessus, L'Algérie est signataire des traités internationaux et régionaux les plus importants dans le domaine de l'asile et des réfugiés. Aussi, juste après son

---

134 Voir Amnesty International British Section, The Asylum Bill: Amnesty International Recommandations to the Government, February, 1992.

135 Les textes de la plupart des législations relatives à l'asile dans les pays afro-arabes furent fournis par la banque de données du Centre de Documentation du HCR à Genève. D'autres documents relatifs à leurs politiques d'asile furent réunis durant la période de stage passée dans la section juridique de cette organisation ou pendant notre rattachement à RSP à Oxford.

Il est cependant très difficile de se procurer les textes de ces législations et surtout les nouveaux développements et les amendements qui leur ont été apportés. Cette étude sera basée sur la documentation disponible collectée à Genève, à Oxford, au Soudan et au Maroc.

COLLECTION BIBLIOTHÈQUE

indépendance, l'Algérie avait promulgué le 25 Juillet 1963 un Décret fixant les modalités d'application de la Convention de Genève du 28 Juillet 1951 relative au statut des réfugiés[136].

Selon le rapport de la délégation algérienne du HCR de 1986, "il existe également un Décret non-publié de 1970 qui serait plus élaboré et qui concernerait l'application en Algérie du Protocole de 1967 et de la Convention de l'OUA de 1969". Mais le HCR n'avait pas pu avoir accès à ce Décret qui est considéré comme un document interne au gouvernement[137].

L'asile fut mentionné dans les textes constitutionnels de 1964 et de 1976. Les articles 69 et 70 de la constitution de 1976 reconnaissent l'asile pour les réfugiés et interdisent l'extradition pour des crimes politiques[138]. En 1985, une Charte nationale fut élaborée, elle fut adoptée le 16 janvier 1986 par référendum. Elle garantie des droits et des libertés reconnus universellement aussi bien aux citoyens qu'aux étrangers résidents dans le pays. De plus, une place particulière est donnée en Algérie à la question de la protection des droits des Palestiniens[139].

En février 1989, un nouveau texte constitutionnel fut promulgué[140]. Ce texte proclame l'adhésion du pays aux principes et à la morale islamiques (art. 2 et 9). L'article 64 de cette Constitution garantie la protection des étrangers résidant en Algérie et l'article 66 interdit l'extradition des réfugiés politiques. L'article 123 du texte constitutionnel algérien institue clairement la règle de la supériorité des traités ratifiés dans la hiérarchie des textes juridiques internes. L'article 123 institue auprès de la Présidence de la République un Conseil supérieur islamique[141].

Par ailleurs, en juillet 1989, une loi avait permis la création des partis politiques, ce qui a encouragé plusieurs réfugiés politiques algériens à revenir dans le pays et notamment l'ex Président Benbella qui était en exil.

De son côté, le Décret de juillet 1963 instituant la législation algérienne relative aux réfugiés ne comprend que sept articles. L'article premier institue un Bureau des Réfugiés et Apatrides (BAPRA), responsable de la mise en oeuvre de la Convention de Genève de 1951[142].

Selon l'article 2, ce bureau exerce la protection juridique et administrative des réfugiés et assure une liaison avec les divers départements ministériels intéressés à la mise en vigueur de la Convention de Genève de 1951. Il reconnait la qualité de réfugié à toute personne qui relève du mandat du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés ou qui répond à la définition de l'article premier de la Convention de 1951. Il leur délivre enfin tous les certificats et attestations nécessaires à leur condition civile.

Le même décret institue dans son article 4 une Commission de recours chargée de:

---

136 Décret No 63-274; voir texte in Journal Officiel de la République algérienne No. 52 du 30 juillet 1963, p.763.

137 Cf. Rapport HCR de 1986, op. cit. p.3.

138 Cf. Borhane Amrallah, Les lignes générales de l'asile et le droit des réfugiés dans les pays arabes, intervention au "Seminar on Asylum and Refugee Law in the Arab Countries", San Remo, 16-19 janvier 1984, p.5.

139 Cf. Rapport HCR sur la protection des réfugiés en Algérie de 1986, op. cit., p.3.
Mais, selon ce même rapport (p.4), le BAPRA ne s'occupe pas des réfugiés palestiniens et sahraouis qui ont un statut particulier.

140 Cf. Gisbert H. Franz, Algeria, in Albert P. Blaustein & Gisbert H. Franz, Constitutions of the Countries of the World, janvier 1991, op.cit.

141 Voir sur la Constitution algérienne, Jean Louis La joie, "La troisième constitution algérienne: l'abandon de la référence socialiste", In Revue du Droit Public et de Science Politique, septembre-octobre 1989, pp. 1329-1350.

142 Cependant, selon le rapport du HCR sur la protection des réfugiés en Algérie en 1986, le personnel de ce bureau n'est pas sélectionné, p. 3.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- statuer sur "les recours formulés par les personnes auxquelles le Bureau des Réfugiés et Apatrides aurait refusé de reconnaître la qualité de réfugié",
- "d'examiner les requêtes qui lui sont adressées par les réfugiés qui tombent sous le coup d'une des mesures prévues par les articles 31, 32, et 33 de la Convention de Genève de 1951,
- de formuler un avis quand au maintien ou à l'annulation des mesures prises[143].

Cette commission est composée du Ministre de la Justice ou de son représentant, du Ministre des Affaires Etrangères ou de son représentant, du Ministre du Travail et des Affaires Sociales ou de son représentant, et d'un représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Selon l'information disponible, cette commission n'a jamais siégé[144].

Le droit de recours doit être exercé dans un délai d'un mois dans le cas d'un rejet de la demande d'asile et dans une semaine dans les cas d'expulsion de réfugiés ou de refoulement de demandeurs d'asile(art.5). Le même article expose les conditions de forme de la présentation d'un tel recours. Le Bureau des Réfugiés et des Apatrides assure le secrétariat de la Commission des Recours. Les décisions sont définitives. Elles sont notifiées à l'intéressé par lettre recommandée.

Une autre fonction du Bureau des Réfugiés et des Apatrides est celle de percevoir les taxes de chancellerie lors de la légalisation des actes et documents qu'il établit. Il a compétence pour exonérer soit totalement soit partiellement les personnes indigènes.

Les ministères chargés de l'exécution de cette législation sont: les Ministères des Affaires Etrangères, de la Justice, de l'Intérieur, du Travail et le Garde des Sceaux; chacun en ce qui le concerne (article 7).

A cette législation sur les réfugiés en Algérie, il faut ajouter d'autres législations qui, sans les concerner directement, leur sont applicables; particulièrement l'ordonnance No. 66-211 relative à la situation des étrangers en Algérie[145].

L'article premier de cette ordonnance reconnait l'applicabilité des conventions internationales relatives aux étrangers (y compris celles relatives aux étrangers dans le droit interne algérien). Cet article stipule en effet:

> "Sous réserve de conventions internationales ou d'accords de réciprocité, les conditions d'entrée, de circulation, de séjour des étrangers en Algérie, ainsi que leur sortie sont régies par les dispositions de cette ordonnance".

L'article 13 garantie une liberté de mouvement aux étrangers dans le pays, il "doit être en mesure cependant de présenter à toute réquisition des agents de l'autorité, les pièces ou documents l'autorisant à résider à l'étranger" (art.14). Les réfugiés pourront être dispensés de visas consulaires, conformément à l'article 8 de cette Ordonnance qui dispose:

> "Est dispensé du visa consulaire
>
> - l'étranger en transit
> - l'étranger qui bénéficie des dispositions des conventions internationales ou d'accords de réciprocité"

Le Chapitre VII de cette ordonnance est relatif à l'expulsion des étrangers du pays, qui pourrait concerner les réfugiés et les demandeurs d'asile également. Cette expulsion est

---

143 L'article 31 concerne les réfugiés en situation irrégulière dans les pays d'accueil, l'article 32 est relatif à l'expulsion, l'article 33 interdit le refoulement des réfugiés.

144 Cf. Rapport non-publié du bureau du HCR à Alger, Rapport sur les activités de la Protection en 1985 et prévisions pour 1986, p.3.

145 Voir texte, in Journal Officiel de la République algérienne démocratique et populaire, Lois et Décret, No. 722 du 29 juillet 1966.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

cependant assortie de certaines garanties: notification par un acte administratif, octroi d'un délai, autorisation de résider provisoirement dans le pays dans le cas d'une impossibilité de quitter le territoire national (art.22).

Des organisations gouvernementales et non gouvernementales apportent assistance et protection aux réfugiés en Algérie, notamment le Bureau du HCR en Algérie, le Croissant rouge algérien et la Ligue algérienne des droits de l'homme.

II La législation de Djibouti

La Loi djiboutienne No LR/77-001 du 27 juin 1977, dite Loi constitutionnelle No.1 déclare dans son article 2:

> "La république de Djibouti adhère à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Elle affirme la nécessité d'établir un ordre politique tel que les droits et libertés énoncés dans cette déclaration puissent y trouver leur plein effet"

Cette stipulation inclue, par conséquent, l'article 14 de la DUDH et ses dispositions relatives au droit d'asile dans le droit interne de Djibouti.

Mais l'asile est réglementé à Djibouti par l'Ordonnance portant statut des Réfugiés sur le sol de la République de Djibouti du 9 Novembre 1977 (No. 7753/P.R/A.E) et le Décret du 9 novembre 1977 (No. 77054/P.R./A/E/). Ces textes définissent le statut, les droits et les devoirs des réfugiés dans ce pays et fixent les conditions de la fin de ce statut[146].

L'article 1 de cette Ordonnance déclare:

> "La présente Ordonnance s'applique à toute personne étrangère réfugiée en République de Djibouti qui relève du mandat du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ou qui répond aux définitions de l'article premier de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative aux statut des réfugiés, complétée par le Protocole adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 31 janvier 1967, et qui aura été reconnue comme telle dans les conditions prévues à l'article trois ci-après".

Le bénéfice du statut des réfugiés ainsi prévu par cette ordonnance peut être retiré dans les cas visés à la section C de l'article premier de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 (art.2)[147].

L'expulsion des réfugiés statutaires du sol de la République de Djibouti est autorisée pour des raisons de sécurité et d'ordre publique notamment "s'ils s'immiscent dans la politique nationale, s'ils se livrent à des activités contraires à l'ordre public ou s'ils sont condamnés à une peine privative de liberté pour des faits qualifiés crime ou délit d'une particulière gravité" (art.4).

L'expulsion ne peut être prononcée, "sauf raison impérieuse de sécurité nationale" qu'après avis de la Commission Nationale d'éligibilité des réfugiés. "Sous la même réserve, la décision d'expulsion doit accorder aux intéressés un délai raisonnable pour leur permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays (art.4).

---

146 Journal Officiel 1977, 118, 121. Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op. cit. p. 193.

147 La section C de cet article est relative à la cessation de l'application du statut 1) si la personne s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité 2) si elle a volontairement recouverte sa nationalité qu'elle avait perdu 3) si elle a acquis une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays dont elle acquis la nationalité 4) si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeuré de crainte d'être persécutée 5) si les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugié ont cessé d'exister et qu'elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité ou de retourner dans lequel elle avait sa résidence habituelle pour la personne qui n'a pas de nationalité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans le cas d'un recours, aucune mesure d'expulsion contre une personne bénéficiant du statut de réfugié ne peut être mise à exécution avant la fin de la procédure de ce recours, "sauf raisons impérieuses de sécurité nationale". Les mêmes dispositions s'appliquent aux personnes qui ont fait l'objet d'un refus d'admission, au bénéfice du statut de réfugié ou d'une décision constatant la perte du bénéfice de ce statut (art. 6).

Les décisions d'admettre une personne au bénéfice du statut des réfugiés ou de lui refuser ce statut sont du ressort du Président de la République. Les demandes sont adressées en premier lieu à la Direction de la Police Nationale qui les transmet après examen au Secrétariat de la Commission Nationale d'éligibilité.

Le Décret du 9 novembre 1977, portant création de la Commission Nationale d'éligibilité des réfugiés réglemente le travail de cette commission. Elle est composée: d'un représentant du Président de la République qui en est le Président, de représentants des Ministères des Affaires Etrangères, de la Justice, de l'Intérieur, de la Santé et du Comité d'Assistance aux réfugiés. Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Ministère des Affaires Etrangères.

La Commission a pour fonction d'examiner les demandes et de soumettre des recommandations pour reconnaître le statut de réfugié aux personnes répondant aux définitions de l'article 1 de la Convention de Genève de 1951, complétée par le Protocole de 1967. la Commission émet également des avis constatant la perte de la qualité de réfugiés, conformément à l'article 2 de l'Ordonnance No 77053 du 9 novembre 1977 ou relatives à l'expulsion des réfugiés, "sauf en cas d'urgence pour raison impérieuse de sécurité nationale (art.2). Tous les avis de la Commission doivent être motivés.

L'octroi d'un statut de réfugié donne automatiquement à l'intéressé le droit à une carte d'identité et à un titre de voyage délivrés par le Ministère de l'Intérieur en accord avec les stipulations de Genève en la matière (art. 8).

La Commission prépare les projets de décision à soumettre au Président de la République. Elle siège à Djibouti (la capitale) mais peut être transférée en tout lieu approprié en cas de nécessité (art.4). La procédure devant la Commission est gratuite et sans frais (art.5). Les séances de la commission se tiennent à huit clos, elles peuvent toutefois être publiques si le Président le juge utile (art.6). Le représentant du HCR peut assister aux séances de la Commission en qualité d'observateur (art.6).

En réponse à un mémorandum relatif à la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence d'Arusha de 1979, envoyé par le siège du HCR à Genève à ses délégations africaines, le bureau de Djibouti avait produit un document dans lequel il résumait la situation de l'asile dans ce pays afro-arabe[148].

Dans ce mémorandum, la délégation du HCR à Djibouti avait écrit que la République de Djibouti n'avait pas adhéré à la convention de l'OUA de 1969 sur les réfugiés et qu'elle n'envisageait pas de le faire. Elle ajoutait, cependant, que la définition africaine des réfugiés est appliquée en pratique par les responsables de Djibouti. La délégation ajoutait que le principe du non-refoulement était mis en oeuvre selon l'article 33 de la Convention de 1951, il en était de même des articles 31 et 32 de cette convention. Le même document indiquait que le pays ne possédait aucune procédure formelle qui était applicable lors de l'afflux massif des réfugiés entre 1977 et 1978.

Toujours selon le même document, il n'existait pas de procédure formelle d'appel, mais une procédure informelle de reconsidération de la demande d'asile était appliquée. Cette procédure consiste en la constitution d'un comité de pré-sélection des appels prenant en considération les demandes où des faits nouveaux sont formulés confortant les premières déclarations de la demande initiale rejetée. Seuls les dossiers contenant des faits nouveaux sont transmis à la CNE.

Concernant l'octroi de l'asile temporaire conformément à l'article II (3) de la Convention de l'OUA de 1969, le responsable de la délégation djiboutienne du HCR avait répondu que les

148 Cf. Délégation du HCR à Djibouti, Bilan et perspective sur la mise en oeuvre des recommandations de la conférence d'Arusha, janvier 1985, CH/aa.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

autorités du pays appliquaient en pratique les dispositions de la Convention de 1969. Le délégué ajoutait qu'en ce qui concerne les droits et devoirs des réfugiés établis à Djibouti, ceux ci étaient régis par les dispositions de la Convention de Genève de 1951 que Djibouti avait ratifié sans aucune réserve. Après dix années de résidence dans le pays, les réfugiés qui choisissaient d'y rester pouvaient être naturalisés.

III La législation égyptienne

Selon un auteur égyptien, la législation égyptienne de l'asile se base sur des sources historiques et des sources modernes de l'asile[149]. Pour cet auteur, les sources anciennes sont représentées par les coutumes pharaoniques de l'asile relatives à l'asile religieux[150].

Cependant, le droit interne égyptien actuel ne fait pas une grande référence au droit traditionnel ancien. Les sources modernes internes de l'asile dans la législation égyptienne se conforment plutôt au droit international des réfugiés. En théorie, ce pays a adhéré à la plupart des stipulations internationales et régionales moderne sur l'asile et les a introduit en grande partie dans le droit interne. La pratique doit surement encore faire référence à certaines coutumes africaines, arabes ou islamiques traditionnelles.

Il est sûr que la tradition de l'asile en Egypte est assez ancienne mais les différentes expériences constitutionnelles en Egypte ont montré que le droit suivi dans ce pays est un droit surtout moderne. La constitution promulguée le 19 avril 1923 avait déjà fait référence à l'asile et depuis, c'était devenu une règle dans toutes les constitutions qui sont venues après. C'est ainsi que l'article 151 de la Constitution de 1923 avait interdit l'extradition des réfugiés politiques et l'article 154 avait confirmé le respect du système des protections et des privilèges accordés par l'Egypte à certaines personnes étrangères. Plus tard, la Constitution du 22 octobre 1930 abrogea celle de 1923, mais reprit le texte sur l'interdiction de l'extradition des réfugiés politiques et sur les protections dans ses articles 40 et 143[151]. Cette constitution fut cependant abrogée en 1934 et on retourna au texte de 1923 qui resta en vigueur jusqu'à la révolte armée du 23 juillet 1952.

Ce qu'il faut noter en ce qui concerne les différentes constitutions égyptiennes promulguées sous la royauté, c'est qu'elles interdisaient toutes l'extradition des réfugiés politiques mais elles ne déclaraient pas un droit à l'asile.

Après la révolution égyptienne, la déclaration constitutionnelle issue du gouvernement le 10 février 1953 avait confirmé dans son article 5 l'attachement du pays au principe de la non extradition des réfugiés politiques proclamé dans les constitutions précédentes[152].

De plus, l'article 40 de la constitution égyptienne de janvier 1956 était venu confirmer le principe de la non extradition des réfugiés politiques. La constitution de l'Union entre l'Egypte et la Syrie de mars 1958 avait repris la même stipulation dans son article 9, ainsi que la constitution provisoire de 1964 dans son article 32.

Quand à la constitution du 11 septembre 1971 telle que révisée en mai 1980, elle a adopté une autre optique pour traiter de l'asile[153]. Elle proclame dans son article 53 (dans le chapitre des droits et libertés):

---

149 Voir, article en arabe d' Abdallah El-Ashaal, L'Egypte et le droit des réfugiés, Assyassaa Ad-dawlya, janvier 1991, pp. 62-73.

150 Voir développements sur l'asile chez les Pharaons dans Partie I, Chapitre I, Section I.

151 Conf. Ibidem, p. 67.

152 La monarchie fut abolie en Egypte le 18 juin 1953 et la république fut déclarée.

153 Pour plus d'informations sur les différentes expériences constitutionnelles égyptiennes et le texte de la présente constitution, voir (en Arabe), Doustourou joumhouriat Misr Al-arabya, Al-hayaa Al-aamma li shouyou Al-mataabii Al-amirya, Le Caire, 1991; voir aussi sur la révision constitutionnelle de 1980, Gisbert H. Frank & Shafik Fouad, The Constitution of Egypt issued on November 1980 & ratified on May 22, 1980, in Blaustein/Franz (Eds), Constitutions of the World, op.cit.

COPIE DE BIBLIOTHEQUE

> "L'Etat accorde le droit d'asile politique à tout étranger qui a été persécuté pour sa défense des intérêts des peuples, des droits de hommes, de la paix ou la justice. L'extradition des réfugiés politiques est interdite".

De plus l'expulsion et le bannissement des citoyens égyptiens n'est pas permis (art. 51). L'article 2 de cette Constitution proclame l'adhésion de l'Egypte au droit musulman général en stipulant:

> "L'Islam est la religion de l'Etat, la langue arabe est sa langue et le droit musulman représente la source principale de sa législation"[154].

La même Constitution garantie la liberté de l'immigration permanente ou temporaire pour les nationaux, selon la réglementation sur la sortie et l'entrée du territoire national (art. 52).

Concernant les relations entre les autorités égyptiennes et le HCR, elles se fondent sur l'accord signé en 1954, avant l'adhésion même de l'Egypte à la convention de 1951. Selon une correspondance envoyée par la délégation du HCR au Caire au siège de cette organisation à Genève (au sujet de la protection des réfugiés en Egypte): "la détermination du statut de réfugié relève exclusivement de l'autorité du HCR qui, quand ce statut est accordé, soumet aux autorités nationales une demande d'asile temporaire"[155]. Les décisions du HCR relatives aux réfugiés n'ont jamais été contestées et plusieurs de ces réfugiés relevant de son mandat vivent dans le pays.

Selon la même source, l'asile est généralement accordé en Egypte, "à moins qu'il apparaisse incompatible avec les exigences nationales politiques ou de sécurité. Dans ce cas, les transferts sont organisés en coordination avec la Délégation du HCR et les délais nécessaires sont accordés"[156].

Trois années après l'adhésion de l'Egypte à la Convention de 1951, une décision prise par le Chef de l'Etat le 15/5/1984 autorise la création d'une Commission permanente des affaires des réfugiés au sein du Ministère des Affaires Etrangères[157]. Cette commission est composée de représentants des Ministères des Affaires Etrangères, de la Justice, de l'Intérieur et de la Présidence, elle est présidée par un adjoint (*mousaaid*) du Ministre des Affaires Etrangères. Cette commission est chargée de l'étude des demandes du statut de réfugié selon les stipulations de la Convention de Genève de 1951. La Commission soumet par la suite ses propositions au Ministre des Affaires Etrangères qui décidera. La décision est normalement finale et obligatoire pour les autres ministères mais, il nous semble qu'elle pourrait être reconsidérée.

En effet, on pourrait avancer que cette décision peut être revue, en tant qu' acte d'une autorité administrative[158]. Mais certains auteurs plaident pour une distinction à faire en Egypte entre la décision administrative qui est susceptible d'être attaquée et la décision politique qui relève de la souveraineté de l'Etat et qui doit être définitive. Pour ces auteurs, la décision relative à l'asile relève normalement de cette deuxième catégorie d'actes étatiques[159].

Il nous semble que quelque soit le cas, le caractère de la décision du refus de l'asile ou de l'expulsion d'un réfugié ou d'un demandeur d'asile devrait être normalement considérée comme un acte administratif susceptible d'appel. L'article 68 de la constitution égyptienne de 1980 instaure un contrôle judiciaire sur toute décision ou acte administratif, la décision

---

154 Traduction personnelle.

155 HCR, Note de synthèse sur la protection internationale, Mémorandum 421 du 11/8/86, p.1.

156 Ibidem, p. 1.

157 Sur cette question, voir les conclusions du "Symposium on the Rights and Duties of the Refugees in the Host Country and its Application in the Egyptian Legislation", tenu à l'Université de Zaqaziq (Egypte) le 28 novembre 1984, HCR. RIL/PRO/5 D, 14/12/1984.

158 Conf. Recours No. 234 auprès de la cour administrative suprême du 20/11/66, cité par Abdallah Al-Ashaal, L'Egypte et le droit des réfugiés, op. cit. p. 71.

159 Voir ibidem, pp.72-73.

CDE-ESPACE BIBLIOTHEQUE

définitive du refus de l'asile, ne saurait être qualifiée d'acte échappant à ce contrôle et serait donc une violation de la constitution même ainsi que des engagements internationaux de l'Egypte en matière des droits de l'homme[160].

La Commission des affaires des réfugiés se réunie périodiquement ou chaque fois que nécessaire. Les fonctions de cette commission sont cependant limitées seulement à accorder le statut aux réfugiés sans s'occuper de leurs affaires dans le pays; elle est limité également à l'octroi du statut aux réfugiés non-politiques seulement; l'octroi du statut du réfugié politique est de la compétence directe de la Commission des réfugiés politiques rattachée directement à la Présidence de l'Etat[161]. Chaque fois que la commission des Affaires Etrangères se trouve en face d'un cas de réfugié politique (donc ne relevant pas de sa compétence), elle le soumet automatiquement à la commission de la Présidence de l'Etat.

Cette dualité nous rappelle la pratique de l'octroi de l'asile dans un autre pays afro-arabe, le Maroc, qui donne la compétence de l'octroi du statut de réfugié "ordinaire" au Bureau des réfugiés et apatrides tandis que l'octroi de celui de réfugié "spécial" (pour les Chefs d'Etat, leaders politiques et personnalités internationales) relève de la compétence du chef de l'Etat ou du gouvernement[162].

A l'exception de ces textes généraux, il n'existe pas un texte spécial sur les procédures de l'allocation du droit d'asile et du statut de réfugié en Egypte. La pratique dans ce pays est très diverse et dépend beaucoup de l'origine du demandeur d'asile ainsi que de la situation économique du pays. Pendant longtemps, l'Egypte avait refusé d'accorder un asile permanent et se contentait d'accorder un asile provisoire, pour des études, une hospitalisation, une réinstallation dans un pays tiers; spécialement pour des réfugiés djiboutiens et éthiopiens[163].

En Egypte, toute entrée illégale dans le pays est punie par la loi, mais très souvent les sanctions imposées aux réfugiés entrés illégalement dans le pays sont levées après l'intervention de la délégation du HCR au Caire[164]. Le refus de l'asile peut donner lieu cependant à la détention du demandeur d'asile et à son expulsion du pays ou son refoulement[165].

En ce qui concerne les droits et les devoirs des réfugiés, ceux-ci sont régis par les stipulations de la convention de Genève, mais ils sont limités par les différentes réserves que l'Egypte avait présentées lors de sa ratification de cette convention [166]. Les réfugiés sont soumis au droit interne pour tous leurs actes civils, commerciaux et pénales. Il faut noter à cet égard que la soumission des réfugiés au droit civil se fait selon leurs confessions, puisqu'il existe un code de statut personnel pour les Egyptiens musulmans et un autre pour les non-musulmans, comme au Soudan.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

160 L'inconstitutionnalité d'une décision d'expulsion fut, par exemple, confirmée par la justice égyptienne dans un jugement de la cours administrative en date du 8/4/1953 qui a rejeté la qualité d'acte de souveraineté pour une décision du ministre des Affaires Etrangères d'expulsion, cité par Addallah Al-Ashaal, p.72.

161 Abdallah Al-Ashaal dans son article sur l'Egypte et les droits de l'homme fait une distinction entre le réfugié politique et le réfugiés "normal" qui est, selon nous un concept impropre et qui pourrait signifier que le réfugié politique est un être "anormal". De plus dans plusieurs cas, il est difficile de distinguer entre une fuite pour des raisons politiques et apolitiques. Il serait donc plus correcte de parler des opposants politiques en exil.

162 Selon une enquête faite au Ministère des Affaires étrangères à Rabat.

163 Cf. Doc. HCR/CAI/1473, du 17 décembre 1981.

164 Cf. Note rédigée par la délégation du HCR au Caire en réponse aux mémorandum de Genève relatif à la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence d'Arusha, HCR/CAI/1023 du 24 octobre 1984.

165 Cf. HCR/CAI/303 du 26 mars 1986, p.16.

166 Conf. section sur les adhésions et les réserves des Etats afro-arabes aux conventions internationales sur les réfugiés et les droits de l'homme, Partie I, chapitre II, section I.

Par ailleurs, la décision présidentielle relative à la loi No.89 de 1960 relatif à l'entrée et le séjour des étrangers dans le pays réserve une section dan son chapitre 6 pour les documents de voyage des réfugiés et le chapitre 4 concerne l'expulsion des étrangers du pays, y compris les réfugiés. Des cartes d'identité et des documents de voyage sont délivrés aux réfugiés sur leur demande. Selon une interview de l'agent chargé de la protection des réfugiés au Caire, ces documents sont délivrés pour des durées limitées selon l'origine des réfugiés, ce qui pose parfois chez ces derniers une incertitude quand à l'asile qui leur a été accordé[167]. Il n'existe, cependant, aucun droit pour les réfugiés de demander la naturalisation dans le pays[168].

IV L'asile dans les droits internes de la Libye et de la Mauritanie

La situation juridique des réfugiés en Libye est très mal connue et il n'existe, à notre connaissance, aucune recherche et pratiquement pas de documents sur la question. La Mauritanie est dans une situations à peu près analogue à celle de la Libye[169].

Dans ces pays où le HCR n'entretient pas de représentation permanente, les affaires de réfugiés sont en principe traitées par les bureaux du PNUD et l'activité légale y est évidemment très sommaire. Ces pays ne possèdent pas de législations spéciales relatives aux réfugiés. Nous pouvons déduire, par conséquent, que l'asile est régi, en l'absence de texte, par les dispositions des conventions internationales qu'ils ont ratifiées (bien qu'ils n'ont pas mis en place des documents nécessaires à leur application effective) ainsi que par les stipulations de leur droit interne général.

A Le droit Libyen relatif à l'asile et aux réfugiés

La Constitution libyenne de 1951 interdisait l'extradition des réfugiés politiques (art.189) et la déportation des étrangers (art. 191), l'Etat devait garantir le respect des statuts personnels des non-musulmans (art. 192) [170]. L'article 11 de la Constitution de 1969 interdisait l'extradition des réfugiés politiques[171]. Par ailleurs, comme nous l'avons vu auparavant, la Libye est partie à la Convention de la Ligue arabe sur l'extradition de 1952 et elle est donc liée par ses dispositions.

En l'absence de règles internes spécifiques au statut des réfugiés et à la condition des étrangers, nous essayerons d'interpréter la conception libyenne actuelle à la lumière de la loi fondamentale actuelle de la République: le Livre vert de Moammar El Kadhafi. Dans la partie réservée à la loi et la société, ce document déclare:

> "la loi véritable d'une société est la coutume (tradition) ou la religion; toute autre tentative en dehors de ces deux sources est inutile et illogique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

167 Après notre enquête sur le terrain au Soudan, nous avions également conduit une enquête au Caire en février 1991 auprès de la délégation du HCR en Egypte et nous avions interviewé certaines personnes chargées de la protection des réfugiés dans ce pays, voir pour la liste de ces personnes, annexe relative au travail sur le terrain.

168 Cf. HCR/CAI/303, 26 mars 1986, p. 20.

169 Nous avons choisi de regrouper ces deux législations sous un même intitulé, étant donné l'inexistence d'un droit national développé sur l'asile et les réfugiés. En plus de ce vide juridique en la matière, le chercheur se trouve confronté à la difficulté de se procurer même les textes juridiques généraux qu'il pourrait exploiter pour une interprétation personnelle de la question.

170 Cf. Majid Khadduri, Modern Libya, The John Hopkins Press, Baltimore, 1963, p. 360.

171 Voir Borhane Amrallah, Des Lignes générales de l'asile et le droit des réfugiés dans les pays arabes, intervention au "Seminar on Asylum and Refugee Law in the Arab World" organisé par le HCR et l'Institut international de droit humanitaire à San Remo en 1984, op. cit. p.6.

La Constitution n'est pas la Loi de la société. La Constitution est une loi fondamentale édictée par l'homme. Elle a besoin d'une source pour se justifier..."[172].

Il en résulte de ces stipulations que le droit coutumier et islamique sur l'asile devrait normalement être le seul droit applicable dans le pays. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment la Libye est partie à la Convention africaine sur les réfugiés et à d'autres instruments internationaux et régionaux sur les droits de l'homme, ce qui signifie une adoption du droit moderne sur l'asile. Rien à notre avis, comme nous le proposerons dans notre deuxième partie n'empêche un Etat musulman d'adopter le droit moderne et de le compléter par les dispositions du droit islamique ou par les pratiques traditionnelles.

La partie du Livre vert réservée aux minorités qui n'appartiennent pas à la nation pourrait concerner les réfugiés et les migrants involontaires en Libye. Cette partie dispose:

> "Il est clair que les minorités ont des droits sociaux qui leur sont propres. Toute altération de ces droits par une majorité constitue une injustice."[173].

Aux dispositions du Livre vert, se sont ajoutées le 2 mars 1977, les clauses de la Déclaration sur l'établissement de l'autorité du peuple. Cette déclaration reflète dans son préambule la volonté des dirigeants libyens de "protéger les persécutés qui sont à la recherche de la liberté". L'article II de ce texte place le Coran comme la seule Constitution de la République libyenne"[174].

De même, dans une précision du Consulat de la Libye à Djedda en Arabie Saoudite en date du 25 avril 1992, il été affirmé que "le Coran est la seule loi de la Jamahirya depuis 1977 (conformément au deuxième article de la Déclaration sur l'établissement de l'autorité du peuple) et que le Livre vert représente un des moyens d'interpréter le principe de la *Shoura*, il est fondé sur les principes et coutumes islamiques"[175].

L'interprétation des dispositions du droit interne libyen relatif à l'asile pourrait signifier que les réfugiés devraient jouir de tous les droits en Libye, la pratique est cependant toute autre. Selon cette pratique, il semblerait que ce droit moderne n'est pas complété par les principes islamiques. La pratique du gouvernement dans le domaine de l'asile, de l'accueil des étrangers et ses expulsions répétées des Nords Africains et des Egyptiens montrent que le droit libyen de l'asile est en pratique loin d'être conforme à la théorie prônée dans le Livre vert ou la Charte de 1977.

B L'asile dans le droit mauritanien

La législation mauritanienne sur l'asile et les réfugiés n'est pas plus développée que celle de la Libye. Le préambule de la constitution de 1959 faisait référence aux réfugiés politiques et La Constitution de 1961 se referait à la DUDH qui contient comme nous l'avons vu une disposition relative au droit d'asile (art. 14)[176].

De son côté, la Charte constitutionnelle du Comité militaire de la Reconstruction nationale du 10 juillet 1978 (qui a abrogé la Constitution de 1961) fait référence dans son

---

172 Cf. Moammar Kadhafi, Le livre vert, Edition de Septembre 1991, pp. 32-33.

173 Ibidem, p. 109.

174 Pour le texte de cette déclaration en Anglais, voir Gisbert H. Franz et Moncef Boucetta, Libya in Blaustein & Franz, The Constitutions of the Countries of the World, Tome IX.

175 La *Sharia* islamique en Libye: une note du Consulat libyen à Djeddah en Arabie Saoudite, in Asharq Al-awsat, No 5262, du 25/4/1993, p. 10.

Cette note fut publiée en réponse à un article de Aberrahman Arraachid, "la *Sharia* en Libye", paru dans le journal Asharq Al-awsat, No. 5244, du 7/3/1993, p. 13.

Voir sous dans la même page d'Asharq Al-awsat du 25/4/1993, l'article concernant le projet d'union entre la Libye et le Soudan, un autre pays afro-arabe se disant gouverné par les règles de la *Sharia*.

176 Cf. B. Amrallah, Des lignes générales de l'asile..., op. cit. p. 7.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

préambule à la DUDH et aux Chartes de l'OUA et la Ligue des Etats Arabes[177]. Quand à la Charte constitutionnelle du Comité militaire du salut nationale du 9 février 1985, elle ajoute dans son préambule l'adhésion du pays aux principes islamiques lorsqu'elle déclare:

> "l'Islam est la religion de l'Etat et du peuple. La seule et unique source du droit est la Sharia"[178]

Toutefois, la Mauritanie est partie à la Convention de Genève de 1951, au Protocole de 1967 et à la Convention de l'OUA de 1969 et de ce fait, elle est liée aussi par leurs dispositions en plus des dispositions du droit islamique. Aussi, certaines coutumes traditionnelles relatives à la réception des étrangers restent applicables dans le pays. Toutefois, l'attitude gouvernementale récente à l'égard des sénégalais ou de certains nationaux de race négroïde font semer des doutes quand à l'application du droit traditionnel et démontre un certain modernisme juridique vis à vis de la question de la migration dans ce pays, comme nous le verrons dans le chapitre premier de la deuxième partie.

V La législation marocaine relative à l'asile et aux réfugiés

Sur le plan institutionnel, le Maroc avait confirmé l'accord passé en son nom par la France d'accepter et d'appliquer sur son territoire la Convention relative au Statut des réfugiés du 28 juillet 1951, par déclaration déposée au siège de l'ONU le 7 novembre 1956[179].

Le Décret No 2-57-1256 du 29 août 1957 fixant les modalités d'application de la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 (tel qu'amendé par le Décret du 8 octobre 1970 et par le Décret du No. 2-84-836 du 28 décembre 1984) est la principale législation en matière d'asile au Maroc[180].

Comme pour la plupart des autres Etats afro-arabes, le Maroc est également partie au Protocole de 1967 et à la Convention de l'OUA de 1969 sur les réfugiés, à l'Arrangement relatif aux marins réfugiés[181]. Le Maroc a également adhéré à plusieurs autres traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, ce qui élargie le champs d'application du droit d'asile dans ce pays.

Le Maroc a aussi adhéré à la Convention de Viennes sur le droit des traités du 23/5/1969[182]. La place qu'occupe le traité dans la hiérarchie des normes dans ce pays reste cependant relativement controversée, notamment en ce qui concerne les traités relatifs aux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

177 Cf. Jay A. Siegler & Mark Tarantino, Mauritania, in Blaustein & Franz (Eds), The Constituions of the Countries of the World, op. cit., Tome X.
Voir le texte de cette déclaration qui se trouve en annexe de cette étude constitutionnelle.

178 Ibidem, voir texte de cette déclaration à la page 11 de cet article sur la Mauritanie.

179 Cf. Houcine Sefrioui, La condition des étrangers au Maroc, Dar Al Kitab, Casablanca, 1973, p.37.

180 Cf. Bulletin Officiel du 6 septembre, 1957, p. 1161 et du 28 avril 1971, p. 469 et B.O. du 2 janvier 1985, p.47.
Pour les principaux textes relatives à la législation marocaine sur les réfugiés, voir Fadéla Sebti Lahrichi, Répertoire de la législation marocaine, L.G.D.J., Paris 1989, pp.329-330.

181 - Dahir du 23 Joumada 1390 (27 juillet 1970) relatif à l'adhésion du Royaume du Maroc au Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967.
- Dahir No. 1-72-166 du 23 Moharram 1391 (20 avril 1971) relative à la publication du Protocole relatif au Statut des réfugiés du 31 janvier 1967 (Bulletin Officiel, février 1973, p. 246).
- Dahir du 29 Choual 1394 (14 novembre 1974) concernant la publication de la Convention de l'OUA sur les réfugiés du 6 septembre 1969 (Bulletin Officiel du 11 décembre 1974, p. 1704).
- Par le Dahir No. 1-59-265 du 6 janvier 1960, le Maroc avait ratifié l'Arrangement relatif aux marins réfugiés signé àLa Haye le 23 novembre 1957 (BO du 29 janvier 1960).

182 Ratification le 26/9/1972, B.O. No. 3229 du 27/11/1974, p.1626.

droits de l'homme. Le préambule de la constitution marocaine telle que révisée en 1992 déclare cependant:

> "Conscient de la nécessité d'inscrire son action dans le cadre des organismes internationaux, dont il est membre actif et dynamique, le Royaume du Maroc souscrit aux principes, droits et obligations découlant des Chartes des dits organismes et réaffirme son attachement aux Droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus"

L'article 31 de cette constitution limite le domaine du traité sans clarifier le rapport entre la loi et le traité dans l'ordre juridique interne. On pourrait avancer qu'au moins un certain type de traités (ceux de l'alinéa 2) ont une autorité supérieure à la loi[183]. Un discours royale prononcé le 2/8/1979 avait tranché la question et avait affirmé "la primauté des accords internationaux sur le droit interne"[184]. Ce qui nous amenera à conclure que dans le domaine de l'asile et les réfugiés, les traités internationaux ratifiés par le Maroc sont directement applicables dans le pays et font fonction d'une norme supérieure aux normes et aux coutumes internes.

Quand à la législation marocaine relative aux réfugiés, nous pouvons remarquer qu'elle a été rédigée par référence au modèle français mais qu'elle a, par comparaison, la caractéristique d'être brève et très peu détaillée[185]. Ce caractère bref invite à interpréter largement ses stipulations et de les compléter par les dispositions des conventions internationales et régionales ratifiées par le Maroc et, peut être même par les principes islamiques et les coutumes africaines et arabes[186].

La loi marocaine confie la protection juridique et administrative des personnes visées par la Convention de Genève au Bureau des réfugiés et apatrides (BRA), placé sous l'autorité du Ministère des Affaires Etrangères (art.1)[187]. La qualité de réfugié est accordée par ce bureau à toutes les personnes qui relèvent du mandat du HCR ou qui répondent à la définition de la convention de Genève. Le bureau délivre aux réfugiés les documents nécessaires à leur vie dans le pays et authentifie les actes qui lui sont soumis (art. 2), notamment les certificats du statut de réfugié.

La demande d'asile est faite auprès du bureau des réfugiés et des apatrides qui fait une interview avec le demandeur puis examine la demande. Si les responsables marocains sont convaincus qu'il s'agit d'un réfugié, ils soumettent la demande au Ministère de l'Intérieur pour enquête. Si l'enquête est positive, le statut de réfugié est octroyé, autrement il sera refusé. Dans ce cas si le demandeur est reconnu comme réfugié par la délégation du HCR, l'asile temporaire lui est accordé, en attendant qu'un pays d'accueil lui soit trouvé[188].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

183 Les deux derniers alinéas de l'article 31 de la Constitution de 1992 déclarent:
Il (le Roi) ratifie les traités. Toutefois, les traités engageant les finances de l'Etat ne peuvent être ratifiés sans l'approbation préalable de la Chambre des Représentants.
Les traités susceptibles de remettre en cause les dispositions de la Constitution sont approuvés selon les procédures prévues pour la réforme de la Constitution".

184 Journal Le Matin du Sahara du 4/8/1979, cf. Abderrazak Moulay R'chid, La femme et la loi au Maroc, Collection dirigée par Fatima Mernissi, Editions Le fennec, Casablanca, 1991, p.22.

185 Le nom de l'institution chargé des affaires des réfugiés au Maroc, le Bureau marocain pour les réfugiés et des apatrides (BMRA), rappelle celui de l'Office français pour les réfugiés et les apatrides, alors que le Maroc n'a ratifié aucune des deux conventions sur les apatrides.

186 Sur l'asile au Maroc, voir Khadija Elmadmad, "Asylum in Morocco", in Morocco: The Journal of the Society for Moroccan Studies, pp. 29-34.

187 Le Directeur des Affaires Consulaires et Sociales au Ministère des Affaires Etrangères est en même temps Responsable du Bureau des réfugiés et des apatrides, il a participé en 1984 sur le séminaire des experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés de San Remo de 1984.

188 Selon les interviews faites auprès du BMRA, il semble que la détermination est faite en pratique en référence à la Convention de Genève de 1951 et en ignorance de celle de 1969.

Le statut de réfugiés est refusé pour diverses raisons, notamment pour une absence de persécution ou si lors de la procédure d'asile la situation a changé dans le pays d'origine ou encore lorsque le demandeur peut trouver une protection à l'intérieur de son pays d'origine[189]. Cependant, d'après l'enquête entreprise auprès des responsables des réfugiés au Maroc, l'asile est très rarement refusé, en pratique, à ceux qui le demandent.

Dans le cas de refus d'asile, l'intéressé peut demander un réexamen du dossier par la Commission de recours.

La Commission de recours fut instituée sur le modèle français et en vue de :

- 1) statuer sur les recours formés par les personnes auxquelles le Bureau des réfugiés et apatrides aurait refusé la qualité de réfugié,
- 2) formuler des avis relatifs à l'application des sanctions à l'encontre des réfugiés qui arrivent ou qui séjournent irrégulièrement au Maroc, à leur expulsion ou refoulement et aux recours formulés par les personnes tombant sous le coup de ces mesures.

Ces recours sont suspensifs sauf "en cas d'urgence constatée par la décision qui ordonne la mesure" (art. 5). Les recours doivent être déposés au Bureau des réfugiés et apatrides dans un délai de 30 jours pour le refus du statut de réfugié et dans un délai de 5 jours pour les décisions de sanction contre une entrée ou un séjour irrégulier, une expulsion ou un refoulement. Les décisions de la Commission sont motivées et définitives et doivent être notifiée au requérant[190].

Le représentant du HCR au Maroc assiste les demandeurs d'asile dans la présentation de leurs demandes et la formulation de leur recours[191]. Il existe une bonne collaboration entre la délégation du HCR à Casablanca et le BRA de Rabat. Il est dit dans une note de cette délégation au siège du HCR à Genève à ce sujet:

> "Les Autorités locales coopèrent avec nous d'une façon remarquable, allant même jusqu'à nous envoyer des cas pour qui ils n'ont d'autres recours que le refoulement, et répondent positivement à notre intervention"[192].

La plupart des demandes d'asile au Maroc proviennent actuellement de personnes qui sont entrées de façon régulière dans le pays. Les personnes entrées irrégulièrement sont généralement considérées comme des immigrants clandestins, mais le cas des demandeurs d'asile est pris parfois en considération.

Pour les étrangers, l'accès au territoire marocain est réglementé par la loi[193]. Un étranger est défini selon la loi marocaine comme:

> "toute personne n'ayant pas la nationalité marocaine, soit qu'elle ait une nationalité d'un autre pays ou qu'elle n'ait pas de nationalité (apatride)"[194].

---

189 L'asile fut refusé, par exemple à un américain de race noir qui avait décidé de renoncer à sa nationalité américaine, avait remis ses papiers à l'ambassade américaine à Rabat et avait demandé l'asile au Maroc. Le refus était motivé par l'absence de persécution contre la personne en question.

190 Comme pour l'Egypte, on pourrait argumenter qu'il devrait y avoir un recours contre la décision administrative de la Commission de recours. La pratique dans ce domaine ne nous permet pas de le prouver puisqu'il semblerait que ce recours n'a jamais été utilisé par les demandeurs d'asile au Maroc.

191 Le bureau du HCR à Casablanca nécessite cependant une réorganisation et une meilleure formation de son personnel, comme c'est le cas d'ailleurs de plusieurs bureau régionaux du HCR. Durant notre enquête, nous avons constaté que quelques notions juridiques nécessaires à la protection des réfugiés sont parfois soit ignorées soit négligées.

192 Délégation honoraire du HCR pour le Maroc, 108/85/MA/EJ, Note du 13 mars 1985, p. 1.
Nous avions, interviewé le Délégué honoraire du HCR à Casablanca qui nous avait confirmé les bonnes relations entre le BMRA et le HCR.

193 Cf. Dahir du 12 août 1913 sur la condition civile des français et des étrangers au Maroc.

194 Cf. Houceine Sefrioui, La condition des étrangers au Maroc, op. cit., p.23.

COPYRIGHT - BIBLIOTHEQUE

L'étranger est soumis à des formalités matérielles(passeports, visas et certificats sanitaires); des sanctions des règles d'accès, de séjour et d'établissement sont prévues par la loi. Ces sanctions sont de deux sortes: des sanctions administratives et des sanctions pénales. Les sanctions administratives. comprennent le déguerpissement, le refoulement et l'expulsion[195].

Le déguerpissement est le refoulement d'un étranger entré clandestinement ou ne remplissant pas les formalités matérielles ou sanitaires d'accès et des étrangers qui exercent des activités professionnelles dans une région en dehors de leur région de résidence. Mais pour les réfugiés, il est normalement tenu compte de leur conditions spéciales.

Le refoulement est prononcé par voie d'arrêté préfectoral ou provincial du lieu d'entrée ou du lieu de résidence. L'expulsion est décidée lorsque l'étranger présente une menace pour l'ordre ou la sûreté de l'Etat. Elle est prononcée par un arrêté du Directeur général de la Sûreté nationale et elle est notifiée à l'étranger par un officier de police ou de la gendarmerie tout en lui donnant un délai de grâce pour quitter le territoire. Pour un réfugié, le refoulement ne doit se faire en aucun cas vers le pays de sa persécution. La conséquence des sanctions administratives de la violation des règles d'accès au Maroc est la conduite aux frontières marocaines de son choix. La loi précise que ces sanctions "s'appliquent sous réserve de l'observation des dispositions des articles 31, 32 et 33 de la Convention de Genève de 1951"[196].

Les sanctions pénales frappant le contrevenant étranger sont des sanctions prévues dans et punies par le Code pénal marocain. L'extradition est réglementée au Maroc par le Dahir du 3/11/1958. L'article 5 de ce Dahir précise que l'extradition n'est pas accordée par le Maroc à l'Etat requérant "lorsque le crime ou le délit a un caractère politique ou l'extradition est demandée dans un but politique". Toutefois, l'extradition des militaires et des marins ou l'extradition pour un délit militaire et des déserteurs n'est pas très précise et dépend des conventions d'extradition. C'est ainsi que la convention franco-marocaine d'extradition du 10 janvier 1958 décide pour la non-extradition, mais d'autres conventions signées par le Maroc stipulent autrement[197].

L'autorisation de s'établir au Maroc est délivrée aux réfugiés par la Direction Générale de la Sûreté Nationale et le BMRA, après examen du dossier. Selon une note de la délégation du HCR à Casablanca:

> "avant d'accorder l'asile, le Maroc s'assure que le demandeur n'exerce aucune activité politique ou de subversion. C'est la condition clé préalable et nécessaire à toute demande d'asile. Le Maroc refuse l'asile à toute personne se livrant à des activités subversives"[198].

Les droits et devoirs des réfugiés installés au Maroc obéissent aux stipulations de la Convention de Genève de 1951: droits économiques et sociaux, droits culturels, liberté de mouvement et de résidence conformément à l'article 29 de la Convention ... Ils sont régis également par le Dahir sur la Condition civile des étrangers de 1913. L'entrée irrégulière au Maroc est normalement pénalisée. Ce n'est, cependant, pas le cas pour les personnes réfugiées[199].

Lorsqu'un réfugié commet des actes répréhensibles, il encourt l'arrestation et la présentation au tribunal conformément au Code pénal marocain. Dans le cas d'une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

195 Ibidem, p. 38.

196 Cf. Ibidem, p.39.

197 Voir pour plus de détails, Ibid, pp.50 et s.

198 Délégation honoraire du HCR au Maroc, note du 13 mars 1985, op. cit. p.6.

199 Cf. Ibidem, p. 7.

condamnation, le risque d'expulsion est possible, avec toutefois un délai pour chercher un refuge ailleurs[200].

La pratique juridique marocaine permet aux réfugiés qui veulent mettre fin à leur statut soit de s'intégrer juridiquement dans le pays d'asile soit de revenir librement dans leur pays d'origine ou de demander leur réinstallation dans un autre pays d'asile. C'est ainsi qu'il est possible pour les réfugiés qui ont résidé pendant 5 ans au Maroc de demander la naturalisation conformément au Dahir portant code de nationalité du 6 septembre 1958[201]. Le Chef du bureau des réfugiés et des apatrides fait partie de la commission nationale qui statue sur les demandes de la nationalité marocaine.

Le rapatriement volontaire des réfugiés comme solution au statut de réfugiés est une solution qui a été pratiquée dans plusieurs cas: des Espagnols Républicains qui avaient fui la dictature de Franco et qui sont retournés dans leur pays après le retour de la démocratie; des Algériens qui avaient trouvé refuge au Maroc durant leur longue lutte pour la libération du pays, des Mauritaniens, des ressortissants des ex-pays socialistes etc. Actuellement, des préparatifs se font pour que les réfugiés des pays de l'ex-Europe de l'Est reviennent dans leurs pays d'origine ou continuent à résider dans le pays en tant qu'étrangers normaux, sans le statut de réfugiés[202].

VI Le droit somalien de l'asile et des réfugiés

La législation somalienne sur l'asile et les réfugiés date de l'époque du Président Siad Barré[203]. Le chaos juridique actuel et l'avenir incertain du pays ne nous permet pas d'exposer la situation juridique actuelle de ce pays constitué aujourd'hui de toute une nation de réfugiés ou de *mouhajirin* à l'intérieur et à l'extérieur du pays[204]. La référence se fera donc pour notre étude à la situation juridique qui a prévalu avant 1992 et aux textes promulgués avant le vide juridique actuel.

La Constitution somalienne de 1979 déclare dans son article II que l'Islam était la religion de l'Etat. L'article 35 de cette même constitution concerne l'extradition des criminels sans mentionner clairement l'interdiction de l'extradition des personnes accusées d'avoir commis des crimes politiques et donne à l'Etat le droit d'accorder l'asile aux personnes qui ont fui leurs pays pour des raisons politiques. Cet article intitulé extradition et asile politique stipule en effet que:

> "1 La République démocratique somalienne peut extrader une personne qui a commis dans son pays ou dans un autre pays un crime et a cherché refuge dans la République démocratique somalienne, à la condition qu'il existe un traité d'extradition entre la République démocratique somalienne et l'Etat qui demande l'extradition de l'accusé ou du criminel.

COPYRIGHT-BIBLIOTHEQUE

---

200 Ibidem, p. 7.

201 Dahir No. 1-58-250 du 21 safar 1378 (6 septembre 1958), voir texte in Bulletin Officiel, No. 2394 du 12/9/1958, pp. 1492-1496.

202 Selon les informations obtenues lors de l'interview du Chef du Bureau marocain pour les réfugiés et les apatrides en décembre 1992.

203 Sur la législation somalienne relative à l'asile, voir Mohammed Issa Tunrunji, Refugee Law in Somalia, intervention à la Conférence sur "Implementation of the OAU/UN Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees in Africa, Oxford, 14-28 septembre 1986. Le texte est disponible au Centre de Documentation du Refugee Studies Programme de l'Université d'Oxford.

204 La situation des réfugiés et leur protection en Somalie ainsi que toute la population somalienne est devenue alarmante à partir du déclenchement de la guerre civile dans ce pays, voir sur ce point le chapitre II de notre deuxième partie.

2 La République démocratique somalienne peut accorder l'asile politique à une personne qui a fui son pays ou un autre pays pour des raisons politiques lors de sa lutte pour les intérêts des masses, pour les droits de l'homme ou la paix"[205].

Cette constitution fut suspendue, cependant par Siad Barré le 21 octobre 198O, après la déclaration de l'Etat d'urgence conformément à l'article 83 de cette même constitution.

La loi somalienne la plus récente en matière d'asile et de réfugiés est le Décret présidentiel du 2 juin 1984 relatif à la détermination du statut de réfugié. Cette législation fixe les conditions pour l'octroi du statut de réfugié et décide pour l'adoption des définitions de réfugiés de la Convention de Genève de 1951, comme complétée par les clauses du Protocole de 1967 et de la Convention de l'OUA (art. 1). Le même article cite l'existence de cas de statuts de réfugiés "spéciaux" auxquels ne sont pas applicables les stipulations de cette législation[206].

L'autorité compétente pour accorder la qualité de réfugié est le Comité d'éligibilité pour la détermination du statut de réfugié (art.2). Il est composé d'un représentant de la Commission nationale des réfugiés comme Président, du Ministère des Affaires extérieures et des Forces de Police somalienne. Le représentant du HCR participe aux séances du Comité en qualité d'observateur.

La procédure suivie consiste à ce que chaque demandeur d'asile présente lui-même sa demande à l'autorité de sécurité à la frontière, sauf en cas d'impossibilité de le faire pour force majeure. Les autorités frontalières feront leur enquête et soumettront un rapport aux autorités de sécurité locales qui accorderont un droit d'asile temporaire, en attendant la réponse du Comité d'éligibilité (art. 3).

Mais le demandeur d'asile peut soumettre également sa demande directement au Comité d'éligibilité (art. 4), ce qui laisse à penser qu'il séjournait déjà dans le pays.

La détermination du statut de réfugié se fait après une interview du demandeur par le représentant juridique du HCR qui fournit conseil et aide à ce demandeur. Les résultats de l'interview sont soumis par la suite à la Commission d'éligibilité pour décision[207].

La législation somalienne prévoit la possibilité de demander un réexamen de la demande par le Comité d'éligibilité, dans le cas d'un refus d'octroyer le statut de réfugié. Le demandeur d'asile doit fournir la preuve qu'un tel réexamen est nécessaires (art. 5). Si le Comité reconfirme la décision négative, le demandeur d'asile peut présenter un recours en justice à la Cour Suprême qui tranchera sur le côté juridique de la chose et vérifiera si le droit somalien de l'asile a été respecté (art. 6).

La Cour Suprême est habilitée également à considérer les décisions prises conformément aux articles 31, 32 et 33 de la Convention des Nations Unies de 1951, c'est dire les décisions relatives aux réfugiés en situation irrégulière, à leur expulsion ou refoulement (art. 6-3).

Lorsque la qualité de réfugié est reconnue au demandeur d'asile, les autorités somaliennes compétentes lui délivreront les documents nécessaires à son séjour dans le pays, conformément aux stipulations de la Convention de 1951 (art. 7). Selon la législation sur l'asile et la pratique dans ce domaine, les droits et devoirs des réfugiés en Somalie sont régis par les stipulations du droit international en la matière[208].

---

205 Traduction personnelle. Voir le texte de cette Constitution qui figure en annexe de l'étude de Martin R. Ganzglass sur les expériences constitutionnelles de la Somalie, in Blaustein & Franz, The Constitutions of the World, op. cit., Tome XVI.

206 Article I (2): "The preceding provision is not applicable to individuals to whom the Government has accorded refugee status under special circumstances".

207 Sur cette procédure, voir mémorandum de la Délégation du HCR en Somalie envoyé au siège du HCR, SOM/HQ/424 du 13 mars 1985, p. 3.

208 Sur les principaux droits des réfugiés et leurs limites selon la théorie et la pratique somalienne des années 1985, voir Ibidem.

COESPA - BIBLIOTECA

VII La législation soudanaise

Les lignes générales de la législation soudanaise sur l'asile sont exposées dans cette section, le droit interne soudanais de l'asile sera plus approfondi dans le deuxième Chapitre de la deuxième partie de cette recherche consacré à l'analyse de la politique soudanaise de l'asile comme une étude de cas.

La législation soudanaise relative à l'asile et aux réfugiés s'intitule: "*The Regulation of Asylum Act*, elle date du 21/05/1974[209]. Ce texte définit tout d'abord dans son article premier les termes utilisés. La définition du réfugié adoptée est celle de la Convention de Genève de 1951, telle que complétée par celle de la Convention de l'OUA de 1969. Mais le texte innove en considérant comme réfugiés également "les enfants non-accompagnés par des adultes, les orphelins et les enfants dont les tuteurs (gardiens) ont disparu et qui se trouvent à l'extérieur de leur pays de nationalité" (art. 2).

L'autorité compétente en matière d'asile est l'Office du *Commissionner for refugees* (COR). Cette institution est rattachée au Ministère de l'Intérieur. Elle est dirigée par un *Commissionner* nommé par le Ministre de l'Intérieur et qui est responsable auprès de lui. Les développements ultérieurs à 1974 ont conféré au Commissaire soudanais un poste de Ministre, comme exposé plus loin. Le Siège COR est à Khartoum (art. 3)[210].

Le texte soudanais fait de l'enregistrement des demandeurs d'asile et des réfugiés une obligation du COR[211]. Les registres doivent mentionner le nom, la nationalité (s'il y en a une), l'âge, la religion, la provenance du demandeur d'asile et les raisons qui ont poussé le réfugié à s'enfuir et demander l'asile. Une copie de ces registres est gardée par du representant local du COR et deux autres copies sont envoyées à Khartoum aussitôt que possible (art. 4).

L'article 5 de cette législation mentionne expressément l'octroi de l'autorisation de l'asile, à la différence de la majorité des législations relatives aux réfugiés . Il stipule en effet:

> "Le Ministère aura la compétence pour octroyer l'asile au Soudan et peut déléguer ce pouvoir"[212]

L'article 6 parle de la présentation de la demande d'asile[213]. Après l'enregistrement, la demande est soumise au Ministère de l'Intérieur. Le Ministère a une période limite d'un mois pour refuser l'asile. Passée cette durée, l'asile et le statut de réfugié sont supposés octroyés et un permis de séjour est accordé pour une période de trois mois renouvelable (art. 6).

Si la demande d'asile est rejetée ou si après une attente de trois mois le statut de réfugié n'a pas toujours été accordé, le Ministère doit autoriser le demandeur d'asile à entrer en contact avec les missions étrangères au Soudan pour lui permettre de présenter sa demande d'asile. Si le demandeur ne trouve aucun pays d'accueil, l'autorisation de séjour du demandeur d'asile doit être renouvelée pour une durée de trois mois et ce, jusqu'à ce qu'il trouve un asile ailleurs (art. 6-3).

La législation soudanaise a opté pour la conception dualiste en droit international en décidant explicitement que les conventions et les traités internationaux ratifiés en matière d'asile et de réfugiés ont la priorité d'application (art. 7) dans le pays. Ce qui est très significatif surtout actuellement.

---

209 Cf. Democratic Republic of the Sudan Gazette, No. 1162, 15 juin 1974, pp. 183-186.

210 Nous avions été rattachés pendant deux mois à cette institution durant notre enquête au Soudan. Ce passage était d'une grande importance pour nous pour comprendre la politique de l'asile au Soudan et pour entrer en contact avec les différents services relevant de cette institution dans l'Est du Soudan.

211 Nous avons eu l'occasion durant notre travail sur le terrain au Soudan de consulter ces registres, notamment dans les camps de réfugiés de Wad al-Hillow et à Garora.

212 Traduction personnelle.

213 Et non pas, comme c'est le cas dans les autres législations de la qualité de réfugié.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La même législation réglemente les droits et les devoirs des réfugiés au Soudan. Le droit à la propriété immobilière ou le droit à la terre ne leur est pas reconnu (art. 9). Les réfugiés peuvent être détenus si nécessaire. Ils n'ont aucun droit politique ni de liberté de mouvement: ils doivent rester dans les lieux qui leur sont assignés pour résidence, sous peine de sanction (art. 10-1 et 2). Ils sont soumis aux droit général applicable pour les citoyens soudanais (art. 10-2). Ils peuvent être expulsés si les raisons de leur fuite ont cessé d'exister, s'ils ont commis des crimes non-politiques en dehors du Soudan après que l'asile leur ait été accordé, s'ils commettent des crimes contraires aux buts et principes des Nations Unies ou de l'OUA ou s'ils représentent un danger pour la sécurité externe ou interne du pays. Ils peuvent également être extradés conformément à l'Acte sur l'extradition de 1957, s'ils avaient commis un crime de droit commun à l'extérieur du Soudan avant que l'asile leur ait été accordé (art 11).

Conformément à la Loi sur l'immigration de 1961, les autorités soudanaises se réservent le droit discrétionnaire de délivrer des passeports aux réfugiés qui les demandent. Le Ministère des Affaires Etrangères peut dans des circonstances exceptionnelles, spécifiées par lui délivrer à un réfugié un passeport diplomatique (art. 12)[214]. Des cartes d'identité sont distribuées en théorie à tous les réfugiés inscrits (art. 13). Ces cartes sont délivrées pour une période égale à celle de l'autorisation de séjour et sont renouvelées avec le renouvellement de cette dernière.

Les réfugiés sont interdits de travailler dans n'importe quel emploi ayant une relation avec la sécurité du pays ou la défense nationale. Ils peuvent être employés dans d'autres emplois, si une autorisation de travail leur est accordée par le Ministère de travail (art. 14).

Le Ministère de l'Intérieur possède la compétence de promulguer toute autre réglementation relative à l'asile et dresser les statistiques des réfugiés et leur contrôle, y compris la sauvegarde de l'ordre, la paix, la santé ...etc (art. 15) parmi les réfugiés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

VIII Le droit d'asile en Tunisie

Même si la Tunisie figure parmi les rares pays du monde à avoir adopté une grande partie des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, elle ne possède pas cependant une législation détaillée relative à l'octroi de l'asile et à la détermination du statut de réfugiés. Suivant la tradition française, les traités internationaux sont prioritaires dans la hiérarchie juridique tunisienne et le droit interne de ce pays tient normalement compte des dispositions internationales en la matière.

L'article 17 de la Constitution tunisienne de 1959 interdit l'extradition des réfugiés politiques. Cette Constitution fut révisée en 1967, 1969, 1975, 1976, 1981 et 1988 sans que le principe de la non extradition des réfugiés politiques soit révisé pour autant[215]. L'article premier du texte constitutionnel révisé stipule aussi que l'Islam est la religion de l'Etat. L'article 11 interdit d'expatrier les citoyens comme une mesure de sanction ou de leur interdire de retourner dans leur pays.

Les bases juridiques de l'octroi de l'asile en Tunisie sont contenues dans le Décret du 2 juin 1955 concernant la publication de la Convention de 1951[216]. L'autorité compétente en matière d'octroi du statut des réfugiés est le Ministère de l'Intérieur. Selon le mandat du HCR, les demandeurs d'asile présentent tout d'abord une demande de certificat de réfugié au représentant du HCR en Tunisie. Sur la base de ce certificat, ils sont reconnus comme réfugiés par les autorités tunisiennes et reçoivent leurs cartes de réfugiés[217].

---

214 C'est le cas notamment de l'opposant islamiste tunisien Al-Ghannouchi.

215 Sur ces différentes révisions, voir, Gisbert H & Franz, Tunisia 1977-1989, Tome VIII.

216 Bulletin Officiel du 14 juin 1955.

217 Cf. Goodwin-Gill, The Refugee in International Law, op.cit. pp 201-202.

SOUS-SECTION II
LE DROIT AFRO-ARABE DE L'ASILE: APPRÉCIATION CRITIQUE

Tel qu'exposé ci-dessus, le droit interne des pays afro-arabes sur l'asile et les réfugiés pourrait être qualifié de droit purement moderne, influencé par le modèle européen et donc garantissant moins de droits et de protection que le modèle traditionnel.

I Le droit afro-arabe sur l'asile et les réfugiés: un droit moderne modélé sur l'exemple européen

Les commentaires sur les législations des pays afro-arabes relatives à l'asile pourraient se résumer dans le fait qu'il s'agit d'un droit moderne tel que défini dans le droit international actuel et que ces législations ne font pas de références spécifiques aux droits traditionnel ou islamique de l'asile. Dans les législations étudiées, le droit d'asile apparait comme un domaine réservé de l'Etat qui a un pouvoir discrétionnaire à l'accorder ou le refuser. L'individu est exclu de ce domaine.

Comparées aux législations des pays ex-colonisateurs ou protecteurs, les législations afro-arabes ont pour la plupart été rédigées sur les modèles européens. Les textes des législations des Etats de l'Afrique du Nord sont, par exemple, très similaires avec le texte français: leur stipulations relatives à l'octroi du statut de réfugié, à la Commission des recours et au réexamen de la demande ont été repris en grande partie de la législation française. Les législations maghrébines sont cependant plus brèves et gardent le silence sur la question du recours juridictionnel contre les décisions de la Commission des recours.

Toutefois, le droit interne afro-arabe est parfois ambigu et confus, par comparaison au droit européen. Il traduit une hésitation entre une volonté de moderniser ce droit et un attachement au modèle traditionnel. C'est là tout le dilemme juridique des Etats afro-arabes.

La législation qui exprime le plus ce dilemme est la législation égyptienne. Comme il a été exposé ci-dessus, la Constitution égyptienne de 1971 accorde dans son article 53 un droit d'asile pour les réfugiés politiques et les défenseurs des droits de l'homme qui ne peuvent être refoulés ou extradés. Mais en même temps le texte constitutionnel réserve le droit d'accorder l'asile à la seule volonté de l'Etat et ne donne pas les moyens pour l'individu d'invoquer ce droit dans le cas où l'Etat lui refuse l'entrée du pays. Par ailleurs, l'article 53 concerne explicitement les réfugiés politiques, l'asile pourrait être refusé aux autres migrants involontaires. L'Etat égyptien a institué par ailleurs de grandes barrières qui empêchent le demandeur d'asile de franchir les frontières territoriales (visas difficiles à obtenir, contrôle très stricte aux frontières, surtout pour les personnes originaires de certains pays arabes...). Toutes ces barrières rendent difficile l'entrée des étrangers dans le pays et surtout ceux qui cherchent un refuge.

Le même genre de restrictions à l'entrée des demandeurs d'asile se retrouve dans les autres pays afro-arabes. Une correspondance de la délégation du HCR envoyée au siège de cette organisation internationale à Genève rapporte, par exemple, que les autorités de Djibouti avait refusé l'accès du pays à des réfugiés résidant dans le pays qui poursuivaient des études en Egypte et qui voulaient rentrer dans leur pays d'asile[218].

On remarquera que la contradiction entre le modernisme et le traditionalisme juridique n'est pas une caractéristique propre au droit égyptien ou djiboutien, elle est générale et concerne tous les pays afro-arabes. Toutes les constitutions afro-arabes déclarent leur adhésion aux principes islamiques, certaines même précisent que la seule source de leur droit est le Coran et le seul droit applicable est la *Sharia* (notamment le Préambule de la Constitution mauritanienne de 1978 ou bien les stipulations du Livre Vert du Président

---

218 UNHCR Cairo, Ref 600.DJB/600.ARE du 8 mai 1986.

CADESS - BIBLIOTHEQUE

Khadafi relatives à la loi). Ces dispositions pourraient revenir à une application automatique du droit islamique sur l'asile et la migration forcée dans les pays afro-arabes. Cette application pourrait combler les lacunes du droit moderne en la matière. Toutefois, rien n'est fait dans ce sens en fait et aucune législation n'inclue le droit traditionnel sur l'asile et les réfugiés.

Une contradiction avec le droit traditionnel est à relever aussi. Plusieurs parmi les textes afro-arabes (Constitutions égyptienne, somalienne, tunisienne...) limitent l'octroi de l'asile et la non-extradition aux réfugiés politiques seulement. Les engagements internationaux et régionaux donnent des définitions plus larges du terme de "réfugié" et semblent-être par conséquent ignorés. Il en est de même pour les traditions islamiques arabes et africaines de l'asile. Parfois aussi, la place qu'occupe les stipulations constitutionnelles dans la hiérarchie des normes juridiques et leur supériorité aux dispositions des traités risquent de créer un conflit entre les clauses internes et internationales et la subordination des dernières aux premières.

Dans les législations afro-arabes étudiées, contrairement aux principes traditionnels et islamiques les individus paraissent privés de tout droit à accorder l'asile et ne peuvent s'immiscer dans la politique migratoire de leur Etat. C'est ainsi que, par exemple, l'article 24 de l'Ordonnance algérienne sur la situation des étrangers du 21 juillet 1966 sanctionne sévèrement toute intervention de l'individu dans ce "domaine réservé de l'Etat". Cet article déclare à cet égard:

> "Toute personne qui, directement ou indirectement a facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger est passible d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 180 à 3800 D.A., ou de l'une de ces deux peines seulement"[219].

Dans tous les cas, c'est l'Etat qui possède le droit de l'octroi de l'asile et toutes les institutions chargées de l'octroi de l'asile ou de son refus et de la protection des demandeurs d'asile sont toutes des institutions étatiques sans aucune indépendance ou autonomie.

Très souvent, une confusion est faite par les agents d'immigrations et les personnes responsables pour déterminer le statut des réfugiés entre les stipulations de la Convention de Genève de 1951 et la Convention de l'OUA de 1969. Il arrive même que les clauses de cette dernière convention soient complètement ignorées par ces agents.

C'est ainsi que, par exemple, la réglementation marocaine actuelle de l'asile reste ambiguë et lacunaire. Malgré que le pays ait ratifié la Convention africaine sur les réfugiés, le concept africain de réfugié semble absent de la pratique marocaine. Lors d'une interview conduite au sein du Bureau marocain pour les réfugiés et les apatrides le 13 novembre 1992, nous avions constaté que les autorités marocaines compétentes n'ont pas considéré certaines personnes qui fuient les guerres civiles comme des réfugiés, contrairement aux stipulations de l'article I de la Convention de l'OUA que le Maroc a signé et ratifié et qu'il n'a jamais dénoncé même quand il a quitté l'organisation africaine.

Par exemple, le 14 décembre 1992 le statut de réfugié fut refusé par le Bureau marocain pour les réfugiés et les apatrides (BMRA), à une femme originaire du Libéria, la décision du refus de l'asile fut motivée par le fait que la convention de Genève ne considère pas la guerre civile comme une raison pour demander l'asile, en l'ignorance des stipulations de la Convention de l'OUA de 1969 à ce sujet. Le refus fut justifié également par le fait que la personne ne manquait pas totalement de protection, qu'il y avait trois factions rivales qui se faisaient la guerre au Libéria et qu'il était impossible que cette femme ait été persécutée par toutes les trois fractions. Le refus de l'asile fut justifié également par le fait qu'il existait une force africaine de maintien de l'ordre au Libéria qui pouvait procurer à cette femme la protection recherchée. La protection en droit des réfugiés signifie plutôt une protection étatique et non celle procurée par un groupe social ou une organisation militaire.

---

219 Cf. Ordonnance No. 66 -211 du 21 juillet 1966, relative à la situation des étrangers en Algérie, voir texte intégral in Journal Officiel de la République algérienne démocratique et populaire, du 29 juillet 1966, pp. 721-723.

COPIE DE BIBLIOTHEQUE

Une autre confusion juridique souvent rencontrée lors de nos enquêtes sur le droit des réfugiés dans les pays afro-arabes concerne les statuts de réfugiés et d'apatrides[220]. Déjà au niveau de la nomination de l'institution chargée de la protection des réfugiés, on parle en Algérie et au Maroc de bureau pour les réfugiés et les apatrides, suivant le modèle français. L'Algérie a ratifié la Convention relative au Statut des apatrides du 28 septembre 1954 mais pas la Convention sur la réduction des cas d'apatridie du 30 août 1961, mais le Maroc n'a ratifié aucune de ces deux conventions[221].

Selon l'interview faite à Rabat en novembre 1992, il existe une certaine confusion entre les deux statuts de réfugié et d'apatride. Les deux types reçoivent des cartes d'identité différentes mais les même titres de voyage, ce qui revient à assimiler, en quelque sorte, les deux statuts[222]. Pourtant, l'article 28 de la Convention de 1954 sur les apatrides leur réserve un titre de voyage spécifique dont le type est donné en annexe. Ce titre est différent de celui institué pour les réfugiés par l'article 28 de la Convention de Genève de 1951 et dont le modèle figure en annexe de cette convention[223].

II Un droit moins protecteur que les droits moderne ou traditionnel

La référence à l'Islam ou aux traditions pré-modernes dans les législations sur l'asile et les réfugiés est complètement absente des textes afro-arabes relatifs à la question. Cette référence existe cependant dans des textes généraux, en particuliers dans les constitutions et les lois fondamentales. Cette situation risque de créer des conflits entre les différentes normes juridiques internes.

Aussi, tel que contenu dans les stipulations des législations spécifiques des Etats afro-arabes, le droit de l'asile et des réfugiés parait être éloigné des principes traditionnels ou des dispositions des droits de l'homme. De même, la protection qui est accordée aux réfugiés dans ces législations est encore plus limitée que dans les instruments internationaux relatifs aux réfugiés.

En effet, les quelques droits proclamés dans les législations étudiées sont des droits concernant les réfugiés seulement et non pas toutes les personnes forcées à se déplacer. Ces droits sont garantis soit par référence à la convention de Genève (comme pour Djibouti), soit ils sont passés sous silence (législations maghrébines) soit ils sont plus limités par rapport aux droits contenus dans la Convention de Genève (législation soudanaise qui autorise la détention des réfugiés dans son article 10-1). Dans tous les cas, les réfugiés ne peuvent jouir

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

220 L'article premier (1) de la Convention relative au Statut des apatrides de 1954 déclare:

"Au fin de la présente Convention, le terme "apatride" désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation"

L'alinéa 2 de cet article ajoute:

"Cette convention ne sera pas applicable:

i) aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autres que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés..."

Ce qui revient à dire qu'un réfugié peut être en même temps un apatride mais que tous les apatrides ne sont pas automatiquement des réfugiés.

221 Parmi les pays afro-arabes l'Algérie, la Libye et la Tunisie ont ratifié la Convention de 1954 et seul la Libye a ratifié celle de 1961; Cf. J.B. Marie, Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme...., p. 54.

222 Sur les similitudes et les différences entre les deux statuts, voir intervention du Professeur Goodwin-Gill sur "The Rights of Refugees and Stateless Persons: Problem of the Stateless Persons and the Need for International Measures of Protection" au Congrès Mondial sur les droits de l'homme, New Delhi (Inde), décembre 1990, Rev.18/12/90.

223 Pour les deux types de titre de voyage, voir Office du HCR, Recueil des traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, op. cit.; pour les réfugiés pp. 33-35 et pour les apatrides pp. 86-87.

des droits politiques. Dans certains cas, les réfugiés ne peuvent jouir ni du droit de propriété ni de la liberté de mouvements et doivent rester dans les lieux où ils ont été placés, sous peine d'emprisonnement (Soudan par exemple). Certaines législations autorisent l'expulsion et l'extradition des réfugiés mais jamais vers le pays de la persécution.

Aucune des législations analysées ne se réfère au droit musulman sur l'asile et la migration ou aux traditions africaines ou arabes dans ce domaine. Toutes se reportent à la convention de Genève de 1951, et seules certaines renvoient aux autres conventions, notamment celle de l'OUA. La législation somalienne se réfère à la Convention de 1951, au Protocole de 1967 et à la Convention de 1969. La législation soudanaise donne la priorité au droit international sur le droit interne dans son article 7, ce qui pourrait être interprété comme une non-application des principes islamiques et africains. Toutes les autres restent silencieuses sur cette question.

La plupart des législations utilisent le terme de réfugié, seules deux parmi elles utilisent celui d'asile (Soudan, Somalie). Les législations somalienne et soudanaise sont les seules à reconnaître le droit à un asile temporaire, les autres observent et ne mentionnent le terme nulle part.

La question du réexamen de la demande d'asile et du recours juridictionnel contre une décision de refus est incertaine dans la plupart des cas. Le réexamen existe dans certaines législations (Algérie, Maroc.Djibouti..) alors que la possibilité d'un recours juridictionnel contre la décision d'un refus de l'asile existe seulement dans un seul pays (La Somalie où il y a une possibilité de réexamen et de recours). Dans certains cas il n'est fait aucune mention de ce recours, ce qui laisse s'installer une ambiguïté et une confusion (Soudan). Même quand il existent, le réexamen ou le recours ne sont presque jamais utilisés en pratique[224].

Il existe sûrement des réfugiés avec un statut juridique (*réfugiés de juré*) dans les pays de notre étude, mais il existe aussi des statuts d'asilé ou de *réfugiés de facto* dans la région. L'absence de textes juridiques concernant les conditions de séjour de ces derniers rend cependant difficile toute étude de ce statut, notamment en ce qui concerne les réfugiés originaires des autres pays arabes ou islamiques. Dans une intervention sur l'asile en Egypte, la représentante égyptienne à la Conférence sur l'application des Conventions de 1951 et de 1969 en Afrique avait déclaré en 1986 à Oxford que "les personnes qui sont musulmanes sont acceptées pour s'installer en Egypte, mais il ne leur est pas accordé de statut de réfugié. Seuls les demandeurs venant d'autres cultures sont soumis au HCR"[225].

En fait, la situation des réfugiés arabes dans les pays arabes, principalement les Palestiniens, est en général assez ambiguë[226]. Certains sont autorisés à y résider mais sans aucune protection internationale, d'autres ne sont même pas admis[227]. D'après des enquêtes faites sur le terrain en Egypte, au Maroc et au Soudan et selon l'analyse de différentes correspondances des délégations du HCR dans ces Etats, nous avons constaté qu'il est presque impossible pour un demandeur d'asile provenant d'un pays arabe d'obtenir le statut de réfugié dans un autre pays arabe. Dans cé cas, la priorité est souvent donnée par les gouvernants aux critères politiques sur les critères humanitaires.

Le droit afro-arabe sur l'asile apparaît en conclusion de ce Chapitre comme un droit des réfugiés au sens moderne et organisé sur le modèle des puissances ex-colonisatrices ou

---

224 Selon l'enquête faite au Maroc en novembre 1992, la Commission de recours instituée par la législation marocaine sur les réfugiés ne s'est jamais réunie étant donné qu'il n'y a eu aucune demande de réexamen de décision.

225 Cf. Intervention de Mirvat Tallawy sur le statut des réfugiés en Egypte à la Conférence sur "Implementation of the OAU/UN Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees in Africa", Refugee Studies Programme, Oxford, 14-28 septembre 1986.

226 Les Palestiniens ne bénéficient pas de la qualité de réfugiés dans les pays afro-arabes. Ils possèdent des titres de voyage soit du pays d'accueil soit ils viennent avec des titres de voyage issus par d'autres pays arabes. Ces titres sont souvent issus avec l'accord de l'OLP.

227 Sur cette question voir le Chapitre III de la deuxième partie de cette étude.

ACCESS BIBLIOTHEQUE

protectrices sans procurer la même protection. Toute la conception traditionnelle de l'asile semble absente de ce droit interne.

Au XXème siècle le problème de l'asile est devenu le problème de l'admission des demandeurs d'asile et des afflux massifs des demandeurs d'asile, mais nulle part dans les pays afro-arabes ces demandeurs ne sont titulaires d'un droit à être admis, comme le recommandent les traditions et les principes religieux.

Si le droit d'asile reste dans la théorie afro-arabe un droit de l'Etat, peut-on avancer la même affirmation pour leur pratique?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEUXIEME PARTIE

LA POLITIQUE D'ASILE DANS LES PAYS AFRO-ARABES: NECESSITE DE CONCILIER MODERNISME ET TRADITIONALISME, LE SOUDAN UN EXEMPLE REPRESENTATIF

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

> "Les gens de Médine, qui n'avaient pas quitté leurs foyers et s'étaient convertis, accueillirent avec effusion les émigrés.Ils n'étaient pas envieux de ce que ceux-ci recevaient. Bien au contraire. Ils allaient jusqu'à les préférer à eux-mêmes malgré leur propre indigence. Heureux ceux qui évitent l'avarice".
>
> Coran, Sourate Al-Hachr (Exode), verset 9.

Selon la théorie de l'asile traditionnel afro-arabe et islamique, la politique d'asile à adopter dans les Etats afro-arabes, devrait être, une politique de "porte ouverte", fondée sur une participation effective de l'individu à la prise de la décision relative à l'octroi de cet asile. Tous les pays afro-arabes déclarent leur attachement aux principes islamiques et à leurs traditions afro-arabes.

Mais conformément à la théorie moderne et aux conventions internationales dans le domaine, l'admission des demandeurs d'asile à l'intérieur des frontières nationales dépend de la seule volonté des responsables de la migration et de l'asile dans ces Etats. Selon cette deuxième conception, les frontières devraient donc être fermées et tout demandeur d'asile non accepté devrait donc être refoulé du pays. Les pays afro-arabes ont tous adhéré aux stipulations internationales relatives à l'asile et aux réfugiés.

Il s'agit là de deux théories conflictuelles, la deuxième partie de cette recherche sera consacrée à l'analyse de l'application de ces théories dans la politique d'asile des pays afro-arabe face à l'intensification des problème des réfugiés et des personnes déplacées.

L'étude de la politique afro-arabe prendra pour référence le Soudan, pays de l'enquête principale sur le terrain. Le choix du Soudan pour l'étude de cas a été dicté par plusieurs considérations. Cette étude pratique avait été d'un grand apport à cette recherche et a servi à cerner toute la confrontation entre le droit moderne et traditionnel dans ce pays afro-arabe gouverné par la *Sharia*, un droit traditionnel.

L'étude du cas du Soudan est axée sur une comparaison entre la théorie et la pratique dans le domaine de la réception et la protection des réfugiés et des personnes déplacées. Les résultats de cette comparaison justifient notre proposition de la nécessité d'une réforme juridique du droit d'asile et de l'adoption d'un instrument sous-régional propre à la région afro-arabe en la matière.

L'instrument sous- régional proposé permettrait de codifier certaines pratiques afro-arabes de l'asile qui restent, malgré tout, assez traditionnelles. Cette codification - inspirée du droit traditionnel afro-arabe et des dispositions et des principes internationaux sur l'asile, les réfugiés et les droits de l'homme - conduirait, à notre avis, à créer un droit général applicable à tous les Etats afro-arabes. Un tel droit se fait sentir aujourd'hui, suite à l'ampleur de la migration forcée dans la région, aux grands changements intervenus dans le monde et à l'intensification des violations des droits des migrants involontaires.

COLLECTION BIBLIOTHÈQUE

CHAPITRE PREMIER

REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES DANS LES PAYS AFRO-ARABES, SPECIALEMENT AU SOUDAN

Les exemples de migrations forcées ne manquent pas dans l'histoire afro-arabe: l'esclavage et le transfert forcé de populations de la région vers une autre région ou un autre continent, les déplacements des populations faibles par les populations fortes, les déplacements des tribus et des communautés toutes entières avant, durant et après la colonisation. Toutes ces migrations avaient produit des réfugiés. La situation géographique des pays afro-arabes avait largement contribué à l'accroissement du phénomène de la migration dans la région.

Néanmoins, la différence entre les migrations forcées dans le passé et le présent afro-arabe réside dans le degré d'intensité, les caractéristiques et les réactions qu'elles engendrent à notre époque. Comparés aux mouvements des réfugiés et des personnes déplacées ailleurs (notamment en Amérique latine, en Asie ou en Europe), les mouvements forcés de populations dans la région afro-arabe, comme c'est le cas pour toute l'Afrique, ont leurs propres particularités qui les distinguent. C'est ainsi qu'en Afrique, plusieurs réfugiés sont hostiles à une intégration permanente dans le pays d'accueil et ne considèrent pas généralement leur exil comme permanent. Les pays d'asile adoptent également la même attitude à propos de cette question. En outre, la majorité des populations déplacées de force sont des ruraux et participent activement dans les projets dans les régions de leur installation.

De même, peu de réfugiés afro-arabes ont été réinstallés en dehors de leurs pays d'accueil ou dans les pays industrialisés[1]. En général, les projets de réinstallations des réfugiés africains dans les pays industrialisés sont très rares. Les quelques demandes de réinstallation faites par certains réfugiés de la région afro-arabe ne sont pas souvent acceptées au niveau des délégations du HCR qui se chargent de la sélection pour cette réinstallation[2].

Ce chapitre concernera les afflux de populations dans les pays afro-arabes: leur origine, nombre, caractéristiques etc. En premier lieu il sera procédé à l'étude des réfugiés et des personnes déplacées dans les huit pays afro-arabes autres que le Soudan (selon les informations et les documents disponibles). Les données de la migration forcée au Soudan, pays de l'étude de cas, seront exposées par la suite.

Une place spéciale est réservée au problème de la migration forcée dans l'actuel Somalie, étant donné l'actualité et la spécificité de la question. Comme mentionné dans l'introduction, par son actualité, le problème des mouvements de populations somaliennes s'est imposé de lui-même dans cette recherche, alors que nous achevions sa rédaction[3].

---

1 Voir, John R. Rogge, Too Many Too Long: Sudan's Twenty-Year Refugee Dilemma, Rowman and Allanheld Publishers, New Jersey, 1985.

2 Cette réalité fut confirmée lors des différentes interviews conduites en janvier 1992 à Port Soudan avec des réfugiés éthiopiens et érythréens candidats à la réinstallation. Certains avaient attendu plus de cinq ans et ils attendaient encore à cette date.

3 Après les récents événements de la Somalie, nous avions même pensé à reformuler l'intitulé de notre thèse pour inclure la nouvelle spécificité des mouvements forcés des populations somaliennes. L'Etat d'avancement des travaux de cette recherche, le manque d'enquête sur le terrain ainsi que l'importance des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SECTION I

LA MIGRATION FORCÉE DANS LES PAYS AFRO-ARABES AUTRES QUE LE SOUDAN

Après la chute de certains dictatures et la disparition apparente de l'idéologie socialiste, le continent africain et sa population se sont trouvés face à eux mêmes et à leurs grands problèmes éthniques et claniques. Des conflits éthniques sont apparus partout dans le continent, y compris dans la région afro-arabe.

Le phénomène de la migration forcée n'est pas une caractéristique propre au Soudan. Les autres pays afro-arabes le connaissent aussi à des degrés différents. Parmi ces pays, la Somalie est devenue récemment le pays afro-arabe des réfugiés et des personnes déplacées.

SOUS-SECTION I

LE DRAME DE LA MIGRATION FORCÉE EN SOMALIE ET LA RÉACTION INTERNATIONALE

Le déplacement involontaire aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays n'est pas un phénomène nouveau en Somalie. Pendant longtemps, les Somaliens ont été forcés de se déplacer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur pays. De plus, la Somalie fut depuis son indépendance un pays d'asile par excellence et figurait en tête de liste des pays africains et arabes qui accueillaient les réfugiés[4]. En décembre 1979, par exemple, sur une population de 3,4 millions d'habitants, la Somalie donnait asile à 1,1 million de réfugiés[5].

Soudainement, ce pays d'asile est devenu un pays d'exil. Depuis 1992, il est devenu le théâtre des plus grands déplacements forcés de populations et le spectacle le plus inhumain de ce que peut représenter la renaissance de l'ethnicité et des clans en Afrique. Le nouveau caractère de la migration forcée en Somalie a donné lieu à des réactions internationales jamais connues auparavant.

La Somalie est le seul pays africain composé d'un groupe éthnique homogène, ayant une même langue (le Somali) et soudé par une seule religion (l'Islam sunnite). Néanmoins, toutes ces caractéristiques ne l'ont pas empêché de connaître l'une des guerres civiles les plus dramatiques de l'histoire de l'Afrique et du monde arabe. Cette guerre a engendré des déplacements massifs de populations aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays[6]. La

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

questions soulevées par l'actuel problème somalien nous ont fait changé d'avis. Il nous semble que le sujet de la Somalie, mérite pour lui même une étude séparée et approfondie. Toutefois, nous avions estimé qu'il était nécessaire d'ébaucher cette étude dans ce chapitre.

4 Sur la Somalie en tant que pays d'asile avant 1990, voir entre autres, Goran Melander, Refugees in Somalia, Research Report No. 56, Publication du Scandiavian Institute of African Studies, Uppsala, Suède, 1980.

5 Sur les réfugiés en Somalie dans les années 1980, voir Goran Melander, Refugees in Somalia, aussi Holly Nelson, "Refugees in Somalia: Modern Crisis, Century Old Dispute", in Syracus Journal of International Law and Commerce, Syracus University College of Law, Vol. 12, No.3, Sring 1986, pp.552-571.

6 Voir sur la situation après la chute des dictatures de la Corne de l'Afrique, Martin Doornbos, Lionel Cliffe, Abdel Ghaffar M. Ahmed et John Markakis, Beyond Conflict in the Horn, op.cit. voir aussi Refugee Issues: A newsletter from the Refugee Needs Project, The American University in Cairo, No. 1, mars 1992.

situation somalienne a suscité un intérêt spécial des Nations Unies poussées par la puissance américaine[7].

I La guerre civile en Somalie et la migration forcée

Les conflits claniques et régionaux en Somalie ont résulté dans une situation anarchique et ont poussés des milliers de personnes à chercher asile à l'extérieur (quand cela est possible) ou à l'intérieur du pays.

A La guerre des clans en Somalie

La dislocation de la Somalie et les ressentiments régionaux avaient commencé déjà dans les années 1980, sous le pouvoir de Siad Barré. Après la chute de Barré, des conflits sanglants ont eu lieu partout dans le pays[8]. A partir de 1990, les conflits claniques ont atteint des degrés jamais connus avant. Huit clans dissidents avaient commencé à s'affronter dans le pays: 1) l'Alliance démocratique somalienne, 2) le Front de la Somalie unifiée (FSU), 3) le Mouvement national somalien (MNS), 4) le Front démocratique du salut somalien (FDSS) 5) le Mouvement démocratique somalien (MDS) 6) le Congrès de la Somalie unifiée (CSU) 7) le Front national somalien (FNS) et 8) le Mouvement patriotique somalien (MPS).

Les années 1991 et 1992 furent les années les plus turbulentes de l'histoire de la Somalie. Ces deux années ont commencé et se sont terminées avec des violences et des mouvements massifs de populations dans le pays. Mais déjà depuis les années 1988, le Nord du pays avait connu la guerre civile. Le MNS était arrivé à contrôler la majeure partie du Nord de la Somalie, toutefois, le gouvernement de Mohammed Siad Barré avait repris le contrôle de la région jusqu'au début de 1991, aux prix de milliers de personnes tuées ou déplacées[9].

Durant l'année 1990, plusieurs autres groupes rebelles étaient arrivés à contrôler le Centre et le Sud du pays. En décembre 1990, ils lancèrent une offensive contre Barré à Mogadiscio. La ville était devenue depuis lors un champs de batailles inhumaines. En Janvier 1991, Siad Barré et les forces qui lui étaient fidèles s'étaient retirés de Mogadicio en laissant la ville dans les mains du Congrés de la Somalie Unifiée, un groupe rebelle appuyé par le plus grand clan à Mogadiscio, le clan des Hawiya. Ils désignèrent un président intérimaire: Ali Mahdi Mohammed, mais son autorité fut rejetée par le MPS et d'autres groupes rebelles.

Le CSU ne pouvait pas restaurer l'ordre à Mogadiscio et il y eut une division entre les deux leaders de ce mouvement: Ali Mahdi et le Général qui avait conduit l'attaque contre Siad Barré, Mohammed Farah Aïdid. Chacun de ces deux hommes avait l'appui d'un sous-clan de la Hawiya. L'absence de pouvoir central à Mogadiscio a conduit à une anarchie: des hommes armées terrorisaient et tuaient la population civile, attaquaient les convois de l'aide humanitaire et les pillaient. La plupart des organisations internationales et humanitaires étaient obligées de se retirer de la ville et les populations civiles étaient livrées à cette anarchie à Mogadiscio.

---

7 Sur la crise de l'Etat en Somalie, la guerre civile dans le pays et l'intervention américaine avec l'accord de la communauté internationale, voir (en Arabe) Najwa Amin Al-fawwal, "L'effondrement de l'Etat en Somalie (Inhiarou ad-dawlati fi As-soumaal)", in Revue Assyyaasa Ad-dawlya, Vol. 112, avril 1993, pp.8-25.

8 Sur cette chute et la triste situation de la Somalie après le départ de Barré, voir Richard Greenfield, Siad Sad Legacy, in Revue Africa Report, Vol.36, No.2, March-April 1991, pp.13-18.
Juste avant sa chute, Siad avait déclaré à un groupe de sages somaliens: "je suis venu au pouvoir par les armes, seules ces armes me feront partir".

9 Pour plus de développements sur la guerre civile au Nord de la Somalie et la répression sanglante de Siad Barré, voir: Somalia, A Government at war with its Own People: Testimonies About the Killings and the Conflict in the North, Africa Watch Report, January 1990, Arica Watch Committee, New York, Washington et Londres 1990.

COPIE DE PUBLICATION

A la suite de ces événements, la guerre civile s'était déclenchée dans plusieurs autres parties du pays et la migration forcée était devenue l'affaire de toute la population du Sud, y compris les quelques 35.000 réfugiés éthiopiens restés dans le pays en 1991. La mort était devenue un spectacle quotidien en Somalie: mort à cause de la guerre ou de la famine. Tout le peuple somalien s'était transformé en un peuple d'exilés et de migrants involontaires.

Le Nord du pays était relativement plus calme par rapport au Sud, malgré l'existence de quelques conflits. En mai 1991, après une réunion entre le MNS et les divers autres clans de la région, la région fut déclarée indépendante et prit le nom de la République de la Somaliland[10]. La république n'a pas été reconnue internationalement, mais plusieurs organisations humanitaires se sont installées dans la région et plus de 100.000 réfugiés du Nord y sont revenus[11].

B La Migration forcée dans la Somalie divisée

La guerre civile a engendré des migrations forcées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Un nombre supérieur à 2 millions de personnes ont été forcés à quitter la capitale Mogadiscio entre 1991 et 1992[12]. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) qui était engagé depuis le début de 1991 "dans la plus grosse opération de son histoire" avait qualifié la situation en Somalie d'un "**enfer sur terre**"[13]. Le CICR était le premier à intervenir dans ce pays et son action avait précédé toute action humanitaire internationale. Le rapport de 1993 de l'*US Committee for Refugees*, expose aussi les drames de la situation de la migration forcée en Somalie et toutes les difficultés des populations civiles somaliennes[14].

La fuite à cause de la guerre a donné lieu à des migrations de aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Somalie.

a La migration forcée somalienne à l'étranger

Déjà en 1988, après l'offensive du groupe rebelle, le Mouvement national somalien (qui trouvait son appui surtout chez le clan somalien des Issak au Nord-Ouest), plus de 400.000 Somaliens s'étaient réfugiés en Ethiopie et environ 31.000 à Djibouti[15].

Durant la guerre civile somalienne, l'image des *boat-people* somalien "ballottés sur d'improbables cargos surchargés, de ces enfants faméliques aux yeux immenses et désespérés, ou de jeunes miliciens sans foi ni loi semant la mort à bord de leur *technical cars* avait choqué l'opinion internationale"[16]. Les voyages "cauchemardesques" des milliers de réfugiés somaliens fuyant la guerre et la famine avaient fait la une de tous les journaux et attiré

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

10 L'indépendance de la Somaliland était, selon son ancien Président, le seul moyen d'éviter une guerre civile, cf. article Ahmed Khalifa (en Arabe), "La République de la "Somaliland": une décision populaire et non politique comme seule solution pour éviter une guerre civile au Nord et au Sud du pays, in Asharq AL-Awsat, No. 5295 du 28/5/1993, p.7; voir aussi, Ahmed Khalifa, La peur du retour à une tutelle internationale avait précipité la scission du Nord du Sud, Asharq Al-Awsat, No. 5291 du 24/5/1993, p.6.

11 Ibidem, p. 50.

12 Ibidem, p.3.

13 Cf. Donald Dochard, L'enfer sur terre, in Croix-Rouge Croissant Rouge, Magazine du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, septembre-décembre 1992, pp.11-12.

14 Cf. US Committee for Refugees, 1993 World Refugee Survey, Whashington, 1993. Le rapport analyse en détail la situation de la migration forcée en Somalie dans les pages 69 à 72.

15 Sur les réfugiés somaliens en 1988, voir US Committee for Refugees, World Refugee Survey, p. 50; voir aussi la recherche sur le terrain de Robert Gersony, "Why Somali Flee? A Synthesis of Conflict Experience in Northern Somalia by Somali Refugees", Displaced Persons ans Others, in IJRL, Vol.2, No.1, 1990, pp.4-55.

16 Cf. Philippe Leymarie, Somalie, nation éclatée: clans, milices, intégristes, séparatistes..., Le Monde Diplomatique, janvier 1993, p. 4.

l'attention de l'opinion publique internationale sur un pays mal connu, aux prises avec un problème de migration forcée.

Par exemple, lors d'un grand exode en mer en juin 1992, 3400 demandeurs d'asile somaliens à la recherche d'une protection "entassés à bord du navire *Gob Wein*, ont erré pendant 16 jours sur la mer Rouge et dans le golfe d'Aden par des températures atteignant jusqu'à 50°C". Plus de 100 Somaliens - dont beaucoup de femmes et d'enfants - ont succombé à la chaleur, à la déshydratation et à la faim sous le regard des autres passagers impuissants. L'asile était refusé à ces demandeurs d'asile partout. Ils avaient trouvé finalement refuge dans l'un des pays arabe le plus pauvre du monde: le Yémen[17]. Le drame du *God Wein* s'est répété plusieurs fois durant la guerre somalienne, notamment cinq mois plus tard avec le navire *Samaa I,* a bord duquel 3300 Somaliens fuyaient aussi leur pays[18].

De même, les conditions de l'exil et du séjour des réfugiés somaliens à l'étranger ont été pour la plupart des conditions dramatiques. Dans le camps de Walda au Kenya dans le Nord, des milliers de réfugiés somaliens et des enfants non-accompagnés y avaient trouvé refuge à cause de la guerre, mais ils y vivent sans aucune véritable protection[19].

Les réfugiés somaliens avaient cherché asile partout dans les pays arabes et africains proches aussi bien qu'ailleurs: au Kenya, au Yémen, en Egypte, au Soudan, au Maroc, à Moscou et dans plusieurs pays européens. Au Kenya, les somaliens représentaient la plus grande partie des réfugiés dans ce pays. Ils avaient commencé d'arriver en 1991, ils arrivaient au rythme de plus de 400 par jour, pour échapper à cette guerre civile sans merci qui aurait fait 14 000 morts et 27 000 blessés depuis de 1991 à 1992 seulement[20]. A la fin de 1991, le nombre des réfugiés somaliens au Kenya approchait 1 million. Les flux étaient incontrôlables et les autorités kényanes avaient essayé d'arrêter les réfugiés somaliens d'entrer dans le pays, sans succès[21]. Les réfugiés entrent au Kenya soit par mer soit par terre. le voyage par mer est parfois fatal pour plusieurs demandeurs d'asile somaliens[22].

A l'aéroport de Moscou, les réfugiés somaliens avaient vécu pendant 11 mois dans des conditions lamentables. Ils étaient arrivés à Moscou avec des visas falsifiés, achetés à Addis-Abeba d'une bande de trafiquants spécialisés dans la falsification des titres de voyage[23]

En Ethiopie, le nombre de réfugiés somaliens était estimé à 385.000 au début de 1991. Il s'agissait surtout de ceux qui avaient fui le Nord du pays en 1988. 100.000 parmi eux étaient retournés en Somaliland, et ceux qui étaient restés furent rejoints par 200.000 provenant du Sud de la Somalie"[24].

Le Yémen est le pays qui a le plus ouvert ses portes aux différentes vagues de réfugiés somaliens[25]. Le port d'Aden recevait quotidiennement des réfugiés somaliens épuisés par de longs et dangereux voyages sur mer et dans des conditions dramatiques. La générosité des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

17 Sur le périple dramatique des demandeurs d'asile somaliens et sur leur asile au Yémen, voir Marie Okabe, "La Crise des réfugiés somaliens s'étend au Yémen", in Réfugiés (Magazine du HCR), No. 91, décembre 1992, pp.34-35.

18 Ibidem, p.34.

19 Cf. article, "Kenya: Hunger Evrywhere", in Refugees (Magazine du HCR), No. 90 July 1992 p. 9.

20 Cf. Christiane Berthiaume, Kenya: naissance d'une crise, Réfugiés (Magazine du HCR), No. 89, pp. 26-28.

21 US Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1991, op. cit. p. 43.

22 En mars 1991, un bateau de réfugiés avait coulé sur les côtes kényanes, 130 personnes furent tuées.

23 La télévision du Moyen Orient MBC avait fait diffusé une émission sur les réfugiés somaliens dans l'aéroport de Moscou dans l'après-midi du Lundi 20/10/1992.

24 Voir US Committee for Refugees, World Refugee Survey, 1991, pp. 43-44.

25 Pourtant le Yémen figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. En mai 1990 le Nord et le Sud Yémen se sont unis pour former un seul pays.

Yéménites était exemplaire et exceptionnelle par rapport à tous les autres pays arabes et africains, comme le décrit l'hebdomadaire egyptien, Al-Ahram:

> "The Yemeni government which itself suffers from economic difficulties, seems to be the only government willing to accept Somali refugees of which an estimated 62, 000 are currently residing in the country. Yemen had already experienced a massive problem absorbing about one million of its own citizens who had been expelled from Gulf Arab states after Yemen condemned the international coalition formed to oust Iraq from Kuwait"26.

b La migration forcée somalienne à l'intérieur du pays

Le "cauchemar somalien" l'image des personnes civiles ballottées entre les différentes fractions rivales et l'insécurité dans le pays furent des scènes qui avaient révolté l'opinion internationale.

A partir de 1991, la Somalie était devenue "l'horreur au quotidien": des hommes en armes, certains tout jeunes encore, sillonnent en permanence les villes et les campagnes. Les conflits de clan font à chaque instant couler le sang, entretiennent un climat de terreur généralisée et poussent de milliers de personnes surtout des femmes et des enfants à se déplacer dans le pays à la recherche d'une protection[27].

Des centaines et des milliers de personnes déplacées n'ayant ni la force ni les moyens de voyager plus loin étaient restées à l'extérieur de la ville, ils vivaient dans des conditions inhumaines.

A cause du pillage de l'aide humanitaire , des organisation de secours aux personnes déplacées avaient quitté la Somalie et la faim sévissait parmi la population déplacée à l'intérieur du pays[28]. En 1992, près de 350.000 somaliens avaient succombé à la guerre civile, à la famine et aux maladies[29]. Parmi eux se trouvaient, selon un rapport de l'Organisation du Secours International Islamique, 90% de nouveaux nés et 80% des femmes et des personnes âgées. La mort était causée par la famine, le manque d'eau, les maladies contagieuses etc.

Le même rapport sollicite, des organisations humanitaires islamiques d'accroître leurs aides aux somaliens et dénonce le manque de mobilisation des organisations islamiques pour le secours en Somalie, à l'exception de l'organisation des Musulmans d'Afrique ou de l'Organisation du secours international islamique[30].

II. La réaction internationale à la situation somalienne

En décembre 1991, un agent officiel du *State Department* américain avait décrit la situation à Mogadiscio comme:

CADESHA - BIBLIOTHEQUE

---

26 Cf. L'hebdomadaire Al-Ahram du 19-25 novembre 1992, p.3: "Flight from Famine: The plight of Somalia, a Neighbouring, African and Islamic Member of the Arab League, intensifies with little outside help".

27 Sur l'horreur de la guerre en somalie et les misères des populations civiles voir, Ralph Wright, Somalie: l'horreur au quotidien, in Croix-Rouge Croissant-Rouge, magazine du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Supplément spécial, janvier-avril 1992, p.4.

28 Cf. Journal Al-ittihad al-ichtiraki, 4 novembre 1992, p.3: La Somalie: la famine tue 3000 personnes pendant 3 semaines à Berbera.à cause de l'insécurité.

29 Cf. Journal Le Matin du Sahara du 6/5/1993, p.7, L'ONU prend officiellement le relais de l'opération "restore hope".

30 Cf. Rapport dramatique de L'Organisation du secours islamique, in Journal Asharq Al-Awsat, No 5088 du 2/11/1992, p.4.

"the most acute **humanitarian crisis** in the world"[31].

C'est pourquoi, dans une lettre au Secrétaire D'Etat James D.Baker, l'institution américaine l'*US Committee for Refugees* lui demanda de prendre la tête d'une action internationale en vue de réunir les fractions rivales sur une table de négociation[32]. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intervention américaine en Somalie. Cette intervention et ses conséquences se sont avérées cependant dramatiques, elle a suscité certaines approbations mais plusieurs critiques. Elle a surtout semé des doutes quand à la réussite toute solution du problème somalien par des décisions extérieures à la région ou imposées par l'Occident.

A L'intervention humanitaire internationale en Somalie

Des tentatives de mettre fin à la guerre civile en Somalie aussi bien par l'OUA que par la Ligue Arabe eurent lieu à plusieurs reprises, mais tous les efforts afro-arabes échouèrent et la guerre continua[33]

A la suite de différentes pressions internes, les autorités de Washington avait proposé au Conseil de Sécurité des Nations Unies de mettre à la disposition des Nations Unies des soldats américains pour l'acheminement du secours en Somalie. Un large accord s'était dégagé au sein du Conseil de Sécurité pour approuver le projet d'une "action de police" internationale sous le commandement américain destinée à permettre la distribution d'une aide alimentaire aux populations affamées de Somalie, une résolution en ce sens devrait être votée..."[34].

Le 3 décembre 1992, le Conseil de Sécurité avait adopté la résolution 794 permettant l'usage de la force armée en Somalie pour restaurer la paix. La force d'intervention avait été placée en premier lieu sous le commandement de Washington, puis sous le contrôle de l'ONU.

a L'opération "Restore hope"

Le 9 décembre 1992, l'irruption des premières "marines" américaines et légionnaires français, avant-garde d'une action militaro-humanitaire à laquelle une trentaine d'Etats avait promis leur concours avait agi comme un électrochoc en Somalie[35].

L'opération "Redonner l'espoir" ou "Rendre l'espoir" et la décision de l'envoi de 28.000 hommes en Somalie par le Président Bush avaient été prises dans une situation politique américaine précise, avant de passer la main, le 20 janvier 1993 au Président Bill Clinton. Pour les souci de sa propre image, "celui de finir en beauté". Les médias ont joué un rôle crucial dans la prise de cette décision[36].

L'opération avait suscité de nombreuses offres de participation de la part des pays membres de l'ONU: quarante deux en tout. Vingt seulement avaient été choisis. Parmi les Etats sélectionnés pour intervenir en Somalie se trouvent trois Etats afro-arabes: l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. La Mauritanie , qui avait suggéré l'envoi de 250 hommes "s'est vu

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

31 US Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, p. 51.

32 Ibidem, p. 51.

33 Conf. Refugee Issues de l'Université américaine du Caire, No. 1, mars 1992, pp. 3-4.

34 Cf. Le Journal Le Monde du 3 décembre 1992, p.1, "Des Unités américaines s'apprêtent à intervenir en Somalie", voir aussi le Journal The Indépendant du 3 décembre 1992, p.13, "US troops awaits vote on Somalia".

35 Voir Philippe Leymarie, La Somalie, nation éclatée: clans, intégristes, séparatistes..., Monde Diplomatique, janvier 1993, pp. 4-5.

36 Cf. François Soudan, L'Afrique recolonisée... faute de mieux: après la Somalie, qui?, Jeune Afrique, No. 1666, 10-16 décembre 1992, p. 17.

répondre par le Secrétaire général des Nations Unies que priorité était donnée aux pays du continent les moins éloignés du théâtre des opérations"[37].

Au mois de janvier 1993, l'effectif des forces de maintien de la paix en Somalie avait atteint 38.301 soldats, ils venaient de 22 pays membres de l'ONU[38].

Selon les chiffres publiés en janvier 1993 par le Bureau d'information des forces américaines, le nombre de soldats engagés en Somalie était de 38.301, se répartissant comme suit:

Etats Unis: 24.531, Italie: 3.539, France: 2.372, Canada: 1359, Maroc: 1.239, Australie: 1.141, Pakistan :880, Arabie Saoudite: 643, Belgique: 617, Bostwana: 302, Turquie: 300, Inde: 282, Egypte: 240, Suède: 150, Zimbabwé: 150, Tunisie: 133, Emirats Arabes Unis: 105, Koweit: 93, Royaume Uni: 90, Nouvelle Zélande: 67, Allemagne: 64, Nigéria: 4.

Comme nous pouvons le constater ci-dessus, la participation du Maroc à cette intervention est assez significative. Ce pays afro-arabe occupe la 5ème place parmi les forces qui avaient envoyé des soldats en Somalie, juste après le Canada et avant l'Australie.

Suite à l'intervention américaine en Somalie avec l'appui de l'ONU, les fractions rivales à Mogadiscio avaient dû retire leurs forces et de signer un pacte de paix[39] Mahdi et Aïdid avaient conclu de revenir sur la partition de Mogadiscio. Pour la première fois ils s'étaient rencontré depuis 17 mois.

Ces deux leaders de clan étaient à l'origine de la guerre civile qui s'était déclarée entre les deux fractions du Parti du Congrès Somalien en Novembre 1992 et qui avait causé la mort et des blessures à plus de 30 mille personnes. A la suite de la démilitarisation partielle du pays par les Américains et leurs alliés, des rencontres de réconciliations ont été ainsi organisées entre les factions rivales sous la présidence de l'ONU[40].

Malgré un certain succès de l'opération humanitaire, la mission des Américains s'était cependant révélée difficile en Somalie et il leur était impossible de désarmer tout le pays. Des réticences à remettre les armes aux forces internationales s'étaient manifestée partout. Cette attitude s'expliquait parfois: ces armes étaient parfois le seul moyen pour certaines populations de se défendre contre la violence généralisée, comme le dit Géraldine Faes dans Jeune Afrique:

> "Le désarmement des factions auquel procèdent les Américains est un impératif catégorique. Mais on ne voit pas pourquoi les intéressés accepteraient de bon gré de se délester de leurs armes qui sont leur unique moyen de subsistance"[41]

La prise de pouvoir par le Président Clinton aux Etats Unis avait produit un certain désengagement en Somalie au début. La demande de retrait ou de réduction du contingent américain stationné en Somalie était devenue pressante. Ainsi, à mi-février 1993, les Américains se préparaient de quitter la Somalie, alors que les attaques de certains rebelles continuaient toujours.

Après le désengagement américain, la Somalie était désormais contrôlée internationallement: Les Belges à Kismayo, le port du sud de la Somalie, les Australiens à Baidoa, les Marocains à Bale Dogle etc...

---

37 Jeune Afrique, Confidentiel, Somalie: beaucoup d'appelés, peu d'élus, No. 1670, 7-13 janvier 1993, p. 6.

38 Cf. Le Journal Le Matin du Sahara du 16/1/93, p.20, Somalie: Les forces multinationales engagées dimanche dans l'opération "Restore hope".

39 Voir Al-Sharq Al-Awsat, No 10, 12/12/92, p.2.

40 Par exemple, une réunion entre des mouvements politiques, des représentants des femmes et des organisations non-gouvernementales et des représentants de la société somalienne de conciliation nationale eut lieu le 15 mars 1993.

41 Geraldine Faes, Somalie: Mission impossible, in Jeune Afrique No. 1673, du 28 janvier au 3 février 1993, pp.21-23.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En mai 1993, la force multinationale commandée par les Américains en Somalie avait pris fin sur la demande des Etats Unis, elle fut remplacée par une force de l'ONU, l'ONUSOM II. Elle restait, en fait, toujours sous le commandement américain.

b L'opération ONUSOM II

Le 3 mars 1993, le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avait officiellement donné le signal de la transition en Somalie entre la force sous commandement américain et les Nations Unies, en soumettant un rapport sur la question.[42].

Ce document de 50 pages transmis au Conseil de sécurité jetait les bases de ce que serait, selon les termes de M. BOUTROS-GHALI, "la première opération de ce genre à être autorisée par la Communauté internationale"[43] . Il proposa la mise sur pied d'une nouvelle opération de l'ONU (ONUSOM II) qui disposerait "d'un nouveau mandat couvrant l'ensemble du territoire somalien, y compris le Nord"[44].

Selon le rapport de M. BOUTROS GHALI, L'ONUSOM compterait 20.000 soldats appuyés par une force logistique de 8.000 hommes et une composante civile de 2.800 fonctionnaires. L'une de ses principales tâches consisterait à rendre "irréversible" le processus de désarmement des factions somaliennes[45].

Le Secrétaire général des NU avait suggéré la date du 1er mai 1993 pour un transfert formel d'autorité entre le commandement américain de la force multinationale (UNITAF) et l'ONUSOM II. Les Américains garderaient une force pour soutenir les forces de l'ONU.

Le 4 mai 1993, l'ONU avait pris officiellement le relais de l'opération "*restore hope*"[46]. Les Etats Unis avaient transféré officiellement leurs pouvoirs en Somalie aux forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unis. Le Lieutenant Colonel américain Robert Johson avait remis le contrôle de l'opération à son homologue turc le Lieutenant Colonel Cl. Cevic Bir, commandant de la force de maintien de la paix "UNISOM II" dont l'effectif devait être de 28.000 casques bleus, provenant de 23 Etats[47].

Lors du transfert de responsabilités, le porte parole américain, M. Joe SHVYDER, avait rendu hommage "à la mission humanitaire des soldats américains stationnés dans la Corne de l'Afrique depuis cinq mois". Il avait précisé que 4.000 soldats américains resteraient en Somalie pour apporter leur soutien logistique aux forces onusienne, Il avait également déclaré que les Etats Unis veilleraient au transport des troupes étrangères, à partir de leurs pays respectifs[48].

Selon le porte parole américain, l'opération "*restore hope*" commencé le 9 décembre 1992 s'était traduite par "la livraison de 154.000 tonnes de produits alimentaires, de médicaments et

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

42 Rapport S/25354 du Secrétaire Général de l'ONU, M. Boutros Ghali relatif à la Somalie du 3 mars 1993.

43 Cf. Journal Asharq Al-Awsat, No. 5270 du 3/5/93, p.4, "Après l'accord de Ghali sur la date fixée: transfert du commandement aux forces internationales demain en Somalie et les Américains confirment qu'ils restent dans le pays".

44 Les forces multinationales n'étaient pas auparavant déployées dans le Nord-Est, ni au Nord-Ouest ni le long de la frontière avec le Kenya où se posaient de gros problèmes.

45 Pour plus d'information sur l'engagement de l'ONU en Somalie, voir Boutros Boutros Ghali, "Les Nations Unies et l'Afrique", in Afrique 2000: Revue africaine de politique internationale, Trimestre No. 14, Bruxelles, août-septembre 1993, pp.6-8.

46 Sur ce point voir, Jean Helène, "Somalie: L'ONU prend le commandement des forces étrangères cinq mois après le début de l'opération "Rendre l'espoir", in journal le Monde du 5 mai 1993, p.6.; journal Le Matin du Sahara et du Maghreb, du 6/5/1993, p.7, L'ONU prend officiellement le relais de l'opération "restore hope".

47 Ibidem, p.7.

48 Ibidem, p.7.

d'outils, notamment aux populations locales nécessiteuses". De plus, sept organes de l'ONU et 41 ONG avaient participé à cette opération humanitaire[49].

L'effectif de la force de maintien de la paix en Somalie en mai 1993 s'élevait à plus de 21.000 soldats provenant des pays suivants: Etats Unis (5000), Australie (1.091), Belgique (928), Bostwana (206), Canada (1.209), Egypte (235), Emirats Arabes Unis (639), France (1.081), Grèce (110), Inde (174), Italie (2.558), Koweit (138), Maroc (1.295), Nouvelle Zélande (95), Nigéria (562), Pakistan (4.761), Arabie Saoudite (678), Suède (162), Tunisie (133), Turquie (300), Zimbabwé (160).

Nous notons à cet égard, que cette force inclue des pays appartenant à tous les continents. Six pays arabes et six pays africains participent à cette force. Parmi les pays afro-arabes figurent l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. La participation du Maroc est assez importante et assez bien ressentie et accueillie sur le terrain, d'après les commentaires de la presse marocaine [50].

B La signification de l'intervention internationale en Somalie

L'intervention des Etats Unis en Somalie en décembre 1992 avait donné lieu à des réactions diverses et partagées entre une approbation de l'opération et sa critique. Elle a surtout actualisé un concept très controversé par la doctrine, celui de l'intervention humanitaire. Elle a enfin montré le rôle que peuvent jouer les Etats afro-arabes (spécialement le Maroc) dans la solution des problèmes de migration forcée et d'asile dans la région afro-arabe.

a La notion controversé de l'action humanitaire: intervention humanitaire ou ingérence?

Le problème de la définition et de la délimitation du concept de l'intervention humanitaire se pose aujourd'hui plus que jamais auparavant. "Intervention humanitaire", "droit d'ingérence", "devoir d'ingérence", "droit d'assistance humanitaire", "alibi humanitaire", "droit impérial", "monstre juridique"...; les expressions ne font pas défaut pour rendre compte du phénomène de l'intervention ou de l'ingérence. L'expression révèle aujourd'hui l'abondance de la doctrine mais aussi le malaise qui l'entoure.

Richard LILLICH qualifie ce concept d'un acte gratuit conduit par un ou plusieurs Etats pour arrêter des actes ou des politiques de génocide pratiqués par un gouvernement étranger sur des minorités de population qui appartiennent à ce pays[51]. Dans une Conférence réunie spécialement pour débattre de la question, l'intervention humanitaire fut définie comme "l'acte de traverser les frontières et de porter atteinte à la souveraineté d'un Etat, au nom de la Communauté internationale"[52] Dans d'autres termes, il s'agit d'un droit d'un ou de plusieurs Etats à intervenir au nom de la communauté internationale et pour des objectifs humanitaires dans les affaires internes d'un autre Etat dont les citoyens ou une partie d'entre eux sont soumis à des violations massives de leur droits fondamentaux, afin de les protéger et de les assister[53].

CDE-ESRIL-BIBLIOTHEQUE

---

49 Ibidem, p.7.

50 Notamment les différents articles du journal marocain Le Matin du Sahara et du Maghreb.

51 Cf. Richard B. Lillich, Humanitarian Intervention and the United Nations, Charlottesville, University Press of Virginia, U.S.A., 1973, p. 25.; voir aussi Howard Adelman, Humanitarian Intervention: The Case of the Kurds, in IJRL, Vol.4, No.1 p. 18.

52 Gene M. Lyons and Michael Mastanduno, Beyond Westphalia? International Intervention, State, Sovereignty and the Future of International Society, Summary of a conference held at Dartmouth College, Hanover, New Hampshire, May 18-20, 1992, p.15. Traduction personnelle.

53 Sur la théorie de l'intervention humanitaire voir, Rougier A, La théorie de l'intervention d'humanité, RGDIP, Tome 17, 1910, pp. 468-526; Peter Macalister-Smith, Humanitarian Action and International

Le concept de l'intervention humanitaire est d'origine religieuse. Il a été développé par les juristes de droit naturel et principalement par GROTIUS qui a reconnu le droit d'un leader politique à entreprendre une "guerre juste" contre un autre leader politique qui viole les droits de ses citoyens. A ces citoyens persécutés, GROTIUS reconnait un droit à l'asile en attendant d'être délivrés de leur dictateur[54] .

En droit international moderne, le concept de l'intervention humanitaire est strictement lié au concept de la souveraineté des Etats., à l'étendue de leur liberté d'agir à l'intérieur de leurs frontières nationales et surtout à leur liberté ou non dans leur comportement à l'égard de leur nationaux. En théorie, le respect de la souveraineté des Etats est un principe sacro-saint du droit international et toute intervention dans les affaires internes d'un Etat est condamnée par ce droit. La charte des Nations Unie est très claire sur ce principe, notamment dans son article 2 (4) et 2 (7).

En même temps, d'autres dispositions de la Charte (art.1/3) et art. 55) et des traités internationaux (surtout relatifs aux droit humanitaire et aux droits de l'homme) prônent la nécessité d'une coopération internationale, une solidarité contre les violations des droits humains et pour la sauvegarde des vies humaines.

Une telle contradiction théorique résulte dans une acceptation de la responsabilité et le devoir des Etas à intervenir humainement sur le plan interne, afin de sauver les vies de leur citoyens mais en même temps de leur irresponsabilité et leur non-droit à intervenir au plan international, sauf si l'Etat qui est le champs de l'intervention humanitaire consente à cette intervention par le biais d'un accord bilatéral ou multinational[55].

"L'essentiel de l'intervention humanitaire réside dans sa finalité: sauver des populations civiles entières du chaos: famine, désastre médical et sanitaire, délabrement économique et social, anarchie des clans armés, qui luttent violemment pour le pouvoir, effondrement et disparition de l'Etat"[56].

Ce concept a été défendu par plusieurs auteurs et a connu plusieurs pratiques jusqu'au XIXè siècle. Il s'est éclipsé à partir du début du XXè siècle pour réapparaître actuellement.Il a justifié certaines interventions coloniales sous le prétexte de "missions civilisatrices" humanitaires ayant le plus souvent pour objectif de propager la religion.

La plupart des pratiques internationales relatives à ce concept ont, en général, montré tout simplement qu'il a été utilisé comme un "prétexte idéologique" ou "un alibi" pour justifier l'intervention d'un Etat fort dans les affaires d'un Etat faible. Pour l'écrivain marocain Tahar BENJELLOUN, "l'histoire nous a appris à nous méfier de la charité des puissances"[57]. L'exemple le plus frappant de cette pratique est l'intervention des Etats européens dans les affaires internes de "l'homme malade de l'Europe", l'Empire turc, au début de ce siècle, sans pour autant en faire de même dans les cas de la Russie tsariste ou de l'Allemagne nazie.

"L'intervention humanitaire" se veut fondée actuellement sur l'impératif de sauvegarde des droits élémentaires de l'homme et l'assistance d'un peuple en danger (face à un Etat défaillant ou à un gouvernement oppresseur) et autorisée sur la base de certaines dispositions internationales telles que l'article 28 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les

---

Law, in Bruce Nichols and Gil Loescher Editors, The Moral Nation: Humanitarism and U.S. Foreign Policy Today, University of Notre Dame Press, Notre Dame, Indiana, 1989, pp.91-119.

54 Cf. B. Amrallah, Le droit d'asile politique, op. cit. p. 393.

55 Sur le consentement des Etats à accepter les interventions humanitaires à l'intérieur de leurs frontières nationales, voir P. Macalister-Smith, Humanitarian Action and International Law, op. cit. pp.99-104.

56 Conf. Dominique Bangoura, Afrique: quelle force d'intervention?, Le Monde, 4 février 1993, p. 2.

57 Tahar Benjelloun, "L'alibi humanitaire", in Monde débats, No.4, janvier 1993.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

articles 1 et 55 de la Charte des NU. Cet impératif est lié à celui de la sauvegarde de la paix et la sanction de l'agression telles que stipulées dans le Chapitre VII de la Charte de l'ONU[58]

La pratique internationale moderne dans le domaine de l'intervention humanitaire des Etats à l'intérieur des frontières d'autres Etats a montré qu'au niveau de l'intervention pour apporter une assistance humanitaire (notamment pour acheminer la nourriture aux réfugiés et aux victimes des conflits armés), celle-ci est reconnue comme un principe général de droit, en l'absence d'un instrument international spécifique en la matière. Cependant, au niveau des actions armées l'accord de l'Etat sujet de l'intervention reste nécessaire ou à défaut, celui du Conseil de Sécurité, comme l'on montré les événements en Irak, en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie.

La définition qui pourrait être donnée à l'intervention humanitaire, telle qu'elle se dégage des deux actions internationales en Irak et en Somalie, serait l'emploi de la force par une grande puissance sous la bannière des Nations Unies et avec le consentement d'autres puissances internationales, sous prétexte de la protection de populations civiles et l'acheminement de l'aide. Cette intervention a souvent pour objectif principale la sauvegarde de la paix et la sécurité des pays voisins, alliés des nations intervenantes ou représentant un intérêt pour eux.

Avec l'évolution récente de "l'idéologie des droits de l'homme", plusieurs voix se sont élevées pour appuyer une intervention humanitaire "juste" dans des Etats où les droits de l'homme fondamentaux sont violés massivement. L'idée de l'ingérence ou de l'intervention humanitaire a suscité une doctrine soutenue par plusieurs auteurs occidentaux contemporains parmi lesquels nous pouvons citer notamment Bernard KOUCHNER, Mario BETTATI, René-Jean et Pierre-Marie DUPUY[59].

En matière d'asile, les solutions conventionnelles au problème des déplacements forcés (principalement secours, intégration et réinstallation des populations déplacées) ont été dépassées aujourd'hui. On semble opter beaucoup plus pour une autre solution: la mise en cause de l'attitude de l'Etat d'origine des réfugiés et des personnes déplacées, afin de faire cesser les déplacements involontaires et aboutir à un rapatriement volontaire des réfugiés et des personnes déplacées et donc l'utilisation de l'intervention humanitaire.

L'actuel Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Madame Sadako OGATA, exprime bien ce changement intervenu dans l'approche internationale au problème des déplacements dans le monde et précise qu'une action internationale est nécessaire pour trouver une solution globale à ce problème:

> "We must look beyond refugee and relief to solutions based on international cooperation, burden-sharing and solidarity to tackle the problem of displacement. Solutions, if they are to be lasting, must take account of the totality of the problem, from its root causes, to exodus and relief and, finally, to return and reintegration"[60].

Suite à l'explosion actuel des conflits ethniques et civils et aux nombreuses revendications d'autonomie et d'autodétermination, la nouvelle approche internationale à l'intervention humanitaire s'est traduite par la création dans le cadre de l'ONU d'un Département des affaires humanitaires afin de renforcer la capacité d'intervention de cette organisation, en cas d'urgence. C'est ainsi que le 1er avril 1992, le Secrétaire général de l'ONU avait institué le

---

58 Cf. Arthur C. Helton, Opinion: The legality of Providding Humanitarian Assistance Without the Consent of the Sovereign, IJRL, Vol. 4 No. 3, pp.372-375.

59 Voir sur cette question, M. Bettati et B. Kouchner, Le devoir d'ingérence, Denoël, Paris 1987; M. Bettati, Souveraineté et assistance humanitaire, Mélanges R.J. Dupuy, Pédone, Paris, pp.35-45; M. Bettati, Un droit d'ingérence, RGDIP, 1991, pp.639-669; P.M. Dupuy, Après la guerre du Golfe, RGDIP, 1991, pp.621-638.

60 Cf. Sadako Ogata, "The New World Order and Asylum: Implications of Global Trends in Migration", in The Oxford International Review, Winter Issue, 1991, pp.1.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Département des affaires humanitaires (DAH) et avait nommé Jan Eliasson, Secrétaire adjoint aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence[61]

Le DAH est chargé "d'intervenir rapidement et de manière coordonnée, en cas de situation d'urgence, afin de sauver des vies et de contribuer à la réadaptation et au développement des populations touchées"[62]. Le DAH regroupe l'ancien Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour le secours en cas de catastrophe (UNDRO) ainsi que le service chargé auparavant des activités d'urgence en Afrique, en Iraq et en Asie du Sud-Est.

Afin de renforcer l'action des Nations Unies pour agir dans les situations d'urgence, la résolution 46/182 a doté l'Organisation internationale de quatre mécanismes de coordination: le Bureau du Coordinateur de secours d'urgence, le fond central auto-renouvelable pour les situations d'urgence, le Comité permanent inter-organisations et le processus d'appel global pour l'ensemble des agences onusiennes[63].

Cependant, ces nouvelles institutions de l'ONU concernent principalement l'assistance humanitaire en cas d'urgence. Le problème de l'acheminement et de la distribution de cette assistance reste posé dans le cas des conflits armés, en particulier lorsque ces conflits sont inter-clanniques et qu'il n'existe pas d'Etat responsable, comme c'est le cas pour la Somalie. En décembre 1992, l'intervention armée internationale en Somalie sous le commandement américain a soulevé tout le problème de l'emploi de la force par l'ONU sous l'objectif de faire acheminer l'aide aux populations déplacées par la guerre et a donné lieu à des prises de positions diverses.

b Les diverses réactions à l'action internationale en Somalie

L'intervention américaine autorisée par le Conseil de Sécurité en Somalie avait suscité l'approbation de certains et la condamnation et l'opposition d'autres.

1. L'approbation de l'intervention en Somalie

Pour certains auteurs l'intervention en Somalie représente une nouvelle forme d'action internationale pour régler les conflits internes africains. L'intervention en Somalie s'est imposée au nom de la solidarité et des droits de l'homme, elle devient un devoir de l'humanité. Les défenseurs de l'intervention américaine précisent qu'il ne s'agit pas dans ce cas d'une ingérence dans les affaires internes d'un Etat, puisque dans ce cas cet Etat n'existe plus. Cet Etat avait précédemment souscrit aux Chartes de l'ONU et de l'OUA. Pour Dominique Bangoura:

> "Au-delà d'un droit d'ingérence, il s'agit davantage dans le cas présent (Somalie) et dans le cas des Etats sanguinaires et exterminateurs d'une fraction de leur population d'un devoir d'assistance à peuples en danger."[64].

Par conséquent, dans tous les cas où la population d'un Etat se trouve dans des conditions désastreuses, l'intervention humanitaire s'impose et notamment dans le cas de la Somalie:

> "A Mogadiscio et dans le reste du pays, devant le refus de certaines factions armées de se rencontrer et de s'asseoir àune table de négociation de peur de perdre une parcelle d'autorité, l'intervention demeure l'ultime solution pour sauver des vies humaines"[65].

---

61 Pour des détails sur ce point, voir Qazi Shaukat Farced, (Directeur DAH, New york), Le Département des affaires humanitaires renforce la capacité d'intervention de l'ONU en cas d'urgence, in Réfugiés, No. 91, décembre 1992, p.8.

62 Ibidem, p.9.

63 Ibidem, p.9.

64 Cf. D. Bangoura, Afrique : Quelle force d'intervention ? op. cit. p.2.

65 Ibidem, p. 2.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

Pour sa part, le Secrétaire général adjoint au Département des affaires humanitaires de l'ONU et coordinateur des secours d'urgence du système des Nations Unies, M. Jan ELIASSON avait qualifié l'intervention en Somalie d'une manifestation du renfort de l'action de l'ONU et de la solidarité internationale:

> "En autorisant à employer tous les moyens nécessaires pour fournir d'urgence une aide aux quelques deux millions de Somaliens qui luttent pour leur survie, le Conseil de sécurité de l'ONU a répondu à l'appel pressant lancé de par le monde en faveur d'un témoignage de solidarité avec les populations innocentes en proie à une violence politique généralisée... En même temps, la résolution historique du Conseil de sécurité -la toute première à autoriser l'usage de la force à des fins humanitaires- donne une nouvelle dimension aux rôle nouveau et essentiel que l'ONU peut jouer s'agissant de garantir la paix et la sécurité dans le monde"[66].

Par l'action en Somalie, le rôle de l'ONU dans le règlement des conflits et la garantie des droits de l'homme se trouve transformé donc selon le Chef de la DAH:

> "L'ONU se trouve dans une position privilégiée pour relever le défi que les crises humanitaires, qui ne cesseront probablement de s'aggraver, posent au monde."[67].

En réponse aux voix qui s'étaient élevées contre la sélection de la Somalie parmi d'autres pays où la guerre civile sévit également engendrant les mêmes conséquences sur les vies humaines, les responsables onusiens (et à leurs tête le Secrétaire Général de l'ONU) ainsi que les supporters de l'intervention avaient souligné "le caractère extraordinaire" de la situation en Somalie. Pour eux, comparée à d'autres situations, le cas de la Somalie est unique: la situation somalienne est caractérisée par une absence de gouvernement central capable de mettre fin aux troubles de l'ordre public, par une anarchie et par un pillage de l'assistance humanitaire.

Pour ceux qui approuvent l'intervention en Somalie, l'action internationale en Somalie avait donc pour mission de sauver les victimes, rétablir l'ordre et restaurer la paix et le respect des droits de l'homme.

2. *L'opposition à l'intervention en Somalie et sa critique*

L'intervention humanitaire en Somalie a donné lieu à plusieurs critiques de la part de certains spécialistes qui avaient estimé que dans le cas de la Somalie, le concept de l'intervention humanitaire était dévié de sa tâche et vidée de son sens.

Pour certains auteurs, le but apparent de cette opération était de sauver les enfants somaliens de la famine et d'amener "les deux seigneurs de la guerre à Modagiscio", le Général Aïdid et le Président par intérim Ali Mahdi à négocier leur conciliation; mais les desseins cachés de l'intervention étaient tout autres.

Pour le Professeur kenyan Ali MAZURI, cette intervention est une "sonnette d'alarme" pour toute l'Afrique qui annonce le retour des régimes des tutelles et le colonialisme, si ce continent ne décide pas de mettre fin à ses conflits armés et d'instaurer une paix régionale par l'intermédiaire de l'OUA. L'auteur propose de créer une force de paix africaine et une commission de sages composée d'ancien leaders politiques africains, de personnalités connues et de personnes religieuses afin d'arbitrer les conflits internes africains et éviter la catastrophe[68].

Pour d'autres, l'intervention avait pour simple objectif d'arrêter la contagion islamiste dans la Corne de l'Afrique. Dans cette Afrique Orientale imprégnée de culture messianique -où le *Mahdi* soudanais (1844-55) et le *Mad Mullah* somalien ont déjà donné beaucoup de fil à

---

66 Conf. Jan Eliasson, ONU: renforcer le mandat des interventions humanitaires, Le Monde, 14 janvier 1993, p. 2.

67 Conf. Ibidem, p. 2.

68 Cf. Asharq Al-Awsat No. 5290 du 23/5/1993, p.9, "Un avertissement contre le retour du colonialisme en Afrique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

retordre aux Anglo-Saxons-, l'Islam peut encore nourrir les passions; relève Marc YARED[69]. Aussi pour cet auteur, il y avait donc d'autres raisons du débarquement des Marines en Somalie que les raisons humanitaires:

> "Comme l'Irak, il y a deux ans, l'intervention des Nations Unies en Somalie - sous l'impulsion de Washington - n'est pas seulement mue par les grandes principes. Au-delà des mobiles humanitaires avancés, les Etats Unies cherchent à éteindre en Somalie un dangereux foyer de tribalisation, qui risque de s'étendre à deux pays clés voisins, l'Ethiopie et le Kenya. Ils souhaitent surtout étouffer dans l'oeuf "la fièvre intégriste" qui ne cesse de se répandre dans la Corne de l'Afrique autour du bastion islamiste soudanais: après le Front islamiste de libération Oromo d'Ethiopie et le Djihad islamique érythréen, le Parti islamique du Kenya et le Parti de l'Union islamique somalien ont été créés en 1992, avec le soutien logistique de Khartoum et l'appui financier de Téhéran."[70].

Le Directeur du Monde Diplomatique avait critiqué l'intervention américaine en Somalie et avait estimé que:

> "l'erreur commise en Somalie... Pacifier et administrer sont de vieux alibis coloniaux; seraient-ils mieux acceptés aujourd'hui sous le paravent humanitaire? Celle-ci ne peut-être crédible pratiquée par des grandes puissances qui en même temps assistent impassibles à d'autres tragédies de semblables magnitudes au Soudan, au Libéria, au Mozambique, en Angola, au Zaïre..."[71].

Alain JOXE a condamné lui aussi l'intervention américaine en Somalie et l'a qualifié de "nouvelle guerre exceptionnelle". Il a, en outre déploré la sélection dans les interventions humanitaires et le rôle qu'avait joué les médias dans le choix de cette sélection. Pour cet auteur"...le désastre africain n'est pas moindre avec quatre zones de famine et de violence, dont une seule a eu droit à un sort médiatique particulier, laissant dans l'ombre le Libéria, le Mozambique, le Soudan, etc.". Il constate que le Président Bush a voulu exhiber en fin de mandat l'éventail des missions américaines, à l'expédition "bâton" de la guerre du Golfe, répond l'expédition "carotte" de la Somalie[72].

François SOUDAN se demande: "Après la somalie, qui? L'Afrique recolonisée...faute de mieux". Pour cet auteur, à un peu plus de deux ans de distance de la guerre du Golfe, "la résolution 794 votée le 3 décembre, à l'unanimité, par le Conseil de sécurité des Nations Unies paraît annoncer en plus modeste, le *Désert shield d'août* 1990. Mais ce bouclier-là n'est pas militaire, il est humanitaire"[73]. Le risque est le retour au système des mandants et de voir l'ONU placer la Somalie sous protectorat, voire sous mandat d'une puissance étrangère comme dans les années cinquante quand l'Italie dirigeait la Somalie pour le compte de cette organisation internationale[74].

Le problème de l'objectivité dans l'intervention humanitaire s'est déjà posée lors l'intervention des puissances occidentales pour "sauver les Kurdes" en Irak en avril 1991. C'est ainsi que le 5 avril 1991, par un vote de 10 contre 3, le conseil de Sécurité avait adopté la Résolution 688 dénonçant la répression irakienne des Kurdes et faisant appel à tous les membres de la Communauté internationale pour contribuer aux efforts humanitaires en faveur

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

69 Marc Yared, "Les critiques de Boutros-Ghali: la Somalie, les Nations unies ne devraient pas se confondre avec les Etats Unis", in Jeune Afrique No. 1670 du 7 au 13 janvier 1993, p.11.

70 Jeune Afrique, "Confidentiel", No. 1666, 10 au 16 décembre 1992, p. 15.

71 Ignagio Ramonet, "Intervenir", Monde Diplomatique, janvier 1993, pp. 1.

72 Alain Joxe, "Humanisme et empire", Monde Diplomatique, janvier 1993, pp.1-6.

73 François Soudan, L'Afrique recolonisée...faute de mieux: après la Somalie, qui?, Jeune Afrique, No. 1666, 10-16 décembre 1992, pp. 16-20.

74 Cf. Ibid, p. 17.

des Kurdes irakiens[75]. Cependant quand Saddam Hussein avait massacré et exterminé ces Kurdes et notamment en 1988, cette même communauté internationale avait gardé le silence[76]. De même, quand la Turquie en avait fait de même et continue de le faire quand elle a refoulé les réfugiés kurdes, au mépris de la règle internationale de non-refoulement et a fermé ses frontières à quelques 200.000 parmi eux fuyant le massacre de l'armée de Saddam Hussein[77], le Conseil de Sécurité est resté silencieux.

Ce sont là les nouvelles règles de la sélection dans les cas des violations des droits de l'homme et dans les affaires humanitaires internationales d'une part. D'autre part, le cas somalien illustre bien "le cercle vicieux" où vit l'ONU actuellement quand aux solutions à trouver aux grandes violations des droits de l'homme et des mouvements de population. "L'ONU manque de "muscles" pour rétablir la sécurité des populations menacées" estime Marc YARED, elle devrait assumer seule le fardeau de la famine, des réfugiés et des massacres et ne pas se confondre avec les Etats Unis[78].

L'intervention "humanitaire" des Etats Unis et ses alliés en Somalie (comme les autres interventions précédentes) ne pose pas seulement le problème de la sélection dans l'humanitarisme mais aussi celui de l'émergence même du droit international dans le débat politique: elle donne l'occasion pour l'opinion publique de caractériser cette action de légale, puisque elle a été autorisée par le Conseil de Sécurité. Le but de l'utilisation du droit international, comme le dit le Professeur CHEMILLIER-GENDREAU, n'est pas d'être dans un état de droit mais "de s'assurer à tout prix que les actes produits sont bien "légaux". "La question juridique n'est toutefois soulevée qu'après un fort balisage médiatique de certaines situations. Le terrain ayant été préparé, le juriste ne peut plus exprimer ses réticences sans apparaître comme un monstre froid qui refuse de sauver ses semblables"[79].

Pourtant en droit, la première exigence est de désigner le sujet de droit qui a la parole. Dans un système démocratique tel que prôné après la disparition des systèmes socialistes, la parole appartient à tous (y compris aux personnes déplacées), mais dans la communauté internationale actuelle, elle appartient à certains, plus précisément à quelques uns ou plutôt à un seul sujet de droit.

Le droit international est normalement basé sur l'égalité souveraine des Etats, mais depuis la fin de la confrontation Est/Ouest, la majorité des Etats sont exclus et les Nations Unies sont devenues une organisation "confisquée au profit de certains intérêts". C'est surtout le principe de l'application non sélective des règles internationales qui fait actuellement défaut. Dans "le débat actuel sur le devoir d'ingérence, la charité et la justice sont mélangés. Le droit est la tentative des sociétés pour rétablir une certaine justice. Il n'a rien à voir avec la charité"[80]. Ce

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

75 Pour plus de développements sur l'intervention des puissances alliées en Irak pour sauver les Kurdes irakiens, voir, Howard Adelman, "Humanitarian Intervention: The Case of the Kurdes", op. cit. pp. 4.

76 Par exemple, en 1975 le Président Saddam avait écrasé la révolte kurde au prix de 50.000 tués et de 600.000 déplacés. De plus, en 1988, à la suite de fin de la guerre irano-irakienne, 5.000 kurdes de Hallabja furent asphyxiés par des armes chimiques et environ 100.000 déplacés au vu et su des grandes puissances et des Nations Unies.

77 La Turquie appartient à la l'Organisation des pays islamique (OCI), elle devrait normalement être guidé par les principes islamiques sur l'asile et la réception des demandeurs d'asile mais elle leur a refusé l'accès malgré l'insistance des pays occidentales . En même temps, un autre pays de l'OCI, l'Iran, "était le seul pays de la région à avoir agi d'une manière humanitaire admirable, comme l'a bien déclaré le Directeur de l'*U.S.Committee for Refugees*, M. Roger Winter, aux représentants du Comité des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentant américaine, le 23 avril 1991, voir sur ce point Adelman, Humanitarian Intervention, p. 9.

78 Conf. Marc Yared, "Les critiques de Boutros-Ghali: Somalie, les Nations Unies ne devraient pas se confondre avec les Etats-Unis", op.cit., p. 11.

79 Cf. Monique Chemillier-Gendreau, Ingérence, charité et droit international, Monde Diplomatique, janvier 1993, p.4.

80 Ibidem, p. 5.

droit doit sauvegarder les droits des hommes à une stabilité et non pas être la cause de leur migration forcée.

L'intervention humanitaire en Somalie a certes aidé à restaurer un certain ordre dans le pays, mais elle n'a pas restauré la paix totale et les mouvements involontaires des populations semblent loin de s'arrêter. L'attaque contre les forces de l'ONU qui avait entraîné la mort de 22 soldats pakistanais de l'ONUSOM II à Mogadiscio le 5 juin 1993 fut considére par le Conseil de sécurité comme "l'attaque la plus meurtrière de l'histoire des Nations Unies". La résolution 837 de ce Conseil a exigé l'arrestation et le jugement des responsables: les forces appartenant au Congrès Somalien Uni du général Mohammed Farah Aïdid[81]. La conséquence de la confrontation entre les casques bleus et les forces des rebelles somaliens est l'intensification des déplacements involontaires des populations civiles ainsi que les malheurs du pays[82].

Par ailleurs, l'utilisation de l'armée par l'ONU en vue d'achever un but humanitaire, ne peut être qu'une action politique, vues les raisons même de la création de cette armée: faire la guerre et tuer des personnes humaines; c'est à dire mettre fin à un droit de l'homme fondamental: le droit à la vie. Les récents développements dans l'affaire de la Somalie et la présente confrontation entre les Etats Unis, les forces internationales et les troupes qui soutiennent le Général Aidid ainsi que les grandes pertes humaines engendrées l'ont bien démontré.

La détermination du gouvernement américain à poursuivre le Général Aidid et le capturer a confirmé toute l'ambiguïté du présent concept de l'intervention humanitaire et a consolidé le doute dans le rôle de la mission humanitaire de l'ONU, transformée en une institution de poursuite d'un fugitif en usant de bombardements des populations civiles et en les poussant à la fuite[83]. Dans l'affaire de la Somalie, l'ONU est allée au delà de l'humanisme pour des motifs politiques. Alors qu'elle est supposée trouver des solution aux masses de réfugiés et des personnes déplacées issus du conflit somalien, elle se voit (sous l'impulsion des Etats Unies) se transformer en un créateur de nouvelles vagues de réfugiés et de personnes déplacées[84].

Tout le rôle humanitaire traditionnel de l'ONU en matière de réduction et de protection des migrants involontaire se trouve ainsi mis en doute. L'intervention en Somalie pose tout le problème de l'avenir de l'ONU et pousse à se demander avec l'ancien Ministre français de l'action humanitaire si cette intervention n'exprime pas un fiasco et un échec de l'ONU[85].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

81 Voir Le Matin du Sahara du 8/6/1993, p.16, "Somalie: Attaques contre l'ONUSOM: Le Conseil de Sécurité réagit avec fermeté.

82 Dans une caricature de l'action de l'ONU en Somalie, le quotidien marocain, Al Bayan a fait paraître dans sa première page du 11 juin 1993 un dessein d'un enfant somalien affamé qui fuyait les bombardements des forces de l'ONU en répétant: "on voulait de la viande et voilà qu'on nous balance des bombes!".

83 Depuis l'attaque des soldats pakistanais, les pertes humaines se sont répétées aussi bien dans les rangs de la population civile somalienne que dans parmi les forces de l'ONU en Somalie et principalement les forces américaines, comme il a été développés par la presse internationale.

84 Par exemple, après les attaques des forces de l'ONU en Somalie en juin 1993, plusieurs de ses adeptes et non adeptes du Général Aïdid ont du quitter le pays pour Yémen,cf. le Journal marocain Al-Ittihaad Al-Ishtiraaki, 21 juin 1993, p.3.

85 Cf Bernard Kouchner, Point de vue: la guerre à la guerre, Le Monde du 16 juin 1993, p.3.
Dans cet article, le ministre français approuve cette action et opte pour l'utilisation de la violence contre la violence. Pour lui "La communauté internationale a innové en ne se désintéressant plus de la mort des autres".

c. La participation afro-arabe à l'intervention en Somalie et son impact sur la migration forcée en Somalie.

Certains pays afro-arabes avaient manifesté leur intérêt àprendre part à l'action internationale en Somalie, mais seulement trois parmi eux furent sélectionnés: l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. Parmi ces trois pays, la participation marocaine est la plus importante[86].

Selon le Journal le Matin du Sahara, l'aide fournie par les marocains en Somalie est réellement humanitaire: les soldats du contingent marocain "n'ont jamais tiré une balle depuis leur arrivée dans le pays et ils sont les seuls à avoir ouvert un hôpital marocain dans le pays. leur origine arabo-africaine et leur religion leur a facilité le contact avec le peuple et a crée un certain respect pour leur mission"[87].

Commentant l'action du Maroc en Somalie, le Représentant permanent du Royaume auprès des Nations Unies, M. Ahmed Snousi avait déclaré devant le Conseil de sécurité que le Maroc tenait à assumer ses engagements moraux vis-à-vis de l'ONU en Somalie[88]. Le diplomate marocain avait précisé à propos de la participation du Maroc à la pacification et la reconstruction de la Somalie:

> "C'est pour mon pays, Monsieur le Président, une source de fierté que d'avoir participé concrètement à toutes les opérations lancées jusqu'à ce jour en Somalie, car nous tenons à assumer nos engagements moraux vis-à-vis de l'Organisation des Nations Unies et estimons qu'il est de notre devoir en tant qu'Arabes, Africains et Musulmans de participer à l'effort international déployé pour trouver une solution efficace à la crise que connaît le pays frère de Somalie"[89].

Après le retrait des Américains, le Maroc était parmi les pays qui avaient choisi de rester en Somalie et de participer également à l'ONUSOM II qui avait pris le relais à partir du 4 mai 1993 des forces multinationales (UNITAF).

La participation marocaine à l'opération internationale en Somalie fut qualifiée de participation très active. Selon le Général Cevic Bir, "Le contingent marocain en Somalie a réussi à instaurer la sécurité"[90]. Pour le journal Le Matin du Sahara:

> "Le secteur de Bale Dogle (90km au Nord de Mogadiscio) que le contingent marocain a complètement sécurisé depuis son déploiement en décembre 1992 continuera de relever des unités marocaines qui ont réussi à faciliter les secours aux populations sinistrées et les approvisionnements en vivres, opération qui a permis d'éloigner le spectre de la famine[91]

Aussi

> "L'hôpital du Maroc à Mogadicsio poursuivra sa mission humanitaire et ses prestations à la population, outre l'action du personnel médical travaillant dans le secteur de Bale Dogle ..."[92].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

86 Il faut noter que le Soudan a offert une aide alimentaire et en Arabie Saoudite un groupe de travail fut chargé de faire parvenir l'aide (2 million de Riyal Saoudiens) collectée pour les Somaliens; cf. Journal L' Opinion, du 13 janvier 1993, p.2.

87 Conf. El Mostafa Nazih, Nous sommes très heureux de travailler avec le contingent marocain, Le Matin du Sahara et du Maghreb, 5 février 1993, p. 2.

88 Cf. Le Matin du Sahara, 28 mars 1993, P. 3: Somalie: Le Maroc tient à assumer ses engagements moraux vis-à-vis de l'ONU.

89 Ibidem, p.3.

90 Cf. Journal Le Matin du Sahara du 6 avril 1993, p. 1.

91 Cf. Journal Le Matin du Sahara du 7/5/93, p.4: "Le contingent marocain maintient son dispositif à Bale Dogle".

92 Ibidem, p.4.

Par ailleurs, le Croissant-Rouge marocain (CRM) a eu une activité très intense en Somalie auprès des personnes déplacées. Il a notamment financé avec le concours du Secrétariat général des Associations arabes du Croissant Rouge et de la Croix Rouge, un programme pédagogique visant à "mette à la disposition des enfants somaliens des fournitures scolaires et à doter les écoles coraniques et les mosquées d'exemplaires du Saint Coran"[93].

Lors des attaques armées des forces de l'ONU appuyées par des avions américains des positions du chef de guerre somalien Mohammed Farah Aïdid, des unités du contingent marocain s'étaient engagées militairement dans une opération d'appui[94]. Plusieurs de ces soldats furent décédés, sans pour autant arrêter les mouvements forcées des populations somaliennes ni leur misères[95].

SOUS-SECTION II

MIGRATION FORCÉE DANS LES PAYS DU MAGHREB, EN EGYPTE ET À DJIBOUTI

L'ampleur des déplacements de populations dans le reste des pays afro-arabes n'est pas aussi intense que dans le Soudan ou dans la Somalie. Nous essayerons de donner dans cette section un aperçu sur la migration forcée dans les cinq pays du Maghreb tout d'abord puis en Egypte et à Djibouti par la suite. .

I. Les déplacements involontaires dans les pays du Maghreb

L'exil est assez connu au Maghreb, plusieurs maghrébins l'ont connu et c'est un thème assez développé dans toute la littérature maghrébine[96] Actuellement, dans les cinq pays du Maghreb ou de l'Union du Maghreb ou UMA (Algérie, Mauritanie, Maroc, Libye et Tunisie), le problème de la migration forcée ne se pose pas d'une manière très intense. Dans cette région, deux conflits ont engendré des déplacements involontaires de population. Il s'agit de l'affaire du Sahara et du conflit entre le Sénégal et la Mauritanie. Cependant, ces déplacements sont relativement moins intenses et moins dramatiques, si on les compare avec ceux de la Corne de l'Afrique. La volonté des parties en conflit à chercher une paix durable donne l'espoir de voir ce problème disparaître de cette partie de l'Afrique.

Dans la plupart des cas, il s'agit surtout de déplacement de réfugiés qui ont quitté les frontières nationales et très peu sont des personnes déplacées, au sens internationale du terme.

La rare documentation disponible sur sur la situation de la migration forcée dans chacun des cinq pays du Maghreb ne permet pas des développements très détaillés.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

93 Ibidem, p.4.

94 Cf. journal Al Bayane, du 13 juin 1993, p.2, "Somalie: des unités du contingent marocain s'engageant militairement dans une opération d'appui".

95 Voir Le journal Le Matin du Sahara, 21 juin 1993, p.1: "Message de condoléances à S.M. le Roi du Secrétaire général de l'ONU et du ministre de la Défense à la suite du martyre de soldats marocains en Somalie"; voir le journal Albayane du 21 juin 1993, P.1: "Dans un message de condoléances à SM Le Roi: Le S.G. de L'ONU rend hommage à "l'action remarquable des FAR en Somalie".

96 Sur ce point, voir Mina Oualdhadj, Heureux qui comme Ulysse: le thème de l'exil dans la littérature maghrébine d'expression française, in le journal Al-Bayane du 19/51993, p.6.

A La migration involontaire en Algérie

L'Algérie fut elle même objet des premières migrations massives de populations africaines aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays durant sa guerre d'indépendance. C'est ainsi qu'en

1962, selon les statistiques algériennes, il y avait plus de 300.000 personnes algériennes réfugiées à l'étranger (160.000 en Tunisie et 140.000 au Maroc), 50% parmi eux étaient des enfants de moins de 15 ans[97]. En 1958, plus de 1.250.000 personnes furent déplacées à l'intérieur du pays, leurs conditions étaient alarmantes[98]. Tous furent rapatriées dans leur régions d'origine après les accords d'Evian du 18 mai 1962.

Selon les statistiques internationales de 1991, l'Algérie abritait quelques 165.000 réfugiés. Une grande partie provenait du Sahara et attendaient leur rapatriement après l'organisation du referendum par les Nations Unies[99].

Les statistiques relatives au nombre des réfugiés originaires du Sahara ainsi que le statut qui leur est accordé par certaines Organisations internationales et régionales sont cependant contestées aussi bien par le Maroc que par d'autres sources de référence internationales[100]. Pour le Maroc, les nombres des personnes réfugiées du Sahara est bien inférieur à ce chiffre. La plupart des réfugiés des camps de Tindouf ne proviennent pas tous de l'ex-colonie espagnole. Pour le Maroc, plusieurs parmi eux sont des nationaux des autres pays voisins notamment du Mali, de la Mauritanie et même de l'Algérie. Ces personnes sont pour la plupart des victimes des différentes sécheresses du Sahel qui ont trouvé refuge dans les camps ouverts par les Nations Unies, attirées par l'assistance alimentaire distribuée dans les camps de réfugiés de Tindouf. Le Maroc conteste aussi le qualificatif de réfugié accordé aux Sahraouis et les considère en majorité comme des personnes qui n'ont pas quitté délibérément et qui n'ont pas opté pour l'exil, mais qui ont été forcés à quitter leur régions à la suite de pressions extérieures.

Après le référendum prévu au Sahara, la fermeture des camps de réfugiés de Tindouf sera déclarée. La tâche de la mission des Nations Unies pour les Sahara (la MINURSO) approuvée par le Conseil de Sécurité en avril 1991 est d'organiser, de conduire les élections et de superviser les opérations de rapatriement des réfugiés[101]. Une Commission d'identification dont le rôle est de délimiter la liste des votants à ce référendum fut également instituée par les Nations Unies le 2 mars 1993. La résolution 809 du Conseil de sécurité a fixé l'organisation de ce référendum au plus tard à la fin de cette année[102]. Il existe une volonté de trouver une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

97 Cf. Ammar Bouhouche, The Returne and Intergration of the Algerian Following the Independence of Algeria, Intervention au Suymposium on Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return of Refugees from one African Country to Another, organisé par L'institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Développement Social (UNRISD), Hararé, Zimbabwé, 12-14 mars 1991, p.3; Il cite Richard and Joan Brace, Algrian Voices, New York, D. Van Nostrand Company inc. 1965, p.64.

98 Ibidem, p.5.

99 Sur l'organisation de ce référendum, voir Boutros Boutros Ghali, "Les Nations Unies et l'Afrique" op.cit. pp. 10-11; U.S. Committee for Refugees, World refugee Survey: 1992, pp. 37-38; voir aussi les différents articles dans la presse marocaine relatifs à la préparation le référendum au Sahara et notamment ceux concernant la visite du Secrétaire général des Nations Unis, M. Boutros Ghali, dans la région en juin 1993 conformément à la résolution 809 du Conseil de sécurité du 2 mars 1993 afin de préparer ce référendum.

100 Depuis 1956 le Maroc avait exprimé aux Nations Unies son désir d'activer la décolonisation au Sahara. En 1975 et suite àl'arrêt de la CJI, le Maroc décida d'organiser une Marche Verte au Sahara. En 1981, le Maroc a proclamé son accord à organiser un référendum dans la région.

101 Cf Sylvie Girard, En route pour le référendum: Sahara Occidental, in Réfugiés, HCR, No 87 octobre 1991, pp. 10-11.

102 Cf. rapport de l'ONU sur la question S/21360, résolution 809; voir sur cette résolution et sur les préparatifs pour le référendum, journal l'Opinion, du 25 avril 1993, p. 1 et p. 3., journal Al-Itihaad al-Ichitraaki du 26 mai 1993, p.1, journal Al-Alam du 31 mai 1993, p.1.

solution aux problèmes des personnes déplacées du Sahara chez toutes les parties concernées[103].

Par ailleurs, l'Algérie abritait aussi en 1991 35.000 réfugiés appartenant à l'ethnie des Touaregs qui ont fui le Mali[104]. Les persécutions fréquentes de ce peuple par les autorités maliennes et nigériennes avaient poussé plusieurs parmi eux à chercher asile en Algérie[105]. Ces persécutions avaient eu lieu après que des insurrections de Touareg au Mali et au Niger aient eu lieu en 1990 notamment. Ces persécutions ont eu des réactions d'indignation dans certains milieux internationaux des droits de l'homme[106].

B Le problème de la migration forcée en Mauritanie

Un incident relativement minime dans les frontières entre la Mauritanie et le Sénégal en avril 1989 avait abouti à des violences entre les deux communautés frontalières et à une migration forcée des populations mauritaniennes et sénégalaises. Selon des sources occidentales, certains mauritaniens de race noire ont été déportés au Sénégal par le gouvernement mauritanien et certains maures l'ont été en Mauritanie par les autorités sénégalaises, en réponse au conflit mauritano-sénégalais[107]. C'est ainsi qu'en 1989 et 1990, selon les mêmes sources, quelques 10.000 mauritaniens de race noire ont dû fuir la Mauritanie pour se réfugier au Mali, d'autres furent expulsés[108].

Au début de 1991, une population de réfugiés Touaregs égale à environ 15.000 personnes avait cherché asile au Sud de la Mauritanie; ils furent par la suite rejoints par d'autres vagues de réfugiés Touaregs, notamment par 3.000 nouveaux réfugiés à la fin de décembre 1991. En février 1992, le nombre des réfugiés Touaregs en Mauritanie était égal à 30.000 personnes[109].

De plus, des populations de migrants et d'exilés mauritaniens qui vivaient au Sénégal étaient obligées de renter en Mauritanie depuis les événements de 1990[110]. D'autres ont été, cependant, interdits de regagner la Mauritanie. C'est ainsi qu'en août 1992, entre 60 et 80 mille réfugiés mauritaniens attendaient toujours leur retour en Mauritanie à partir du Sénégal. Mais la Mauritanie ne voulait pas les recevoir; elle mettait en doute leur origine mauritanienne. L'avenir de ces populations restait ainsi incertain[111].

Ainsi, la Mauritanie pays "des maisons sans portes" a commencé à fermer ses portes à certains migrants involontaires.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

103 Cf. Hamid Berrada, Geraldine Faes et François Soudan, Grands interviews: Boutros Ghali: ce que je ferai en Somalie et au Sahara, in Jeune Afrique, No. 1673 du 28 janvier au 3 février 1993, p.40.

104 Ibidem, p. 38.

105 Voir pour plus de détails sur la question, Mano Dayak, Touareg: la tragédie, Editions Jean Claude Lattes, France, 1991.

La persécution du peuple Touareg existe depuis la Conférence de Berlin de 1882 et la Convention du 5 août 1890 qui définit les zones d'influence anglaises et françaises en Afrique. Après les indépendances africaines, leur tragédie s'était aggravée encore plus, partagés entre l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger.

106 Voir, par exemple, Amnesty International, Newsletter novembre 1990 et août 1990.

107 Conf. US Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, p. 46.

108 Ibidem, p. 46.

109 Ibidem, p. 47.

110 Des exilés mauritaniens ont affirmé le 2 janvier à Paris que depuis le début de septembre 1990, 10 personnes avaient été victimes d'exécution sommaires et 8 autres étaient mortes sous la torture, ce qui a poussé plusieurs autres à chercher asile en dehors du pays, Cf Documentation Réfugié, No 133, 29 décembre 1990 - 7 janvier 1991, p.4.

111 Voir Journal Al-iitihad al ichtiraki, 18 août 1992, p. 2.

C Les réfugiés au Maroc

Le Maroc avait accueilli des réfugiés depuis toujours. Historiquement, depuis l'antiquité, le Maroc était une terre de migration et de refuge pour plusieurs demandeurs d'asile provenant de divers horizons. Depuis le IIIème siècle avant Jésus Christ et à différentes époques, le Maroc fut, par exemple, une terre d'asile pour le réfugiés juifs persécutés au Moyens Orient ou en Europe[112]. A partir du VIIème siècle après Jésus Christ et au premier siècle de la *higra* le Maroc accueilla des réfugiés arabes ou musulmans qui avaient fui à la suite du chiisme religieux ou des conflits politiques.

L'asile fut accordé au Maroc par la suite aux Maures (juifs et musulmans) après leur expulsion de l'Espagne à partir du 9ème et jusqu'au 17ème siècles, aux Républicains espagnols dans les années 1939, aux Algériens durant toute leur lutte contre la colonisation française depuis l'Emir Abdel Qader jusqu'aux Présidents Benbella[113]. Le Maroc avait aidé l'Emir Abdel-Kader dans sa lutte contre la France en lui procurant armes et refuge, c'est seulement sous la pression militaire que les autorités marocaines étaient forcées d'abandonner Abdel-Kader à la France[114].

Comme le dit un spécialiste de la question de la condition des étrangers au Maroc, Houcine SEFRIOUI "Le Maroc avait toujours réservé un bon accueil aux étrangers. Jamais les minorités étrangères ne furent inquiétées à cause de leur confession non-musulmane"[115]. L'auteur ajoute que dés le XIIè siècle, sous la dynastie Almohade, par exemple, il existait dans presque toutes les villes de l'Empire des Synagogues et des Eglises permettant aux étrangers juifs et chrétiens immigrés d'Espagne, du Portugal et de l'Empire ottoman d'accomplir leur devoir religieux en toute liberté et quiétude[116].

L'Islam jouait un rôle de facteur d'intégration des populations musulmanes réfugiées dans le pays. Un réfugié politique n'était pas exclu de la politique du pays, il pouvait même devenir le leader politique du pays. C'est ainsi, par exemple, que le premier Roi arabe et musulman de la nation marocaine, Moulay Idriss I (788-791), un arrière petit fils d'Ali le gendre du Prophète, était un réfugié politique au Maroc. Il avait fui la terreur et la persécution contre les descendants d'Ali qui avaient eu lieu au VIIIème siècle, comme le dit Wilfrid Knapp:

> "...an oriental Prince, Idriss, a descendant of the Prophet, fleeing from the Abbassids, found refuge, at Oualili, the former Volubilis. Chosen by Berbers tribes as their leader, he was able to establish a kingdom...".[117].

S'adressant aux Berbères après son arrivée dans le pays, Idriss 1er avait écrit après son arrivée au Maroc:

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

112 Wilfrid Knapp dit au sujet de la population juive marocaine:
"The jewish population, reduced to some 50,000 since the creation of the state of Israel and the advent of independence in Morocco, were in part the descendants of jews expelled from Spain after the Reconquista... But the majority who called themselves *Plishtim* (Palestinians), claimed that their forbears came directly from Palestine".cf. Wilfrid Knapp, North West Africa: A Political and Economic Survey, Third Edition, Oxford University Press, London, New York et Toronto, 1977, p.256.

113 Pour plus de développement, voir, Khadija Elmadmad, Asylum in Past and Present Morocco, op.cit. pp. 29-34. Voir aussi, Zarjevski Yefime, Garder vivant l'espoir, Editions l'Age d'Homme, Lausanne, 1988, pp. 34-41.

114 Cf. John King, Abdel-Kader and Morocco: The Inevitability of French Hegemony in the Maghreb, in Morocco, The Journal of the Society for Moroccan Studies, No.1, 1991, p.25.

115 Cf. H. Sefrioui, La condition des étrangers au Maroc, op. cit., p.19.

116 Ibidem, p.19.

117 W. Knapp, North West Africa, p.260.

"Je suis venu ici comme réfugié, traqué, seul. Je demande votre hospitalité, votre aide et votre soutien"[118].

Son message fut bien reçu par les populations berbères qui le choisirent comme leur leader politique et religieux.

Actuellement, le Maroc n'abrite selon les statistiques du HCR que quelques 800 réfugiés[119]. Ces réfugiés étaient jusquau 1991 pour la plupart d'origine européenne. Seuls quelques 250 parmi eux était inscrits auprès de la délégation du HCR à Casablanca et pas plus de trente seulement recevaient une assistance de cette délégation[120].

Cependant, avec les nouveaux développements dans l'Europe et les restrictions imposées à la liberté de mouvements des populations du Sud vers le Nord, le Maroc est redevenu - à cause de sa situation géographique - un pays attrayant pour toute sorte de migrations volontaires et involontaires. La grande partie de cette migration est, selon les autorités marocaines formée de personnes qui cherchent à pénétrer illégalement en Europe, en d'autres termes, une migration illégale ou clandestine[121].

D Réfugiés et personnes déplacées en Libye et en Tunisie

Les mouvements forcés de populations dans ces deux pays du Maghreb ne semblent pas très importants selon les informations recueillies. Le manque de documentation et de recherches sur la question incitent le spécialiste à investir dans ce domaine dans l'avenir. L'analyse de la spécificité ces deux pays fera partie de nos priorités de recherche dans le futur.

S'agissant de la Tunisie tout d'abord, selon les statistiques de 1991, ce pays avait accordé le statut de réfugié à une 50 aine de personnes seulement. Cependant, il ne faut pas oublier que la Tunisie a donné l'asile à plusieurs Palestiniens après l'invasion israélienne du Liban en 1982. La situation du séjour des Palestiniens dans les pays arabes en général et en Tunisie est assez spéciale. Ils ne sont pas considérés comme des réfugiés au sens international du terme et ne relèvent pas de la compétence du HCR mais directement de l'OLP installée à Tunis[122]

Quand à la Libye, ce pays ne figure pas parmi les pays considérés par les organisations spécialisées comme un pays d'accueil pour les réfugiés. Cependant, plusieurs réfugiés *de facto* travaillent dans le pays et sont considérés comme de simples migrants.

Comme dans la majorité des autres pays arabes, en Libye, les réfugiés arabes qui y vivent préfèrent, en général, ne pas être considérés comme des réfugiés et demandent rarement le statut de réfugiés. Pour différentes raisons et principalement pour leur propre sécurité, ils préfèrent y vivre comme des *réfugiés de facto*. Le manque de garanties du respect du statut juridique de réfugié par le pays d'asile et aussi par le pays arabe d'origine représente la principale raison du refus de ce statut par les réfugiés arabes dans les pays arabes[123].

COTEDIA - BIBLIOTHEQUE

---

118 Voir sur ce point, Le journal Le Matin du Sahara, du 18 juillet 1988, p.1., "Inédit: Message d'Idriss 1er adressé à la Oumma islamique en général et aux Berbères du Maroc en particulier.

119 Selon les statistiques du HCR.

120 Voir pour une idée sur les réfugiés au Maroc et le travail du délégué honoraire du HCR au Maroc, le dossier sur les réfugiés publié dans Kalima de juillet/août 1988, pp. 26 et s.

121 Le manque d'études sur la question ne nous permet pas d'affirmer ou de nier l'existence de réfugiés au sens international parmi ces migrants ni de précision sur le nombre exact de réfugiés statutaires au Maroc.

122 Sur la situation des Palestiniens dans les pays arabes, voir en Arabe, Les Palestiniens dans le monde arabe (Al-falastiniouna fi al-watani al-arabi), Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe, Ligue des Etats Arabes, 1978; Le Journal le Monde du 12/13 septembre 1993, p1: "Dérapage en Somalie".

123 Voir sur cette question le Chapitre III de la deuxième Partie.

II. Les réfugiés à Djibouti et en Egypte

Dans ces deux pays afro-arabes, la population des personnes forcées à se déplacer est formée principalement de réfugiés, la proportion des personnes déplacées parmi les nationaux est très peu importante.

A Les réfugiés à Djibouti

La population réfugiée à Djibouti représente une part considérable de la population djiboutienne. Avec un nombre de 120.000 réfugiés, sur une population totale de 400.000, elle représente une proportion d'un réfugié pour 3 nationaux. C'est l'un des taux les plus élevé dans le monde[124].

En 1978, une année après qu'elle soit devenue indépendante, Djibouti avait reçu ses premiers demandeurs d'asile: les éthiopiens de l'ethnie somalienne qui fuyaient la guerre qui s'était déclenchée entre la Somalie et l'Ethiopie. Depuis lors, ce pays avait connu différents afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile. Durant les différents conflits armés qui avaient précédé la chute de Mengistu, alors que les forces navales éthiopiennes s'étaient réfugiees au Yémen et les forces terrestres s'étaient réfugiées au Soudan, des milliers de personnes affamées avaient franchi la frontière djiboutienne.

L'attitude du gouvernement de Djibouti à l'égard des réfugiés n'a pas été toujours la même. Alors qu'en général l'entrée du pays n'est pas interdite aux demandeurs d'asile, ils n'ont cependant pas toujours bénéficié de tous les droits qui leur sont accordés par la Convention de Genève de 1951. A plusieurs reprise, des réfugiés furent rapatriés de force dans leurs pays d'origine[125].

La chute de Mengistu et de Siad Barré avait donné lieu à un grand accroissement du nombre des demandeurs d'asile à Djibouti. C'est ainsi qu'au début de l'année 1991, il y avait quelques 61.000 somaliens à Djibouti; à la fin de cette année, leur nombre avait dépassé les 100.000"[126]. La plupart de ces réfugiés venaient du Nord de la Somalie où les rebelles du Mouvement National Somalien, appartenant au clan des Issak, avaient acquis le contrôle de la région au début de l'année 1991 et avaient déclaré l'indépendance de la région. Certains membres d'autres clans et notamment les Gadabursis et les Issas s'étaient enfuis à Djibouti. Les autres réfugiés somaliens à Djibouti sont entrés de l'Ethiopie où les conditions dans les camps de réfugiés s'étaient beaucoup détériorées[127].

Les Somaliens réfugiés à Djibouti ne bénéficient pas de statut de réfugiés mais sont autorisés de séjourner dans le pays, étant donné que la majeure partie parmi d'eux appartiennent au clan des Issas, le groupe ethnique dominant à Djibouti. La majorité des réfugiés somaliens vivent avec leurs familles dans la Capitale du pays, la ville de Djibouti. D'autres se sont installés sur la région frontalière. Leurs conditions de vie sont devenues alarmantes: en Novembre 1991, L'ONU avait rapporté que 41% parmi eux souffraient de malnutrition[128].

Pendant la guerre civile somalienne, la République de Djibouti "qui abrite le principal complexe militaire français en Afrique, est devenue la base arrière des légionnaires engagés en Somalie"[129]. Les afflux de réfugiés somaliens avaient continué d'arriver à Djibouti durant

---

124 Cf. U.S. Committee for Refugees, World Survey, p. 40.

125 Voir les développement sur cette question dans la section première du chapitre III de cette partie.

126 Conf. U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, op. cit. p. 39.

127 Voir pour plus de détails, Ibidem, pp. 39-40.

128 Ibidem, p. 40.

129 Conf Marc Yared, Djibouti: non à la somalisation, Jeune Afrique, No 1670, du 7 au 13 janvier 1993, pp. 30-31.

ACCESSIBLE AU PUBLIC UNIQUE

la guerre civile. En décembre 1992, plusieurs camps de réfugiés étaient réservés au Somaliens et toutes les opérations de rapatriement furent arrêtées par l'ONU[130].

Les autres groupes de réfugiés à Djibouti sont constitués par des Ethiopiens, estimés à 49.000 en 1991. La majorité d'entre eux étaient des militaires stationnés par Mengistu en Erythrée, ils s'étaient enfuis après la chute de celui-ci et la prise du pouvoir par le mouvement nationaliste érythréen, *The Eritrean Peoples's Liberation Front* (EPLF), le Front de libération du Peuple érythréen. Plusieurs parmi eux furent rapatriés en Ethiopie plus tard. Les autres réfugiés éthiopiens à Djibouti sont membres du groupe éthnique des Afars et s'étaient enfuis de l'Erythrée après la prise du pouvoir du EPLF. Ils étaient estimés à 10.000 en 1991[131].

Des conflits entre les divers groupes éthniques en Ethiopie continuent de produire des réfugiés qui cherchent l'asile à Dijibouti et ailleurs. C'est le cas notamment du conflit entre les Oromos et les Issas dans la ville de Dire Dawa en Juillet 1991 qui avait poussé plusieurs Issas à se réfugier à Dijibouti et qui avait même engendré des persécutions des réfugiés oromas qui avaient vécu pendant longtemps à Djibouti. La persécution de ces réfugiés à Djibouti était inhumaine, comme l'exprime un représentant de l'US Refugee Committe:

> "It is tragic to think that individuals who fled persecution in their country would be attacked and killed or imprisoned in the country where they sought refuge."[132]

B Les réfugiés en Egypte

Pendant longtemps, l'Egypte fut une terre de refuge pour plusieurs nationalistes arabes et africains. Ayant eu son indépendance dans les années 1920, alors que la majorité de ces pays du Tiers Monde étaient toujours colonisés, l'Egypte formait une terre de rencontre des arabes et des africains en lutte pour leur libération, comme le rappelle le Secrétaire Général des Nations Unies à l'occasion du 30ème anniversaire de l'OUA au Caire:

> "Le Caire a été le témoin du combat mené par certains dirigeants qui ont inscrit en lettres d'or l'acte de naissance de leurs nations aujourd'hui libres et indépendantes. Au nombre de ses dirigeants, figuraient notamment Salah BEN YOUSSEF, Habib BOUGUIBA, Chaden AL-MALKI, Allal AL-FASSI, Abou Hassan AL-OUAZZANI et Ibrahim TOUBAL, ainsi que les leaders et militants Kenneth KAUNDA, Agostintho NETO et Nelson MANDELA."[133]

Toutefois, progressivement, ce pays s'est fermé (relativement) aux demandeurs d'asile pour plusieurs raisons et principalement pour des raisons économiques. C'est ainsi qu'il est devenu assez difficile actuellement, et surtout après la guerre du Golfe, de pénétrer dans ce pays, même pour le national arabe non réfugié muni des documents de voyage nécessaires. Pourtant l'Egypte est le siège de la Ligue arabe, le symbole de l'unité arabe.

Parmi les réfugiés qui se trouvent en Egypte aujourd'hui il y a surtout des Palestiniens, des Soudanais, des Somaliens et des Ethiopiens.

Selon le bulletin Refugee Issues du Refugee Needs Project, de l'Université américaine du Caire, la Communauté réfugiés en Egypte se compose de "microcosmes séparés de différents groupes ethniques et nationalités. Selon les statistiques officielles, 2,5 millions Soudanais vivent en Egypte, parmi eux se trouvent à peu près 3.000 soudanais réfugiés du Sud. Aussi un nombre inconnu d'erythréens et d'éthiopiens (peut-être 2.000) et un nombre grandissant de somaliens (plus de 10.000) en plus d'autres africains et de 100.000 Palestiniens résident en Egypte[134].

---

130 Conf. Refugee Issues de l'Université américaine du Caire, No. 1, mars 1992, p. 4.

131 Ibidem, p. 40.

132 Ibidem, p. 40.

133 Boutros Boutros Ghali, Les Nations Unies et l'Afrique, in Afrique 2000, op.cit., p.5.

134 Conf. Refugee Issues, American University of Cairo, No. 1, mars 1992, p.5.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

Après la guerre du Golfe, les relations entre les Palestiniens vivant dans le pays et les autorités égyptiennes étaient devenues très tendues. Cette tension résultait du fait que les Palestiniens avaient pris position en faveur de l'Irak lors de cette guerre, à l'opposé du gouvernement egyptien. De plus, le retour de milliers d'Egyptiens expatriés en Irak avait donné lieu à une concurrence dans les emplois, au désavantage des réfugiés palestiniens[135].

Par conséquent, l'Egypte avait découragé le retour des palestiniens qui avait résidé dans le pays ou à Gaza, après leur expulsion des Etats du Golfe. c'est ainsi que le gouvernement egyptien avait refusé d'accepter entre 23.000 et 27.000 Palestiniens qui vivaient dans le secteur de Gaza avant la guerre de 1967. Ils sont alors devenus des *réfugiés en orbite*[136].

En ce qui concerne les Soudanais, l'Egypte a toujours été considéré comme leur second pays, mais leurs nombres dans le pays sont devenus de plus en plus importants depuis la prise du pouvoir par le gouvernement islamiste en 1989. En effet, au début de 1993, plus de deux millions de Soudanais vivaient au Caire seulement. Leurs conditions sont lamentables[137].

Mais si l'Egypte est le pays d'asile des opposants du régime islamiste du gouvernement Omar Al-Bashir, il l'est aussi pour l'ex-Président Jaafar En-Numeiri. Le Caire abrite en plus des responsables politiques soudanais réfugiés et des milliers d'intellectuels, d'administrateurs, de diplomates etc..., pour la plupart réfugiés ou chassés par le présent gouvernement islamiste. La majorité parmi eux sont des chômeurs et certains dépendent exclusivement des transferts d'argent faites par leurs parents qui travaillent dans les pays du Golfe[138].

La guerre du Golfe avait eu des répercussions sur quelques soudanais vivant en Egypte. En Janvier 1991, le Ministre égyptien de l'Intérieur annonça la déportation de 500 soudanais résidant en Egypte pour des raisons de sécurité. Selon lui, une grande partie des ces Soudanais ne sont pas des réfugiés au sens de la convention de Genève de 1951, c'est - à- dire qu'ils craignent une persécution directe. Mais, fait d'avoir résidé pendant longtemps en Egypte pourrait constituer un risque de persécution pour eux par l'actuel gouvernement soudanais[139].

En ce qui concerne les Somaliens, en 1992 le HCR assistait 1.320.000 réfugiés qui représentent, le plus grand groupe des 2.242.000 réfugiés assistés par les Nations Unies en Egypte[140].

L'autre groupe de réfugiés en Egypte est représenté par les Ethiopiens, la plupart parmi eux étaient des Erythréens en 1992[141]. De plus, plusieurs milliers de Libyens vivent également en Egypte, malgré les restrictions faites à leur entrée. Ces Libyens ne sont pas considérés comme des réfugiés et peuvent être interdits de séjour, et certains parmi eux sont "L'Egypte est ouverte à toutes les nationalités, sauf si leur afflux comporte des éléments terroristes...

COPIE DE LA BIBLIOTHEQUE

---

135 Plus d'un million d'Egyptiens travaillaient en Irak avant la guerre et plusieurs parmi eux sont retournés dans le pays après la crise du Golf.

136 Conf. US Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, American Council for Nationalities Service, Washington, 1992, p. 40. A la différence des Palestiniens qui vivaient dans la partie de Gaza sous domination jordanienne, lés Palestiniens qui vivaient Gaza avant 1967 ne possédaient pas de passeport étant donné que l'Egypte n'avait pas annexé la partie egyptienne de Gaza.

137 Cf. Dossiers d'Asharq Al-awsat (en arabe), Le festival de la migration vers le Nord: Deux millions de soudanais au Caire, ils vivent du thé et de la politique avec des dizaines de milliers de Libyens, 27/1/93, p. 19.

138 Ibidem, p. 19.

139 Ibidem, p. 19.

140 U.S Committee Refugees, p. 40

141 Selon World Refugee Survey (p. 40), dans l'été 1991, 33 demandeurs d'asile éthiopiens ont été déportés en Libye après avoir passé 8 mois dans une prison egyptienne pour avoir organisé une manifestation pour demander la détermination de leur statut de réfugiés.

même qualifiés de terroristes ,selon les paroles même du Ministre de l'Intérieur egyptien[142]. Il avait en effet déclaré à ce sujet:

Les systèmes de sécurité egyptiens sont capables de distinguer entre une migration pour persécution politique et une migration ayant pour objectif l'installation dans le pays.... Les afflux de Libyens en Egypte doivent être considerés en dehors de la politique "[143].

SECTION II

LE SOUDAN UN EXEMPLE D'UNE TERRE D'ASILE AFRO-ARABE

Pour différentes raisons, nous avons choisi le Soudan comme le pays afro-arabe de notre étude sur le terrain. Cette étude a confirmé les affirmations de plusieurs chercheurs qui ont travaillé sur le pays et qui l'ont souvent qualifié le Soudan de pays des réfugiés et des personnes déplacées[144].

SOUS-SECTION I

LE CHOIX DU SOUDAN POUR L'ÉTUDE DE CAS ET LE TRAVAIL SUR LE TERRAIN

Les résultats de l'étude du phénomène de l'asile au Soudan ont montré que c'est le pays afro-arabe le plus représentatif pour une recherche dont l'objectif essentiel était de confronter la théorie à la pratique dans le domaine de l'asile et de comparer le modernisme juridique en matière de migration forcée au traditionalisme des pratiques. Les attitudes envers les populations forcées à se déplacer et même dans l'interprétation du droit moderne relatif à l'asile et aux personnes déplacées restent malgré tout influencées par les coutumes traditionnelles.

I. Le choix du Soudan pour l'étude de cas

Le Soudan a été choisi pour tester l'hypothèse principale de cette étude dans laquelle nous avançons que le droit traditionnel de l'asile (notamment les droits traditionnels africain, arabe et musulman) est plus humanitaire et plus protecteur pour l'individu que le droit international moderne. Le choix du Soudan parmi les autres pays afro-arabes s'explique par le fait que ce pays représente, à notre avis, le meilleur exemple d'un pays afro-arabe de l'asile, ayant une politique spécifique à l'égard des migrants involontaires. C'est aussi le seul pays où une enquête sur le terrain et la conduite d'interviews sur la question étaient possibles. Le travail pratique au Soudan nous avait permis également d'avoir des contacts aussi bien avec les réfugiés qu'avec les personnes déplacées ou leurs hôtes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

142 Voir, Dossier d'Asharq Al-awsat, Le festival de la migration au Nord, Asharq Al-awsat, 27/1/93, p. 19.

143 Ibidem, p.19; traduction personnelle.

144 Notamment Abd Al-Rahman Al Bashir, Ahmed Karadawi, Barbara Harrell-Bond, Gaim Kibreab, Peter Nobel. Voir la liste bibliographique pour la liste de leur écrits sur le Soudan.

Géographiquement, le Soudan est le plus grand pays africain[145]. Même si son nom est *bilaad as-soudaan*, "la terre des noirs, comme l'avait qualifié d'ailleurs les Arabes[146], il est habité par une population qui diffère raciallement, ethniquement, culturellement et linguistiquement. Au Nord se trouve une population d'origine africaine et arabe mélangée et au Sud une population africaine non mélangée. Mais les deux parties sont caractérisées par une grande diversité de tribus et de groupes ethniques. La multitude des groupes éthniques qui composent le Soudan est mieux illustrée dans le recensement de la population de 1956 qui a montré que parmi les 10,3 millions d'habitants du Soudan à cette époque, il y avait près de 600 tribus et plus de 50 groupes éthniques. Selon ce même recensement, 40% de la population soudanaise était d'origine arabe, 30% d'origine du Sud, 13% d'origine de l'Ouest, 12% appartenant aux Beja et au Nuba, 3% étaient des Nubiens et 2% des étrangers[147].

Dans son ouvrage sur les grands groupes éthniques du Soudan, Yussef Abu-Qurun, distingue les groupes arabes et non-arabes. Parmi les tribus arabes il cite les *Kawahla*, les *Choukriya*, les *Rachaida*, les *Horman* et les *Bagara*. Parmi les tribus non-arabes il cite les *Béja* (composés des *Bichariyyoun*, des *Amrar*, des *Hendowa* et des *Bani Amir*); les *Nubiens*; les groupes nilotiques (comme les *Dinka*, les *Shilluk* et les *Nuer*) et les groupes nilo-hamites (tels: les *Bari*, les *Mandari*, les *KąKwa* etc)[148].

La population soudanaise est formée d'un mélange de deux races: la race blanche et noire[149]. Cette population est très mobile et la grande partie de cette population est déplacée actuellement ou provient d'une population déplacée auparavant[150].

Le déplacement de population est un phénomène très commun au Soudan, du Sud au Nord et de l'Ouest à l'Est. Les déplacements des musulmans africains pour effecteur le pèlerinage ont eu un grand impact sur la population et la culture du pays[151].

Du point de vue religieux, le Soudan est un pays où les cultures musulmanes, chrétiennes, dans une certaine mesure juive aussi se mélangent et s'affrontent. C'est aussi le pays africain et arabe qui a reçu le plus de réfugiés. Toute l'histoire de ce pays est une histoire de migration et d'asile et il a été pendant longtemps une terre d'asile pour des migrants africains et arabes. Sa législation sur l'asile est l'une des plus développées en Afrique et dans le monde arabe.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

145 Il a une superficie approximativement de 2,5 million de Km2. Pour des détails sur la géographie du pays voir, Barbour K.M, The Republic of the Sudan, University of London Press Ltd., 1961.

146 Le pays a pris ce nom au début du XIXè siècle, après sa conquête par Mohammad Ali.

147 Cf. Ministry of Social Affairs (Department of Statistics), First Population Census of Sudan: 1955/56; Abd Al-Rahman Ahmed Al-Bashir, Problems of Settlement of Immigrants and Refugees in Sudanese Society, Ph.D Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1978, p.9.

148 Sur les groupes éthniques du Soudan, voir (en Arabe) Yussuf Abu Qurun, Les grandes tribus du Soudan: un aperçu sur leur vie et traditions, Imprimerie officielle de Khartoum, Khartoum, 1969, voir aussi Al-Bashir, Problems of Resettlemnts of Immigrants..., op. cit. pp.8-14.

Il faut mentionner que nous avons eu des interviews avec certains leaders de certaines de ces tribus arabes et non-arabes, durant notre travail sur le terrain, notamment avec les leaders des tribus des Bani Amer, des Homran, des Rachaida, des Dinka, des Shilluks et des Nuer.

149 Cf. Al-Bashir, Problems of Settlement of..., op. cit, p.9.

150 Durant le travail sur le terrain dans ce pays, il a été noté qu'une partie de la population du Nord est d'origine maghrébine et garde encore son nom jusqu'à présent. L'accueil qui nous a été réservé par les membres de cette population lors de certaines de nos interviews était exceptionnel.

151 Il y a eu un mouvement constant de population de l'Ouest vers l'Est de l'Afrique et notamment vers le Soudan avec les pèlerinages vers la Mecque. Certains pèlerins résidaient temporairement au Soudan avant ou après le pèlerinage, quelque fois pour une longue période et même définitivement. C'est ainsi que des quartiers tout entiers à Khartoum sont formés par des personnes originaires de l'Afrique du Nord, notamment du Maroc. D'autres villes de l'Ouest sont d'origine du Nigéria.

Le choix s'est fixé également sur le Soudan parce que c'est le seul pays afro-arabe qui a érigé véritablement le droit musulman comme le seul droit de l'Etat depuis 1983 et surtout avec le gouvernement islamiste du Général Al-Bashir depuis 1989.

Le Soudan est un pays très représentatif de la situation des réfugiés et personnes déplacées en Afrique et dans le Monde arabe. De plus, la répartition des affaires des réfugiés et des personnes déplacées entre deux organismes étatiques spécialisés, le COR et le COD, était d'un grand secours pour la conduite de cette étude. Par ailleurs, les relations de travail entretenues à Oxford avec certains chercheurs soudanais sur la question de l'asile et les réfugiés et les encouragements de la part de la Directrice du Refugee Studies Programme de l'Université d'Oxford (une spécialiste de la migration forcée au Soudan) et du Directeur de la Protection Internationale au siège du HCR à Genève à entreprendre ce travail, ainsi que l'assistance trouvée auprès de ces deux institutions avaient largement aidé à la conduire de la recherche pratique au Soudan.

Le travail sur le terrain au Soudan était conduit dans la région Est du pays et à Khartoum. Le choix de ces deux régions pour l'investigation s'explique par le fait qu'elles étaient à l'époque de la recherche (décembre 1991/février 1992) les seules parties du pays où nous pouvions nous rendre pour conduire notre enquête sans risque. Au moment de la recherche sur le terrain, la guerre civile sévissait à l'Ouest du pays (notamment à Darfur) et il nous était impossible de nous rendre dans la région. De plus, les conflits armés entre le gouvernement soudanais et les rebelles du Sud d'une part et entre les rebelles entre eux d'autre part avaient causé beaucoup de déplacements dans le Nord du pays et avaient rendu impossible tout voyage au sud du pays. La seule partie du pays où il était donc sûr et sans risque d'entreprendre notre travail sur le terrain était la région Est du pays et la capitale Khartoum.

De plus, la capitale et l'Est du pays étaient les meilleurs parties du pays où il était possible pour nous de tester les hypothèses de notre étude. Les premiers réfugiés à l'Est du Soudan furent reçus par les chefs des tribus de la population locale avant qu'ils aient établi des contacts avec les représentants du gouvernement. Les camps de réfugiés à l'Est et ceux des personnes déplacées aux alentours de Khartoum offraient la possibilité de conduire des interviews auprès de personnes issues de différentes cultures, origines et religions. Par ailleurs, aussi bien la population de Khartoum que celle de l'Est du pays est une population très diversifiée et l'installation des réfugiés et des personnes déplacées parmi elles avait pris plusieurs formes et donné lieu à différentes réactions. Tous ces éléments facilitaient donc notre recherche pratique au Soudan.

D'un autre côté, d'autres facteurs nous avaient aidé à conduire cette recherche: la grande tradition juridique du pays qui se traduit par une publication organisée des textes relatifs à la question de notre étude, ajoutée à la grande organisation et les facilités de recherche à la Faculté de droit de Khartoum et surtout à l'Institut des Etudes Africaines et Asiatique (malgré le peu de moyens dont ils disposent); et la grande qualité des chercheurs de ces institutions (malgré les grands problèmes auxquels se trouvaient confrontés plusieurs parmi eux au moment de notre présence dans le pays) avaient beaucoup stimulé notre recherche[152].

La grande assistance et les encouragements trouvés au sein des offices soudanais pour les réfugiés et les personnes déplacées aussi bien au niveau des facilités de documentation que de préparations des interviews était un autre élément qui nous avait aidé à conduire à bien notre étude au Soudan.

Nos visites fréquentes aux sièges du Ministère de la Justice, de la Cour Suprême et aux locaux de certains tribunaux et arrondissements de police à Khartoum et dans les différentes villes visitées à l'Est du pays nous avaient permis de conduire des interviews instructives et de se procurer des documents assez importants pour notre confrontation du droit à sa pratique. De plus, la grande disponibilité des experts de la question et de certains responsables

COPYRIGHT PROTECTED

152 Nous avons bénéficié de plusieurs lettres d'introduction de la part de la Directrice de l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques de l'Université de Khartoum. Durant notre rattachement à cette institution, nous avions suivi avec admiration les activités de sa Directrice qui a confirmé notre croyance dans la grande capacité intellectuelles des femmes afro-arabes.

gouvernementaux et des délégués des OI et ONG installées dans le pays, ainsi que le grand enthousiasme des réfugiés, des personnes déplacées et de la population locale à répondre à nos questions (quelquefois fort embarrassantes) avaient contribué à la prolongation de notre séjour au Soudan (prévu pour un mois seulement) et à l'approfondissement de notre enquête[153].

II. L'étude sur le terrain

Le travail fut conduit du 9 décembre 1991 au 9 février 1992. L'étude était conduite en premier lieu dans la capitale du pays, Khartoum, puis dans tout l'Est du pays. L'objectif principal de l'étude était de poser et de répondre à des questions préparées à l'avance[154].

A Les questions posées

Les questions posées durant l'enquête sur le terrain étaient variées et concernaient plusieurs thèmes. Elles avaient pour but de savoir:

1 - Si le concept de l'asile dans l'Islam dans le sens de devoir, droit et protection effective à tout demandeur d'asile et de migrant involontaire était appliqué en théorie, en pratique ou dans les deux cas dans le Soudan à gouvernement islamiste.

2 - Quelles étaient les règles musulmanes et les traditions africaines relatives à l'asile et la migration forcée qui étaient incorporées dans la législation soudanaise sur l'asile et quelle était la définition adoptée pour caractériser les demandeurs d'asile qui étaient venus de l'Ethiopie et de l'Erythrée et du Sud Soudan ?.

3 - Est ce que la société soudanaise connaissait les principes musulmans et traditionnels et les règles juridiques relatives à l'asile et à la *hijra* et est ce qu'elle les appliquait dans son attitude à l'égard de ses hôtes? Cette attitude changeait t-elle avec le changement de l'origine de la personne ou de sa religion?

En relation avec cette question, quelle idée se faisait la population locale du statut de réfugié et de personne déplacée? Ces migrants involontaires étaient-ils considérés comme des personnes appartenant au même groupe éthnique ou à la même religion et qui avaient besoin de protection comme des frères musulmans ou africains ou simplement comme un fardeau lourd à supporter?

4 - Quel était l'impact de la population réfugiée et déplacée sur la population locale et quelle influence avait cette dernière sur le gouvernement soudanais, les décisions prises et les procédures adoptées dans ces domaines et vis-versa?

5 - Est ce que la population déplacée au Soudan était consciente de ses droits et devoirs? Se referait elle au droit positif soudanais ou aux traditions et aux religions dans son attitude à l'égard des ses hôtes?

6 - Quelle était la perception des autorités soudanaises et des experts du statut de réfugiés et personnes déplacées au Soudan? Est ce que ce statut était conçu en termes traditionnels ou modernes?[155].

---

153 Voir en annexe la reproduction de quelques interviews.

154 Le cours sur les méthodes de recherche sur le terrain dispensé par l'Université de Londres et que nous avions suivi durant notre rattachement au Refugee Studies Programme, ainsi que les différentes discussions que nous avions eu avec des anthropologues de cette université nous étaient d'un grand secours pour conduire notre travail sur le terrain.

155 Pour plus de détails sur les questions posées lors des interviews, voir les annexes relatives à notre travail sur le terrain.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

B La méthodologie adoptée

Le travail au Soudan consistait en une étude théorique et pratique. L'étude théorique était un travail socio-juridique et revenait à confronter la théorie de l'asile à sa pratique dans le pays. Les techniques utilisées pour la collecte de l'information furent diverses: des interviews de personnes et de groupes de personnes, des observations personnelles et des recherches sur des documents. Nous avions débuté cette étude par une analyse des textes juridiques disponibles relatifs à notre thème. Elle fut suivie par des interviews dont le but était de comparer les textes à la pratique et à analyser la conception des gouvernants de la question.

Trois types de questionnaires furent ainsi préparés à l'avance. Le premiers s'adressait aux agents gouvernementaux et des représentants des OI et des ONG travaillant avec les réfugiés et les personnes déplacées. Le second était destiné à la population locale, les chefs de tribus, les leaders de communautés et les experts dans le domaine de l'asile, des droits de l'homme et de la migration. Tandis que le troisième questionnaire concernait les réfugiés (urbains et ruraux installés spontanément ou dans des camps) et les personnes déplacées principalement à Khartoum et ses alentours[156].

Les interviews furent conduites aussi bien à Khartoum que dans les endroits visités à l'Est du pays; elles furent effectuées de façon individuelle et collective[157]. Plus de 90 personnes et 25 groupes de personnes furent interviewés à Khatroum, à Showak, Kassala, Port Soudan, Garora, au Caire, à Londres et à Oxford. Les enquêtes eurent lieu aussi bien dans des centres urbains que dans des campagnes et dans les différents camps de réfugiés et de personnes déplacées visités. L'échantillon choisi est très divers parmi les trois catégories de personnes interrogées. Pour cerner tous les points de vues, des interviews furent également entreprises avec des personnes soudanaises exilées en Angleterre originaires aussi bien du Sud que du Nord du pays[158].

Le voyage au Caire avait pour but de s'informer auprès de la représentation du HCR (responsable pour les réfugiés du Moyen Orient mais aussi des Somaliens) sur le sort d'un bateau de somaliens auxquels l'asile fut refusé à Oman, au Yémen, en Arabie Saoudite et en Egypte. Il fut accordé au Soudan à ceux qui l'avaient demandé, mais peu parmi eux l'acceptèrent et la majorité parmi eux avait préféré se rendre en Egypte ou dans les pays du Golfe.

Les camps de réfugiés visités à l'Est furent: Abuda, Wad al Hillaw, Abu Rakham, le village Hanan, Tawawa, Tenedba, Wad Sheriffi, Garora et Assotriba[159]. Pendant la visite faite au camps des personnes déplacées,le Djebel Awliya, situé approximativement à 45 km. de Khatoum, les leaders des communautés (Salatins) Nuers, Dinka, Shilluk furent interviewés au sujet des traditions d'asile dans les sociétés africaines du Sud du Soudan.

Des contacts eurent lieu durant ce travail sur le terrain avec les autorités gouvernementales responsables de l'octroi de l'asile et des réfugiés à différentes degrés, au niveau des ministères de l'Intérieur, de la justice et du travail; dans l'Office pour les réfugiés (COR) et l'Office pour les personnes déplacées (COD). Plusieurs agents appartenant à des organisations internationales ou non-gouvernementales furent interviewés: du HCR (à Khartoum, Gadaref, Showak et Port Soudan), du Programme alimentaire mondial (PAM), de

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

156 Voir annexes.

157 Voir carte des déplacements effectués et des endroits et camps visités lors de cette étude sur le terrain.

158 Nous avions choisi parmi ces exilés deux personnes assez représentatives: la première femme députée au Soudan et actuellement Présidente de Women's International Democratic Federation (La Fédération démocratique internationale des femmes), Madame Fatima Ahmed Ibrahim et un ex-ministre issu du Sud Soudan, M. Bona Manwal.

159 Le manuel Showak Handbook, préparé par le COR sur les camps de réfugiés à l'Est du Soudan et publié par the Refugee Settlement Administration en 1990, nous avait éclairci sur la situation de ces camps et nous avait permis de choisir ceux que nous avions visité. voir, en annexe, la carte de nos déplacements

Mounaddamat ad-dawaa al-islamia, de Sudan Aid, d'organisation chrétiennes et islamiques d'assistance pour les réfugiés et les personnes déplacées parmi d'autres[160].

Des questions furent adressées également à des experts et des universitaires soudanais, parmi eux le théoricien de l'actuel régime islamiste: le Docteur Hassan Tourabi et le chef de la commission des reformes des lois, le Procureur Général: le Docteur Abdel Rahman El-Khalifa[161]. L'objectif des interviews des responsables du gouvernement islamiste soudanais était de connaître leur conception de l'asile et son impact sur la politique soudanaise dans le domaine des réfugiés et des personnes déplacées[162].

Certes, plusieurs difficultés furent rencontrées durant notre travail sur le terrain: des problèmes de transport et d'autorisations gouvernementales pour se déplacer dans le pays ou visiter les camps de réfugiés et de personnes déplacées, les conséquences des couvres-feu permanents, certaines harassements de la police et notamment de la police nouvellement crée, les milices populaires, mais dans l'ensemble nous avions pu conduire notre étude sans problèmes majeurs. Nous avions reçu de l'aide et l'assistance aussi bien des OI et ONG (notamment du HCR et du PAM) que de certaines organismes soudanais (Université Khartoum, du COD et surtout du COR).

La connaissance de la langue arabe était un grand atout dans la conduite de cette recherche, mais nous étions parfois dans l'obligation d'utiliser les services d'un interprète pour les interviews conduites avec certaines personnes originaires du Sud ou de l'Est telles que les Bani Amir dont la langue maternelle est le Tigrinia.

C Le résultat global de l'étude sur le terrain

Le résultat global de la recherche sur le terrain peut être résumé en ce qui suit:

1 - La pratique de l'asile de la part de la population et du gouvernement est plus humaine et plus avancée que les réglementations juridiques relatives à l'asile, aux réfugiés et aux personnes déplacées.

2 - La réception des réfugiés et des personnes déplacées se réfère parfois beaucoup plus au droit international de la part des responsables gouvernementaux qu'au droit musulman, alors que pour la population locale, les réfugiés et quelque fois les personnes déplacées se réfèrent surtout à l'Islam et aux traditions.

3 - Le droit moderne et même islamique de l'asile n'est pas connu par la majorité des réfugiés, des populations locales, par presque la plupart des experts interviewés et par plusieurs représentants du gouvernement et des organisations internationales et non-gouvernementales interviewés. Le droit semble, à la lumière de cette enquête, complètement absent des esprits de ceux qu'il est supposé gérer. Plusieurs des personnes interrogées ignorent l'existence d'un droit sur les réfugiés et assimilent facilement le COR et le COD au gouvernement soudanais et le HCR et les ONG étrangères à des organismes de charité.

4 - Les lois concernant les réfugiés et l'attitude à leur égard diffèrent de celles concernant les personnes déplacées.

5 - Dans l'ensemble, la religion du demandeur d'asile n'influe pas sur la décision de lui accorder l'asile mais il a été constaté qu'il y avait une préférence nette pour les musulmans parmi les populations du Nord et de l'Est du pays ainsi que parmi certains responsables, notamment pour les réfugiés erythréens. Par ailleurs, selon certaines interviews conduites auprès de personnes déplacées du Sud, la

160 Voir liste des agents d'organisations internationales et non-gouvernementales interviewés qui figure en annexe.

161 Voir en annexe l'interview conduite avec le Docteur Hassan Tourabi et A. EL Khalifa.

162 Voir la liste de ces experts interviewés annexée à cette étude.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

conversion à l'Islam (en apparence sans conviction) était une stratégie utilisée parfois pour se rapprocher de la population du Nord ou des responsables soudanais.

6 - Malgré la situation économique difficile dans le pays, les réfugiés (souvent à l'opposé des personnes déplacées) ne sont pas rendus responsables des problèmes économiques du pays. Certaines personnes interrogées avaient même déclaré que c'était un devoir pour le Soudan de protéger ceux qui fuient la guerre et qui ont besoin de protection et que c'est un droit pour eux de trouver un refuge dans le pays. Par contre, la plupart des réfugiés et même les personnes déplacées interviewées n'ont pas trouvé que c'était un droit pour eux de trouver l'asile dans le Nord du pays, ils ont considéré que l'octroi de l'asile est un acte généreux de la part du gouvernement et de la population hôte.

7 - Plusieurs des groupes éthniques frontaliers entre le Soudan, l'Erythrée et l'Ethiopie (à l'exemple les Bani Amir) avaient les mêmes coutumes et traditions. Leur accueil des demandeurs d'asile s'inscrivait donc dans la tradition d'hospitalité à l'égard des personnes issues de la même ethnie ou ayant la même religion ou langue[163].

Durant les divers déplacements entrepris lors de notre recherche sur le terrain au Soudan, nous avions constaté que des réfugiés et des personnes déplacées se trouvaient partout dans le pays. Nous avions souvent demandé pourquoi un pays aussi pauvre que le Soudan accueille t-il les réfugiés. Fréquemment, la réponse à cette question était que c'était une tradition humanitaire de porter secours à une personne en danger.

SOUS-SECTION II

ASILE ET MIGRATION FORCÉE AU SOUDAN

Comme il a été développé dans le chapitre sur l'asile traditionnel, l'asile dans le Soudan prè-indépendant était un asile traditionnel jusqu'à l'arrivée des Européens qui ont introduit la notion de frontière géographiques au sens moderne du terme et ont institué des restrictions à la liberté de mouvements des peuples colonisés, et donc à un certain changements dans la tradition de l'octroi de l'asile par ces peuples. Après l'indépendance du Soudan, les afflux de réfugiés et des personnes déplacées ont été d'une ampleur jamais connue auparavant.

Avant l'arrivée des Européens, les populations qui avaient émigré au Soudan provenaient principalement des frontières Ouest et Est du pays, elles s'étaient dirigées pour la plupart au Nord. De l'examen des archives nationales soudanaises relatives à cette période, il apparait qu'il n'y avait pas de distinction entre le concept de réfugié et d'immigrant, le terme immigrant était utilisé pour celui de réfugié.

C'est surtout après l'indépendance du pays que nous avons assisté à des afflux de populations du Sud vers le Nord et à une distinction entre le migrant, la personne déplacée et le réfugié. La grande partie des migrations au Soudan indépendants étaient des migrations de réfugiés et de personnes déplacées.

I. Le Soudan: pays d'asile depuis toujours

Le Soudan a toujours été et reste toujours sur le plan pratique le pays de l'hospitalité et de l'accueil des étrangers. Cette hospitalité n'est pas seulement considérée comme une obligation

163 La réception des réfugiés erythéens des Bani Amir à Garora en 1967 et en 1984 par les Bani Amir du Soudan était basée beaucoup plus sur ces traditions en toute ignorance du droit moderne des réfugiés. C'est ce qui ressort des interviews conduites auprès de réfugiés et de populations hôtes en janvier 1992 à Garora.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

religieuse mais aussi comme une culture sociale. La société soudanaise est d'ailleurs en grande partie issue de mouvements migratoires.

Selon un spécialiste de la question de la migration et des réfugiés au Soudan, le Docteur Abd Al-Rahman AL-BASHIR, une grande proportion de l'actuelle population du Soudan est le fruit de plusieurs migrations africaines et arabes[164].

Avant le XXè siècle les afflux de populations au Soudan eurent surtout lieu à partir de deux pôles: les africains provenaient de l'Ouest et les Arabes de l'Est.

A Les afflux de populations arabes dans le Soudan pré-moderne

L'adjectif pré-moderne est utilisé pour signifier le Soudan soumis au droit traditionnel de l'asile et de la migration, c'est à dire avant l'introduction du droit moderne de l'asile et les réfugiés.

Les différentes migrations arabes eurent lieu avant et après l'avènement de l'Islam. Ils furent motivés par les relations commerciales, puis par la persécution religieuse et par la recherche d'asile dans le continent africain[165].

Des contacts culturels entre le Nord du Soudan et le monde arabe eurent lieu principalement à travers l'Egypte. Ces contacts existaient déjà depuis les années 3000 avant J.C. Dans les années 750 avant J.C., l'actuel Nord Soudan avait dominé l'Egypte, mais dans les années 660 avant J.C., les Assyriens reconquirent l'Egypte et expulsèrent les soudanais Kushites qui se réfugièrent au Soudan et fondèrent la ville de Meroe à 150 Km de la ville actuelle de Khartoum. Ils furent dans les années 350 envahis par les éthiopiens[166].

Comme il fut exposé dans le chapitre I de la partie I de cette recherche, en 614, au début de l'Islam, une partie des premiers convertis musulmans avaient trouvé refuge en Abyssinie (qui comprenait alors le Nord Soudan) contre les persécutions des Mecquois. La grande partie de ces musulmans retournèrent en Arabie mais quelques uns restèrent dans leur pays d'asile[167].La migration des arabes au Soudan se trouva accentuée avec l'accession de l'Egypte à l'Islam et la formation de l'empire musulman[168]. Vers le XIè siècle après J.C, une partie du Soudan fut acquise au Christianisme, mais à partir du XIIè siècle l'Islam commença à avoir une grande influence dans le pays. A différentes époques, plusieurs réfugiés politiques arabes,

---

164 Pour une analyse détaillée du problème de la migration forcée au Soudan depuis l'antiquité jusqu'au années 1978, voir Abd Al-Rahman Ahmed Al-Bashir, Problems of Settlement of Immigrants and Refugees in Sudanese Society, op.cit.

Le Docteur Al-Bashir fut Commissaire pour les réfugiés au Soudan à deux reprises. Nous avions travaillé avec lui durant son dernier attachement à RSP à Oxford en tant que chercheur en 1991. Il figure parmi la liste des experts interviewés pour notre travail sur le Soudan.

165 Voir pour des développements sur les migrations arabes et musulmanes en Afrique, Abd-Arrahman Outhmane, (en arabe, Al-jaaliyatou al-arabiyatou wa al-islaamyatou fi ifriqia), les communautés arabes et musulmanes en Afrique, Diraasaat Ifriqia (Etudes africaines), majallatou jaamyatou ifriqia al-alamya (Revue de l'Université internationale africaine), Khartoum, No.8, décembre 1991, pp. 101-129.

166 Cf. Al-Bashir, Problems of Resettlement of Immigrants and Refugees..., op. cit. pp.14-15.

167 Sur la *hijra* des Arabes en Abyssinie et les différentes déplacements des omayyades au Soudan, voir Bashir Ibrahim Bashir, (en Arabe), L'origine omayyade au Soudan (Al-asl al-amawi fi bilaad as-soudan) in Revue des études Africaines (Majallat Ad-diraasaat As-soudania), Publication de l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques de l'Université de Khartoum, No. 1, Vol.4, juin 1973, pp.138-147.

168 Voir sur les migrations arabes au Soudan depuis l'islamisation de l'Egypte, Docteur Yussef Abu Al-Fadl (en Arabe, Moqqadima fi Taarikh Al-Maalik al-Islaamiya fi charq Assoudan) Introduction à l'histoire des mamaalik musulman dans l'Est du soudan: 1450 - 1861), Publication de l'Université de Khartoum, 1989, pp. 7-17; voir aussi, Al-Bashir, Problems of Resettlement..., pp. 15 et s.

Pour le Professeur Yussef Abu Al-Fadl, lorsque Ibn Khaldoun parle dans ses écrits de "*Habasha*" et des migrations des populations arabes en Afrique, il s'agit en fait d'un terme général qui englobe le Soudan.

FONTES RIA - BIBLIOTHEQUE

notamment des Omayyades et leur adhérents ont trouvé asile au Soudan à la suite de leur persécution aussi bien au Machreq qu'au Maghreb arabes[169]. Parmi ceux qui appuyaient les Omayyades et qui avaient choisi de fuir au Soudan avec eux figuraient certains adhérents de la secte musulmane des *Khawarij*, les *Ibadites*. Il y avait également une grande proportion de population berbère du Maghreb[170].

Petit à petit, l'influence arabe s'était faite sentir au Soudan, mais c'est seulement à partir du XVIème siècle qu'une partie du pays fut "arabisée" avec l'installation du sultanat du Fung à Sennar[171].

Depuis lors, les afflux de populations arabes ne se distinguaient plus de l'Islam. Le pays fut soumis à l'influence arabo-musulmane jusqu'au XIXè siècle lorsque les soudanais musulmans se révoltèrent contre le despotisme des turcs alliés aux Britanniques en Egypte. Cette révolte fut conduite par Mohammad Ahmad Al-Mahdi en 1881 qui avait pour objectif d'expulser tous les étrangers du pays afin de purifier l'Islam[172].

Le Mahdi lutta pendant quatre ans mais il meurt en 1885. En 1989, l'Etat mahdiste avait disparu pour laisser place à un condominium anglo-egyptien. La résistance commença alors contre les britanniques en Egypte et le pays fut le théâtre de plusieurs mouvements de populations aussi bien au Sud qu'au Nord du pays.

Certes, les réfugiés arabes trouvaient toujours asile au Soudan contre les persécutions causées par la différence des sectes religieuse ou par des divergence d'opinions politiques. Seulement, la plupart de ces réfugiés étaient des cas individuels et très peu d'entre eux s'installaient définitivement dans le pays. Le plus souvent ces réfugiés continuaient leur route vers les pays de l'actuel Maghreb et surtout vers le Maroc considéré comme l'endroit le plus sûr et le plus loin des ennemis du Moyen Orient[173]

C'est seulement au XIX siècle que l'afflux de groupes de réfugiés arabes eurent lieu au Soudan. Ces afflux furent causés par des événements dramatiques en Egypte et en Arabie dus à l'implantation de l'impérialisme dans la région et aux luttes fratricides pour le pouvoir entre les musulmans. C'est ainsi qu'en 1811 des réfugiés mamelouks égyptiens trouvèrent asile au Soudan après leur massacre par Mohammed Ali[174]. Il s'installèrent à Dongula.

De plus, la sécheresse et la recherche des pâturages avaient toujours poussés des tribus arabes à chercher un refuge contre la faim dans les riches vallée du Nil. Un exemple de ces tribus arabes réfugiées de l'Est est celui des *Rachaida* installés actuellement à l'Est du pays, dans la région de Tokar.

B Les afflux de populations africaines réfugiées de l'Ouest: les *fellata*

Comme nous l'avions mentionné auparavant, dans le Soudan d'avant le XXè siècle, aucune distinction ne se faisait entre la notion de réfugié et de migrant; la majorité des populations déplacées à cette époque étaient considérée comme des migrants involontaires.

En ce qui concerne les déplacements des Africains au Soudan, il faut noter que depuis toujours, ces déplacements eurent lieu de l'Ouest vers l'Est et pour plusieurs raisons. Ces

---

169 Pour plus de détails sur ce point, voir Bashir Ibrahim Bashir, L'origine omayyade au Soudan, op. cit. pp.138-141.

170 Ibidem, pp.142-143.

171 Sur les relations entre les Arabes et le Soudan, voir Docteur Fadl Hassan, (en Arabe, Diraasaat fi Tariihk Assoudan wa Ifriqia wa Bilaad Al-Arab) Etudes dans l'histoire du Soudan, de l'Afrique et de la terre arabe, Publication de l'Université de Khartoum, Khartoum, 1989.

172 Ibidem, p. 16.

173 On peut citer l'exemple du réfugiés Idris I qui fonda la dynastie des Iddrisside au Maroc.

174 Cf. Ibidem. p.19.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

raisons étaient religieuses, légendaires, économiques, politiques et écologiques. Dans le Soudan avant le XXè siècles, les migrations forcées d'Africains de l'Ouest eurent lieu pour l'une ou pour plusieurs de ces raisons. La population soudanaise originaire de l'Afrique de l'Ouest avait pris le nom de *Fellata.*

Depuis l'islamisation des peuples de l'Afrique de l'Ouest, ces populations avaient commencé à se déplacer au Soudan, sur leur passage à l'Est, en vue du pèlerinage à la Mecque. Mais leur afflux massif eut lieu surtout au XIXè siècle et continua jusqu'aux années 1970[175]. Dans les années 1980, on estimait qu'environ 2 millions de personnes au Soudan étaient d'origine ouest-africaine, ce qui représentait 10% de la population totale[176].

a La migration des Fellata

L'islamisation de l'Afrique noire à partir du Nord principalement dixième et au onzième siècles, donna naissance à plusieurs royaumes musulmans noirs au Mali, au Ghana, au Nigéria[177],. Cependant, c'est surtout à partir du XVIII siècle que l'Islam était devenu la religion prédominante en Afrique de l'Ouest. Des mouvements conduits par des savants de l'Islam, les *ouléma*, donna naissance à la révolution des *Fulani*, au Nord du Nigéria, sous le leadership de SHEHU UTHMAN DAN FODIO, résultant dans un jihad et l'installation du califat de Sokoto (1817-1859). A Massina, AHMADU IBN HAMMADI avait conduit lui aussi un *jihad* contre les dirigeants Bambara et créa lui aussi un califat musulman en 1818.

Tous ces événements eurent de grandes répercussions sur la région et donnèrent lieu à de grands mouvements de populations vers l'Est et notamment vers le Soudan.

Les Fellatas comprennent les groupes éthniques les *Fulani* qui sont connus sous d'autres noms ailleurs, les *Wolof* ou les *Peules* en Français, en Gambie ils sont connus sous le terme Bambara de *Fula*, au Tchad sous le terme *Kanuri* ou *Fellata*. Les autres composantes des *Fellata* sont les *Hausa*, formés eux même de différentes groupes éthniques; les *Bornu* formés principalement des *Béribéris* ou *Kanuri* et finalement les *Borgu*[178].

Les *Fellata* sont connus pour leur strict adhérence à l'Islam et leur enseignement de l'école malikite. Leur interprétation de cette école islamique pourrait expliquer leur obsession du *hajj* (pèlerinage). Les premieres raisons de leurs mouvements vers l'Est s'expliquaient par leur volonté de se rendre à la Mecque, mais d'autres raisons s'étaient ajoutées à leur obligation de se déplacer.

Les nomades *Fulani* sont dits d'origine hébraïque convertis à l'Islam. Selon la légende, ils arrivèrent comme réfugiés de l'Egypte après la chute des rois shéphardes Hyksos qui avaient envahi l'Egypte dans les années 2000 avant J.C. Plusieurs cherchèrent asile dans l'actuelle Libye. Une grande partie de leur traditions actuelles et leurs affinités avec la société juive confirment leur origine judaïque[179].

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

---

175 Cf. Ibidem, pp. 19 et s.

176 Cf. Mohammad El Awad Jalal Ad-dine & Mohammad Yusuf Ahmad Al-mostafa, (en arabe) La migration externe et la migration interne au Soudan, Publication du Conseil Nationale de la Recherche Scientifique, Conseil des Recherches Economiques et Sociales, Université de Khartoum, Khartoum, 1979, p.16; voir aussi Al-Bashir, Problems of Settlement..., op. cit., p. 22.

177 Voir, Lewis I.M. (Ed) Islam in Tropical Africa, Oxford University Press, 1966, pp.15 et s.; Fage J.D., A History of West Africa, Cambridge University Press, 1969, pp. 4 et s.

178 Pour plus de développements voir

179 Cf. Morel E.D., Affairs of West Africa, Frank Cass and Co, Second Edition, 1968, pp.136-146; Palmer H.R. Delafosse's Account of the Fulani, reprinted from the Journal of the African Society, 1914, p.195; cités par Al-Bashir, p.80 et p.81.

Les *Fellata* se sont installés au soudan sur une zone s'étendant de la Province de Darfur à l'Ouest jusqu'à Kassala à l'Est en passant par Kordofan, Al-Jazira, Le Nil bleu et Gadaref[180].

b Les causes des déplacements des *Fellata* au Soudan

Plusieurs raisons expliquent les mouvements des *Fellata* vers le Soudan: religieuses, politiques, économiques et écologiques.

1. Le pèlerinage à la Mecque comme raison des mouvements vers l'Est

La première de ces raisons était le pèlerinage à la Mecque. selon la religion musulmane le pèlerinage est une obligation de tout musulman. Mais la décision de se rendre en Arabie était fréquemment prise pour d'autres raisons également: fuir une persécution politique ou religieuse, échapper à un désastre écologique, aller à la rencontre du *Mahdi* etc...[181]. Pour Umar Al-Naqar:

> "The movements of West African peoples Eastward has been affected to different degrees and at different times by impelling concepts such as legendary beliefs, doctrinal convictions or historical occurrences of political significance. The basic fascination of the East for West African Muslims has been the presence in that direction of the original homelands of Islam and the Holy Places of that religion"[182].

Avant le XIXè siècle, les routes de pèlerinage suivaient les routes sahariennes du commerce partant de Fès jusqu'en Egypte en passant par Darfur à l'Ouest du Soudan. A partir du XIXè siècle, le pèlerinage par la route du Nil et par d'autres routes du Sud commença et attira beaucoup plus de pèlerins[183].

Plusieurs de ces pèlerins qui voyageaient souvent avec leurs familles choisissaient de s'établir dans les pays qu'ils traversaient et plusieurs parmi eux s'installaient ainsi au Soudan.

2. La tradition mahdiste et la hijra vers l'Est

Le Califat de Sokoto eut une influence directe sur les migrations d'origine africaine à l'Ouest du Soudan et ce à cause des enseignements de Shehu Uthman Dan Fodio relatifs à la théorie du *Mahdi* et à son attente[184]. Dans son ouvrage *Bayan Wujub al-Hijra* (Proclamation de la nécessité de la migration) Dan Fodio mettait un accent sur l'importance de fuir la persécution, à l'exemple de la fuite du Prophète de la Mecque et sa *hijra* à Médine[185]. La *hijra* et l'asile de l'Ouest vers l'Est devenait une nécessité de la crise qui régnait dans la région au XIXè siècle. La nécessité de la *hijra* de la terre de l'injustice et de la persécution politique pour aller à la rencontre du sauveur, le *Mahdi*, se confondait souvent avec l'obligation de se rendre en pèlerinage à la Mecque[186].

---

180 Voir M.A. Jalaal Ad-Din & M.Y. Ahmad Al-Mostafa, Migration externe et migration interne du Soudan, op. cit., p.16.

181 Sur le pèlerinage et les mouvements de populations de l'Ouest vers l'Est, voir Umar Al-Naqar, The Pilgrimage Tradition in West Africa, op.cit.

182 Ibidem, p.82.

183 Cf. Al-Bashir, Problems of Settlement of Immigrants..., op. cit. pp. 28 et s.

184 Sur les relations soudano-nigériennes dans le cadre de la *Mahdiya*, voir Docteur Abu Manqa (en Arabe), Al-alaqaat As-soudaniya An-nigiriya fi Itaar Al-Mahdiya, in Revue Diraasaat Ifriqiya, Université Internationale Africaine (Khartoum), No.8, décembre, 1991, pp.53-77.

185 Comme nous l'avions vu dans le chapitre I de la première partie, *Bayan Wujub al-Hijra ala al-Ibad* fut écrit par the Shehu ou Dan Fodio en 1806. L'auteur incite la population de la *Hausaland* (dans l'actuelle Nigéria) de quitter leur région et de se réfugier dans la région Est (au Soudan) qu'il qualifie de terre d'asile et de guerre sainte (*bilaad al-takfir, hijra* et *jihad*).

186 Cf. Al-Amin Abu Manqa; Al-Aaqaat As-soudaniya An-nigirya fi Itar Al-Mahdiya, op. cit. p.63.

COPYRIGHT - BIBLIOTHEQUE

La prophétie relative au *Mahdi* était que l'apparition du *Mahdi* allait être précédée d'une période de crises, des guerres civiles et de la sécheresse qui allaient causer de grandes *hijra* du Maghreb et de l'Ouest de l'Afrique dans la région du Nil et à la Mecque ensuite[187]. C'est ainsi qu'à la fin du XIXè siècle des déplacements massifs de populations eurent lieu vers le Soudan. En 1855, par exemple, Ibrahim Sharaf connu sous le nom de Abu Shar ou Mallam Dubaba arriva des terres Hausa avec plusieurs des ses adeptes au Soudan à la recherche du *Mahdi*. Plusieurs Soudanais rejoignirent ses rangs et plusieurs leurs descendants vivent toujours dans la pays.

Une autre *hijra* vers la Mecque à partir de l'Ouest , motivée par la recherche de la justice et de la protection du *Mahdi* ,fut organisée en 1878 par Maalam Yamusa, il fut cependant arrêté par les dirigeants du pays qui avaient peur de voir leur région dépeuplées[188]. La marche des populations vers l'Est était devenue au XIXè siècle un signe alarmant pour l'aristocratie africaine qui craignait de voir dans ces *hijrat* des mouvements de révolte contre leur règne injuste et anti-islamique.

La naissance du mouvement mahdiste au Soudan, ses luttes contre les Européens et ses différents déplacements dans le pays furent la conséquence des enseignements de la théorie du *Mahdi*, telle que développée par les écrivains et les leaders religieux du Nord et de l'Ouest de l'Afrique. Aussi, le mouvement mahdiste au Soudan trouva un grand appui chez les musulmans du Nord de l'actuel Nigéria qui effectuèrent plusieurs *hijra* vers le *Mahdi* au Soudan à partir de 1885[189].

3. *Les causes politiques des migrations forcées des populations de l'Ouest vers l'Est*

Le congrès de Berlin de 1884 divisa l'Afrique de l'Ouest entre la France et la Grande-Bretagne. L'occupation européenne incita le développement des mouvements islamistes anti-européens et la résistances contre l'occupation étrangère. La supériorité militaire européenne avait fait échec à cette résistance et la seule solution qui restait pour les musulmans africains était de ressusciter la théorie de la *hijra* des terres des incroyants et de la recherche du *Mahdi*. La *hijra* était considérée donc comme un moyen pour échapper à la persécution de l'occupant européen et pour éviter de tomber entre les mains des incroyants[190].

Ainsi, sous différentes leaderships, des migrations massives eurent lieu du Nord du Nigéria vers le Soudan, considéré alors comme une terre d'asile pour les musulmans de l'Ouest de l'Afrique et comme un point de départ de la *hijra* vers l'Est et le commencement du *jihad* sous le commandement du futur *Mahdi*[191]. Les migrants se considéraient comme des *Moujahidin* et des *chouhada* (martyres). En 1903, par exemple, après la défaite du khalifat de Sokoto, environ 25.000 personnes avaient immigrés de l'Ouest vers l'Est[192].

4. *Les causes économique et écologiques de la migration forcée dans le Soudan prè-moderne*

Les *Fellata* venaient au Soudan pour des raisons religieuses et politiques mais aussi pour des attractions économiques. Plusieurs parmi les pèlerins choisissaient de rester au Soudan avant ou après leur pèlerinage. La plupart des pèlerins étaient très pauvres, appartenant aux classes africaines les plus démunies et il leur était difficile soit de continuer le voyage vers l'Est soit de retourner dans leurs régions d'origine après leur pèlerinage.

---

187 Ibidem, p.30.

188 Ibidem, p.31.

189 Cf. Ibidem, p.32. Une ligue des *Ansar al-hijra* fut créée ainsi pour porter secours au *Mahdi* au Soudan.

190 Ibidem, p.33.

191 Ibidem, p.34.

192 Cf. Ibidem, p.35.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Aussi, le développement économique du Soudan vers les années 1920 incitait plusieurs populations africaines (surtout du Sud comme les Touareg) à trouver un refuge économique dans le pays[193].

Les sécheresses répétées (notamment dans les années 1887-1891) dans le continent africain poussaient également des milliers de populations africaines à trouver refuge aux bords du Nil[194].

Les confits armées dans l'Afrique prè-moderne contribuèrent également au phénomène des déplacements forcés des populations africaines, notamment des Fulani à la fin du XIXè siècle[195].

La plupart des migrations forcées des populations africaines de l'Ouest s'installèrent avant le XXè siècle à l'Ouest du pays dans la province du Kordufan, à Darfur mais aussi à l'Est du pays dans la province de Kassala et dans la région du Nil bleu. L'installation des populations réfugiées au Soudan ne posa pas de gros problèmes, le pays était encore gouverné par le droit traditionnel de l'asile. Les réfugiés et leurs hôtes musulmans considéraient encore que toute terre d'Islam était "*terre d'Allah*" et qu'ils avaient droit à la pénétrer et d' installer.

Il est vrai que le colonisateur européen avait crée plusieurs entraves aux mouvements de populations et avait contribué à dénaturer le droit traditionnel de l'asile dans les pays afro-arabes, mais il lui était assez difficile de mettre en pratique sa politique, étant donné les grandes similitudes de certains groupes ethniques et des pratiques religieuses des populations en mouvement.

Les afflux de réfugiés et les mouvements de personnes déplacées continuèrent durant toute la colonisation du pays. Les persécutions, le travail forcé, les Lourdes taxes et les divisions éthniques durant la colonisation causèrent de grands mouvements de populations involontaires[196]. L'asile accordé dépendait beaucoup plus de la volonté des colonisateurs, de leur intérêts, de leur législations ainsi que de leur traditions et coutumes[197].

Au XXè siècle, et plus précisément après l'indépendance du Soudan, la situation changea complètement, la migration forcée au Soudan devint très importante, elle avait subi progressivement de grands changements.

II. Réfugiés et personnes déplacées dans le Soudan indépendant

Le Soudan indépendant continua à accorder l'asile aux réfugiés provenant des terres voisines. Mais juste après son indépendance, il devint lui-même producteur de réfugiés et de personnes déplacées[198].

---

193 Ibidem, p.35.

194 Cf. Ibdi, p. 87.
Des exemples de sécheresses récentes furent celles de 1969 ou 1984 qui causèrent des déplacements massifs de populations africaines.

195 Ibidem, p. 87.

196 Sur les migrations forcées pendant la colonisation, voir Mekuria Bulcha, Flight and Integration: Causes of Mass Exodus from Ethiopia and Problems of Integration in the Sudan, Publication du Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Uppsala, 1988, pp. 18-19.

197 Voir les développements relatifs à cette question dans le chapitre III, section 2 de la seconde Partie de ce travail.

198 Pour une étude détaillée de la migration forcée à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan voir, Displaced Population study Group (DPSG), University of Juba, Ressource Guide to Displaced and Refugees Studies in the Sudan, by Ibrahim Elnur, Yassir Yacoub, Fatima El-Rasheed and Ahmed Karadawi, July 1992.
Il s'agit d'un document d'information sur la migration involontaire au Soudan. le groupe DPSG identifia plus de 60 institutions et organisations ayant une relation ou travaillant avec les réfugiés. Dans ce

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les réfugiés qui ont cherché asile au Soudan l'ont fait pour différentes raisons. Ces causes sont d'ailleurs communes à la plupart des pays d'asile en Afrique. Il s'agit généralement: des conflits sécessionnistes, de la lutte pour la libération du colonialisme, du rejet des frontières héritées du colonialisme, des hostilités éthniques et des persécutions religieuses ou politiques. Plusieurs parmi les réfugiés et les personnes déplacées du Soudan (à l'image de tous les migrants involontaires du continent africain) ont fui pour des raisons multiples: très souvent leur migration est due non pas à l'une de ces raisons mais à plusieurs.

Les guerres civiles causées par des mouvements sécessionnistes ou de libération nationale ont forcé des milliers de personnes à se déplacer à l'Est du Soudan de l'Erythrée et du Tigrée et des Soudanais du sud vers le Nord du pays ou vers les pays voisins. La discrimination contre des ethnies particulières avait donné lieu à des flux de réfugiés de l'Ouganda au Sud Soudan. La persécution politique mêlée aux attaques armées des populations civiles sont les grandes causes de la migration forcée de la majorité des réfugiés au Soudan, qu'ils soient venus de l'Ethiopie, du Tchad du Zaïre de l'Ouganda ou de l'Erythrée.

Jusqu'en 1992, lors du travail sur le terrain au Soudan, les plus grands rassemblements de populations se trouvaient au Sud, à l'Ouest et surtout à L'Est du pays. Quand aux populations déplacées, elles se trouvaient principalement à Khartoum.

A Les réfugiés au Soudan

Les statistiques officielles relatives aux réfugiés au Soudan (comme pour tous les autres pays africains) ne peuvent pas nous renseigner sur leur nombre exacte[199]. Plusieurs parmi eux ne reçoivent pas une aide du HCR, vivent en dehors des camps de réfugiés et sont donc difficiles à "comptabiliser". Au Soudan, il y a aussi des réfugiés *de juré* et *de facto*[200].

A la fin de 1990, le HCR estimait que 700.000 réfugiés éthiopiens et 26.500 autres réfugiés vivaient au Soudan et que seulement 370.000 des éthiopiens recevaient une assistance des Nations Unies, le reste étaient installé spontanément parmi la population soudanaise. La majorité de ces réfugiés vivent dans les campagnes, mais les réfugiés urbains constituent également une proportion assez importante de la population des villes soudanaises, particulièrement Khartoum, Kassala et Port Soudan[201].

Pour plus de 20 ans le Soudan indépendant fut une terre d'accueil pour les réfugiés affluant des pays voisins. La population réfugiée au Soudan fut pour longtemps éparse et diversifiée; au Sud: les Zaïrois et les Ougandais; à l'Est : les Erythréens et les Ethiopiens, à l'Ouest: les Tchadiens.

a Les réfugiés zaïrois

Les premiers grands afflux de réfugiés dans le Soudan indépendant commencèrent dans les années 1960 et furent originaires du Zaïre, après la rébellion dans le Nord-Ouest du pays. Leur nombre était approximativement de 10.000 et ils s'étaient installés spontanément parmi

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

document, les études sur les réfugiés sont mieux développées que celles relatives aux déplacements internes de populations.

199 Sur l'impossibilité d'avoir des statistiques sûres des réfugiés en général, voir Valery Citingar, "Réfugiés: le recensement impossible", in Jeune Afrique No. 1467 du 15 février 1989, p.56.

200 Sur cette question, voir Salah el-Dine El-Shazali Ibrahim, Refugees and the Crisis in the Sudan, intervention à la Conférence régionale sur la Migration au Soudan, organisée par le Comité National de la Population, Khartoum, 1-5 mai 1991, p.1.

201 Pour une étude détaillé du phénomène de l'asile au Soudan, voir John R. Rogge, Too Many Too Long, Rowman & Allanheld Publishers, New Jersey, 1985.

la population soudanaise[202]. Le Zaïre, appelé Congo Belge alors, était devenu indépendant le 30 juin 1960, mais juste une semaine après, la province la plus riche du pays, le Katanga (le Shaba aujourd'hui) décida la scission du pays. Un conflit s'était développé entre le Président Kasavubu et son Premier Ministre, Lumumba, donnant naissance à des confrontations dans tout le Nord du pays en 1964 et en 1965. Des atrocités et des déplacements massifs de populations eurent lieu dans la région et 9000 personnes environ avaient cherché asile au Soudan à cette époque. L'arrivée au pouvoir du gouvernement de Mobutu en 1965 n'avait pas incité tous les réfugiés zaïrois au Soudan à revenir dans le pays et d'autres afflux de réfugiés eurent lieu sous ce régime, notamment en 1968. Dans les années 1970, il y avait à peu-près 5000 réfugiés au Soudan et durant les années 1980 environ 4000[203]. En 1991, 4.500 zaïrois se trouvaient toujours au Soudan[204].

b Les réfugiés érythréens

L'exode de l'Erythrée vers l'Est du Soudan commença en 1962, juste après son annexion par l'Ethiopie[205]. En 1967, un flux de quelques 27.000 réfugiés érythréens était arrivé au Soudan, suivi d'un autre flux en 1969, à la suite de l'intensification de la confrontation entre le gouvernement éthiopien d'une part et le Front de libération de l'Erythrée (EPLF) et le Front de libération du peuple de l'Erythrée d'autre part[206]. En 1970, il y avaient environ 50.000 réfugiés érythréens au Soudan[207].

Dans les des années 1970, le flux des réfugiés érythréens au Soudan resta stable, mais avec la révolution de 1974 en Ethiopie et l'instauration du régime de Mengistu, leur nombre ainsi que celui des réfugiés éthiopiens s'était accru considérablement. Les confrontations de 1975-76 avaient forcé 50.000 personnes à chercher asile à l'Est du Soudan. En 1979, il y avait plus de 300.000 réfugiés érythréens au Soudan. La majorité parmi eux s'étaient installée dans les régions de Kassala, Wad Al-Hillaw, Port Soudan et Garora. Mais plusieurs parmi eux se trouvaient également à Khartoum durant notre travail sur le terrain.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

202 Pour plus de détails, voir: John R. Rogge, Too Many Too Long: Sudan's Tewenty-Year Refugee Dilemma, pp. 15-17.

203 Cf. Ibidem, p. 44.

204 Cf. US Committee for Refugees, World Refugee Survey, 1992, p.54.

205 Les origines du conflit en Erythrée remonte au XIXème siècle avant la division de l'Afrique par les puissances européennes. Lors du Congrès de Berlin de 1885, les Italiens s'étaient installés en Erythrée. Durant les années 1930, le développement économique de l'Erythrée avait atteind un degré supérieur à celui de l'Ethiopie et après l'invasion italienne de l'Ethiopie en 1935, il y avait une grande différence entre les deux régions. Après la défaite des forces italienne en 1941, l'Erythrée fut placée sous mandat britannique. Depuis lors, la question érythréenne avait commencé. L'ONU fut saisie de la question depuis les années 1950 et il lui était difficile de trouver une solution au problème. Finalement, il fut décidé en 1952 qu'elle allait devenir un Etat fédéré sous la souveraineté l'Ethiopie, l'un des deux seuls Etats africains indépendants à cette époque. Mais cette fédération ne dura pas longtemps..En Décembre 1962, l'Empereur Hailé SELASIE annexa l'Erytrée au reste de l'Ethiopie en déclenchant ainsi le début de la lutte armée pour l'indépendance de l'Erythrée. Les mouvements sécessionnistes qui s'étaient constitués furent d'abord le Front pour la libération de l'Erythrée (FLE), un mouvement à prédominance musulmane et à la fin le Front de libération du peuple de l'Erythrée constitué de musulmans et chrétiens. Il devint le mouvement de libération dominant. Voir pour plus de détails sur le problème érythréen, Eritrean Professionals Action Committe (EPAC), Facts on Eritra, EPAC Public Relations and Communication Task Force, Grambling USA, 1988.

206 A la différence par exemple des déplacements de populations causés par la guerre civile au Soudan où la majorité était internes, les mouvements des Erythéens étaient quasiment externes et vers un seul pays: le Soudan.

207 Cf. John Rogge, Too Many Too long, p. 47.

En 1980, le nombre des Erythréens et des Ethiopiens réfugiés au Soudan avait atteint 400.000[208]. En 1983, il y avait environ 400.000 érythréens au Soudan[209]. Leur nombre avait augmenté depuis lors. Ils étaient concentrés surtout dans deux provinces: celle de la Mer Rouge et de Kassala, visitées lors de notre travail sur le terrain.

Depuis 1991, les conflits armés avaient pris fin et des réfugiés érythréens commencèrent à retourner dans le pays. C'est ainsi que quelques 50 000 personnes sont retournées en Erythrée depuis qu'elle a acquis l'indépendance *de facto* en 1991, après trois décennies de guerre[210].

Un referendum pour l'indépendance de l'Erythrée fut organisé en avril 1992[211]. Le résultat du scrutin fut positif à 99,80% des voix des votants. Le 24 mai l'Erythrée avait célébré son l'indépendance et le second anniversaire de la Chute d'Asmara[212]. Toutefois, le premier président de l'Erythrée indépendante, Issais AFEWORKI, aura pour difficile tâche de rapatrier les 750.000 réfugiés dont 700.000 se trouvent au Soudan seulement[213].

L'indépendance de l'Erythrée mettra ainsi fin au statut de réfugiés de milliers d'Erythréens qui avaient cherché asile au Soudan et dans les pays arabes du Golfe. Cependant, cette indépendance risque de réveiller les différences sociales religieuses et ethniques[214]. Ces différences risquent de mener à une guerre civile[215]. Déjà, des signes de conflits ethniques, politiques et religieux ont commencé à s'annoncer dans le pays. Ces conflits peuvent donner lieu à de nouvelles migrations forcées. Dans un article sur l'Erythrée indépendante, Marc YARED fait état des dangers de dislocation interne qui menacent ce nouvel Etat qui ne constitue pas encore une nation homogène mais "une Ethiopie en miniature". L'auteur écrit à ce sujet:

> "Aussi grave que l'irrédentisme afar, le risque de rivalités entre chrétiens de langue tigrinya originaires des hauts plateaux et musulmans des bases terres utilisant l'arabe comme langue de communication interéthnique n'est pas imminent...."[216].

Il ajoute:

> "Passé l'euphorie de l'indépendance, les commandos du Djihad islamique érythréen, qui recrutent parmi les 700.000 réfugiés au Soudan et parmi les 120.000 émigrés en Arabie Saoudite, pourraient séduire bien des déçus..."[217].

---

208 Cf. Ibidem, p. 17.

209 Cf. Ibidem, p.48.

210 Cf. Torki Sorensen, Eritrea: "Life at the End of the Road" in Refugees, No. 90, July 1992, p.33.

211 Selon la radio érythréenne, 1,1 millions de personnes avaient participé à ce référendum qui vient finir une guerre d'indépendance qui a duré 30 ans.

212 L'acceptation de l'Erythrée aux Nations Unies porte à la fin mai 1993 le nombre des Etats membres de cette organisation à182; cf. journal Asharq Al-Awsat, No. 5295 du 28/5/1993, p.2.

213 Cf. article du quotidien marocain Al-Ittihaad Al-Ichtiraaki, en Arabe, "Naissance d'un Etat africain appelé Erythrée, du 24 mai 1993, p.1.

214 Ce problème fut résolu par les stipulations de la Charte de l'OUA sur l'intangibilité des frontières africaines et sur l'impossibilité de les remettre en cause. Ce principe fut accepté dés 1963 par la majorité des pays africains à l'exception du Maroc et de la Somalie.

215 En Afrique, l'intensité de ces guerres civiles pour l'autodétermination avaient donné lieu dans le passé à des migrations forcées très massives et à de graves violations des droits de l'homme, leur menace est présente partout dans le continent actuellement; cf. Othman Marghini, (en Arabe) L'Afrique: un continent sans espoir ou sans esprit?, in journal Asharq Al-Awsat, No. 5287 du 20/5/1993, p.11.

216 Cf. Marc Yared, "Indépendance. Après trente ans de guerre contre le pouvoir éthiopien, les sécessionnistes érythréens sont parvenus à leur fins". Le nouvel Etat, officiellement né le 24 mai, est militairement le plus puissant de la corne de l'Afrique, in Jeune Afrique, No. 1689 du 20 au 26 mai 1993, p.65.

217 Ibidem, p.66.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'avenir du pays, le retour des réfugiés et l'arrêt ou la continuation des migrations forcées à partir du pays dépendront tous de l'attitude des gouvernants actuels du pays[218]. Il reste à se demander si l'Erythrée va rejoindre le rang des pays afro-arabes et devenir membre des organisations arabes et africaines[219]. Plusieurs événements confirment cette orientation et notamment sa participation à plusieurs rencontres aussi bien arabes qu'africaines depuis son indépendance.

c Les Ougandais

Les réfugiés ougandais arrivèrent au Soudan dans les années 1972, après le coup d'Etat d'Idi Amin contre Obote lorsqu'il avait commencé sa discrimination à l'égard de certains groupes éthniques spécialement les Lango, les Acholi et les asiatiques[220]. Mais les principaux afflux de réfugiés ougandais au Soudan eurent lieu après la chute du Président Idi Amin en 1979 et les attaques commises contre ses supporters de la tribu des Kakwa et le groupe éthnique des Nubis. Après le changement de circonstances, en 1991, 2.700 ougandais attendaient leur rapatriement dans leur pays[221]. A la fin de 1992, il y avait toujours quelques 190.000 réfugiés ougandais au Sud Soudan[222].

d Les Tchadiens

Comme le Soudan, le Tchad est un pays qui possède la même diversité, raciale, religieuse et géographique entre le Nord et le Sud. En effet, le Nord est peuplé d'une population de pasteurs d'origine hamite et de religion musulmane et le sud est peuplé d'un groupes négroïde de cultivateurs de religions chrétienne ou traditionnelles africaine. Des conflits armés avaient eu lieu avant l'indépendance du pays, mais d'autres conflits s'étaient déclenchés dans le pays depuis les années 1960. Ces conflits eurent lieu entre des factions éthniques rivales à cause de la politique pro-Sud du Président Tombalbaye[223].

Dans les années 1970-74, les troubles politiques à l'Est du pays avaient déplacé des populations tchadiennes dans le Soudan. Le renversement du gouvernement du Président Tombalbaye par le Président Malloum en 1975 avait donné lieu à des conflits armés et avait conduit à une intervention des puissances étrangères telles que la France et la Libye. Ces conflits furent accompagnés de déplacements forcés de populations à l'intérieur et àl'extérieur du pays.

La chute du Président Maloum en 1978, la guerre civile de 1979 et la lutte armée entre Goukouni Weddeye et Hissene Habré, leaders respectivement du Gouvernement transitoire de l'union nationale (GTUN) et des Forces armées du Nord (FNA) avaient intensifié ces

---

218 Cf. Journal Asharq Al-Awsat, No-5265 du 28/4/1993, p.4.
Plus de 120.000 Erythréens réinstallés spontanément en Arabie Saoudite, avaient participé à ce référendum. Plusieurs parmi eux possédaient des titres de voyage de réfugiés issus du Soudan. Ils appuient un régime islamiste dans le pays. Certains parmi les islamistes érythréens en Arabie Saoudite ou au Soudan ont déjà montré leur opposition au gouvernement en place.

219 La population de l'Erythrée est environ de 3,5 millions représentant 9 ethnies d'origines arabe et africaine. Environ 50% de cette population est de religion chrétienne et 50% est de religion musulmane avec quelques adeptes des religions traditionnelles africaines. Les deux langues officielles du pays sont l'arabe et le tigrinya.

220 Sur les réfugiés ougandais au Soudan, voir Hassan attiah Musa, Refugees in Southern Sudan, in Mom K.N. Arou & B. Yongo-Bure (Eds), North-South Relations in the Sudan since the Addis Ababa Agreement, Sudan Library Series (14), Institute of African & Asian Studies, University of Khartoum, 1988, pp.456-470.
En 1973, toute la communauté asiatique en Ouganda fut expulsée du pays.

221 Cf. US Committee for Refugees, World Refugee Survey 1991, p. 54.

222 Selon notre propre enquête au Soudan.

223 Cf. John Rogge, Too Many Too Long, p. 52.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

déplacements. A la suite de ces conflits, plus de 200.000 personnes s'étaient réfugiées dans les pays voisins. En 1981, 20.000 réfugiés tchadiens se trouvaient à l'Ouest du Soudan, la plupart parmi eux appuyaient Hissene Habré[224].

En 1983, certains des réfugiés tchadiens étaient rentrés au Tchad après la prise du pouvoir par Hissen Habré. Ils n'y restèrent pas longtemps cependant; ils sont revenus au Soudan, après que Habré ait perdu le pouvoir. Ce va et vient continu des réfugiés du Tchad vers le Soudan et du Soudan vers le Tchad est une caractéristique de la région.

En 1991, le Soudan continuait de donner asile à 20.000 réfugiés tchadiens[225]. Ils vivaient pour la plupart dans la Province de Darfur, une province qui avait connu une grande sécheresse et plusieurs conflits civils en 1991 et 1992.

e. Les éthiopiens

L' asile des Ethiopiens au Soudan est relativement récent, il date de la révolution de 1974 et de la lutte entre le nouveau gouvernement et les divers mouvements de libération formés selon leur appartenance éthnique: Somaliens (Le Front de Libération Somalien de l'Ouest/Western Somali Liberation Front), Oromos (le Front Oromo de libération) et Tigréens (Le Front de libération du Peuple du Tigrée)[226].

C'est ainsi qu'en janvier 1991, lors de nos interviews auprès des réfugiés éthiopiens à l'Est du Soudan dans les camps de réfugiés de Tawawa, de Tenedba et de Wad Hillaw et dans les villes de Kassala et de Showak, nous avions constaté que la fuite du Tigray était, par exemple, relativement récente par rapport à celle de l'Erythrée. En effet, alors que la fuite de l'Erythrée commença après son annexion dans les années 1960, c'est seulement en 1974, après le coup, d'Etat militaire et le début des réformes et les nationalisations des terres, que les afflux des populations tigréennes commencèrent[227].

La migration involontaire due à la famine a cependant toujours existé entre le Soudan et l'Ethiopie, mais elle n'a jamais été aussi massive qu'au XXème siècle. En général, les réfugiés éthiopiens au Soudan appartiennent pour la plupart à l'ethnie tigrée avec de petits nombres d'Oromos et d'Amharas et d'autres groupes éthniques.

Très souvent, les causes des déplacements de la population éthiopienne sont multiples: famine, sécheresse, persécution politique et attaques par l'armée, comme le précise un rapport d'une ONG humanitaire:

> "Ninety percent of the famine victims who fled to the Sudan before the end of 1984 reported that in their village the Ethiopian army had destroyed crops in the fields and grain they had harvested"[228].

Il est vrai que la population des réfugiés dans le monde est principalement une population de femmes et d'enfants, mais au contraire les camps de l'Est du Soudan (principalement quand il s'agit de Tigrées) avaient une plus grande population d'homme que de femmes, selon des interviews parmi ces réfugiés[229].

---

224 Ibidem, p. 52.

225 U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, p. 54.

226 Pour une étude détaillée sur les réfugiés éthiopiens au Soudan, voir Mekuria Bulcha, Flight and Integration: cases of Mass Exodus from Ethiopia and Problems of Integration in the Sudan, op. cit.; voir aussi John Rogge, Too Many Too Long, p. 49.

227 Sous Hailé Sélassié, les réfugiés éthiopiens au Soudan provenaient principalement de l'Erythrée.

228 Cultural Survival (an NGO), Rapport, Jason W. Clay and Bonnie K. Holcomb, Politics and the Ethiopian Famine 1984-85, p.III.

229 De plus, les réponses aux questions posées étaient souvent faites par les hommes, comme les interviews étaient conduites la plupart du temps dans les tentes des femmes et des hommes étaient présents et le plus souvent les hommes parlaient à la place des femmes. Les traducteurs étaient souvent des hommes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les afflux de réfugiés Tigrées furent organisés par le TPLF. La plupart des réfugiés qui se trouvaient au Soudan venaient des régions sous contrôle de ce mouvement. Une personne interviewée à ce sujet avait déclaré:

> "Nous sommes venus avec beaucoup d'autres réfugiés. Nous avions un guide du TPLF. Durant notre fuite, nous avions reçu de l'aide du REST (La société du Secours pour le Tigray). Notre voyage a duré trois mois"[230].

D'un autre côté, les changements politiques de mai 1991 en Ethiopie avaient eu un impact sur la population réfugiée au Soudan. après la chute de Mengistu, plus de 50.000 soldats stationnés en Erythrée et leurs familles cherchèrent asile à Kassala à l'est du Soudan. Ils furent rapatriés pour la plupart vers l'Ethiopie en novembre 1991, mais certains avaient choisi de ne pas revenir et avaient préféré demander une réinstallation dans un pays de l'Ouest. En Janvier 1992, des interviews furent conduites avec certains de ces soldats qui vivaient avec des marins réfugiés dans le camps de Ténédba, à l'écart des autres réfugiés. L'un de ces soldats se trouvait dans la prison du camps où il attendait son transfert à Gadaref pour être jugé pour un délit de meurtre. L'un des soldats éthiopiens réfugiés avait déclaré:

> "Nous avons été transférés il y a deux mois du camps de Tawawa à cet endroit, loin de la population réfugiée, étant donné qu'il y a eu une attaque armée contre nous dans le camps de Tawawa. Nous vivons ici dans l'isolement et dans une peur constante. Nos conditions de vie sont misérables et inhumaines, comme vous pouvez le constater. Nous avons peur d'être tués par les réfugiés éthiopiens ou érythréens de ce camps. Le COR et le HCR semblent nous avoir oublié complètement et aucune réponse n'a été donnée à nos demandes de réinstallation en dehors du Soudan"[231].

B Les personnes déplacées au Soudan

Le phénomène des déplacements internes de populations est très important et pose de gros problèmes dans le Soudan contemporain. Il est dû à plusieurs causes et revêt des caractéristiques diverses[232].

Les personnes se déplacent au Soudan pour diverses raisons: sécheresse, famine, recherche d'un travail ou tout simplement des sources d'eau pour les tribus nomades. Dans les années 1984/85, par exemple, des milliers de personnes étaient obligées de quitter leur régions et de se réfugier dans la ville de Khartoum et à Omdurman à cause de la grande sécheresse et la famine qu'avait connu le pays. Leur nombre avait atteint 1 million de personnes[233]. Mais c'est surtout les conflits armés et les luttes tribales qui causent le plus de déplacement de populations. Ces conflits ont lieu à l'Ouest (dans les régions de Darfur et

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

également. Mais nous avons essayé d'entendre également la voix des femmes, en conduisant des interviews spécifiques avec les femmes réfugiées.

230 Interviewée à Wad Al-Hillaw en janvier 1992.

231 Ces réfugiés nous avaient donné des copies des lettres qu'ils avaient adressées aux responsables du HCR au sujet de leur réinstallation.

232 Sur cette question voir, Abdel Karim M., Internal Migration in Sudan with reference to the displaced persons, Mémoire de Licence, School of Organiztional Management, Ahfad University, 1989; voir aussi US Committee for Refugees, World Refugee Survey 1991, p.55.

233 Cf. Commissionner Office for the Displaced (COD), L'impact économique et social du phénomène du déplacement au Soudan (en Arabe: Al-aatharou al-iqtisaadiya wa al-ijtimaaya li an-nouzouhi fi As-soudan), intervention du COD à la Conférence sur la migration interne et le déplacement des populations au Soudan, organisée par le Centre des Etudes sur la Population, Université d'Al-Jazira, Waad Madani, 22-24 décembre 1990.

Kordofan) et Sud. Ce dernier conflit est à l'origine des plus grands mouvements de population à l'intérieur comme à l'extérieur du Soudan[234].

a La principale cause du déplacement forcé à l'intérieur du Soudan: la guerre civile au Sud du pays

Le Soudan était devenu indépendant de la Grande-Bretagne en 1956, la guerre était un fait courant des deux tiers des années de son existence post-coloniale. Les hostilité entre le Nord et le Sud commencèrent déjà dans les années 1955, avant l'indépendance du pays lorsqu'une les *anyanya* avait organisé leur guerre de sept ans dans le sud[235].

La guerre civile dura donc au Sud Soudan de 1955 à 1972. Elle se termina par un accord de paix en 1972 entre le mouvement rebelle le SPLA (l'Armée de Libération du Peuple du Soudan) et le gouvernement de Khartoum. Cet accord dit accord d'Addis Abéba avait promis pour le Sud plus d'autonomie politique et économique au sein d'une fédération soudanaise[236].

Toutefois, la guerre civile s'était déclenchée de nouveau en 1983 quand plusieurs clauses de l'accord de 1972 furent abrogées par les autorités soudanaises. La plus grande violation de cet accord fut la décision du Président Numeiri d'imposer la loi islamique, *la Sharia*, dans les domaines civil et pénal. L'imposition de la loi du talion (*qasas*) avait donné lieu à des mutilations physiques de personnes du Sud non musulmanes et la guerre avait repris.

Selon un écrivain soudanais issu du sud du pays, dans les année 1950, le déclenchement de la première guerre civile dans le pays avait été causé par un manque de contact entre le Sud et le Nord, ce qui a poussé les nationalistes sudistes à prôner la séparation du Sud du Nord. Le pays a été gouverné dès l'indépendance par la minorité arabe seulement[237]. Depuis les années 1980, les rebelles du Sud ne demandent plus la division du pays et c'est actuellement le présent gouvernement islamiste qui souhaiterait en quelque sorte cette séparation, il ne défend plus l'unité du pays[238].

La paix entre le Sud et le Nord avait duré 11 ans pour reprendre en 1983. Pendant les trois décennies de confrontation, cette guerre a engendré de grandes violences et de graves violations des droits de l'homme et a causé des déplacements massifs de populations du Sud dans tout le pays et principalement dans les alentours de Khartoum[239].

Les causes et les justifications de cette guerre varient selon les auteurs et les parties en cause. Pour certains c'est une guerre religieuse[240]. Pour d'autres ce n'est qu'une lutte pour une démocratie politique et économique et pour un équilibre social et régional[241].

---

234 Pour une étude statistique détaillée de ces différentes déplacements forcés par région et par origine, voir Ibidem.

235 John R. Rogge, Too Many Too Long, p. 40.

236 Sur cette question et sur l'accord d'Addis Abéba, voir Mom K.N. Arou & B. Yongo-Bure, North-South Relations in the Sudan since the Addis Ababa Agreement, Sudan Library Series (14), Institute of African and Asian Studies, University of Khartoum, 1988.

237 Cf. Bona Manwal, Prosects for Peace, Recovery and Development in the Horn of Africa, in, Martin Doornbos, Lionel Cliffe, Abdel Ghaffa M. Ahmed et John Markakis Editeurs, Beyond Conflict in the Horn: Ethiopia, Somalia, Eritrea and Sudan, Institute of Social Studies, the Hague, in association of James Currey, London, 1992, p.8.

238 Ibidem, p. 8.

239 Pour plus de détails sur la guerre au sud Soudan, voir, Abdul Rahman Abu Zayd Ahmed et autres, War Wounds: Development Costs of Conflict in Southern Sudan, The Panos Institute, London, Paris and Washington 1988.

240 Cf. Houria Mujahid, (en Arabe) "L'Afrique et le problème des réfugiés" (Ifriqya wa mouchkilatou al(lajiin), in Revue Assiyaasa addawlya, No. 19 de janvier 1971, p.109.

241 Cf. A. Abu Zayd Ahmed, War Wounds..., pp. 6-11.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La plupart des spécialistes du Soudan considèrent ce pays comme divisé en deux: un Nord arabe et musulman et un Sud négroïde et en partie chrétien[242]. Plusieurs considèrent la guerre entre le Nord et le Sud comme un conflit éthnique (des Arabes contre les Noirs) et religieux (des Musulmans contre Chrétiens). Cependant, même si ces deux éléments sont importants dans ce conflit, il serait naïf de dire qu'ils sont les éléments déterminants de la guerre civile soudanaise. Les causes de cette guerre sont multiples. Elles sont historiques et ont une relation avec l'isolement imposé sur le Sud pendant la colonisation britannique. La Grande-Bretagne n'avait rien fait, en effet, pour rapprocher le Sud du Nord. Ces causes sont aussi économiques étant donné que pendant longtemps le développement économique du Sud fut négligé à l'avantage du Nord. Finalement, ces causes sont surtout politiques et humanitaires, la guerre s'explique par le manque de démocratie, par le refus de partage du pouvoir et par le non-respect des droits de l'homme dans tous le pays aussi bien au Nord qu'au Sud[243].

Plusieurs tentatives de trouver une solution à cette guerre eurent lieu. Aujourd'hui, la paix au Sud Soudan est recherchée aussi bien par le gouvernement islamiste en place que par l'opposition politique. C'est ainsi, par exemple, que des négociations pour la paix ont eu lieu entre le gouvernement actuel du Soudan et des fractions qui se sont détachées du mouvement SPLA à Abuja (Nigéria) et à Nairobi (Kenya) depuis 1992[244]. Mais ces négociations ont échoué. Les deux parties ne sont pas arrivées jusqu'à présent à se mettre d'accord sur le rôle que doit jouer la religion dans l'administration de l'Etat soudanais, malgré plusieurs rencontres à Abuja au Nigéria en 1993[245].

La guerre qui a dévasté le sud du Soudan et qui a eu un très mauvais impact sur le Nord a engendré une remise en question de plusieurs traditions soudanaises de tolérance, voir d'hospitalité qui constituaient les caractéristiques fondamentales de l'identité de la société soudanaise, aussi bien au Sud qu'au Nord. C'est ainsi que d'après les interviews auprès des populations déplacées à Khartoum et de la population locale, il y' a une certaine animosité et un manque de solidarité à l'égard des populations déplacées du sud, voire même un certain mépris et un certain racisme à l'égard des soudanais du Sud. Le conflit militaro-politique s'est ainsi transformé en un conflit social, éthnique et religieux au sein même de la partie Nord du pays[246]

b L'ampleur des déplacements involontaires au Soudan

Depuis les début de la guerre au Sud du Soudan, l'ampleur des hostilités et de la répression par l'armée du Sud et du Nord avait engendré des mouvements massifs de populations à la recherche d'un asile soit à l'extérieur dans les pays voisins (notamment en Afrique Centrale, en Ouganda, au Zaïre et en Ethiopie) soit dans les forêts ou les régions sûres à l'intérieur du pays[247].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

242 Voir John R. rogge, Too Many Too Long, p. 39.

243 Selon John Rogge, parmi les 800 hauts fonctionnaires soudanais après l'indépendance, il n'y avait que 6 originaires du Sud; cf. Too Many Too Long, p.40.

244 Cf. Journal marocain Al Bayane du 27/4/93, p. 5, Rencontre à Nairobi entre rebelles dissidents et gouvernement soudanais.

245 Cf. Journal Asharq Al-Awsat, No. 5273, du 6/5/1993, pp.1 et 4.
Dans une déclaration à l'hebdomadaire Al-Mouslimoun, Bona Manwal, un ex-ministre soudanais originaire du Sud et réfugiés à Oxford actuellement, avait critiqué l'idée du gouvernement soudanais d'exclure seulement le Sud de la Sharia. Il a affirmé qu' opter pour deux régimes juridiques au Soudan reviendrait à isoler le Sud du Nord et il a exprimé son opposition au transfert de la capitale et a proposé à ceux qui veulent pratiquer la Sharia au Soudan de quitter Khartoum; cf. Al-Mouslimoun, No. 434 du 28 mai 1993, p.3.

246 Voir les développements sur cette question dans le Chapitre II de la deuxième partie.

247 Sur ce point, voir John Rogge, Too Many Too Long, pp. 39-43.

Selon les statistiques de l'année 1991, il y avait quelque 4, 75 millions personnes déplacées à l'intérieur du Soudan, 1,8 parmi eux vivaient dans la ville de Khartoum ou dans ses environs seulement[248]. Le reste des personnes déplacées se trouve surtout au Sud dans la zone appelée de transition entre le Nord et le Sud[249].

Depuis les années 1960, les flux de réfugiés et des personnes déplacées du sud n'a pas cessé de s'accroître. En 1973, par exemple, 5.800 musulmans soudanais du sud de la secte des *Ansar* avaient cherché asile en Ethiopie. Leurs villages avaient été bombardés par l'armée gouvernementale, en représailles de leur soutien à Sadiq El Mahdi, un des principaux opposants politique de Numeiri à cette époque[250].

Comparée aux réfugiés du Sud qui ont trouvé asile dans les pays voisins, la population déplacée à l'intérieur du Soudan reçoit moins de protection et d'assistance de la part de la communauté internationale. Les hostilités militaires ont parfois poussé les personne déplacées à l'intérieur à chercher refuge dans les fonds des forêts, loin des centres de ravitaillement, ce qui a causé des famines et des morts parmi les populations déplacées.

La chute de Mengistu avait également obligé 398.000 Réfugiés soudanais à retourner au Sud de ce pays où leur vie se trouvent en péril. Certains parmi eux sont repartis en exil dans les autres pays voisins du Soudan, d'autres vivent dans les régions des conflits armés[251].

Au terme de ce chapitre les pays afro-arabes apparaissent comme des pays qui ont accueilli à des degrés différents et pour des raisons diverses des réfugiés mais c'est surtout la Somalie (très récemment) et le Soudan (depuis son indépendance) qui ont expérimenté le plus le phénomène de la migration forcée à l'intérieur et à l'extérieur du pays et qui ont le plus attiré l'attention de la communauté internationale.

L'enquête sur le terrain conduite au Soudan était une occasion pour se mettre en contact directe avec les personnes déplacées et les réfugiés et analyser leurs droits, leurs conditions et leurs relations avec leur populations hôtes et les autorités gouvernementales ainsi qu'avec les agents des organisations gouvernementales, non-gouvernementales et internationales chargées de leur protection ou assistance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

248 U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, p. 52.

249 Ibidem, p. 52.

250 Cf. Ibidem, p. 42.

251 Voir,US Committee for refugees, World Refugee Survey: 1992, pp. 53-54.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE D'ASILE AU SOUDAN ENTRE LA THEORIE ET LA PRATIQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Une analyse de la politique de l'asile dans les pays afro-arabes montrerait, sans aucun doute, une certaine confusion entre le droit moderne sur les réfugiés, le droit traditionnel sur la migration et les coutumes et les pratiques sociales dans ces pays. Le Soudan qui avait été choisi pour l'étude de cas pratique, illustre bien cette confusion, surtout depuis l'adoption des règles de la *Sharia* islamique.

Plusieurs spécialistes considèrent la politique soudanaise de l'asile comme l'une des plus généreuses en Afrique et dans le monde arabe[1]. Est ce que cette affirmation est vraie? pourquoi? Est ce que cette politique est toujours aussi généreuse? Y a t-il une différence entre la théorie soudanaise de l'asile et sa pratique? Quel impact ont les principes islamiques de l'asile et de *la hijra* sur un gouvernement islamique?

Selon les résultats de l'enquête conduite dans ce pays, nous pouvons avancer que le Soudan possède une politique d'asile (ou migration forcée au sens traditionnel du terme) moderne en théorie mais parfois traditionnelle en pratique. Cette spécificité a pour conséquence de ne pas entraver l'entrée des réfugiés mais elle n'assure pas une grande protection des personnes forcées à se déplacer dans ce pays.

SECTION I

LA POLITIQUE D'ASILE DANS LE SOUDAN SOUMIS À LA SHARIA : UNE THÉORIE MODERNE ET UNE PRATIQUE PARTIELLEMENT TRADITIONNELLE

De 1889 à 1956, le Soudan avait été soumis à l'administration anglo-égyptienne. Depuis son indépendance, en 1956, il a connu plusieurs régimes politiques et juridiques[2]. Il fut gouverné aussi bien par des régimes constitutionnels modernes que par des gouvernements régis par la loi islamique. C'est ainsi que parmi les neuf pays afro-arabes, il est le seul à avoir été soumis par deux fois à la *Sharia*, de 1983 à 1985 et depuis 1989.

---

1 Notamment Peter Nobel considère que le Soudan a toujours reçu ses réfugiés avec "humanitarisme et hospitalité", cf.

P. Nobel "Refugee Law in the Sudan, in COR, "Documentation from Khartoum Refugee Seminar: September 11-14 1982, p.54, University of Khartoum Press.

2 Voir sur les différents régimes politiques qu'a connu le Soudan, Mohammad Said Mohammad Al-Hassan (en Arabe) Les Forces armées soudanaises: les différentes tentatives de coup d'Etat depuis 1958 à 199O", in Asharq Al-Awsat, No. 5076 du 21/1/1992, p.7.

En effet, jusqu'en en 1977, le Soudan avait connu une alternance de régimes parlementaires modernes et de gouvernements militaires[3]. Mais sous l'influence des islamistes conduits par le Docteur Hassan Tourabi (le leader des frères musulmans depuis 1964), un Comité fut formé en 1977 par le Président NUMEIRI pour réviser les lois applicables dans le pays afin de les rendre conformes à la *Sharia*. En 1983, un vrai "coup d'Etat juridique" eut lieu au Soudan aboutissant à une réforme du Code pénal, du Code civil et à de nouvelles procédures qualifiées d'islamiques. En 1984, l'*Islamic Judiciary Act* (l'Acte sur le pouvoir judiciaire islamique) fut promulgué et appliqué aux musulmans et aux non-musulmans sans distinction[4].

Avec la chute de NUMEIRI en avril 1985, le régime constitutionnel et électoral fut réintroduit, mais la loi islamique instituée par NUMEIRI fut seulement gelée et ne fut pas annulée. Cette hésitation du gouvernement "démocratique" de Sadiq AL-MAHDI à annuler la *Sharia* avait aboutit en juin 1989 à la prise du pouvoir par l'armée. L'une des grandes décisions du gouvernement militaire du Général Omar Hassan AL-BASHIR était de reconfirmer l'application de la *Sharia* dans le pays, à l'exception de la partie sud. La *Sharia* restait donc applicable aux personnes non-musulmanes vivant dans les autres parties du pays.

Depuis 1990, la loi islamique fut appliquée au Soudan en matières civile, pénale, financière et sociale. Toutefois, en matière d'asile, le même régime juridique, la loi de 1974, restait applicable[5]. Le droit relatif à la migration forcée applicable se caractérise par une distinction très nette entre les réfugiés et les personnes déplacées et reproduit le droit moderne appliqué à l'échelon international. Le droit islamique semble absent de ce domaine.

Certes, la politique soudanaise d'asile est largement influencée par la pratique moderne actuelle; elle est corrigée cependant par certaines pratiques traditionnelles et généreuses, aussi bien de la part de la population que du gouvernement.

SOUS-SECTION I

UNE DISTINCTION MODERNE ENTRE LES RÉFUGIÉS ET LES PERSONNES DÉPLACÉES

Le Soudan fait une distinction nette entre deux types de migrants involontaires: les réfugiés et les personnes déplacées. Cette distinction moderne se retrouve aussi bien au niveau des régimes juridiques qui leur sont applicables, des institutions auxquelles ils sont soumis ainsi qu'en ce qui concerne leur installation, réinstallation et protection.

I La politique soudanaise en matière de réfugiés

Les afflux des réfugiés au Soudan, leur réception, installation et protection ont représenté une des principales préoccupations des politiques de tous les gouvernements soudanais depuis les années 196O.

---

3 Cf. Abdullahi Ahmed An-Na'im, "Constitutionalism and Islamization in the Sudan", in Third World Legal Studies, 1988, pp.99-118.

4 Cf. Sur l'application de la Sharia au Soudan depuis 1983, voir Carolyn Fluehr-Lobban, "Islamisation in the Sudan: A Critical Assessment, in The Middle East Journal, Autumn 1990, Vol. 4, Number 4, pp. 610-623; voir aussi Gabriel R. Warburg, "The Sharia in Sudan: Implementation and Repercussion, 1983-1989, The Middle East Journal, Autumn 1990, Vol.44, Number 4, pp. 624-637; A. Ahmed An-Na'im, Constitutionalism and Islam, op. cit.; pp.107-110.

5 Plusieurs lois islamiques furent introduites: les lois relatives à l'interdiction de l'alcool, à la prohibition des jeux d'argent et le *riba* (l'usure de l'argent), à l'instauration de la *Zakat*, de la *Diya* etc... Aucune de toutes ces lois n'avait donné lieu à une contestation aussi bien interne qu'externe que celle de l'instauration des lois sur les *houdoud* ou *qasas* (lois de talion) en droit pénal.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Depuis sa promulgation en 1974, la loi nationale sur l'asile est restée la référence pour toutes les politiques en matière de réfugiés, même sous les gouvernements islamistes.

A Le cadre juridique de la politique des réfugiés

Comparé aux autres droits africains et arabes sur les réfugiés, le droit soudanais actuel sur l'asile est assez compréhensif et spécifique.

L'organisme chargé de la détermination du statut de réfugiés et leur protection est le COR. Il est régi par la loi de 1974 mais il puise ses origines dans les premières décisions prises par le gouvernement pour réagir au problème des réfugiés dans le Soudan indépendant.

a Le droit applicable et ses spécificités

The Regulation of Asylum Act représente le texte de référence pour toute politique en matière de réfugiés au Soudan. Cet acte est considéré comme l'une des législations les plus détaillées et les plus généreuses du continent africain[6]. Le fait que cette législation n'ait été promulguée qu'en 1974 et que les coutumes et les pratiques dans ce domaine aient précédé le droit et contribué à sa formation explique toute la spécificité du droit soudanais relatif aux réfugiés[7].

Cependant, le droit soudanais sur l'asile reste un droit moderne reproduisant plus la conception internationale du réfugié que l'idée de migrant involontaire dans le droit traditionnel ou islamique. C'est ainsi que la loi de 1974 se base sur le droit international et régional des réfugiés et ne fait aucune référence au droit musulman de l'asile. L'article 7 de cette loi stipule clairement que les conventions et les traités signés par le gouvernement du Soudan ont la priorité lors de son application. Les projets de l'actuel gouvernement de réviser cette loi pour la rendre conforme à la loi islamique ne se sont pas encore matérialisés encore selon les informations disponibles[8].

En suivant le modèle de toutes les lois nationales actuelles sur l'asile et les réfugiés l'Acte soudanais sur l'asile octroie certains droits aux réfugiés, leur impose des devoirs et organise l'octroi de l'asile et la protection des réfugiés[9]. De plus, en tant qu'étrangers, les réfugiés sont soumis aux autres droits s'appliquant aux étrangers, notamment à l'Acte sur les passeports et l'immigration de 1960, comme révisée jusqu'au 1990 qui considère comme étranger toute personne non-soudanaise. L'obtention de ce document de voyages pour les réfugiés, leur enregistrement en dehors des camps de réfugiés ainsi que leur expulsion sont régis notamment par cet acte. Suivant la pratique internationale moderne en matière de traitement

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

6 Voir P. Nobel, Refugee Law in the Sudan, op.cit., p.75.

7 Voir le texte intégral de cette législation qui se trouve en annexe. Avant 1974, il n'y avait pas de lacunes juridiques en matière d'asile, les textes constitutionnels adoptés en 1956, 1964 et 1973 proclamaient tous un droit à l'asile.

8 Le Séminaire sur le droit des réfugiés et leur protection, organisé par le HCR à Khartoum du 26 au 28 janvier 1992 avait conclu que même s'il n'existe aucune contradiction entre le droit international et régional sur les réfugiés et les principes islamiques de l'asile, il était devenu nécessaire de réviser la loi de 1974 à la lumière de la *Sharia*. En réponse à cette recommandation, il a été décidé de constituer une commission pour l'étude de cette révision au sein du Ministère de la justice.

9 Voir le texte intégral qui figure en annexe; pour une étude détaillée du droit des réfugiés au Soudan, voir Fawzi Abdelmajid and Philip Ramaga, Refugee Law with Particular Reference to the Sudan, the Sudanese Colourphoto Laboratories; Khartoum, 1988.

de réfugiés, l'Acte soudanais sur l'extradition de 1957, interdit dans son article 5 toute extradition pour un criminel ayant un caractère politique[10].

Tout en restant moderne, la législation de 1974 qui organise l'asile au Soudan inclue certaines stipulations spécifiques. S'agissant de la définition du réfugié, tout en s'appliquant uniquement aux personnes étrangères ayant traversé les frontières internationales, elle inclue la définition de la Convention de Genève de 1951, celle de la Convention de l'OUA de 1969 mais ajoute que:

> "Le terme de réfugié inclue aussi les enfants qui se trouvent à l'extérieur du pays de leur nationalité pour les mêmes raisons et qui ne sont pas accompagnés par des adultes, les orphelins ou ceux dont les tuteurs avaient disparu pendant les événements qui ont conduit à leur asile"[11].

Cette stipulation a pour conséquence d'étendre le champs de l'asile à une catégorie de réfugiés ignorée par le droit international. Seulement, elle renferme une contradiction juridique notable avec une autre législation moderne soudanaise: l'Acte Soudanais sur la nationalité de 1957. En effet, cet acte considère dans son article 6 que les enfants trouvés ou dont les parents ne sont pas connus auront la nationalité soudanaise[12]. Par conséquent, ces enfants ne peuvent pas être considérés en même temps comme soudanais et réfugiés. Il est nécessaire donc de réviser l'une de ces deux lois.

Une autre différence entre la définition internationale du réfugié et la définition soudanaise réside dans les raisons qui justifient l'octroi de l'asile. Alors que l'article premier de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique donne comme l'une de ces raisons l'existence "d'événements troublant l'ordre public dans une partie ou dans la totalité" du pays d'origine, la loi soudanaise sur l'asile parle plutôt "de désordres internes".

Cette stipulation a pour conséquence d'exclure tout interprétation extensive de la définition africaine qui risque d'inclure les personnes cherchant l'asile à cause de la famine et de la sécheresse. La définition soudanaise efface donc toute confusion entre les concept de réfugié et de personne fuyant à cause des catastrophes naturelles.

Par ailleurs, une autre spécificité de l'Acte soudanais sur l'asile c'est qu'il donne compétence au Ministre des Affaires Etrangères pour délivrer dans des cas exceptionnels des passeports diplomatiques aux réfugiés et le soumettre ainsi à la loi soudanaise régissant le corps diplomatique: l'Acte relatif au corps diplomatique et consulaire de 1970[13]. Ce qui pourrait pousser à penser que dans ce cas, les réfugiés sont considérés comme des personnes ayant les mêmes droits que les nationaux.

Aussi, aucune disposition de l'Acte soudanais sur l'asile ne traite de la naturalisation des réfugiés, mais rien dans la loi soudanaise sur la nationalité de 1957 (comme révisée jusqu'en 1990) n'interdît à un réfugié de demander la naturalisation et de bénéficier ainsi d'un asile permanent, après une résidence de 10 années dans le pays[14].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

10 "There shall be no extradition: "(1) if the offence in respect of which extradition is required is an offence of a political character", article 5, Extradition Act, 1957. Voir texte de l'Acte dans Gazette soudanaise, Law of the Sudan, Vol. 4, pp. 203-214.

11 Traduction personnelle.

12 Sudanese Nationality Act, 1957, article 6: "A person who is found as deserted infant of unknown parents shall, until the contrary is proved, be deemed to be a Sudanese by descent", voir texte dans la Gazette soudanaise, Laws of the Sudan, Vol.4, Chapter 57, pp.134-143.

13 Voir texte dans Gazette soudanaise, Laws of the Sudan, Vol.5, pp. 223-290.

14 Sur ce point, voir (en Arabe) Fath Arrahaman Abd Allah Achchaikh, L'évolution des lois sur la nationalité au Soudan (Tataourou qawaniini al-jinsiyati fi Assoudaan), Dar Al-Jiil, Beirout, 1991, pp. 105-118.

b L'Office du Commissaire pour les réfugiés (COR) : l'organisme chargé des réfugiés

L'institution de l'Office soudanais chargé des réfugiés (COR) et l'évolution de ses fonctions ont été intimement liées aux afflux des réfugiés, au développement de la question du conflit du Sud et aux différents changements politiques survenus au Soudan depuis à peu près trois décennies[15]. Cet organisme gouvernemental assume des fonctions multiples et entretient des relations avec diverses organisations.

1 Le développement progressif de l'institution du COR

L'évolution du commissonner office for refugeer (COR) (evilatique) pourrait être divisée en trois périodes distinctes.

- La période des années 1960

Officiellement, l'intérêt accordé par le gouvernement soudanais au problème des réfugiés avait commencé en 1965, avec l'arrivée massive des réfugiés zaïrois et l'aggravation du problème des réfugiés soudanais des régions du Sud. C'est ainsi que durant cette année, une commission fut créée par le gouvernement en vue d'organiser l'installation de ces réfugiés et surtout pour préparer le rapatriement des soudanais du Sud, réfugiés dans les pays voisins. Cette commission était appelée *la Commission spéciale pour le rapatriement des soudanais du Sud*. Elle entretenait des contacts avec les réfugiés soudanais afin de les persuader à revenir dans le pays. La Commission de 1965 constitua le point de départ pour la création de l'actuel *Commissionner for Refugees*.

En 1967, avec l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés érythréens, la Commission centrale fut remplacée par un bureau des réfugiés rattaché au Ministère de l'Intérieur.

La période des années 1960 était caractérisée par l'administration des affaires des réfugiés à partir du gouvernement central. Les camps des réfugiés de Qaalt an-nahl , à L'Est du pays étaient ainsi administrés directement de Khartoum.

- La période des années 1970

Avec l'accroissement des réfugiés, une décision ministérielle (No. 52) fut prise par le Ministre de l'Intérieur le 9 mai 1972, elle autorisait la création d'une administration des affaires des réfugiés au sein du Ministère de l'Intérieur.

L'année 1975 avait vu la création des centres de réception des réfugiés à Wad al-Hillaw à l'Est du pays et la décentralisation de l'administration des affaires des réfugiés. C'est ainsi qu'un Directeur fut nommé à Showak. Il fut chargé de l'installation des réfugiés dans tout l'Est du pays. D'autres centres de réception des réfugiés furent alors crées par l'administration des réfugiés à Showak.

En 1978, Le COR fut rattaché au Conseil du gouvernement et en 1980, il fut rattaché de nouveau au Ministère de l'Intérieur.

- La période des années 1980

Au début des années 1980, une autre administration régionale fut créée à Juba pour gérer les affaires des réfugiés dans le Sud du pays.

En 1981, un fond pour les réfugiés fut crée et fut confié à un Conseil national pour la protection des réfugiés constitué de personnalités soudanaises et de représentants des administrations centrales et régionales. Il était supervisé directement par le Président de la République.

---

15 Sur l'évolution des fonctions du COR, voir COR, Rapport de la Commission nationale pour l'étude de la situation des réfugiés, Khartoum, 1988, pp. 44-48.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Après la révolte populaire de 1985, le Ministère de l'Intérieur fut réorganisé et le COR soumis à ce ministère.

En 1988, un Ministère pour l'assistance, l'aménagement du territoire et les affaires des réfugiés fut institué. Le COR constituait une partie de ce ministère. En avril 1989, le COR fut de nouveau rattaché au Ministère de l'Intérieur et coiffé hiératiquement par un Ministre d'Etat.

L'arrivée du gouvernement islamiste avait vu le rattachement du COR au Ministère du Secours et des affaires des réfugiés et des personnes déplacées en juillet 1989. C'est ainsi que pour la première fois dans l'histoire soudanaise, tous les problèmes de la migration forcée sont soumis à une même administration. Seulement, en février 1991, le Ministère de l'assistance, des réfugiés et des personnes déplacées avait disparu et le COR a fait de nouveau partie du Ministère de l'Intérieur.

Cette "valse" du COR entre plusieurs ministères, la décision du gouvernement islamiste de réunir toutes les affaires de la migration forcée sous une même administration (et de se rapprocher ainsi de la conception islamiste de l'asile), l'annulation de cette décision deux années après etc; tous ces éléments dévoilent les hésitations des différents gouvernements soudanais, islamistes ou non, à tracer une politique d'asile claire ayant des fondements très précis.

2 Les fonctions du COR

Le COR représente l'institution responsable de l'application de la politique soudanaise en matière de réfugiés depuis leur entrée au Soudan et jusqu'à leur retour dans leur pays d'origine. Il est compétent également, en collaboration avec le HCR, de leur réinstallation dans un deuxième pays d'asile ou leur intégration totale dans le pays. Il est ainsi chargé de les assister, les protéger et les orienter.

D'après les différents interviews faites avec les différents responsables de cet organisme gouvernemental, à l'échelle centrale et régionale, et selon une note interne du COR, nous pouvons conclure que les principales tâches du COR sont[16]:

1 - recevoir les réfugiés, et déterminer leur statut, en application de la loi sur l'asile de 1974 et aux Conventions internationales;

2 - les enregistrer, préparer les statistiques les concernant, leur délivrer les cartes d'identité et les documents de voyage conformément à la Convention de Genève de 1951 et en collaboration avec les ministères spécialisés et les autres institutions gouvernementales;

3 - les assister et les installer provisoirement dans les centres de réception et d'une façon permanente dans les camps de réfugiés;

4 - les protéger, garantir leurs droits et les informer sur leurs droits;

5 - encourager leur rapatriement volontaire, faciliter leur retour dans leur pays et trouver des solutions à leur problème dans le cas où le rapatriement est impossible;

6 - exécuter les projets d'assistance aux réfugiés;

7 - informer l'opinion internationale sur l'impact des réfugiés sur le pays et promouvoir l'assistance internationale, développer organiser et coordonner les contacts avec le HCR, les organismes nationaux et internationaux;

8 - coordonner son action avec celle des autres ministères et des différentes provinces du pays;

9 -signer les accords et les conventions relatifs aux affaires des réfugiés au non du gouvernement du Soudan;

---

16 Note interne sur le COR, Département de la Documentation et de l'Information, administration centrale du COR, Khartoum, décembre 1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1O - représenter le Soudan dans les réunions internationales et auprès des organismes internationaux et régionaux qui concernent les réfugiés tels que le Comité Exécutif du HCR (l'Excom).

Des délégations du COR à Showak, El Gadaref, Kasala, Port Soudan, Juba, Wau, Nyala et Wad Madani le représentent sur le plan régional[17].

Le COR a connu plusieurs développements, son administration a changé plusieurs fois. Il est resté cependant soumis aux mêmes réglementations aussi bien sous les régimes "démocratiques" que sous ceux régis par la Sharia. Le seul changement intervenu dans le COR avec l'avènement de l'actuel régime islamiste, c'est l'envoi à la retraite de certains responsables considérés comme "indésirables", pour ne pas être d'accord avec leur politique. Parmi eux figurent deux ex-Commissaires aux réfugiés: le Dr. Al-Bashir et M. Hassan Atya. Le Commissaire nommé est un ex-militaire, n'ayant aucune expérience dans le domaine des réfugiés.

3 L'administration du COR

Le COR est divisé en plusieurs services spécialisés, ces services ont évolué et se sont développés depuis 1967. Lors de l'enquête sur le terrain en 1991/92, les différents services du COR étaient au nombre de 12. Il s'agit des services de:

1 - L'administration générale de la protection, ce service se compose de plusieurs unités dont l'unité du rapatriement volontaire, des cas individuels, de conseils, des cartes d'identité, de la protection juridique;

2 - des affaires financières composé de plusieurs unités: l'unité financière, du budget, de l'administration financière, du personnel;

3 - des programmes et de l'exécution des projets, constitué des unités de l'éducation, de la programmation, des services de la santé, de l'agriculture, de la promotion sociale,

4 - des relations publiques, chargée de toutes les relations extérieures du COR;

5 - de l'information;

6 - des stages pour tous les cadres et les employés dans le domaine des réfugiés;

7 - de la Documentation et de la recherche;

8 - des organisations qui assure la liaison avec les organisations internationales, gouvernementales et non-gouvernementales;

9 - de l'assistance alimentaire;

10 - de la sécurité;

11 - du contrôleur financier COR;

12 - du bureau du conseiller juridique et

13 - du bureau exécutif du COR ou bureau du Commissaires et ses assistants, chargé de la prise des décisions finales et leur application.

Aussi bien l'administration centrale que les administrations régionales du COR entretiennent de bonnes relations avec le bureau du HCR à Khartoum et ses bureaux régionaux à Showak à Port Soudan, à Genina et à Juba. Il faut rappeler que ces relations sont très anciennes, la Convention d'établissement de cet organisme international au Soudan fut signée par les deux parties en août 1968, bien avant la promulgation de la législation nationale sur l'asile.

En collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le HCR fournit l'aide alimentaire aux réfugiés. En coordination avec les services du HCR, il se charge de certains

---

17 Voir carte du Soudan. Durant notre travail au Soudan, nous avions interviewés les chefs des bureaux régionaux du COR à Showak, El Gadaref, Kasala et Port Soudan.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

programmes spécifiques aux réfugiés, tels que l'installation des réfugiés, leur assistance et leur protection.

B L'évolution de la politique soudanaise des réfugiés

La politique soudanaise en matière de réfugiés est une politique ancienne en pratique, récente en théorie. Selon une étude faite par Abdel Raziq à l'université de Khartoum sur la politique soudanaise à l'égard des réfugiés, le Soudan ne semble pas avoir une politique fixe d'asile. En se basant sur différentes interviews et sur les statistiques et la structure des réfugiés, l'auteur conclue qu'une politique des réfugiés n'a jamais été systématique ou organisée au Soudan[18].

Toutefois, l'accroissement du nombre des réfugiés, les problèmes posés par leur présence avaient cependant suscité des réactions de la part du gouvernement qui s'était décidé depuis 1988 de se doter d'une politique stable en matière des réfugiés.

a La situation avant 1989

C'est ainsi qu'en 1988, une note du COR relative à la politique soudanaise des réfugiés avait reconnu clairement qu'il n' y avait jamais eu de politique stable, générale ou claire en matière de réfugiés[19]. Toujours selon la même note, après presque trois décennies de réception des réfugiés, cette politique restait spontanée et non organisée.

La note plaidait pour l'instauration d'une politique précise se basant sur les définitions internationales du concept du réfugiés et prenant en considération l'intérêt et l'avenir du Soudan. Elle insistait sur le caractère international du problème des réfugiés et sur la nécessité de le considérer comme une responsabilité internationale qui exige une solidarité internationale. La note comparait, par ailleurs, la politique soudanaise de l'asile avec certaines politiques occidentales, considérées comme très restrictives.

Le même document mettait un accent sur la discrimination de fait opérée entre les réfugiés et les soudanais en matière d'assistance par la communauté internationale. Elle renseignerait finalement sur le très faible pourcentage des réfugiés soudanais acceptés pour être réinstallés dans les Etats occidentaux, en comparaison avec d'autres pays d'asile et notamment les pays asiatiques. La note réaffirmait le rapatriement comme étant la meilleure solution pour le problème des réfugiés. Pour les rédacteurs de cette note, le Soudan souffrait suffisamment du problème de ses personnes déplacées et n'était plus capable d'accepter plus de réfugiés.

En réponse à cette note, en janvier 1988, une attention particulière fut réservée au problème des réfugiés et une commission spéciale fut instituée par le gouvernement soudanais en vue de tracer une politique nationale dans ce domaine. Cette commission intitulée *Commission Nationale de la situation des réfugiés*, était constituée d'experts appartenant au COR, à l'Université et à divers Ministères. Elle fut présidée par le Professeur Muddathir ABDEL RAHIM[20].

En Mai 1988, la commission avait remis son rapport final, il s'agit d'un document de référence en matière de réfugiés au Soudan[21]. Ce document nous renseigne sur la politique adoptée en matière d'asile au Soudan depuis les premiers afflux dans le pays dans les années

---

18 Abdel Raziq I.M., Sudan's Policy towards Refugees: Review and Critique, thèse de 3ème cycle (Diploma), Institute of extra-Mural Studies, University of Khartoum, 1989.

19 COR, (en arabe) "La politique du Soudan à l'égard des réfugiés", SUD 10/00 du 23/11/88.

20 Nous avions interviewé le Professeur Muddathir Abdel Rahim durant notre travail sur le terrain au Soudan, il était conseiller du Général Al-Bashir.

21 Cf. (en Arabe), Ministère des Affaires des réfugiés du secours et de l'aménagement du territoire, COR, Rapport de la Commission nationale sur la situation des réfugiés au Soudan, Khartoum, Ramadan 1408/mai 1988, p.34.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1960. Il fournit également des informations sur le cadre juridique de l'asile, l'organisation et le travail du COR, l'impact des réfugiés sur l'économie du pays ainsi que sur l'assistance internationale fournie aux réfugiés. Le rapport fait finalement certaines recommandations et propose une politique à suivre en la matière.

Selon ce rapport, la politique soudanaise de l'asile a toujours été fondée sur les traditions sociales de tolérance et les principes religieux du pays; ce qui a toujours expliqué l'accueil positif fait aux réfugiés dans ce pays et les bonnes relations entre les réfugiés et leurs hôtes[22].

L' asile a toujours été considéré comme provisoire mais pour la plupart des réfugiés du Soudan, il est devenu permanent, ce qui a causé des changements dans les attitudes et les politiques.

La politique recommandée par les experts soudanais en matière de réfugiés consistait à une révision de toute la politique précédente en la matière et la nécessité de concilier entre " la sauvegarde des intérêts nationaux, la culture du pays et les obligations internationales"[23].

La commission proposait :

1 - de lier entre l'aide au réfugiés et le développement du pays et notamment des régions qui recevaient le plus de réfugiés. Toute assistance aux réfugiés de la part de la communauté internationale devait être accompagnée d'une assistance au gouvernement du Soudan également. Cette orientation de la politique soudanaise s'était nettement manifestée durant les deux conférences internationales sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, CIARA I et CIARA II.

2 - Réserver des régions pour l'installation organisée des réfugiés et leur allouer des terres agricoles loin de la population locale, en vue de les encourager à devenir indépendants économiquement.

3 - La politique de "porte ouverte" en ce qui concerne l'accueil des réfugiés se justifiait par les traditions soudanaises mais aussi par l'impossibilité pour le gouvernement de contrôler les frontières que le pays possède avec huit pays et qui s'étendent pour plus de 7.000 Km. Les experts avaient proposé la révision de cette politique de "porte ouverte" en prenant en considération les nouveaux développements dans le pays.

4 - En ce qui concerne la catégorie des personnes qui avaient cherché asile au Soudan pour des raisons naturelles comme la famine ou la sécheresse et qui ne répondaient pas à la définition juridique de réfugiés, la Commission avait proposé qu'en collaboration avec la Communauté internationale, ces personnes devaient être assistées à l'intérieur de leur pays d'origine, afin d'empêcher leur afflux dans le pays.

5 - En ce qui concerne les solutions durables au problème des réfugiés au Soudan, les experts avaient estimé que la meilleure solution était le rapatriement librement consenti afin d'alléger le fardeau du Soudan. La réinstallation des éléments les plus valables parmi les réfugiés dans les pays occidentaux (notamment aux Etat Unis et en Europe) fut critiquée et considérée comme un moyen de dénuer les pays d'origine des éléments les plus capables de leurs citoyens.

6 - Le gouvernement du Soudan resterait disposé à faire bénéficier les réfugiés des services publiques sociaux, mais la Commission recommandait aux organismes étrangers apportant assistance aux réfugiés (et à leur tête le HCR) de ne pas faire une discrimination entre les réfugiés et les citoyens soudanais et de les faire bénéficier tous de leurs services sociaux du moins.

---

22 Cf. ibidem, p.17.

23 Ibidem, p.17.

COLLEGIA BIBLIOTHEQUE

7 - La commission avait proposé finalement aux organismes chargés de l'aide aux réfugiés d'associer les institutions gouvernementales et non-gouvernementales soudanaises à leur travail et à l'exécution de leur projets.

Ces recommandations ont, depuis lors, représenté la base de la politique des réfugiés au Soudan. L'arrivée du gouvernement islamiste en 1989, avait confirmé cette même politique..

b La politique du gouvernement islamiste depuis 1989

Après le coup d'Etat militaire de 1989, une commission de 33 personnes fut formée par ce gouvernement afin de se pencher sur l'étude de la politique à adopter dans ce domaine. A la fin septembre 1989, la commission présenta ses recommandations au conseil de l'Etat et de gouvernement qui les adopta comme fondement à toute politique de réfugiés. Les recommandations de la Commission de 1989 ne furent pas très différentes de celles de la Commission de 1988. Plusieurs de ses membres furent d'ailleurs les mêmes. Ces recommandations furent présentées à la délégation du HCR et d'autres organismes à Khartoum comme les bases de la collaboration du Soudan en la matière.

Ces recommandations considèrent que la politique de l'asile doit inclure plusieurs points:

1 - prendre en considération les traditions religieuses et sociales, les réalités de la société soudanaise, la position géographique du Soudan, ses engagements internationaux, les solutions internationalement reconnues pour le problème à savoir: le rapatriement volontaire, la réinstallation et l'intégration locale.

2 - cette politique devrait englober tous les domaines qui intéressent les réfugiés, en particulier l'assistance internationale. La Communauté internationale doit prendre part dans l'allégement du fardeau des réfugiés. Les services rendus aux réfugiés ne devraient en aucun cas créer une discrimination entre les réfugiés et les populations locales vivant dans les mêmes conditions. Le respect de la souveraineté du pays devrait être pris en compte lors de l'exécution de tout projet relatif aux réfugiés. Les organismes nationaux devraient être responsables de l'exécution de ces projets.

3 - le HCR devrait respecter son rôle de financier, conseiller et contrôleur sans une intervention dans les affaires du pays.

4 - les réfugiés devraient être encouragés à s'autosuffire et des facilités de travail doivent leur être offertes par le pays.

5 - la nécessité de préparer une stratégie d'information qui contribuerait à réaliser cette politique, s'adresser à l'opinion nationale et internationale et aux réfugiés et informer sur les grandes lignes de la politique gouvernementale sur l'asile.

C'est ainsi qu'au Colloque de Khartoum sur le droit des réfugiés de janvier 1992, le Ministre d'Etat pour les affaires des réfugiés, le Commandant Abderrahman SIRR AL-KHATIM tout en commençant son intervention de citations coraniques avait confirmé l'adhésion de son organisme aux stipulations internationales modernes sur les réfugiés, ainsi qu'à la loi de 1974 sur l'asile; "considérée comme un *complément* de ces stipulations"[24].

Le Ministre a donné des justificatifs aux limites apportées par le Soudan à la liberté de mouvement des réfugiés et à leur droit de propriété et a confirmé l'option gouvernementale pour le rapatriement comme étant la meilleure des solutions pour les réfugiés; en promettant que l'année 1992 allait être l'année du rapatriement volontaire du Soudan[25]. Il a en outre invoqué les conséquences fâcheuses de l'afflux des réfugiés dans le pays pendant trois décennies[26].

---

24 Cf. Séminaire et atelier de travail sur le droit et la protection des réfugiés, 26-28 janvier 1992, Khatoum Bahri, Intervention de Monsieur le Ministre d'Etat aux affaires des réfugiés.

25 Ibidem, p.7.

26 Ibidem, p.9.

Ainsi, l'intervention du Ministre pour les réfugiés a, une fois de plus, démontré que même sous un régime islamiste, la politique des réfugiés reste influencée beaucoup plus par les droits et les politiques internationales et les intérêts du pays que par les orientations islamistes sur l'asile.

c Le point de vue des spécialistes

Jonh Rogge résume la politique soudanaise de l'asile en 7 points:

1 - L'octroi de l'asile au Soudan est un acte pacifique et humanitaire qui ne devrait pas nécessairement être vu par les gouvernements des pays d'origine comme une expression de sympathie envers les réfugiés.

2 - La solution optimale pour tout réfugié est le rapatriement volontaire.

3 - En absence du rapatriement, des solutions alternatives devraient être cherchées comme la réinstallation dans un troisième pays. Les réfugiés sont cependant découragés de s'installer définitivement au Soudan ou de devenir soudanais. Ils sont également découragés de s'installer dans les régions urbaines ou des régions éloignées des frontières.

4 - L'appui accordé à la population réfugiée ne devrait pas être supérieur à celui alloué aux populations locales. Pour éviter toute animosité, il faut faire bénéficier les populations locales des infrastructures offertes aux réfugiés.

5 - Le besoin de trouver des solutions aux réfugiés urbains, surtout pour les étudiants qui veulent continuer leurs études ou suivre une formation.

6 - La nécessité d'assister les grands nombres de réfugiés, surtout les orphelins, les femmes, les personnes âgées et handicapées.

7 - L'aide aux réfugiés devrait être absolument liée au développement du pays et des régions qui les accueillent.

Pour le Docteur Ahmed KARADAWI, la politique soudanaise de l'asile a été caractérisée pendant longtemps par deux éléments principaux: les réfugiés sont considérés comme une menace à la sécurité du pays et un poids social et économique assez lourd. Selon cette auteur, le droit international et surtout la Convention de l'OUA de 1969 prévoit une certaine internationalisation de la responsabilité en ce qui concerne les réfugiés, mais une contradiction entre les objectifs des donateurs de l'aide, des organisations humanitaires et du gouvernement soudanais avait abouti à un conflit des priorités et à un affaiblissement des objectifs de tous les acteurs [27].

II La politique soudanaise en matière des personnes déplacées

La politique gouvernementale en matière des personnes déplacées est une politique assez récente. Elle s'est développée avec le développement du phénomène et avec l'aggravation de la migration forcée des personnes issues du Sud vers le Nord du pays.

Un organisme gouvernementale spécialisé fut crée pour gérer les affaires de ces personnes: *le Commissionner Office for Displaced Persons* (COD).

A Une politique récente

Dans l'intervention au premier Congrès soudanais, sur la promotion sociale et économique, tenue à Khartoum en mars 1991, le Commissaire délégué pour les personnes

---

27 Karadawi Ahmed, Refugee Policy in the Sudan, Thèse Ph.D, St. Anthony's College, University of Oxford, Oxford, 1988.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

déplacées, Abd Al-adiim Abd Allah ATTOUM, avait présenté le problème du déplacement au Soudan et exposé la politique gouvernementale à leur égard[28].

Selon les statistiques gouvernementales, le nombre des personnes déplacées avait dépassé 3 millions en 1990. Ce grand nombre pose de sérieux problèmes pour le gouvernement et rend la solution de leurs problèmes assez difficile. Ils proviennent de toutes les parties du pays mais principalement du Sud[29].

Pour l'actuel gouvernement, une personne déplacée est une personne ayant la nationalité soudanaise, qui, en raison des catastrophes naturelles ou de la guerre fuit sa région de résidence et se réfugie dans une autre partie du pays[30]. La majorité des personnes déplacées dans le pays vivent dans les villes ou dans leurs environs, dans des camps de personnes déplacées.

Le phénomène des personnes déplacées est un phénomène récent apparu surtout avec l'escalade de la guerre du Sud et les sécheresses dans le pays depuis les années 1980. Pendant le gouvernement islamiste de Numeiri, les premiers déplacements de populations dans les années 1983/4, avaient été gardés secrets pour éviter la fuite des capitaux étrangers. L'aggravation de la situation dans la région de Darfur l'avait cependant obligé de rendre le problème public et de former une commission militaire pour porter secours aux personnes déplacées dans les camps d'El-mouwallih et Abou-zaid[31]. Cette commission fut remplacée ensuite par une commission nationale pour le secours aux personnes déplacées. Cette Commission constitua le point de départ de l'Office pour les personnes déplacées.

Ainsi, la politique gouvernementale dans ce domaine est également récente, elle commença avec la création du Commissaire soudanais pour les affaires des personnes déplacées en 1987 (COD) et du Conseil national pour les personnes déplacées en 1988[32].

La politique officielle en matière de personnes déplacées fut fixée définitivement en 1990. Elle repose principalement sur les recommandations issues lors du Congrès sur les personnes déplacées de 1990[33]. Elle consiste à leur garantir leurs "droits de citoyens à part entière et les assister"[34]. L'assistance fournie aux personnes déplacées englobe aussi bien l'assistance matérielle (santé, emploi, éducation etc) que morale (leur procurer le cadre social et culturel adéquat pour leur développement). Les personnes déplacées du Sud ont conservé leur organisation sociale, la gestion de leurs affaires communales et leur leaders traditionnels. . C'est ainsi que leurs chefs traditionnels, les *Salatins*, continuent à administrer la justice et organiser les affaires civiles. La seule différence, c'est qu'ils le font en collaboration et sous la supervision (ou plutôt le contrôle) des autorités du gouvernement de Khartoum.

L'organisme chargé de l'application de la politique en matière de personnes déplacée est le *Commissionner Office for the Displaced* (COD).

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

---

28 D. Abd Al-adiim Abd Allah Attoum, Commissaire délégué pour les personnes déplacées, (en Arabe) Planification et organisation de la promotion économique et sociale pour les personnes déplacées, intervention au 1er Congrès sur la promotion économique et sociale, Khartoum, Mars 1991.

29 Voir la carte relative au déplacements involontaire à l'intérieur du Soudan, qui figure en annexe.

30 Ibidem, p. 1. Il faut noter que le Soudan dépend économiquement à 90% de l'agriculture et l'exportation des produits agricoles, les sécheresses successives depuis 1983 ont forcé les personnes des régions affectées à l'Ouest et à l'Est de se déplacer vers Khartoum.

31 Décision gouvernementale No. 52 du 1/8/1984.

32 Cf. Brochure sur le COD publiée par le Service de l'information de cet office.

33 Sur ce congrès, voir Revue du COD, Displaced, "The final Report and Recommandations: The National Conference on the Displaced People, Issue No. (1) September 1990 & No.(2), April 1991.

34 Ibidem, p.3.

B L'Office du Commissaire pour les déplacés (COD): fonctions et administration

La création du COD qui date de 1987 fut complétée par la création d'un Conseil national pour les affaires des personnes déplacées au début de 1988, suite à l'aggravation du problème des déplacements forcés de populations à l'intérieur du pays. Ce conseil comprenait des représentants de tous les ministères et les organes intéressés.

En mai 1988, un Ministère pour la promotion sociale, la *zakat* et les personnes déplacées fut institué. Le COR constituait un département de ce ministère.

Après le coups d'Etat militaire de juin 1989 et l'instauration du gouvernement islamiste, la première réunion gouvernementale institua un Ministère pour l'assistance et les affaires des personnes déplacées. Les affaires des réfugiés ont été aussi rattachées à ce ministère.

Les principales tâches du COD furent déterminées durant cette réunion gouvernementale. Elle consiste à :

1 assister les personnes déplacées;

2 les associer à la prise des décisions qui les concernent et leur assurer une autosuffisance en les faisant participer à des projets de développement;

3 les installer dans des lieux réservés pour eux et mettre fin à leur installation spontanée et anarchique dans le pays;

4 entreprendre des études et des recherches sur le phénomène du déplacement et préparer des programmes d'information sur la nécessaire unité du Soudan du Sud et du Nord et

5 encourager les personnes déplacées à retourner dans leur régions d'origine ou, si cela est impossible dans des régions proches[35].

Des services spécialisés furent crées au sein du COD pour lui permettre de réaliser ces fonctions. Ces services sont de deux sortes: techniques et administratifs. Les services techniques sont: ceux de l'installation et des affaires des camp; des affaires de la santé et de l'éducation, de la recherche, la programmation et de l'information et de la promotion sociale. Les services administratifs comprennent le service des relations publiques et organisations, des affaires financières et administratives de la logistique et la planification et le bureau exécutif du Commissaire pour les personnes déplacées.

L'office collabore avec un certain nombre d'organismes internationaux et d'organisations humanitaires tels: l'UN Emergency Unit ou les organisations humanitaires islamiques: Mounaddamat Addawa Al-islaamiya (l'Organisation de la propagande islamique), Al-wakalatou Al-islamiya Al-ifriqiya lil Al-ighaata (l'Agence africaine pour le secours islamique) et lajnat Mouslimii ifriqiya (la Commission des Musulmans d'Afrique).

Au moment l'enquête, le COD s'occupait de la gestion de 10 camps de réfugiés. En théorie, le COD réserve des programmes spéciaux à l'éducation des personnes déplacées, à leur emploi et à la protection des enfants, des femmes et des personnes âgées. En pratique, ces programmes ont des visées purement politiques et cherchent à assurer plutôt un contrôle très strict sur les personnes déplacées et à les endoctriner, principalement en ce qui concerne celles qui vivent dans les camps[36].

COPIE DE LA BIBLIOTHEQUE

---

35 Cf. Ibidem, p.3.

36 Voir développements sur la limite de la protection des personnes déplacées, dans la section suivante.

SOUS-SECTION II
LE MAINTIEN DE PRATIQUES TRADITIONNELLES ET SES CONSÉQUENCES

Plusieurs auteurs qui ont écrit sur le Soudan ou fait des recherches dans ce pays l'ont qualifié de terre de la compréhension et ont décrit sa population de peuple de l'hospitalité et de la sympathie[37]. Notre recherche sur le terrain et les interviews conduites auprès des populations rurales et urbaines soudanaises sur leur conception de l'asile ont confirmé dans une certaine mesure ces affirmations.

Au Soudan, au delà des textes juridiques, les pratiques aussi bien gouvernementales que populaires en matière d'asile restent influencées par les traditions d'hospitalité et les principes religieux. A la question "que pensez-vous de la politique soudanaise de l'asile?", BONA MANWAL, un ex-Ministre soudanais originaire du Sud et exilé actuellement à Oxford en Angleterre, nous avait répliqué:

> "Le droit d'asile soudanais est moderne, il n'est pas vraiment différent du droit international. La pratique est plus libérale que le droit"[38].

En effet, dans le Soudan d'aujourd'hui, l'asile est moderne en théorie mais relativement traditionnel en pratique. les coutumes traditionnelles de la réception des réfugiés et des personnes déplacées ont été altérées par le droit moderne mais elles restent dans plusieurs cas traditionnelles et humanitaires. Ces coutumes sont applicables (parfois) aussi bien par les agents gouvernementaux que par les populations hôtes.

Ce mélange de conceptions traditionnelle et moderne de l'asile, accentué souvent par une ignorance du droit (traditionnel et moderne), a pour conséquence de créer une confusion dans les attitudes et une contradiction dans les stratégies de l'asile.

Cette situation se retrouve aussi bien chez les responsables gouvernementaux, chez les théoriciens du régime actuel que chez les réfugiés,les personnes déplacées et leurs hôtes.

I La survivance de l'asile traditionnel

En général, toute personne qui se rend au Soudan est surprise par l'ampleur de la générosité et l'hospitalité du pays. Certes, c'est une caractéristique de toutes les sociétés qui restent traditionnelles actuellement et notamment des sociétés arabes et africaines, mais ce qui surprend le plus c'est que cette hospitalité est une particularité non seulement des divers peuples soudanais mais aussi de l'administration du pays[39].

Un grand spécialiste de la question de l'asile dans le monde, l'Ombudsman Peter NOBEL, justifie l'humanitarisme des soudanais en matière d'asile par l'adoption du Soudan d'un droit moderne libéral, en le complément en pratique par des traditions ancestrales et des préscriptions religieuses:

---

37 Cf. John Rogge, p. 54; ....

38 Interview Bona Manwal, un Dinka, ex-Ministre soudanais de la culture et l'information de 1986-89, un écrivain, journaliste et éditeur du journal "The Sudan Time" interdit par l'actuel gouvernement de Khartoum; Saint Antony College, Oxford, 3 juillet 1992. Il vit actuellement en exil à Oxford.

39 Nous avions été surpris, par exemple, lors de l'une de nos attentes dans un des postes de police pour demander un permis de déplacement dans l'Est du pays (étant donné la restriction des libertés de mouvement par l'actuel gouvernement) de constater cette hospitalité même chez la police soudanaise. L'agent chargé des autorisations de déplacements avait invité les personnes présentes à prendre le thé. Ce comportement existe rarement dans une administrations de police et nous l'avons rencontré dans aucun des pays visité jusqu'à présent, qu'ils soient arabes, musulmans, africains ou autres. L'attitude des agents de police était partout la même: hostilité et rigidité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

> "...the humanitarism and generosity undoubtedly displayed by the people and the government of the Sudan is based not only on popular tradition and modern refugee law but also on the ethics of religion. Going back even to pre-islamic tradition, there is a koranic injunction to protect those who seek protection and convey them to a place where they can feel safe and secure"[40]

D'après les interviews et les constatations faites durant l'enquête sur le terrain, on peut avancer que certains comportements et certaines politiques du gouvernement soudanais ainsi que des attitudes de la population dénotent un attachement au droit traditionnel en pratique, malgré l'adoption du droit moderne en théorie, spécialement en matière de réfugiés[41].

A La conservation de coutumes populaires traditionnelles et hospitalières

La plupart des personnes réfugiées ou déplacées que nous avions interviewé nous avaient déclaré qu'elles n'avaient trouvé aucun problème à s'installer parmi la population soudanaise ou à avoir des relations avec elle. L'accueil des étrangers reste malgré tout conçu comme un devoir par cette société.

a L'asile devoir

Une soudanaise nous avait livré ses impressions sur le fardeau des réfugiés supporté par le peuple soudanais:

> "Nous sommes pauvres, nous sommes dans le besoin mais nous ne risquons pas la mort. Il serait inhumain et contraire aux principes religieux et aux traditions du pays de refuser d'accueillir des personnes qui fuient des dangers de mort."

A l'Est du Soudan, la réception des demandeurs d'asile par la population locale reste gérée en pratique par les droit traditionnel. L'individu conserve un certain droit à accorder l'asile aux demandeurs d'asile et les communautés sont organisées en conséquence. L'institution des *Khalawi* est très développée dans la région. la *Khalwa* est un lieu public réservé par certains groupes ethniques à la réception des personnes étrangères qui ont besoin d'une protection ou d'une assistance. Cette institution traduit tout le rôle joué par l'individu et la communauté dans l'octroi de l'asile et leur participation à la prise de la décision les concernant, malgré les stipulations modernes de la loi de 1974 qui réservent ce droit à l'Etat seulement. Les *Khalawi* rappellent les *Khaimat* de l'Arabie prè-islamique, dressées pour la réception des étrangers et pour leur accorder *l'aman*. Ahmed KARADAWI écrit sur l'asile accordé par les *Khalwat* à l'Est:

> "In Eastern Sudan, the Gizera and Western Sudan, the *Khalawi*, offer a way of life for its beneficiaries, who come from various parts of the world, specially Ethiopia and West Africa"[42].

Lors de l'enquête dans la province de Kassala et lors des interviews conduites avec la population locale de Wad Al-Hillaw dans une *Khalwa* appartenant à la tribu des Homran le leader de la communauté (*Al-oumdaa*) avait déclaré à ce sujet:

> "La khalwa est l'endroit où toute personne (étrangère ou soudanaise appartenant à une autre communauté) qui est dans le besoin peut trouver refuge. Généralement, la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

40 P. Nobel, Refugee Law in the Sudan, op.cit., p.57.

41 Comme il est mentionné en annexe, nous avions conduit un grand nombre d'interviews auprès des responsables gouvernementaux, des réfugiés, des personnes déplacées, des chefs traditionnels de communautés hôtes ainsi qu'auprès d'individus dans les centres urbains et les camps visités lors de notre séjour au Soudan, nous citerons que très peu parmi ces interviews.

42 A. Karadawi, The Definition of a Refugee: Changing Concepts, op. cit., p.45.

> personne est reçue par al-oumdaa (le Chef de la Communauté), elle peut y séjourner le temps qu'il faut pour trouver une solution à son problème"[43].

Le financement des frais d'entretien de la *Khalwa* ainsi que la prise en charge des personnes qui y ont cherché refuge incombent à tous les membres de la communauté. Par ailleurs, le terme de *Khalwa* s'applique en même temps aux écoles coraniques instituées récemment par l'actuel gouvernement dans les camps des réfugiés et des personnes déplacées. Nous nous sommes demandés si la confusion n'est pas voulue et si ces écoles ne seront pas appelées à jouer le rôle des sanctuaires à l'intérieur même de ces camps.

Le chef de la communauté des *Homran* avait signalé également qu'en 1967, lors des premiers afflux de réfugiés erythréens dans la région, sa communauté avait estimé que c'était de leur devoir de les recevoir et de les assister. Il avait déclaré exactement:

> "Ces personnes étaient venues chercher l'aman, on ne pouvait le leur refuser; il étaient tous des moujahidin"

Le fardeau des réfugiés était, au début, supporté par tous les membres de la Communauté. Les représentants du gouvernement et du HCR ne sont venus pour apporter leur soutien qu'une année après[44]. Le gouvernement soudanais était donc obligé de ratifier l'asile accordé par la communauté des *Homran*. Le HCR était venu alléger le fardeau en apportant une assistance matérielle.

Le même comportement fut adoptée en 1984 par la communauté des *Bani Amir* dans la province de Garora, lors des afflux de populations venant de l'Erythrée à cause des persécutions politiques de la guerre et surtout à cause de la sécheresse.

La même institution des *Khalwat* existe dans cette région.

Lors de l'afflux très massifs des réfugiés en 1984, la communauté des Bani Amir s'était organisée en conséquence et avait élu une commission de 7 personnes pour organiser la réception des réfugiés erythréens.

Dans une interview avec le chef de cette commission, des similitudes dans les attitudes de la communauté des Bani Amir et des Homran à l'égard de la réception des demandeurs d'asile ont été constatées. Ce chef nous avait affirmé:

> "accorder l'asile est l'une des traditions ancrées dans nos sociétés. Déjà lors des famines des années 1906, nous avions accueilli les personnes qui avaient cherché refuge chez nous. C'est notre *devoir* de secourir les personnes en danger. Ce ne sont que des hôtes, ils partiront un jour, nous ne pouvons pas nous plaindre de nos hôtes"[45]

La commission avait imposé à chaque famille de prendre en charge un nombre de réfugiés et de les installer parmi elle au début. Lorsque leur nombre avait augmenté, des terres leur furent réservées par la communauté. Ces terres sont devenues par la suite le cite du camps des réfugiés visité à Garora. L'assistance fut fournie aux réfugiés par toute la population de Garora, par l'intermédiaire de la Commission.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

b L'hospitalité à tous

L'ex Ministre soudanais, BONA MANWAL, un Dinka , avait confirmé la survivance de coutumes traditionnelles hospitalières dans tout le Soudan contemporain, en l'ignorance totale du droit moderne ou des divisions culturelles:

> "Chez les Dinka du Sud Soudan, le concept traditionnel du réfugié est une personne qui fuit, sans rien emporter avec elle. Il est encore présent aujourd'hui. Il n'est pas

---

43 Interview du *Oumdaa* des *Homran*, Wad al-Hillaw, 9/1/1992.

44 Interview Ismail Ibrahim, l'adjoint du Commissaire pour les Réfugiés dans les régions de l'Est, Khartoum, 6 janvier 1992.

45 Interview Osman Hoummad Iddriss Allity, Garora, 19/1/192.

> nécessaire que la personne soit matériellement à l'extérieur des frontières géographiques nationales pour être considérée comme réfugiée. Elle n'est même pas obligée d'être en dehors du village, elle peut être réfugiée dans son propre village, juste parce qu'elle a fui. La distance n'est donc pas importante, l'important c'est que vous fuyez un danger et que vous êtes à la recherche d'une sécurité et que vous avez tout abandonné derrière vous. Vous recevez la protection par ce que vous avez constamment peur, même dans votre exil. Vous avez donc nécessairement besoin de cette protection et cette sécurité"[46].

L'asile octroyé par les Bani Amir était accordé à tous les erythréens réfugiés musulmans et non-musulmans, comme l'avait affirmé le chef de la Commission chargée de leur réception:

> "L'Islam est une religion de la tolérance, nous avions reçu tout le monde sans distinction de religion, de groupe ethnique ou de sexe, c'étaient tous des *mouhajiroun*"

Chez les Rachaida (un groupe ethnique de la région de Tokar à l'Est du pays), jusqu'à présent, si un criminel qui est poursuivi par les parents de la victime entre dans une maison et demande la protection, le propriétaire est obligé de la lui accorder. Il le remettra à la police s'il peut le faire, sinon, il sera obligé de le défendre jusqu'à la mort ou de payer la *dya* (prix du sang versé) à sa place. La tradition est que toute personne qui entre dans une maison est supposée être protégée par les propriétaires de cette maison. Ils le remettront par la suite au chef de la tribu qui décidera de son sort[47]. Comme dans le droit islamique un criminel qui a commis un crime devrait donc être jugé, mais il ne peut être poursuivi ou puni dans l'endroit où il a demandé l'asile; il faut le faire sortir d'abord de son lieu d'asile.

Les traditions d'asile des communautés soudanaises de l'Est, qui sont pour une grande partie d'origine arabe, ne sont pas très différents de celles des peuples nilotiques du Sud, d'origine purement africaine; ce qui confirme une certaine universalité de l'attitude humanitaire des sociétés traditionnelles à l'égard du droit d'asile.

C'est ainsi que d'après les différentes interviews conduites auprès des personnes issues du Sud et déplacées à Khartoum et ses environs, nous pouvons conclure que la même attitude traditionnelle hospitalière envers les réfugiés se trouve chez les peuples du Nord et du Sud soudanais. En effet, les chefs des communautés (les *Salatins*) Dinka, Shilluk, Nuer et Agar réfugiés à Khartoum à cause de la guerre nous avaient déclaré que les coutumes relatives à la réception des étrangers en général et des réfugiés en particulier restaient traditionnelles au Sud[48].

Le Sultan des Sultan des communautés réfugiés au camps de Djebel Awliya (une sorte de représentant de toutes les communautés) nous avait renseigné:

> "Au Sud lorsqu'un étranger arrive, il est immédiatement conduit à la *Mourahat*, (une sorte de maison publique de refuge). De la nourriture lui est présentée. Il ne sera interrogé sur les raisons de sa venue qu'une fois reposé. Est il à la recherche d'un travail? Est ce qu'il fuit quelque chose ou quelqu'un? Le lendemain tous les membres de la tribu sont réunis, pour examiner son cas. S'il s'agit d'un criminel nous le remettrons aux autorités, c'est une protection pour lui, autrement il sera tué par la famille de la victime. S'il s'agit d'un réfugié pour d'autres raisons, le *Sultan* essayera de trouver une solution pour lui. S'il préfère rester parmi la communauté, il y sera intégré"

---

46 Interview Bona Manwal, l'ex-Ministre soudanais de la Culture et de l'Information, Oxford, 3 juillet 1992.

47 Voir sur ce point, Abd Arrahman Ahmed El Hassan, (en Arabe), Attouraat Acchaabi li qabilati Arrachaida (Le patrimoine culturel de la tribu des Rachaida, publications de l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques, août 1984, p.24.

48 Interviews des *Salatins* des communautés Dinka, Shilluk, Nuer et Agar dans le camps pour personnes déplacées de Djebel Awliya, Khartoum, le 24/12/1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La tradition d'asile est ainsi généreuse quelque soient les groupes ethniques considérés. Cependant la similitude entre le groupe ethnique réfugié et hôte et la parenté qui existe parfois entre les demandeurs d'asile et la population qui l'accorde jouent à l'avantage des réfugiés[49]. C'est ainsi que nous avions constaté qu'il y avait parmi les réfugiés ceux qui étaient considérés comme de véritables étrangers (ceux ayant différente langue, religion, culture etc.) et ceux qui n'étaient pas considérés comme des étrangers au vrai sens du terme (ayant la même religion, langue, origine ethnique etc). Très souvent, les personnes déplacées du Sud à Khartoum étaient considérées plus étrangères que les réfugiés erythréens.

L'interprétation des interviews conduites au Soudan nous renseigne que les pratiques populaires dans le domaine de l'asile et de la migration forcée restent semi-traditionnelles dans la mesure où elles se réfèrent en même temps aux traditions, à la religion et aux pouvoirs qu'ont les autorités soudanaises à contrôler les flux migratoires.

B Des pratiques gouvernementales généreuses

Le gouvernement soudanais s'oppose rarement aux pratiques populaires en matière d'octroi d'asile, il essaie de les rendre siennes parfois et les incorpore dans sa politique.

Les pratiques gouvernementales à l'égard des populations forcées à se déplacer dans le Soudan varient selon les circonstances et selon les personnes concernées.

Pour les réfugiés, la politique gouvernementale en matière d'octroi d'asile a toujours été une politique de porte ouverte. D'après nos interviews avec les agents de protection des réfugiés du HCR à Khartoum, à Showak et à Port Soudan, très peu de cas de refoulement ou de refus de l'asile ont été relevés au Soudan.

a La politique de "la porte ouverte": une certaine obligation à protéger les demandeurs d'asile

Les interviews des représentants du HCR à Khartoum, à Port Soudan et au Caire, ainsi que l'analyse de certains documents appartenant aux trois délégations nous avaient donné la preuve de la politique de "porte ouverte" soudanaise. Une affaire d'asile atteste particulièrement de la spécificité des pratiques soudanaise de l'asile, même par rapport aux autres pays arabes. Il s'agit de l'affaire de l'asile à des "boat peoples" Somaliens au Soudan.

En effet, en novembre 1991, au port de Mogadishio, plus de 200 réfugiés somaliens s'étaient emparés d'un bateau indou battant pavillon panamien, le *Sea Skipper* et l'ont obligé de les conduire à l'étranger. Ce bateau avait quitté la Somalie et s'était rendu successivement à Oman, au Yémen,en Arabie Saoudite, en Egypte avec le but de demander l'asile[50]. Cependant, il leur avait été refusé dans tous ces Etats arabes. Au début de décembre, le bateau était arrivé à Port Soudan, le commandant du bateau avait envoyé le message suivant aux autorités soudanaises:

> "Je demande la communauté internationale à aider mon bateau et mon équipage. Nous sommes désespérés. Nous avons erré depuis le 18 novembre 1991 lorsque nous avions été forcés de quitter le port de Mogadishio. 204 réfugiés se trouvent à bord de mon bateau. Ils ont fui la guerre. Nous manquons de vivres et d'eau. Vous pouvez imaginez le risque que nous courons... Au nom de ces réfugiés, je demande du secours..."

Les autorités soudanaises avaient ordonné aux représentants du COR à Port Soudan de se rendre dans le bateau et d'accorder l'asile à ceux qui le demandaient. Cependant la majorité des réfugiés somaliens à bord avaient refusé de descendre au Soudan et avaient exprimé leur

---

49 Voir G. Kibreab, African Refugees Reflections on the African Refugee Problem, op.cit, pp.67-83.

50 D'après les informations que nous avions reçu à Khartoum, Port Soudan et au Caire, la délégation du HCR avait essayé en vain de convaincre ces Etats arabes à accepter les réfugiés somaliens, ils ont tous refusé présentant chacun des justifications à ce refus. Ils avaient tous conseillé le HCR de les diriger vers le Soudan qui les accepterait surement et sans problèmes.

CDÉTER - BIBLIOTHÈQUE

intention de se réfugier plutôt en Egypte ou en Arabie Saoudite. Pour manifester leur révolte contre les décisions des gouvernements de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite de leur refuser l'asile, ils avaient retenu comme otage, les représentants du COR, du HCR et du CICR qui s'étaient rendus sur le bateau pour négocier les conditions de leur débarquement.

L'affaire s'était terminée par l'acceptation de l'asile proposé par le Soudan par 85 parmi les réfugiés somaliens[51]. Les autres avaient continué leur périples, après avoir été assisté en nourriture et en eau. Les réfugiés somaliens qui acceptèrent l'asile offert furent installé dans le camps de réfugiés de Wad Sheriffi dans la province de Kassala[52].

Est ce là une confirmation du principe traditionnel du devoir d'accorder l'asile aux personnes qui viennent le chercher?

Le Professeur Muddathir ABDEL RAHIM, le conseiller du Président Al-Bashir, avait écrit:

> "la politique soudanaise de l'asile est l'une des plus généreuses et des plus avancées dans le monde. Elle s'explique, par le fait que les valeurs prédominantes dans le pays sont islamiques"[53].

b L'installation des réfugiés et des personnes déplacées

Dans une interview conduite à Oxford, le Docteur Abd Arrahman AL-BASHIR, qui était le 2ème Commissaire soudanais pour les réfugiés et qui vit actuellement en tant que *réfugié de facto*, avait déclaré que malgré tous les problèmes que créent les réfugiés dans le pays la politique de l'accueil généreux des réfugiés n'a pas changé au Soudan durant les neufs années qu'il avait passé au COR[54].

La manière dont sont installés les réfugiés et les personnes dénote également d'une certaine tradition hospitalière. Cependant, toute la politique soudanaise traduit en même temps un paradoxe entre l'attachement aux traditions humanitaires et la recherche de l'intérêt national.

L'accueil fait aux demandeurs d'asile, varie selon leur origine et la durée de leur séjour. Pour les personnes déplacées, c'est parfois le gouvernement qui se charge lui-même de les transporter des lieux où il y a un risque pour leur vie. Une jeune Dinka déplacée interrogée à Khartoum avait dit à ce sujet:

> "Nous sommes venus du Sud à cause de la guerre. Je suis venue avec ma grande soeur. Ma mère est restée, elle est vieille. Mon père a été tué. Nous avions marché pendant des jours. Nous étions très fatigués, nous avions faim et soif. Plusieurs parmi nous sont morts sur la route. J'ai dû boire mon urine pour ne pas mourir de soif. Nous avions fait des kilomètres avant d'arriver à Awil. Puis les voitures du gouvernement sont arrivées et nous ont transporté ici dans le camps de Djebel Awliya. Ma région me manque beaucoup. La paix va être signée bientôt et je vais retrouver ma mère".

En plus de l'installation spontanée parmi la population locale, plusieurs types d'installations concentrées de réfugiés et de personnes déplacées existent au Soudan: les centres d'accueil (*reception centres*), les installations agricoles (*land settlements*) et les

---

51 Voir correspondance (No. 35/A/A) de la délégation du COR à Port Soudan au bureau centrale du COR à Khartoum à ce sujet qui figure en annexe; voir aussi note de la délégation du HCR àPort Soudan (No. PKR/1694 du 9/12/1991).

52 Nous nous sommes déplacés au camps de Wad Sherifi dans l'espoir de conduire des interviews avec ces réfugiés somaliens, nous avions été informés cependant qu'ils avaient quitté le Soudan et s'étaient rendus en Libye.

53 Cf. Muddathir Abdel Rahim, Asylum and Sanctuary in Islam, in Documentation from Khartoum Refuge Seminar, op.cit. p.4. (pp.3-10)

54 Interview Docteur Aberraham Al-Bashir, ex Commissaire soudanais pour les réfugiés, Oxford, juin 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

installations de travail salarial (*wage earning settlements*). Le but de ces deux derniers types de concentrations est de permettre aux réfugiés et parfois aussi aux personnes déplacées d'assurer leur auto-suffisance [55]. Une différence est faite entre les réfugiés ruraux, formant la majorité des réfugiés au Soudan et urbains dont le nombre n'a cessé d'augmenter depuis les années 1975[56]. Ces réfugiés se trouvent dans les principaux centres urbains: à Khartoum, El-Gadaref, Kassala, Port Soudan.

Le Soudan a toujours encouragé l'installation des réfugiés dans les campagnes et avait découragé les installations spontanées dans les centres urbains. Mais l'incapacité du gouvernement d'inscrire tous les réfugiés dans les registres du COR et le refus des réfugiés de le faire ont contribué à l'échec de cette politique[57]. Plusieurs des réfugiés se sont installés parmi leur groupe éthnique se trouvant de l'autre côté de la frontière au Soudan[58]. Les personnes déplacées font la même chose. Une personne originaire du Sud et employée comme un agent du COD nous avait confié que sa modeste maison à Khartoum abritait une vingtaine de personnes déplacées qui étaient sans emploi[59].

Les premières installations de réfugiés dans des camps avaient commencé dans les années 1960 dans Qalat Ennahl, pour quelques 25.000 érythréens et à Rejaf pour 5.000 zaïrois. Depuis lors, les camps de réfugiés et de personnes déplacées se sont développés dans tout le pays.

Les centres d'accueil sont des centres de réception des nouveaux arrivés, tels que le centre de Wad Sherifi, visité lors de l'étude sur le terrain. Théoriquement, le séjour des réfugiés dans ces centres n'est que provisoire, ils sont transférés à partir de ces centres ailleurs. Cependant, vu le manque de terre pour la création de centre d'installation permanente, les réfugiés passent parfois de longues années dans ces centres d'accueil. L'inconvénient c'est que ces centres sont considérés comme un passage temporaire et sont dépourvus de moyens de travail ou parfois d'éducation.

Les camps de réfugiés sont en général pourvus de centres hospitaliers, d'écoles et de *khalwat*, de mosquées et d'églises, de cimetières etc... Le COR possède un représentant permanent et des auxiliaires qui se chargent de l'organisation des affaires des réfugiés dès leur arrivée en collaboration du HCR[60]. Certaines organisations humanitaires ont également des agents dans ces installations et ont des projets d'aide pour l'autosuffisance des habitants. Etant supervisés principalement par le COD, les camps de personnes déplacées sont généralement moins organisés et la vie y est plus difficile. Très souvent, les réfugiés et les personnes déplacées sont associés à la direction de ces installations.

La politique généreuse de l'asile au Soudan en faveur des personnes originaires des pays voisins s'explique surement par son attachement aux traditions humanitaires, mais aussi par l'impossibilité pour ce gouvernement de contrôler ses frontières avec les huit pays voisins.

Le mélange des concepts traditionnels et modernes crée une certaine confusion quand à leur application. Cette confusion est parfois favorable aux personnes à la recherche d'une protection mais elle ne l'est pas toujours.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

55 Pour plus de détails sur ces types d'installations, voir, Refugee Settlement Administration, Showak, Republic of Sudan, Showak Handbook: 1988/1989, pp. 11-12 et 52-89.

56 Voir pour plus de détails, Ahmed Karadawi, The Problem of Urban Refugees in Sudan, in John Rogge (Ed), Refugees: A Third World Dilemma, Rowman & Littlefield Publishers, New Jersey, 1987, pp. 115-129.

57 Cf. John Rogge, Too Many Too Long p. 56.

58 Ibidem, p. 47.

59 Interview du chauffeur du responsable des affaires des *Salatins* au COD, Khartoum, 24/12/1991.

60 Voir en annexe des photos relatives à l'organisation d'un camps de réfugié.

II La Confusion entre les concepts traditionnels et modernes et l'ignorance du droit

La plupart des pratiques populaires et gouvernementales se réfèrent au droit et aux concepts traditionnels de l'asile et de la migration forcée. Cependant, ces concepts ont parfois une certaine coloration moderne. Ceci s'explique, pour la plupart, par une grande ignorance aussi bien du droit traditionnel que moderne de l'asile.

A La confusion des concepts

Nous avons remarqué que cette confusion est assez générale et se trouve aussi bien chez les réfugiés, les personnes déplacées, les populations hôtes, les responsables gouvernementaux et même chez certains doctrinaires de l'actuel régime de Khartoum. Cette confusion concerne le concept d'asile lui-même, les solutions envisageables au problème des réfugiés et les causes qui doivent être retenues pour accorder l'asile.

a La confusion relative au concept d'asile

Il existe une confusion entre les pratiques traditionnelles et les stipulations modernes. Cette confusion se traduit par un certain droit de l'individu à participer à l'octroi de l'asile et une certaine obligation à protéger les demandeurs d'asile.

1 Un certain droit de l'individu à accorder l'asile

Alors que pour le droit international le droit d'asile est un droit exclusif de l'Etat, les pratiques soudanaise montrent qu'il arrive parfois que l'individu accorde l'asile en premier lieu. L'Etat se trouve ainsi obligé de protéger les personnes qui ont été reçues par la population et ne peut les renvoyer. Ainsi le droit reste en fait un droit de l'Etat mais l'individu participe à la prise de la décision de son octroi. Le représentant du HCR à Khartoum nous avait déclaré:

> "La majorité des réfugiés sont reçu en premier lieu par la population. Le gouvernement ne ratifie, en général, cet asile et n'organise et assiste les populations réfugiées que bien après; les réfugiés sont assistés d'abord par les populations soudanaises"[61].

La même chose se passe pour les personnes déplacées. La seule différence c'est que "ces réfugiés internes" sont reçus prèsque exclusivement par les populations issues du Sud mais installées au Nord. La population du Nord ne semble pas participer beaucoup à leur accueil ou réception. Un responsable du COD nous avait affirmé:

> "Les personnes déplacées viennent d'une manière non ordonnée. Leur installation dépend uniquement de leur choix: vivre avec leurs familles vivant à Khartoum ou aller dans les camps préparés pour eux par les autorités de Khartoum"[62].

Cependant, l'asile accordé par les individus à la manière traditionnelle n'échappe pas à la supervision et au contrôle du gouvernement. Aussi, l'accueil des personnes déplacées par leurs familles installées déjà à Khartoum représente un grand fardeau pour elles. Aucune assistance ne leur est donnée de la part du gouvernement ou des organismes humanitaires.

Parmi les réfugiés et les personnes déplacées interviewés, très rares sont ceux qui avaient invoqué un certain droit à être reçu par les soudanais. C'est là une référence claire au droit moderne et à la liberté de l'Etat d'accorder ou de refuser l'asile.

---

61 Interview M. Oluseyi Bajulaye, Adjoint du Représentant du HCR au Soudan, Khartoum, 23 décembre 1991.

62 Interview M. Abu Chama, Adjoint Commissaire soudanais pour les personnes déplacées, Khartoum, 24 décembre 1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2 Une certaine obligation à recevoir les demandeurs d'asile

Lors de nos différentes interview nous avions trouvé un consensus chez tous les soudanais interrogés sur la nécessité d'accorder l'asile et qu'en aucun cas, il ne saurait être refusé à ceux qui viennent le chercher. Plusieurs individus et responsables gouvernementaux nous avaient affirmé que c'était pour eux un devoir religieux et une tradition sociale humanitaire que d'aider les personnes en danger et alléger leurs souffrances. Certains réfugiés ne se considéraient pas comme des réfugiés, mais comme de simples hôtes. Un réfugié avait affirmé:

> "Je suis musulman et je suis marié à une soudanaise et j'ai des enfants avec elle. C'est un devoir pour les soudanais de me recevoir. Il ne peuvent pas m'empêcher de m'installer dans la région, car la terre n'appartient à personne mais à Dieu seul"[63].

Cependant les attitudes de la population locale à l'égard de ses hôtes différaient selon l'origine et l'appartenance culturelle et religieuse du demandeur d'asile. Nous avions noté à Khartoum et à Kassala, par exemple, qu'il existait un certain choix dans l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Plusieurs personnes interviewées à Khartoum et à Kassala avaient relevé la différence des attitudes des soudanais envers les réfugiés et les personnes déplacées. Pour l'accueil des personnes déplacées, la plupart des personnes interviewées considéraient le gouvernement comme responsable de les recevoir, les protéger et les assister en tant que nationaux. Pour les réfugiés, les réponses étaient variées. Un consensus s'était dégagé pour considérer que c'était un devoir pour les Soudanais de recevoir "les frères erythréens"; ce consensus ne s'était pas réuni cependant sur le devoir d'accorder l'asile aux Ethiopiens et surtout aux juifs Falashas.

Des pratiques semi-traditionnelles apparaissent si l'on analyse la protection accordée. Cette protection n'est pas une protection totale comme c'était le cas pour l'asile traditionnel. Le gouvernement ne prend pas en charge complètement les personnes qui se sont réfugiées chez lui, cela lui sera impossible d'ailleurs vu leur grand nombre actuellement. Il leur alloue des terres pour leur permettre d'assurer leur auto-suffisance[64]. Cette pratique reste cependant assez traditionnelle quand à la manière dont ces terres sont allouées. Ils ne peuvent qu'exploiter ces terres et jamais se les approprier. L'exclusion des femmes réfugiées du droit d'exploiter ces terres obéit également à des coutumes traditionnelles[65].

b Un concept plus large du réfugié

Pour Ahmed KARADAWI, qui avait eu une longue expérience au COR, la politique soudanaise en matière d'asile dépasse les stipulations théoriques. La pratique avait montré que les critères retenus pour accorder l'asile au Soudan sont beaucoup plus larges que ceux contenus dans l'article premier de la loi sur l'asile de 1974[66]. La pratique est donc plus développée que la théorie.

Aussi, le statut de réfugié est accordé d'une manière spécifique et selon le type de réfugié. Pour les réfugiés urbain, le statut juridique de réfugié dépend de l'octroi ou non de la carte d'identité de réfugié par le COR[67]. Pour les réfugiés ruraux, leur statut de réfugiés dépend de leur installation dans les camps. Ceux qui ne vivent pas dans les camps ne se considèrent pas

---

63 Interview, Ibrahim, un Bani Amir de l'Erythrée, mariée à une Bani Amir du Soudan, Wad Al-Hillaw, 9/1/1992.

64 Sur ce point voir, Gaim Kibreab, Refugee Land Settlements in Eastern Sudan: On the Road to Self-Sufficency?, in Peter Nobel (Ed), Refugees and Developemnt in Africa, Scandinaian Institute of African Studies, Uppsala, 1987, pp.63-70.

65 Cf. Ibidem, p.66.

66 Cf. Ahmed Karadawi, The Definition of a Refugee: changing Concepts, in COR, Documentation from Khartoum Seminar, op.cit., p.41. (pp.29-47)

67 Voir en annexe un modèle de cette carte.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

comme des réfugiés. C'est ainsi qu'une personne réfugiée de l'Erythrée, installée parmi la population soudanaise à Wad Al Hillaw, nous avait dit:

> "Je ne suis pas un réfugié, je ne vis pas dans un camps de réfugié. Je travaille et je ne reçois de l'aide de personne. Pour moi, un réfugié est une personnes qui reçoit de l'assistance des occidentaux et qui est installé dans un camps. Mon frère est réfugié à Kassala, il fait des études; il a reçu une carte de réfugié du gouvernement[68].

L'asile est souvent accordé en masse et très rarement lors des déterminations individuelles. Les raisons retenues pour l'accorder varient entre la persécution politique, la fuite à cause des conflits armés ou d'une instabilité dans la totalité ou une partie du pays d'origine, ou encore d'une agression extérieure, de la famine et les catastrophes naturelles.

Ainsi la théorie est plus développée en matière de définition de réfugié. L'asile est accordé en pratique à des catégories de migrants forcés qui ne sont pas inclus dans le droit soudanais sur les réfugiés: les militaires et les sinistrés de la famine. Le concept de réfugié appliqué en pratique est l'équivalent d'un étranger forcé à l'exil.

1 L'asile octroyé aux militaires

Comme dans le passé, l'asile est accordé aussi bien aux personnes civiles qu'aux militaires. En droit international, les militaires ne sont pas soumis normalement au même droit que les réfugiés civiles, ils sont régis par le droit humanitaire. En droit africain, la question (liée étroitement aux droits des membres des mouvements de libération nationale) n'est pas tranchée clairement, l'interprétation des dispositions de la Convention de 1969 est orientée vers l'exclusion de toutes les personnes militaires du droit d'asile[69].

Contrairement à la théorie moderne, nous pouvons déceler dans la pratique soudanaise l'octroi de l'asile aux mouvements de libération nationales et l'acceptation de leurs membres comme réfugiés. A l'Est du pays, les membres des mouvements de libération de l'Erythrée résidaient parmi les réfugiés et les membres du mouvement Tigré et Oromo organisaient eux mêmes la fuite et l'installation des réfugiés au Soudan.

L'asile octroyé aux réfugiés soldats éthiopiens, fuyant les attaques de l'armée de libération de l'Erythrée après la chute de MENGISTU, fut le plus important asile accordé aux militaires. C'est ainsi qu'en juin 1991, plus de 50.000 soldats éthiopiens qui combattaient contre les erythréens (des amis et des alliés du Soudan) avaient cherché refuge à l'Est du pays. Ils étaient venus avec leur armes, leur véhicules et leurs familles. Ils furent reçus par le gouvernement[70].

A la manière traditionnelle, les armes de ces réfugiés furent remis à leurs protecteurs. Ils avaient reçu, en échange, la protection des autorités soudanaises et l'assistance du HCR[71]. Les haut officiers de cette armée furent installés à Port Soudan, les soldats dans le camps de

COLESHA BIBLIOTHEQUE

---

68 Interview d'un réfugié éthiopien marié à une réfugiée erythréene installés Showak, 2/1/1992.

69 La Convention de l'OUA de 1969, tout en mentionnant l'agression extérieure comme une raison de demander l'asile, ne fait pas une liaison entre la cause et ses effets. Ses dispositions semblent priver les membres des mouvements de libération nationale de leur droit à continuer le combat à partir de leur pays d'asile, voir M. Bedjaoui, "Asylum in Africa", REF/AR/(CONF)/B/D1, p.18.

70 Interview représentant du HCR à Khartoum.

71 Un opposant à l'actuel régime nous avait déclaré à propos de cet asile: "cet acte n'a aucun lien avec les traditions islamiques de l'asile et du devoir de porter secours à une personne en danger quelque soit son statut. Cet acte est justifié tout simplement par le besoin du gouvernement Al-Bashir de s'accaparer de leurs armes, il a un besoin urgent en arme pour conduire sa guerre du Sud. Il s'était mis d'accord avec l'armée de libération de l'Erythrée pour les pousser à s'enfuir au Soudan, de confisquer leur armement et le partager avec le gouvernement qui prendra le pouvoir en Erythrée.

réfugiés Fau 1 et les femmes et les enfants dans le village de Hanan, une institution de bienfaisance pour enfants orphelins[72].

Avec l'aide du HCR et en accord avec le nouveau gouvernement éthiopien, la plupart de ces militaires furent rapatriés en Ethiopie en septembre 1991[73]. Certains avaient cependant refusé de retourner en Ethiopie, pour la plupart des hauts fonctionnaires, et avaient demandé leur réinstallation à l'étranger.

Ces militaires furent d'abord placés parmi les autres réfugiés éthiopiens dans le camps de Tawawa, ils furent transferés ensuite dans le camps de Tenedba et placés avec des marins réfugiés au Soudan depuis août 1990. Leur transport de Tawawa à Tenedba fut décidé après qu'ils aient été attaqués par la population réfugiée du camps de Tawawa. A Tenedba, ils furent installés à l'écart de la population réfugiée, mais ils vivaient dans une peur continue et attendaient impatiemment leur installation à l'étranger qui tardait à venir[74].

2 L'asile accordé aux sinistrés des catastrophes naturelles

En pratique, l'asile est alloué sans distinction à tous les réfugiés qui fuient les conflits armés et les catastrophes naturelles. En théorie les sinistrés ne sont pas considérés comme faisant partie des personnes ayant le statut de réfugiés.

Parmi les réfugiés interviewés à l'Est du Soudan, plusieurs parmi eux avaient fui surtout à cause de la sécheresse. Ils sont appelés dans la terminologie internationale actuelle: les "réfugiés écologiques". Ils sont dans le besoin surtout de l'assistance.

Un réfugié *habab* nous avait déclaré à Garora:

> "Nous sommes venus au Soudan en 1982, nous sommes venus à cause de la famine, je suis venu avec toute ma famille et nous sommes restés au début dans un centre de réception du COR"[75].

La commission nationale chargée d'étudier la situation des réfugiés au Soudan de 1988 avait reconnu les sinistrés de la famine comme des réfugiés *de facto*. Elle avait écrit dans son rapport:

> "Une des vérités de la politique soudanaise de l'asile c'est que le pays avait reçu un grand nombre de personnes qui se sont réfugiées dans le pays à cause de la famine. Le HCR les a reconnu comme des réfugiés et ils ont été considérés comme des personnes auxquelles le Haut Commissariat s'intéresse (*People of Concern*)"[76].

Le fait que les cartes de réfugiés ne sont distribuées qu'aux réfugiés urbains, estompe en pratique la distinction théorique entre les réfugiés selon la loi de 1974 et ceux de la famine[77].

Nous avions constaté chez les personnes interviewées une confusion entre les concepts modernes et traditionnels. Très souvent, un concept est employé à la place de l'autre. Le seul concept où la confusion ne se faisait pas est la distinction moderne entre réfugié et personne déplacée. Pour la plupart des personnes interviewées, le réfugié est un étranger venant d'un autre pays et la personne déplacée est aussi une personne étrangère mais appartenant au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

72 Le Directeur de cette institution nous avait informé que les femmes soldats réfugiées au village Hanan avaient donné naissance à plus de 100 enfants durant leur séjour qui avait duré six mois, interview Dr. Makin, directeur du village Hanan pour enfants orphelins, Hanan (région de Showak), 12/01/1992.

73 Sur le rapatriement des militaires éthiopiens, l'une des opérations de rapatriement les plus rapides jamais effectuée, voir le Magazine soudanais, Sudanow, novembre 1991, p.12 et décembre 1991, p.9.

74 Interview de ce groupe de militaires (40 militaires et 6 marins), camps de Tenedba, 12/02/1992.

75 Interview réfugié habab du Tigré, installé parmi la population, Garora, 19/01/1992.

76 Cf. COR, Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la situation des réfugiés au Soudan, op. cit. p.32.

77 Voir modèle des cartes de réfugiés distribuées aux réfugiés urbains.

même pays. Certains exigeaient même du gouvernement de leur garantir leurs droits de citoyens. Un leader de communauté de personnes déplacées interviewé au siège du COD nous avait déclaré:

> "Nous ne sommes pas des réfugiés, nous sommes dans notre pays, Je n'aime pas le terme de personnes déplacées. Ce n'est pas de la charité que nous demandons. Le gouvernement de Khartoum doit nous aider et nous assister".

Peu de personnes déplacées et de réfugiés que nous avions interviewé ont eu une telle attitude, la plupart montraient leur reconnaissance aux autorités soudanaises, aux administrations du COR ou du COD pour les services rendus.

La confusion conceptuelle constatée est due en général à une ignorance du droit (autant traditionnel que moderne) par la majorité des personnes interrogées.

B La conception du droit chez les responsables et chez les sujets de la migration forcée

Nous étions surpris lors de notre enquête de constater que le droit est absent des esprits de ceux qu'il est supposé gérer et de ceux qui le gèrent. Les réponses aux questions: avez vous une idée sur le droit des réfugiés? le droit africain traditionnel relatif à la réception des étrangers? les principes islamiques de l'asile? de la *hijra*?, de l'aman? furent très fréquemment: je ne sais, je n'ai aucune idée, je ne savais même pas qu'il y avait un droit spécifique.

Une réfugiée éthiopienne à qui nous avions posé la question: "connaissez vous le droit des réfugiés?" nous avait répondu: "je ne sais pas ce que signifie droit". Cette réponse nous avait poussé à réfléchir sur la conception que se font du droit les personnes qui sont supposées soit être gérées par ce droit soit gérer la migration forcée et nous avions mené des interviews à ce sujet.

La confusion dans les pratiques d'asile résulte d'une ignorance du droit aussi bien traditionnel que moderne de l'asile. Cette confusion et cette ignorance se retrouvent chez les réfugiés, les populations locales, chez une grande partie des responsables gouvernementaux, et même chez une partie des experts nationaux et internationaux.

Les interviews auprès des réfugiés avaient révélé que très peu d'entre eux connaissent le droit des réfugiés. Le COD représente à leur yeux l'autorité gouvernementale et le HCR les pays riches et l'assistance. De même, très peu de personnes déplacées sont conscientes de leur citoyenneté soudanaise et considèrent les services qui leur sont rendus par le COD comme de la simple charité.

Quand à la population locale interrogée, elle est pour la majorité ignorante de l'existence du droit des réfugiés. Certains Soudanais confondent le droit des réfugiés et le droit des étrangers, d'autres ne savent même pas qu'ils sont soumis à un droit. "Les hôtes sont des hôtes seulement et ne devraient pas être distincts des autres membres de la communauté qui les a accueilli" nous avait affirmé un soudanais à Kasala.

Dans une *Khalwa* pour l'enseignement du Coran à Showak, le maître supposé enseigner le Coran aux enfants soudanais et réfugiés nous avait confié son ignorance totale aussi bien du droit moderne qu'islamique de l'asile. Mais il avait défini le réfugié comme un hôte qu'il faut protéger et assister[78].

Le droit moderne relatif aux réfugiés est relativement plus connu que le droit traditionnel. Les principes islamiques de *hijra* sont particulièrement familiers à une grande partie des personnes interviewées.

Des interviews avec certains agents du COR ,du COD, du HCR et des organisations humanitaires ont révélé que, même à ce niveau, le droit n'est parfois pas connu, le droit traditionnel mais aussi le droit des réfugiés et des personnes déplacées. Les experts qui connaissent le droit traditionnel ou moderne de l'asile invoquent le premier comme

---

78 Interview du *Fqih* de la *Khalwa* coranique, Showak, 9/1/1992.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

complément du deuxième, sans proposer comment cela pourrait être concilié dans le modernisme et le traditionalisme. Le Professeur, Muddathir ABD ARRAHIM, l'un des conseillers les plus écoutés du Président AL-BASHIR, nous avait fourni des informations sur le concept de l'asile dans l'Islam et sur l'humanisme de cette religion, mais ils nous avait fait savoir que le projet de la Constitution que le gouvernement islamiste préparait ne mentionnait pas le droit d'asile, contrairement à toutes les constitutions précédentes. Cependant, il avait cité comme une raison de la politique libérale du Soudan en matière d'asile, les traditions islamiques coutumières[79].

Dans notre rencontre avec le Docteur Hassan TOURABI, le leader du Front Islamique et le Président du Congrès populaire arabe et islamique (*Al-Moutamaarou Achchaabi wa al-islamii*), nous a présenté la conception islamique de l'asile et nous a renseigné sur les traditions ancestrales soudanaises dans ce domaine. Il nous a informé cependant qu'aucun changement dans le droit ou la politique de l'asile n'est envisageable sous le régime de *Sharia* dont il est le principal artisan[80].

Le mouvement islamique du Docteur TOURABI estime que l'expatrié doit jouer un grand rôle dans l'expansion de l'Islam dans le monde. Pour lui, tout *hijra* n'est que provisoire: il faut s'exiler pour mieux s'équiper, il faut revenir plus fort pour mieux conduire le *jihad*. Il écrit à ce propos, dans son ouvrage sur les mouvements islamiques au Soudan, qu'il ne faut pas négliger le rôle joué par les exilés soudanais en Arabie Saoudite et en Libye (ce qu'il appelle le travail extérieur du mouvement) dans le renforcement du mouvement islamiste soudanais:

> "Une partie des membres du mouvement islamique fut forcée à l'exil - hijra pour chercher protection et asile et fuir le régime communiste (de Numeiri dans les années 1969) mais aussi hijra pour s'unir, le combattre et l'isoler sur la scène internationale. Les exilés du mouvement islamique soudanais avaient profité de leur exil pour lier des relations avec plusieurs organisations sympathisantes. En collaboration avec des défenseurs de l'Islam dans le monde, des mouvements de libération nationale et des mouvements révolutionnaires (notamment en Arabie Saoudite, en Ethiopie et en Erythrée) ils avaient réussi à dénoncer le régime communiste et dévoiler ses violations. Ils avaient obtenu le soutiens moral et matériel pour préparer leur jihad "[81].

Pour sa part, le Docteur Ahmed KARADAWI avait conclu pour sa part de sa comparaison entre la pratique soudanaise à l'égard des populations forcées à se déplacer, le droit des réfugiés et le droit islamique sur l'asile, qu'il y avait un besoin d'islamiser le droit de la migration involontaire" dans le Soudan de la *Sharia*[82].

C'est dans ce sens que le Procureur Général du gouvernement, le Docteur Abd Arraham AL-KHALIFA, un des principaux rédacteurs des nouveaux codes islamiques en matières civile et pénale, nous avait annoncé la constitution d'une commission spéciale au sein du Ministère de la justice chargée de revoir les lois existantes et de les amender selon les directives de *la Sharia*. Il nous avait confié que "La loi soudanaise sur l'asile fera aussi l'objet d'une révision dans le sens islamique"[83].

Une telle révision codifierait certaines des pratiques mentionnées ci-dessous et ne serait que bénéfique pour les réfugiés et les personnes déplacées. Nous nous demandons si une telle révision arriverait à réduire les grandes limites de la protection des réfugiés et des personnes déplacées et diminuer l'utilisation des réfugiés et des personnes déplacées par le régime

---

79 Interview du Professeur Muddathir Aberrahim, Conseiller du Président Al-Bashir, Khartoum, 2/1/1992.

80 Interview Docteur Hassan Tourabi, Leader Front Islamique, Khartoum, 5/2/1992.

81 Cf. Docteur Hassan Tourabi, (en Arabe) Les mouvements islamiques au Soudan (Al-Harakatou al-islamiya fi As-Soudan), Matbouatou Al-Oufouq, Casablanca,1991, p.272.

82 Interview Docteur Ahmed Karadawi, Ex Directeur de la Protection au COR, Khartoum, 17 décembre 1991.

83 Interview Dr. Abd Arrahman Al-Khalifa, Procureur Général de la République, Ministère de la Justice, Khartoum, 28 décembre 1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

soudanais. L'affaire des Falashas, ayant eu lieu durant le régime islamiste de Numeiri, avait prouvé qu'un régime islamiste peut être beaucoup moins respectueux de l'asile traditionnel et des principes du Coran qu'un régime démocratique moderne.

SECTION II

LES LIMITES DE LA POLITIQUE SOUDANAISE DE L'ASILE

Malgré son caractère assez hospitalier et assez avancé par rapport à tous les autres pays afro-arabes, la politique soudanaise d'asile reste une politique limitée, si nous la comparons avec les politiques traditionnelles de la migration forcée (notamment islamique telle que pratiquée à Médine) ou avec les standards internationaux de la protection des droits de l'homme.

De plus, l'utilisation des réfugiés aussi bien par la population locale que par le gouvernement soudanais minimise l'hospitalité soudanaise et démontre les contradictions de la politique soudanaise de d'asile. L'affaire des Falashas fut unique dans l'histoire internationale de la migration forcée, elle a révélé toute la manipulation qu'un gouvernement peut faire des principes islamiques sans pour autant les respecter lui-même.

SOUS-SECTION I

UNE PROTECTION LIMITÉE DES PERSONNES FORCÉE À SE DÉPLACER AU SOUDAN

Il est vrai que l'asile est rarement refusé au Soudan, mais une fois cet asile accordé et les migrants forcés installés, les violations de leurs droits en tant qu'êtres humains commencent. En général, ni leur protection ni leur assistance n'obéissent aux normes internationales nécessaires à la garantie de la dignité humaine.

Depuis la prise du pouvoir par les militaires en 1989, la situation des droits de l'homme n'a cessé de se détériorer; ce qui a eu pour conséquence de réduire encore plus les quelques droits dont bénéficiaient les réfugiés et les personnes déplacées dans le pays.

I La situation des droits de l'homme au Soudan depuis l'avènement du régime islamiste et son impact sur les migrants involontaires

La Conférence mondiale des droits de l'homme de juin 1993 avait recommandé dans sa déclaration finale que:

> "Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction aucune est une règle fondamentale du droit international en matière des droits de l'homme"[84].

Cette règle n'est pourtant pas souvent respectée dans tous les Etats du globe en général et au Soudan en particulier. Depuis sa venue au pouvoir, le régime militaire s'était empressé de changer les lois, restreindre les libertés et limiter les droits de la population soudanaise ainsi que de la population réfugiée.

Au nom de l'Islam, plusieurs droits fondamentaux ont été niés aux individus nationaux et non-nationaux.

---

84 ONU, Assemblée Générale, Document final de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, A/CONF.157/DC/1/Add./1, 22 juin 1993, paragraphe 8 de la première partie, p.7.

COLESPRIA - BIBLIOTHEQUE

A L'ampleur des violations des droits de l'homme depuis 1989

Plusieurs organisations internationales, régionales et nationales agissant dans le domaine des droits de l'homme, n'ont cessé de condamner les violations des droits de l'homme perpétuées par le régime militaire islamiste au Soudan.

Ainsi, sur le plan international, les violations graves des droits de l'homme avaient poussé la Commission internationale des droits de l'homme de l'ONU à désigner un rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Soudan lors de sa quarante neuvième session à Genève[85].De son côté, Amnesty International n'a cessé de dénoncer dans ses bulletins et rapports les violations des droits de l'homme au Soudan depuis l'avènement de ce régime. Le dernier rapport annuel de cette organisation internationale des droits de l'homme mentionne, par exemple tous les neuf pays afro-arabes parmi les Etats qui violent les droits de l'homme, mais met un accent sur le Soudan et renseigne sur des centaines de personnes emprisonnées parmi les civils et les militaires et d'autres condamnés à mort[86].

Des ONG ont souvent aussi relevé les grandes violations des droits de l'homme. Parmi ces ONG, *Africa Watch*, une ONG américaine avait en avril 1991 réservé un numéro spécial de son bulletin au Soudan. L'ONG britannique article 19 s'est également intéressée au Soudan et avait consacré plusieurs numéros de son bulletin à la question.

Sur le plan régional, l'Organisation arabe des droits de l'homme a, à plusieurs reprises, fait mention des graves violations des droits de l'homme au Soudan, aussi bien des personnes soudanaises que de leurs hôtes[87].

Sur le plan national, aussi bien des ONG que des personnes ont condamné le non respect des droits humains sous le régime d'Omar Al-Bashir. C'est ainsi que la section du Caire de l'Organisation soudanaise des droits de l'homme avait publié récemment une brochure sur le non respect de l'intégrité physique des personnes humaines en donnant des exemples de mutilations physiques des soudanais et des non-soudanais sous le règne de la *Sharia*. Sudan Monitor, un bulletin préparé par des exilés en Angleterre informe mensuellement sur les atteintes aux droits de l'homme au Soudan.

L'Islam est souvent utilisé pour justifier certaines violations des droits des individus par le régime soudanais actuel, sans pour autant accorder à ces mêmes individus les droits qui leur sont alloués par cette religion tels le droit à participer effectivement aux décisions relatives à la politique d'asile.

Le Président de l'Organisation internationale islamique des droits de l'homme, créée en juin 1993 à Khartoum, a précisé, par exemple, que cette organisation est une ONG purement islamiste, qui ne se reconnait pas beaucoup dans certaines stipulations de la DUDH et que toutes les organisations internationales des droits de l'homme ont été utilisées dans l'intérêt des grandes puissances. Il a déclaré à cet égard:

> "Les stipulations de la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme contiennent des principes généraux communs à toutes l'humanité, mais ceux qui suivent les règles de la Sharia ont des resserves sur certains de ses articles"[88].

Dans ce contexte, tout l'humanisme musulman est ignoré; L'Islam est plutôt utilisé comme un obstacle aux règles humanitaires modernes de la protection de l'individu.

---

85 Voir sur ce point, Bulletin de l'Organisation arabe des droits de l'homme, Avril 1993, pp.10-11.

86 Cf. Rapport Amnesty International, 1991, pp.212-215.

87 Voir les bulletins mensuels et les rapports annuels de l'Organisation Arabe des Droits de l'Homme, le bulletin de Mai 1990 (pp.1-3) et les rapports annuels depuis 1989.

88 Journal Arraya (le drapeau), du 8/6/1993, p.16, "Le penseur Mounir Chafiq, Président de l'Organisation international islamique des droits de l'homme; les organisations de droits de l'homme ont été utilisées dans l'intérêt des grandes puissances"

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

La Présidente de l'Union soudanaise des femmes et de la Fédération internationale des femmes, actuellement réfugiée à Londres, nous a communiqué toute son amertume à l'égard du gouvernement actuel qui est en train d'obliger tous les intellectuels et les leaders politiques à quitter le pays et de s'exiler à l'étranger, alors que les soudanais sont connus pour être attachés à leur pays et détestent le quitter. C'est ce qu'elle qualifie de "la politique d'exil, d'expatriation et de la migration forcée" (*siyasatou Attahijir*) pratiquée actuellement au Soudan. La présidente avait déploré également la politique du"*jihad*" du gouvernement, son encouragement aux mouvements fondamentalistes dans les pays voisins et la formation de personnes pour faire la guerre sainte. Ces personnes reçoivent leur formation à l'Académie du Jihad islamique, créée par le gouvernement. Madame IBRAHIM avait déploré également "la violence introduite par les Islamistes dans un pays traditionnellement pacifiste"[89].

B L'Islam utilisé comme un obstacle à l'humanisme

La déclaration finale de la Conférence de Viennes sur les droits de l'homme de juin 1993 a dénoncé la violation des droits de l'homme fondamentaux, au nom des spécificités régionales ou religieuses et a insisté sur l'universalité des droits de l'homme, comme un moyen de mieux garantir cette protection.

Le paragraphe 3 de la deuxième partie de cette déclaration stipule en effet:

> "Tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés"

Il ne devrait donc pas exister de différence entre les êtres humains quelque soient leur origines, leurs races, leurs religions, cultures etc. Ils ont tous besoin des mêmes droits et de la même dignité. Mais les législations promulguées par le gouvernement militaire islamiste au Soudan à partir de 1989 ont confirmé l'application de la *sharia* (telle qu'interprétée par les gouvernements militaires de Numeiri et du Général Omar Al-Bashir) et ont instauré une différence entre les personnes humaines selon leurs sexes et leurs religions. Cette inégalité est affirmée aussi bien sur les plans politique que juridique.

Pour Fatima IBRAHIM, exilée à Londres:

> "La Sharia au VIIème siècle était beaucoup plus avancée que celle qui est pratiquée aujourd'hui dans les pays qui se disent islamiques. Elle garantissait plus de droits pour l'individu que plusieurs législations européennes de l'époque"[90].

Une brève analyse des textes promulgués depuis l'avènement du régime du Salut national démontre que ces textes sont pour la plupart en contradiction avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Les différents Décrets constitutionnels abolissent tous les droits et libertés contenus dans les constitutions précédentes: abolition des droits constitutionnels et de toute opposition politique, organisation et encadrement de la vie politique et privée des individus, contrôle sévère de toute activité dans le pays etc[91]. Ces nouvelles législations imposent diverses restrictions: sur la presse, les postes et les communications, la liberté académique, les femmes, la liberté de mouvement etc. Les codes édictés en matière pénale et civile en 1991 instituent le droit islamique traditionnel comme

CEDESRA - BIBLIOTHEQUE

---

89 Interview Madame Fatima Ibrahim, Présidente de l'Union des femmes soudanaises, de la Fédération Internationale des femmes, ancienne députée au Parlement soudanais de 1965 à 1968, Londres 28 mars 1992. Fatima était devenue réfugiée en Angleterre en 1991. Le gouvernement britannique lui avait refusé l'asile au début mais il était obligé de le lui accorder à la suite d'un article de John Carvel "Asylum delay grounds top UN feminist" paru dans le journal The Guardian du 9 octobre 1991.

90 Interview de Fatima Ibrahim.

91 Le premier Décret constitutionnel avait suspendu la constitution provisoire de 185, décrété en juillet 1989 l'Etat d'urgence et aboli toute organisation politique ou sociale à l'exception des organisations religieuses. Le Décret No. 3 organise les pouvoirs dans le pays et consacre une concentration des pouvoirs dans les mains d'une junte militaire. Voir en annexe, le Décret No.1.

seul droit applicable dans le pays et réintroduisent la loi du *qasas* (loi de talion) avec quelques exceptions.[92]

Ces lois affectent toutes les personnes vivant au Soudan, y compris les réfugiés et les personnes déplacées[93]. Déjà en 1983, sous le régime islamiste de Numeiri, les premiers à souffrir de ses législations *houdoud* furent les réfugiés et les personnes déplacées. C'est ainsi que la première décision *qasas* après l'instauration de la *Sharia* par Numeiri fut prononcée sur un réfugié dans la région d'El-Gadaref. Ils s'agissait d'un réfugié éthiopien de 17 ans, Addisu, installé dans le camps d'Um Rakuba.

Ce réfugié venait d'arriver au Soudan, tout ce qu'il avait apporté avec lui fut volé. Il n'était pas inscrit comme réfugié dans le camps et ne pouvait donc pas prétendre à recevoir l'assistance alimentaire accordée par le PAM et distribuée par le COR. Il n'avait pas de quoi se nourrir, il devait donc voler pour se nourrir, mais il fut attrapé et puni. L'amputation du bras de ce réfugié ne fut évitée que grâce à l'appel contre le jugement d'amputation qui a été introduit par le conseiller juridique du COR (en collaboration avec le HCR). L'appel avait mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait d'un réfugié chrétien, un nouveau venu qui ignorait tout de la loi islamique et qui avait volé parce qu'il se trouvait dans le besoin de se nourrir et que la *sharia* n'imposait pas le *qasas* dans un cas pareil[94].

Sous le régime de Numeiri les sanctions islamistes étaient appliquées beaucoup plus aux réfugiés et aux personnes déplacées qui ignoraient tout des règles islamiques qu'à ceux de confession musulmane. Dans une affaire de meurtre commis par un réfugié éthiopien sur la personne d'une vielle dame pour des motifs de vol et jugée au tribunal provincial de Port Soudan, le condamné répétait souvent à l'audience qu'il était soul lorsqu'il avait commis son crime. Cette déclaration au lieu d'atténuer sa peine l'avait aggravé plutôt, en le sanctionnant en plus pour avoir commis un autre délit, celui de débit d'alcool[95]. Il fut condamné à la peine de mort par pendaison conformément à l'article 251 du code pénale de Numeiri de 1983, en ignorance de tous les principes internationaux des droits de l'homme[96].

L'Islam semble être surtout utilisé contre les droits des individus, jamais en faveur d'eux. Dans une affaire portée en cassation auprès de la Cour suprême à Khartoum, la tentative d'une personne déplacée condamnée à la peine à perpétuité de faire annuler cette peine sur la base d'un témoignage d'une seule femme dans une affaire pénale fut rejetée. Les lois islamiques de Numeiri de 1983 ne reconnaissent pas un tel témoignage, deux femmes doivent témoigner à la place d'un homme dans une affaire pénale. Seulement, sa demande de la révision du jugement en vertu de la nouvelle loi en sa faveur n'était pas prise en considération[97].

L'Islam apparait dans toutes ces affaires comme une religion inhumaine et intolérante. Les critiques du régime islamiste de Numeiri avait qualifié toute sa politique islamiste et ses

---

92 Pour une bonne analyse des innovations islamiques introduites au Soudan depuis 1989, voir Numéro spécial de Article 19, Dismantling Civil Society; Suppression of Freedom of Association in Sudan, Issue 27, 23 August 1993, voir aussi Bulletin spécial de l'Africa Watch, News from Africa Watch, "New Islamic Penal Code Violates Basis Human Rights", Avril 1991.

93 Sur les effets sociaux de l'application de la *Sharia* au Soudan et sa contradiction avec les standards internationaux des droits de l'homme, voir Africa Watch Report, "Denying the Honor of Living: Sudan a Human Rights Disaster, March 199O.

94 Sur cette affaire, voir Ministry of Refugees, Sowak, Eastern Sudan, Showak Magazine, August/September, 1988, p.25, "From the Lawyers's File: A Case of Mercy.

95 Affaire Karmadin Karmaï Ivo, Tribunal Provincial de Port Soudan, 25/10/1991. L'affaire fut jugée par le Président du Tribunal, Mohammed Ali Khalifa que nous avions interviewé durant notre enquête dans ce tribunal au mois de janvier 1992.

96 A cette époque il n'existait pas de texte spécifique au droit d'asile, mais le droit à la vie est mentionné partout dans les textes généraux des droits de l'homme.Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte International relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort de 1989, introduit l'interdiction de la peine de mort comme une règle internationale.

97 Cour suprême, Chambre pénale, Khartoum, Jugement No. MR/MK/123/1983.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

lois de Septembre 1983 comme une simple falsification de l'Islam et une interprétation anti-islamique de cette religion[98].

Un autre côté de l'impact des lois islamiques sur les réfugiés et personnes déplacées est illustré par les restrictions imposées sur les droits des femmes. La conférence sur "Général Appearance" (L'aspect extérieur) qui a été organisée à Khartoum en Novembre 1991 par le Front islamique de Hassan Tourabi avait critiqué le laxisme de l'actuel gouvernement dans l'application de la *Sharia* dans tous les aspects de la vie sociale et principalement en ce qui concerne les femmes. En réponse, des codes sur les comportements sociaux furent promulgués. Selon ces codes, les femmes sont obligées de porter l'habit islamique à l'extérieur, dans le travail et dans les écoles (même dans les écoles étrangères), ils instituent des restrictions sur l'importation des tissus ayant des couleurs vives, interdisent les rencontres entres femmes et hommes en dehors du cadre familial etc.

Les femmes (y compris les femmes réfugiées) qui avaient refusé de porter l'habit islamique furent renvoyées de leur travail, empêchées de pénétrer dans les administrations publiques. Certaines furent même fouettées publiquement pour ne pas porter l'habit islamique, qu'elles aient été musulmanes ou non[99]. Ainsi, l'Islam est imposé à toutes les femmes même aux femmes réfugiées et non musulmanes. Pour échapper à la persécution de la police soudanaises, certaines parmi les femmes réfugiées et déplacées interviewées nous avaient confié qu'elles avaient décidé de porter l'habit islamique et de prétendre être musulmanes.

Un autre problème s'est posé en relation avec l'introduction de la *Sharia*, c'est celui de la prostitution des femmes réfugiées. Souvent dans les camps de réfugiés, étant donné le manque d'emploi, le seul revenu pour les femmes chefs de familles provient de la prostitution. Avant l'institution du code pénal islamique, la prostitution était punie par l'Acte sur la prostitution de 1976 en théorie, mais elle était une chose courante dans les camps, vu l'impossibilité pour les femmes réfugiées de se procurer un revenu autrement. Avec l'institution de la *Sharia*, la prostitution est sévèrement punie et les femmes chefs de famille restent sans aucun revenu. L'agent de police chargé de la sécurité dans le camps de Tawawa nous avait déclaré à ce sujet:

> "Nous savons que pour les femmes éthiopiennes chrétiennes, la prostitution ne constitue pas un délit chez eux., mais chez nous elle est considérée comme un *zina*. Selon l'article 140 de l'actuel code pénal, la personne qui commet le *zina* est condamnée à mort si elle est mariée et de 100 *jalda* (fouets) si elle ne l'est pas"[100].

---

98 Voir Mansour Khalid, (en Arabe) Al-Fajr Al-Kaadib: Numeiri et la falsification de la Sharia, Dar Al-Hilal, Khartoum 1986. L'auteur dénonce dans cet ouvrage l'usage qui a été fait de la religion islamique par Numeiri qui ne s'était jamais distingué avant les lois de septembre 1983 par un comportement spécifiquement islamique. Il avait au contraire commencé son pouvoir en adoptant le modèle islamique. Il condamne l'influence qu'avait exercé le Docteur Hassan Tourabi sur Numeiri et considère les lois de septembre une simple réalisation de Tourabi qui était devenu Procureur Général de la Présidence en 1977 et qui avait lui-même préparé les projets de texte de ces lois. Il démontre aussi toute les contradictions de la théorie islamiste du Docteur Tourabi, notamment son concept de la *sahwa* (le réveil) islamique et l'idée de revenir à l'Islam tel que pratiqué à l'époque de la deuxième dynastie islamique des Abbassides au VIIème siècle pour atteindre le développement au XXème siècle.

99 Sur les restrictions imposées aux femmes dans le Soudan de la Sharia, voir Bulletin Article 19, Sudan: Tortue as Censorship, Issue 13, 2 April 1992, pp.13-14. Durant nos interviews, plusieurs femmes non musulmanes réfugiées et déplacées du Sud nous avaient confié qu'elle avaient eu des problèmes avec les services policiers à cause de leur tenue non islamique.

100 Interview d'un agent de police au commissariat du camps de Tawawa, El-Gadaref, le 11/I/1992. Cet agent nous avait informé que les crimes commis par les réfugiés du camps variaient entre le meurtre, la prostitution et la consommation de l'alcool. Il nous avait renseigné sur l'application des règles de la *Sharia* dans le camps. L'application la plus fréquente s'appliquait à la consommation de l'alcool. Un cas d'une femmes accusée de *ridda* (apostasie) nous a été également révélé. Selon le Code pénal soudanais de 1991, la sanction pour ce crime est la peine de mort.

© CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ainsi l'Islam représente pour les personnes qui avaient cherché refuge au Soudan une restriction de leurs droits et un abandon de leurs propres cultures. Face à ce visage de l'Islam, les réfugiés et les personnes déplacées adoptent des stratégies de comportement propres à la situation. La fausse conversion à l'Islam et la prétention d'être adepte de cette religion pour les personnes qui ne le sont pas est l'un des moyens utilisés par les réfugiés et les personnes déplacées pour assurer leur protection dans le Soudan actuel.

Une personne déplacée interrogée dans le camps de Jebel Awlya avait évité de nous dire qu'elle était de religion traditionnelle africaine et nous avait déclaré qu'elle était de religion chrétienne, étant donné le mépris affiché par certains musulmans du Nord envers les religions africaines non reconnues par l'Islam. Sa mère qui était inconsciente de la situation nous avait, au contraire, parlé avec fierté de sa religion africaine traditionnelle, de ses ancêtres et des recommandations de cette religion relatives au respect de l'étranger[101]. Un leader de Communauté des personnes déplacées à Khartoum nous avait fait savoir qu'il avait décidé de se convertir publiquement à l'Islam dans le but d'améliorer ses relations avec les autorités soudanaise, il resterait cependant en privé attaché à sa religion traditionnelle[102].

Une personne d'origine juive Falasha avait nié sa religion juive et avait prétendu être chrétienne, de peur d'une réaction anti-Falashas, après le scandale du transport des Falashas en Israël et le mauvais impact que ce transport a eu sur les relations entre réfugiés juifs, le gouvernement soudanais et les populations locales[103].

L'utilisation de l'Islam contre les libertés des hôtes des soudanais a pour conséquence d'accentuer leurs problèmes et d'intensifier les violations de leurs droits.

II Les problèmes de la protection des droits des réfugiés et des personnes déplacées

Tels que stipulés dans les conventions internationales des droits de l'homme (ratifiées pour la plupart par le Soudan), les droits des réfugiés et des personnes déplacées devraient être des droits capables de leur sauvegarder ou de leur rendre (s'ils l'ont perdu) leur dignité en tant que personnes humaines. Ces droits peuvent se résumer en la nécessité d'une protection et d'une assistance.

Cependant aussi bien la protection que l'assistance des personnes réfugiées et déplacées au Soudan posent des problèmes.

A Le problème des droits humaines des réfugiés et des personnes déplacées

Plusieurs limites sont introduites aux droits des réfugiés et des personnes déplacées et plusieurs de ces droits ne sont pas garantis.

a Les limites de la protection des réfugiés

Une protection réelle des réfugiés inclue l'octroi d'un asile permanent, la garantie du non-refoulement, la non détention et la non-expulsion, la détermination de leur statut, la garantie des droits à l'emploi et à l'accès aux institutions de l'éducation... En bref la sauvegarde les

---

101 Interview d'une famille de personnes déplacées installées dans le camps de Djebel Awlyaa, Khartoum, 24/12/1992.

102 Interview du Sultan Michael Mahmoud Abdel, personne déplacée de Bahr Al-Gazal, au siège du COD, Khartoum, 20 janvier 1992.

103 Sur l'affaire des Falashas, voir la section suivante. Le réfugié en question fut interviewé dans le camps de Tenedba dans la région d'El-Gadaref, le 11/1/1991. Il était bien renseigné sur le transport des Falashas du Soudan et sur la condamnation de l'ex chef de sécurité de Numeiri, après la chute de ce dernier pour complicité dans ce transport.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des droits à l'emploi et à l'accès aux institutions de l'éducation... En bref la sauvegarde les droits contenus dans les instruments internationaux des droits de l'homme et surtout la DUDH et les deux Pactes.

Au Soudan, l'asile est souvent accordé; il arrive qu'ils soit refusé cependant. Durant l'enquête dans le pays, nous avions appris du HCR que l'asile fut refusé à un opposant irakien qui a demandé l'asile au Soudan après la guerre du Golfe. les bonnes relations entre les deux gouvernements soudanais et irakien justifiaient ce refus. De plus, 8OO réfugiés Falashas étaient venus demander asile après les nouveaux développements en Ethiopie et les persécutions contre eux, mais ils avaient été refoulés vers leur pays d'origine. Le refoulement fut justifié par le fait qu'ils ne répondaient pas à la définition internationale de réfugiés[104].

Les réfugiés sont généralement soumis aux mêmes lois et devoirs que les nationaux, sans jouir exactement des mêmes droits. Le droit positif soudanais a confirmé certains des droits et devoirs des réfugiés, tels qu'ils sont inclus dans la Convention de Genève de 1951. La loi de 1974 accorde certains droits et réserve certaines priorités aux réfugiés, par rapport aux autres étrangers, mais elle limite certains autres droits proclamés internationallement. D'autres limites sont relevés également par la pratique[105].

C'est ainsi par exemple que le Soudan avait présenté une réserve sur l'article 26 de la Convention de Genève relative à la liberté d'installation et de mouvements des réfugiés. L'article 10 de l'acte Soudanais sur l'asile interdit à tout réfugié de quitter le lieu de résidence qui lui a été choisi par le gouvernement, sous peine de se voir emprisonner pour une période qui pourrait être égale à une année. Cette stipulation est en contradiction aussi bien avec les principes internationaux des droits de l'homme qu'avec les principes islamiques relatifs à la liberté de mouvement. Aussi, la détention des réfugiés est autorisée par le droit interne soudanais, en méconnaissance de la notion islamique d'*aman*.

Par ailleurs, l'installation forcée des réfugiés et des personnes déplacées dans des camps, loin des centres urbains et même de la population locale est préférée par le gouvernement pour diverses raisons: surveiller leurs actions, s'assurer que leur asile reste temporaire et préparer ainsi facilement leur rapatriement vers leurs pays d'origine. De plus, l'installation des migrants involontaires non-musulmans loin des centres urbains est organisée par le présent gouvernement soudanais afin de limiter les contacts avec les populations locales du Nord et les empêcher d'influencer et "de corrompre la société musulmane par leurs coutumes anti-islamiques"[106].

Conformément aux stipulations internationales, les réfugiés ne possèdent pas des droits politiques. L'interdiction pour les réfugiés de participer à toute activité politique du pays, sous peine de sanction (article 10/2) confirme le réfugié dans son statut d'étranger au sens moderne du terme, qu'il soit musulman ou pas. Pourtant, selon les droits traditionnels africains et surtout le droit islamique, rien n'empêche un réfugié de participer à la vie politique de la communauté de son refuge; certains avaient pu devenir même des leaders de ces communautés, comme nous l'avions montré dans le chapitre premier de cette étude.

La protection des réfugiés par un Etat revient à assurer leur sécurité physique et morale. C'est un devoir étatique. En cas de la violation de cette sécurité, ils doivent être en mesure de se faire justice auprès des tribunaux du pays d'asile. Cependant, l'ignorance du droit par les réfugiés, la lenteur de la justice et son coût élevé rendent souvent la protection des réfugiés par les tribunaux une simple utopie dans les pays afro-arabes, en général, et au Soudan en particulier.

---

104 Interview de l'agent de la protection à la délégation du HCR à Showak, T. Garcia, Showak, 10/1/1991. Il nous avait révélé également que parmi les 5000 réfugiés militaires au Soudan, il y avait 150 Falashas. Les autorités soudanaises avaient fermé les yeux sur ce fait.

105 Pour une étude détaillée de la protection des réfugiés au Soudan, voir Philip Ramaga, The limits of Refugee Protection in the Sudan, Refugee Issues, Vol.1, No.4, July 1985.

106 Selon les paroles mêmes de certaines personnes interviewées à Khartoum qui appuient l'actuel politique gouvernementale, relative à l'application de la *Sharia* dans le pays.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ainsi plusieurs des droits humains des réfugiés ne sont pas protégés au Soudan. Le Docteur Barbara HARRELL-BOND donne une bonne illustration de ces violations: insécurité des réfugiés et attaques armées et lacune de la protection internationale qui est assurée par certains agents du HCR, qui se considèrent beaucoup plus comme des diplomates que des agents d'organismes humanitaires internationaux au service des réfugiés. Pour le même auteur, les expulsions répétées de réfugiés des centres urbains et leur installation dans des camps lointains d'où il leur est interdit ou impossible de sortir, l'absence de toute preuve de leur statut de réfugiés (les cartes de réfugiés n'étant distribuées qu'à une minorité seulement), l'emprisonnement fréquent de réfugiés sans justification ainsi que leur placement dans des centres pénitentiaires dans des conditions inhumaines , attestent tous leur manque de protection[107].

S'agissant des conditions d'emprisonnement des réfugiés, ces conditions ne sont pas très souvent différentes de celles des nationaux, mais elles sont quelque fois plus mauvaises. Cependant, l'humanisme de la population soudanaise permet parfois d'alléger ces dures conditions. C'est ainsi que durant notre visite du camps des réfugiés de Tenedba, nous avions visité le centre pénitencier de ce camps, une cellule de 1,5 m2 où s'entassaient six prisonniers. Parmi eux, se trouvait un soldat éthiopien réfugié et un enfant mineur. Le soldat était accusé d'avoir assassiné une réfugiée dans le camps et attendait son transfert à Khartoum. L'enfant mineur était accusé de vol. L'agent de police chargé des prisonniers nous avait déclaré:

> "Toutes ces personnes devraient être transférées dans des prisons de Khartoum ou de Gadaref, mais nous préférons les garder ici, les conditions sont plus humaines pour eux. Leur cellule donne sur le plein air, leur amis peuvent venir leur parler et leur apporter de la nourriture. Nous partageons quelques fois notre thé ou nourriture avec eux"[108].

b Les personnes déplacées : des citoyens pas comme les autres

Les conditions de vie des personnes déplacées et l'attitude des gouvernants et des populations locales à leur égard démontrent que ces migrants forcés ne sont considérés ni comme nationaux ni comme réfugiés. Leur statut est ambigu et leur protection est inexistante. Ils subissent les effets de toutes les catastrophes: "chassés par la sécheresse et la guerre civile qui ravagent le Sud du pays et végètent dans les camps autour de Khartoum[109].

Ni le droit interne ni le droit international ne leur procure de protection. Une personne déplacée interviewée à Khartoum nous a confié avec amertume:

> "Si seulement cette guerre s'arrête! Nous étions bien chez nous avant que les soldats du SPLA viennent dans notre village et brûlent toutes nos cultures et détruisent nos maisons. Il nous accusaient de collaborer avec le gouvernement de Khartoum et de refuser d'envoyer nos enfants combattre avec eux. Nous nous sommes enfuis. La plupart des enfants et personnes âgées sont morts durant le voyage. Certains membres de notre communauté se sont réfugiés en Ouganda, ils ont de la chance, ils reçoivent de l'assistance internationale, ils peuvent même demander à aller en Europe, aux Etats Unis. Nous, nous avons droit à rien de cela, parce que nous sommes venus à Khartoum. Nous avions mal fait"[110].

Durant nos enquêtes au sujet des personnes déplacées, nous avions noté une certaine réticence de la part de la population du Nord à recevoir les personnes déplacée du Sud, Ils

---

107 Cette absence de protection des réfugiés par leur Etat d'asile est qualifiée par le Docteur Harrell-Bond de "Search of security" (la recherche d'une sécurité), Cf. Barbara Harrell-Bond, Imposing Aid: Emergency, Assistance to Refugees, Oxford University Press, Oxford, New York, 1986, pp.155-201.

108 Interview des agents de police dans le camps de Tedeba, 11/1/1991.

109 Cf. Le journal le Monde, Soudan: La grande misère des déplacés, 21 avril 1993, p.6.

110 Interview d'un chauffeur au service du COD, Khartoum, 24/12/1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

préfèrent même certains réfugiés aux personnes déplacées. Une personne soudanaise du Nord nous avait déclaré:

> "Nous aimons les erythréens, ils sont éduqués, ils sont musulmans pour la plupart et ne posent jamais de problèmes quand vous les engagez chez vous comme domestiques. Les personnes du Sud ont une différente culture, de différentes religions et ne sont pas sérieux dans leur travail. Je sais qu'ils sont soudanais mais je préfère donner refuge à un erythréen plutôt que d'aider une personne non-musulmane, des *majous* (non-croyants) du Sud"[111].

Ce sentiment de rejet à l'égard des populations réfugiées du Sud, très souvent trouvée chez la population musulmane du Nord, est accompagné parfois d'une attitude qui les responsabilise de la crise économique et sociale du pays. Une personne faisant partie des milices populaires (*addifaa achchaabi*, une armée de volontaires créée par l'actuel gouvernement pour soutenir sa politique islamique), nous avait déclaré à ce propos:

> "Ils consomment l'alcool, ils ne respectent pas notre religion, leurs femmes sont très libres, ils ne veulent pas travailler, ils ne sont pas habitués à la vie civilisée, s'installent anarchiquement à Khartoum et créent beaucoup de problèmes de sécurité... la plupart des criminels à Khartoum sont originaires du Sud... je me demande parfois pourquoi notre gouvernement s'acharne a faire la guerre pour les garder parmi nous, si eux-mêmes veulent être indépendants... je ne comprends pas non-plus qu'elle avantage nous allons tirer de les avoir parmi nous"[112].

Il est vrai que le phénomène des personnes déplacées représente un vrai problème pour les centres urbains et principalement pour la ville de Khartoum. La crise de logement avaient obligé plusieurs parmi eux à s'installer dans des lieux qui ne sont pas conçus pour les habitations. D'autres ont trouvé refuge dans des maisons en construction dans les quartiers résidentiels de Khartoum (tel que celui de *Mouhandisin*)c, ce que les autorités de Khartoum appellent l'installation *achwii*. Pendant des années les gouvernements successifs au Soudan ont essayé de trouver une solution à la question des déplacées de Khartoum et notamment par des opérations de "re-déplacement" de la population du Sud installée dans la capitale soudanaise. Certains parmi eux ont été réinstallés en dehors de la ville dans des camps dépourvus des moyens les plus élémentaires à la vie humaine[113]. Il leur est interdit parfois de quitter ces camps, des opérations de *kachcha* (rafles) sont souvent organisées dans les centres urbains en vue d'assembler les personnes déplacées et les réfugiés se trouvant à Khartoum et de les renvoyer dans leurs camps respectifs.

La détermination du gouvernement de Khartoum à lutter contre l'installation spontanée des personnes déplacées à Khartoum l'a poussé à adopter des programmes de transferts massifs de populations déplacées. Ces transferts forcés ont donné lieu à des incidents sanglants. En décembre 1992, par exemple, Dans une opération de réinstallation de personnes déplacées, 15 résidents du camps de dar-essalaam, dans les alentours de Khartoum, furent tués par les autorités soudanaises et plusieurs parmi eux furent blessés. Ils s'opposaient à la destruction de leurs maisons par les autorités soudanaises. Les raisons de ces destructions étaient, selon les autorité soudanaises interviewées, que ces maisons s'étaient implantées d'une

CEDEJ - BIBLIOTHEQUE

---

111 Interview d'une soudanaise, femme fonctionnaire, Khartoum le 4/2/1992. La même personne nous avait fait part de ses ressentiments envers les erythréens qui sont facilement acceptés pour aller travailler en Arabie Saoudite où ils sont préférés au Soudanais.

112 Interview d'un maître d'école coranique à Showak, le 9/1/1992.

113 Le camps de Djebel Awliya que nous avions visité durant notre enquête sur le terrain se trouve à 40 Km. de Khartoum dans un endroit aride. Les personnes déplacées n'ont pas la possibilité de travailler dans la région et ne peuvent se déplacer en ville pour travailler. Plusieurs des personnes interviewées dans ce camps nous avaient déclaré qu'elles auraient préféré mourir au Sud plutôt que de venir vivre dans de telles conditions.

manière anarchique et dans des régions où toute construction était interdite (des habitats *achwaai*)[114].

Une personne dont l'abri fut détruit avait décrit l'opération d'évacuation des personnes installées illégalement:

> "Des soldats dirigés par un lieutenant et des employés de la municipalité sont venus tôt le matin. Ils ont entouré la maison et, sans s'annoncer, ils sont entrés à l'intérieur. Ils ont commencé à déplacer nos affaires et à les jeter à l'extérieur. Etant donné les costumes militaires qu'ils portaient, personne n'osait demander des explications. Ceux qui avaient protesté ou demandé à ramasser leurs affaires eux-mêmes furent fouettés en plein public, d'autres furent arrêtés[115]".

Chassés ainsi de leurs abris à Khartoum, ces personnes déplacées avaient passé plusieurs nuits dans la rue avant qu'un camion de la municipalité ne vienne les transporter par force dans des camps des personnes déplacées à l'extérieur de la ville. Parmi ces personnes déplacées, certaines étaient également accusées de vendre l'alcool ou de se donner à la prostitution, en méconnaissance des lois islamiques, et furent emprisonnées.

S'agissant toujours des problèmes des personnes déplacées et réfugiées, un problème qui avaient attiré l'attention de l'opinion internationale est celui des enfants déplacées à cause de la guerre du Sud. Ce sont des enfants qui ont été, depuis 1980, soit pris de force, soit récupérés par les forces du SPLA à la suite de leur fuite des bombardements ou de la mort de leurs parents. Ces enfant furent tout d'abord installés dans des camps spéciaux dans le Sud du Soudan puis en Ethiopie en vue de les préparer à faire la guerre. La chute de Mengistu, le rapprochement entre les gouvernements de Khartoum et d'Addis Abéba et les divisions dans les rangs de l'armée du Sud ont abouti de nouveau au déplacement forcé de ces enfants de l'Ethiopie vers le Sud Soudan où ils furent abandonnés à eux mêmes. Leurs images, errant dans le Sud Soudan en guerre, essayant de trouver des refuges pour fuir les bombardements avaient ému les agents des organismes humanitaires qui avaient essayé de les aider et les protéger[116].

Aussi, la chute de Mengistu avait conduit au retour de 270.000 réfugiés soudanais dans la partie sud du Soudan parmi les quelques 398.000 Soudanais du Sud qui vivaient en Ethiopie[117]. Leur retour était dû à des conflits armés dans le pays et à des attaques de leur camps par ceux qui appuient le nouveau gouvernement éthiopien. Ils ont été accusés d'avoir collaboré avec le gouvernement de Mengistu[118]. Leur retour a posé un grand problème humanitaire dans le Sud du pays où la guerre sévit encore. Plusieurs parmi eux ont cherché asile au Kenya.

Les malheurs et les misères des populations déplacées dans le Soudan est l'une des images quotidiennes du Soudan. Leurs conditions de vie sont en dehors de toute imagination et l'assistance qu'ils reçoivent est presque absente, comparée relativement à celle accordée aux réfugiés. L'ex Représentant permanent du Soudan aux Nations Unies, le Lieutenant Général Mkungu JOSEPH LAGU, avait remarqué, durant son interview, que les problèmes des personnes déplacées s'étaient beaucoup aggravés depuis l'application de *Sharia* dans le pays, il avait milité pour une séparation de la religion et de la politique dans le Soudan et pour un

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

114 Pour plus de détails sur la confrontation entre les autorités soudanaises et la population de Dar es-salaam, voir, U.S. Committee for refugees, World refugee Survey: 1992, p. 52.

115 Interview d'une personne déplacée du Sud, Khartoum, 24/12/1991.

116 Sur cette question, voir Panos Moumtzis, Children of War, Refugees, No 90, July 1992, pp. 30-32.

117 Conf. US Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, p. 53.

118 Ibidem, pp. 53-54.

retour à l'accord d'Addis Abéba de 1972 comme étant les meilleures solutions aux grands problèmes des personnes déplacées[119].

B Le problème de l'assistance et son impact sur la protection des réfugiés et les personnes déplacées

Les problèmes des réfugiés ne peuvent pas seulement être résolus par une protection juridique. L'octroi de l'asile devrait être accompagné d'une garantie des droits économiques et sociaux de ceux forcés à se déplacer. Mais toute assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées ne doit être accordée au détriment de la population hôte.

Certes, l'une des grandes menaces à la sécurité de la personne déplacée en général est la perte économique qui résulte de sa fuite et de l'abandon de ses biens et de son travail. Sans assistance, aucun des migrants involontaires ne sera capable d'oublier le traumatisme de son exil.

Aussi bien les réfugiés que les personnes déplacées ont besoin d'une assistance, celle ci est souvent absente au Soudan; ce qui cause un fardeau lourd aussi bien pour le gouvernement que pour la population hôte et crée des sentiments inhospitaliers.

a L'assistance comme une nécessité à la protection des migrants involontaires

Les réfugiés et les personnes déplacées doivent être protégés par des programmes de secours urgents dès leur arrivée. Ils ont besoin, après leur fuite, d'une assistance alimentaire, médicale, ils doivent avoir un emploi et un logement. La non organisation des programmes d'assistance, leur caractère intéressé, le double emploi de l'assistance et la grande différence entre les besoins des populations déplacées et l'assistance distribuée aggravent les problèmes de la protection et de la sécurité de ces populations migrantes.

La plupart des réfugiés et presque toute la population déplacée ne reçoivent pas d'assistance internationale ou nationale. Pour ceux qui la reçoivent elle est insuffisante.

Le Docteur HARRELL-BOND, une spécialiste de la question, qualifie toute l'assistance accordée par la Communauté internationale "*d'assistance imposée*", dans le sens que ces réfugiés n'ont aucun choix que d'accepter la charité qui leur est faite[120]. Par ailleurs, le montant de l'assistance accordée est très inférieur aux besoins et ne les couvrent pas tous.

Durant l'enquête dans le camps de réfugiés de Wad Sherifi, des personnes interrogées avaient indiqué que toute l'assistance qu'ils recevaient consistaient en un peu de farine, de l'huile et un peu savon. Les besoins d'une personne humaine ne se limitent pas à ces trois éléments seulement. Plusieurs parmi les réfugiés sont obligés de vendre en cachette une partie de la nourriture allouée pour satisfaire d'autres besoins, en contravention de la réglementation applicable dans le camps sur l'interdiction de vendre la nourriture distribuée par les agents du COR.

Pour le Docteur HARRELL-BOND, l'objectif de tout programme d'aide aux réfugiés devrait être de les rendre indépendants, mais l'assistance telle qu'elle est organisée au Soudan

---

119 Interview de l'ex Représentant permanent de la République du Soudan aux Nations Unies, Mkungu Joseph Lagu, Oxford, 21 mars 1992. Joseph Lagu est originaire du Sud Soudan, il nous avait confié qu'il venait d'être démuni de ses fonctions par le gouvernement islamiste. Il avait refusé de rentrer à Khartoum et vivait à cette époque à Londres. L'interview du Général Lagu fut conduite dans la demeure d'une femme écrivain anglaise spécialiste de l'Islam, le Docteur Charis Waddy, un jour de Ramadan. Ce qui avait retenu notre attention lors de cette interview, c'est la déclaration du Général Lagu qu'il n'observait pas le Ramadan car il était chrétien mais que sa femme le faisait par contre, étant donné qu'elle était musulmane. Nous avons souvent trouvé cette conception de l'Islam très spécifique des Soudanais originaires du Sud.

120 Cf. B.E. Harrelle-Bond, Imposing Aid, op.cit., pp.202 et s.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

les rend plutôt dépendants aussi bien du COR, du HCR que des ONG de l'assistance humanitaire[121].

Les organisations oeuvrant dans le domaine de l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées sont très diverses, elles varient entre des organisations internationales comme le HCR ou le PAM, gouvernementales comme l'organisation suédoise SIDA, non gouvernementales comme l'Agence pour le secours islamique en Afrique (*Islamic African Relief Agency*)[122]. Le travail des organisations humanitaires est d'une grande importance pour la protection des réfugiés et des personnes déplacées, cependant certaines critiques peuvent leur être adressées.

En effet, les organismes humanitaires agissant au Soudan sont loin du modèle de l'institution de l'aide mutuelle qui existait dans la société soudanaise, *El-Nadeer,* qui représentait la solidarité de la communauté à l'individu dans tous les domaines[123]. Ces organisations sont certes présentes dans plusieurs domaines: l'assistance en nourriture, l'assistance médicale, l'éducation, la protection des enfants, des handicapés et des femmes, la formation et les services de conseils etc. Cependant, leur mission est quelque fois ambiguë, leurs agents sont souvent motivés beaucoup plus par leurs hauts salaires que par leur mission humanitaire, certaines de ces organisations se sont organisées en groupes de pression et se considèrent parfois comme les seules défenseurs des réfugiés et des personnes déplacées[124].

Dans ce contexte, La collaboration entre les organismes humanitaires occidentaux et le gouvernement soudanais rencontre beaucoup d'obstacles. A la suite de la guerre du Golfe, plusieurs de ces organisations (sürtout les américaines) avaient décidé de mettre fin à leurs projets d'assistance aux déplacées au Soudan, comme une réaction contre l'appui que le gouvernement présent avait apporté à Saddam Hussein. Les réfugiés et les personnes déplacées ont été donc punis pour un acte émanant du gouvernement de leur pays d'asile. Cette décision prouve combien toute aide humanitaire occidentale n'est, au fond, qu'une aide intéressée et un acte politique.

L'attention internationale s'est récemment tournée vers le problème de l'assistance aux personnes déplacées, notamment dans le Sud du Soudan. Deux opérations d'assistance ont été organisées à cet effet: les opérations "Lifeline" I & II.

En avril 1989, la communauté internationale avait lancé "*l'opération lifeline Soudan*". L'objectif de cette opération était d'empêcher la mort de personnes à cause de la famine. En 1988, 250.000 personnes étaient mortes de la guerre civile et de la famine au Sud du pays[125] La même année, les inondations qui avaient touché les trois quarts de Khartoum avaient amplifié la misère de la population déplacée et réfugiée dans cette ville. Par conséquent, le Soudan s'était trouvé dans l'obligation d'accepter une intervention humanitaire au Sud de son territoire. Grâce à un accord entre l'ONU, le Gouvernement du Soudan (signé par le Premier Ministre, Sadiq Al-Mahdi et réaffirmé par le Général Omar Al Bashir) et le SPLA, l'aide était autorisée à être distribuée à la population civile par des "corridors de paix"[126]. Cette opération avait réussi à mettre fin à la famine et à arrêter les déplacements des populations en 1989. Elle avait été renouvelée en 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

121 Ibidem, p.206.

122 Voir en annexe la liste de certaines organisation agissant dans le domaine de l'assistance au Soudan.

123 Sur la comparaison entre les institutions traditionnelles et modernes de l'assistance, voir Ahmed Karadawi, The Relation between Government and Non-Government Organizations in Refugee Work in the Sudan, in COR, Documents from the Khartoum Seminar, op.cit., pp.261-282.

124 Voir Ibidem, pp.267-272. Durant notre séjour au Soudan nous étions surpris par le faste dans lequel vivaient certains agents de ces organisations humanitaires, comparé à la situation des réfugiés ou des agents du COR. Il n 'y avait aucune comparaison entre leurs salaires et ceux des soudanais.

125 Conf. Larry Minear et autres, Humanitarianism Under Siege: A critical Review of Operation Lifeline Sudan, The Read Sea Press, incl, Washington, 1991.

126 Ibidem, p. IX.

Larry MINEAR, qualifie l'opération "*Lifeline*" au Sud Soudan comme l'exemple type d'une intervention humanitaire, avec l'accord des parties concernées, au profit des populations civiles déplacées qui sont dans le besoin d'une assistance internationale:

> "Lifeline is a story of the warring parties themselves agreeing to the principle that civilians should not pay the price of the conflict in the front of hardship and starvation"[127].

Mais le consensus ne s'est pas réuni pour qualifier cette opération de purement humanitaire. Comme pour l'intervention en Somalie, les interprétations de l'action internationale dans ce cas sont diverses et contradictoires. Pour certains, il s'agit d'une action humanitaire mais pour d'autres ce n'est qu'une manoeuvre chrétienne et occidentale pour "s'infiltrer dans une nation arabe et musulmane"[128].

Face au nouveau développement dans le caractère de l'aide humanitaire, le gouvernement soudanais est devenu très sceptique et a exprimé son refus d'accepter certaines assistances. Ses relations avec certains organismes d'assistance se sont beaucoup détériorées en conséquence. Durant notre séjour au Soudan plusieurs des représentants des organismes humanitaires interrogés s'apprêtaient à quitter le pays. Plusieurs avaient justifié leur décisions par les différentes entraves posées à leurs actions de distribution de l'assistance par les autorités soudanaises, comme le résume un rapport de l'U.S. COMMITTEE FOR REFUGEES:

> "In recent years, the Khartoum government has been strongly criticized for blocking food aid to the sudanese people, often denying that a problem even existed. In February, sudanese leader Omar al-Bashir said that relief groups seeking to carry out relief efforts were "defaming sudan by begging on behalf of the Sudanese people" and added "" we must get rid of all these organisations"[129].

Le résultat est que les réfugiés et les personnes déplacées sont moins que jamais protégés et assistés. Face à cette situation, certains organismes américains ont même invité leur Etat à intervenir directement dans le pays "pour obliger le gouvernement soudanais à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et réduire son hostilité vis à vis les efforts d'assistance[130].

b Le lourd fardeau des réfugiés et des personnes déplacées

L'impact des réfugiés et des personnes déplacées a généralement été considéré comme négatif sur le pays ou sur la région de leur accueil, spécialement en Afrique[131]. Très peu d'auteurs ont démontré le contraire[132].

Depuis les années 1970, les gouvernements soudanais successifs s'étaient trouvés face au lourd fardeau des réfugiés. Ce fardeau fut aggravé dans les années 1980 par celui des

---

127 Ibidem, p. X.

128 Ibidem, p. XII.

129 U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey: 1992, pp. 52-53.

130 Des membres de l'USCR (le Comité américain pour les réfugiés) avaient visité le Sud Soudan en mai 1991 avait rapporté la situation dramatique des personnes déplacées et avaient demandé aux Etat Unis d'intervenir militairement dans le pays pour apporter l'aide humanitaire; cf. U.S. Refugee committee, World Refugee Survey: 1992, p. 53.

131 Cf. Keely, C.B., The Global Refugee Problem: The Case of Development Oriented Strategy, Population Council, New York, 1981; La Déclaration finale et le Programme d'Action de la deuxième Conférence sur l'Assistance aux réfugiés d'Afrique (CIARA II), A/39/402, NU, New York, 1984, Gorman, R.F., Coping with Africa's Refugee Burden - A Time for Solution, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1987.

132 Conf. Roger Zetter, Refugees and Forced Migrants as Development Ressources: The Greek Cypriot Refugees from 1974, The Cyprus Review: a Journal of Social, Economic and Political Issues, Volume 4, Spring 1992, Number 1, pp. 7-37.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

populations déplacées. La plupart de ces migrants forcés s'installent spontanément parmi la population et ne reçoivent pas d'assistance. Ils concurrencent ainsi la population et partagent avec elle les maigres ressources du pays. Leur installation anarchique a souvent un mauvais impact sur l'environnement. Dans ce domaine, le Soudan est entrain de payer un grand prix en échange de son hospitalité. Les réfugiés et les personnes déplacées posent actuellement un grand problème pour l'environnement au Soudan, ils sont à l'origine de la destruction du peu de végétation qui existe dans le pays, surtout lors de leur installation.

Lors des premières arrivées de réfugiés, des terres leur furent distribuées, afin de leur permettre d'assurer leur indépendance économique; ce qui accéléra la compétition pour la terre dans les régions où se trouvaient les camps de réfugiés[133]. L'accroissement du nombre des réfugiés fut accompagné de l'accroissement des terres distribuées, surtout à l'Est du pays et notamment dans la région de Qalat en Nahl[134]. Cette politique donna naissance à des hostilités entre les réfugiés et la population soudanaise démunie et ne possédant pas de terre. Cette tension causée par la distribution des terres aux réfugiés s'ajoute à d'autres tentions causées par une inégalité de traitement des réfugiés et des nationaux parfois, comme le répète BONA MANWAL:

> "Le Soudan possède des ressources très limitées, mais il les partage avec les réfugiés. Ce partage cause des conflits entre les nationaux et leur hôtes (exemples les tensions actuelles à Kassala, Port Soudan à propos de l'approvisionnement en eau). Les réfugiés ne reçoivent pas une véritable assistance du gouvernement et rivalisent avec les nationaux"[135].

Aussi, l'assistance fournie par la communauté internationale aux réfugiés dans des régions où la population locale est aussi sinon plus démunie que la population réfugiée crée un déséquilibre entre les réfugiés et leurs hôtes et entraîne des sentiments d'hostilité et d'envie à leur égard. Comme nous l'avions constaté lors de note enquête, à Wad Al-Hillaw, par exemple, sur une rive du fleuve est installée la population réfugiée assistée, dans l'autre rive se trouve la population locale non assistée et vivant dans des conditions plus misérables.

Les interviews dans la région ont également montré que, malgré l'hospitalité légendaire du peuple soudanais à l'égard des étrangers, des personnes avaient manifesté leur ressentiment contre ces réfugiés éthiopiens "chanceux de pouvoir recevoir une aide alimentaire internationale". Quelques soudanais démunis avaient même essayé de prétendre être des réfugiés pour pouvoir bénéficier de l'assistance du HCR ou de présenter une demande de réinstallation dans un pays occidental[136].

Ainsi, par l'action internationale en faveur des réfugiés, des inégalités entre les réfugiés et la population locale et des disparités entre les réfugiés dans les camps et la population adjacente sont instituées. Le résultat est le changement dans les attitudes hospitalières et un certain abandon des concepts traditionnels relatifs à l'asile.

De plus, le manque de planification des programmes relatifs aux réfugiés installés spontanément parmi la population et la réaction hostile de celles-ci font que les réfugiés perçoivent leur séjour comme négatif et la population hôte comme inhospitalière[137].

Pour réagir à l'effet négatif des réfugiés dans le pays, le gouvernement soudanais avait proposé la réalisation par la communauté internationale de programmes généraux de

---

133 Cf. John R. Rogge, Too Many Too Long: Sudan's Twenty-Year Refugee Dilema, Rowman and Allanheld Publishers, p. 29.

134 Ibidem, p. 29.

135 Interview Bona Manwal, Oxford, 3 juillet 1992.

136 Lors de certaines interviews à Garora et à Port Soudan. L'appartenance au même groupe ethnique et la non-généralisation des cartes d'identité rendait la chose plus facile.

137 Conf. Karsany, I., Socio-Economic Survey of Spontaneously Settled Refugees in Kassala, Rapport soumis à l'Office of the Commissionner for Refugees, Khartoum, 1986.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

développement dans les régions de grandes concentrations de réfugiés afin d'intégrer les populations hôtes à ce développement et une conférence fut réunie sur ce sujet à Khartoum en 1980[138]. A la suite de cette conférence, des projets de développement intégré dans les régions où se trouvent les réfugiés ont été planifiés par le gouvernement, en collaboration avec le HCR. Cependant ces projets ne prennent pas souvent en considération les besoins et les voeux des populations réfugiés[139].

Au surplus, les projets d'assistance ne concernent que les réfugiés, les populations déplacées semblent être complètement abandonnées à elles-mêmes. Leurs hôtes aussi. Cette situation accentue les ressentiments et change les comportements traditionnels.

L'aggravation des problèmes de sécurité à Khartoum et l'accroissement des crimes commis par les réfugiés et les personnes déplacées amplifie l'impact négatif des réfugiés et des personnes déplacées dans le pays et intensifie les ressentiments à leur égard. Les statistiques du Ministère de la justice montrent que les grands crimes commis dans la région Est sont commis par les étrangers, une grande partie de ces étrangers sont des réfugiés ou des personnes déplacées[140]. Ce fait a été confirmé lors des différentes interviews conduites avec certains agents de sécurité ou des personnes chargées d'administrer la justice.

Le *burden sharing* ou solidarité internationale devrait normalement être utilisé dans les deux cas, pour les réfugiés et les personnes déplacées. Plusieurs raisons expliquent ce manque d'assistance et de protection aux personnes déplacées. En premier lieu, l'idée que ce sont des nationaux et que la souveraineté de l'Etat exige que seul l'Etat a un regard sur ses nationaux.

Ces limites à la protection des personnes réfugiées et déplacées sont aggravées par leur utilisation et leur exploitation aussi bien par les autorités gouvernementales que par la population locale elle-même actuellement; ce qui crée toute la différence entre l'accueil désintéressé fait dans le passé aux personnes qui cherchaient l'asile et l'accueil moderne qui obéit, malgré son caractère hospitalier, aux réalités du Soudan du XXème siècle.

SOUS-SECTION II

LES RÉFUGIÉS ET LES PERSONNE DÉPLACÉES: OBJETS D'EXPLOITATION ET MONNAIE D'ÉCHANGE

Certains comportements sociaux et gouvernementaux à l'égard des réfugiés et des personnes déplacées poussent le chercheur travaillant sur l'asile au Soudan à se demander si l'hospitalité et les pratiques généreuses de l'asile qui caractérisent la société soudanaise et certaines politiques gouvernementales sont une réalité ou un simple mythe du passé.

L'affaire du transport des réfugiés Falashas des camps des réfugiés soudanais directement vers Israël, qui a eu lieu sous le régime "islamiste de Numeiri, et les conséquences qu'elle avait entraîné soulève tout le problème de la sélection dans le droit islamique à appliquer, surtout par les régimes se disant régis par la *Sharia*.

---

138 Cf. Government of Sudan, National Committee for Aid to Refugees, Report: International Conference on Refugees in Sudan, June 1980. Cette conférence soudanaise était le point de départ de la première conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA I) qui eut lieu à Genève en avril 1981 mais elle ne régla pas le problème de l'assistance aux réfugiés africains, ce qui amena les Nations Unies de réunir CIARA II et d'inclure dans son programme le besoin d'intégrer l'assistance aux réfugiés dans le développement général du pays d'asile et de permettre aux réfugiés d'assurer leur indépendance par des projets qui leur permettent d'avoir leurs propres revenus.

139 Voir pour plus de développement, Ahmed Karadawi, Income-Generating Projects in Refugee Affected Areas of Sudan, Rapport, COR, sur "Community Development Approach to Income Generation", Khartoum, 1984.

140 Voir en annexe le document du Ministère de la justice soudanais pour les statistiques concernant les crimes commis par les étrangers en général et les réfugiés en particulier.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

I L'Exploitation et l'utilisation des réfugiés et des personnes déplacées au Soudan

Certaines attitudes et certaines politiques à l'égard des réfugiés et des personnes déplacées incitent le chercheur à douter de toute l'hospitalité et de la survivance de certaines pratiques de l'asile traditionnel dans le Soudan d'aujourd'hui et le pousse à chercher les raisons de ces comportements.

A L'hospitalité: un mythe du passé ou une réalité actuelle?

Nous avions démontré auparavant qu'aussi bien certains comportements sociaux que gouvernementaux envers les demandeurs d'asile confirment la survivance de certaines traditions hospitalières et de certains principes religieux relatifs à l'octroi de l'asile et à l'assistance aux étrangers. Toutefois, certains autres comportements sont contradictoires avec ces principes et ces traditions, notamment L'exploitation manifeste des réfugiés et personnes déplacées par leurs hôtes.

a Hospitalité ou inhospitalité

Comme nous avions essayé de le démontrer dans la première partie de cette étude, l'hospitalité et l'accueil généreux des demandeurs d'asile étaient des caractéristiques principales de toutes le sociétés pré-modernes en général.

Cependant même dans ces sociétés, la solidarité et l'hospitalité dépendaient parfois de l'existence de ressources disponibles. Le secours et la protection portés aux personnes forcées à se déplacer pour diverses raisons s'expliquaient également par l'inexistence du concept de l'Etat au sens moderne du terme, un Etat responsable de porter secours et accorder la protection cette catégorie de migrants. Gaim KIBREAB explique bien ce postulat lorsqu'il écrit:

> "The feeling of helplessness due to the inability of man to harness the forces of nature and the absence of a centralized state are crucial elements in determining the state of peoples' minds towards outsiders"[141].

L'absence de propriété privée, notamment de l'appropriation privée des terres ou des moyens de production, et l'existence plutôt de la propriété commune facilitaient l'acceptation des étrangers et leur intégration. Les productions étaient principalement des productions de subsistance, les sociétés traditionnelles ne connaissaient pas la conception du profit ou de l'accumulation du capital. Il n'y avait donc pas besoin d'exploiter "l'hôte" ou le réfugié.

Dans le Soudan actuel, les réfugiés et les personnes présentent, comme il a été exposé ci-dessus, un grand fardeau pour leurs hôtes. Les coutumes traditionnelles ne peuvent pas toutes s'appliquer aujourd'hui. Les réfugiés et les personnes déplacées sont parfois sujets à l'exploitation et le harassement.

Durant l'enquête sur le terrain, il a été constaté parfois un certain mépris de certaines populations musulmanes du Nord envers tous ceux qui ne sont pas musulmans. Dans une affaire de meurtre portée auprès du tribunal de Port Soudan, l'attitude méprisante et les insultes professées contre un réfugié éthiopien par un client musulman du restaurant où il travaillait l'avaient poussé au meurtre. En effet le nommé Aftatou Warko WAKAI, était employé dans un restaurant populaire de la ville, les insultes d'un client nommé Adam Mohammed ADAM et son agressivité envers lui, comme attesté par des témoins dans l'affaire, étaient la cause principale de son acte criminel. Le juge de cette affaire, Mohammed

---

141 Gaim Kibreab, African Refugees: Reflection on the African Refugee Problem, op. cit., p.68.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

KHALIFA avait confirmé lors de son interview la fréquence de ce genre de crime dans la région[142].

Le criminel réfugié fut condamné au payement d'une "*diya*" de 30.000 livres soudanaise ou à trois ans de prison dans le cas où les parents de la victime refusent de percevoir cette "*diya*". On avait donc tenu compte dans ce jugement des circonstances atténuantes de ce réfugié.

b Hospitalité et pauvreté: deux choses incompatibles

Il est vrai que la société soudanaise reste malgré tout une société hospitalière à l'égard des migrants involontaires, mais il faut reconnaître qu'un accueil généreux et une politique de "porte ouverte" ne peuvent s'appliquer convenablement dans un Etat d'extrême pauvreté; tous les droits des réfugiés et des personnes déplacées ne peuvent pas être garantis. A la longue, les attitudes hospitalières s'altèrent et changent à la suite de l'augmentation du nombre des "hôtes", comme le dit Gaim KIBREAB:

> "The influx of a large number of refugees in the world's poorest nations brings with it a variety of difficulties and places great strains on the country's inadequate natural resources and this erodes the hospitality demonstrated at the time of arrival"[143].

Comme observé durant l'enquête au Soudan, la population soudanaise vit dans une extrême pauvreté. Le désir d'assister est un facteur très important et nécessaire dans toute politique humanitaire à l'égard des migrations forcées, mais il n'est pas suffisant. Aussi bien la population soudanaise que son gouvernement ont besoin de l'aide et de la solidarité internationale et régionale pour s'acquitter de leur tâche humanitaire. Autrement, toute leur réception généreuse, leur hospitalité et leur allégement des premiers symptômes du traumatisme de l'exil deviendront des simples mythes du passé.

Dans la situation économique soudanaise actuelle, l'hospitalité légendaire a déjà été altérée: les réfugiés et les personnes déplacées font l'objet d'exploitation et d'utilisation à plusieurs niveaux.

B Hospitalité mais exploitation

Plusieurs spécialistes de la question de l'asile et des réfugiés ont démontré que chaque fois que les ressources économiques posent problème dans un communauté humaine, il y a une réaction de rejet envers les étrangers et des conflits commencent à avoir lieu[144]. Les réfugiés et les personnes déplacées sont souvent rendus responsables de la crise économique, sociale, de la détérioration de l'environnement, la famine etc.

Le Docteur Abderrahman AL-BASHIR, l'ex Commissaire soudanais aux réfugiés, avait attesté:

> "les réfugiés concurrencent les populations nationales dans le marché de travail, dans les hôpitaux et les écoles, qui sont déjà surpeuplés, ils sont pour une part dans la hausse des prix et la pénurie des produits alimentaires et créent un ressentiment de la part de cette population"[145].

---

142 Affaire Aftatou Warakou wakaï, Tribunal Provincial de Port Soudan, jugement délivré par Mohammed Khalifa, 22/11/1991.

143 G. Kibreab, African Refugees, p.69.

144 Voir Ibidem, p.71, John Rogge, Too Many Too long, p.40 et s.

145 Interview du Docteur AL-Bashir, Oxford, juin 1992. Le Docteur Al-Bashir avait également un statut de *Visiting Research Fellow* au *Refugee Studies Programme*, durant notre attachement à l'Université d'Oxford. Cette grande opportunité nous avait permis de discuter notre recherche avec cet expert de la matière, d'un point de vue théorique et pratique. Sa thèse préparée à Oxford sur la question de l'asile au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans le camps d'Assotriba au Port Soudan, le COR avait décidé en janvier 1992 de cesser de distribuer des cartes d'approvisionnement en nourriture pour les réfugiés et avait demandé aux HCR de leur acheter la nourriture au prix public[146]. Durant l'enquête dans cette ville soudanaise, aucune mesure n'avait été prise par le HCR en faveur des réfugiés d'Assotriba qui devaient acheter la nourriture au prix officiel, dix fois plus cher que le prix payé avec les cartes de rationnement.

De plus, les migrants forcés souffrent de l'exploitation de la part du gouvernement mais aussi de la part de la population locale. Le mythe de l'appartenance au même ethnique groupe ou à la même religion ne joue qu'au début de l'asile. Plus tard l'intérêt personnel et national influencent les attitudes adoptées à l'égard des réfugiés.

De même, au Soudan, la majeure partie des personnes forcées à se déplacer est constituée de femmes et surtout d'enfants. En 1992, il y avait 1,7 millions d'enfants déplacés du sud du Soudan dans les centres urbains du Nord et plusieurs de ces enfants sont forcés de travailler pour subvenir à leur besoins. Ils vivent dans des conditions inhumaines[147]. La majeure partie des domestiques employées dans les foyers de Khartoum étaient lors de l'enquête par exemple, des enfants originaires soit de l'Erythrée soit du Sud Soudan, pour la plupart des orphelins. L'existence de stipulations protectrices de l'enfant du *Child-Care Act* de 1971 ou d'instituions humanitaires chargées de la prise en charge des enfants orphelins ou pauvres (telles l'institution *Hanan*), n'a pas empêché une telle exploitation de ces enfants[148]. Plusieurs des femmes réfugiées et déplacées travaillaient aussi comme domestiques avec de très bas salaires, d'autres se donnaient à la prostitution.

Aussi, les réfugiés et les personnes déplacées sont exploités dans le domaine de l'emploi. Pour John ROGGE, La plupart des réfugiés qui sont arrivés de Gondar en Tigry dans la région de Kassala dans les années 1970 ont été obligés de s'installer dans les camps qui étaient connus pour fournir la main d'oeuvre à bon marché pour les exploitations agricoles avoisinantes. En 1979, 20.000 parmi eux furent réinstallés de force par le gouvernement soudanais à Tawawa à 6 Km d'El-Gadaref, qui était connu comme une place de la main d'oeuvre à bon marché[149].

Lors des interviews à Kassala et à Port Soudan, plusieurs des réfugiés urbains avaient dévoilé qu'ils avait des salaires inférieurs à ceux des Soudanais pour le même travail. Ils avaient signalé aussi que les employeurs les préféraient parce qu'ils ne changeaient pas souvent de patron. Gaim KIBREAB expose l'intérêt économique que peut présenter les réfugiés pour une certaine fraction de la population soudanaise, il écrit à propos des réfugiés à Kassala:

> "...material evidence indisputably shows that the refugees are ruthlessly exploited by the rich section of the local population"[150].

Un agent du Ministère de l'emploi interrogé à Port Soudan avait confirmé l'existence, en pratique, d'une différence de salaires entre les réfugiés et les nationaux pour le même travail.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Soudan et sa longue expérience comme Commissaire soudanais pour les réfugiés étaient d'un grand apport à cette recherche.

146 Interview du délégué du COR, Port Soudan, 22/1/1992.

147 Cf. Samia El Hadi Al Nagar, Victims of War: Children and War in the Horn of Africa, in, Marin Doombos et autres (Ed), Beyond Conflict in the Horn, op. cit. p. 15.

148 Voir le texte de cette loi dans Gazette soudanaise: Laws of the Sudan, vol.6, p.40. Le village *Hanan* pour la prise en charge des enfants orphelins, abandonnés ou dont les parents sont très pauvres est une institution gérée par l'ONG islamique, *Mounaddamat Addeawaa Al-islamiya*. Le village se trouve dans la région d'El-Gadaref, d'après notre interview avec son Directeur, le Docteur Makkin, cette institut reçoit plusieurs enfants réfugiés ou déplacés.

149 Cf. John Rogge, Too Many Too Long, p.42.

150 G. Kibreab, African Refugees, p.74.

En théorie, tous les travailleurs doivent normalement être soumis à la même législation de travail, mais il avait reconnu qu'il était très difficile pour son Office de contrôler l'application de la loi dans la pratique[151].

Les réfugiés qui reçoivent une assistance internationale peuvent se permettre de travailler pour des salaires plus que bas que ceux de la population locale qui ne reçoit pas d'assistance. Le fait que les réfugiés doivent obtenir des permis de travail pour être employés crée aussi un obstacle pour le réfugié dans le besoin urgent d'un salaire et le pousse à accepter des travaux non reconnus et sous-payés. Le réfugié devient, par conséquent, vulnérable et sa subsistance dépendra de la seule volonté de son employeur.

Cette situation s'explique par le fait que très souvent, à la suite de leur fuite, les réfugiés et les personnes déplacées arrivent démunis et affamés et acceptent le premier travail et le premier salaire offerts. Ils n'ont pas le choix. Aussi le plus souvent les femmes et les enfants sont les plus exploités par ce qu'ils sont sous-payés. La question qui se pose, c'est comment concilier la politique de la "porte ouverte" avec la politque des bas salaires pour les réfugiés?

La politique d'asile est quelque fois une politique intéressée. A l'image de la plupart des politiques d'asile dans les temps modernes, l'octroi de l'asile dépend très souvent des intérêts nationaux en premier lieu. La politique soudanaise ne fait pas exception à cette règle. C'est ainsi que le degré des relations entre le pays d'origine et d'accueil détermine assez souvent le l'attitude à l'égard du réfugié ou du demandeur d'asile. C'est ainsi que tout changement dans ces relations influe sur l'octroi de l'asile. un conflit ou une animosité entre le pays d'origine et le pays d'accueil résulte en l'octroi de l'asile aux nationaux du pays ennemi et une amélioration des relations résulte quelques fois en la remise ou le rapatriement forcée des réfugiés et demandeurs d'asile vers le pays devenu ami.

Souvent les réfugiés ne sont pas à l'abri d'un marchandage entre le pays d'asile et le pays d'origine sur leur dos. C'est ainsi, comme le décrit bien John ROGGE, que l'amélioration des relations entre les gouvernements éthiopien et soudanais en 1972 à la suite de la médiation du l'Empereur Hailé SELASSIE pour mettre fin à la guerre entre le Sud et le Nord du Soudan avait eu pour effet de restreindre les activités du Front de libération de l'Erythrée et une fermeture des frontières pour les demandeurs d'asile érythréens au Soudan. Certains observateurs ont même vu les autorités soudanaises renvoyer les réfugiés érythréens en Ethiopie[152].

Aussi, les bonnes relations entre le SPLA et le gouvernement de Mengistu avaient attiré des milliers de réfugiés soudanais dans ce pays, contre le gré du gouvernement de Khartoum, mais la chute de MENGISTU et l'instauration de nouvelles relations entre l'Ethiopie et le régime d'Omar AL-BASHIR avait obligé ces mêmes réfugiés à fuir l'Ethiopie et à retourner au Sud Soudan, en plein guerre civile. Leur retour fut accompagné de bombardements, selon des sources occidentales.

De même, les autorités soudanaises, gouvernées par le droit musulman de l'*aman* et ayant adhéré aux stipulations internationales sur le non-refoulement des réfugiés, ont demandé, selon les informations d'Asharq Al-Awsat, au gouvernement égyptien d'expulser les opposants politiques soudanais réfugiés en Egypte, en échange de son accord à régler le problème du conflit frontalier de Halaib[153].

Les réfugiés sont également utilisés pour propager une certaine politique ou mettre en vigueur certaines décisions prises aussi bien par le gouvernement que par l'opposition politique. La ressemblance éthnique et raciale entre certains groupes de réfugiés et certaines populations nationales, l'absence d'un système généralisé des cartes d'identité nationales (malgré l'existence de la loi soudanaise de 1981 sur les cartes nationales) ou des cartes de

---

151 Interview chef du bureau de placement, Port Soudan, 22/1/1992.

152 Cf. John Rogge, Too Many Too Long, p. 47.

153 Conf. Asharq Al-awsat, L'Egypte refuse d'expulser les opposants de Khartoum en échange d'un règlement du dossier de Halaib, 8/2/93, p. 4.

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

réfugiés facilitent les trafiques pendant les élections[154]. Certains élus avaient utilisé les réfugiés "achetés" pour gonfler le nombre de leur électeurs, lors des différentes élections qui avaient eu lieu au Soudan.

L'actuel gouvernement utilise les réfugiés pour propager sa vision de l'Islam aussi. Parlant de l'action du gouvernement de Khartoum dans le nouveau Etat indépendant de l'Erythrée. Fatima IBRAHIM exilée à Londres, nous avait déclaré durant son interview:

> "L'actuel gouvernement exerce des pressions sur les réfugiés éthiopiens, erythréens et somaliens pour les convertir au fondamentalisme.... des tribus entières ont été achetées...le Front islamique avait profité de la famine pour les acheter et avoir un impact sur eux..."[155].

Durant notre séjour dans le camps de réfugiés de Garora, nous avions constaté que plusieurs des réfugiés erythréens installés au Soudan appartenaient au Front du Jihad erythréen et recevaient un soutien de la part du Front islamique soudanais. Ils ont été les premier à avoir exprimé leur souhait de revenir dans le pays lorsque la CERA (la Commission pour les affaires des réfugiés érythréens) enquêtait sur ceux qui voulaient revenir dans le pays[156]. Leur programme était d'instaurer un gouvernement islamiste dans la nouvelle république avec l'aide de Khartoum.

Lors d'une interview avec le *Cheikh* du camps de réfugiés de Garora, il fut noté une sympathie affichée par les autorités soudanaises envers les réfugiés érythréens à Garora et un manque de pression sur eux de retourner immédiatement. Cette attitude pourrait s'expliquer, sans doute, par la politique traditionnellement généreuse des soudanais envers les érythréens, mais aussi par le fait que la plupart de ces réfugiés appartenaient au *Jihad islamique érythréen*, soutenu par les autorités de Khartoum. Le *Cheikh* du camps de réfugiés de Garaora avait confessé:

> "Nous sommes venus au Soudan, c'est notre second pays, selon les traditions islamiques. C'était un ***devoir*** pour les soudanais de nous aider en tant que musulmans. Nous voulons retourner chez nous, mais nous voulons un ***Etat islamique*** dans notre pays et nous sommes en train d'essayer de l'avoir..."[157].

La politique de l'EPLF avait cependant mis l'accent sur l'exclusion de la religion de la politique et sur la non-discrimination sur la base de la religion comme un moyen de freiner l'action de tous les mouvements religieux islamistes ou chrétiens. c'était aussi un procédé de décourager le gouvernement voisin à utiliser les réfugiés comme une recette pour propager la politique islamiste en Erythrée.

Par ailleurs, certains chercheurs ont expliqué la politique soudanaise généreuse en matière d'asile par l'attrait et les profits qu'engendrent au pays d'asile l'assistance internationale destinée aux réfugiés. HABTE-SELASSIE affirme que le Soudan utilise les réfugiés pour obtenir l'assistance internationale[158]. Mais il faut reconnaître que la majorité des réfugiés au Soudan s'étaient installés spontanément dans le pays, au détriment de la population locale. De plus, quelque soit le montant de l'aide qui leur est accordée, cette aide n'a jamais été suffisante pour satisfaire tous leurs besoins. Souvent les donateurs décident seuls des personnes qui devraient être assistées ou non et imposent leurs décisions aux pays d'asile. Certains pays

---

154 La loi sur les cartes d'identité est: The Identity Card Act, loi No.15 de 1981, cf. Gazette soudanaise, Laws of the Sudan, 1901-1981, Vol.11, p.222.

155 Interview,Fatima Ibrahim, Londres, 28 mars 1992.

156 La CERA est une commission qui fut constituée en 1987 lors de la réunion du second congrès et celui de l'union entre l'EPLF (le Front de la Libération du Peuple de l'Erythrée) et l'ELF (le Front de la libération de l'Erythrée). Elle fut chargée des affaires de tous les réfugiés erythréens.

157 Interview Mohammed Salah Slaman, Cheikh du camps de Garora, Garora, 18/1/1992.

158 Elias Habte-Selassie, Eritrean Refugees in the Sudan: A Preliminary Analysis of Voluntary Repatriation, in Martin Doornbos et autres (Ed), Beyond Conflict in the Horn, op. cit. p. 25.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

occidentaux interviennent même directement dans le pays d'asile et lui imposent la politique à suivre pour des réfugiés choisis par eux. C'est ce que toute l'affaire des Falashas revèle.

II L'affaire des Falashas comme un exemple type d'une utilisation des réfugiés

Toute l'affaire des Falashas, leur transport vers Israël, les pressions exercées sur le gouvernement "islamiste" de Numeiri pour accepter de collaborer avec les services secrets israéliens et américains afin de les faire sortir du Soudan, le rôle joué par des organisations humanitaires dans ce commerce humain etc... montrent la part que peut prendre le politique dans toute action humanitaire actuellement. Cette affaire illustre également un cas d'utilisation discriminatoire d'une catégorie de réfugiés considérés comme des "réfugiés spéciaux".

Le fait que cette affaire ait eu lieu au Soudan, pays régis à cette époque par les régles la *Sharia* (telle qu'instituée par le Président Numeiri), les secrets de l'opération, les tractations qui l'ont accompagné, les oppositions qu'elle a suscité au sein du COR et les conséquences qu'elle a engendré prouvent tous que les intérêts des Etats priment parfois sur tout droit, qu'il soit international et moderne ou islamique et traditionnel.

A Les Falashas: des réfugiés privilégiés

En janvier 1985, un petit groupe d'Ethiopiens avait capturé l'attention de tous les médias dans le monde. Il s'agit des Falashas qui étaient inconnus jusqu'alors.

Les israéliens avaient refusé pendant longtemps de considérer les Falashas comme des juifs authentiques. Le changement dans la politique de migration en Israël avait cependant, en 1975, abouti à les reconnaître comme des personnes pratiquant le judaïsme et à leur accorder le droit d'émigrer en Israël. Leur exil au Soudan n'était que la première étape avant leur émigration en Israël. Cette émigration fut préparée par divers organismes internationaux et financée par des organisations juives en Israël, aux Etats Unis et au Canada.

Les Falashas n'étaient pas des réfugiés comme les autres. Ils étaient des "réfugiés privilégiés". A la différence des réfugiés éthiopiens chrétiens et musulmans "un refuge leur a été offert ailleurs"[159].

a L'importance des Falashas, les juifs de l'Afrique

Les juifs éthiopiens étaient une minorité religieuse dont le nombre était approximativement de 28.000 personnes avant leur exode en Israël. Le mot "Falashas" est supposé venir de l'ancien mot éthiopien ou *Ge'ez* qui signifie les "exilés" ou les "étrangers"[160]. Leur origine est incertaine et difficile à prouver. Pour certains auteurs, ils sont des juifs authentiques et descendent directement de Melinik, fils de la Reine de Shaba et de Salomon. Pour d'autres, ils proviennent de la tribu qui s'était exilée de la Mésopotamie, s'était perdue dans le désert et avait trouvé refuge en Ethiopie et, pour les troisièmes, ils sont arrivés de l'Arabie dans le 1er siècle avant J.C.[161]. D'autres auteurs ne leur reconnaissent aucune origine du Moyen Orient et les considèrent comme les descendants du peuple africain Agau qui avait adopté le judaïsme quand celui-ci arriva en Afrique au 5ème siècle A.J.C.[162]

---

159 Cf. David Kessler and Tudor Parfitt, The Falashas: The Jews of Ethiopia, The Minority Rights Group Report No.67, p.6. Kessler and Perfitt, p.13.

160 Ibidem, p.6.

161 Ibid, p.6.

162 Cf. Ahmed Karadawi, "The Smuggling of the Ethiopian Falasha to Israel through Sudan", in African Affairs: The Journal of the African Society, Vol. 90, No. 353, January 1991, p.23.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La majorité des Falashas appartiennent aux tribus Amhara, mais certains font partie des Tigrées; ils vivaient pour la plupart avant leur transport dans la province du Gondar. Rien dans leur apparence ou dans leur langage ne les distinguaient des autres éthiopiens. L'existence de ce peuple juif ne fût découverte qu'à la fin du XVIIIème siècle lorsque James BRUCE avait publié à Edimbough ses cinq volumes sur *Travel to Discover the Source of the Nile* en 1790[163].

Les Falashas avaient pratiqué le judaïsme pendant plusieurs siècles. Leurs religion est cependant assez différente de celle pratiquée dans l'Etat d'Israël. La grande partie de la population actuelle d'Israël est formée d'immigrants. La réalisation de l'immigration de juifs vers Israël est l'un des objectifs de la politique étatique depuis 1948. Selon cette politique, "le droit de retour" est un droit de toute personne pratiquant la religion hébraïque partout dans le monde. Mais pour pouvoir le faire, il faut que ce retour soit autorisé par la communauté religieuse dans l'Etat d'Israël.

La préparation de leur transport au Soudan avait commencé après que les autorités israéliennes leur avaient reconnu le droit de retour en 1975. Jusqu'en 1975, il y avait une controverse quand à leur origine et leur religion juive. Il était surtout difficile pour les israélites d'accepter des juifs de race noire.

La politique encourageant l'émigration dans le pays qui fut adoptée depuis 1977 et l'implantation des nouveaux venus dans les terres acquises des arabes, avaient motivé l'opération du transport des Falashas. Des organisations juives furent ainsi implantées en Ethiopie dans le but de préparer les Falashas pour le retour dans "la terre promise"[164]. Seulement, à partir de 1981, ces organisations qui avaient aidé et organisé le retour de quelques Falashas en Israël devaient arrêter leur travail à cause de la controverse relative à la manière dont il fallait réaliser le retour des Falashas. Certains préféraient le faire à titre individuel mais la majorité préférait une opération de transport massif qui devrait être négocié directement entre les gouvernements d'Israël, des Etats Unis et du Soudan.

La venue au pouvoir du Parti Likoud en Israël et la grande propagande faite sur les graves persécutions des Falashas de la part du gouvernement éthiopien et des autres groupes ethniques poussèrent Menahem BEGIN, après la prise de pouvoir en 1977, à commencer ses négociations pour le retour des Falashas en Israël.

Le changement dans la politique de Numeiri,et son rapprochement avec les Etats Unis contribua également à préparer le retour des Falashas en Israël.

b Les Falashas réfugiés au Soudan

L'opération du transport des Falashas de l'Ethiopie vers le Soudan débuta en 1979. Au début, ils venaient au Soudan individuellement ou en petits groupes et étaient conduits par certains Falashas qui avaient vécu déjà en Israël. Ils étaient assistés par des organismes humanitaires ou de personnes travaillant dans des organismes humanitaires. Le HCR avait joué un grand rôle dans l'accueil et le transport des Falashas en dehors du Soudan[165].

En 1979, parmi les 441.000 réfugiés au Soudan, il y avait 350.000 éthiopiens qui résidaient tous à l'Est du Soudan. La plupart recevaient une assistance internationale. Le grand impact des afflux de réfugiés sur l'économie du pays avait obligé le gouvernement de Khartoum à lancer un appel à la communauté internationale pour lui fournir l'assistance. En 1980, une conférence fut organisée sur la question de l'assistance, en vue de sensibiliser les ONG humanitaires au problème de l'assistance aux réfugiés au Soudan. Cette conférence marqua le début de l'intervention des organismes "expatriés" dans la gestion directe de l'assistance humanitaire dans le pays et l'ingérence dans les affaires du pays.

---

163 Voir pour plus de renseignements D. Kessler et T Parfitt, The Falashas, pp.6 et s.

164 Par exemple l'Organization for Relief and Training (ORT) ou l'American Association for Ethiopian Jews (AAEJ).

165 Sur ce point voir A. Karadawi, "The Smuggling of the Ethiopian Falasha", p.35.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'appel du gouvernement de Khartoum avait abouti à l'arrivée dans le pays de nombreuses ONG qui s'étaient installées dans plusieurs parties du pays. Plusieurs parmi ces ONG allaient par la suite être utilisées pour préparer le départ des réfugiés Falashas, amenés dans les camps de réfugiés pour cette raison.

L'arrivée des Falashas au Soudan s'était fait en deux étapes. La première étape avait commencé en 1979 et avait duré jusqu'à 1982. Elle consistait à déplacer les Falashas individuellement ou en petits groupes, les installer parmi les autres réfugiés éthiopiens puis les faire sortir du Soudan de la même manière, en usant de moyens légaux et illégaux. La deuxième étape avait duré de 1982 à 1985 et consistait à déplacer massivement les Falashas au Soudan et les transporter en Israël ensuite.

Pour des raisons pratiques, les réfugiés à L'Est étaient installés différemment, selon qu'ils étaient erythréens ou éthiopiens. C'est ainsi que les premiers étaient établis au Nord d'El Gadaref, à Port Soudan et à Garora tandis que les deuxièmes étaient placés dans les environs d'El-Gadaref et dans les provinces du Nil bleu et le Haut Nil. A cette époque des centres de réception de réfugiés se trouvaient partout dans l'Est et 25 villages de réfugiés furent battis[166]. Ces villages ne contenaient cependant que 25% de la population réfugiée et 75% vivaient à l'extérieur.

Cette variété dans l'installation des réfugiés encouragea l'infiltration des Falashas parmi les réfugiés et aida à diversifier les manières de les déplacer vers le Soudan. Il est vrai que les Falashas étaient eux aussi affectés à cette époque par la famine et la guerre, mais leur comportement dans les camps, leur isolation et leur refus de prendre la même nourriture attira l'attention sur eux et encouragea l'hostilité des autres réfugiés à leur égard. C'est là le prétexte qu'allait avancer les organisations chargées de les aider à les faire quitter le Soudan et alerter l'opinion internationale sur les graves persécutions auxquelles étaient soumis les Falashas dans les camps de réfugiés de la part des réfugiés éthiopiens chrétiens. Les organisations juives avaient exagéré les conditions de vie des Falashas et leur misère dans les camps. En réalité ces conditions n'étaient pas plus mauvaises que celles des autres réfugiés.

Toute cette publicité avait comme effet de créer des sympathies pour la question des Falashas (comme des juifs vulnérables) dans les pays occidentaux, notamment aux Etats Unis où le gouvernement allait se trouver mêlé à l'affaire, sous la pression du lobby juif. Il décida ainsi de faire pression sur le gouvernement de Numeiri afin de faciliter et d'organiser le transport des Falashas vers Israël.

B Le transport des Falashas en Israël et ses conséquences

L'exportation des Falashas vers Israël avec la collaboration des autorités soudanaises démarra en 1981. Elle avait pris la formes de diverses opérations, a mêlé plusieurs personnes et organisations et a produit plusieurs effets et conséquences.

a Les différentes opérations du transport des Falashas

Il est difficile de confirmer le nombre exact d'opérations qui ont eu lieu pour transporter les Falashas. Les seules opérations connues sont au nombre de six. Il s'agit:

1) du transport des Falashas par un "network" étranger à partir du village d'Arous sur la mer noire;
2) par des opérations officielles sous le prétexte de les réinstaller dans des pays occidentaux,
3) de leur déplacement de Khartoum en passant par Juba et Nairobi pour aller à Israël
4) de leur transfert de la région de Mohargat, près de Showak,

166 Ibidem, p.29.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

5) l'opération connue sous le nom "d'opération Moise" effectuée de l'aéroport de Khartoum

6) "l'opération Sabaa" de l'aéroport d'azaza, près de Gadaref[167].

Le premier groupe des Falashas fut transporté grâce à un network d'agents étrangers par des avions près d'arkawet au village Arous, près de la mer noire, et de là par bateaux de Sawakin en Israël[168].

La deuxième opération fut préparée et exécutée par un agent de la sécurité israélienne, nommé JUSHA et installé à Khartoum. Elle prenait la forme d'une réinstallation de réfugiés à l'étranger. Les réfugiés furent organisés et transportés des camps des réfugiés à l'aéroport de Khartoum et de là en Israël[169].

La troisième opération de transport des Falashas fut exécutée à différentes périodes de Khartoum en Israël via Juba-Nairobi. la collaboration de nationaux américains dans cette opération était assez connue[170].

Le quatrième transport des Falashas fut accompli en juillet 1983 de la région de Gadaref à l'Est du pays. Il concernait les Falashas des camps de Tawawa et Um Rakuba dans les environs de Showak. Environ 200 personnes furent amenées par camions et transportées par avions directement de Moharagat en Israël. Cette opération fut organisée principalement par une organisation américaine, l'Association pour l'aide aux juifs Ethiopiens avec la collaboration d'un juif canadien, Henry GOLD, agent de l'organisation canadienne "les docteurs canadiens pour le secours aux organisations africaines de réfugiés"[171]. La collaboration des services de sécurité soudanaise dans cette opération fut très manifeste d'après les déclarations des accusés dans l'affaire des Falashas lors de leur jugement après la chute de Numeiri.

La cinquième opération fut programmée après les afflux massifs de 1984-85, en accord avec les autorités de la sécurité soudanaise. Elle fut nommée "opération Moïse" en commémoration de l'exil de Moise en Egypte, 3000 ans auparavant. Elle concerna 1.000 Falashas parmi les 5.000 réfugiés éthiopiens installés au camps de réfugié de Tawawa. Ils avaient été déplacés des régions frontalières et transportés secrètement en Israël à partir de novembre 1984 jusqu'en janvier 1985. L'opération dura six semaines et concerna 35 convois de Falashas par des avions de la *Trans-European Airways*[172].

Le dernier commerce humain des Falashas vers Israël fut négocié directement par le Vice-Président Bush à cette période et le Président Numeiri en Mars 1985. Il s'agit de "l'opération Sheba". Elle concernait 800 Falashas provenant des camps des réfugiés et réunis à Azaza, près de Gadaref[173].

COPIE DE LA BIBLIOTHEQUE

---

[167] Toutes ces opérations furent révélées lors du jugement du Chef de la Sécurité de Numeiri en 1985. Elles étaient restées secrètes jusqu'alors.

[168] Ibidem, p. 15-18.

[169] Voir aussi Tudor Parfit, Operation Moses: the Untold story of Exodus of the Felasha Jews from Ethiopia, Weidenfeld and Nicolson, London, 1985, p. 62.

[170] Comme il apparait dans le dossier du jugement sur les Falashas, deux agents américains accusés de transporter les Falashas furent arrêtés par Omar El-Tayib, Directeur de la sécurité à cette époque, puis relâchés plus tard.

[171] Cf. Tudor Parfitt, Operation Moses, p.85.

[172] Ibidem, p.98.

[173] Cf. Ahmed Karadawi, The Smuggling of the Ethiopian..., p.47.

Différentes autres migrations furent révélées après la chute de Numeiri durant le jugement de la personne accusée du transport illégal des Falashas, l'ex Directeur du département de la sécurité soudanaise, Omar Mohammed El Tayib. Elles étaient restées secrètes jusqu'alors[174].

Le rôle du gouvernement américain et de ses représentations diplomatiques au Soudan fut décisif dans le transport des Falashas du Soudan vers Israël. L'impact du gouvernement américain sur les organisations oeuvrant dans le domaine des réfugiés (notamment le HCR) et sur les autorités soudanaises pour les inciter à coopérer dans les différentes opérations fut très significatif.

D'abord, le gouvernement américain avait crée en 1981 l'"*American Refugee Resettlement Programme* (le programme américain de la réinstallation des réfugiés). Officiellement les Américains annonçaient que ce programme avait comme objectif de sélectionner des Ethiopiens à réinstaller aux Etats Unis, mais en réalité, il s'agissait seulement de réfugiés Falashas à exporter en Israël. Il était difficile de comprendre pourquoi les Etats Unis avaient décidé de réinstaller seulement des Ethiopiens parmi toutes les autres populations réfugiées et pourquoi ils réservaient des quotas de réinstallation de réfugiés au Soudan et non pas aux autres pays africains, qui avaient également une grande population réfugiée.

Les justifications présentées par les représentants de Washington au Soudan (nouvelle loi américaine sur l'asile, the 1980 *Refugee Act*, et la persécution communiste du régime éthiopien) ne pouvaient pas convaincre certains agents du COR qui avaient commencé à avoir des doutes sur toute l'action humanitaire américaine dans le pays. Certains de ces responsables avaient commencé à soupçonner les autorités supérieures soudanaises d'avoir une relation avec la réinstallation des Falashas qui ne paraissait ressembler à aucune autre opération de réinstallation de réfugiés opérée avant. Le doute s'était amplifié par le fait que la réinstallation dans les pays occidentaux comme une solution durable au problème des réfugiés en Afrique en général et au Soudan en particulier fut très rarement acceptable pour ces pays et fut très rarement appliquée auparavant.

Le doute des agents du COR (et surtout du Commissaire pour les réfugiés, le Docteur Abderrahman AL-BASHIR) sur l'intérêt spécial des américains pour les Falashas et leur refus de collaborer avec le programme américain de réinstallation des réfugiés éthiopiens avait crée des animosités entre le COR et les représentations diplomatiques américaines dans le pays et des tensions avec les autorités hiérarchiques et à leur tête le Ministre de l'Intérieur[175]. Le paradoxe était que ce Ministre était un personnage très connu et très actif de la fraction soudanaise des frères musulmans qui s'étaient alliés au Président Numeiri depuis 1977 et qui étaient à l'origine de l'imposition des régles de la *Sharia* dans le pays depuis[176].

Les objections du Docteur AL-BASHIR à l'action américaine dans la préparation pour l'exportation des Falashas et son refus de collaborer avec le programme américain de réinstallation des réfugiés éthiopiens, avait poussé les autorités américaines à rattacher directement ce service à l'ambassade américaine. Les privilèges diplomatiques lui permettaient ainsi d'agir plus librement. Les pressions exercées sur les autorités soudanaises ont également abouti au remplacement du Docteur AL-BASHIR à la tête du COR par un ami du Ministre de l'Intérieur et du Chef de la Sécurité au Soudan, le Général AL-TAYIB. Toutes les entraves à une action en faveur du transport des Falashas furent ainsi enlevées et les représentants américains, les agents du HCR, de certaines organisations humanitaires et certains hauts fonctionnaires du COR pouvaient collaborer librement pour la "contrebande des Falashas".

---

174 Conf. Déclarations de la défense de l'accusé dans l'affaire des Falashas, Omar Mohammed Al-Tayib, auprès de la Cours de Sûreté nationale du 22/10/1985 au 5/4/1987, p. 15. Le jugement relatif à cette affaire qui nous a été remis à la Cour Suprême durant nos interview à propos de cette affaire à Khartoum en janvier 1992.

175 Sur des informations détaillées sur les suspicions du COR sur cette affaire et l'opposition du Commissaire Al-Bashir, voir A. Karadawi, The Smuggling of ... ibem, pp.35-39.

176 Ibidem, p.36.

Le nouveau Commissaire du COR était devenu un simple exécutant des décisions américaines et israéliennes, prises en consultation avec les services de sécurité du Président. La continuation d'une certaine opposition au sein du COR aux agissements discriminatoires en faveur des Falashas, au mépris des engagements internationaux et aux traditions africaines et islamiques de l'asile, n'était plus prise en considération après le départ du Docteur AL-BASHIR, en septembre 1981[177].

Les différentes opérations du transport des Falashas eurent lieu principalement entre 1982 et 1985, la crise économique et politique que traversait le régime de Numeiri l'obligeait chaque fois d'accepter plus de concessions en faveur des organisateurs du transport en échange de promesses d'aide financière. Le voyage du Président Numeiri aux Etats Unis en juillet 1983, 2 mois seulement avant ses lois sur la *Sharia*, avait pour principal but de négocier l'opération du transport des Falashas en Israël. Le même mois, le Congrès américain avait adopté des résolutions qui

> "exprimaient la préoccupation du gouvernement des Etats Unis concernant le sort des juifs éthiopiens et mettaient l'accent sur leur droit d'émigrer"[178].

En 1984, l'afflux massif des réfugiés éthiopiens au Soudan à cause de la famine et de la persécution du régime d'Addis Abeba, fut accompagnée d'un afflux massif de Falashas. Un transport massif leur était donc réservé: c'est l'opération Moise, la plus connue des opérations de leur transport secret[179]. Les Falashas furent regroupés dans le camps de réfugiés de Tawawa, près d'El-Gadaref, et de là, ils furent transférés par air de la région. Des agents secrets américains, canadiens et israéliens avaient préparé ce transport. Trente cinq avions avaient transporté quelques 8.000 Falahas. L'opération avait duré quatre semaines.

Des personnes interrogées sur cette affaire, nous avaient déclaré qu'au début, ils ne comprenaient rien du tout, ils pensaient en voyant tous ces avions survoler la région qu'il y avait une manifestation militaire ou un coups d'Etat. Ils ne sauront la vérité qu'après la chute de Numeiri.

La totalité des Falashas ne furent pas cependant transportés lors de "l'opération Moïse". la publicité faite en Israël de l'exode des Falashas avait donné lieu à des réactions violentes au Soudan, ce qui a obligé Numeiri d'interrompre leur transport. Mais les pressions juives continuaient aux Etats Unis pour faire transporter le reste des Falashas du Soudan (quelques 800). Le besoin de Numeiri en argent ne pouvait pas lui permettre de résister pour longtemps aux pressions américaines de préparer la sortie du reste de la population Falashas. Numeiri n'avait aucune option que d'accepter l'offre américaine, il tenait à rester au pouvoir et il avait besoin du soutien américain.

Mais l'appui américain ou israélien n'avait pas pu empêché la chute de Numeiri en avril 1985. La grande révolte populaire contre Numeiri avait certes plusieurs raisons, mais l'une des causes principales était due au mécontentement général de l'image dont est ressorti le Soudan après le dévoilement de l'affaire des Falashas.

b Signification et conséquences de l'affaire des Falashas

Les statistiques relatives au nombre des Falashas transportés en Israël ne sont pas très précises. Certains auteurs avancent le nombre de 17.000 Falashas qui avait rejoint Israël et

---

177 Comme il nous l'avait déclaré (interview de l'Assistant du Commissaire pour les réfugiés à Al-Gadaref, Ismail Ibrahim), le Représentant du COR dans la région de l'Est continuait à protester contre les agissements des américains, du HCR et de certaines ONG en faveur des Falashas au détriment des autres réfugiés. Il avait écrit plusieurs mémorandum (notamment en 1981 et en 1984) à ses supérieurs sur la question et dans lesquels il posait des questions. Ces mémorandums furent tous ignorés par l'administration centrale à Khartoum.

178 Tudor Parfit, Opération Moses: The Story of the Exodus of the Falasha Jews from Ethiopia, p.91.

179 Voir sur cette opération Ibidem.

CDE-FRN. BIBLIOTHEQUE

entre 8000 et 10.000 qui sont restés en Ethiopie et au Soudan. Un tiers de la population totale ne fut pas transportée et 14% étaient morts lors des différents déplacements[180].

Le manque de persécution spécifique des Falashas ne permet pas de les définir comme réfugiés, au sens de la Convention de Genève de 1951 ou de l'OUA de 1969. Leur transport obéit plutôt à la pression exercée par l'orthodoxie religieuse en Israël après les élections de 1977 pour augmenter le nombre des colonies juives dans les territoires palestiniens occupés.

Cette affirmation se justifie par la continuation du transport des Falashas de l'Ethiopie directement et en collaboration avec le régime de Mengistu. En effet, le 24 et le 25 mai 1991, environ 18.000 Falashas avaient quitté l'Ethiopie pour l'aéroport de Tel-Aviv[181]. L'opération "Salomon" fut "préparée avec une extrême minutie et dans le plus grand secret par les Etats Unis, par Israël ainsi que par les anciennes et les nouvelles autorités éthiopiennes"[182]. Comme auparavant, cette opération de transport des Falashas vers Israël fut saluée par la Presse israélienne. Patrick GIRARD écrit à ce sujet:

> "la presse israélienne a retrouvé les accents lyriques déjà utilisés en 1984 lors de l'arrivée de douze mille juifs éthiopiens (opération Moïse) ou en 1948 quand un "tapis volant" amena dans l'Etat hébreu les juifs yéménites"[183]

Les révélations sur le transport des Falashas du Soudan vers Israël avec la complicité des services de sécurité du Président Numeiri avait choqué l'opinion arabe et islamique pro-palestinienne et semé les doutes quand au soutien du Soudan à la cause palestinienne. Ce transport avait causé un changement dangereux dans l'histoire des palestiniens et avait affecté les relations entre le Soudan et les Palestiniens[184].

L'affaire avait causé un malaise général dans le pays et une hostilité à l'égard de tous les étrangers, en général, et des réfugiés en particulier. Un sentiment de méfiance à l'égard de tous les occidentaux était encore présent dans le Soudan quand nous l'avions visité en 1991/92. Une détérioration dans les relations entre les réfugiés et leurs hôtes et entre les gouvernements et les agences humanitaires et une méfiance de leurs actions furent également constatées durant l'enquête sur le terrain.

D'un autre côté, le rôle joué par les organismes humanitaires (notamment par le HCR) dans cette affaire avait montré toute la contradiction de leur action en faveur des Falashas avec les principes humanitaires internationaux de la non discrimination entre les réfugiés et les demandeurs d'asile, de la non-politisation de leurs actions et de la nécessité de leur désintéressement dans tout agissement humanitaire. Le transport, ou ce qu'il était appelé la "réinstallation des Falashas" était réalisé au détriment de tous les autres réfugiés au Soudan.

L'affaire des Falashas a également terni l'histoire de la politique soudanaise de l'asile et a incité les chercheurs et les spécialistes à essayer d'analyser et de comprendre toute la contradiction entre, d'une part, le discours islamiste du gouvernement Numeiri, l'appui des Soudanais pour la cause palestinienne, l'attachement du pays aux principes de droit international et, d'autre part, le traitement inégal des réfugiés dans cette affaire et la collaboration avec Israël et les Etats Unis pour transporter les Falashas du Soudan vers Israël.

SOLESTH - BIBLIOTHEQUE

---

180 Ahmed Karadawi, The Smuggling of the Ethiopian, p.47.

181 Cf Jean Hélène, "Le relations de Jérusalem avec Washington et l'immigration en Israël: dix huit milles juifs évacués d'Ethiopie", Le Monde du 27 mai 1991, p.1.

182 Patrick Girard, "Migrations, dernier épisode d'une saga trimillénaire: le grand exode des Falashas", in Jeune Afrique, No.1598-1599, du 14 au 17 août 1991, p. 114. (pp. 114-117);

183 Ibidem, p.114.

184 Pour l'effet de l'affaire sur les relations entre le Soudan et les Palestiniens voir Mohammed Nadi Mohammed Dreawish, Palestinian Sudanese Relations during Nimeiri Regime from 1969 to 1985, mémoire de Licence en Sciences Politiques, Université de Khartoum, Département de Science Politiques, 1991.

Le 22/10/1985 avait commencé le jugement du chef de la Sécurité du Président Numeiri, Omar Mohammad AL-TAYIB qui était accusé d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Il fut condamné Le 5/4/1986 à la réclusion perpétuelle, et ce en vertu des articles 96(h) et 97(b) de la loi sur les sanctions (*qanoun al-ouqoubat*) de 1983, l'article 6 de loi sur l'enrichissement illégal, l'article 70 de la loi sur l'aviation, l'article 42 de la loi sur les passeports et l'immigration et l'article 7 de la loi sur le boycott d'Israël de 1958. Mais cette condamnation n'a pas pour autant effacé les effets négatifs de l'affaire des Falashas aussi bien sur la population soudanaise que sur les réfugiés.

Pour Fatima IBRAHIM, l'affaire des Falashas est le meilleur exemple du mépris des responsables islamistes des principes islamiques du respect de ***l'aman*** et la solidarité envers le peuple palestinien en tant que peuple frère. Elle relève:

> "l'actuel artisan du régime islamique, le Docteur Hassan TOURABI, occupait au moment du déclenchement de l'affaire et la "vente" des Falashas à Israël, le poste de Vice-Président de Numeiri, c'était son conseiller et c'était lui qui l'avait obligé d'appliquer la *Sharia* dans le pays. Il reste cependant impuni et il trace la politique de l'actuel gouvernement islamiste"[185].

En résumé de ce deuxième chapitre, nous pouvons conclure que malgré l'existence des pratiques d'asile traditionnel dans le pays et malgré la politique généreuse du gouvernement soudanais à l'égard des réfugiés, les personnes forcées à se déplacer au Soudan sont loin de jouir de tous les droits humains reconnus internationalement. L'Islam est presque totalement absent de leur protection et leurs conditions de vie sont très différentes de celles des premiers *mouhajirin* de Médine qui avaient accompagné le Prophète Mohammed dans son exil.

L'enquête sur le terrain au Soudan a démontré que la majorité des réfugiés et des personnes déplacées ne possèdent pas de contact avec la population locale[186]. Cependant, les interactions entre les populations locales et réfugiées et les personnes déplacées gardent une coloration traditionnelle et se réfèrent à la religion malgré une certaine exploitation des réfugiés et des personnes déplacées par leurs hôtes et le développement d'un sentiment d'hostilité à leur égard, surtout après l'affaire du transport des Falashas en Israël.

L'exemple du Soudan nous incite à réfléchir sur un moyen d'assurer une protection maximale des migrants involontaires dans les pays afro-arabes. Cette protection, sera réalisée, à notre avis, par une réforme du droit applicable, par la promulgation et la mise en vigueur d'un instrument spécifique à l'asile dans la région afro-arabe.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

185 Interview Fatima Ibrahim, Londres, 28 mars 1992.

186 Conf.Mekuria Bulcha, Flight and Integration, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1988, p. 176.

CHAPITRE III

LA NECESSITE ET LES POSSIBILITES D'UNE CHARTE AFRO-ARABE SUR L'ASILE

COPIE PUBLIQUE

Les réalités de l'asile sont aujourd'hui différentes et les populations déplacées massivement sont plus que jamais dans le besoin d'une protection. Dans la région afro-arabe, comme c'est partout dans le monde, le droit existant n'est pas en mesure de protéger toutes les personnes forcées à se déplacer. Ce droit nécessite une révision qui le rendrait compatible avec les traditions de la société afro-arabe et ses principes religieux.

Cette reformulation est devenue indispensable à cause des grandes violations des droits des réfugiés et des personnes déplacées, de l'apparition de nouvelles attitudes et des politiques hostiles aux migrants forcés. Ces nouvelles attitudes et politiques sont en majorité copiées sur le modèle européen. Une telle réforme du droit serait, d'une part, utile à clarifier la confusion actuelle qui caractérise les concepts relatifs à l'asile; elle contribuerait, d'autre part, à assurer une protection maximale des droits des déracinés de la région.

Cette réforme juridique devrait se référer, à notre avis, aux règles actuelles des droits de l'homme et aux pratiques populaires dans le domaine de l'asile et la réception des étrangers et devrait les inclure. Elle devrait se fonder en même temps sur les concepts traditionnels et religieux de la migration forcée. Cette réforme se fera donc par un examen de la situation actuelle de l'asile et du droit des réfugiés, mais aussi (quand il s'avère nécessaire) par un retour au passé, au droit traditionnel et aux coutumes anciennes.

Partout dans le monde, les réfugiés et les personnes déplacées vivent actuellement dans des situations précaires et trouvent des problèmes à vivre parmi leurs hôtes, à la différence des situations passées quand les migrants volontaires ou involontaires étaient, comparativement, mieux intégrés dans leurs populations hôtes et quand leur présence ne posait pas de gros problèmes pour leur communautés d'accueil. Certes, leurs nombres sont plus importants aujourd'hui, mais ce fait ne devrait pas justifier les attitudes présentes d'hostilité à leur égard.

Souvent, dans les pays afro-arabes, l'admission des demandeurs d'asile ne présente pas un vrai problème, mais cette situation risque de ne pas durer plus longtemps. Les nouvelles politiques européennes restrictives à l'égard de l'entrée des étrangers ont déjà commencé à avoir des effets sur les attitudes gouvernementales et sur l'arsenal juridique de certains Etats afro-arabes. Les réfugiés y sont parfois qualifiés de "migrants clandestins", selon la terminologie européenne.

De manière générale, si en pratique l'admission des demandeurs d'asile n'a pas représenté un problème jusqu'à présent, leurs droits n'ont pas toujours été respectés, ni au sens traditionnel ni au sens moderne du terme de migrants involontaires.

C'est pourquoi il est devenu tout d'abord nécessaire de codifier les pratiques généreuses relatives à l'octroi de l'asile, puis ensuite garantir les droits des populations forcées à se déplacer dans cette région.

La meilleure façon de réaliser une protection maximale des droits des populations déplacées involontairement dans les pays afro-arabes nous semble être l'instauration d'un droit spécifique à la région: une Charte régionale sur l'asile et la migration forcée.

SECTION I

UNE CHARTE AFRO-ARABE SUR LA MIGRATION FORCÉE: POURQUOI?

La grande influence qu'excercent le nouveau droit et les nouvelles politiques des pays européens (qui avaient colonisé ou protégé les pays afro-arabes par le passé) sur ces pays est très grande. Les nouvelles politiques restrictives à l'entrée des étrangers en général et des réfugiés en particulier qui se développent dans les pays afro-arabes - sous l'influence des politiques européennes en la matière - ainsi que le manque de sauvegarde des droits des réfugiés et des personnes déplacées dans la région justifient, à notre avis, le besoin d'affirmer leurs droits dans un instrument sous-régional de la protection des droits des réfugiés.

SOUS-SECTION I

LES NOUVELLES POLITIQUES RESTRICTIVES DE L'ASILE DANS LES PAYS AFRO-ARABES, À L'EXEMPLE DES ETATS OCCIDENTAUX

De nouveaux concepts et de nouvelles politiques se développent actuellement en Europe à l'égard des étrangers, des réfugiés et des demandeurs d'asile et commencent à avoir un impact sur les politiques afro-arabes de l'asile et de l'accueil des étrangers. Dans le pays afro-arabe le plus proche de l'Europe, le Maroc par exemple, des textes ont déjà été adoptés et des attitudes et actions se sont développées sur le modèle de la nouvelle politique européenne de l'asile.

I Les nouveaux concepts et les nouvelles politiques européennes relatifs à l'asile et le risque d'influence sur les pays afro-arabes

Comme il a été exposé dans le chapitre III de la première partie, le droit interne des Etats afro-arabes a été modelé sur les législations de leur ex-colonisateurs ou ex-protecteurs. Par ailleurs, le droit d'asile dans les des pays de l'Europe occidentale traverse actuellement une période de mouvance à cause de l'introduction de nouveaux textes régionaux relatifs à l'entrée des étrangers, à l'asile et aux réfugiés. De plus, de nouvelles pratiques et de nouveaux concepts sont inventés pour mettre en échec toutes les tentatives des personnes forcées à l'exil de trouver un refuge en Europe[1].

Le droit d'asile connaît actuellement des restrictions et des violations partout dans les Etats de la CEE et notamment dans les Etats qui intéressent cette étude: l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume Uni. Ces violations du droit des réfugiés ont été déplorées par des spécialistes aussi bien européens que non-européens[2].

---

1 Voir Elizabeth Zoller, Basic Principles of a Common European Policy on Asylum, intervention à la Conférence sur le droit comparé de l'asile et l'immigration en Europe organisée par l'Académie européenne de droit de Trèves, 12 - 13 mars 1992; voir aussi: K. Hailbronner, The Right to Asylum and the Future of Asylum Procedures in the European Community, IJRL, 1990, pp. 341-360.

2 En France, le pays européen qui présente le plus d'intérêt pour cette recherche, un projet de réforme du droit de la migration. Ce projet a pour objectif de retreindre le plus possible les possibilités d'entrée des étrangers dans le pays. Une partie de cette réforme concerne le droit d'asile et des réfugiés et a pour intention de limiter l'octroi de l'asile en permettant l'expulsion des demandeurs d'asile venant de pays considérés comme sans danger pour le demandeur ou d'un pays de l'espace de Schengen. Le demandeur

CEDEAO - BIBLIOTHEQUE

A Les nouvelles politiques restrictives de l'asile en Europe

La tradition humanitaire des pays européens en général et des pays intéressant cette étude en particulier, leur vocation à constituer le berceau des droits de l'homme et le creuset de la démocratie ainsi que le rôle des politiques européennes d'asile dans le changement de la conception moderne de l'asile sont des thèmes qui sont l'objet de nombreuses réflexions.

Les spécialistes parlent actuellement de la "crise de l'asile" en Europe. Cette crise est apparue au début des années 1980, dans un contexte où la conjoncture économique a poussé les gouvernements à renverser radicalement les politiques d'immigration menées jusqu'alors. Dans la mesure où l'asile est resté l'une des rares voies pour pénétrer légalement en Europe, des migrants non reconnus comme réfugiés selon la définition de Genève, ont déposé des demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié. Le nombre des demandes d'asile a donc augmenté, ce qui a provoqué un phénomène d'encombrement des procédures qui sont devenues longues et coûteuses. Les débats se sont ensuite focalisés sur la distinction, souvent très difficile à faire, entre le simple "migrant économique" et le véritable réfugié.

Le processus d'intégration européenne amorcé dans les années 1980 a pour objectif d'instituer un marché intérieur européen dans lequel la circulation des personnes devait librement s'exercer à partir de 1993 à l'intérieur des frontières. Mais cette libre circulation devenait difficilement applicable avec l'accroissement du nombre des demandeurs d'asile venus de l'extérieur de l'Europe.

Dans ce contexte, les politiques européennes de l'asile n'ont pas cessé depuis quelques temps de se transformer et de se restreindre. Leur caractéristique principale est la multiplication des institutions et des groupes qui se préoccupent du problème ainsi que le secret qui entoure leurs travaux. Les nombreuse enceintes qui s'occupent de la migration et de l'asile sont des groupes constitués soit au sein de la CEE (Conseil des Ministres, groupes Trévi, groupe ad hoc immigration) soit en dehors de la CEE tel que le groupe dit Schengen. Le désordre qu'entraîne cette multiplicité d'institutions a amené les Etats européens à penser à une harmonisation de leurs politiques en matière de la migration et de l'asile

La conséquence de toutes les tractations européennes concernant la migration est que le rejet de l'étranger et surtout du demandeur d'asile et les graves violations de leurs droits sont devenus des images familières en Europe. Comme il a été vu précédemment, l'accord de Schengen, négocié indépendamment de la CEE et signé à Schengen (au Luxembourg) en 1985 par les trois pays du Bénélux, L'Allemagne et la France, prévoyait "un espace" exemplaire de libre circulation". La convention d'application des accords de Schengen signée par les même pays le 19 juin 1990, étendue aujourd'hui à neuf pays européens (à l'exception de la GB, de l'Irlande et du Danemark) repose sur le principe de la suppression des frontières entre les pays signataires en contrepartie d'un renforcement des contrôles aux "frontières extérieures de l'espace ainsi délimité". Elle prévoit également l'harmonisation de la politique des visas et de traitements des demandes d'asile et la mise en œuvre d'un système informatique de renseignement commun[3]. De son côté, la Convention de Dublin de juin 1990 prévoit une politique commune européenne dans le domaine de l'asile.

L'application de l'accord de Schengen introduirait plusieurs limites au respect des droits de l'homme en Europe, cette Europe même qui a fait, par exemple, du respect des droits de

---

d'asile pourrait également être refoulé vers son pays d'origine, si les autorités de l'immigration considèrent qu'il peut se réfugier dans une partie de son pays où il peut bénéficier d'une protection effective. Les demandes d'asile seront étudiées dans un laps de temps ne dépassant pas les trois mois à partir de leur présentation; voir, le journal Al-Alam, du 29 mai 1993, p.3.

3 L'entrée en application de ce dispositif prévu pour le 1er janvier 1993 avait été repoussé jusqu'à la mi-1993, puis à une date ultérieure. Six pays ont jusqu'en juin 1993 ratifié Schengen: France, Pays Bas, Luxembourg, Belgique, Espagne et Portugal. La France a ratifié la convention de Schengen en juin 1991. Il y eut des oppositions à cette convention dans toutes les tendances politiques et pour diverses raisons. La principale raison est le fait qu'il soit un des principes de la Constitution et de la révolution françaises.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'homme une des conditions nécessaires pour accorder l'aide aux Tiers Monde dans les Accords de Lomé signés avec 69 pays de l'Afrique et du Pacifique (articles 254 et 255)[4]. Les nouveaux développements dans cette Europe poussent le chercheur à se demander si, aujourd'hui, les pays pauvres sont les seuls qui sont obligés de respecter les droits de l'homme et si les pays riches peuvent se permettre de les violer.

Un retard fut enregistré dans l'application des dispositions de l'accord de Schengen prévue pour janvier 1993, notamment en France. Ce report de la mise en place de l'espace Schengen fut justifié en France, par exemple, par:

1 la sécurité encore imparfaite des frontières des Neufs qui laisse certaines encore "perméables", notamment celles de la Grèce et de l'Italie";

2 le retard dans la mise en place du Système d'Information Schengen (S.I.S.) chargé de centraliser les données sur les personnes "indésirables"

3 la dépénalisation des drogues douces chez certains partenaires, étant donné qu'un lien étroit est fait entre la migration et la drogue:

"L'immigration "sauvage" et la drogue pourraient donc trouver dans un environnement aussi imparfait de multiples fissures par où s'infiltrer"[5].

Le Ministre français aux Affaires Européennes avait déclaré à ce sujet que la France n'appliquerait pas les clauses relatives à l'ouverture des frontières dans l'espace Schengen à cause de "l'insuffisance de la lutte contre le trafic des stupéfiants au Pays-Bas et l'incapacité de l'Italie et de la Grèce à surveiller leurs frontières extérieures"[6].

Ainsi, nous constatons qu'il y a association entre deux phénomènes complètement différents et ayant des causes et des conséquences complètement différentes: la drogue et l'entrée des étrangers en Europe. La même association est reprise par les pays afro-arabes, comme nous le verrons pour l'exemple du Maroc.

Aussi, des politiques européennes restrictives pour limiter l'accès des personnes originaires du Sud dans leur pays ont vu le jour partout[7]. La plupart des étrangers arrivés sans documents en Europe sont caractérisés actuellement de "clandestins"[8]. Parmi eux se trouvent surement des réfugiés qui sont autorisés par la Convention de Genève de s'enfuir et demander asile, même sans documents de voyage. L'ambiguïté et l'inconsistance de plusieurs stipulations des nouveaux textes européens sur la migration, sur les normes des droits de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

4 Cf.Refugees, No. spécial, "European Community: Asylum and Assistance, No. 83, March, 1991.

5 Cf. article dans Le Monde du 2 & 3 mai 1993, p.1: "Schengen en panne"; p.7: Philippe Bernard et Pierre Servant, La difficulté de la libre circulation en Europe: La France n'appliquera pas l'accord de Schengen en 1993.

6 Ibidem, p.7.

7 Les thèmes de la réforme des législations sur le régime de l'acquisition de la nationalité et sur l'asile et la condition des étrangers, ainsi que de leur renvoi dans leur pays d'origine et des limites des avantages dont ils bénéficient dans les pays européens sont devenus des thème essentiels de toutes les campagnes électorales de l'Europe, aussi bien dans les programmes des partis politiques considérés comme des partis de gauche que dans ceux des partis de droite. Les étrangers sont devenus, par conséquent, les boucs émissaires dans tous les pays européens de notre sujet : en France, en Espagne, en Italie et d'une façon moindre au Royaume-Uni.

8 Cette attitude est manifeste même à l'égard de personnes cherchant à se rendre régulièrement en Europe. Une hantise de l'immigration "clandestine" s'est manifestée récemment dans les Etats européens. Dans une enquête conduite à Casablança auprès de demandeurs de visas pour se rendre en France, nous avons constaté que tout demandeur de visa est au préalable considéré comme un candidat à l'immigration clandestine, quelque soit son statut ou fonction au Maroc. Cette constatation s'explique par le nombre de documents demandés, les attitudes des agents chargés de donner les visas, le peu de visas accordés (-de 30%) et la non justification du refus d'accorder le visa.

l'homme et les grandes lacunes du droit de Genève a conduit actuellement à une restriction du droit d'asile en Europe et dans tout le monde occidental[9].

Des mouvements xénophobes nourris par des législations anti-étrangers se sont multipliés dans toute la région européenne[10]. En Espagne, par exemple, "l'administration et la presse espagnoles sont en train de provoquer une attitude très négative envers l'immigrant étranger, notamment l'immigrant marocain."[11]. En France, il est question d'une politique de "migration 0",selon l'expression même du Ministre de l'intérieur, Charles PASQUA, dans son interview au journal le Monde du 2 juin 1993[12]. Cette politique vise un durcissement très sévère de la législation sur les étrangers et une modification profonde des flux migratoires[13]. De même, la loi Pasqua sur l'immigration vise à soumettre la demande de l'asile en France directement au Ministère de l'intérieur et à exclure les réfugiés non statutaires des avantages sociaux[14].

En réaction aux différentes limites imposées au droit d'asile en France, le Conseil Constitutionnel français avait considéré le 13 août 1993, les nouvelles réglementation de l'asile comme anti-constitutionnelles et avait annulé certaines des nouvelles dispositions de la loi Pasqua sur l'immigration, surtout celles relatives aux limites du droit d'introduire une demande d'asile en France et de restreindre les pouvoirs de L'OFPRA[15]. La décision du Conseil Constitutionnel a engendré une réaction du Ministre français de l'Intérieur qui a plaidé pour la nécessité de réviser la Constitution "afin de mieux limiter l'immigration"[16]. Le débat qui s'est engagé sur la révision de la Constitution en vue de restreindre le droit d'asile fait cas de la réalité complexe et nuancée des droits de l'homme et la conception de l'asile en France[17]. Le droit d'asile est selon, les autorités gouvernementales françaises utilisé actuellement par les immigrants illégaux pour bénéficier des avantages économiques dans le pays:

> "A en croire l'actuel gouvernement, l'escroquerie de l'asile serait l'une des voies d'accès privilégiées de l'immigration économique, officiellement interrompue, réalité

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

9 Cf. Eduardo Arbodela et Ian Hay, The Convention Refugee Definition in the West, IJRL, Vol.5, No.1, 1993, p.73.

10 Des attaques sur les réfugiés se répètent chaque jour en Allemagne. En mai 1993, par exemple trois enfants réfugiés érythréens avaient trouvé la mort dans un incendie dans un centre de réception de réfugiés dans ce pays; voir le quotidien marocain, Al-Alam, du 28 mai 1993, p.2. Le journal "Le Monde" rapporte aussi chaque jour des cas d'incendies criminels dirigés contre des étrangers installés en Allemagne, notamment contre des Turcs et des Marocains (Monde du 30 juin 1993, p.3).

11 Selon un article signé par le journaliste Arturo de Sienès sur l'immigration clandestine en Europe publié dans le numéro du mois d'avril 1993 de la revue mensuelle madrilène "*Fuerza Nueva*",cf. quotidien marocain L'Opinion du 26/4/93, p.1: Espagne immigration-Presse: Gouvernement et médias ternissent l'image du clandestin. L'article relate l'exploitation faite par les espagnols des clandestins et les opérations de rapatriement vers les pays d'origine.

12 Propos commentés largement par la presse, cf. journal Le Monde du 3 juin 1993, p.1, "L'Europe forteresse, p.12, "Le projet sur les étrangers vise à modifier profondément les flux migratoires"; journal l'Opinion du 3 juin 1993, p.1, "Pasqua: la France ne veut plus d'immigration".

13 Cf. journal Le Monde du 6 mai 1993, p.10, "Selon un projet de loi en préparation: le ministre de l'intérieur prépare un durcissement très sévère de la législation sur les étrangers".

14 Cf. le quotidien marocain Al-ittihaad al-ichtiraaki No. 3585 du 3 juin 1993, p.1, "Un projet de loi français pour rendre sévères les conditions de séjour des étrangers".

15 Voir pour plus de détails, Philippe Bernard: "L'épouvantail du droit d'asile", op.cit. p.1 et p.11.

16 Cf. journal Le Matin du Sahara du 25 août 1993, p.6, "France: Offensive du ministre de l'Intérieur pour réviser la Constitution afin de mieux maîtriser l'immigration".

17 Cf. Philippe Bernard, "L'épouvantail du droit d'asile", pp.1 et 11.

qui justifierait le recours à l'arme lourde d'une révision constitutionnelle dans un domaine hautement symbolique"[18].

Au Royaume Uni, la nouvelle législation sur l'asile et les réfugiés a suscité plusieurs réactions aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Dans une étude critique de cette législation, le *Refugee Council* fait une analyse comparative entre cette législation et la Convention de Genève de 1951 et dénonce les clauses de la nouvelle législation britannique qui violent le droit international des réfugiés. Il déplore également la méthode de la prise des empruntes instituées pour tous les demandeurs d'asile et même pour les enfants, la légalisation de leur détention, les problèmes posés par la courte durée durant laquelle un demandeur d'asile a le droit de faire appel contre le refus de l'asile etc...[19].

Cette même ONG britannique a publié les statistiques des demandeurs d'asile selon leur origine pour les années 1991 et 1992 et a montré le grand nombre de refus d'asile, à l'exception des demandeurs d'asile soudanais dont les demandes ont été acceptées à 62,5% en 1992 et 33% en 1991. Pour les Somaliens, ce pourcentage était de 16% en 1991 et seulement de 1% en 1992; pour les réfugiés de l'ex-Yougoslavie ce pourcentage était en 1992 égal à O%[20].

La détention des immigrés en général et des demandeurs d'asile et la"chasse policière aux preuves" sont devenues des choses courantes dans les pays de l'Europe occidentale. En Grande-Bretagne, par exemple, cette détention avait dépassé dans certains cas 18 mois; avec la nouvelle législation sur l'asile, les cas de détention risquent d'être plus nombreux[21].

Cependant, malgré tout, les dirigeants britanniques semblent moins disposés que leur homologues européens à approuver les nouvelles attitudes racistes et anti population étrangère. Les virulentes attaques contre l'immigration formulées par le député conservateur Winston CHURCHILL, petit-fils de l'ancien Premier ministre, avait provoqué à la fin mai 1993 "un tollé attirant la condamnation unanime de la classe politique, des communautés étrangères et de la presse"[22]. A la même période en France, le Président du Rassemblement pour la République (RPR), Jacques CHIRAC, avait trouvé "les églises maladroites" après leur prise de position contre les "projets des lois du gouvernement relatifs à l'immigration -code de nationalité, conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et contrôle d'identité"[23].

B Les nouveaux concepts limitatifs de l'asile

De plus, la pratique récente européenne dans le domaine de l'asile a vu apparaître des concepts nouveaux qui portent atteinte au droit d'asile. Ces concepts sont repris actuellement même par les Etats non-européens. Il s'agit notamment des notions comme celles de *premier*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

18 Ibidem, p.1. En Allemagne Le Bundestag a déjà adopté la réforme de la Constitution limitant le droit d'asile, voir le journal Le Monde du 28 mai 1993, p.24: "Le Bundestag a adopté une réforme de la Constitution limitant le droit d'asile en Allemagne".

19 Cf. Refugee Council, The Bill: The Asylum and Immigration (Appeals) Bill, Refugee Council Factsheet, May 1993.

20 Ibidem, p.6.

21 Sur ce point, voir Khaty Low, Britain's Forgotten Prisoners: Meeting the Needs of Immigration Act Detainees, Detention Advice Service, April 1993. L'auteur remarque que "The Asylum and Immigration Appeals Bill of 1992 could lead to a still higher incidence of detention and makes access to rapid professional advice a bigger problem than ever for detainees".

22 Cf, le quotidien marocain, L'opinion, du 31 mai 1993, p.1, "GB/immigration: le petit-fils de Churchill fait des siennes.

23 Cf. article "France immigration: après leur prise de position contre le nouveau code de nationalité, Chirac trouve les églises maladroites, dans le journal L'opinion du 31/5/1993, p.1.

pays d'asile, de *pays d'asile sûr* ou de *régions sûres d'asile* (*safe countries and regions of asylum*) des *zones d'attente* dans les aéroports et les ports ou *zones internationales*[24].

C'est ainsi qu'en se basant sur le concept du "*premier pays d'asile*", un réfugié soudanais qui avait fui l'Allemagne vers le Royaume Uni, à la suite des attaques d'un centre d'accueil des réfugiés par un groupe de néo-nazis, fut expulsé vers l'Allemagne le 12 mai 1992. Lui permettre de rester reviendrait à considérer que l'Allemagne n'est pas "*un pays sûr*" (*safe country*) pour l'asile et d'autres demandeurs d'asile viendront de l'Allemagne par la suite[25].

Le concept de "*pays sûr*, est un autre concept inventé par l'Occident pour réduire encore plus le droit à l'asile. Le concept signifie que le pays est considéré comme un pays dont les nationaux ne sont pas éligibles à l'asile et ne peuvent recevoir la qualité de réfugiés, quelques soient leurs raisons personnelles[26]. Parmi les pays considérés comme "sûrs" figuraient jusqu'à très récemment l'Algérie[27]. Qui est qui décide donc sur ces pays ? Comment cela est fait et comment les informations sur ces pays sont reçues? Toutes ces questions restent sans réponses. La notion de risque de persécution, essentielle dans la protection internationale, semble être absente de ce nouveau concept[28].

Une pratique liée au concept de pays sûr est celle de "*régions ou partie de pays d'origine sûres*". Au Royaume Uni, par exemple, lors des débats sur la nouvelle législation sur l'asile et l'immigration, le Secrétaire au *Home Office*, Kenneth CLARKE avait déclaré au Parlement que les "migrants économiques" faisaient un emploi abusif des procédures d'asile et que le Royaume Uni:

> "ne peut permettre à toutes les personnes de s'installer dans le pays ... tout simplement parce que ces personnes proviennent de pays où, dans des parties de leur territoires, il y a une guerre civile ou un conflit politique[29].

C'est ainsi que des demandeurs d'asile (notamment provenant de Kurdes irakiens et de Somaliens)) ont vu leur demande rejetée dans plusieurs pays européens sur la base qu'il y avait dans leur pays d'origine des régions du territoire où ils pouvaient bénéficier d'une protection effective, avec toute l'ambiguïté de la définition de cette "protection effective".

Un autre concept est aussi apparu récemment, c'est celui des "*zones internationales*", un genre de *no-man's land* où des demandeurs d'asile sont gardés "prisonniers" et où ils vivent dans des conditions contraires aux principes des droits de l'homme et de la liberté de circulation[30]. Un colloque international réuni à Paris sur le statut juridique de la zone internationale avait conclu que:

---

24 Sur ce point, voir Informations Européennes, juillet 1992, p. 8.

25 En 1991, il y avaient 2.427 attaques racistes, au début de 1992 809, 4 fois plus que pour la même période l'année dernière, Cf. Information Européennes, juillet 1992, p.8.

26 Pour plus de développement sur ce concept, voir, Guy S. Goodwin-Gill, Safe Country? Says Who?, IJRL, 1993, Vol. 4 No. 2, pp.248-250, voir aussi Goodwin-Gill, "Dédats: un pays "sûr"? Selon quels critères?", in magazine Réfugiés, HCR, No.89, mai 1993, pp.37-38.

27 Pour plus de détails sur ce concept et sur les pays considérés comme "sûrs", voir Kay Hailbronner, The Concept of Safe Country and Expeditious Asylum Procedures: A western European Perspective, IJRL, Vol.5, No.1, 1993, pp.31-65.

28 Ibidem, p. 249.

29 "The UK cannot allow anyone to settle... simply because they come from a country in part of whose territory there is civil war or political strife"; cf. Hansard, Parliamentary Debates, House of Commons, Second Reading of the Asylum and Immigration Appeals Bill, 2 Nov. 1992, Kenneth Clarke, p.22.

30 Pour une illustration des conditions, du traitement des demandeurs d'asile dans ces zones et de leur renvoi successif d'une zone à une autre, voir Jeanne Champion, Mémoires en exil, Fayard, France, 1989, pp.259-278.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

> "la notion de *"zone internationale"* (dite encore *"zone de transit"*, voire *"zone neutre"* ou *"zone stérile"* n'a pas dans les pays étudiés (pays d'Europe et d'Amérique du Nord), à la seule exception du Canada, aucune existence juridique... Elle est cependant partout utilisée en dehors de toutes les règles de droit, pour permettre la privation de liberté des personnes considérées par les autorités comme ne remplissant pas les conditions d'accès au territoire...Ces privations de liberté ne donnent aucune garantie constituant le "*le standard minimum*" admis par l'ensemble des pays démocratiques..."[31].

Ces zones constituent donc des "*enclaves de non-droit*" et jouent comme un moyen de dissuasion à l'adresse des candidats à l'immigration ou à l'asile. Elles introduisent un concept nouveau en droit international, celui de *l'incrimination* des mouvements de populations du Sud vers le Nord: aller des pays du Sud vers les pays du Nord est devenu actuellement un acte criminel qui devrait être sanctionné par une détention dans ces nouvelles zones en attendant l'expulsion[32].

Un autre nouveau concept en matière d'asile est celui de *l'Etat responsable de la demande d'asile*. Une pratique s'est également développée en liaison avec ce concept: la signature des *accords de réadmission* consistant à obliger le pays responsable de l'entrée d'un étranger à reprendre celui-ci lorsqu'il a pénétré sur le territoire d'un autre Etat dans des conditions irrégulières[33].

Tous ces nouveaux concepts, ajoutés aux nouvelles réglementations et attitudes des Etats occidentaux à l'égard des réfugiés et demandeurs d'asile portent de graves atteintes au droit d'asile et aux droits de l'homme par ces mêmes pays qui se disent "créateurs de la terminologie des droits de l'homme". Les nouvelles politiques restrictives européennes de l'asile ont poussé certains spécialistes de la migration à qualifier l'Europe de la CEE d'une *forteresse*, fermée aux réfugiés[34].

Le HCR a critiqué, pour sa part, la nouvelle politique européenne de la migration qui pourrait mener à une restriction de l'octroi de l'asile. Il a constaté que plusieurs demandeurs d'asile risquaient d'être privés des droits dont ils doivent jouir conformément aux Conventions internationales en la matière et au droit International. Pour cette organisation internationale, de nouvelles procédures basées sur l'exigence de preuves sans équivoque de persécution ainsi que des examens accélérés des demandes, des rejets de demandes considérées comme manifestement injustifiées ont vu le jour dans les pays européens, alors que la situation de fuite de réfugiés ne leur permet pas souvent de justifier ce qu'ils avancent[35]. Les pays européens n'ont pas tenu compte de ces critiques et continuent de restreindre le droit d'asile.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

31 Cf. Annexe III, Conclusions du Colloque tenu les 10 et 11 avril 1992 à Paris (Palais du Luxembourg) sur le statut juridique de la zone internationale, Documentation Réfugiés, No. 184, 21/30 mai 1992, Paris, p.16.

32 En France, par exemple, la Loi No 92-625 sur les zones d'attente des ports et des aéroports fut promulguée le 6 juillet 1992, et porte modification de l'Ordonnance No 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, voir texte; Doc Réfugiés No 202, 17/16, 1992, pp.11-19.

33 Sur ce point voir, Jaqueline Costa-Lascoux, Les politiques migratoires à l'épreuve des faits, Cours dispensé à L'institut International des Droits de l'Homme, Recueil des Cours, 23ème session d'enseignement, Strasbourg (France), 2-31 juillet 1992.

Par exemple, les pays de l'espace de Schengen ont un accord de réadmission multilatéral avec la Pologne, le 8 avril 1991.

34 Cf. Ligue Suisse des droits de l'homme, La forteresse européenne et les réfugiés, Actes des 1ères Assises européennes sur le droit d'asile, Lausanne, 15-17 février 1985, Editions d'en bas, Lausanne, 1985.

35 Cf. The Independent, 3 décembre 1992, p.10: "Row over EEC Rules on Asylum".

L'asile se trouve ainsi menacé en Europe par des réformes anti-droits de l'homme, intensifiées par des actions populaires racistes et des attaques des foyers de réfugiés. Les réfugiés ne sont plus les bienvenus en Europe[36].

Aussi, dans la présente terminologie européenne actuelle de la migration, les concepts de réfugié et d'immigré sont très souvent confondus. La distinction conventionnelle entre ces deux concepts est en train de s'estomper. Elle pourrait progressivement disparaître et aboutir, par conséquent, à la situation qui prévalait dans les sociétés traditionnelles. Seulement, la disparition de cette distinction dans les sociétés modernes actuelles se fera aux détriment des demandeurs d'asile; alors qu'elle était dans le passé à leur avantage. Les sociétés européennes actuelles sont moins humanitaires et plus fermées aux étrangers, surtout s'il s'agit d'étrangers provenant de pays pauvres[37].

Les nouvelles attitudes européennes envers les étrangers et principalement envers les demandeurs d'asile ont causé l'inquiétude chez certains défenseurs des droits de l'homme occidentaux, mais malheureusement pas chez tous ces défenseurs. Ce qui est nouveau et inquiétant dans ce domaine, c'est que face au problème de l'immigration, les réactions même parmi les défenseurs des droits de l'homme et des réfugiés ne sont pas les mêmes. Certains parmi ces défenseurs ne les condamnent pas. En France, par exemple, Claude NOREK avait écrit que les nouveaux critères européens pour la détermination du statut de réfugiés n'étaient pas considérés comme contraires aux droits de l'homme par certains spécialistes européens qui trouvaient que ces critères ne pervertissaient pas ce statut[38]. Pour sa part, Marc Bossuyt, très connu dans les milieux de la Commission des droits de l'homme à Genève et actuellement Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides en Belgique, estime que "certains des principes fondamentaux de Schengen sont critiqués à tort par des organisations oeuvrant en faveur des réfugiés..."[39].

Toute les nouvelles législations et ces nouvelles attitudes européennes relatives à la migration et à l'asile ont commencé à avoir un impact sur les pays afro-arabes.

II Les nouvelles orientations des politiques afro-arabes relatives à l'asile et aux réfugiés

Partout dans le monde et même dans les pays gouvernés directement par les règles de l'Islam, nous assistons aujourd'hui au développement de politiques qui ont pour objectif de restreindre l'entrée des étrangers, y compris les réfugiés[40]. De plus, des violations des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile et leur expulsions ont lieu très fréquemment actuellement. Le pays afro-arabe où l'influence de la nouvelle politique restrictive européenne commence à se manifester clairement est le Maroc, le pays le plus proche de l'Europe.

CONCORDIA - BIBLIOTHEQUE

---

36 En Allemagne les attaques des jeunes *skinhead* et leur encerclement des foyers et leur terrorisme vis-à-vis des réfugiés est devenue chose courante, cf. Stefan Telöken, Allemagne: la clef de la tolérance, Réfugiés, No 90, Juillet 1990, pp. 42-44.

37 Voir article du Journal Le Monde, Des Réfugiés au immigrés, 13 juin, 1992, p. 10

38 Revue française de droit administratif de 1989. Nous avions nous-mêmes constaté cette attitude lors de nos discussions avec certains experts occidentaux des droits de l'homme durant notre collaboration avec l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg lors de la session d'été de 1993.

39 Deuxième rapport annuel du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, année d'activité 1989, Bruxelles, 1990, pp.74-75.

40 En Arabie Saoudite, par exemple, la décision prise par les autorités gouvernementales d'interdire l'accès du pays à de nouveaux demandeurs d'asile irakiens et aux familles des réfugiés irakiens dans le camps de réfugiés Rafha avait donné lieu le 9 mars 1993 à des confrontations entre les réfugiés irakiens et les forces de l'ordre et causé dans la mort de 4 Saoudiens et 9 réfugiés irakiens, voir sur cet incident, Asharq Al-Awsat, No. 5290 du 23/5/1993, pp.1 & 4, "Mort de 4 Saoudiens et de 9 réfugiés irakiens qui avaient manifesté violemment pour obliger les autorités saoudiennes à accepter des fugitifs irakiens dans le camps".

A L'influence des nouvelles politiques restrictives européennes sur les pays afro-arabes

La politique afro-arabe en matière de l'octroi de l'asile a été pendant longtemps une politique de "porte ouverte" en général. Cependant, suivant le modèle européen de nouvelles politiques restrictives et de nouvelles violations des droits de l'homme des réfugiés sont apparues également dans les pays afro-arabes. Les frontières afro-arabes ne sont plus ouvertes aux demandeurs d'asile, même à ceux appartenant à la même région afro-arabe. L'asile est refusé parfois aux demandeurs d'asile en usant des mêmes concepts introduits récemment en Europe.

Le refus de l'asile aux somaliens réfugiés de la guerre est devenu, par exemple, une pratique de la plupart des pays voisins. Parmi tous les pays arabes, seuls le Yémen et le Soudan (les plus pauvres du monde arabe) leur gardent les portes ouvertes relativement. Le Yémen, par exemple, accorde souvent l'asile aux somaliens alors que cet asile leur est refusé partout dans le monde arabe, comme le rapporte l'hebdomadaire égyptien *Al-Ahram*:

> The Yemeni government which itself suffers from economic difficulties, seems to be the only government willing to accept Somali refugees of which an estimated 62,000 are currently residing in the country. Yemen had already experienced a massive problem absorbing about one million of its own citizens who had been expelled from Gulf Arab states after the Yemen condemned the international coalition formed to oust Iraq from Kuwait"[41]

La même chose pourrait être avancée pour le Soudan, comme il a été exposé dans le chapitre précédent, lorsque ce pays avait accordé l'asile au bateau de réfugiés somaliens qui était venu le chercher à Port Soudan. Ces réfugiés avaient erré sur ce bateau pendant plusieurs jours et entre plusieurs pays arabes sans se voir accorder cet asile.

Les demandeurs d'asile et les réfugiés somaliens font parfois objet d'expulsion. Dans une note adressée aux autorité egyptiennes, l'ambassade somalienne au Caire avait protesté auprès de ces autorités contre leur décision d'expulser 6 réfugiés somaliens en avril 1993, sans justifications. La même note avait indiqué que les 6 réfugiés expulsés s'étaient dirigés après au Soudan puis en Libye et qu'ils voulaient revenir au Caire mais que les autorités egyptiennes leur refusaient l'accès[42].

La note faisait également mention du mauvais traitement réservé aux réfugiés somaliens, accusés d'être alliés aux mouvements islamistes en Egypte[43]. Les responsables égyptiens avaient réfuté l'existence d'un lien entre cet événement et la lutte contre les éléments intégristes dans le pays. Ils avaient justifié l'expulsion de ces somaliens par le fait qu'ils ne remplissaient pas les conditions pour être considérés comme des *"réfugiés politiques au sens de la définition de la Convention de Genève"*. Les responsables avaient ajouté que le bureau du HCR au Caire n'avait pas reconnu ces personnes comme remplissant les conditions pour demander le statut de réfugiés. En réponse aux allégations de mauvais traitements à l'égard des réfugiés somaliens, les responsables avaient démenti ces allégations et avaient confirmé leur soutien permanent au peuple somalien, lors de la crise dramatique par laquelle il passe"[44].

---

41 Cf. l'hebdomadaire Al-Ahram du 19-25 novembre 1992, p.3: "Flight from Famine: The plight of Somalia, a neighbouring, African and Islamic member of the Arab League, intensifies with little outside help".

42 Cf. Asharq Al-Awsat, No. 5273 du 6/5/1993, p.4: "La Somalie déplore auprès de l'Egypte l'expulsion de 6 de ses nationaux".

43 Dont le nombre est équivalent à 5500 réfugiés.

44 Ibidem, p.4. Il faut noter à cet égard que les autorités égyptiennes se réfèrent uniquement à la définition du réfugié telle qu'elle existe dans la Convention de Genève de 1951, en méconnaissant la définition large établie par la Convention de l'OUA de 1969 et celle recommandée par les principes islamiques.

CADEST - BIBLIOTHEQUE

Les changements européens en matière d'asile ont fait que le mur de Berlin est entrain de se construire au niveau de la rive sud de la Méditerranée. Les pays afro-arabes frontaliers de l'Europe (sujets eux-mêmes à de grandes restrictions de déplacements vers l'Europe) ont été les premiers à avoir été obligés de suivre l'évolution enregistrée dans la nouvelle politique migratoire européenne. Ils se dressent de plus en plus comme "les gardiens des frontières européennes" ou "les gendarmes de l'Europe" et adoptent une définition restreinte de l'asile et des réfugiés.

Une lutte s'est développée récemment contre la migration irrégulière provenant de certains pays afro-arabes vers l'Europe. Des arrestations de migrants considérés comme "des clandestins" et des expulsions ont eu lieu dans la région. Cette politique risque de se développer encore plus dans l'avenir.

La Tunisie, par exemple, est devenu un gendarme des frontières européennes, ses services de sécurité arrêtent actuellement toute immigration non désirée en Europe. Ces immigrations peuvent parfois inclure des réfugiés. Par exemple, selon le quotidien tunisien Assabah, la police tunisienne, dans sa lutte contre la migration considérée comme clandestine, a démantelé le 20 avril 1993 un réseau de passeurs clandestins de Maghrébins candidats à l'immigration en Italie.

> "L'opération s'est déroulée...lorsque les gardes-côtes de Mahdia, un port situé à environ 180 Km. au Sud de Tunis, ont réussi après une course-poursuite en haute mer de plus de deux heures, à arraisonner un navire qui se dirigeait vers l'Ile de Lampeduza, au large de la Sicile, procédant à l'arrestation des 30 personnes qui se trouvaient à bord: 25 Marocains et cinq tunisiens âgés de 22 à 45 ans"[45].

Mais c'est surtout au Maroc, le pays afro-arabe se situant à la porte de l'Europe, que l'influence de la nouvelle politique restrictive européenne de la migration s'est manifestée le plus récemment.

B La nouvelle politique migratoire marocaine comme exemple des nouvelles politiques restrictives afro-arabes

L'exemple du Maroc est très significatif en ce qui concerne l'impact du droit et des politiques européennes relatives à la migration sur son arsenal juridique et sur la pratique gouvernementale. Pendant très longtemps le Maroc fut une terre de migration et d'asile pour les populations des trois continents: l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Sa politique migratoire a cependant évolué avec les développements juridiques en France et en Europe et avec les changements intervenus dans le droit interne de ce pays.

Aussi, la migration à partir du Maroc vers l'Europe a beaucoup changé depuis la promulgation des diverses réglementations restrictives à l'entrée des étrangers en Europe, y compris pour les Maghrébins; elle est devenue surtout clandestine, même si ce genre de migration a toujours existé entre le Maroc et l'Espagne[46].

> "C'est avec la sueur et le travail des illégaux que resplendit l'Exposition universelle de Séville, que se bâtit entre autre, à Barcelone, le village olympique. Il en tireront aucune médaille. Juste un visa"[47]:

et

> "Pendant ce temps l'Europe se construit. Les ministres des affaires étrangères se réunissent à Schengen, viendra ensuite Maastricht. Le 15 mai 1991, L'Espagne

---

45 Voir le quotidien marocain Al Bayane du 23 avril 1993, p.1, Tunisie: émigration clandestine en Italie Démantèlement d'un réseau de passeurs maghrébins.

46 Sur cette question, voir Juan Goytisolo, Les boucs écossaires de l'Espagne européenne, Le Monde diplomatique, octobre 1992, p.22.

47 Ibidem, p.22.

CIDEAL - BIBLIOTHEQUE

instaure un visa pour les Maghrébins. Il est vrai aussi que les grands chantiers sont aussi bien avancés."[48].

Mais depuis la signature de l'accord de Schengen, le 14 juin 1985, le contrôle sur les frontières sud de l'Europe était devenu très sévère et l'immigration clandestine se développa beaucoup à partir du Maroc:

> "Le négoce devient tellement rentable que les trafiquants (de drogue) créent un nouveau marché (d'immigrants clandestins). La situation géographique de Tanger en fait le point d'arrivée de deux axes transafricains de première importance. L'un venant du Caire, par Tripoli, Tunis et Alger; l'autre de Lagos, par Abidjan, Monrovia et Dakar. Plus quelques variantes[49].

La détention des illégaux eut lieu aussi bien en Europe qu'au Maroc:

> "Sur les dix premier mois de 1992, environ deux mille illégaux seront détenus sur les côtes de Cadix _ 80% de Marocains, 5% d'Algériens et 15% d'Afrique noire. On ouvre les centres d'accueil ou de détention, la terminologie varie.." [50].

Les Marocains seront rendus à leur pays sans aucun procès. L'immigration clandestine n'est pas un délit en Espagne. Mais Le problème se pose pour les Africains noirs: "Ils s'inventent des nationalités fantaisistes, n'ont aucune pièce d'identité, s'enferment dans le mutisme, on ne sait pas d'où ils viennent, on ne sait où les renvoyer..."[51].

La migration clandestine au Maroc et à partir du Maroc devient par conséquent un drame de tous les jours. Des personnes meurent fréquemment en mer: "vingt et un morts en mars 1992, dix neuf en mai, trente en août... officiellement trois cent morts depuis 1987 (mais ça pourrait être plus)"[52].

Ainsi, Aujourd'hui et suite aux nouvelles politiques restrictives européennes concernant les mouvement des populations du Sud vers le Nord, le Maroc est devenu sujet à de grands afflux d'Africains et d'Arabes qui cherchent à contourner les nouvelles réglementations européennes et pénétrer clandestinement d'abord en Espagne pour essayer de se déplacer ensuite librement dans la "forteresse européenne". Maurice LEMOINE écrit à ce sujet dans le Monde Diplomatique:

> "Les pateras, des clandestins, il y en a toujours eu. Mais cette année, c'est vrai, avec leur histoire de la loi sur les étrangers... Et puis les Noirs! Ca, c'est vraiment nouveau." L'Espagne et, avec elle l'Europe abasourdie, vient de découvrir ses "dos mouillés"[53].

Il est vrai que plusieurs parmi ces candidats à l'immigration ne sont pas des réfugiés au sens de la Convention de Genève de 1951 et du Protocole de 1967, mais une partie parmi eux sont réfugiés conformément aux stipulations de la Convention de l'OUA de 1969:

> "On attire les gueux d'Afrique noire, les rescapés de toutes les guerres civiles, dictatures, sécheresse et famine du continent. Des pauvres errent harassés, mais l'oeil luisant d'un espoir insensé, débarquent par centaines dans la médina de l'ancienne concession internationale. Côté autorités marocaines pas de réaction."[54].

---

48 Ibidem. p.23.

49 Ibidem. p.24.

50 Ibidem, P.23.

51 Ibidem, p.23.

52 Ibidem, p.23.

53 Cf. Maurice lemoine, Les naufragés de la migration vers le Nord: pourquoi les "pateras du désespoir", Monde Diplomatique, décembre 1992, p. 22.

54 Juan Goytisolo, "Les boucs ecossaires", p.24.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En 1992, et depuis les afflux des réfugiés algériens des années 1950, le Maroc est pour la première fois sujet à des afflux massifs de populations étrangères. La ville de Tanger, situé juste à 14 Km de l'Espagne, est devenue le théâtre de ces afflux. Tahar BENJELLOUN décrit la situation des populations étrangères à Tanger qui cherchent à pénétrer dans "la forteresse européenne". Cet auteur écrit:

> "Des Africains à Tanger "On ne sait d'où ils viennent ni qui ils sont ni comment ils sont arrivés jusqu'à Tanger. Depuis quelques temps des Africains rôdent à Tanger sans documents, sans identité, sans raisons apparentes..." on spécule sur leur présence "on dit qu'ils viennent de Somalie, d'Afrique du Sud... les ambassadeurs d'une migration future..."

L'auteur ajoute:

> "Quatorze kilomètres séparent Tanger de l'Europe: une petite traversée de quelques heures... la nuit de préférence, durant la nuit sur une barque de pêcheurs. le voyage coûte cher: 10.000 DH. Que faire avec des hommes sans identité? Vers quelle ambassade renvoyer des hommes sans documents ni identité? Il veulent échapper à la famine, une mort certaine..."[55]

Pour Tahar BENJELLOUN, "Ce sont des ombres fugitives qui ont réussi à fuir tentant le tout pour le tout, n'ayant plus rien à perdre" Ils ont choisi l'anonymat, "ils ont décidé de ne rien révéler sur eux, sur leur passé, c'est un vrai embarras pour les autorités marocaines et espagnoles. La fin du siècle verra se généraliser ce genre de migrations sauvages, clandestines et totalement désespérées. Aujourd'hui... une partie de l'Afrique qui essaie de fuir sous la déstabilisation de la sécheresse, de la famine, des guerres civiles. "Tanger n'est qu'une étape, les réfugiés ont l'impression que l'Afrique est loin parce que de la terrasse d'un café ils peuvent apercevoir l'Europe pourtant, ils sont toujours en terre africaine"[56].

Face à ces afflux, "L'Europe a peur, dit Tahar BENJELLOUN. Les images de la grande détresse somalienne l'émeuvent" le rêve de ces hommes venus de nulle part, les damnés de ce siècle enjamberont la mer dans l'amnésie des origines et des malheurs qui les a expulsés de leur terre"[57].

L'Europe a peur de ces réfugiés qui ont vu la Somalie dépérir, qui ont vu la mort, qui cherchent refuge au Maroc pour atteindre l'Europe. Ce refuge ne doit plus leur être permis. Ils doivent retourner d'où ils viennent, ou aller chercher asile loin de l'Europe, dans des pays africains qui ne sont pas encore capables de contrôler leurs frontières, au Soudan par exemple.

Pour cela, il faut que le Maroc adopte des législations sévères, il faut qu'il sanctionne les mouvements vers le Nord, comme un crime grave, un danger pour l'humanité, juste comme une drogue humaine. Pourtant la Convention européenne des droits de l'homme parle de la dignité humaine, ou plutôt de la dignité européenne, les dignités humaines se divisant et se diversifiant selon les êtres humains et les continents[58].

Le Maroc réagit effectivement à ces migrations "illégales" qui menacent la sécurité européenne et des directives sont données pour que "la lutte contre la drogue et l'émigration clandestine soit menée de façon implacable et sans répit"[59].

---

55 Tahar Benjelloun, Frontières: Ombre africaines à Tanger, Monde, 26 septembre 1992, p. 2.

56 Ibidem, p. 2.

57 Ibidem, p.2.

58 La Convention européenne des droits de l'homme comporte un droit implicite à la liberté de mouvement et à l'asile, voir sur ce point, T. Einarsen, The European Convention on Human Rights and the Notion of an Implied Right to "De facto Asylum", International Journal of Refugee Law, Vol. 2, 1990, pp. 361-389.

59 Cf. Journal Le Matin du Sahara et du Maghreb du Jeudi 8 octobre 1992 P. 1

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le Maroc participe à l'action européenne pour arrêter les flux migratoires, il est le seul pays africain et arabe à être associé aux travaux du groupe Trévi[60]. Au cours d'une réunion gouvernementale le 9 octobre 1992 "le Ministre marocain de l'Intérieur et de l'Information a fait un exposé général sur la participation du Maroc au Groupe Trevi, qui réunit les Ministres de l'Intérieur européens, particulièrement sur les questions relatives à la lutte contre la drogue et à l'émigration clandestine"[61].

Lors de cette réunion, des décisions furent prises relatives au développement des efforts pour mettre un frein à la migration clandestine et au trafic de la drogue et à "la préparation d'un arsenal juridique et juridictionnel prévoyant l'aggravation des peines encourues. Une instruction judiciaire doit être ouverte contre toute personne sur laquelle pèsent de fortes présomptions d'activités liées à ces deux domaines"[62].

En avril 1993, le Ministre marocain de l'Intérieur, et son homologue français se sont concertés sur les actions que le Maroc et la France mènent au sein du groupe de Trévi"[63].

Cette politique marocaine a été réaffirmée également par le Ministre-délégué auprès du Premier ministre chargé des Affaires de la communauté marocaine à l'étranger qui a déclaré à ce sujet que le Maroc est "déterminé à poursuivre la lutte contre l'émigration clandestine et le trafic des stupéfiants". Dans une interview au quotidien catalan "*La Vanguardia*", il a précisé qu'un dialogue est instauré depuis quelques mois entre le Maroc et l'Espagne en vue de mettre fin à ces phénomènes et que la loi allait s'appliquer à tout le monde[64].

Le Maroc est ainsi associé à la politique restrictive de l'Europe en matière de migration, ses nouvelles législations sont utilisées pour freiner les mouvements des populations vers l'Europe, y compris sa propre population[65]. Par des traités de réadmission signés avec les pays européens, le Maroc est désormais obligé de reprendre des citoyens africains émigrés en Europe. Le 13 février 1992, un accord fut signé avec l'Espagne qui permet désormais de rapatrier au Maroc non seulement les ressortissants en situation irrégulière, mais aussi toute personne qui, entrant ou séjournant dans le pays illégalement, reconnait venir du Maroc[66]. Le Maroc est considéré donc comme responsable de son incapacité de contrôler ses frontières, d'avoir été le pays du premier asile[67].

UNESCRIA - BIBLIOTHEQUE

---

60 Le Maroc participe au groupe Trévi en tant qu'observateur. Le groupe Trévi réunit les ministres occidentaux de l'intérieur et de la sécurité; il était formé lors d'une réunion à Rome en décembre 1975, il prend son nom d'une fontaine qui se trouve dans la capitale italienne. Il lie les Etats Unis et 11 nations occidentales. Les ministres de l'Intérieur des pays membres se réunissent tous les six mois pour coordonner leur action en matière de lutte contre le terrorisme et contre le trafic des stupéfiants. Parmi les 6 pays qui avait assisté à la réunion de ce groupe à Londres le 30 novembre 1992, en vue de discuter les afflux de réfugiés en Europe de provenance de l'ex-Yougoslavie, le Maroc était le seul pays appartenant au Tiers Monde; ce qui explique l'importance que peut jouer ce pays dans la politique européenne de l'asile et pour assurer la sécurité des pays occidentaux.

61 Journal Le Matin du Sahara, 8 octobre 1993, p.2.

62 Ibidem, p.2.

63 Cf. le journal Le Matin du Sahara du 25 avril 1993, p. 1: "Entretien à Paris entre MM Driss Basri et Charles Pasqua".

64 Cf.Matin du Sahara du 3/11/1992, p.4.

65 Sur cette question voir, Informations européennes: bulletin mensuel sur les immigrés, les réfugiés et les minorités ethniques, juillet 1992, No 11/1992-07, p. 1

Selon ce document, le gouvernement local de Cadix a "demandé au gouvernement marocain d'accroître la surveillance le long de ses côtes pour empêcher le départ d'immigrants clandestins" (p.4).

66 Ibidem, p.1.

67 On parlait dans les milieux franco-marocains en novembre 1992 d'un projet d'accord de réadmission. La France voulait que le Maroc réadmette ses propres nationaux qui sont illégaux en France (entre 50 000 et 100 000), Le Maroc hésitait à accepter un tel accord.

L'accord de réadmission maroco-espagnol avait eu pour conséquence l'expulsion de certains Africains réadmis (des maliens, sénégalais), sans pour autant arrêter les flux des personnes aspirant à se rendre en Europe. A l'image d'autres cités africaines, Tanger devient un centre d'immigrants et de réfugiés, qui attendent leur rapatriement après avoir été réadmis de l'Europe.

Par des réglementations internes, le Maroc est forcé de pénaliser ses propres citoyens pour leur liberté de mouvement[68]. Des poursuites ont eu lieu contre des personnes marocaines qui avaient tenté de se rendre en Espagne de façon irrégulière. En mai 1993, les dossiers des poursuites pour ***délit d'immigration*** clandestine, qui s'étaient arrêtés devant le tribunal de première instance de Casablanca-Anfa pendant les trois derniers mois, avaient repris[69]. Pendant un seul jour, par exemple, 14 détenus étaient passés en jugement pour le même délit d'immigration clandestine. Aussi, le 27 mai 1993, le dossier No. 1838-2573-93 fut soumis au tribunal durant la matinée dans la salle No. 4 du tribunal de première instance de Casablanca-Anfa et le 29 du même mois un autre dossier fut soumis à la Salle No. 5 de la Cour d'appel, (dossier No. 1498-1556-93)[70].

La nouvelle politique et les nouvelles réglementations de la migration au Maroc ont trouvé un appui auprès d'une partie de la presse marocaine. C'est ainsi que dans un éditorial au journal *Al Bayan*, Nadir YATA semble trouver la nouvelle politique marocaine justifiée. Il écrit à ce propos:

> "que cherchent à éviter les autorités marocaines en expulsant des maliens en situation irrégulière (faux papiers souvent, billets de retour absents moyens matériels de subsistance dérisoires?
>
> C'est facile à comprendre: le Maroc, pays proche du continent européen ne veut pas devenir, à la longue, la victime d'une très forte immigration clandestine utilisant le Nord marocain comme un passage obligé ou une zone de transit"[71].

L'auteur suggère des mesures sévères à l'égard des migrations africaines irrégulières dans le but de ne pas encourager d'autres africains à venir au Maroc:

> "Bien sûr le Mali, entre autres drames profonds, connaît une misère sans appel. La demande migratoire y est très forte. Et le partenaire traditionnel de Bamako, dont les Etats européens, doivent aider les nouvelles autorités à réagir et freiner l'immigration. Mais en attendant, le Maroc a raison de refuser de se transformer en "vampire" suçant le sang des immigrants clandestins"."Les irresponsables qui, à Bamako veulent exporter leur inaptitude à satisfaire leurs citoyens, devront comprendre que le Nord marocain a besoin d'être assaini de tous les réseaux clandestins. C'est ainsi, et pas autrement".[72]"

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

68 Voir Information européennes, Le Bulletin de l'immigré, op. cit. p.4. Pour récompenser le Maroc pour sa politique migratoire restrictive et son contrôle sur le passage vers le Nord, un avis favorable fut accordé au quatrième protocole financier Maroc-CEE par le Parlement européen à Strasbourg par 277 voix pour 94 contre et 13 abstentions le 28 octobre 1992..

Ce protocole porte sur 465 millions d'Ecus, soit plus de 5 milliards de dirhams. Le même protocole fut refusé le 15 janvier 1992, avant qu'il s'engage à être le gardien de la porte sud de la forteresse européenne.

69 Nous avions feuilleté le Code pénal marocain à la recherche de la sanction pour un tel délit d'immigration, nous avions trouvé aucune mention à un tel délit. Nous étions étonnés, par contre, de la survivance d'une sorte de sanction d'exil interne dans le droit pénal moderne marocain de 1962 (tel que révisé). Les articles 71, 72, 73, 74 concernent une interdiction de résidence du condamné dans certaines régions précisées dans le jugement de sa condamnation; cf. Abdel Aziz Taoufik (en Arabe), Le droit pénal marocain (Al-Qanoun al-jinnai al-maghribi), Dar Attaqafa, Casablanca, 1982, pp.27-28.

70 Cf. le quotidien marocain Al-ittihaad Al-ichtiraaki du 9 mai 1993, p.4, Droit et jugements: Immigration clandestine.

71 Cf. Al Bayan, 3O octobre 1992, p.1, Mais dit l'autre par Nadir Yata.

72 Ibidem, p. 1.

La réaction d'un autre quotidien marocain, *Al-ittihad al-ichtiraki*, est différente. Ce journal a plaidé pour que le Maroc ne devienne pas le "gendarme de l'Europe" et a condamné l'expulsion de 50 citoyens maliens à cause de leur situation illégale au Maroc. Il a estimé que les décisions d'expulsion sont motivées par des intérêts européens et reposent sur des justifications légales très ambiguës et vagues. Ce journal a aussi mis l'accent sur le fait que la liberté de mouvement et de circulation est un droit de l'homme[73].

La politique de fermeture des frontières européennes et l'imposition des visas aux ressortissants maghrébins a eu comme résultat de grossir le nombre des candidats à la migration en Europe et par là, à une "dépréciation" du concept de l'asile. Ainsi, de plus en plus, les concepts de migrants involontaires et volontaires se rapprochent.

Après la fermeture des voix légales des mouvements de populations et à la suite de l'instauration des systèmes des visas et l'imposition de sanctions sur les compagnies aériennes transportant des voyageurs non-munis des documents de voyage exigés, il ne reste que la mer et les moyens illégaux pour le déplacement de ceux forcés à fuir, comme les Somaliens ou les Libériens. les concepts se multiplient et se mélangent: réfugiés politiques, réfugiés de la guerre, réfugiés des catastrophes naturelles, réfugiés économiques...

Selon Jeune Afrique Magazine, depuis 1985:

> "Pour échapper à la pauvreté à la guerre ou tout simplement à une existence sans horizon, de 12000 à 30 000 Africains dont la moitié sont des Marocains, ont traversé clandestinement le détroit depuis 1985. Cette année, l'Espagne adopte la loi organique sur les droits et les libertés des étrangers qui réglemente l'entrée et le séjour des étrangers sur le territoire hispanique"[74].

Mais la véritable explosion date de 1991

> "... quand Madrid impose la conséquence de l'accord européen de Schengen sur les frontières et le système de police informatisé européen -le visa aux Maghrébins....
>
> Or cette sévérité accrue coïncide, plus au Sud avec une crise économique grandissante .... Au même moment, plusieurs Etats africains commencent à se disloquer: Libéria, Ethiopie, Zaïre, Somalie...A travers le continent grossit le nombre des réfugiés et de déplacés..." [75].

De nouvelles législations restrictives sur toute forme de migration (y compris sur la migration forcée) risquent de voir le jour et de se multiplier également dans d'autres pays afro-arabes, à l'image des législations européennes.

La confusion entre les migrants volontaires et involontaires risque de se développer encore plus dans la région afro-arabe, (vue sa situation géographique politique et économique), juste comme c'était le cas dans les sociétés pré-modernes. La seule différence avec la situation passée, c'est que dans le droit traditionnel cette confusion se faisait au profit des migrants eux-mêmes mais aujourd'hui elle se fait au profit des Etats.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

73 Cf. Journal Al-ittihad al-ichtiraki du 4 novembre 1992, p. 1: en ce qui concerne les expulsions d'Africains noirs du Maroc: Pour que notre pays ne devient pas un gendarme soumis àl'Europe. Selon ce même journal, le problème de la migration clandestine et les possibilités de la freiner fut discuté lors de la visite du Premier Ministre français, M Pierre Bérégovoy,au Maroc en octobre 1992. "Le Maroc a promis de contrôler les afflux des étrangers en Europe".

74 Cf. Jeune Afrique Magazine, No 97, novembre 1992, p.41.

75 Ibidem, p. 42.

SOUS-SECTION II
LE BESOIN DE PROTÉGER LES DROITS HUMAINS DES PERSONNES FORCÉES À SE DÉPLACER DANS LA RÉGION AFRO-ARABE

Partout dans le monde, les réfugiés se trouvent face à de nombreux problèmes et la plupart de leurs droits ne sont pas garantis dans leurs pays d'asile[76]. Dans la région objet de cette étude, la renaissance de l'éthnicité et des clans, des intégrismes et des fondamentalismes, des conflits armés et des confrontations sociales et politiques ont abouti à des violations encore plus graves des droits de l'homme et à des fuites massives de populations à la recherche d'une protection; cette protection leur est cependant très rarement assurée.

Dans la Corne de l'Afrique, la chute des dictatures et des gouvernements centraux fut accompagnée d'une dislocation de l'armée, d'une révolte de la périphérie et de la revendication d'une autonomie régionale et éthnique; et non d'une véritable démocratie, comme le prônait les mouvements de libération dans la région[77].

L'insécurité et les conflits continuent de régner dans la région, les violations des droits des réfugiés et leur manque de protection est une chose assez courante dans la région[78].

Dans ce climat de tension continue, les droits des réfugiés et des personnes déplacées sont violés quotidiennement et le besoin de les protéger se fait sentir d'une manière urgente.

Il n'est pas possible d'exposer dans ce travail tous les cas de violations de ces droits dans la région. Juste trois situations des plus caractéristiques seront données en exemple. Il s'agit du manque de protection des droits des réfugiés (principalement ceux des réfugiés arabes) qui ont cherché refuge dans la région, de la contradiction notoire entre les principes des droits de l'homme, certaines stipulations de la Convention de Genève de 1951 et certaines législations afro-arabes appliquées aux réfugiés et finalement des problèmes posés par les solutions durables aux problèmes des réfugiés dans la région.

I Le manque de protection des droits des personnes forcées à se déplacer dans la région afro-arabe

Les droits des personnes forcées à l'asile connaissent plusieurs limites dans la région afro-arabe. Ces personnes sont sujetes à plusieurs violations des droits de l'homme, notamment la violation du premier droit fondamental: le droit à la vie. C'est ainsi qu'avec le développement actuel des tensions ethniques et religieuses, plusieurs réfugiés et personnes déplacées font l'objet d'attaques armées de la part de la population locale ou d'autres réfugiés.

En Ethiopie, des conflits entre les divers groupes ethniques continuent de produire des réfugiés qui cherchent asile soit au Soudan ou à Djibouti. En 1991, le conflit entre les Oromos et les Issas avait poussé plusieurs Issas à se réfugier à Djibouti, mais une fois dans le pays ils furent persécutés et attaqués par les Oromos vivant à Djibouti. Djibouti est selon le droit international et traditionnel responsable de leur protection, mais elle a failli à son devoir, ce qui a fait dire au représentant de l'US Refugee Committe dans le pays:

---

76 Sur cette question voir, Khadija Elmadmad, "Les problèmes des réfugiés dans les pays d'asile", in Revue marocaine de droit et d'économie de développement, No.13, 1987, pp.193-204.

77 Voir pour plus de développement sur la situation générale dans la Corne de l'Afrique, Martin Doornbos, Lionel Cliffe, Abdl Ghaffar M. Ahmed et John Markakis, Beyond Conflict in the Horn, Publication of the Hague Institute of Social Studies in association with James Currey, London, 1992.

78 Voir sur ce point, Refugee Issues: A Newsletter from the Refugee Needs Project, The American University in Cairo, No. 1, mars 1992.

COPYRIGHT - BIBLIOTHEQUE

> "It is tragic to think that individuals who fled persecution in their country would be attacked and killed or imprisoned in the country where they sought refuge."[79]

De même, les droits économiques et sociaux des personnes forcées à l'asile dans la région afro-arabe sont rarement garantis. Le problème se pose d'une façon très intense surtout pour les réfugiés arabes ayant occupé des postes de responsabilité dans leur pays avant leur exil et pour les intellectuels réduits à vivre au chômage et sans aucune ressource financière.

Aussi, plusieurs des étrangers arabes vivant dans les pays afro-arabes sont des réfugiés au sens du droit international ou régional, mais ils ne bénéficient pas tous de ce statut[80].

Par exemple, les opposants politiques soudanais vivent actuellement comme des réfugiés *de facto* au Caire et sont considérés comme de simples étrangers. Ils mènent une vie très difficile[81].

Le nombre de réfugiés sans statut est assez important dans tout le monde arabe et inclue des réfugiés originaires de divers pays arabes. Parmi ces réfugiés *de facto* se trouve également un grand nombre de Palestiniens.

Cette absence du statut de réfugié pourrait s'expliquer par plusieurs raisons: Parfois, ce sont les réfugiés eux-mêmes qui n'ont pas demandé le statut, pour leur propre sécurité personnelle. La situation de réfugié *de juré* est une situation dangereuse et risque de leur attirer les attaques des services extérieurs de leur pays d'origine (enlèvement, disparition, parfois même en accord avec les autorités du pays d'accueil)[82]. Quelque fois, ce comportement de le part des réfugiés originaires des pays afro-arabes se retrouve même chez les réfugiés vivant dans les pays occidentaux, les Maghrébins en France, les Egyptiens et les Soudanais aux Etats Unis et au Royaume Uni par exemple. Dans notre interview de l'ex Ministre soudanais de la Culture et de l'Information, Bona MANWAL, celui ci nous avait confié:

> "Je n'ai pas demandé le statut de réfugié en Grande-Bretagne, je me procure toujours mon passeport de l'ambassade soudanaise à Londres, à travers mes relations. Les formalités ne sont pas importantes pour le réfugié, ce qui est important, c'est qu'il ne peut plus vivre dans son pays sans risque pour sa vie. C'est comme si j'avais le statut de réfugié, alors que je ne l'ai pas demandé. Je ne demanderai jamais ce statut, à moins que je sois obligé de le faire. C'est plus convenable pour moi de voyager avec un passeport soudanais qu'avec un document de réfugié, j'aurai plus de difficulté à me déplacer"[83].

D'autres fois, ce sont les pays d'asile qui leur refusent ce statut, souvent de peur que leur acte soit caractérisé d'acte inamical à l'égard d'un autre pays arabe frère[84].

La conséquence de cette situation, c'est que des réfugiés arabes qui ont cherché asile dans les pays afro-arabes ne bénéficient pas de tous leurs droits humains. Souvent, leur sécurité

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

79 Ibidem, p. 40.

80 C'est une situation qui se retrouve d'ailleurs dans tous les Etats arabes.

81 Voir (en Arabe) Le festival de la migration, Dossier d'Asharq Al-awsat du 27/1/93, p. 19.

82 Voir les différents bulletins publiés par l'Organisation arabe des droits de l'homme au Caire.

83 Interview Bona Manwal, Oxford, 3 juillet 1992. La remarque de Bona Manwal à propos de la difficulté de se déplacer avec un titre de voyage de réfugié est très fondée. A l'ambassade marocaine de Londres, par exemple, certains étrangers normaux ont besoin d'un simple visa issu du Consulat marocain pour se rendre au Maroc, alors que pour les réfugiés, ce visa n'est délivré que par les services centraux du Ministère marocain des Affaires Etrangères. Un réfugié qui voudrait se rendre dans ce pays afro-arabe devrait attendre donc pendant longtemps avant de recevoir son visa.

84 Sur ce point voir, (en Arabe) "Une vue sur les problèmes de la protection des réfugiés dans les pays arabes", intervention du représentant régional du HCR pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord au Caire, Mostafa Jamali, au 4ème Séminaire des experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés, Le Caire, 16-19 novembre 1992.

dépend de l'état des relations entre les pays d'asile et les pays d'origine. Ils sont parfois utilisés comme une monnaie de change dans les relations inter-arabes, au mépris des traditions arabes, africaines et musulmanes de la sécurité du réfugié ainsi que des principes généraux du droit international relatifs à la protection des réfugiés dans leur pays d'accueil et leur non refoulement.

Souvent, lorsque le statut de réfugié est accordé dans les pays arabes à un réfugié originaire d'un autre pays arabe, cet acte est une simple manifestation de désaccord du pays d'asile avec le pays d'origine et non d'un vrai souci de protéger le demandeur d'asile. C'est ainsi par exemple qu'en juin 1989, le Soudan avait décidé d'accorder l'asile politique à Khalid ABD EN-NACER, le fils de Jamal ABD-EN-NACER, en réaction à la détérioration des relations entre les gouvernements de Khartoum et du Caire,[85]. La même chose peut être dite de la décision du gouvernement soudanais d'accorder le statut de réfugié et le passeport diplomatique à l' opposant islamiste tunisien, AL-GHANNOUCHI.

Le manque de protection des réfugiés arabes dans leur pays arabes d'asile et leur dépendance de la bonne volonté des gouvernants de ces pays peuvent expliquer pourquoi plusieurs demandeurs d'asile originaires des pays arabes préfèrent présenter leur demande d'asile dans les pays non-arabes et principalement dans les Etats occidentaux, où une fois le statut de réfugié accordé, ils bénéficient automatiquement des droits qui en découlent. De plus, il existe dans les pays occidentaux un véritable contrôle de la légalité des actes des gouvernants, ce qui leur assure souvent un asile sûr. Au contraire, dans les Etats arabes leur asile n'est jamais sûr et dépend de la conjoncture du monde arabe et des fluctuations dans les relations entre l'Etat d'accueil et l'Etat d'origine[86]

II Traditionalisme et modernisme: le problème de la référence de la Convention de Genève à certains droits internes et la contradiction de ces droits avec les principes internationaux des droits de l'homme

Le fait que les réfugiés soient soumis aux droits civil et pénal de leur pays d'asile pose tout le problème de la contradiction de certains droits internes afro-arabes avec les normes internationales des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'épineux problème des droits des femmes et des enfants et de l'application de la loi de talion (*qasas*).

De même, le droit des réfugiés comporte des exemples significatifs des choix opérés par la majorité des Etats islamiques en matière des branches de droit musulman à conserver et ou à abandonner. L'application de l'article 12 de la Convention de Genève dans certains pays afro-arabes illustre bien tout le conflit entre les droit moderne et traditionnel applicables dans ces pays.

A La contradiction entre le traditionalisme et le modernisme

Conformément au droit international, les personnes réfugiés sont soumises au droit interne de leur pays d'asile. Ce droit, traditionnel dans certains cas est largement en contradiction avec les principes internationaux relatifs à l'égalité entre les sexes, la liberté de religion ou l'intégrité physique de la personne humaine.

Le problème de la protection des droits humains des femmes est, en général, un problème qui reste posé à toute l'échelon internationale et notamment en Afrique et dans le monde

---

85 Cf. journal Al-Ittihaad Al-ichtiraaki, 26 juin 1989, p.3, "En réaction des mauvaises relations entre le Caire et Khartoum, le Soudan a l'intention d'accorder l'asile diplomatique à Khalid Nacer.

86 En août 1993, par exemple, Le Yémen a demandé à quelques membres de l'opposition irakienne réfugiés dans le Sud du pays à quitter le pays, étant les nouvelles bonnes relations entre les gouvernements du Yémen unifié et l'Irak, voir article du journal donné Asharq Al-awsat du 25 août 1993, p.1, "Le Yémen a fait partir l'opposition irakienne de son territoire".

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

arabe. S'agissant par, exemple, des droits humains des femmes dans tout le continent africain, ces droits sont caractérisés par un dualisme des normes et une contradiction très apparente entre la modernité et la tradition et entre l'universalisme et le régionalisme des droits de l'homme. L'inégalité entre les deux sexes est une caractéristique de la majorité des Etats africains qu'ils soient arabes ou non, malgré leur adhésion massive aux conventions internationales relatives à la protection des droits des femmes. Cette inégalité est une caractéristique principale des pays arabes.

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ratifiée par 8 des neuf pays africains reprend tout simplement dans son article 18 le dilemme juridique africain caractérisé par un double attachement en même temps au modernisme et au traditionalisme[87]. A l'exemple des autres Etats africains, dans les Etats afro-arabes, une grande partie des législations nationales n'est que le reflet de l'interprétation restrictive des coutumes et des religions africaines[88].

Actuellement, le problème des réfugiés a essentiellement "un visage féminin" comme le dit Madame OGATA, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés[89], mais ce problème est plus pertinent quand il s'agit spécialement de femmes réfugiées dans les pays soumis au droit traditionnel relatif aux femmes.

Dans des interviews conduites en janvier 1992 auprès de certaines femmes réfugiées au Soudan, il s'était avéré que les femmes réfugiées souffraient plus de toutes les législations et les attitudes du gouvernement islamiste de Khartoum, notamment les applications que faisaient les autorités soudanaises de la loi sur la morale et la promotion sociale dans le pays (1992 *Morals and Social Promotion Bill*)[90]. C'est ainsi qu'une jeune réfugiée erythréenne de religion chrétienne nous avait déclaré qu'elle fut arrêtée par "la police de la sauvegarde des moeurs"; elle fut sévèrement punie pour ne pas porter l'habit islamique.

> "J'étais emprisonnée... je marchais dans la rue quand quelqu'un m'a dit de m'arrêter, il m' a appelé éthiopienne, il m'a emmené ensuite au commissariat de police... on m'a accusé de ne pas porter des habits décents. On m'a gardé en prison et on m'a fouetté. Un policier m'a dit au commissariat que nous sommes en terre d'Islam et que si je veux m'habiller comme je veux, je n'ai qu'à rentrer chez moi..."[91].

Etant nouvellement installée à Khartoum, ne parlant pas la langue arabe et n'ayant jamais auparavant été en contact des coutumes "islamistes" ayant trait aux femmes, cette réfugiée n'avait même pas réalisé au début la cause de son arrestation. Elle ne découvrit la raison de la torture qu'elle avait subi que plus tard. Au contact des restrictions quotidiennes imposées à la liberté des femmes soudanaises, cette réfugiée décida de se voiler pour éviter toute future flagellation, mais elle attendait avec impatience la décision de sa réinstallation aux Etat Unis.

---

87 Voir Khadija Elmadmad, Les droits de la femme dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, in Afrique 2000: Revue africaine de politique internationale, Trimestriel No.14, Bruxelles,juillet-août-septembre 1993, pp.21-37.

88 Ibidem, p.25.

89 Cf. Kyra Numez, "Débats: parole de femme", in Réfugiés, HCR, No.89, mai 1992, p.40.

90 En 1991, le *Wali* (Gouverneur) de Khartoum avait formé un comité en vue de maintenir l'ordre public dans le pays. L'objectif de ce Comité était de contrôler la vie sociale de la société soudanaise. Ce comité avait adopté en août 1992 la loi sur la morale et la promotion sociale. Cette loi avait institué *Al-Hisbah*, définie comme l'instrument pour l'application de codes moraux et sociaux conformément à la *Sharia*. Selon cette loi, *al-muhtasiboun* (les gardiens de la morale islamique) sont chargés de juger les actes conformes ou contre l'Islam et décident de la sanction à appliquer, cf. le journal soudanais *Al-Quwat al-Musallaha*, 5 août 1992, p.6.

91 Interview Nitsiti Nagash, une erythréenne employée comme domestique dans un foyer français à Khartoum, elle avait demandé sa réinstallation aux Etats Unis et attendait la réponse du HCR, elle ne voulait pas rentrer en Erythrée, elle avait peur d'être punie pour avoir refusé de s'engager dans l'armée de libération de l'Erythrée; Kharoutm, 16/12/1991. Un chercheur auprès du Centre nationale de la recherche scientifique (CNRS) avait fait la traduction lors de cette interview.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'image de la femme musulmane fouettée ou voilée serait surement la seule image que cette jeune femme réfugiée non-musulmane gardera présent à l'esprit de l'Islam.

Un autre exemple de la contradiction entre les normes internationales des droits de l'homme relatives à l'égalité entre les sexes et les libertés individuelles est celui d'une femme réfugiée qui se trouvait en prison lors de notre enquête sur le terrain au Soudan. Il s'agissait d'une réfugiée éthiopienne de confession musulmane installée auparavant dans le camps de Tawawa à l'Est du pays. Elle était emprisonnée pour avoir renié l'Islam et commis le grave délit d'*ar-riddah* (apostasie)[92].

C'était une femme née musulmane, divorcée d'un mari musulman qui la maltraitait avant leur séparation, selon certaines personnes interrogées dans le camps de réfugiés de Tawawa. Cette femme réfugiée avait décidé après son divorce de se marier avec un réfugié éthiopien de religion chrétienne. Son ex-mari présenta alors une plainte contre elle pour délit d'*ar-ridda*. A la suite de cette plainte, elle fut arrêtée et attendait sa condamnation à mort, selon le Code islamique soudanais[93].

La seule solution pour éviter une condamnation à mort de cette femme réfugiée restait la conversion de son nouveau mari à l'Islam. Lors de notre interview, le mari hésitait à le faire et la vie ou la mort de cette réfugiée dépendait de sa seule décision de se convertir à l'Islam ou de rester attachée à la religion de ses ancêtres.

La pratique de la polygamie est prise en considération dans les attitudes des autorités soudanaises chargées des réfugiés. Le directeur du camps de réfugiés d'Abou Rakham dans la région d'El Gadaref avait déclaré que lors des distributions des cabanes pour les réfugiés, "si un homme est polygame, deux cabanes lui sont attribuées"[94]. Cependant, certaines autres pratiques africaines favorables aux femmes telles que la gestion exclusive des finances des foyers par les femmes chez certaines sociétés africaines ne semblent pas être prises en considération lors de la distribution de l'assistance. Celle-ci est allouée directement aux hommes.

Par ailleurs, selon le droit international, les personnes qui ont trouvé asile dans les pays afro-arabes sont soumises normalement aux législations nationales de leurs pays d'asile en matières civile, pénale administrative etc. Mais, l'application du droit pénal islamique a donné lieu dans un pays comme le Soudan à des mutilations de réfugiés sur la base du *qasas* (loi de talion), et ce contrairement aux principes internationaux des droits de l'homme, comme il a été développé ci-dessus.

B Le problème des les stipulations de l'article 12 de la Convention de Genève

La Convention de Genève stipule dans son article 12 que:

> "le statut personnel de tout réfugié sera régi par la loi du pays de son domicile ou, à défaut de domicile, par la loi du pays de sa résidence" avec le respect des droits acquis..."

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

92 Interview d'un agent de police, Commissariat du camps de réfugiés de Tawawa, région de Gadaref, 11/1/1992.

93 Selon l'article 126 du Code soudanais de droit pénal de 1991, le délit de l'apostasie (*riddah*) est puni de la condamnation à mort si la personne qui a prononcé une parole ou a agi dans une manière qui montre qu'elle peut être considérée comme un (e) renégat(e) de l'Islam. Une période de temps est cependant accordée au ou à la criminel (le) pour revenir à l'Islam et demander le pardon avant sa condamnation.

94 Interview directeur du camps de réfugiés d'Abou Rakham, région d'El-Gadaref, 11/1/1992.

Cette disposition pose problème dans la mesure où le statut personnel dans la plupart des pays afro-arabes est régi par le droit musulman[95]. L'attachement de la majorité des pays musulmans à un code de statut personnel musulman donne une illustration de la contradiction entre leur volonté de changement juridique d'une part, et leur attachement à un certain droit traditionnel d'autre part.

Dans un instrument international de droit de l'homme (comme la Convention de Genève de 1951), il est difficile de concevoir l'application d'un statut non-égalitaire entre les femmes et les hommes à des réfugiés non-musulmans. Contraire au droit musulman sur l'asile, Le droit traditionnel joue dans ce cas un rôle restrictif du droit international des réfugiés et non un complément de ce droit.

Un lien étroit existe entre le droit et la culture musulmane dans le monde musulman actuellement. Pour Jean Robert Henry, les changement de la culture dans le monde arabo-musulman ont joué un grand rôle dans certains changements juridiques intervenus[96]. C'est ce qu'il appelle la dimension sociale du droit. C'est ainsi que certains droits islamiques ont été abandonnés facilement dans la grande partie du monde musulman (notamment le droit d'asile et le droit pénal) et sans justification aucune, alors qu'on reste attaché surtout au droit civil islamique, aussi sans justifications.

Le droit de Genève qui est un droit moderne et d'origine occidental se réfère donc à un droit traditionnel dans les pays afro-arabes, malgré la contradiction de ce dernier avec les normes internationales des droits de l'homme relatives à l'égalité entre les sexes, les libertés individuelles et de religion.

Dans ce sens, la Cour d'appel de Casablanca avait à gérer en 1980 cette contradiction entre les normes modernes et traditionnelles ; elle a décidé dans un arrêt du 16 décembre 1980 l'assimilation des réfugiés et des apatrides établis au Maroc aux Marocains, en matière de statut personnel quelque soit leur confession et leur sexes[97]. Dés lors "la compétence de la loi marocaine en tant que loi personnelle des réfugiés et des apatrides établis au Maroc doit se traduire par la soumission de leur statut personnel au droit musulman (Moudouwana), ce dernier étant le droit commun en la matière"[98]. Ce qui revient à affirmer dans cette affaire la non-égalité entre un homme et une femme réfugiés non-musulmans.

Il parait donc contraire aux droits de l'homme universels et injuste de limiter les droits des réfugiés installés dans les pays afro-arabes en les soumettant au statut personnel islamique, quelque soit leur confession[99]. Dans un souci d'une meilleure protection des droits de l'homme des réfugiés, il serait souhaitable, à notre avis, de laisser à la personne réfugiée la liberté de choisir entre l'application du statut personnel de son pays d'origine ou celui de son

---

95 Au Soudan, par exemple, en matière de droit de la famille, les musulmans sont régis par le Statut personnel pour les musulmans de 1991, alors que les non-musulmans sont soumis à l'Acte sur le mariage des non-musulmans de 1926. Ces deux législations s'appliquent aux réfugiés également.

Si l'actuel projet du code de statut personnel arabe unifié préparé par les ministres arabes de la justice aboutit, tous les Etats afro-arabes seront gérés par la même législation civile et ainsi toutes les personnes qui y ont trouvé asile

96 Cf. Jean Robert Henry, "Le Changement juridique dans le monde arabe ou le droit comme enjeux juridique", in Revue Droit et Société, No. 15, 1990, p. 139.

97 Pour plus de développement sur cette question, voir Fatna Sarehane, La loi applicable au statut personnel des réfugiés et des apatrides en droit international privé marocain, Revue Marocaine de Droit, N° 1, 1986, pp 21 - 28.

98 Ibidem, p. 27.

99 Aussi bien la Déclaration internationale des droits de l'homme que le Pacte des droits civils et politique ou surtout la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes de 1979 stipule clairement l'égalité absolue entre les sexes.

Les Etats afro-arabes qui ont ratifié cette convention jusqu'à juillet 1993 sont: L'Egypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie. Le Maroc l'a ratifié juste avant la Conférence mondiale des droits de l'homme de Viennes de juin 1993

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pays d'accueil. D'autant plus que selon le droit musulman traditionnel les *dhimmis* restaient soumis au statut personnel de leur religion.

III Le problème posé par l'application des solutions durables au problème de la migration forcée

L'accroissement et l'intensification de la migration forcée est une caractéristique actuelle essentielle de la majorité des pays afro-arabes. Cette migration risque de s'aggraver encore plus dans l'avenir, à cause des situations conflictuelles dans ces pays: conflits internes au Soudan, en Algérie, en Egypte, en Somalie, à Djibouti et risque de conflits en Tunisie, en Libye et en Mauritanie. Déjà au début de Septembre 1993, 9.000 Algériens avaient demandé l'asile en Allemagne. Des réfugiés algériens commencent à affluer au Maroc, avec les attaques répétées contre les personnes civiles par des groupes armés.

Par ailleurs, avec les nouveaux développements dans cette partie de l'Afrique, il eut des mouvements de rapatriement et de réinstallation des anciens réfugiés et de personnes déplacées dans leurs pays et régions d'origine. Ces rapatriements furent accompagnés, cependant, de nouveaux départs. C'est ainsi qu'après l'indépendance de l'Erythrée, proclamée le 24 mai 1993, ceux qui n'étaient pas considérés comme nationaux ou qui n'étaient pas en accord avec le nouveau gouvernement de ce pays devaient quitter ou rester en exil. De plus, avec l'échec des négociations d'Abuja entre les leaders du Sud et du Nord soudanais et la reprise de la guerre au Sud en août 1993, des milliers de personnes étaient forcées à se déplacer en Ouganda[100]. Leurs conditions sont lamentables[101].

Les trois solutions considérées comme durables au problème des réfugiés et des personnes déplacées (intégration, réinstallation et rapatriement volontaire dans le pays ou dans la région d'origine) semblent difficilement applicables actuellement et l'on opte surtout pour la première solution. Quand aux personnes déplacées, aucune autre solution n'est envisageable pour eux en-dehors du rapatriement dans leur région d'origine.

A La difficulté d'appliquer toutes les solutions durables au problème des réfugiés

La solution de l'intégration permanente des réfugiés dans leurs pays d'asile trouve beaucoup de problèmes à se réaliser dans les pays afro-arabes. Lors de l'enquête au Soudan, il a été constaté que des personnes nées depuis vingt ans dans des camps de réfugiés continuaient à vivre comme réfugiés dans ces camps. Elles n'ont pas pu s'intégrer dans la société soudanaise, ou bien qu'elles n'ont pas été encouragées à le faire. Ni les législations internes ni les droits internationaux ou régionaux ne réservent de stipulations précises qui facilitent l'intégration ou la nationalisation des réfugiés qui ont vécu pendant une longue période dans leur pays d'asile. L'asile reste donc temporaire quelque soit sa durée.

Par ailleurs, la réinstallation des réfugiés africains en-dehors de leur premier pays d'asile, soit dans un autre pays africain soit dans un pays hors de l'Afrique pose un véritable problème. Peu de pays acceptent d'alléger les fardeaux des pays africains d'asile. Ceux qui le font, ont un intérêt national à le faire. L'affaire du transport des Falashas l'a bien démontré.

Lors de l'enquête à Port Soudan et à Khartoum nous avons observé les longues queues de réfugiés urbains à l'extérieur du siège de la délégation du HCR. Toutes ces personnes avaient demandé à être réinstallées en dehors de l'Afrique et attendaient une réponse des pays occidentaux. La réponse positive venait rarement. La réinstallation des africains dans les pays

---

100 Cf Asharq Al-Awsat, 1/9/1993, p.6, "Après la reprise de la guerre dans le Sud Soudan, la plupart des personnes forcée à se déplacer sont originaires des tribus tropicales".

101 Voir Asharq Al-Awsat, 24 août 1993, p.10, "Mort de 20 réfugiés soudanais...". Au Nord de l'Ouganda vivent environ 30.000 réfugiés soudanais dans des camps de réfugiés dans des conditions inhumaines.

CURIA - BIBLIOTHEQUE

occidentaux est faite au compte-gouttes et selon des quotas très limités et des critères bien précis.

Des interviews avec des agents du HCR chargés de la réinstallation des réfugiés à El-Gadaref et à Port Soudan, nous avions conclu que les Etats occidentaux qui acceptent de réinstaller des réfugiés chez eux présentent des quotas très restreints et demandent des conditions spéciales pour cette réinstallation. Les réfugiés privilégiés choisis pour vivre dans les pays occidentaux sont le plus souvent des jeunes en bonne santé et ayant un bon niveau intellectuel[102]. Les réfugiés âgés, analphabètes, malades ou handicapés doivent rester à la charge du pays africain du premier asile. C'est là l'une des définitions données actuellement au concept de *burden sharing* ou partage du fardeau pour ceux dont le rapatriement est impossible.

Vue la difficulté d'intégrer les réfugiés dans les pays de premier d'asile ou de les réinstaller dans de pays de second asile, la seule solution durable reste donc le rapatriement librement consenti. Depuis quelque temps, cette solution est considérée dans les milieux internationaux comme la seule solution au problème de la migration forcée. Mais cette solution n'est pas souvent conforme aux conditions exigées pour sa réalisation.

B De la migration forcée au rapatriement forcé

Le droit du retour dans son pays d'origine est un droit de l'homme fondamental (art 13/2 de la DUDH; art. 12/4 du Pacte des droits civils et politiques, art. 12/2 de Charte africaine des droits de l'homme et des peuples). Il représente la meilleure solution pour le problème des réfugiés dans leur situation actuelle, comme le reconnait Madame OGATA, l'actuel Haut Commissaire des réfugiés:

> "In a world were most refugee are confined to over-crowded, make shift camps in conditions as dismal, if not more dismal than the situation they have fled, the right to return to one's homeland must be given much recognition as the right to seek asylum abroad"[103].

En Afrique cette solution a toujours été considérée comme la solution préférée. Plusieurs résolutions et recommandations ont été adoptées sur la question par l'OUA et l'article V de la Convention de africaine de 1969 sur les réfugiés réserve une place spéciale au rapatriement volontaire[104] La pratique africaine a montré également le succés de cette solution utilisée dans certains cas. Elle fut utilisée, par exemple, en 1962 pour rapatrier les 20.000 Algériens réfugiés au Maroc et en Tunisie[105]. Elle était la solution utilisée aussi pour les réfugiés soudanais après l'accord de paix d'Addis Abéba de 1972[106]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

102 Interviews agents du HCR chargés de la réinstallation des réfugiés, Siège du bureau du HCR, El-Gadare et 12/1/1992, HCR, Port Soudan, 21/1/1992.

103 Discours inaugural de Madame Ogata, Haut Commissaire des NU pour les Réfugiés à l'ouverture de la 42ème réunion du Comité Exécutif du HCR, Genève, 7-11 Octobre 1991.

104 Pour une analyse détaillé de la place du rapatriement volontaire comme solution au problème des réfugiés en Afrique, voir Institut International du Droit Humanitaire, Voluntary Repatriation: A Background Study, op.cit., pp.74-78.

105 Voir pour plus de détails, Voluntary Repatriation: A Background Study, Document préparé pour la Table Ronde sur le rapatriement volontaire organisée à L'Institut du Droit Humanitaire, San Remo (Italie), 16-19 juillet 1985, pp.62-68; voir aussi, Ammar Bouhouche, The Return and Reintegration of the Algerian Refugees Following the Independence of Algeria, Intervention au Symposium on "Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return of Refugees from one African Country to Another, Harare, Zimbabwe, 12-14 March, 1991.

106 Cf. ibidem, pp. 102-106.

L'année 1992 fut considérée par le HCR comme l'année du rapatriement[107]. Le rapatriement volontaire est, certes, la solution la plus désirée au problème de la migration forcée dans la région afro-arabe,.mais encore faut-il que ce rapatriement soit véritablement volontaire et non un acte forcé.

Cette solution est normalement conçue comme une opération organisée incluant le pays de l'asile , les HCR et le pays d'origine. Elle doit intervenir normalement à la suite d'une amnistie générale ou d'un changement des circonstances qui ont causé la demande d'asile. Le retour se fait souvent en l'absence de toute évolution ou amélioration les conditions et les circonstances qui ont déterminé le départ du pays ou de la région d'origine. Le rapatriement doit normalement être fondé sur la libre volonté du réfugié à retourner chez lui. Cependant, il arrive que ce rapatriement soit involontaire ou que les éléments juridiques pour ce rapatriement ne soient pas tous réunis[108].

Dans un séminaire organisé sur la question à Adis Abéba en septembre 1992, il a été noté que plusieurs opérations de rapatriement ont eu lieu actuellement dans la Corne de l'Afrique. Seulement, ce principe connaît plusieurs violations et abus. Plusieurs réfugiés sont obligées de retourner dans des régions où les violations des droits de l'homme qu'ils ont fui continuent d'exister, comme le dit un participant à ce séminaire:

> "The poignant manifestation of the inability of the international refugee regime to find a solution to the crisis is the refugee own's reaction, in what amount to resigning to faith : refugee' decision to return to their homelands usually in the midst of the crises that forced them to become refugees in the first place"[109].

Ainsi, souvent cette solution ne résout pas le problème de la migration forcée; les réfugiés reviennent à des pays ou à des régions où leur sécurité n'est pas assurée. Parfois, le rapatriement ne fait que compliquer le problème de la migration forcée à l'intérieur des frontières internationales et accroître le nombre des personnes déplacées dans le pays d'origine: Le rapatriement marque le début d'une fin mais elle perpétue la situation de réfugié; du statut de réfugié externe on passe à celui de réfugié interne.

Cette situation tragique "du retour forcé" de personnes réfugiées dans des régions où elles ne sont pas protégées a continué de se reproduire pour une longue période en Afrique, principalement dans les pays de la Corne de l'Afrique et notamment en Somalie, au Soudan, en Erythrée et en Ethiopie[110]. La conséquence de ces rapatriement forcés est la création de nouvelles hostilités et conflits et par là de nouvelles migrations forcées. Les retours massifs des réfugiés ont souvent engendré des conflits internes et des violations graves des droits de l'homme.

La pratique montre deux sortes d'opérations de rapatriement en Afrique: rapatriement des réfugiés de pays colonisés vers leurs pays d'origine après leur accession à l'indépendance et celui de réfugiés originaires des pays indépendants. Dans le premier cas, ces opérations ont été dans la plupart des cas des opérations volontaires. L'un des meilleurs exemples de genre de rapatriement souvent cité est celui des réfugiés algériens du Maroc et de la Tunisie et des personnes déplacées dans les montagnes suite aux graves persécutions du colonisateur

---

107 Cf. Magazine Réfugiés du HCR, Opérations: L'année du Rapatriement, No.88, janvier 1992, pp.6-16.

108 Pour un exemple de rapatriement forcé, voir Le Xuan Khoa, Forced Repatriation of Asylum-Seekers: The Case of Hong-Kong, in IJRL, Special Issue: International Human Rights Law: The New Decade, September 1990, pp.137-143.

109 Enoch O. Opondo, "Refugee Repatriation in the Horn of Africa: A Contextual Overview of Some Socio-Economic, Legal and Administrative constraints"; intervention faite au 1992 Symposium for the Horn of Africa on Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return Movement of Refugees from one African country to another, Addis Abéba, 15-17 septembre 1992, p.2.

110 En Ethiopie, par exemple, la guerre et l'hostilité du nouveau gouvernement à leur égard (allié avec Khartoum) a chassé les réfugiés soudanais de leur sanctuaire éthiopiens, les forçant à rentrer chez eux, voir Magazine Réfugiés, No.88, janvier 1992, p.8.

français. Cette opération fut un succès grâce à la coopération des pays d'asile et du nouveau gouvernement algérien, de la France et de nombreuses organisations humanitaires notamment le HCR[111].

Dans le deuxième cas, le rapatriement était parfois involontaire et forcé. A Djibouti par exemple, en 1979, des négociations avec le gouvernements éthiopiens ont abouti à des pressions sur les réfugiés éthiopiens pour les obliger à accepter "un rapatriement volontaire" dans leur pays d'origine[112]. En 1982, le rapatriement forcé des réfugiés de Djibouti avait suscité beaucoup de critiques de la part des défenseurs des droits de l'homme. Les 40.000 réfugiés éthiopiens à Djibouti représentaient un fardeau pour le pays et le gouvernement de Hassan JALLOUD avait décidé, en accord avec les autorités éthiopiennes de les renvoyer de force chez eux, comme le note Jeff CRISP:

> "Firm evidence of forcible repatriation first came to light in February 1982. Early in the month, Djibouti's Minister of the interior travelled to Ethiopia. On his return, he announced that the legitimate refugees will be moved to the camps at Ali Sabieh and Dikhil, and aliens without the necessary documentation would be expelled from the country. arrests began on February 13, when 17 refugees without identity cards were sentenced to between three and six months' imprisonment prior to their deportation"[113].

La même année, plusieurs cas de refoulement de réfugiés éthiopiens de l'Ogaden des frontières djiboutiennes et plusieurs déportations de réfugiés enregistrés furent constatées[114]. La commission tripartite constituée de représentants des autorités éthiopiennes et djiboutiennes et de représentants du HCR en janvier 1983 n'avait fait que ratifier les opérations de rapatriement forcé commencées après l'accord du pays d'asile et d'origine. Ceux qui refusaient de s'inscrire pour retourner en Ethiopie étaient tout simplement emprisonnés puis déportés. Une fois de retour, ceux qui n'avaient pas été emprisonnés s'étaient empressés de repartir en exil en Somalie[115].

Un autre cas de retour forcé est celui des réfugiés soudanais de l'Ethiopie depuis 1991, à la suite des négociations entre les nouveaux dirigeants éthiopiens et le gouvernement islamiste d'Omar Al-Bashir[116]. Après ce retour forcé, les conditions des personnes soudanaises déplacées dans les régions du conflit, surtout celles des enfants non-accompagnés, alarma l'opinion internationale[117].

De plus, les opérations d'encouragement et d'incitation des réfugiés à renter chez eux organisées par le gouvernement de Khartoum et les différentes déclarations officielles sur le

---

111 Pour une étude détaillée du rapatriement des Algériens après les accords d'Evian du 18 mars 1962, voir Amar Bouhouche, the Return and Reinstallation of the Algerian Refugees Following the Independence of Algeria, Intervention au Symposium on Social and Economic Aspects on Mass Voluntary Return of Refugees from one African Country to Another.

112 Cf. Intervention du Professeur Richard Greenfield, "The Current Refugee Situation in North-East Africa: A Problem in Afro-Arab Relations, au Symposium on Afro-Arab Relations in the Eighties, organisé par la Ligue des Etats Arabes, Le Caire 21-24 janvier 198O, Secrétariat Général, LE/LD/30, p.5.

113 Jeff F. Crisp, Voluntary Repatriation Programmes for African Refugees: A Critical Examination, Refugee Issues, Vol.1, No.2, Oxford/London, December 1984, p.5.

114 Cf. Ibidem, p.5.

115 Voir Ibidem, pp.6-9.

116 Depuis la chute de Mengistu, 12 accords de coopération et d'amitié furent signés entre l'Ethiopie et le Soudan, voir article de Mohammed al-Fatih Ahmed, "Ethio-Sudanese Relations: Fear from Glasnost, in Sudanow Magazine, Khartoum, January 1992, p.17.

117 Cf. Dougals H. Johnson, Increasing the Trauma of Return: An Assessment of the UN's Emergency Response to the Evacuation of the Sudanese Refugee Camps in Ethiopia, 1991, Intervention au Symposium for the Horn of Africa on the Social and Economic aspects of Mass Voluntary Return Movements of Refugees, Addis Abéba, 15-17 September, 1992.

BIBLIOTHEQUE

lourd fardeau des réfugiés dans le pays risquaient de donner lieu à des retours forcés[118]. Durant notre séjour à Khartoum, des il y avait des préparatifs pour le rapatriement de la plupart des réfugiés du Soudan: des enregistrement de 250.000 Erythréens, de 5000 Ougandais de 15700 Tchadiens eurent lieu[119].

Lors de l'enquête au Soudan; le problème du rapatriement des Erythréens réfugiés au Soudan avait posé le problème des conditions juridiques requises pour effectuer une opération de rapatriement selon le droit des réfugiés. Selon son mandat, le HCR ne peut négocier un retour volontaire des réfugiés qu'avec des gouvernement de juré. A cette période, l'EPLF ne constituait pas encore un gouvernement reconnu légalement par la Communauté internationale. C'est pourquoi les réfugiés ne pouvaient être pressés à renter dans un pays où il n'a y avait pas encore d'Etat.

En 1992, malgré une sympathie apparente à l'égard de certains réfugiés érythréens (les musulmans du jihad érythréen notamment), le gouvernement soudanais était impatient de voir retourner les réfugiés erythréens dans leur pays. Des pressions directes et indirectes semblaient être exercées par le gouvernement soudanais sur la population réfugiée pour l'obliger à regagner son pays d'origine. Puisque le rapatriement volontaire n'était pas formellement faisable en 1992 et que l'organisation de l'opération ne pouvait se faire pour des raisons juridiques et politiques, le gouvernement avait trouvé de nouvelles méthodes pour effectuer cette opération. Ces nouvelles opérations incluaient la fin de l'assistance alimentaire ou des négociations directes entre réfugiés, HCR et COR pour les amener à retourner spontanément au pays. Ces deux méthodes avaient été effectivement utilisées dans certains camps de réfugiés visités à l'Est du pays durant le travail entrepris dans la région.

La Communauté internationale contribue parfois aussi à ce "rapatriement forcé". Il a été remarqué, en effet, que le montant de l'aide alimentaire accordée aux réfugiés erythréens et au Soudan en général par cette Communauté internationale a été largement réduit en 1992 afin de les pousser à revenir chez eux[120]. De plus, des réunions ont eu lieu entre les représentants du HCR, du COR et des leaders de la communauté des réfugiés, notamment à Garora pour les inciter à revenir en Erythrée. Durant une de ces opérations d'encouragement au retour, il fut demandé aux réfugiés leur avis sur un éventuel retour en Erythrée et la réponse générale des réfugiés était qu'ils préféraient attendre encore dans le camps[121]. Ils avaient expliqué que le problème essentiel qui se posait, était celui de leur survie une fois qu'ils sont de retour en Erythrée. La plupart des réfugiés avaient tout perdu avant leur exil. Ils étaient tous conscients que, selon le droit international, une fois rentrés en Erythrées, ils allaient être abandonnés par la communauté internationale. C'est là tout le problème que pose le retour des réfugiés dans des pays dévastés par les guerres et qui sont dans le besoin d'une assistance pour leur intégration dans le pays d'origine[122].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

118 Sur ces encouragement voir Ibidem, p.6.

119 Cf. le journal soudanais Assoudan Al-Hadith, 25 janvier 1992, p.1, "Final Preparation for the Return of Eritrean Refugees, Sir Al-Khatim (Commissioner for Refugees) goes today to Asmara for bilateral discussions in cooperation with UNHCR; aussi le journal soudanais Al-Inqad Al-watani, 21 janvier 1992, p.1, "Négociation to Repatriate 15.700 Chadian Refugees".

120 Selon les statistiques officielles de 1992, le programme de l'assistance du HCR au Soudan a été réduit de 25%.

121 Cette réunion avait eu lieu dans l'après-midi du 18/1/1992 dans le camps de Garora. Tous les représentants des communautés réfugiés du Camps furent représentées. Les discussions étaient très franches et les représentant des réfugiés avaient tous exprimé leur refus de revenir dans le pays à cette époque. Nous n'avions cependant constaté à cette époque aucune pression des autorités soudanaises sur les réfugiés erythréens pour retourner chez eux

122 Sur cette question, voir Gaim Kibreab, Prospects for Re-establishment of the Returning Eritrean Refugees, intervention au Symposium for the Horn Africa on the Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return Movements of Refugees, Addis-Abéba, 15-17 septembre, 1992.

Toutes ces limites à la protection des droits des personnes forcées à l'asile dans la région afro-arabe, telles qu'exposées ci-dessus, nous invitent à réfléchir à un moyen d'assurer cette protection. Le meilleur moyen qui semble possible est l'instauration d'un système spécifique à la protection de la migration forcée dans la région afro-arabe.

SECTION II

UNE CHARTE AFRO-ARABE SUR LA MIGRATION FORCÉE: COMMENT?

Le droit d'asile tel qu'il existe dans les coutumes afro-arabes et dans l'Islam n'est pas en contradiction avec le droit international contemporain. Il met l'accent sur un droit de l'homme fondamental: le droit à la sauvegarde le la vie humaine et à la protection contre la persécution et les violations des droits de l'homme. Il est en accord avec les principes universels qui visent tous la nécessité de la sécurité physique et morale de la personne. Il pourra donc être utilisé comme fondement à un instrument juridique sur la migration forcée.

Cet instrument s'avère nécessaire actuellement et pourra être rédigé en prenant en considération aussi bien le droit traditionnel sur l'asile que le droit moderne relatif aux réfugiés et aux droits de l'homme. Ainsi conçu, l'instrument afro-arabe pourrait être, à notre avis, le meilleur complément au droit international actuel de l'asile. Ce droit comme nous l'avons vu comporte plusieurs lacunes.

Afin de garantir effectivement les droits des personnes forcées à se déplacer dans la région afro-arabe, tout système de protection de la migration forcée instauré dans la région devrait être accompagné d'un mécanisme de mise en vigueur capable de veiller au respect des clauses de l'instrument afro-arabe.

SOUS-SECTION I

LES FONDEMENTS JURIDIQUES D'UN INSTRUMENT AFRO-ARABE SUR L'ASILE ET LA MIGRATION FORCÉE

Tel que proposé, l'instrument afro-arabe spécifique sur l'asile et la migration forcée devrait être fondé sur une renaissance et une ré-interprétation des concepts de l'asile traditionnel qui ont été abandonnés depuis la période coloniale, sur une codification des pratiques populaires généreuses dans le domaine et sur une confirmation des règles des droits de l'homme universellement reconnues.

CONCORDIA BIBLIOTHEQUE

I Le retour au droit et aux coutumes traditionnels de l'asile abandonnés

L'abandon du droit traditionnel de l'asile avait commencé avec la colonisation des pays afro-arabes et a été perpétué par la modernisation des rapports étatiques. Après leur arrivée dans la région afro-arabe, les puissances européennes avaient imposé un nouveau droit et de nouvelles pratiques d'asile.

L'exemple le plus frappant de l'abandon du droit traditionnel par les colonisateur est celui du droit islamique. Avec la venue des Européens, la plupart des branches du droit musulman furent abandonnées par les administrations coloniales, à l'exception du droit du statut personnel.

Après les indépendances, il n'y eut pas de changement et un retour à la situation précoloniale: cet abandon fut tout simplement confirmé dans la plupart des cas par les Etats

afro-arabes. Ils ont maintenu le statu quo juridique colonial et ont adhéré au droit international moderne.

A Des traditions inventées et un droit imposé par les colonisateurs

Le colonialisme causa une fragmentation des sociétés traditionnelles et des groupes éthniques aussi bien africains qu'arabes, des mouvements forcés de populations et diverses flux de réfugiés et de personnes déplacées à différentes périodes de la conquête de la région et de sa division. Le système colonial avait soumis les populations colonisées à des administrations et à des droits différents de leur culture, en ignorance de leurs systèmes juridiques coutumiers ou traditionnels. Des concepts nouveaux sur l'asile et la protection des demandeurs d'asile furent introduits.

Durant la période coloniale, le droit était la formulation la plus forte de la relation colonisés/colonisateurs, alors que dans la période pré-coloniale, le droit remplissait une fonction sociale. Il a perdu ainsi cette fonction sociale avec l'avènement d'un droit imposé de l'extérieur. Les codes de nationalité qui ont été introduits par les européens, dans les mondes arabe, africain et musulman fixaient seuls les identités, les aires culturelles, les frontières et rendaient difficiles, par conséquent, tout déplacement et toute migration ou recherche de protection[123].

Aussi, des traditions ont été délibérément inventées par les Européens (quand cela était nécessaire) pour stopper les flux de populations dans leurs colonies africaines. Ces Etats avaient crée leur propre droit sur la migration et l'ont imposé à leurs colonies, comme le dit Jean Robert HENRY:

> "Lors de la période coloniale, le droit a été la formulation la plus forte de la relation colonisés/colonisateurs. Il a fixé l'identité des colonisés aux colonisateurs"[124].

Suite aux nouvelles politiques migratoires, plusieurs peuples furent empêchés par leurs colonisateurs de se déplacer librement. c'est ainsi, par exemple, que l'administration coloniale britannique avait imposé des restrictions sur les déplacements des populations et même ceux effectués en vue d'accomplir leur devoir religieux de pèlerinage[125]. Les colonisateurs trouvaient dans le pèlerinage un moyen de la fuite des populations vers l'Est, ce qui revenait à une diminution de la main d'oeuvre disponible. Par conséquent, plusieurs migrations traditionnelles des Fulani et des Hausa vers le Soudan et leur installation dans le pays furent arrêtées au début du XXème siècle[126].

Par ailleurs, durant la colonisation britannique du Soudan, les mouvements des *Fellata* dans le pays se faisaient sous le contrôle et la supervision de l'administration coloniale. Lors de la première guerre mondiale, les mouvements de certains *Fellata* vers l'Est avait d'autres motivations que le pèlerinage. Plusieurs parmi les personnes qui accompagnaient ces mouvements n'étaient en fait que des personnes prises par force et vendues aux marchands des esclaves en Arabie. Parmi eux se trouvait un grand nombre d'enfants. De passage par le Soudan certains parmi eux prenaient la fuite et se réfugiaient au Soudan[127]. Mais les autorités coloniales ne leur permettaient pas souvent de le faire. De plus, dans leur attitude à l'égard des

---

123 Ibidem, p. 141.

124 Jean Robert Henry, Le changement juridique dans le monde arabe ou le droit comme enjeu culturel, in Droit et Société, No. 5, 1990, p. 144

125 Sur ce point voir, Balamoan G.A., Migration Policies in the Anglo-Egyptian Sudan 1884-1956, Havard University Centre for Population Studies, USA, 1979.

126 Cf. Mohammad Awad Jalal Eddine et Mohammad Yusef Ahmed Al-Mostafa, (en Arabe) La migration du et la migration vers le soudan, Publication du Conseil économique et social, le Conseil national de la recherche, Khartoum, 1979, pp.20-21.

127 Palmer, H.R., Report on Journey from Maidugari, Nigeria, to Jeddah in Arabia, Colonial Office, 1919; C.R.O. Kharoum BNP/1/25/175, A Report by Inspector of Sennar, January 1917.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

mouvements des populations indigènes, les administrations coloniales ne faisaient, en général, aucune distinction terminologique entre les réfugiés et les immigrants et tous étaient traités de la même façon[128]

Ainsi, dans le domaine de l'asile et de la réception des étrangers, des traditions nouvelles ont été imposées aux sociétés africaines qui se sont transformées au contact de ce droit imposé. De nouvelles conceptions des frontières étaient apparues comme conséquence.

Sous le régime colonial, il était devenu alors très difficile de fuir, de demander l'asile ou de l'accorder dans les pays afro-arabes. Les concepts traditionnels sur l'asile ne pouvaient plus s'appliquer, surtout lorsque la personne fuyait la persécution provenant des gouvernements coloniaux. L'emprisonnement, la condamnation à mort étaient des sanctions très fréquentes pour tous ceux qui accordaient ou facilitaient le refuge à ceux qui luttaient contre les administrations coloniales. Le rapatriement forcé était aussi une devise des puissances colonisatrices et était souvent pratiqué pour les réfugiés originaires des colonies voisines[129].

De cette façon, le droit traditionnel sur l'asile était petit à petit abandonné et remplacé par de nouvelles pratiques coloniales instituées en matière de mouvements de populations. Le Soudan qui était une terre d'asile, d'installations des pèlerins vers la Mecque et un refuge pour les persécutés fut, par exemple, progressivement transformé par l'administration anglaise en une terre assez inhospitalière. C'est ainsi que les coptes egyptiens qui s'étaient exilés au Soudan après son islamisation au VIIème siècle et d'autres Egyptiens qui les avaient rejoint ultérieurement furent renvoyés, par exemple, dans leur pays à partir de 1924. Cette politique de renvoi des Egyptiens fut accompagnée également d'une politique d'enclavement du Sud Soudan et d'altération de ses traditions hospitalières et la création de zones fermées[130]

De même, le Maroc était jusqu'à l'arrivée des Européens au XXème siècle administré et gouverné selon les principes du droit musulman. Ces principes, répète Houcine SEFRIOUI, "sont unanimes pour traiter l'étranger même non-musulman avec tous les égards dûs au commun des mortels"[131]. Mais la venue de la France au Maroc était accompagnée de réformes juridiques, notamment dans le domaine de la condition des étrangers, y compris des réfugiés. L'accord de 1911 signé entre la France et l'Allemagne engageait cette dernière à:

> "ne pas entraver l'action de la première pour l'introduction de toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques et politiques dont l'Empire Chérifien peut avoir besoin"[132].

Aussitôt après la proclamation du Protectorat au Maroc, la France avait entrepris des réformes administratives et judiciaires actualisées par le droit comparé européen. C'est ainsi que dés 1913, des lois formant code de la condition civile des français et des étrangers au Maroc furent promulguées[133].

Partout dans le monde afro-arabe, le sens traditionnel et islamique des notions d'étranger et de nationalité avait commencé à disparaître pour être remplacées par les notions modernes. Des traditions de refus de la protection et de l'*aman*, par peur des sanctions sévères de la part des administrations coloniales avaient commencé à apparaître dans les sociétés afro-arabes. C'est ainsi que la peur de l'Etat allait petit à petit prendre le pied sur la peur de Dieu ou des Dieux dans la région afro-arabe.

---

128 C.R.O. Khartoum,Intel.2/13/111. Letter from the Governor, Bahr El Ghazal Province to Assistant Director of Intelligence, Khartoum, 29/1/1906.

129 Voir Mekuria Bulcha, Flight and integration, op. cit. 18-19.

130 Cf. G. Ayoub, Peoples and Economics in the Sudan 1884-1956, Harvard University Center for population Studies, Cambrigde, Massachsetts, 1976 (Revised and Extended in 1991).

131 Voir H Sefrioui, La condition des étrangers au Maroc, op. cit., p.19.

132 Cf. Ibidem, p.21.

133 Voir Ibidem, pp. 22 et s.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La liberté de mouvement des étrangers dans la région était devenue très stricte, les changements intervenus sur le plan politique ont eu ainsi un grand impact sur les changements sociologiques. Elles expliquent donc les changements intervenus dans l'accueil des étrangers et principalement des réfugiés. Le passage de l'organisation décentralisée et relativement démocratique des sociétés traditionnelles à des pouvoirs centralisés et dictatoriaux ont eu comme résultat la perte du droit des individus et des leaders des communautés à l'accueil des étrangers et à l'octroi de l'asile.

Tous ces changements avaient eu un grand impact sur la transformation des concepts même de l'asile et du réfugié. Un nouveau droit et de nouvelles traditions de l'asile furent inventés par les colonisateurs et imposés par la force à leurs colonisés. Ce droit imposé sera à la base du droit international moderne en la matière[134]. Il sera conservé en grande partie par les pays colonisés après leur indépendance, du moins en théorie.

B L'abandon du droit traditionnel de l'asile après les indépendances afro-arabes

Après les indépendances afro-arabes, les choses ne changèrent pas beaucoup. Le droit public européen et notamment le droit laïc de l'asile fut conservé et codifié. L'attitude colonial à l'égard du droit musulman ou indigène traditionnel fut confirmée par les pays afro-arabes également. A l'exemple de leur ex-colonisateurs, les Etats afro-arabes indépendants ne conservèrent le droit islamique qu'en matière de statut personnel. Les choix opérés dans les droits coutumiers et religieux, choix motivés par les intérêts de la politique coloniale furent ainsi reconduits par les Etats afro-arabes indépendants. Le droit de l'individu à accorder et à recevoir l'asile fut ainsi abandonné. Il ne fut pas ressuscité, même pas au Soudan après le retour opéré à la *Sharia* par deux fois, comme nous l'avions vu précédemment.

Aujourd'hui, des concepts modernes de droit sont applicables partout en théorie. On oppose volontiers national et étranger, quelque soit le religion de ce dernier; alors que "cette opposition est ignorée du droit musulman classique pour lequel il y a deux catégories d'individus: les musulmans et les infidèles"[135]. Les étrangers d'avant ne sont donc pas les mêmes aujourd'hui. De la notion de l'étranger en tant que personne n'ayant pas la même culture, religion ou langue nous sommes passés à la notion d'étranger comme une personne n'ayant pas la nationalité du pays d'origine. La religion ou la culture ne semble plus jouer comme une frontière sociale et juridique et le concept de nationalité s'est imposé partout[136].

L'adoption du droit moderne et la ratification des traités internationaux après les indépendances avait abouti à une contradiction entre les sphères publique et privé du droit afro-arabe. Elle a donné aussi à certains droits un caractère ambigu et leur a conféré un discours moderne et traditionnel en même temps, comme le précise bien Robert HENRY:

> "Le discours actuel sur le droit des pays d'Orient offre dans cette démarche de grandes ressources avec le discours coloniale. On y trouve la même vision fixiste d'un droit oriental contrastant radicalement avec l'idée d'un droit occidental construit et sans cesse transformé par l'homme"[137].

Cette contradiction est l'une des caractéristiques principale de tous les pays musulmans et arabes et pas seulement des pays afro-arabes. La nouvelle loi fondamentale relative à la

---

134 Sur l'imposition du droit occidental dans les pays non-occidentaux, voir Sandra B. Burman & Barbara Harrell-Bond (Ed), The Imposition of Law, Academic Press, New York, London, Toronto, Sydney, San Franscisco, 1979.

135 Cf. Abdelouahab Belkziz, La nationalité dans les pays arabes, Editons La Porte, Rabat, 1962, p.3.

136 Sur la notion de nationalité dans théorie musulmane et la pratiques moderne, voir Choukri Gardahi, La conception et la pratique du droit international privé dans l'Islam, R.C.A.D.I., 1937, pp 507 et s.

137 Cf. Jean Robert Henry, le Changement juridique dans le monde arabe ou le droit comme enjeu culturel, in Revue Droit et Société No. 15, 1990, p. 142.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

marche du gouvernement et au Comité des conseillers du Roi (*majlis ach-chouraa*), promulguée en mars 1993 en Arabie Saoudite déclare dans son article 42:

> "L'Etat accorde l'asile politique si l'intérêt général l'exige, les systèmes et les conventions internationales fixent les règles et les procédures de l'extradition des criminels de droit commun"[138].

La référence au droit international est très claire ci-dessus, pourtant, lorsqu'un groupe d'intellectuels saoudiens avaient décidé la création d'une commission des droits de l'homme conformément aux traditions islamiques et aux conventions internationales, les autorités saoudiennes avaient réagi immédiatement contre cette mesure[139]. Cette attitude illustre l'usage général que font actuellement les Etats musulmans (y compris les Etats afro-arabes) des stipulations islamiques relatives aux droits de l'homme et au droit de l'asile. Nulle part dans le Coran l'*aman* est limité au réfugiés politiques seulement[140].

C'est pourquoi, pour une meilleure protection des droits humains des personnes en mouvement, le droit traditionnel de l'asile devrait être réintroduit pour jouer son rôle complémentaire du droit moderne et non de réducteur de celui-ci. C'est ce qu'une charte afro-arabe sur l'asile cherchera à rectifier en rehaussant le côté humanitaire de l'asile dans l'Islam et dans les traditions afro-arabes.

II Le droit et les pratiques traditionnels comme compléments au droit moderne

Les réalités des personnes forcées à se déplacer dans la région afro-arabe, ainsi que les causes de leur déplacement exigent des changements dans l'approche juridique adoptée jusqu'à présent pour traiter leur problème. La nouvelle approche devrait prendre en compte toutes les conceptions de l'asile présentes dans la région, aux niveaux théorique et pratique, sociologique et juridique.

En effet, pour une meilleur protection des migrants involontaires dans la région afro-arabe, il est devenu nécessaire de concilier les stipulations modernes et traditionnelles relatives à l'asile et à la migration forcée, étant donné qu'il existe une certaine complémentarité entre elles. Pour se faire, il faut réinstaurer et reconfirmer certaines règles traditionnelles de l'asile et codifier les pratiques hospitalières applicables dans la région, tout en prenant en considération les normes internationales des droits de l'homme universellement reconnues.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

138 Traduction personnel de l'Arabe, voir pour le texte de cette loi, journal Asharq-Alawsat, 27 août 1993, p.5, "La loi fondamental du gouvernement, l'Arabie Saoudite: un Etat souverain dont la religion est l'Islam et le Coran sa constitution". L'Arabie Saoudite a également reconnu l'action du HCR dans son territoire en accordant à sa délégation dans le pays le statut diplomatique, voir journal Asharq Al-awsat du 1/9/1993, p.4, "L'Arabie Saoudite accorde le statut diplomatique au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés".

139 Sur le contenu du statut de cette commission et la réaction arabe à la décision du gouvernement saoudien, voir Bulletin de l'Organisation arabe des droits de l'homme, No. 64 et 65, mai/juin 1993, pp.9-10.

140 Voir sur l'asile dans l'Islam et son application dans les pays arabes, Khadija Elmadmad, (en Arabe) "L'asile dans la Sharia et dans le droit international" (Al-loujou fi Achcharia Al-islamiya wa fi Al-qaanoun Ad-douwali), in M.C. Bassiouni, M.S. Addaqqaq et A. Wazir, (en Arabe) Les droits de l'homme: une étude pratique du monde arabe (Houqouq al-insaan: Diraasatoun Tatbiqiyatoun fi Al-aalam, Al-arabi), Dar Al-Ilm lil Malayin, Beyrouth, 1989, pp.108-131.

A Le besoin de codifier les pratiques présentes et de réintroduire les règles humanitaires

L'Etat qui a normalement le privilège de la règle de droit n'en est pas l'unique pourvoyeur. Il existe un droit crée en dehors de l'Etat, une sorte de "production indigène"[141]. Les sociétés peuvent donc aussi produire le droit. Au Maroc, par exemple, Le droit communautaire dans l'Atlas garde une nature composite: "il puise ses sources dans trois registres compétitifs: le droit moderne, le droit islamique et le droit coutumier" et pendant longtemps, les collectivités rurales étaient restées des lieux de production de ce droit non-étatique[142].

Si au plan théorique le droit d'asile offre dans sa démarche une grande résonance avec le discours moderne, ce droit est cependant constamment transformé par la pratique sociale dans la régions afro-arabe, surtout dans les pays qui sont en contact avec un afflux massif de réfugiés . Le droit positif apparait parfois comme:

> "un pâle reflet de la réalité sociale et demeure impuissant et en retard à une pratique sociale qui ne cesse d'évoluer en sécrétant ses propres mécanismes de régulation"[143].

Un besoin se fait sentir actuellement pour transformer le discours social en un discours juridique et codifier les pratiques dans le domaine de l'asile. Certes, conformément au droit international, l'individu n'est pas un acteur et ne peut donc produire ce droit. Mais les individus, dans le domaine de l'asile, participent à cette production de droit d'une façon coutumière. La coutume est une source formelle du droit, elle est le droit tel que le formule le peuple dans son comportement quotidien. Elle représente au niveau international, selon le Statut de la Cour Internationale de Justice, la seconde source de droit (art.38/1). La coutume afro-arabe hospitalière et généreuse en matière d'asile s'est déjà affirmée sur le plan sous-régional, comme un droit de l'homme coutumier[144].

Le langage juridique peut être un vecteur du changement culturel et vis versa. En matière de migration forcée, il est sûr que la société afro-arabe n'est pas aussi traditionnelle que celles d'avant le XXè siècle, mais elle reste attachée, comme nous l'avons vu pour le Soudan, à certains pratiques dans ce domaine. Une fois codifiée, ces coutumes pourraient s'appliquer d'une manière impérative et jouer leur rôle dans toute la société afro-arabe. D'ailleurs cette dimension sociale du droit ne peut jouer si ces pratiques ne sont pas transcrites dans un instrument juridique afro-arabe.

Pour Jean Robert HENRY:

> "Par nature, le discours juridique est un discours social central: il fixe les règles de jeu essentielles d'une société, s'offre comme un condensé de la culture commune et du système des valeurs, voire résume à lui seul, les grands principes de l'ordre social aussi bien dans les sociétés sécularisées que dans les sociétés musulmanes"[145].

La norme juridique théorique dans les pays afro-arabes n'a jamais été d'application très rigoureuse, même dans le domaine de l'asile. De nombreuses coutumes et pratiques magico-religieuses pré-modernes ont survécu. C'est ainsi qu'aux pays du Maghreb et plus précisément au Maroc, par exemple, "les gestes d'hospitalité se sont certes dilués en quelque sorte", selon les termes même de Jaques BERQUE, mais "les notions d'origine rituelle, comme celle de

---

141 Cf. Mohamed Tozy et Mohamed Mahdi, "Aspect du droit communautaire dans l'Atlas marocain", in Droit et Société, No.15, 1990, p.203.

142 Voir ibid, p. 205.

143 Ibidem, p.205.

144 Sur le rôle de la coutume international en droits de l'homme, voir Dinah Shelton, The Customary International Law of Human Rights, Cours donné à L'institut International des Droits de l'Homme, 26ème Session, 27 juin - 26 juillet 1993.

145 J.R. Henry, "Le changement juridique dans le monde arabe ou le droit comme enjeu culturel", op. cit. p. 140.

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

l'asile gardent ... , à Moulay Idriss par exemple ou bien au Palais impérial une valeur pratique" [146].

Il existe donc toujours un asile "sacré anonyme" parmi les sociétés afro-arabes modernes. Chez une tribu du Haut Atlas marocain, les Rhiraya, le saint continue à jouer son rôle de protecteur, mais au sens moral seulement, Sidi Faris apporte donc "la protection et la prospérité des hommes"[147].

Pour Kenneth BROWN, l'institution "*aar*" signifie littéralement la honte au Maroc, mais elle signifie également cette relation selon laquelle la personne se place sous la protection d'une autre personne en se déclarant sous son "*aar*". Cette institution est largement décrite d'ailleurs dans les écrits de WESTERMARCK sur le Maroc[148]. La personne à laquelle on demande la protection ne peut la refuser. Pour Jacques BERQUE, le terme de *l'âr signifie*"la réquisition d'aide, de pitié". Mais, "lorsque le Chleuh dresse *l'âr*; *isbid l'âr* auprès de quelqu'un, ce quelqu'un est tenu, aussi bien par les bonnes manières que par ces valeurs même de l'expression d'écouter la demande. Si *l'âr* s'accompagne d'un sacrifice de bête, qui en multiplie les effets, la bête égorgée ne sera pas comestible, elle sera comme "vouée". Ce sacrifice oblige la personne à accorder la protection et ou le pardon.

La coutume actuelle de la *Khalwa* à l'Est du Soudan, rappelle la tente dressée par les tribus arabes pré-islamiques ou les statues sacrées transportées par certains peuples anciens lors de leurs déplacements pour accorder l'asile et la protection à ceux qui venaient les chercher. En Mauritanie, les maisons possèdent rarement des portes, en signe d'hospitalité pour toute personne dans le besoin d'une protection.

Aussi, les chefs traditionnels ont toujours joué un rôle important dans l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées; ils le jouent toujours parfois. Dans une thèse soutenue à Khartoum l'auteur démontre comment les chefs traditionnels jouent un grand rôle dans l'installation des personnes déplacées. Il décrit les problèmes des personnes déplacées quand elles arrivent à Khartoum et le rôle primordial joué par ces chefs des communautés pour alléger le poids, installer les nouveaux venus et dialoguer avec les autorités nationales[149].

Il a été remarqué lors de nos interviews auprès des populations locales au Soudan qu'il y avait parfois une volonté d'accorder l'asile traditionnel mais en même temps une peur de la réaction des autorité étatique. La stratégie adoptée est souvent d'accorder la protection par les individus mais d'informer l'agent de l'autorité de cet asile, en vue d'une ratification. C'est là une bonne pratique d'une coutume ancienne dans une société moderne qui devrait être prise en compte dans un texte sur l'asile dans la région.

L'asile est en général refusé aux criminels actuellement, en accord avec l'apport de la culture islamique. Dans le passé berbère de l'Atlas, le nom "du banni" suppliant *azwaq* n'avait rien de métaphorique et l'asile lui était accordé. Un terme "*laar*" l'a remplacé dans tout le Maroc[150].

Il est devenu donc nécessaire de restituer la norme juridique dans la culture des sociétés qui ont produit la pratique. Il existe une pluralité de normes juridiques qui s'affrontent dans les pays afro-arabes, mais cet affrontement se fait surtout dans deux ordres: l'ordre occidentale et islamiste.

---

146 Conf. Jacques Berque, Problèmes initiaux de la sociologie juridique en Afrique du Nord, in Stvdia Islamica, No. 1, 1953, p. 146. (pp. 137-162).

147 Cf. M. Tozy et M. Mahdi, "Aspect du droit communautaire dans l'Atlas marocain", op.cit., p.208.

148 Sur ce point, voir Kenneth Brown, "The Curse of Westermarck, in Ethos, Vol. 47, III-IV, 1982, pp. 197-199.

149 Conf. Ali, I.M., Role of Traditionnal Leadership in Displaced Settlements, Institute of Extra-Mural Studies, University of Khartoum, Thèse de 3ème Cycle (Diploma Dissertation), Khartoum, 1990.

150 Cf. J. Berque, Problèmes initiaux de la Sociologie juridique en Afrique du Nord, op. cit., p. 146.

COLLECTION BIBLIOTHÈQUE

Certes, les pratiques de l'asile humanitaire sont nombreuses dans la société afro-arabe contemporaine et nous ne pouvons pas les citer toutes dans ce travail. L'essentiel c'est qu'elles existent toujours, quelques fois avec l'assentiment de l'Etat mais d'autres fois d'une manière cachée. En parlant du Maroc, BOUSQUET appelle ce deuxième genre de pratiques des coutumes illégales qui ont survécu, en milieu berbère par rapport aussi bien au droit musulman que moderne[151]. Dans certains cas, ces pratiques se heurtent aux restrictions étatiques et ne peuvent s'exercer librement, surtout lorsqu'il s'agit d'octroyer l'asile aux opposants politiques et aux criminels.

B Le besoin de concilier les droits moderne et traditionnel

Des spécialistes des droits de l'homme parlent aujourd'hui de la "postmodernité de ce droit" et nous invitent à repenser le droit moderne; la modernité étant significative de laïcisation[152]. La période postmoderne dans le domaine du droit d'asile serait caractérisée par une introduction de toutes les normes et coutumes traditionnelles et religieuses garantissant une protection maximale des droits des individus et favorisant par-là un meilleur respect de la dignité humaine et un vrai universalisme des droits humains.

Dans la région afro-arabe, le résultat d'un mélange de règles juridiques modernes et traditionnelles en matière d'asile serait un droit sous régional et spécifique dans sa formulation mais universel quand à ses objectifs. En matière d'asile, la religion ne peut être qu'un facteur de protection et d'intégration des non-nationaux, elle sera très rarement un facteur d'exclusion ou de xénophobie.

Ce droit sera le meilleur complément au droit des réfugiés actuellement applicable. Face à toutes les restrictions occidentales actuelles sur le droit d'asile, ce droit pourrait jouer le rôle de frein à toute politique restrictive dans les pays de la région et donner ainsi un exemple des sociétés traditionnelles, pauvres mais généreuses et humanitaires.

Le droit traditionnel pourrait combler les lacunes du droit moderne sur l'asile et pourrait coexister en théorie avec le droit des réfugiés, comme cela arrive déjà dans la pratique des Etats afro-arabes. le 4ème Commissaire soudanais pour les réfugiés avait déclaré à ce propos:

> " Déjà en 1906, le Soudan avait reçu les réfugiés fuyant les persécutions dans le Congo Belge. Au XXème siècle la politique reste la même: celle de la porte ouverte. Notre politique se réfère aussi bien aux principes islamiques de l'asile qu'aux règles internationales. Je ne vois là aucune contradiction, les uns complètent les autres, c'est là un bon mélange de lois et de traditions"[153].

Un spécialiste de l'anthropologie juridique remarque que la discipline est dominée à l'heure actuelle, sur le plan mondial, par les différents courants qui soulignent tous "que le droit étatique coexiste avec d'autres systèmes juridiques, supra et infra-étatiques, entre lesquels choisissent les acteurs au gré des circonstances". L'auteur ajoute que cette discipline est particulièrement apte à opérer des distinctions sensibles entre les droits de l'Etat, de l'individu et des divers groupes sociaux[154].

Si l'on applique ce raisonnement au domaine de l'asile, on se rendrait compte que malgré que les droits d'asile et des réfugiés soient modernes en théorie dans les pays afro-arabes, des survivances de droits traditionnels de groupes et d'individus restent toujours présents et applicables, comme nous l'avions démontré pour le Soudan. Nous avions vu que pour ce pays

---

151 Cf. George. H. Bousquet, "Pour l'étude des droits berbères; A propos de Georges Marc, le droit coutumier Zemmour", in Hespéris, 1952, Tome XXXIX, p.502.

152 Cf. N. Rouland, Les fondements anthropologiques des droits de l'homme, op. cit. p.3; voir aussi, A.J. Arnaud Repenser un droit pour l'époque moderne, in Le Courrier du CNRS, 75, 1990, pp.81-82.

153 Interview Hassan Atya, 4ème Commissaire pour les réfugiés, Oxford, 6/2/1992.

154 Cf. Norbert Rouland, Les fondemnts anthropologiques des droits de l'homme, Cours dispensé à l'Institut International des Droits de l'Homme, 24ème Session, juillet 1993, p.7.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

aussi bien les individus que les groupes ethniques continuaient à accorder l'asile en méconnaissance du droit exclusif de l'Etat dans ce domaine, comme cela est prescrit dans la loi de 1974.

Il existe donc une coexistence pratique entre le droit moderne et traditionnel de l'asile et des réfugiés dans les pays afro-arabes. Mais le rapport entre ces deux droits est souvent ambigu et conflictuel; il nécessite des clarifications. L'intervention des Américains contre le Général Aidid, sa fuite et sa recherche de l'asile d'abord parmi les populations soudanaises et ensuite (semble t-il au Soudan) pose le problème de la contradiction entre la conception de la protection des réfugiés et des fugitifs en droit international et celle des *moujahidin* (contre les incroyants) en droit musulman. Les différentes interprétations données à l'acte du Général relèvent l'incertitude du droit d'asile applicable: moderne ou traditionnel[155].

Un droit d'asile afro-arabe régi par les règles traditionnelles, les coutumes afro-arabes présentes codifiées et les principes du droit international garantissant les droits des individus permettra de clarifier la situation et procurera surement une protection plus large et plus effective aux déracinés de la région.

Il y a également un besoin de libérer le droit et la loi du joug du colonialisme par un retour au passé[156]. Toutes les incertitudes et toutes les ambiguïtés qui existent dans les pays du Tiers Monde actuellement sont dues au traumatisme des traditions oubliées, à une culture méprisée. Si elles ne sont pas clarifiées, ces incertitudes mélangées à un passé colonial juridique incertain risquent de donner lieu à des révoltes sociales et une remise en cause totale du droit moderne.

Le droit traditionnel et notamment le droit islamique est mal connu dans la région afro-arabe. Comme l'écrit Mohammed ARKOUN, "l'Islam est une histoire qui reste à écrire" dans l'histoire des pays de la région, y compris au Maghreb[157]. Dans le domaine de l'asile, "le modèle mis en place par le Prophète à Médine de 622 à 632" et la vie entre *al-Ansar et al-mouhajirin* dans cette ville est à reproduire. C'est là un des meilleurs modèles des droits et devoirs des personnes forcées à l'exil. La grande confusion relative aux règles traditionnelles et surtout islamiques de la *hijra* ou migration forcée ont besoin d'une promotion, pour éluder toutes les confusions et contradictions. Dans une interview avec une jeune soudanaise, étudiante à la Faculté de Droit de Khartoum, celle-ci avait déclaré:

> "L'asile n'est pas un devoir pour le gouvernement soudanais, je ne connais aucun droit islamique ou moderne concernant les réfugiés ou les personnes déplacées. Les réfugiés sont des étrangers qui doivent rentrer chez eux. Ils représentent un grand poids pour nous. Nous ne devons recevoir que les réfugiés musulmans car l'Islam recommande de ne pas donner refuge au *kafir* et de le tuer, autrement vous allez en enfer. Je ne pense pas que nous devons lui porter secours, même s'il est chrétien..."[158].

Les textes modernes adoptés dans le domaine de l'asile ou dans la pratique gouvernementale des pays qui ne possèdent pas de législations spéciales en la matière

---

155 Pour les Américains c'est un criminel qu'il faut poursuivre et punir comme il apparait dans l'article "On night patrol in Search of Aideed: Karl Maier joined a US helicopter crew as it scanned Mogadishu for the fugitive general", International Herald Tribune, 25 June 1993, p.14. Pour les partisans du Général, il s'agit de la fuite d'un *moujahid* en fuite qu'il faut aider et lui accorder la protection et l'aman.

156 Dans une leur étude "Liberating the Law", Albie Sachs et Gita Honwana Wech invoquent cette libération la justice par un retour au passé et critiquent l'héritage colonial adopté par les Etats africains indépendant dans certains domaines du droit au Mozambique caractérisé de "fasciste, colonial et élitiste"; cf. Albie Sachs and Gita Honwana Welch, Liberating the Law; Creating Popular Justice in Mozambique, Zed Books, London, 1990. Nous appliquerons la même approche au droit de l'asile et aux réfugiés.

157 Cf. Mohammed Arkoun, L'Islam et le Maghreb, une histoire qui reste à écrire, in Yves Lacoste (Ed), L'Etat du Maghreb, Editions Le Fennec, Casablanca, 1991, pp.134-138.

158 Interview Adila Khalid, étudiante en première année de droit à la Faculté de Droit de Khartoum, Khatoum, 16/12/1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

paraissent parfois contradictoires avec la culture sociale et religieuse et les pratiques locales. La place donné à l'Etat dans l'octroi de l'asile ne répond pas aux principes religieux et sociaux des sociétés des Etats afro-arabes.

Actuellement, la revendication islamiste sur le droit est présente partout dans les pays de cette étude et a engendré des débats contradictoires[159]. Seulement, le retour au passé ne devrait pas être, un retour (en ce qui concerne le thème de cette recherche du moins) à toutes les règles traditionnelles relatives à l'asile. Certaines de ces règles ne seraient plus applicables aujourd'hui, d'autres nécessiteraient d'être conciliées avec les réalités des Etats afro-arabes actuels. Aujourd'hui par exemple tout octroi de l'asile doit être nécessairement ratifié par les autorités étatiques. Les droits et les obligations des réfugiés devraient également être conformes aux normes internationales des droits de l'homme universellement applicables. Une dualité des deux droits (moderne et traditionnel) pourrait s'appliquer dans tous leurs côtés humanitaires. Il serait avantageux pour les demandeurs d'asile de choisir dans les deux droits les côtés les plus protecteurs de l'individu, sans pour cela nuire aux intérêts des autres individus.

Malgré la contradiction des règles islamiques avec les normes internationales relatives à l'égalité des sexes, ces règles jouent parfois en faveur des droits des réfugiés. C'est ainsi que dans une affaire portée au tribunal de Port Soudan, direction du statut personnel des Non-Musulmans, la conversion d'une femme réfugiée à l'Islam était le seul moyen pour elle de se libérer d'un mari chrétien qui la maltraitait. Il s'agit dans cette affaire d'un litige entre un couple copte de religion chrétienne orthodoxe. L'épouse demandait la séparation de son mari pour violence et pour manque d'entretien mais son mari avait nié les faits et avait refusé le divorce. La seule solution que cette femme réfugiée avait trouvé à son problème était de proclamer sa conversion à l'Islam. Par cette conversion, son mariage avec un Non-Musulman était devenu automatiquement nul. Ainsi l'Islam fut utilisé dans cette affaire comme un moyen de protéger la liberté de se séparer d'un conjoint[160]. Le juge de cette affaire avait écrit:

> "Durant l'audience, la femme chrétienne avait proclamé sa conversion à l'Islam en récitant la *shahada* devant nous... Après une longue réflection sur la conversion à l'Islam après le mariage comme une cause de séparation entre les époux vous sommes arrivés à la conclusion que la conversion du demandeur dans cette affaire résulte automatiquement dans l'annulation du contrat de mariage qui la lie à son mari chrétien (*tatliiq*)...[161]

D'une part, dans toute référence au droit traditionnel dans une Charte afro-arabe sur l'asile, il serait souhaitable de sauvegarder les règles protectrices de la personne humaine en les conciliant avec les stipulations internationales des droits de l'homme. D'autre part, une telle Charte ne devrait pas séparer entre les droits de l'homme et les droits des réfugiés et des personnes déplacées ou faire une ségrégation entre ces deux catégorie de migrants involontaires. Les textes de référence de base pour un instrument afro-arabe sur l'asile devraient être: d'une part, le Coran et le Hadith ainsi que d'autres textes de droit traditionnel relatif à la question et d'autre part la DUDH et les autres instruments internationaux et régionaux de droits de l'homme.

Le droit de la migration et de l'asile devrait donc être conçu comme un droit de l'homme. Les droits de l'homme devraient donc être incorporés dans tout droit sur la migration forcée. Une solidarité internationale devrait se faire pour promouvoir les stipulations internationales des droits de l'homme et faire respecter les libertés fondamentales. Roberta COHEN plaide

---

159 Sur le retour au droit musulman dans certains pays afro-arabes, voir Philippe Marchesin, "Le juge moderne et le droit musulman: le cas de la Mauritanie, in Afrique Contemporaine (spécial), 4th Quarter 1990, pp.261-266; voir aussi dans la même Revue Christian Delmet, La place de la loi islamique dans le système judiciaire soudanais: évolution et perspectives, pp.273-283.

160 Tribunal de la Province de la Mer Rouge, Port Soudan, Direction du statut personnel des Non-Musulmans, Affaire Al-Ghanish Bahtanah Abéba contre Afwatih Kantah, No. 23/91.

161 Extrait de la page No.1 de ce jugement.

FOR LIBRARY USE ONLY

pour l'introduction de la question des réfugiés dans l'agenda des droits de l'homme des Nations Unies, nous ajoutons qu'il faut introduire tout le problème de la migration forcée dans cet agenda et dans tout autre agenda[162].

Il faut aussi chercher les causes des migrations forcées et leur trouver des solutions: punir les fautifs et récompenser les humanitaires publiquement. Le Prince Hassan BEN TALAL propose de dresser des "listes noires" des Etats qui violent les droits de l'homme et cause les migrations forcées et des "listes blanches" des Etats ayant des traditions humanitaires[163]. Tout instrument afro-arabe devrait tenir compte de cette réalité et prévoir des clauses à son sujet.

Plusieurs crises de réfugiés et de personnes déplacées sont surement causées par une crise de la démocratie, ou de la paix, mais aussi par une crise de développement économique. La contradiction qui a duré depuis des décennies sur le plan international entre, d'une part, la volonté d'assurer une solidarité et une coopération internationales et le respect des droits de l'homme et, d'autre, part la détermination des pays riches (qui sont pour la plupart les acteurs de l'aide internationale) à exploiter et dominer les pays pauvres, soutenir leur dictateurs et leur exporter les armes qui sont entrain de tuer une partie de leur population et déraciner massivement une autre, représente le plus grand handicap à toute solution des migrations forcées actuellement. La Charte pourrait prévoir des clauses relatives à la démilitarisation de la région.

L'actuelle anarchie et l'immense injustice qui caractérisent la société internationale risquent de rendre les problèmes de migrations encore plus graves et les souffrances des personnes déplacées involontairement encore plus intenses. Le retour à un passé plus humanitaire et la promulgation d'un droit traditionnel et moderne pourrait peut-être résoudre les problèmes de la migration, du moins dans la région de cette étude.

SOUS-SECTION II

UNE CHARTE AFRO-ARABE SUR L'ASILE: CONTENU ET MISE EN VIGUEUR

La région afro-arabe est une région assez familière avec les instruments aussi bien régionaux comme internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux réfugiés, mais ces instruments comportent (comme nous l'avons vu) plusieurs lacunes quand à la protection des personnes forcées d'émigrer. Un instrument afro-arabe serait un complément de tous ces textes.

Parmi tous ces instruments analysés dans le Chapitre II de la première partie de cette étude, le texte qui semble être le plus apte à être pris comme modèle de base pour une Charte afro-arabe sur l'asile est le texte le plus récent pour le moment, la Déclaration du Caire sur la protection des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde arabe adoptée le 19 novembre 1992 au Caire, lors la réunion des experts arabes sur l'asile et le droit des réfugiés[164].

Il s'agit de l'un des rares textes régionaux qui traitent du problème de la migration forcée de façon globale et qui lie la protection des réfugiés (au sens le plus large en droit international) à celle des personne déplacées (art.6). Il s'agit surtout d'un document qui renvoie directement aux coutumes traditionnelles, aux règles islamiques et aux normes internationales des droits de l'homme, comme sources de droit d'asile (Préambule et art.5)

---

162 Cf. Roberta Cohen, Introducing Refugee Issues Into the United Nations Human Rights Agenda, RPG, Washington, January 1990.

163 HRH Crown Prince el Hassan bin Talal, Joyce Pearce Memorial Lecture, op. cit. p. 43.

164 Voir le texte de cette Déclaration qui se trouve en annexe.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le texte de la Charte afro-arabe sur l'asile devrait inclure des droits et les devoirs des migrants involontaires et être doté d'un mécanisme de mise en vigueur qui assure une application efficace de ses clauses.

I Le projet de la Charte : les clauses

Le projet de texte régional proposé pour la région afro-arabe est un document sur l'asile au sens traditionnel du terme, c'est à dire sur la migration forcée. Du point de vue terminologique, le terme de Charte fut préféré à celui de convention pour des raisons pratiques.

A Une charte sur l'asile au sens traditionnel de migration forcée

Avant d'exposer le contenu des droits et des devoirs que devrait inclure le document proposé pour régir le droit d'asile dans la région, il serait nécessaire de préciser d'abord la terminologie utilisée et de relater les distinctions à opérer entre les différents migrants volontaires objets de cette Charte.

a Des précisions terminologiques à faire

Du point de vue terminologique, le mot de "charte" semble plus convenable que celui de convention dans le contexte de la région de cette étude. Etymologiquement, le terme de charte connote des droits concédés et octroyés par un souverain ou un supérieur[165]. A l'opposé, le mot de convention concerne à l'origine un accord de volontés entre deux personnes ayant normalement un statut égal, il est l'équivalent du mot entente dans le langage courant[166]. Il semble que dans le cas d'un instrument afro-arabe sur la migration forcée, l'accord sera en premier lieu un accord entre des Etats égaux et souverains qui décideront de concéder certains de leurs prérogatives en faveur de leurs citoyens dans le domaine de l'asile. Ainsi, ces Etats ne font que renoncer à une partie de leur droit aux individus: nationaux, réfugiés et personnes déplacées, en application des principes traditionnels et religieux de la culture afro-arabe.

De même, le mot "charte" signifie en droit international l'acte constitutif d'une organisation internationale. La charte proposée dans cette étude pourrait en même temps représenter les bases pour l'institution d'une organisation afro-arabe chargée de la protection et de l'assistance des personnes forcées à se déplacer dans la régions afro-arabe.

Le terme de "charte" se rapporte finalement à un document juridique qui inclue des droits mais aussi des devoirs. La Charte afro-arabe sur l'asile devrait proclamer les droits des réfugiés au sens traditionnel et large du terme, elle doit en même temps fixer leurs devoirs envers leurs hôtes et celui de leurs hôtes envers eux, à l'exemple de la Constitution de Médine qui régissait du vivant du Prophète les rapports entre les Mouhajirin et Al-ansaar.

Par ailleurs, l'instrument proposé est une Charte sur l'asile dans son sens traditionnel, c'est à dire, de migration forcée. Le terme de migration forcée se distingue de la migration tout court par le fait que la personne qui décide d'émigrer ne le fait pas volontairement.

En effet, la migration humaine dénote de tous les types de changements de résidence. Ces changements de résidence varient selon qu'ils ont été entrepris volontairement et à la suite d'un choix personnel et ceux causés par des circonstances menaçantes la vie des personnes qui décident de changer leur résidence. la différence entre un migrant volontaire et involontaire ou forcé réside donc dans la manière par laquelle il/elle a décidé de changer de résidence: librement ou pas. Les causes de leur migration sont différentes aussi, pour le

---

165 Sur la signification du mot charte depuis l'origine voir, Dictionnaire Le Robert, Tome 1, p.722 et sur son sens juridique voir, Raymond Guillen et Jean Vincent, Lexiques des termes juridiques, op.cit.,p.65.

166 Sur le sens étymologique du terme convention, voir Dictionnaire Le Robert, Tome 1, p.943; pour le sens juridique, voir Guillien et Vincent, Lexique de termes juridiques, pp.110-111.

CADESRA - BIBLIOTHEQUE

premier c'est surtout l'amélioration de sa condition économique sociale ou culturelle, pour le deuxième c'est surtout la recherche d'une protection qu'il ne trouve plus auprès de son Etat ou gouvernement. Pour le deuxième il n'a aucun choix pour survivre que celui de s'enfuir[167].

Certains spécialistes de la migration forcée distinguent entre deux types de migrations forcées ou involontaires: la migration forcée (*forced migration*) au vrai sens du mot dans laquelle les migrants n'ont aucun choix de rester et la migration obligatoire (*impelled migration*) dans laquelle les migrants sont poussés à se déplacer mais la décision leur revient[168]. La différence réside dans le degré de "la non-volonté" du migrant. Dans le premier cas, la décision de se déplacer est le résultat direct de la pression intense exercée sur les migrants pour se déplacer et dans le deuxième cas il y a plus de possibilités de s'adapter à la situation. Certaines migrations involontaires sont donc plus involontaires que d'autres. Les réfugiés qui fuient la guerre, la persécution, toutes les formes de discriminations, en bref la violation de leurs droits humains, qu'ils aient quitté les frontières internationales ou non, sont de véritables migrants forcés.

A l'opposé du concept moderne du réfugié, dans le concept de migrant forcé ou de réfugié au sens traditionnel du terme, la différence ne se fait pas normalement entre le réfugié comme une personne se trouvant en dehors des frontières du pays d'origine et la personne déplacée qui n'a pas quitté ces frontières. Le concept de réfugié au sens de migrant forcé inclue aussi bien le réfugié interne (personne déplacée) qu'externe (le réfugié tel que défini dans les instruments internationaux et régionaux sur les réfugiés). Certains instruments internationaux de l'après-guerre incluaient d'ailleurs ces deux termes, comme il a été exposé avant[169].

Ce concept de migrant forcé ou de réfugié au sens traditionnel obéit à des préoccupations plus humanitaires et ne fait pas des frontières terrestres une cause principale pour priver de la protection ou de l'assistance des personnes qui sont dans le vrai besoin de cette protection ou de cette assistance. L'origine de la personne importerait moins que la cause de sa fuite et ses conséquences. D'autant plus que comme nous il a été démontré pour le Soudan, plusieurs personnes déplacées ont les mêmes caractéristiques que les réfugiés et doivent être normalement éligibles pour la même protection et assistance internationales.

Grâce à une Charte afro-arabe sur l'asile au sens traditionnel ou migration forcée au sens moderne, les droits d'une grande partie de personnes déplacées pourraient être garantis et leur protection assurée. Plus que pour les réfugiés (au sens du droit international) le problème des personnes déplacées, est devenu actuellement le vrai problème de notre siècle[170]. Leur nombre est incertain, elles vivent (comme il a été constaté au Soudan) dans une extrême misère et une pauvreté abjecte, il n'existe aucune institution spécialisée pour les protéger ou les assister[171].

En 1989, l'Institut International du Droit Humanitaire avait déjà attiré l'attention sur les problèmes des demandeurs d'asile et des personnes déplacées, en organisant une Table ronde sur la question[172]. Cette rencontre internationale a adopté le 12 septembre une déclaration

---

167 Conf. Melkria Bulcha, Flight and Integration, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1988, p. 79.

168 Cf. Peterson W. A., A General Theory of Migration, American Sociological Review 23, 1958, pp. 256-266.

169 Notamment la Constitution de l'OIR, février 1946, Annexe 1, première partie, section A article 3.

170 Cf. Barbara Harrell-Bond, "The sociology of Involuntary Migration: An Introduction", in Current Sociology, La Sociologie Contemporaine, Vol. 36. No. 2, Bristol, Summer 1988, pp. 1-5.

171 Pour plus de détails sur les problèmes des personnes déplacées dans le monde, voir Independent Commission on International Humanitarian Issues, refugees: Dynamics of Displacement, A Report of the Independent Commission on International Humanitarian Issues, Zed Books Ltd, London, 1986, pp.115-129.

172 International Institute of Humanitarian Law, 14th Round Table on current problems of International humanitarian law, Refugee day, San Remo, 12-16 Septembre 1989.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

assez significative: Déclaration sur la protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées. Cette Déclaration stipule:

> "Dans les situations ne relevant pas des Conventions internationales en vigueur, les réfugiés, les demandeurs d'asile ainsi que les personnes déplacées sont néanmoins protégés par les principes généraux du Droit international, par les pratiques humanitaires des organisations internationales acceptées par les Etats, par le principe d'humanité et par les règles relatives aux droits fondamentaux de l'homme."[173]

Il y a donc un besoin urgent de trouver un moyen de protéger les droits de ces réfugiés internes qui ont été négligés jusqu'à présent par la plupart des organisations internationales et régionales humanitaires[174]. La réforme juridique clef qui sera introduite par un texte afro-arabe réside dans l'inclusion de la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays dans ce document comme le recommande le Prince Hassan BEN TALAL:

> "The key reform lies in the basic rationale behind giving international protection to the displaced"[175]

b Des distinctions conceptuelles à opérer et des protections spéciales à prévoir

Une Charte afro-arabe suppose non-seulement la redéfinition du concept de réfugié mais aussi de la notion des frontières dans la région afro-arabe. La difficulté de l'application du concept théorique des frontières modernes aux réalités de la région objet de cette recherche incite également à une refonte de la théorie afro-arabe de l'asile et à l'existence d'un organisme supra-national chargé des problèmes de migrations forcées dans la région. Ces frontières représentent dans la plupart des cas de simples tracés sur les cartes jamais respectés en réalité. Etant donné les structures encore tribales de la plupart des sociétés afro-arabes et la conception encore traditionnelle que ces sociétés se font des frontières, des stipulations favorables à l'application d'une politique de "porte ouverte" sous la supervision d'un organe supra-nationale aurait moins de problèmes à se réaliser.[176]. Le retour théorique au concept islamique des frontières et de liberté de mouvement, qui restent en partie applicables dans région afro-arabe, aura un grand impact sur l'acceptation des réfugiés et des demandeurs d'asile et l'intégration des réfugiés parmi leurs communautés hôtes[177].

Une charte afro-arabe sur l'asile devrait intégrer les principes traditionnels de l'asile et les nouveaux développements en droit international relatifs à la protection des personnes déplacées, mais sans sélection ni discrimination. Cet instrument devrait être capable de protéger les droits des personnes forcées de fuir pour rechercher 'une protection. Une distinction devrait être faite à cet égard entre les personnes qui sont forcées à se déplacer mais qui bénéficient d'une protection et celles qui manquent de protection.

Dans ce sens, les réfugiés seront distincts des personnes forcées à se déplacer à cause des catastrophes naturelles. Les personnes objets de la Charte seraient celles qui fuient à cause des actes provenant de l'Homme: guerres, persécutions, violations des droits de l'homme etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

173 Ibidem, p. 3.

174 Sur le manque d'intérêt accordé à ce problème au plan international et sur la rareté de textes et d'organes relatifs à leur protection et les propositions de sauvegarde de leurs droits, voir l'excellente étude de Robert Cône, Human Rights Protection for Internally Displaced Persons, Refugee Policy Group, Washington, June 1991.

175 HRH Crown Prince el Hassan bin Talal of Jordan, Joyce Pearce Memorial Lecture, op. cit. p. 43.

176 Sur le rôle des frontières dans les sociétés tribales, notamment la société arabe, voir article Anouar Majid Ishqi, (en Arabe) "Les conflits frontaliers entre la politique et le droit', journal Asharq Al-Awsat, du 7/6/1993, p.12; voir aussi le dossier préparé par Ishraf Hassan Abou Talib, (en Arabe) "Les frontières régionales arabes: problèmes théoriques et pratiques", in Revue Assiyaasa Addawliya, No. 112, Avril 1993, pp.45-64.

177 Sur le concept islamique des frontières, voir Amani Aberrahman Saleh, (en Arabe) "Les frontières dans la conception musulmane", in Assiyasa Addawliya, No. 112, d'avril 1993, pp.54-64.

Les premiers auront besoin surtout d'une assistance, les deuxièmes nécessitent l'assistance mais surtout de protection. Il faut distinguer également entre les réfugiés des violations des droits de l'homme et les réfugiés criminels qui fuient et qui devraient être jugés pour leurs actes quelque soit sa motivation. L'adoption du concept musulman du réfugié convient plus dans ce contexte: tout crime reste un crime (politique ou non-politique) et devrait être puni d'une façon juste. Seulement, dans la sanction du fugitif, il faut tenir compte des causes du crime et des conditions du criminel et appliquer les normes internationales des droits de l'homme[178].

D'un autre côté le seul critère qui devrait être pris en considération pour accorder la protection c'est l'absence de garanties des droits de l'homme, y compris la sauvegarde des intérêts économiques[179].

Les personne devrait mériter la protection accordée, dans le sens que cette protection devrait être refusée à ceux qui eux-mêmes violent les standards minimum des droits de l'homme. Les anciens dictateurs déchus qui ont pour la plupart trouvé l'asile sans problème devraient être privés d'asile normalement. La Charte devrait donc inclure des clauses d'exclusion de ce genre de réfugiés.

Une distinction parait nécessaire à faire également lors de la rédaction des clauses de la Charte, entre les personnes forcées de fuir à cause des violations des droits de l'homme en général et celles qui fuient la persécution politique en particulier. Une attention spéciale et un statut particulier devrait être accordés à cette catégorie. La protection contre leur refoulement ou leur remise à leur pays d'origine. Le développement de la démocratie dans la région, qui est devenue une nécessité présente verra cette catégorie de réfugiés disparaître surement. En attendant, leur protection devait être supervisée directement par l'organe de la mise en vigueur de la Charte.

Une attention spéciale devrait être accordée également dans la Charte à certains réfugiés dans des situations spéciales actuellement tels les Palestiniens ou les Somaliens.

Aussi, comme dans les instruments d'avant 1951, des clauses spéciales devraient être réservées à la situation particulière de certains réfugiés, notamment des femmes et des enfants réfugiés. Des clauses doivent être consacrées à la protection particulière dont ils doivent bénéficier.

B Une charte garantissant une véritable protection de l'individu

Les objectifs d'un droit d'asile spécifique dans la région afro-arabe seraient de deux sortes: réintroduire l'individu comme un sujet de droit et humaniser encore plus ce droit.

a L'individu: au centre de toutes les stipulations relatives au droit d'asile

L'apport essentiel d'un instrument afro-arabe sur la migration inspiré du droit traditionnel devrait être à notre avis de réintroduire l'individu comme un acteur dans la politique relative à l'asile, juste comme le témoigne les coutumes afro-arabes, le préconise le droit traditionnel (le droit islamique notamment) et le prévoit les droits de l'homme. Il faudrait placer l'individu au

---

178 En décidant l'extradition du réfugié algérien Layada vers l'Algérie, après un avis favorable de la Cour suprême marocaine No.6008 en date du 14 juillet 1993, le gouvernement marocain semble avoir appliqué dans ce cas le droit traditionnel de l'asile qui ne fait pas de différence entre les criminels selon la raison de leur crime. Mais le Maroc est lié par la Convention de Genève qui interdit dans son article 33 le renvoi d'un réfugié vers un pays où il craint la persécution. Aussi, plusieurs conventions d'extraditions signées par les Maroc interdisent l'extradition des réfugiés pour un crime politique. Layada reste malgré tout un réfugié politique au sens de la Convention de Genève; Voir sur cette extradition, le Journal marocain Libération, 1/10/1993, p.1.

179 Sur ce point, voir James Hathaway, intervention au Séminaire "Refugees or Economic Migrants? An International Seminar on Forced Migration, Worcester College, Oxford, 7-8 décembre 1991, organisé par le Refugee Studies Programme de l'Université d'Oxford.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

centre des préoccupations nationales et internationales, comme le dit le Prince Hassan BEN TALAL:

> "It is my belief that the issue of mass population movements needs to be taken beyond the sphere of immigration control, or political exigency, and grounded solidarity of human rights, as articulated in the Universal Declaration. That vital document places the individual firmly at the centre of all endeavour, a perspective for which I have long argued. refugees, in the widest sense of the word, can be no exception"[180].

Il faut tout d'abord instituer un droit inconditionnel d'entrée à tous ceux qui sont forcés de fuir et qui sont dans le besoin d'une protection. Le statut qui devrait leur être réservé serait étudié à la suite de leur entrée, juste comme il est prévu dans le Coran. Toutes les frontières de la région afro-arabe devrait rester ouvertes aux migrants involontaires, sans aucune limitation. Pour ceux qui cherchent refuge à l'intérieur, rien ne devrait les empêcher de s'installer parmi les autres citoyens, en attendant leur retour dans leur région d'origine. les stipulations doivent être très claires sur cette question.

L'obligation pour les Etats de recevoir les demandeurs d'asile pose certes un problème pour la souveraineté des Etats afro-arabe. Elle pose un autre problème: est ce que les Etats sont obligés de recevoir les personnes qu'ils ont poussé à l'exil? Peuvent-ils leur interdire l'entrée du pays s'ils décident de revenir dans leur pays d'origine?

Les clauses d'une Charte afro-arabe devraient être conformes aux normes internationales relatives au rapatriement volontaire. L'Etat d'asile et l'Etat d'origine doivent suivre les règles des Nations Unies pour toute opération de rapatriement. Ceux qui choisissent de retourner chez eux doivent pouvoir le faire avec des garanties internationales. Une aide financière devrait être prévue pour leur permettre de se réintégrer dans leur pays .

De plus, des clauses devraient être consacrées spécialement au problème de l'expulsion massive des populations (quelques fois appelée aussi rapatriement forcé) qui amplifie encore plus le phénomène de la migration forcée. C'est un sujet qui n'a pas reçu une attention particulière jusqu'à présent, comme l'a bien dit le Président de l'Institut du droit humanitaire dans son ouverture du travail du groupe de travail sur l'expulsion massive en 1983[181].

L'expulsion et le transfert des populations est un sujet très controversé et ambigu en droit international[182]. D'une part, les Etats ne sont autorisés par aucun document international à expulser ou transférer des personnes contre leur grès et les individus ont un droit ambigu à retourner dans leur pays de nationalité (art.13.2, DUDH). Mais en fait, les Etats ont un droit implicite d'expulser un national vers son pays. Ce droit est inhérent au concept de souveraineté. Mais le concept de souveraineté n'exclut pas que les Etats doivent se conformer à leurs engagements internationaux et aux coutumes humanitaires.

Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies avait décidé que le concept d'expulsion signifie toutes formes d'interdiction de séjour (*removal*, en Anglais) et peut inclure des cas où le droit d'entrer d'un non-citoyen à un pays est en jeu[183]. Le Comité recommande d'interdire toute expulsion ou transfert de personnes d'un Etat à un autre.

L'expulsion devrait donc être interdite. Dans le cas où elle a été pratiquée, il faut garantir un recours juridictionnel contre les décisions d'expulsion et assurer une indemnité pour les personnes expulsées injustement ou sans garantie judiciaire.

---

180 HRH Crown Prince el Hassan bin Talal of Jordan, Joyce Pearce Memorial Lecture, op. cit., p. 43.

181 Cf. International Institute of Humanitarian Law, Report, Working Group on Mass expulsion, San Remo, 16-18 April 1983, San Remo, Italie.

182 Cf. Tom Clark, Human Rights and Expulsion: Giving Content to the concept of Asylum, IJRL, Vol. 4 No. 2, p. 195.

183 Cf. Tom Clark, Human rights and Expulsion, op.cit. p. 194.

COLLECTIF FABRIQUE

Une Charte afro-arabe sur l'asile devrait garantir les droits des réfugiés, mais ces derniers doivent également avoir des devoirs envers leur communautés hôte. Comme pour les nationaux, les réfugiés doivent respecter les lois de la communauté, de la région et du pays qui leur ont accordé l'asile et contribuer librement à leur développement économique, social et culturel.

Aussi, les droits et les devoirs consacrés par la Charte devraient être généraux. Il ne faut plus compartimenter les droits selon les définitions mais intégrer tous les déplacées involontairement avec des différents dégrés de protection et d'assistance. Le principe de la non-discrimination devrait être réaffirmé dans la Charte afro-arabe: non-discrimination entre les réfugiés tels que définis dans cet instrument et entre les réfugiés et les nationaux, du moins pour les droits fondamentaux: droits d'ester en justice, à l'éducation, à la liberté de mouvement etc...

Toutes les relations entre les réfugiés et ceux qui leurs ont accordé la protection devraient obéir au principe de la tolérance et au respect de la dignité humaine. Les conventions internationales et régionales en matière des droits de l'homme, ainsi que tous les projets d'intruments juridiques dans la région devraient guider tous les droits et devoirs qui seront proclamés dans la charte afro-arabe.

b Un droit humanisé

Humaniser le droit, c'est lui permettre de protéger la personne humaine comme il est prévu dans les instruments généraux des droits de l'homme, de faire une référence spéciale à tous ces documents et d'ajouter ceux qui ont trait aux actions humanitaire internationales. L'une des actions qui nous semble nécessaire de prendre en compte est celle de la Croix Rouge internationale, l'une des organisations internationales considérée parmi les plus efficaces et les plus indépendantes actuellement.

La Croix Rouge Internationale a été en fait associée à la protection et l'assistance des réfugiés et personnes déplacées pendant longtemps. En principe, l'action du Comité International de la Croix Rouge est restreinte aux actions durant les conflits armés; alors que l'action de la Ligue et des sociétés nationales sont permanentes et incluent toutes les actions humanitaires, y compris l'aide aux réfugiés des catastrophes naturelles[184].

A la différence de la Convention de Genève de 1951, le Droit humanitaire tel que contenu dans les quatres Conventions de Genève et des deux Protocoles additionnels de 1977 ne conditionne pas la protection des réfugiés de définition juridique de leur statut[185]. Que la personne déplacée était forcée de fuir pour une persécution personnelle contre lui ou les membres de sa famille ou qu'elle ait fui la guerre ou un désordre, cette personne est protégée non selon la raison de sa fuite, mais en tant que personne humaine fuyant des hostilités sans tenir compte du fait que le conflit soit interne ou international[186]. La personne n'est pas obligée de quitter les frontières internationales pour avoir droit à l'assistance et à la protection de la Croix Rouge Internationale.

Toutes les stipulations relatives à la protection des personnes civiles durant les conflits armées s'appliquent par conséquent aux réfugiés se trouvant dans les pays du conflit ou ceux

---

184 Pour une étude détaillée de l'action de la Croix Rouge internationale en matière de réfugiés et de personnes déplacées, voir International Committee of the Red Cross, The International Red Cross and Refugees, Document préparée pour la 25ème Conférence internationale de la Croix Rouge, Genève, juillet 1986; les différents documents du CICR sur les personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays; voir aussi le Numéro spécial du Bulletin of Human rights du Centre des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, 91/1, Human Rights and Humanitarian Law & Human rights and Refugee Law.

185 Le but du droit humanitaire est de prévoir ou du moins de limiter les conséquences des conflits armés sur la population civile.

186 Voir pour plus de développements : Frédéric Maurice and Jean de Couten, ICRC Activities for Refugees and Displaced Civilians: Humanitarian Policy and Operational Activities, International Review of the Red Cross, January-February 1991, pp. 9-19.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

résultant de ces conflits; notamment l'interdiction de les attaquer ou de les utiliser pour gagner la guerre. Plusieurs des règles du droit humanitaire s'appliquent aussi bien aux réfugiés au sens international moderne qu'au sens traditionnel, c'est à dire aux migrants involontaires ou forcés de fuir[187].

Un document afro-arabe sur la migration forcée devrait aussi tracer les lignes d'une coopération inter-régionale en matière de migration forcée et une solidarité entre tous les peuples de la région. Les clauses de la Charte devrait faire de l'assistance aux personnes et aux peuples en danger de déracinement un devoir de tous les neuf Etats afro-arabes, selon leur possibilités. L'action marocaine en Somalie devrait être prise comme exemple. Elle devrait cependant être améliorée et mieux humanisée en la démilitarisant et en la séparant de la pression des puissances occidentales.

Face à l'échec de l'opération "restore hope" en Somalie, il faut avoir une opération " restore morality and humanitarism", une sorte "opération l'orage moral" et réintroduire la morale et les valeurs humanitaires aussi bien africaines, arabes qu'islamiques, chrétiennes ou tout simplement humanitaires dans la région.

Mais quelque soit le degré de la protection accordée par les règles stipulées dans la Charte afro-arabe sur l'asile, ces règles n'auront aucun effet à l'intérieur des Etats afro-arabes, si ces derniers ne les intègrent pas dans leur droit interne. C'est pourquoi il s'avère nécessaire de prévoir une clause spéciale qui rend la Charte applicable automatiquement en tant que loi interne, une fois acceptée par les Etats concernés. Pour assurer une application effective des stipulations de la Charte et le contrôle de leur application effective, sa mise en vigueur sera confiée à un organe indépendant et neutre.

II Les mécanismes de la mise en vigueur d'une Charte afro-arabe sur l'asile

Toute déclaration d'un droit nécessite une application effective pour pouvoir réaliser son objectif. Mais très souvent en matière de droits de l'homme les droits restent au niveau déclaratoire et sont rarement exécutoires. Pour qu'une Charte afro-arabe sur l'asile soit réellement applicable, elle nécessite une mise en vigueur rigoureuse par un organe qui associe aussi bien les compétences publiques que privées de la région. Cette organe doit cependant être nécessairement indépendant pour être en mesure de conduire à bien sa mission de protection des réfugiés.

Les nombreuses institutions auxquelles les neuf Etats afro-arabes sont affiliés et l'existence de nombreuses ONG de droits de l'homme vont permettre à l'organe institué par la Charte d'organiser des collaborations fonctionnelles aussi bien aux niveaux nationaux, régionaux qu'internationaux.

A L'institution d'un organe mixte et indépendant

La majorité des institutions gouvernementales créées pour sauvegarder les droits de l'homme ont abouti à un échec, leur fonction principale était de protéger les Etats plutôt que les individus. Le système européen de la protection des droits de l'homme représentait une exception jusqu'à très récemment. Il est actuellement en train de subir aussi (du moins en matière d'asile) l'influence des nouvelles politiques gouvernementales restrictives.

Un instrument international ne pourra être effectif s'il n'est pas contrôlé et son action ne pourrait aboutir si elle n'est pas supervisée par un organe qui a le pouvoir de mettre en vigueur stipulations et de sanctionner leur violation.

Cet organisme pourrait être une cour, un comité de sages, une commission ou tout autre institution. Seulement, cet organe devrait jouir d'une indépendance relative vis à vis des Etats

187 Voir Ibidem, p.13.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

afro-arabes. Il pourrait être composé de représentants des autorités gouvernementales ou administratives des neuf pays afro-arabes, de personnalités religieuses indépendantes, de délégués des différentes organisations des droits de l'homme existantes, de représentants d'associations culturelles, politiques, sociales, etc...

L'organe devrait inclure nécessairement des représentants des réfugiés au sens de la Charte. Ils doivent, dans tous les cas, êtres associés à la réflexion sur les problèmes qui les concernent. L'organe pourra également inclure des membres d'organisations internationales ou régionales connus pour leur expertise dans le domaine de la migration forcée et les règles et pratiques traditionnelles et modernes dans le domaine de l'asile.

Pour qu'un système de protection ou d'assistance puisse remplir réellement sa mission humanitaire, il faut nécessairement qu'il soit doté d'un minimum d'indépendance et de neutralité. Au plan international, le meilleur exemple d'un tel organe est la Croix Rouge internationale ou les ONG internationales telles qu'Amnesty International. Aux plan régional et national les organisations gouvernementales pourront être surement utilisées pour réaliser la mise en application de certaines des clauses de la Charte. L'organe doit être en mesure de contrôler les politiques gouvernementales et a besoin pour cette raison de prendre de l'écart par rapport aux Etats, sans pour autant être opposé à eux.

Le rôle principal de l'organe institué consisterait à étudier les cas de migration forcée dans la région, à apporter son aide aux personnes dans le besoin d'une protection ou une assistance et à étudier les propositions de solutions en accord avec les personnes concernées. Aux niveaux nationaux, les ONG, les organisations politiques, économiques, religieuses, sociales, culturelles et professionnelles peuvent participer à l'action de l'organe institué, sans pour autant l'orienter.

Des commissions affiliées à l'organe afro-arabe seront constituées au niveau de chaque Etat membre. Leur rôle serait de conseiller les autorités gouvernementales en matière de migration forcée, de participer avec elles à l'étude des cas de migrations forcées, la prise des décisions le concernant et à la recherche des solutions à adopter en la matière. L'organe serait associé à toute décision sur les deux cas de réfugiés: les réfugiés à statut général et ceux à statut spécial.

L'organe institué se réunie à l'échelle régionale pour tracer les politiques de la région dans le domaine et édicter les sanctions contre tout manquement aux stipulations de la charte par les Etats, des individus ou des groupes d'individus. Ces sanctions contre le non-respect des clauses de la Charte représentent un point très important et novateur de la Charte à l'exemple du droit traditionnel. Pour mettre en application des sanctions édictées, l'organe doit être en mesure d'utiliser les organes exécutifs des Etats membres et les associer à la mission du respect de l'asile accordé. L'organe qui exécute la sanction différera selon les cas d'infraction. Il n'est pas nécessaire de désigner à l'avance un organe pour la mise en vigueur des décisions de la Commission. Pour le Prince Hassan BEN TALAL:

> "in practical terms, instead of assigning names and misnomers, proper international responsibility should be assigned for each situation"[188].

L'organe constitué devrait également être en mesure de résoudre les causes des déplacements, et doit être capable de réagir d'une manière urgente et humanitaire à toute migration forcée dans le contexte sous-régional et en accord avec les institutions humanitaires aussi bien internationales, régionales que sous-régionales ou supra-régionales.

Le financement d'un tel organe devrait provenir de fonds internationaux, de contributions volontaires et des dons. Une institution comme le Conseil de la *Zakat* qui existe au Soudan pourrait être prise pour modèle pour attirer le financement des activités de l'organe institué. Le travail volontaires devrait constituer une des bases des fonctions de cet organe.

---

188 Cf. HRH Crown Prince el Hassan bin Talal of Jordan, Joyce Pearce Memorial Lecture, op. cit., p.43.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

B Un cadre institutionnel favorable à l'action dans le domaine de l'asile

Un système de protection de l'asile et des réfugiés dans les pays afro-arabes n'aura pas, du point de vue institutionnel, beaucoup de problèmes à s'implanter. Les Etats de cette région participent déjà à un grand nombre d'institutions et d'organisations et possèdent de l'expérience dans ce domaine. Il existe ainsi un cadre institutionnel favorable à un système afro-arabe de la protection des migrants involontaires. Le rôle des ONG pour la réussite d'un tel système reste un rôle primordial.

a Une collaboration institutionnelle possible

Il existe un certain cadre ou "background institutionnel" favorable pour la création d'un organe chargé de la mise en vigueur les clauses de la Charte. Un sentiment d'unité et d'appartenance aux systèmes aussi bien internationaux que régionaux des droits de l'homme. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Comité des droits de l'homme, les différents Comités spéciaux institués par les conventions spécifiques de droits de l'homme, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que la Commission des droits de l'homme de la Ligue des Etats arabes présentent tous un bon cadre de travail et de collaboration pour la Commission ou la Cour à instituer. Les experts de l'organe institué par la Charte afro-arabe sur l'asile peuvent provenir ou être proposés par tous ces différents organes.

Il existe également un "background social" favorable à l'institution d'un tel système, un sentiments de solidarité avec les personnes en détresse règne partout dans la région. Il y a aussi un "background politique", les Etats sont déjà soumis au contrôle de plusieurs organisations internationales et régionales et seraient moins opposés à un contrôle supplémentaire. Il y a finalement un "background associatif", plusieurs organisations gouvernementales et ONG spécialisées dans les droits de l'homme ou la défense de certaines catégories sociales existent dans la région, à la différence du reste de l'Afrique ou du monde arabe.

Dans le cadre de ses fonctions de protection et de promotion des droits des réfugiés au sens de la Charte afro-arabe, la Commission instituée devrait prendre en considération aussi bien les actions des organisations internationales et régionales et collaborer avec eux. Une collaboration très étroite devrait être instituée avec l'OUA, la Ligue des Etats Arabes, l'OCI, ainsi qu'avec tous les organes régionaux et internationaux ayant un intérêt pour la migration forcée.

C'est ainsi qu'au niveau international, il faut prendre en considération le travail du HCR dans la région, ainsi que les actions des différentes organisations humanitaires[189]. L'Organisation Internationale de la Migration (OIM) présente un exemple à suivre par l'organe afro-arabe sur l'asile dans toute action future[190]. Les personnes que l'OIM aide ne sont pas toutes des migrants ou des travailleurs, "beaucoup d'entre elles sont des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur"[191]. Le travail de l'agence des Nations Unies pour l'assistance aux Palestiniens (UNRWA) devrait être

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

189 Au niveau international, l'action des 51 pays islamiques en faveur de la protection des migrants forcés s'est concrétisée récemment par la proposition d'un projet d'une résolution relatif à la souveraineté de la Bosnie, de la fermeture des camps de détention et de la création d'un tribunal pour crimes de guerre qui fut exhorté à l'ONU par sept pays membres de l'OCI: l'Egypte, l'Iran, La Malaisie, le Pakistan, l'Arabie Saoudite et la Turquie; cf. Journal le Matin du Sahara et du Maghreb du 28/4/93, p.7: "L'OCI prône le respect de la Souveraineté bosniaque".

190 Sur l'Organisation internationale de la Migration, son origine et évolution, voir Richard Perruchoud, From Intergovernmental to the International Organization for Migration, IJRL, Vol.1, No.4, 1989, pp.501-516.

191 Cf. Richard Perruchoud, Persons Falling under the Mandate of the International Organization for Migration (IOM) and to Whom the Organization may Provide Migration Services, IJRL, Vol.4, No.2, 1992, p.214.

également pris en compte dans tout système afro-arabe pour l'assistance aux réfugiés dans la région.

Mais c'est au niveau des ONG que l'organe afro-arabe doit intensifier son action

b L'action des ONG: la pierre angulaire de toute activité de l'organe afro-arabe sur l'asile et la migration forcée

L'activité de l'organe afro-arabe sur la migration forcée dépendra sans doute de sa collaboration avec toute organisation oeuvrant dans le domaine de la migration, mais elle dépendra surtout du type de relations que cet organe a avec les ONG s'intéressant à l'asile. De cette relation dépendra tout l'avenir d'un tel organe.

Les obligations des Etats en matière des droits de l'homme sont "tout à la fois bien connues et trop souvent négligées" et ont besoin d'être contrôlées par les ONG[192]. Pierre-Marie DUPUY qualifie les ONG de "sujet actif" du Droit International[193].

Les ONG font participer les individus à la prise des décisions, elles font appel à l'Homme et l'introduisent comme acteur en Droit International. Cet appel est devenu nécessaire actuellement dans le domaine de la gestion des affaires de la migration forcée, comme nous l'avions exposé ci-dessus.

Les ONG associées aux activités de l'organe afro-arabe sur la migration forcée vont exercer plusieurs fonctions: faciliter en premier lieu les contrôles que celui-ci va exercer sur l'action des Etats, jouer le rôle d'informateur de l'organe grâce au statut d'observateur qui leur est reconnu et grâce aux nombreux liens qu'elles entretiennent à travers le monde[194].

Les ONG nationales et régionales existant dans la région devraient donc être associées de très près au travail de l'organe afro-arabe. Parmi les ONG arabes il faut mentionner l'Union des avocats arabes (UAA), l'une des plus prestigieuses et plus actives organisations arabes dans le domaine des droits de l'homme et de la migration qui a pu constitué des réseaux régionaux et internationaux. Parmi les objectifs de l'UAA: la restauration de la démocratie et la défense des droits de l'homme[195].

Une autre ONG arabe qui pourrait être associée au travail de l'organe sur l'asile est l'Organisation arabe des droits de l'homme qui publie constamment des études et fournit des informations valables sur les droits de l'homme des personnes réfugiées dans la région arabe en général[196].

Parmi les autres ONG humanitaires religieuses dont l'action pourrait beaucoup contribuer au succès d'un système afro-arabe sur la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile, on peut mentionner à titre d'exemple: l'Agence islamique pour le secours en Afrique,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

192 Voir Pierre-Marie Dupuy, "L'individu et le droit international: théorie des droits de l'homme et fondements du droit international", in Archives de Philosophie de Droit, Tome 32, Le Droit International Public, avec le concours du CNRS, Sirey, Paris, 1987, p.122. (pp.119-134).

193 Ibidem, p.128.

194 Sur le statut et les fonctions des ONG, voir M. Bettati et P.M. Dupuy, Les ONG et le droit international, Paris, Economica, 1986.

195 L'UAA a tenu son XVIIIème Congrès à Casablanca entre le 20 et le 23 mai 1993 sous le thème:"pour le recouvrement de la solidarité arabe et le renforcement de la démocratie, des droits de l'homme pour faire face aux dangers". Dans sa Conférence de presse à cette occasion, son Secrétaire Général, le soudanais Farouk Abou Issa avait déclaré le 24 avril 1993: que L'UAA compte actuellement 200.000 membres en rappelant que le monde arabe compte une population de 200 millions d'habitants; cf. le Journal Le Matin du Sahara et du Maghreb, 25/4/1993, p. 3.

196 Sur les ONG dans le monde arabe, voir Le magazine du HCR: Réfugiés de mai 1988.

L'Organisation internationale du secours islamique, Mounaddamat Addawa Al-islaamiya, Les Conseils des Eglises catholiques et protestantes etc[197].

Au niveau du continent africain, il existe plusieurs ONG. Cependant plusieurs parmi elles sont minées actuellement par des querelles internes ou par le pouvoir personnel, mais l'organe afro-arabe pourrait mettre à profit l'expérience de ces ONG en ayant une étroite collaboration avec certaines parmi elles[198].

Au niveau national, les pays afro-arabes font exception par rapport aussi bien aux pays arabes du Moyen Orient et du reste du continent africain en ayant des ONG nationales oeuvrant dans plusieurs domaines, notamment celui des droits de l'homme et de l'assistance aux réfugiés. Nous citons parmi elles, pour les droits de l'homme, la ligue africaine et arabe, la plus ancienne: La ligue tunisienne des droits de l'homme. Parmi l'une des ONG afro-arabes les plus efficaces dans l'aide aux réfugiés, il faut mentionner l'ONG soudanaise SUDANAID ou Sudan Council of Churches.

Toutes ces ONG seront d'un grand apport pour tout système afro-arabe de protection des réfugiés au sens de migrants involontaires.

Pour récapituler, on peut dire que le but principal de ce chapitre était de démontrer qu'il est devenu indispensable de réviser le droit d'asile existant pour le rendre plus humanitaire.

Le nouveau droit devrait tenir compte des pratiques généreuses dans le domaine et inclure le droit traditionnel. Cette révision est devenue nécessaire au niveau de toute la région afro-arabe, étant donné les nouvelles restrictions introduites dans les politiques d'asile de ces pays et vues les grandes lacunes de la protection des migrants involontaires dans la région.

Il est souhaitable qu'une telle révision se fasse par la promulgation d'une Charte afro-arabe sur l'asile. Cette Charte puiserait son fondement juridique dans les différents textes disponibles et notamment dans le dernier texte sur la question: la déclaration du Caire sur la protection des réfugiés et des personnes déplacées dans le Monde arabe de novembre 1992. Sur le plan institutionnel, l'organe chargé de la mise en vigueur de cette Charte aurait l'originalité d'être un organe semi-gouvernemental où à côté des Etats, les individus et les ONG joueront un grand rôle dans la prise des décisions relatives à l'octroi de l'asile et à la protection des personnes forcées à demander l'asile, que ces personnes aient quitté les frontières nationales ou non.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

197 Durant notre séjour, nous avions interviewé certains des représentants de ces ONG comme nous le mentionnons en annexe. Voir par exemple sur les activités de l'Agence islamique pour le secours en Afrique article du Journal Asharq Al-Awsat du 13/10/1989, p.8: (en Arabe) "L'histoire du succès de l'Agence islamique pour le secours en Afrique: un point de vue à l'occasion de la deuxième réunion de son Conseil d'administration".

198 Sur le problème des ONG en Afrique, voir Antoine Bishweka, Le malaise des ONG africaines, article paru dans le Journal marocain Libération du 3 juin 1993, p.8.

CONCLUSION GENERALE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Rester une terre d'asile pour les Etats afro-arabes dans leurs conditions difficiles actuelles, ne procède pas de l'évidence, ni d'un choix politique ou moral, mais devient un défi et une interrogation permanente. Aucune personne et aucune institution dans ces pays ne peut se soustraire maintenant à un certain nombre de questions fondamentales: faut-il recevoir tous les migrants involontaires conformément aux traditions et aux principes religieux de ces pays? à quelles conditions? à quels prix? jusqu'à où? comment? et pourquoi faire? Le débat reste ouvert.

Avec une théorie sur l'asile en tant que migration forcée, comme développée ci-dessus, nous allons voir nécessairement grandir le nombre des étrangers qui demanderont l'asile; mais ils ne le feront pas indûment, au détriment des persécutés politiques, afin de contourner l'interdiction de l'immigration. La catégorisation des migrants selon les causes de leur fuite rendrait plus faciles les solutions de leurs problèmes. Elle aiderait à distinguer les différentes causes de leur fuite, à rechercher les véritables responsables des déplacements forcés et agir en conséquence. En attendant, un refuge, même temporaire, devrait être assuré aux demandeurs d'asile.

Un droit d'asile qui combinerait les droits traditionnel et moderne appliqué dans les pays afro-arabes pourrait, d'abord, être transposable aux plans régionaux arabe, africain et islamique; puis ensuite inciter, peut-être, des développements juridiques similaires dans les continents américain, asiatique et européen. Il pourrait finalement inspirer une révision du droit international relatif à l'asile et aux réfugiés et influencer toute nouvelle action humanitaire internationale en faveur des réfugiés et des personnes déplacées. L'asile traditionnel humanitaire était bien un phénomène universel commun à la plus grande partie des sociétés humaines prémodernes, comme exposé au début de cette étude. Il a la possibilité de le redevenir aujourd'hui, alors que plusieurs développements internationaux révèlent une volonté de la part de la Communauté internationale de faire revivre le passé, de retourner à l'histoire.

La décennie 1990 s'annonce être une décennie turbulente partout pour les réfugiés et les personnes déplacées. Déjà de 1992 à 1993 leur nombre a augmenté de 3 millions réfugiés et de 1,5 millions personnes déplacées; ils sont présents dans plus de 120 pays[1]. Les diverses et nombreuses chutes des "centres" au profit des "périphéries" annoncent des développements plus complexes de la migration forcée. Les problèmes s'aggravent, les situations évoluent mais le droit reste figé, insistant sur une distinction de plus en plus sélective des candidats à l'asile. Les stipulations relatives à l'asile et concernant la migration forcée ne devraient pas être considérées comme des formulations complètes et définitives, elles devraient évoluer avec le temps et avec la nature et l'ampleur des migrations des populations. Pour le Professeur Gil LOESCHER, dans l'actuelle situation internationale et à cause de la multiplication des conflits armés, il est devenu très difficile de traiter du problème des réfugiés sans le lier à celui des personnes déplacées. Nous ajouterons: sans le lier au problème de la migration massive et des droits de l'homme en général [2].

Le respect du droit d'asile nécessite des textes protecteurs, il dépend surtout du degré de la connaissance et du type d'informations que nous avons de ce droit. L'accroissement des

---

1 Voir News from the U.S. Committee for Refugees, Publications de l'U.S. Committee for Refugees, Washington, Mai 1993.

2 Gil Loescher, "Mass Migration and the New International Order", in The Oxford International Review, The Journey: Movements of Migrants and Refugees, Vol. III, No.1, Winter Issue 1991, pp.4-8.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

problèmes des migrations dans le monde et le manque d'informations à leur égard est une constante de notre époque. On est conscient de la gravité des problèmes des déplacements, mais l'on préfère les ignorer ou leur trouver des solutions à court terme. La négligence du problème de la migration forcée dans la région de notre étude et la négation des droits des personnes forcées à se déplacer contribueraient sans aucun doute à une aggravation et une extension du problème dans la région. Les conséquences risquent d'être fâcheuses, sur toute la région en premier lieu, sur tout le continent africain, en second lieu, sur tout le monde arabe en troisième lieu et sur toute la communauté internationale en denier lieu.

Dans la plupart des cas, le droit existant, même avec toutes ses lacunes, est ignoré. Il devient, par conséquent, urgent et primordial de promouvoir les droits d'asile et des réfugiés, aussi bien le droit traditionnel que moderne. Ainsi, il est nécessaire actuellement d'organiser et de multiplier les rencontres, les débats et les cours spéciaux sur la question de la migration involontaire, du droit d'asile ou des réfugiés. Le Professeur PATRNOGIC, le Président de l'Institut international du droit humanitaire, a déjà préparé un guide pour l'enseignent du droit international des réfugiés[3].

Le droit d'asile et des réfugiés ne peut plus être dissocié des droits de l'homme. Toute question d'asile et de réfugiés ou d'exodes massifs est liée étroitement à une violation des droits de l'homme: des droits individuels ou collectifs; c'est pourquoi il est devenu inimaginable de faire des distinctions nettes entre ces deux droits. Le respect des droits de l'homme mettra automatiquement fin aux problèmes des migrations forcées. Il est devenu indispensable à notre époque d'agir en faveur de la garantie de toutes les trois générations des droits de l'homme: droits civils et politiques, droits économiques et sociaux et droits collectifs (droit à la paix, au développement, à un environnement saint); autrement, la majorité de la population mondiale deviendra réfugiée.

La Communauté internationale est consciente qu'il est devenu essentiel de faire le lien entre le respect des droits de l'homme et les mouvements forcés de populations[4]. Avec l'internationalisation actuelle des violations des droits de l'homme, l'avenir des droits humains des personnes forcées à se déplacer s'annonce obscur. Aujourd'hui, le problème des réfugiés (externes et internes) est plus grave et plus général que jamais auparavant. Il s'agit, partout, d'une revendication au statut ou du statut, c'est-à-dire, d'une volonté de la part des demandeurs d'asile de s'assurer un droit d'entrée dans les pays d'asile par l'obtention du statut de réfugié, mais aussi de l'aspiration des réfugiés statutaires ou ayant déjà bénéficié de l'asile à garantir leurs droits humains dans leur pays d'asile et leur droit de retour dans leur pays d'origine.

De notre temps, le besoin de sauvegarder les droits des déracinés du monde se fait sentir d'une manière pressante, aussi bien dans les pays du Sud que dans ceux du Nord où les droits des réfugiés, des migrants et des étrangers n'ont jamais été bafoués autant. Pour la première fois, depuis la seconde moitié du XXème siècle, les ONG humanitaires du Sud et du Nord se trouvent face aux mêmes violations des droits de l'homme dans les deux mondes. Elles sont obligées de coordonner leurs actions et associer leurs efforts pour la réalisation d'un même objectif dans les pays riches et pauvres: garantir la liberté de mouvement et assurer le respect des droits des personnes en mouvement.

Pour la première fois aussi, les deux parties du monde (développée et sous-développée) se retrouvent sur un pied d'égalité devant les violations des droits humains. Les violations des droits des déracinés dans le Nord sont même plus graves et la situation au Sud se trouve parfois meilleure qu'au Nord dans ce domaine. Le paradoxe actuel, c'est qu'une grande partie des Etats du Sud respectent mieux leurs obligations internationales relatives aux réfugiés que ceux du Nord. Les pays du Nord pourraient peut-être apprendre de certains pays du Sud les

---

3 Jovica Patrnogic, Promotion, dissemination and teaching of international Refugee Law: a guide, International Institute of Humanitarian Law, Collection of Publications - 7, Sanremo, 1988.

4 Voir 48ème session de la Commission des Droits de l'Homme Genève, 27janvier - 6 mars 1992, Les droits de l'homme et les exodes massifs (1992/63) in HCR, Centre de Documentation sur les Réfugiés (CDR), Refugee Abstracts, Vol. 11, Number 2, June 1992, pp. 96-102.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

attitudes et les politiques plus humanitaires envers les déracinés de la terre, au lieu de les influencer par leurs nouvelles politiques anti-droits de l'homme. Les Etats occidentaux pourraient collaborer avec les pays du Sud pour revaloriser les coutumes et les droits traditionnels qu'ils s'étaient empressés d'abolir chez eux d'abord puis chez les peuples d'outre mer ensuite.

Mais pour le Nord comme pour le Sud, il est essentiel que la question de l'asile devienne moins juridique et plus humanitaire, comme le conclue Poul Harting, l'ex-Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés:

> "Au-delà des définitions juridiques, on peut dire qu'un réfugié est une personne victime de l'intolérance, une personne forcée de rompre, parfois de façon abrupte, ses liens avec son passé et son environnement... de chercher en tout premier lieu un asile sûr, même temporaire. Par la suite, une fois à l'abri, ses ambitions et ses idéaux reprennent leurs droits et le réfugié songe à reconstruire sa vie au sein de la nouvelle société qui l'accueille. Mais, tout commence par l'asile, qui apparaît au réfugié comme la clef du futur" [5].

Les développements actuels annoncent une certaine victoire de l'individualisme et de l'humanisme et un retour aux religions, peut-être un retour à l'asile religieux abandonné. Mais le présent retour aux religions se fait souvent avec un objectif ou un intérêt politique, très rarement dans un souci humanitaire. Tout retour à la théorie traditionnelle de l'asile ne devrait pas, cependant, obéir à des motivations politiques ou avoir comme but de servir des intérêts spécifiques. Il est temps pour le droit d'asile de devenir un acte humanitaire et, pour la protection octroyée aux demandeurs d'asile de cesser d'être un acte politique et de reprendre son caractère social. En résumé, il est grand temps pour le droit d'asile de devenir un véritable droit de l'homme.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

5 Poul Harting, Haut Commissaire des Nations Unies, Allocution d'introduction, in France Terre d'Asile, Les problèmes actuels du droit d'asile, journée d'étude sous la présidence d'Edgard Pisani, Suppléent à "la Lettre d'information No. 49". 11 juin 1983, p. 11.

BIBLIOGRAPHIE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I OUVRAGES

ABDELMAJID Fawzi and RAMAGA Philip , Refugee Law with Particular Reference to the Sudan, the Sudanese Colourphoto Laboratories, Khartoum, 1988.

ABU AL-FADL Yussef (en Arabe, Moqqadima fi Taarikh Al-Maalik al-Islaamiya fi charq Assoudan) Introduction à l'histoire des mamaalik musulman dans l'Est du soudan: 1450 - 1861), Publication de l'Université de Khartoum, 1989.

ABU QURUN Yussuf, Les grandes tribus du Soudan: un aperçu sur leur vie et traditions, Imprimerie officielle de Khartoum, Khartoum, 1969.

ABU ZAYD Abdul Rahman Ahmed et autres, War Wounds: Development Costs of Conflict in Southern Sudan, The Panos Institute, London, Paris and Washington 1988.

ACHCHAIKH Fath Arrahaman Abd Allah, L'évolution des lois sur la nationalité au Soudan (Tataourou qawaniini al-jinsiyati fi Assoudaan), Dar Al-Jiil, Beirout, 1991.

AL-NAQAR Umar, The Pilgrimage Tradition in West Africa, Khartoum University Press, Khartoum, 1972.

AMRALLAH Borhan (en Arabe) (Haqqou al-loujou as-siyyasi: diraasatoun fi nadariyati haqqi al-maljaai fi al-qanouni ad-douwali), Le droit de l'asile politique: une étude de la théorie de l'asile en droit international Dar an-nahdaa al arabiya, Le Caire, 1983.

AN-NAIM Abdullahi Ahmed et DENG Francis M. (Editeur), Human Rights in Africa: Cross-Cultural Perspectives, The Brookings Institution, Washington D.C., 1990.

ARNAOUT Ghassan Maârouf, L'asile dans la tradition arabo-islamique, Publications du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Institut international de droit humanitaire.

AROU Mom K.N. & B. Yongo-Bure (Eds), North-South Relations in the Sudan since the Addis Ababa Agreement, Sudan Library Series (14), Institute of African & Asian Studies, University of Khartoum, 1988.

AYOUB G. , Peoples and Economics in the Sudan 1884-1956, Harvard University Center for population Studies, Cambrigde, Massachsetts, 1976 (Revised and Extended in 1991).

BALAMOAN G.A., Migration Policies in the Anglo-Egyptian Sudan 1884-1956, Havard University Centre for Population Studies, USA, 1979.

BASSIOUNI M.C. , M.S. Addaqqaq et A. Wazir, (en Arabe) Les droits de l'homme: une étude pratique du monde arabe (Houqouq al-insaan: Diraasatoun Tabiqiyatoun fi Al-aalam, Al-arabi), Dar Al-Ilm lil Malayin, Beyrouth, 1989.

BAU Ignatius, This Ground is Holy: the Church Sanctuary and Central American Refugees, Paulist Press, New York, 1985.

BELKZIZ Abdelouahab, La nationalité dans les pays arabes, Editons La Porte, Rabat, 1962.

BETTATI Mario. et DUPUY P.M. , Les ONG et le droit international, Paris, Economica, 1986.

BETTATI M. KOUCHNER et B. , Le devoir d'ingérence, Denoël, Paris 1987.

BETTATI M, L'asile politique en question, Presses Universitaires de France, Paris, 1985.

BLAUSTEIN Albert P. & FRANZ Gilbert H. (Eds) Constitutions of the World, Oceana Publications Inc, Dobbs Ferry, New York, 1991.

BROWNLIE Ian, Principles of Public International Law, Clarendon Press, Fourth Edition, Oxford, 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BULCHA Mekuria, Flight and Integration: Causes of Mass Exodus from Ethiopia and Problems of Integration in the Sudan, Publication du Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1988.

BURMAN Sandra B. & HARRELL-BOND Barbara (Ed), The Imposition of Law, Academic Press, New York, London, Toronto, Sydney, San Franscisco, 1979.

BUXTON J.C. , Chiefs and Strangers: a Study of Political Assimilation among the Mandari, The Clarendon Press, Oxford, 1963.

CARBONNIER Jean, Sociologie Juridique, PUF, Paris 1978.

CHAMPION Jeanne, Mémoires en exil, Editions Fayard, France, 1989.

CHAUMONT Charles, Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: méthodes d'analyse du droit international, ouvrage publié avec le concours du Centre National des Lettres, Editions A. Pédone, Paris 1984.

CHOURAGUI A. , La condition Juridique de l'Israélite marocain, Presse du Livre Français, Paris 1950.

CIMADE, INODEP, MINK, Afrique: terre de réfugiés que faire?, Editions l'Harmatan, Paris 1984.

CLUCKMAN Max (Editeur), Ideas and Procedures in African Customary Law, Oxford University Press, Oxford, 1969.

COTTERRELL Roger, The Sociology of Law: an Introduction, Butterworths, London, 1984.

COULSON N. J. , A History of Islamic Law, Edinburgh University Press, Edinbourgh, 1964.

DAYAK Mano, Touareg: la tragédie, Editions Jean Claude Lattes, France, 1991.

DENG Francis Mading, Dinka Cosmology, Ithaca Press London, 1980.

DIALLO Issa Ben Yacine, Les réfugiés en Afrique: de la conception à l'application d'un instrument juridique de protection, Association pour l'étude des problèmes mondiaux des réfugiés, Wilhelm Braumüller, Viennes, 1974.

DINH Nguyen Quoc, Droit International Public, LGDJ, Paris, 1975.

DOORNBOS Martin, Lionel Cliffe, Abdl Ghaffar M. Ahmed et John Markakis, Beyond Conflict in the Horn, Publication of the Hague Institute of Social Studies in association with James Currey, London, 1992.

DUPUY Mélanges R.J. , Pédone, Paris.

ECRE (Consultation Européenne sur les Réfugiés et les Exilés), Asile en Europe: guide à l'intention des associations de protection des réfugiés, France Terre d'Asile, Paris 1990.

EL HASSAN Abd Arrahman Ahmed, (en Arabe), Attouraat Acchaabi li qabilati Arrachaida (Le patrimoine culturel de la tribu des Rachaida, publications de l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques, août 1984.

ELIAS T. Olawale, The Nature of African Customary Law, Manchester University Press, Manchester, 1956.

EVANS-PRITCHARD E.E. , Parenté et mariage chez les Nuer, Traduit de l'Anglais par Monique Manin, Editions Payot, Paris 1973.

EZE Osita C. , Human Rights in Africa: Some Selected Problems, Macmilan, Lagos, Nigéria, 1984.

FADL HASSAN, (en Arabe, Diraasaat fi Tariihk Assoudan wa Ifriqia wa Bilaad Al-Arab) Etudes dans l'histoire du Soudan, de l'Afrique et de la terre arabe, Publication de l'Université de Khartoum, Khartoum, 1989.

FAGE J.D., A History of West Africa, Cambridge University Press, 1969.

FERRIS Elizabeth G. (Ed.), Refugees and World Politics, Praeger Publishers, New York, 1985.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

FRANKLIN John Hope, De l'esclave à la liberté: histoire des afro-américains, Traduction de Catherine Kieffer, Editions Carubéennes, New York, 1984.

GARDET Louis, La Cité musulmane, vie sociale et politique, Librairie philosophique, J Vrin, Paris, 1954.

GOODWIN-GILL :G. S., International Law and the Movement of Persons between States, Clarendon Presse, Oxford, 1978.

GOODWIN-GILL Guy S., The Refugee in International Law, Clarendon Press, Oxford 1983.

GORMAN Robert, Coping with Afric's Refugee Burden: A Time for Solution, Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht/Boston/Lancaster, 1987.

GRAHL-MADSEN, An International Convention on Territorail Asylum: Background, Discussion, Proposals, Norges Handelshoyskole, Norway, June 1976.

HAMIDULLAH Mohammed, Le Prophète de l'Islam, sa vie, son œuvre, Editions AEIF (Association des Etudaints Islamiques en France), Paris, 1989, Tome I et Tome II.

HARRELL-BOND Barbara, Imposing Aid: Emergency, Assistance to Refugees, Oxford University Press, Oxford, New York, 1986.

HIRSCH Emmanuel (éditeur), Islam et Droits de l'Homme, Librairie des Libertés, Paris, 1984.

HOBSBAWM Eric, Inventing Traditions, Cambridge University Press, Cambrige, New York, New Rochelle, Melbourne et Sydney, 1983.

HOLBORN Louise W, Refugee Problem of our Time, The Scarecrow Press inc. Metuchen, NJ, 1975.

HOWELL P.P., A Manual of Nuer Law: Being an account of Customary Law, its Evolution and Development in the Courts established by the Sudan Government, Oxford University Press, London.

IBN FUDI Uthman, Bayan Wujub Al-hijra ala L-ibad, Edited and translated by F. H. El Masri, Khartoum University Press, Khartoum, 1978.

INDEPENDENT COMMISSION ON INTERNATIONAL HUMANITARIAN ISSUES, REFUGEES: Dynamics of Displacement, A Report of the Independent Commission on International Humanitarian Issues, Zed Books Ltd, London, 1986.

JAEGER Gilbert, Les Nations Unies et les réfugiés, dans La reconnaissance de la qualité de réfugié et l'octroi de l'asile, Editions Bruylant, Editions de l'Université de Bruxelles, 1990.

JEUNE AFRIQUE, Les Africains, Editions Jeune Afrique, Paris 1978.

KHADDOURI Magid (en Arabe), Le droit international islamique: kitab Assiyar li Ashshaybani, Addar Al-mouttahida li Nnashr, Beyrout, 1985.

KHADDURI Majid, Modern Libya, The John Hopkins Press, Baltimore, 1963.

KIBREAB Gaim, African Refugees: Reflection on the African Refugee Problem, Africa World Press Publications, Trenton, New Jersey, 1985.

KNAPP Wilfrid, North West Africa: A Political and Economic Survey, Third Edition, Oxford University Press, London, New York et Toronto, 1977.

KOPYTOFF Igor (Ed), The African Frontier: The Reproduction of Traditional African societies, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, USA, 1986.

LACOSTE Yves (Ed), L'Etat du Maghreb, Editions Le Fennec, Casablanca, 1991.

LEWIS I. M. (Ed), Islam in Tropical Africa, Oxford University Press, 1966.

LIENHARDT Goderey, Divinity and Experience: The Religion of the Dinka, Clarendon Press, Oxford 1961.

LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME, La forteresse européenne et les réfugiés: actes des 1ères Assises européennes sur le droit d'asile, Lausanne, 15-17 février 1985, Editions d'en bas, Lausanne 1983.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LILLICH Richard B. , Humanitarian Intervention and the United Nations, Charlottesville, University Press of Virginia, U.S.A., 1973.

LOESCHER Gil and Laila Monahan (Eds), Refugees and International Relations, Oxford University Press, 1989.

MACEOIN Gary (Ed), Sanctuary: a Ressouce Guide for Understanding and Participating in the Central American Refugee Struggle, Harper and Row Publishers, San Francisco, 1985.

MAKEC John Wuol, African traditionnal Law: the customary Law of the Dinka People of Sudan in Comparison with Aspects of Western and Islamic Laws, Afroworld Publishing Co, London 1989.

MALEK Al Iman, Al Mouattée, commenté par Yahya Ibn Yahya Al-layth, Dar al-Anfaas, Beyrouth 1984.

MANSOUR Khalid, (en Arabe) Al-Fajr Al-Kaadib: Numeiri et la falsification de la Sharia, Dar Al-Hilal, Khartoum 1986.

MARTIN Susan Forbes, Refugee Women, Women & World Development Series, Zed Books Ltd, London New Jersey, 1990.

MINEAR Larry et autres, Humanitarianism Under Siege: A critical Review of Operation Lifeline Sudan, The Read Sea Press, incl, Washington, 1991.

MUNTARBHORN Vitit, The Status of Refugees in Asia, clarendon Press, Oxford, 1992.

NICHOLS Bruce and LOESCHER Gil Editors, The Moral Nation: Humanitarism and U.S. Foreign Policy Today, University of Notre Dame Press, Notre Dame, Indiana, 1989.

NOBEL Peter (Ed), Refugees and Developemnt in Africa, Scandinaian Institute of African Studies, Uppsala, 1987.

NOBEL Peter (Eds), African Refugees and the Law, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala (Suède), 1978.

NOIRIEL Gérard, La Tyrannie du national: le droit d'asile en Europe 1793-1993, Calmann-Lévy, Paris, 1991.

OFFICE DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES, Recueil de traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, Genève 1982.

DAVIES Julian , Displaced Peoples and Refugees Studies: A Ressource Guide, Hans Zell Publishers, London, Melbourne, Munich, New York, 1990.

PARFIT Tudor, Operation Moses: the Untold story of Exodus of the Felasha Jews from Ethiopia, Weidenfeld and Nicolson, London, 1985.

PLENDER Richard, International Migration Law, Law and Population Book Series, n° 2. A.W. Sijthoff, Leiben, The Netherlands, 1972.

PLENDER R. , Problèmes soulevés par certains aspects de la situation actuelle des réfugiés sous l'angle de la Convention européenne des Droits de l'Homme, Publications du Conseil de l'Europe, strasbourg, 1985.

PLENDER R. , The Present State of Research Carried out by the English-Speaking Section of the Centre for Stuties and Research, in Hague Academy of International Law, Centre for Studies and Research in International Law and International Relations, The Right of Asylum, Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht/Boston/London, 1989.

RAY Benjamin C., African Religions: Symbol, Ritual, and Community, Princeton University, Prentice-Hall Inc., New Jersey, 1986.

RODNEY Walter, How Europe underdevelopped Africa, Bogle l'ouverture publications, London, 1972.

ROGGE John (Ed), Refugees: A Third World Dilemma, Rowman & Littlefield Publishers, New Jersey, 1987.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ROGGE John R. , Too Many Too Long: Sudan's Twenty-Year Refugee Dilemma, Rowman and Allanheld Publishers, New Jersey, 1985.

SEFRIOUI Houcine, La condition des étrangers au Maroc, Dar Al Kitab, Casablanca, 1973.

SERJEANT R. B. , the Religions of the Middele East and North Africa: Islam, in The Middle East and North Africa, Europa Publications Limited, London, 1989.

SHACK William A. and SKINNER Elliot P. , Strangers in African Societies, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 1979.

SIMPSON J.H., The Refugee Problem: Report of a Survey, Oxford University Press, London, 1939.

SINHA S.P., Asylum and international Law, Martinus Nijhoff, La Haye 1971.

SOURDEL Dominique, Medieval Islam, PUF, Paris, 1979. Rouledge & Kegan Paul, London, Boston, Melbourne et Henley, 1983.

TABORI Paul, The Anatomy of Exile: A Semantic and Historical Study, Harrap, London, 1972.

TAOUFIK Abdel Aziz (en Arabe), Le droit pénal marocain (Al-Qanoun al-jinnai al-maghribi), Dar Attaqafa, Casablanca, 1982.

TIBERGHIEN Frédéric, La protection des réfugiés en France, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Economica, Paris 1984.

UNHCR, A Selected and Annoted Bibliography on Refugee Women, CDR, Genève 1985.

VAN GENNEP Arnold, Les rites du passage: étude systématique des rites, Paris, Librairie Critique Emile Nourry, 1909.

VASAK Karel (General Editor) The International Dimensions of Human Rights, Greenwood Press/UNESCO, Westport/Paris, 1982.

VERNANT Jacques, Les réfugiés dans l'après guerre, Editions du Rocher, Monaco, 1953.

ZARJEVSKI Yefime, Garder vivant l'espoir: l'assistance internationale aux réfugiés, L'âge d'homme, Lausanne, 1985.

ZOLBERG Aristide R. , Astri Suhrke, Sergio Aguayo, Escape From Violence, Oxford University Press, Oxford, 1989.

ZOLLER Elizabeth, Bilan de recherches de la section de la langue française du Centre d'Etudes de l'Académie de Droit International de la Haye, Centre d'Etudes et de Recherches de Droit international et de Relations Internationales, Le droit d'asile, Maritinus Nijhoff Pubishers, Dordrecht/Boston/London, 1990.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II ARTICLES DE REVUES

ABU MANQA (en Arabe), "Al-alaqaat As-soudaniya An-nigiriya fi Itaar Al-Mahdiya, Revue Diraasaat Ifriqiya, Université Internationale Africaine (Khartoum), No.8, décembre, 1991, pp.53-77.

ADELMAN Howard, "Humanitarian Intervention: The Case of the Kurds", IJRL, Vol.4, No.1, pp.4-38.

AGA KHAN Sadruddin, Le droit d'asile et l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Extrait de la Revue de la Commission Internationale de Juristes, Tome VIII, No. 2, décembre 1967, pp.3-10.

AL-ASHAAL Abdallah, (en arabe) "L'Egypte et le droit des réfugiés", Assiyaasa Ad-dawlya, janvier 1991, pp. 62-73.

ALEDO Luis-Antoine, "La perte du statut du réfugié en droit international public", R.G.D.P, Tome 95, 1991/2, pp. 373-4O3.

AMIN AL-FAWWAL Najwa, "L'effondrement de l'Etat en Somalie (Inhiarou ad-dawlati fi As-soumaal)", Revue Assyyaasa Ad-dawlya, Vol. 112, avril 1993, pp.8-25.

AN-NA'IM Abdullahi Ahmed, "Constitutionalism and Islamization the Sudan", Third World Legal Studies, 1988, pp.99-118.

ARBODELA Eduardo et HAY Ian, "The Convention Refugee Definition in the West", IJRL, Vol.5, No.1, 1993, pp.66-90.

ARBOLEDA, E., Refugee Definition in Africa and Latin America, IJRL, Vol. 3 No. 2, 1991, p. 194 et s.

ARNAUX André Jean, "Droit et Société: du constat à la construction d'un champs commun", in Droit et Société, No. 20/21, 1992, p. 19 et s.

BASHIR Bashir Ibrahim, (en Arabe), "L'origine omayyade au Soudan (Al-asl al-amawi fi bilaad as-soudan)" in Revue des études Africaines (Majallat Ad-diraasaat As-soudania), Publication de l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques de l'Université de Khartoum, No. 1, Vol.4, juin 1973, pp.138-147.

BERQUE Jacques, Problèmes initiaux de la Sociologie juridique en Afrique du Nord, in Stvdia Islamica, Vol.1, 1953, pp. 137-162.

BLAY Samuel K. N. and TSAMENYI Martin, "Reservaions and Declarations under the 1951 Convention and the Protocol relating to the Status of Refugees", in International Journal of Refugee Law (IJRL), Vol? 2 No. 4, 1990, pp.527-559.

BOUSQUET George. H. , "Pour l'étude des droits berbères: A propos de Georges Marcy, le droit coutumier Zemmour", Hespéris, 1952, Tome XXXIX, pp.501-513.

BROWN Kenneth, "The Curse of Westermarck", in Ethos, Vol. 47, III-IV, 1982, pp. 197-199.

CLARK Tom, "Human rights and Expulsion: Giving Content to the Concept of Asylum", IJRL, Vol. 4 No. 2, pp. 200 et s.

DUNDAS Charles, "Native Laws of Some Bantu Tribes of East Africa", the Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland, Vol. 51, january-june 1921, p. 237 et s.

ECRE. (European Consultation on Refugees and Exiles), "Opinion, Fair and Efficient Procedures for Determining Refugee Status" : A Proposal, in IJRL, vol.3 No.1, 1991, pp. 112-119.

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

EINARSEN T. , "The European Convention on Human Rights and the Notion of an Implied Right to De facto Asylum", International Journal of Refugee Law, Vol. 2, 1990, pp. 361-389.

ELMADAMAD Khadija, "Asylum in Morocco", Morocco: the Journal of the Society for Moroccan Studies, No. 2, 1992, pp. 29-34.

ELMADMAD Khadija, "An Arab Convention on Forced Migration: Desirability and Possibilities", in International Journal of Refugee Law (IJRL), Vol. 3, No. 3, Oxford University Press, 1991, pp. 474-476.

ELMADMAD Khadija, "Les droits de la femme dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples", in Afrique 2000: Revue africaine de politique internationale, Trimestriel No.14, Bruxelles,juillet-août-septembre 1993, pp.21-37.

ELMADMAD Khadija, "Les problèmes des réfugiés dans les pays d'asile", in Revue marocaine de droit et d'économie de développement, No.13, 1987, pp.193-204.

ESPIELL Hector Gros, Sonia Picado et Leo Valladares Lanza, Principles and Criteria for the Protection of and Assistance to the Central American Refugees, Returnees and Displaced Persons in Latin America, in IJRL, Vol. 2 No. 1, janvier 1990, p. 83 - 117.

EWAN Anderson, "Dar al-Muhajirin: Refugees in the Islamic World", Fourth International Conference, Bellagio, October 1987, in Journal of Refugee Studies, vol. 1, No. 1, Oxford, 1988, pp. 78-81.

FLUEHR-LOBBAN Carolyn, "Islamisation in the Sudan: A Critical Assessment", The Middle East Journal, Autumn 1990, Vol. 4, Number 4, pp. 610-623.

GARDAHI Choukri, "La conception et la pratique du droit international privé dans l'Islam", R.C.A.D.I., 1937, pp 507 et s.

GHALI Boutros Boutros, "Les Nations Unies et l'Afrique", in Afrique 2000: Revue africaine de politique internationale, Trimestriel No.14, Bruxelles,juillet-août-septembre 1993, pp.5-17.

GHERARI Habib, "Démarcation des frontières algériennes", in Revue de droit international et de sciences diplomatiques et politiques, Genève, juillet-septembre 1986, N°. 3, 64ème année, p. 162 et s.

Goodwin-Gill Guy S., "Safe Country? Says Who?", IJRL, Vol. 4 No. 2, 1993, pp.248-250.

GUELLAR Roberto, Diego Garcia-Sayan, Jorge Montano, Margarita Diegues, Leo Valladares Lanza, "Refugee and Related Developmnent in Latin America: The chalenges Ahead", International Journal of Refugee Law, Vol. 3, 1991 pp.482-498.

GUEST Iain, "The United Nations, the UNHCR, and Refugee Protection: A Non-Specialist Analysis", IJRL, Vol. 3, No. 3, 1991, pp.585-605.

HAILBRONNER Kay, "The Concept of Safe Country and Expeditious Asylum Procedures: A western European Perspective", IJRL, Vol.5, No.1, 1993, pp.31-65.

HARRELL-BONDBarbara, "The sociology of Involuntary Migration: An Introduction", in Current Sociology, La Sociologie Contemporaine, Vol. 36. No. 2, Bristol, Summer 1988, pp. 1-5.

HATHAWAY James C., "A Reconsideration of the Underlying Premise of Refugee Law", in Harvard International Law Journal, Vol 31, Number 1, Winter 1990, p. 134 et s.

HELTON Arthur C., "Opinion: The legality of Providding Humanitarian Assistance Without the Consent of the Sovereign", IJRL, Vol. 4 No. 3, pp.372-375.

HENRY Jean Robert, "Le changement juridique dans le monde arabe ou le droit comme enjeu culturel", in Droit et Société, No. 5, 1990, pp. 141-151.

HERNANDEZ Escobar, "Asylum and Refugee Status in Spain", IJRL, Vol. 4 No. 1, pp. 57-70.

JOHSON Anders B., "The International Protection of Women Refugees", in IJRL, Vol.1, Number 2, April 1989, pp.221-232.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

JOHSON B., "The International Protection of Women Refugees, in IJRL, Vol.1, Number 2, April 1989, pp.221-232.

KARADAWI Ahmed, "The Smuggling of the Ethiopian Falasha to Israel through Sudan", African Affairs: The Journal of the African Society, Vol. 90, No. 353, January 1991, (pp.23-49).

KING John, "Abdel-Kader and Morocco: The Inevitability of French Hegemony in the Maghreb", in Morocco, The Journal of the Society for Moroccan Studies, No.1, 1991, pp.21-28.

LOESCHER Gil, "Mass Migration and the New International Order", The Oxford International Review, The Journey: Movements of Migrants and Refugees, Vol. III, No.1, Winter Issue 1991, pp.4-8.

MANNER G., "The Object Theory of the Individual in Intenational Law", A.J.I.L., Vol. 46, 1952, pp. 428 et s.

MARCHESIN Philippe, "Le juge moderne et le droit musulman: le cas de la Mauritanie", in Afrique Contemporaine (spécial), 4th Quarter 1990, pp.261-266.

MARIE Jean-Bernard, "Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme: classifications et état des ratifications au 1er janvier 1992", in Revue Universelle des Droits de l'Homme (RUDH), Vol. 4, No.1-2, pp. 45-60.

MAURICE Frédéric and DE COUTEN Jean, "ICRC Activities for Refugees and Displaced Civilians: Humanitarian Policy and Operational Activities," International Review of the Red Cross, January-February 1991, pp. 9-19.

MIAILLE Michel, "La critique du droit", in Droit et Société, No. 20/21, 1992, pp. 73-87;

MORGENSTERN F., Extra-Territorial Asylum, B.Y.I.L., 1948, pp. 236-237.

MOUJAHID Houria, "Le problème des réfugiés en Afrique "(en Arabe), Assiyaasa ad-dawlya, janvier 1971.

MUJAHID Houria, (en Arabe) "L'Afrique et le problème des réfugiés" (Ifriqya wa mouchkilatou al(lajiin), in Revue Assiyaasa addawlya, No. 19 de janvier 1971,. (pp.103-113).

NELSON Holly, "Refugees in Somalia: Modern Crisis, Century Old Dispute", in Syracus Journal of International Law and Commerce, Syracus University College of Law, Vol. 12, No.3, Sring 1986, pp.552-571.

OGATA Sadako, "The New World Order and Asylum: Implications of Global Trends in Migration", in The Oxford International Review, Winter Issue, 1991, pp.1-3.

PASK E. Diane, "Unaccompagned Refugees and Displaced Children", IIJRL, Vol.1, No.2, April 1989, pp.199-220.

PERRUCHOUD Richard, "From Intergovernmental to the International Organization for Migration", IJRL, Vol.1, No.4, 1989, pp.501-516.

PERRUCHOUD Richard, "Persons Falling under the Mandate of the International Organization for Migration (IOM) and to Whom the Organization may Provide Migration Services", IJRL, Vol.4, No.2, 1992, pp.2O5-215.

Peterson W. A., "A General Theory of Migration", American Sociological Review 23, 1958, pp. 256-266.

RAESTAD A., "Le droit d'asile", R..D.I.L.C, Vol. 65., 1938, pp. 115-125.

ROUGIER A, "La théorie de l'intervention d'humanité", RGDIP, Tome 17, 1910, pp. 468-526.

RUFF Anne, "The Immigration (Carriers' Liability) Act 1987: its Implications for Refugees and Airlines", IJRL, Vol.1, No.4, 1989, pp. 489-500.

SALEH Amani Aberrahman, (en Arabe) "Les frontières dans la conception musulmane", Assiyasa Addawliya, No. 112, d'avril 1993, pp.54-64.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SAREHANE Fatna, "La loi applicable au statut personnel des réfugiés et des apatrides en droit international privé marocain", Revue Marocaine de Droit, N° 1, 1986, pp 21-28.

SARRAUTE R. et TAGER Paul, "Le nouveau statut international des réfugiés", Revue Critique de Droit International Privé, Vol. 42, 1953, pp. 245-87.

SKINNER E.P., "Strangers in West African Societies", dans Africa, Vol. 33, N°. 4, 1965, pp. 307-320.

SKRAN Claudena M. , "Profiles of the First Two High Commissionners", Journal of Refugee Studies, Vol. 1 No 3/4 1988, pp. 277-296.

TOZY Mohamed et MAHDI Mohamed, "Aspect du droit communautaire dans l'Atlas marocain", in Droit et Société, No.15, 1990, pp.203-209.

TÜRK Volker, "Refugees in the Third World: An Examination in the International Refugee Law Context," AWR (Association for the Study of the World Refugee Problem) Bulletin, Vol 29. (38), No.1/1991, p.13 et s.

WARBURG Gabriel R., "The Sharia in Sudan: Implementation and Repercussion", 1983-1989, The Middle East Journal, Autumn 1990, Vol.44, Number 4, pp. 624-637.

WEISS Paul, "The United Nations Déclaration on Territorial Asylum", The Canadian Yearbook of International Law, 1969, p. 92-149.

Young E., "The Development of the Law of Diplomatic Relations", British Year Book of International Law, 1964, pp. 146 et s.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III THESE, MEMOIRES ET COURS

AGA KHAN Sadruddin, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Legal Problems Relating to refugees and Displaced Persons, Cours à l' Académie de La Haye de Droit International, 4-6 août 1976, Doc HCR/155/6O/76.

AL-BASHIR Abd Al-Rahman Ahmed, Problems of Settlement of Immigrants and Refugees in Sudanese Society, Ph.D Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1978.

ALI, I.M., Role of Traditionnal Leadership in Displaced Settlements, Institute of Extra-Mural Studies, University of Khartoum, Thèse de 3ème Cycle (Diploma Dissertation), Khartoum, 1990.

BAHRAMY A., Le droit d'asile, Thèse de Doctorat, Paris, 1938.

BIN TALAL HRH Crown Prince el Hassan of Jordan, Joyce Pearce Memorial Lecture for 1992, in celebration of refugee studies Programme's tenth anniversary, Extracts from the wide-ranging and thought provoking speech delivered by his Royalty Highness, Refugee Participation Network (RPN) 14, January 1993, Oxford.

CASSIN Réné, "La déclaration universelle et la mise en oeuvre des droits de l'homme", Recueil de cours de l'Académie de droit international (RCADI), 1951, vol. II, pp. 239-367.

COSTA-LASCOUX Jaqueline, Les politiques migratoires à l'épreuve des faits, cours dispensé à L'institut International des Droits de l'Homme, Recueil des Cours, 23ème session d'enseignement, Strasbourg (France), 2-31 juillet 1992.

DREAWISH Mohammed Nadi Mohammed, Palestinian Sudanese Relations during Nimeiri Regime from 1969 to 1985, mémoire de Licence en Sciences Politiques, Université de Khartoum, Département de Science Politiques, 1991.

ELMADMAD Khadija, Le Maroc et la Grande-Bretagne de 1830 à 1956, Mémoire de DES, Université de Casablanca, juillet 1982.

KARADAWI Ahmed, Refugee Policy in the Sudan, Thèse Ph.D, St. Anthony's College, University of Oxford, Oxford, 1988.

KARIM Abdel M., Internal Migration in Sudan with reference to the displaced persons, Mémoire de Licence, School of Organiztional Management, Ahfad University, 1989.

MAHMASSANI S. The Principles of International Law in the Light of the Islamic Doctrine, Académie du droit international, Vol. 117, année 1966.

MARTIN Timbal-Duclaux de P., Le droit d'asile, Thèse, Paris, Recueil Sirey, 1939.

MEZZINE Larbi, Le Tafilalt: contribution à l'histoire du Maroc aux XVII^{e} et XVIII^{e} Siècles, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat, Séries Thèses 13, 1987, p. 336.

OUGUERGOUZ Fatsah, La charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Thèse de Doctorat No. 476, Institut des Hautes Etudes Internationales, Université de Genève, Genève 1991.

RAZIQ Abdel I.M., Sudan's Policy towards Refugees: Review and Critique, thèse de 3ème cycle (Diploma), Institute of extra-Mural Studies, University of Khartoum, 1989.

SHELTON Dinah, The Customary International Law of Human Rights, Cours donné à L'institut International des Droits de l'Homme, 26ème Session, 27 juin - 26 juillet 1993.

WALLON H., Du droit d'asile, Thèse Lettres, Paris 1837.

FONDS IRMA - BIBLIOTHÈQUE

IV DOCUMENTS, RAPPORTS ET INTERVENTIONS A DES SEMINAIRES ET CONFERENCES

ABDEL RAHIM Muddathir, "Asylum and Sanctuary in Islam", in Documents from the Khartoum Refugee Seminar, septembre 11 - 14, 1982, Khartoum University Press, Khartoum, pp. 3-10.

ABDUL-HAI Muhammad, Conflict and Identity: the Cultural poetics of Contemporary Sudanese Poetry, Institute of African and Asian Studies, University of Khartoum, African Semminar Series, No 26, Khartoum, 1976.

AFRICA WATCH Report, "Denying the Honor of Living: Sudan a Human Rights Disaster", March 199O.

AFRICA WATCH, Somalia, A Government at war with its Own People: Testimonies About the Killings and the Conflict in the North, Report, January 1990, Africa Watch Committee, New York, Washington et Londres 1990.

ATTOUM D. Abd Al-adiim Abd Allah, Commissaire délégué pour les personnes déplacées, (en Arabe) Planification et organisation de la promotion économique et sociale pour les personnes déplacées, intervention au 1er Congrès sur la promotion économique et sociale, Khartoum, Mars 1991.

BEDJAOUI Mohammed, Asylum in Africa, intervention à la Conférence d'Arusha de mai 1979, OUA, Pan African Conference, Ref/AR/CONF/B.D.1, pp. 13 et s.

BOUHOUCHE Ammar, "The Returne and Intergration of the Algerian Following the Independence of Algeria," Intervention au Suymposium on Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return of Refugees from one African Country to Another, organisé par L'institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Développement Social (UNRISD), Hararé, Zimbabwé, 12-14 mars 1991.

CARLIER Jean-Yves, "Harmonisation des politiques d'asile des pays d'Europe: les enjeux juridiques," intervention au Colloque Les réfugiés en France et en Europe: quarante ans d'application de la Convention de Genève de 1952-1951, organisé par l'OFPRA, Paris, 11-13 juin 1992.

Centre for Human Rights, Human Rights, Status of International Instruments, United Nations Publications, Genève 1987.

CHUKRI Muhammad Aziz, "L'Aman dans la Charia: fondement du statut juridique des étrangers," intervention présentée au troisième séminaire des experts arabes du droit des réfugiés, Amman (Jordanie), 2- 4 novembre, 1991.

COD (Commissionner Office for the Displaced), "L'impact économique et sociale du phénomène du déplacement au Soudan" (en Arabe: Al-aatharou al-iqtisaadiya wa al-ijtimaaya li an-nouzouhi fi As-soudan), intervention du COD à la Conférence sur la migration interne et le déplacement des populations au Soudan, organisée par le Centre des Etudes sur la Population, Université d'Al-Jazira, Waad Madani, 22-24 décembre 1990.

COHEN Roberta, Introducing Refugee Issues Into the United Nations Human Rights Agenda, RPG, Washington, January 1990.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, 48ème session Genève, 27janvier - 6 mars 1992, Les droits de l'homme et les exodes massifs (1992/63) in HCR, Centre de Documentation sur les Réfugiés (CDR), Refugee Abstracts, Vol. 11, Number 2, June 1992, pp. 96-102.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

COR (en Arabe), Ministère des Affaires des réfugiés, du secours et de l'aménagement du territoire, , Rapport de la Commission nationale sur la situation des réfugiés au Soudan, Khartoum, Ramadan 1408/mai 1988.

COR, Refugee Settlement Administration, Showak, Republic of Sudan, Showak Handbook: 1988/1989.

CRISP Jeff F., Voluntary Repatriation Programmes for African Refugees: A Critical Examination, Refugee Issues, Vol.1, No.2, Oxford/London, December 1984.

CULTURAL SURVIVAL (an NGO); Rapport, Jason W. Clay and Bonnie K. Holcomb, Politics and the Ethiopian Famine 1984-85, p.III.

EL FARRA Mohammed, (en Arabe) "L'asile et le droit des réfugiés dans le monde arabe", intervention au 4ème Séminaire des Experts arabes sur l'asile et les droits des réfugiés, Le Caire, 16-19 novembre 1992.

EL-SHAZALI Salah el-Dine Ibrahim, "Refugees and the Crisis in the Sudan", intervention à la Conférence régionale sur la Migration au Soudan, organisée par le Comité National de la Population, Khartoum, 1-5 mai 1991.

Forced Migration and National Sovereignty: Refugees, displaced and involuntary migrants, Conférence organisée par le Catholic Institute for International Relations, Church House Conference Centre, London, 19-20 juin 1992.

GOODWIN-GILL, "The Rights of Refugees and Stateless Persons: Problems of Stateless Persons and the Need for International Measures of Protection," intervention aux Congres mondial sur les droits de l'homme, New Delhi (Inde), 10-15 décembre 1990.

GREENFIELD Richard, Siad Sad Legacy, Africa Report, Vol.36, No.2, March-April 1991.

GREENFIELD Richard, "The Current Refugee Situation in North-East Africa: A Problem in Afro-Arab Relations," Symposium on Afro-Arab Relations in the Eighties, organisé par la Ligue des Etats Arabes, Le Caire 21-24 janvier 198O, Secrétariat Général, LE/LD/30, p.5.

H.C.R., Conclusions sur la protection internationale des réfugiés adoptées par le Comité exécutif du Programme du HRC, publiées par l'Office du HCR, Genève, 1990.

H.C.R., Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, septembre 1979.

HARTING Poul, Haut Commissaire des Nations Unies, Allocution d'introduction, in France Terre d'Asile, "Les problèmes actuels du droit d'asile", journée d'étude sous la présidence d'Edgard Pisani, Suppléent à "la Lettre d'information No. 49". 11 juin 1983.

HATHAWAY James, intervention au Séminaire "Refugees or Economic Migrants? An International Seminar on Forced Migration, Worcester College, Oxford, 7-8 décembre, 1991, organisé par le Refugee Studies Programme de l'Université d'Oxford.

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS, The International Red Cross and Refugees, Document préparée pour la 25ème Conférence internationale de la Croix Rouge, Genève, juillet 1986.

INTERNATIONAL INSTITUTE OF HUMANITARIAN LAW, 14th Round Table on current problems of International humanitarian law, Refugee day, San Remo, 12-16 Septembre 1989.

IRIRC (International Refugee Integration Ressource Centre), International Bibliography of Refugee Literature, Working Edition, Publication du HCR, Genève, janvier 1985.

JALAL AD-DINE Mohammad El Awad & AL-MOSTAFA Mohammad Yusuf Ahmad, (en arabe) La migration externe et la migration interne au Soudan, Publication du Conseil Nationale de la Recherché Scientifique, Conseil des Recherches Economiques et Sociales, Université de Khartoum, Khartoum, 1979.

JOHNSON Dougals H., "Increasing the Trauma of Return: An Assessment of the UN's Emergency Response to the Evacuation of the Sudanese Refugee Camps in Ethiopia,""

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1991, Symposium for the Horn of Africa on the Social and Economic aspects of Mass Voluntary Return Movements of Refugees, Addis Abéba, 15-17 September, 1992.

KADHAFI Moammar, Le livre vert, Edition de Septembre 1991.

KARADAWI Ahmed, "The Definition of a Refugee: Changing Concepts", in Documentation from Khartoum Refugee Seminar, September 11-14, Khartoum, Sudan, pp. 29-53.

KESSLER David and PARFITT Tudor, The Falashas: The Jews of Ethiopia, The Minority Rights Group Report No.67.

KIBREAB Gaim, "Prospects for Re-establishment of the Returning Eritrean Refugees", intervention au Symposium for the Horn Africa on the Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return Movements of Refugees, Addis-Abéba, 15-17 septembre, 1992.

KIBREAB Gaim, The State of the Art of Review of Refugee Studies in Africa, Uppsala Papers in Economic History, Research Report No. 26, Université d'Uppsala, Uppsala, 1991.

LEACH Melissa, Refugee-Host Relation in Local perspective: Food Security and Environment Implications of the Liberian Rural Communities of Sierra Leone, 1990-91, Preliminary Report to the Mac Arthur Project, IDC, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, Angleterre.

LEVEAU Remy, "Pourquoi n'y--t-il pas des demandes d'asile en provenance du Maghreb?" Intervention au Colloque "Les réfugiés en France et en Europe: quarante ans d'application de la convention de Genève, 1952-1992", organisé à l'initiative de l'OFPRA pour célébrer son quarantième anniversaire, Paris 11-13 juin 1992, Résumés des communications.

LYONS Gene M. and MASTANDUNO Michael, Beyond Westphalia? International Intervention, State, Sovereignty and the Future of International Society, Summary of a Conference held at Dartmouth College, Hanover, New Hampshire, May 18-20, 1992.

MEHDI Mustapha, Le rôle de la Ligue des Etats arabes dans la protection des réfugiés, communication présentée au séminaire sur "L'asile et le droit des réfugiés dans les pays arabes" organisé par l'Institut international du droit humanitaire, Tunis, 15-18 mai 1988.

MELANDER Goran, Refugees in Somalia, Research Report No. 56, Publication du Scandiavian Institute of African Studies, Uppsala, Suède, 1980.

MPONZI I.C., OUA Paper on the "Implementation of the OAU and UN Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees", intervention au séminaire sur "Implementation of the Organization of African Unity/United Nations Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees in Africa, Université d'Oxford, Queen Elizabeth House, Refugee Studies Programme, Angleterre, 14-28 septembre 1986.

NOBEL P. "Refugee Law in the Sudan", in COR, Documentation from Khartoum Refugee Seminar: September 11-14 1982, pp.54-84, University of Khartoum Press.

OPONDO Enoch O., "Refugee Repatriation in the Horn of Africa: A Contextual Overview of Some Socio-Economic, Legal and Administrative constraints"; intervention faite au 1992 Symposium for the Horn of Africa on Social and Economic Aspects of Mass Voluntary Return Movement of Refugees from one African country to another, Addis Abéba, 15-17 septembre 1992.

Organisation de l'Unité Africaine, 20 questions et réponses à usage du réfugié africain, Publications Artistic Printers, Addis-Abéba, 1982.

Organisation néerlandaise des recherches, L'avenir du droit coutumier en Afrique, Symposium-colloque, Amsterdam, 1955, Université de Leiden, leiden.

PATRNOGIC Jovica, Promotion, dissemination and teaching of international Refugee Law: a guide, International Institute of Humanitarian Law, Collection of Publications - 7, Sanremo, 1988.

RAMAGA Philip, "The limits of Refugee Protection in the Sudan", Refugee Issues, Vol.1, No.4, July 1985.

ODEP-FLSH BIBLIOTHEQUE

REFUGEE COUNCIL, The Bill: The Asylum and Immigration (Appeal) Bill, Refugee Council Factsheet, May 1993.

Spécial Issue, The 1991 Geneva Colloquium: The 1951 Convention relating to the Status of Refugees: Principles, Problems and Potential, IJRL, Vol. 3, Number 3, 1991.

TAKKENBERG Alex et TAHBAZ Christopher C., The Collected Travaux Préparatoires of the 1951 Geneva Convention Relating to the status of Refugees, Published by the Dutch Refugee Council under the auspices of the European Legal Network on Asylum, Amsterdam, 1988.

TUNRUNJI Mohammed Issa, Refugee Law in Somalia, intervention à la Conférence sur "Implementation of the OAU/UN Conventions and Domestic Legislation Concerning the Rights and Obligations of Refugees in Africa, Oxford, 14-28 septembre 1986.

U.S. COMMITTEE FOR REFUGEES, News from the U.S. Committee for Refugees, Publications de l'U.S. Committee for Refugees, Washington, Mai 1993.

U.S. Committee for Refugees, World Refugee Survey, Washington, 1992 et 1993.

WEISS P., The Draft United convention on Territorial Asylum, Reprinted from the British Year Book of International Law, 1979, by the UNHCR International Protection Division, HCR/IP/16.

WRIGHT Ralph, Somalie: l'horreur au quotidien, in Croix-Rouge Croissant-Rouge, magazine du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Supplément spécial, janvier-avril 1992.

ZOLLER Elizabeth, "Basic Principles of a Common European Policy on Asylum", intervention à la Conférence sur le droit comparé de l'asile et l'immigration en Europe organisée par l'Académie européenne de droit de Trèves, 12 - 13 mars 1992.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INDEX DES ABREVIATIONS

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AJIL	:	American Journal of International Law
AWR	:	Association for the Study ofthe World Refugee Problem (Bulletin of Wien)
BYIL	:	British Yearbook of International Law
BMRA	:	Bureau Marocain pour les Réfugiés et les Apatrides
BARA	:	Bureau Algérien pour les Réfugiés et les Apatrides
DAH	:	Département des affaires humanitaires de l'ONU
DUDH	:	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
CIARA I & II	:	Conférence Internationale sur l'Assistance aux réfugiés en Afrique
CICR	:	Comité International de la Croix Rouge
COD	:	Commissioner Office for the Displaced
COR	:	Commissioner Office for Refugees
CRO	:	Colonial Research Office
ECOSOC	:	Conseil Economique et Social des Nations Unies
ECRE	:	European Consultation on Refugees and Exiles
EX-COM	:	Comité Exécutif du H.C.R.
IJRL	:	International Journal of Refugee Law
IJRS	:	International Journal of Refugee Studies
IAAS	:	Institute of Asian and African Studies
HCR	:	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
JO	:	Journal Officiel
OCI	:	Organisation de la Conférence Islamique
OFPRA	:	Office Français de la Protection des Réfugiés et des Apatrides
OMI	:	Organisation Internationale de la Migration
ONG	:	Organisation Non-Gouvernementale
OUA	:	Organisation de l'Unité Africaine
RDILC	:	Revue de Droit International et de Législation Comparée
RGDIP	:	Revue Général Droit International Public
RPG	:	Refugee Policy Group
RSP	:	Refugee Studies Programme
SPLA	:	Sudan's People Liberation Army
UAA	:	Union des Avocats Arabes
UNRWA	:	United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES ANNEXES

I CARTES

1 Carte montrant les Etats afro-arabes, tirée du Dictionnaire, Le Petit Larousse en couleurs, Editions 1991, p. 1078.

2 Carte du Monde islamique, fournie par l'OCI.

3 Carte des réfugiés en Afrique (y compris les pays afro-arabes) depuis 1972 à 1990, source: John ROGGE, "The Challenge of Changing Dimensions among the South's Refugees: Illustration from Somalia, in IJRL, Vol.5, No.1, 1993, pp.15-17.

4 Carte du Soudan, source: COR.

5 Carte relative de la densité des déplacements internes au Soudan. Source: COD à Khartoum.

6 Carte des déplacements des populations au Soudan. Source: United Nations, Office for Emergencies in Africa.

7 Carte des conflits tribaux en Somalie, source: Philippe LEYMARIE, "Ingérence, charité et droit international", Monde Diplomatique, janvier 1992, p.5.

II INSTRUMENTS INTERNATIONAUX, REGIONAUX ET NATIONAUX RELATIFS A L'ASILE ET AUX REFUGIES

8 Convention relative au statut des réfugiés de Genève de 1951. Source: HCR, Recueil des traités et autres textes de droit international concernant les réfugiés, pp.11-34.

9 Protocole relatif au statut des réfugiés de New York du 31 janvier 1967. Source: Recueil des traités du HCR, pp.42-46.

10 Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique d'Addis-Abéba du 10 septembre 1969. Source: Recueil des traités du HCR, pp.227-234.

11 Déclaration et Recommandations sur la protection des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde arabe du Caire du 19 novembre 1992. Source: International Institute of Humanitarian Law, Fourth Seminar of Arab Experts on "Asylum and Refugee Law", Cairo, Egypt, 16-19 1992, Conclusions, Cairo Declaration, pp.35-40 et pp.43-44.

12 La législation soudanaise sur l'asile de 1974 : The Regulation of Asylum Act. Source: Gazette soudanaise, Laws of the Sudan 1901-1981, Vol.7, pp.136 et s.

III TEXTES DIVERS

13 Un exemple d'un pacte de protection dans le Sud-Est du Maroc: la Tayssa d'un chef de la communauté des Ayt-Atta de la tribu des Bni Hdemt du 5 septembre 1747. Sources, Larbi MEZZINE, Le Tafilalet, Thèse Faculté des Lettres de Rabat, 1987, pp.129 et 131.

14 Quelques versets du Coran (en Arabe) relatifs à l'asile

15 Modèle d'une attestation de dépôt d'une demande pour le statut de réfugié délivrée par les autorités algériennes.

16 Attestation reconnaissant le statut de réfugié par la délégation du HCR à Tunis.

17 Copie du Certificat de réfugié distribué par les autorités soudanaises.

18 Copie de la carte de rationnement délivrée aux réfugiés au Soudan.

COPYRIGHT BIBLIOTHEQUE

19 Document d'information du Service pour le conseil aux réfugiés institué au sein du COR à Khartoum.

20 Les réfugiés au Soudan de 1982 à 1991. Source: Délégation du HCR à Khartoum.

21 Le tableau de l'évaluation de l'assistance fournie par le HCR aux réfugiés à l'Est du Soudan en 1991, ainsi que les lieux de leur installation. Source: Délégation du HCR à Khartoum.

22 Organigramme du COR. Source: administration du COR.

23 Copie d'un acte de mariage entre réfugiés non-musulmans au Soudan.

24 Copie d'une attestation délivrée par les autorités navales de Port Soudan reconnaissant l'asile à des marins réfugiés éthiopiens et le retour de leur bateau aux autorités éthiopiennes. Source: le document nous a été remis directement par l'un des marins en question lors de son interview dans le camps de réfugiés de Tenedba en janvier 1992.

25 Copie d'une correspondance du 8/12/1991 entre la délégation du COR à Port Soudan au sujet de l'asile accordé aux Somaliens du bateau le Sea skeeper. Source: Délégation du COR à Port Soudan.

26 Tableau des crimes commis par les réfugiés au Soudan. Source: Ministère de l'Intérieur,
et Rapport annuel de la Direction de la Sûreté nationale à Khartoum.

28 Preuves de mutilations physiques de certaines personnes au Soudan (déplacées notamment), en application des lois islamiques promulguées par le présent gouvernement. Source: Organisation soudanaise des droits de l'homme, section du Caire, (en Arabe) La torture au Soudan, 1992, p.88-91.

IV DOCUMENTS SE RAPPORTANT A L'ENQUETTE SUR LE TERRAIN

29 Carte des déplacements effectués au Soudan et des camps de réfugiés et de personnes déplacées visitées durant l'enquête.

30 Questions adressées aux réfugiés urbains et dans les camps, ainsi qu'aux personnes déplacées au Soudan.

31 Questions adressées à la population locale et aux chefs des groupes ethniques au Soudan.

32 Questions adressées aux agents gouvernementaux, aux chefs religieux et aux experts nationaux et internationaux.

33 Liste des personnes et des groupes de personnes interviewés au Soudan, au Caire et en Angleterre à différentes dates en 1991 et 1992.

34 Interview du Docteur Hassan TOURABI, leader du Front islamique soudanais et véritable artisan de la politique du régime du Général Omar AL-BASHIR.

35 Extrait d'une interview avec une personne réfugiée au Soudan.

36 Extrait d'une interview avec une personne déplacée à Khartoum.

37 Extrait d'une interview avec une personne appartenant à la population soudanaise hôte.

38 Extrait d'une interview d'un expert.

39 Une interview avec un responsable du COR.

40 Extrait d'une interview avec un responsable du COD.

41 Interview du Procureur Général de la République.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

V QUELQUES PHOTOS REPRESENTATIVES PRISES LORS DE L'ENQUETE SUR LE TERRAIN

42 L'organisation d'un camps de réfugiés.

43 Des enfants réfugiés faisant la queue dans le camps de Garora pour une distribution de nourriture spécialement pour enfants par le HCR.

44 Vue d'un programme d'assistance en nourriture organisé par le COR en collaboration avec le PAM et le HCR.

45 Une idée sur un camps de réfugiés à l'Est du Soudan.

46 Les problèmes de transport des personnes déplacées de Djebel Awliya à 40 km de Khartoum.

47 Vue de la prison des réfugiés dans le camps de Tenedba.

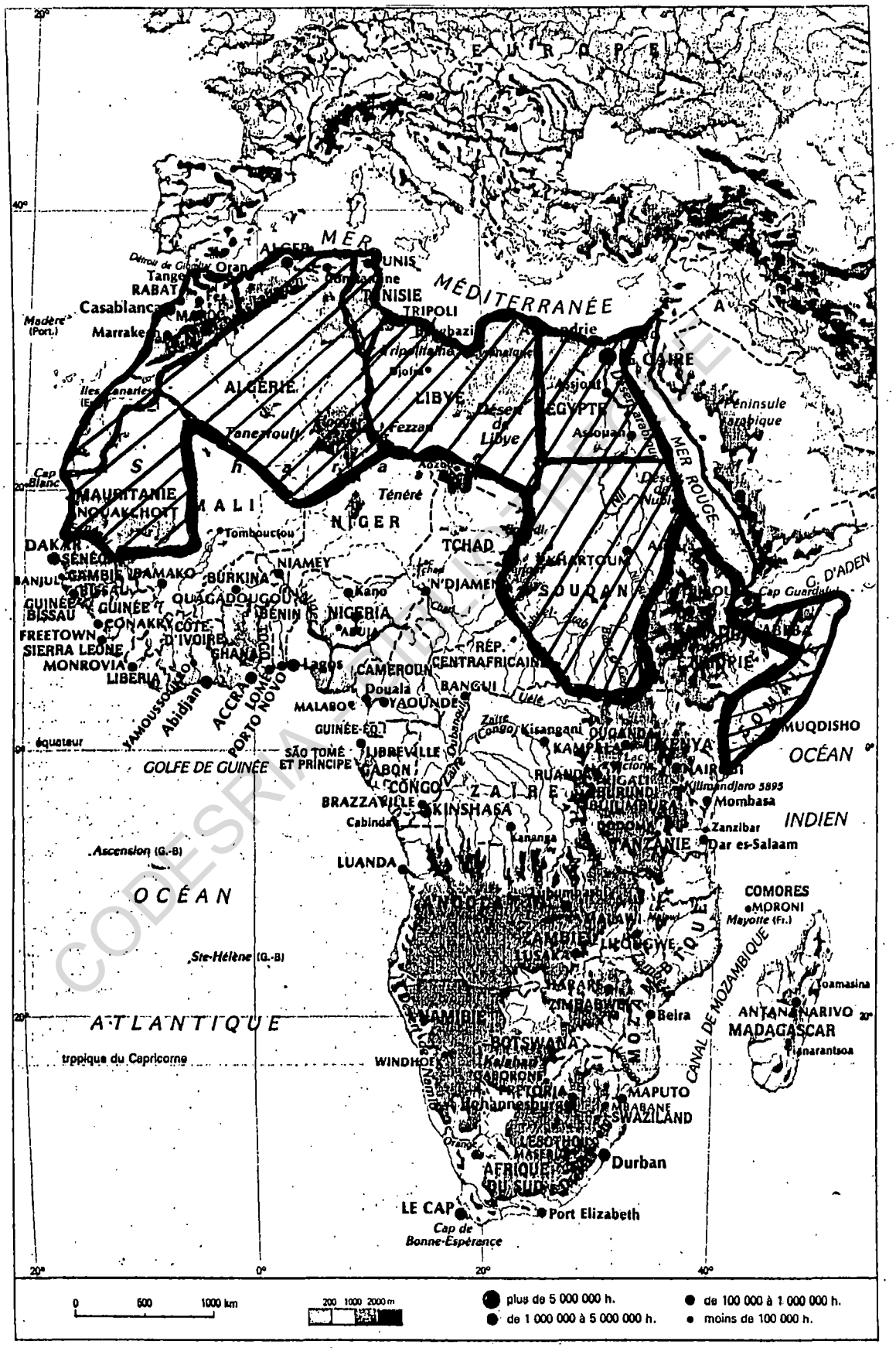
48 Une réunion entre les chefs des communautés des réfugiés érythréens du camps de Garora, les représentants du HCR à Port Soudan et Khartoum et le Directeur du camps de Garora et représentant du COR pour discuter de leur rapatriement éventuel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CARTES CONCERNANT L'ETUDE

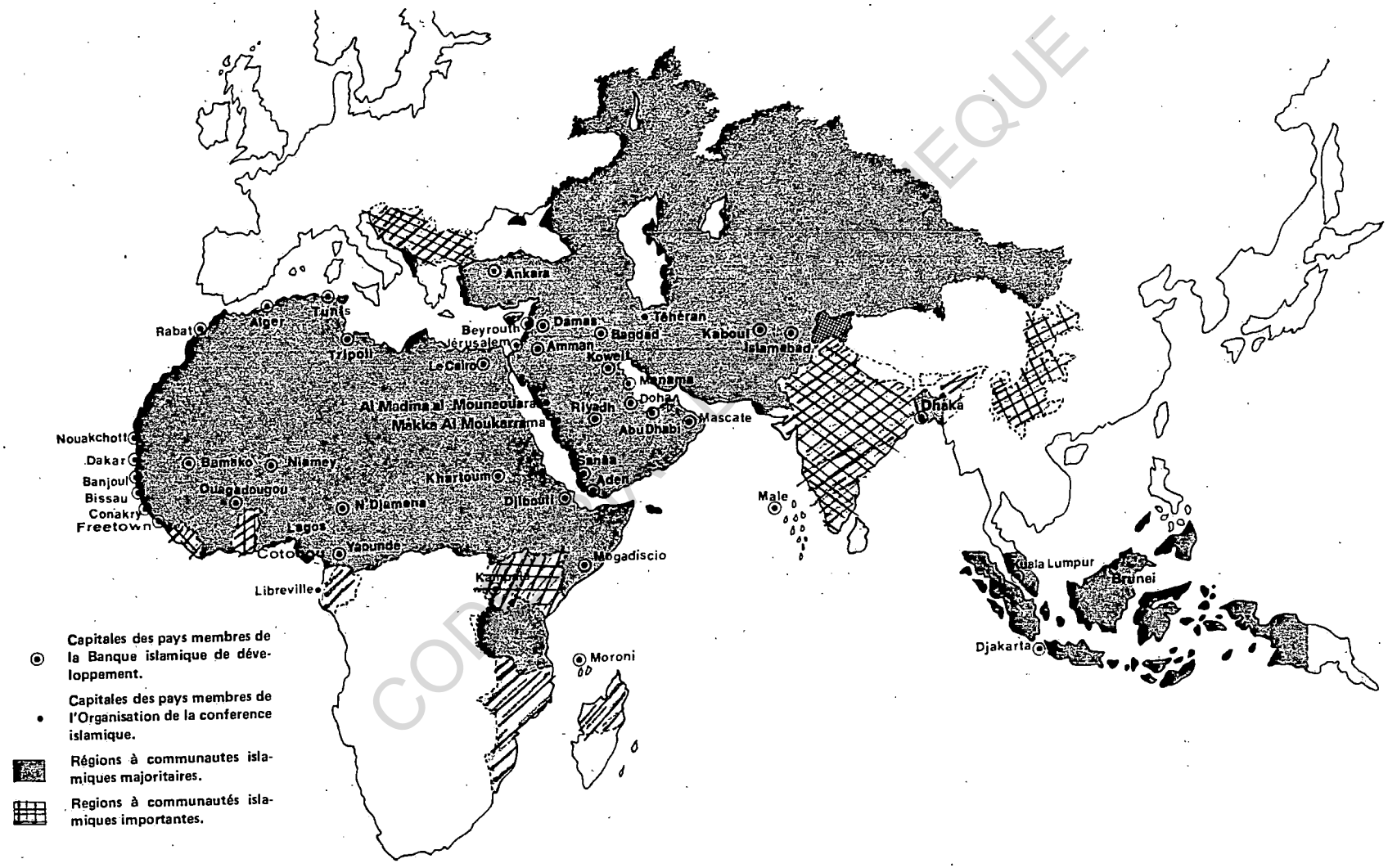
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 1



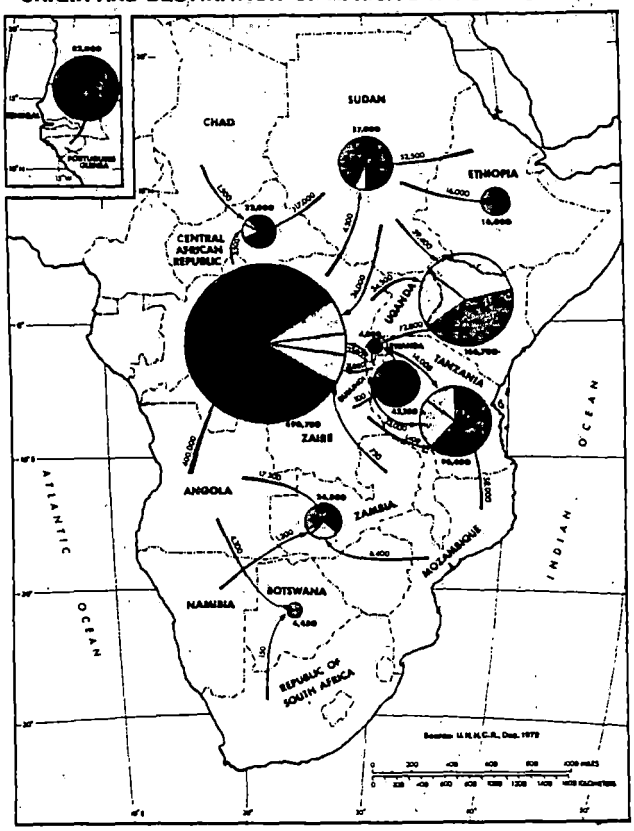
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 2

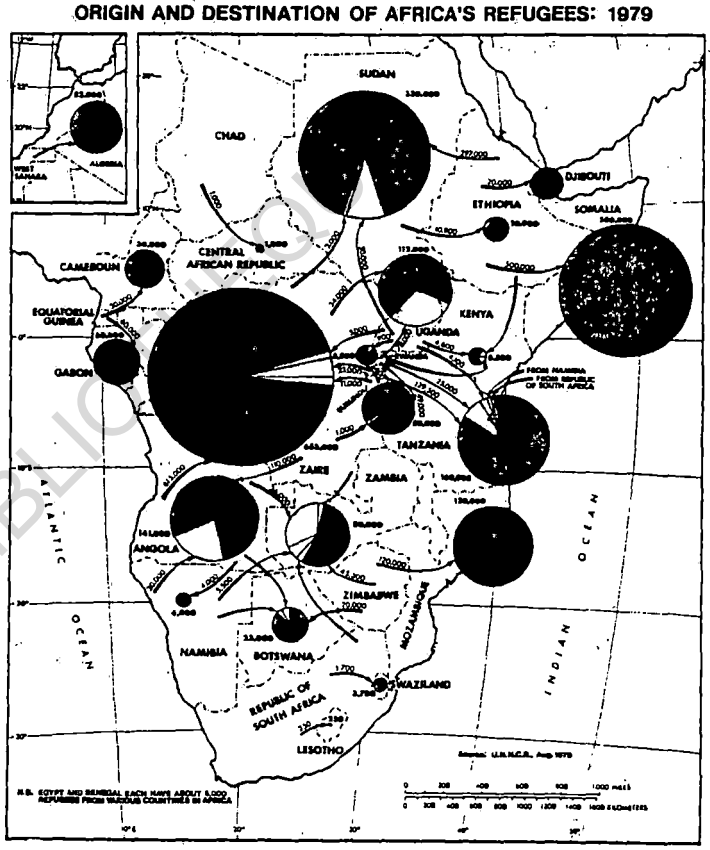

Ankara
Tunis
Alger
Rabat
Tripoli
Beyrouth
Damas
Amman
Jérusalem
Bagdad
Téhéran
Kaboul
Islamabad
Le Caire
Koweit
Manama
Doha
Riyadh
Al Madina al Mounaoura
Makka Al Moukarrama
Abu Dhabi
Mascate
Dhaka
Nouakchott
Dakar
Bamako
Niamey
Banjoul
Bissau
Conakry
Freetown
Ouagadougou
N'Djamena
Khartoum
Djibouti
Sanaa
Aden
Male
Lagos
Yapunde
Cotonou
Libreville
Mogadiscio
Kuala Lumpur
Brunei
Djakarta
Moroni
Capitales des pays membres de la Banque islamique de développement.
Capitales des pays membres de l'Organisation de la conference islamique.
Régions à communautes islamiques majoritaires.
Regions à communautés islamiques importantes.

ANNEXE N° 3

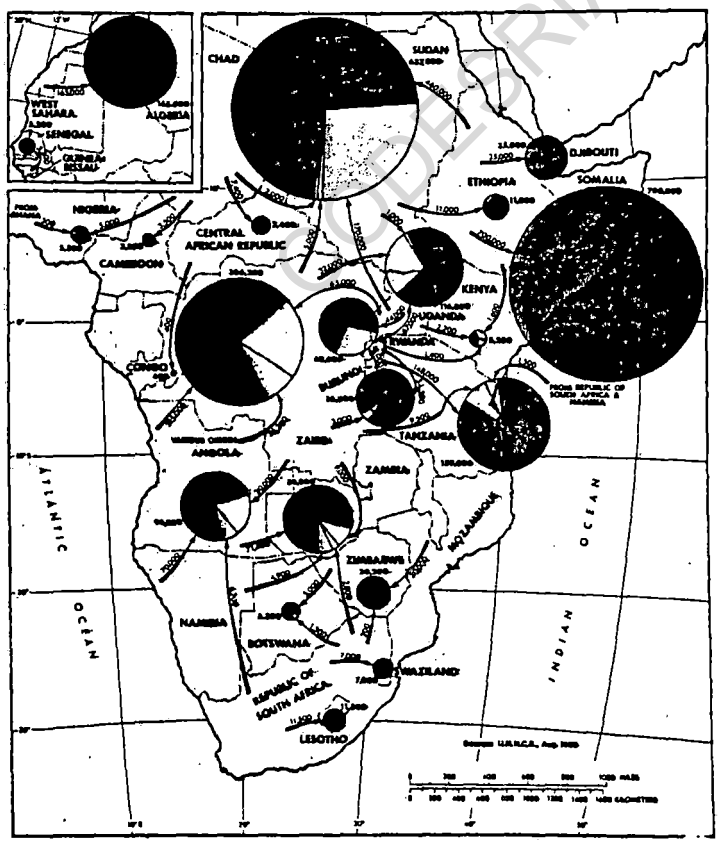
ORIGIN AND DESTINATION OF AFRICA'S REFUGEES: 1972



ORIGIN AND DESTINATION OF AFRICA'S REFUGEES: 1979

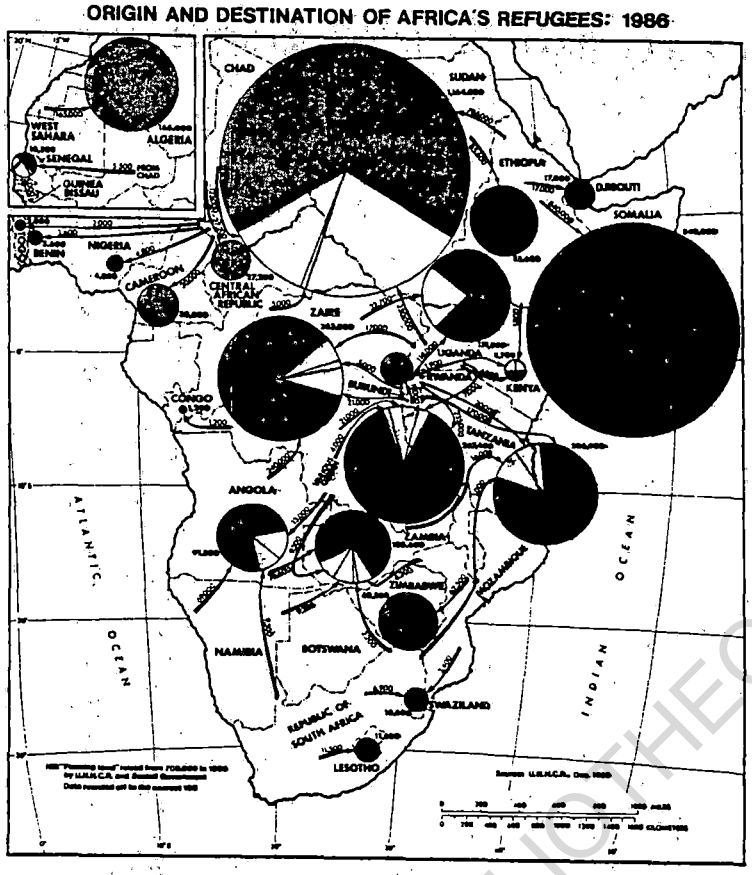


ORIGIN AND DESTINATION OF AFRICA'S REFUGEES: 1983



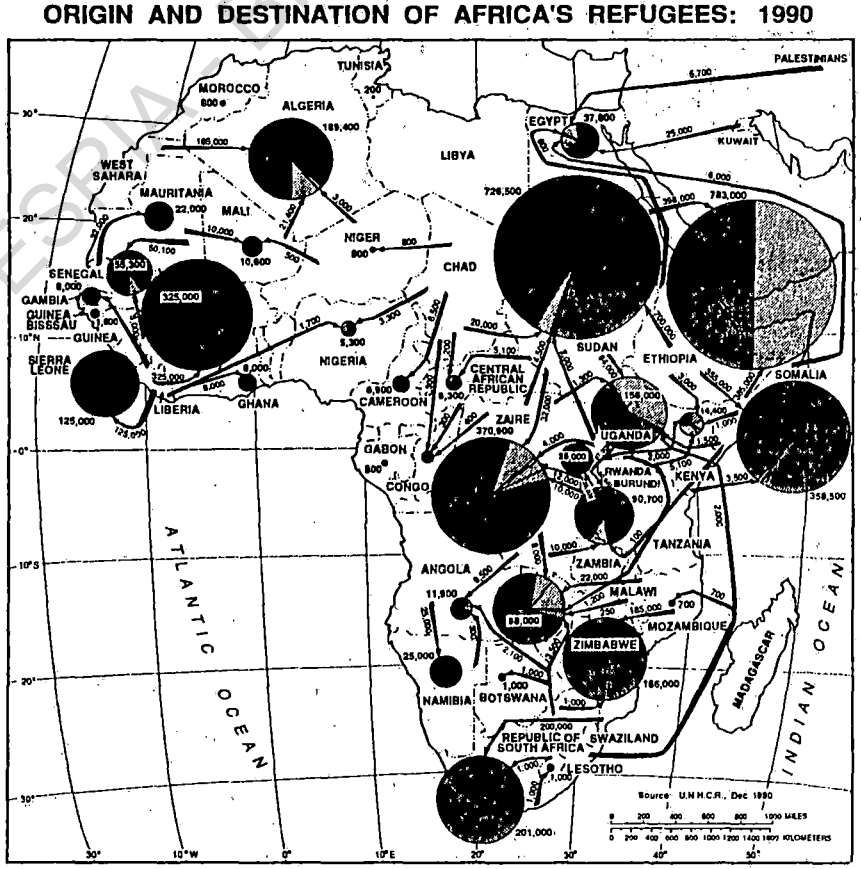
CODESRIA - BIBLIOTECA

ORIGIN AND DESTINATION OF AFRICA'S REFUGEES: 1986



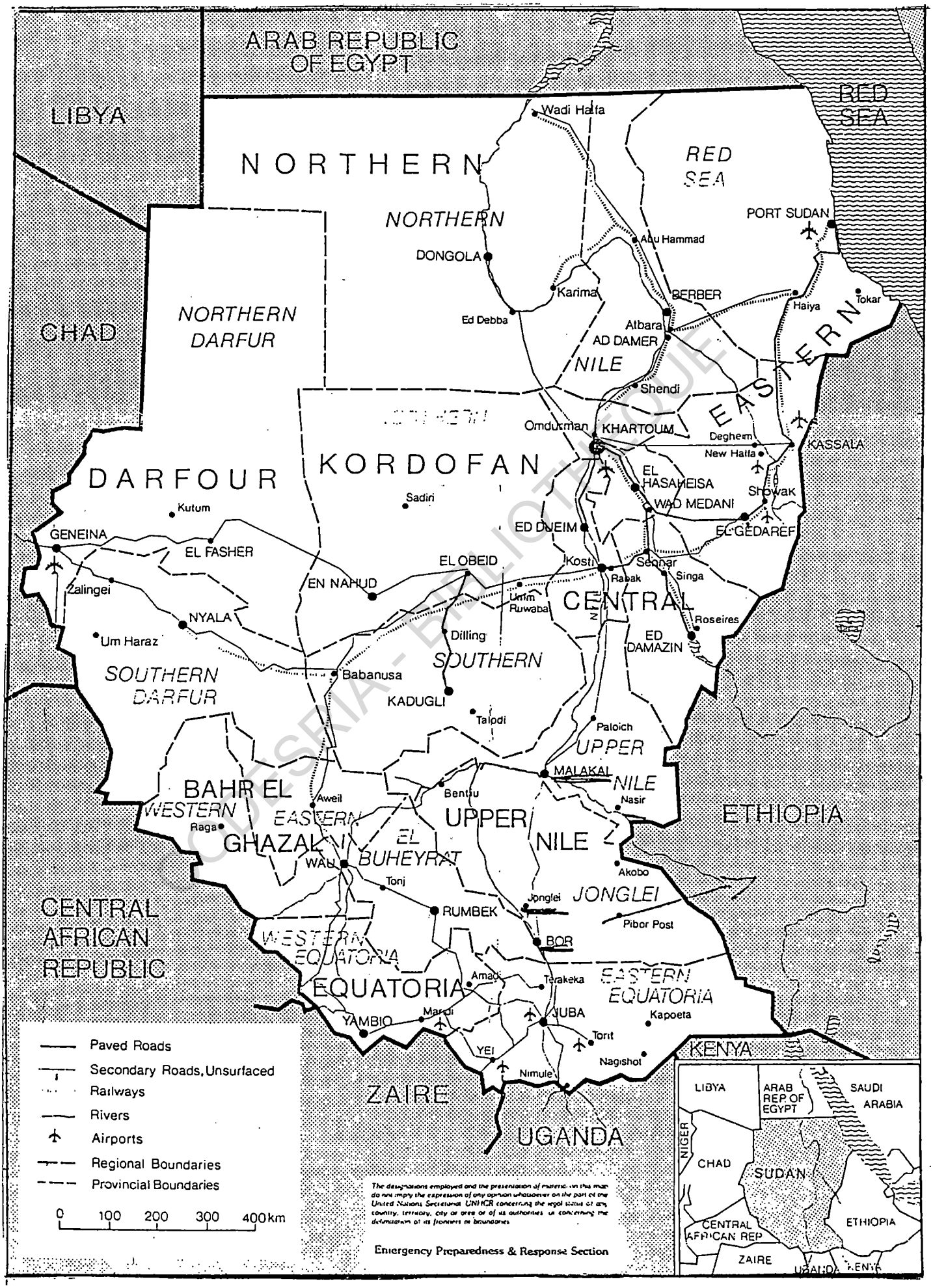
Annexe N° 3

ORIGIN AND DESTINATION OF AFRICA'S REFUGEES: 1990

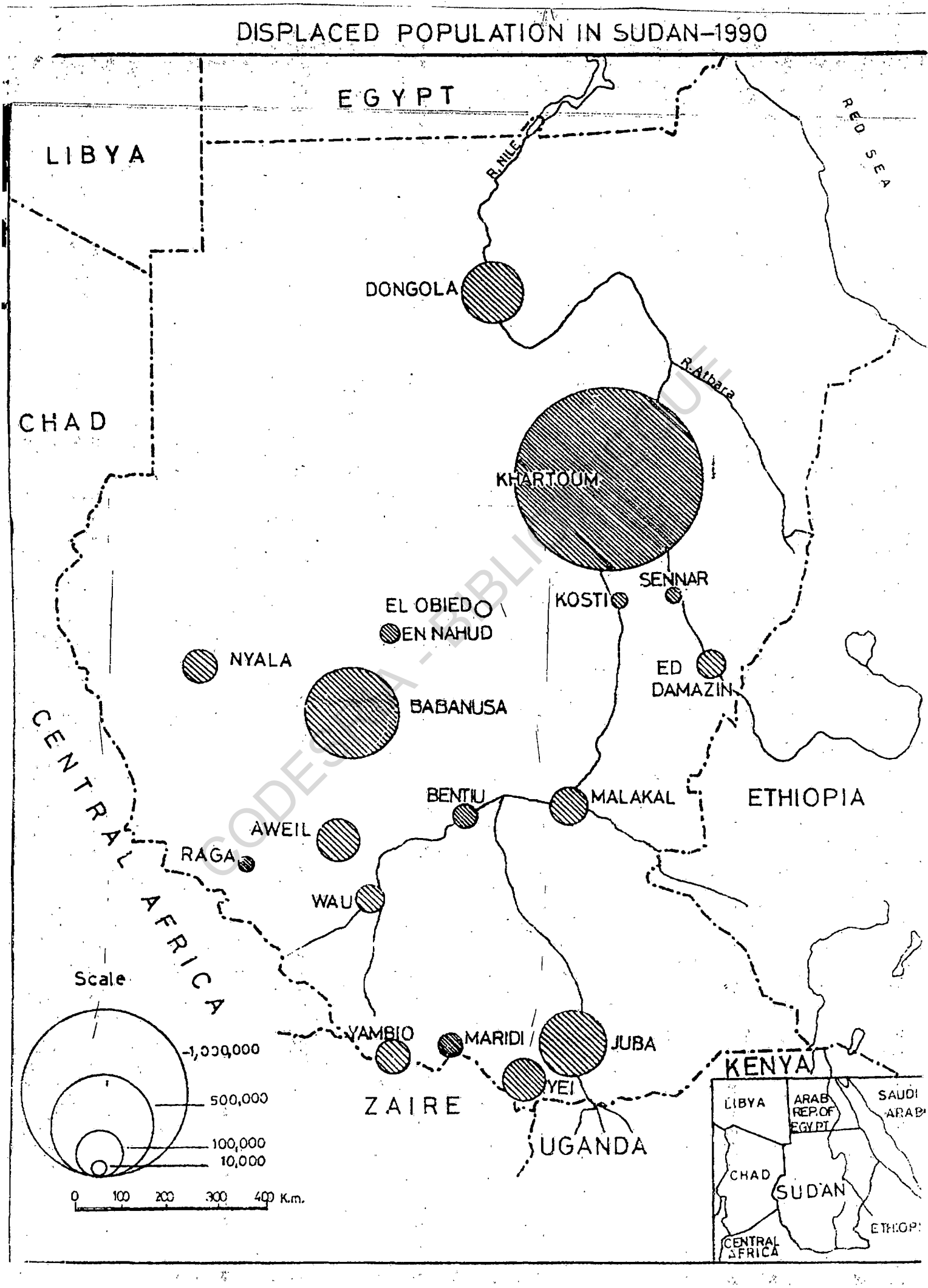


CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 4

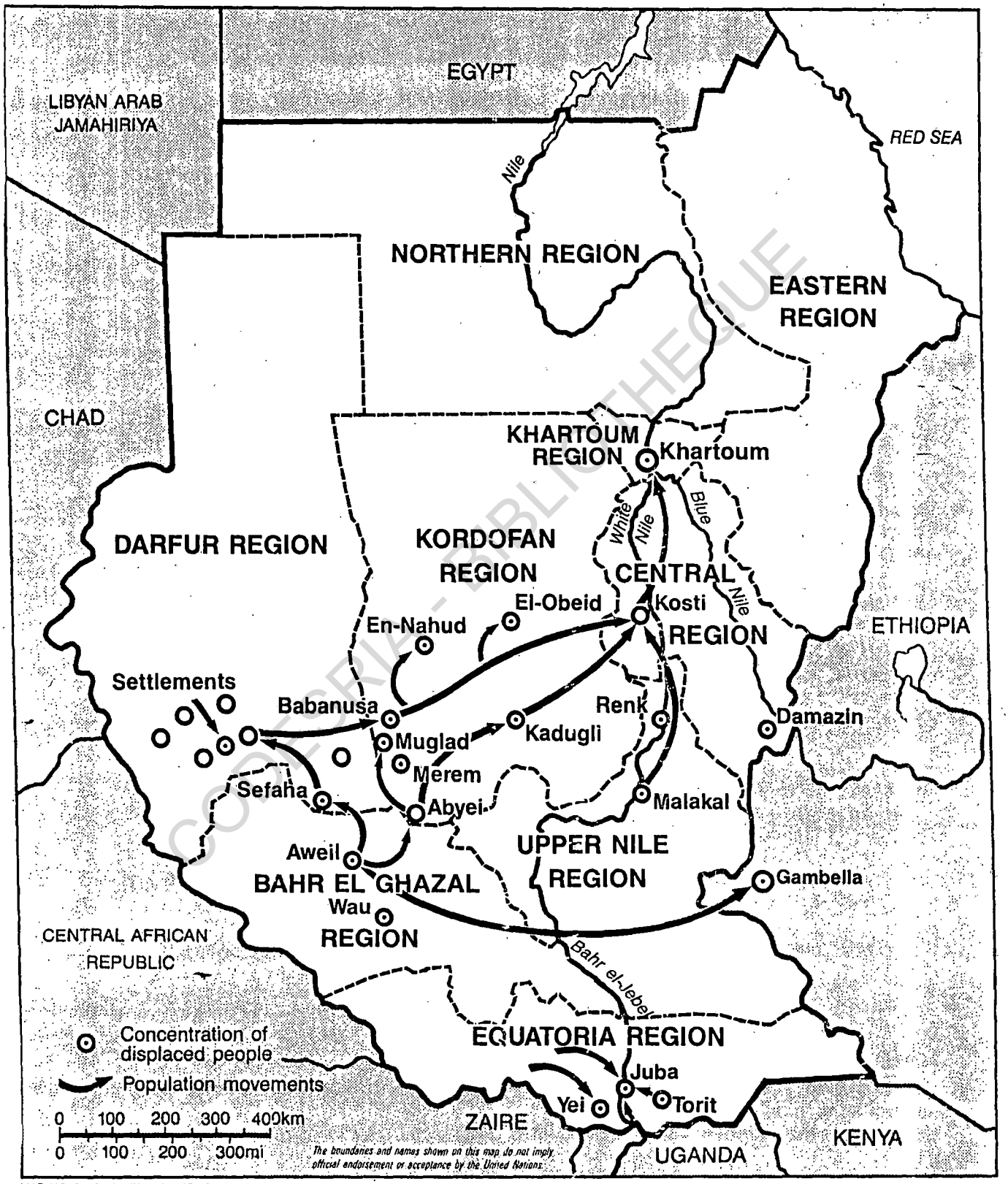

ARAB REPUBLIC OF EGYPT
LIBYA
RED SEA
NORTHERN
NORTHERN
RED SEA
PORT SUDAN
Wadi Halfa
Abu Hammad
DONGOLA
Karima
BERBER
Haiya
Tokar
Ed Debba
Atbara
AD DAMER
NILE
CHAD
NORTHERN DARFUR
Shendi
EASTERN
Omdurman
KHARTOUM
Degheim
New Halfa
KASSALA
DARFOUR
KORDOFAN
EL HASAHEISA
Showak
WAD MEDANI
Sadiri
Kutum
GENEINA
EL FASHER
ED DUEIM
EL GEDAREF
Kosti
Sennar
Singa
EL OBEID
Rabak
EN NAHUD
Zalingei
Umm Ruwaba
CENTRAL
NYALA
Roseires
Um Haraz
Dilling
ED DAMAZIN
SOUTHERN
SOUTHERN DARFUR
Babanusa
KADUGLI
Talodi
Paloich
UPPER
MALAKAL
NILE
BAHR EL
WESTERN
EASTERN
Aweil
Bentiu
Nasir
ETHIOPIA
Raga
GHAZAL
EL BUHEYRAT
UPPER
NILE
WAU
Akobo
Tonj
JONGLEI
Jonglei
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC
RUMBEK
Pibor Post
BOR
WESTERN EQUATORIA
EASTERN EQUATORIA
EQUATORIA
Amadi
Terakeka
YAMBIO
Maridi
JUBA
Kapoeta
Torit
YEI
KENYA
Nagishot
Nimule
ZAIRE
UGANDA
Paved Roads
Secondary Roads, Unsurfaced
Railways
Rivers
Airports
Regional Boundaries
Provincial Boundaries
0 100 200 300 400 km
The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the United Nations Secretariat UNHCR concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.
Emergency Preparedness & Response Section
LIBYA
ARAB REP OF EGYPT
SAUDI ARABIA
NIGER
CHAD
SUDAN
ETHIOPIA
CENTRAL AFRICAN REP
ZAIRE
UGANDA
KENYA

ANNEXE N° 5


DISPLACED POPULATION IN SUDAN–1990
EGYPT
LIBYA
R. NILE
RED SEA
DONGOLA
R. Atbara
CHAD
KHARTOUM
SENNAR
KOSTI
EL OBIED
EN NAHUD
NYALA
BABANUSA
ED DAMAZIN
CENTRAL AFRICA
BENTIU
MALAKAL
ETHIOPIA
AWEIL
RAGA
WAU
Scale
1,000,000
500,000
100,000
10,000
0 100 200 300 400 K.m.
YAMBIO
MARIDI
JUBA
YEI
KENYA
ZAIRE
UGANDA
LIBYA
ARAB REP. OF EGYPT
SAUDI ARAB
CHAD
SUDAN
ETHIOP
CENTRAL AFRICA

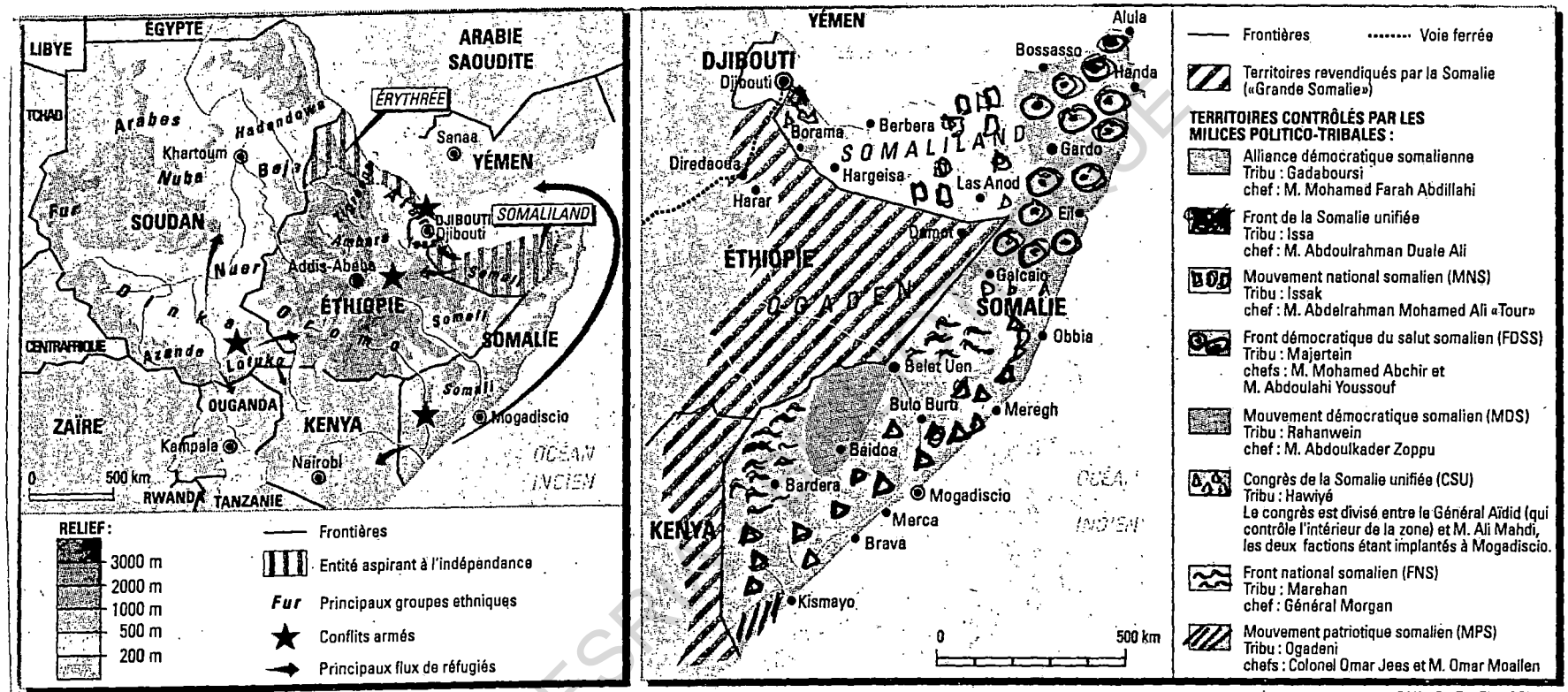
ANNEXE N° 6

DISPLACED POPULATION - SUDAN



MAP NO. 3506 UNITED NATIONS
OCTOBER 1988

ANNEXE N° 7



DES ETHNIES IMBRIQUÉES, DES CONFLITS MULTIPLES

PHILIPPE REKACEWICZ

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INSTRUMENTS INTERNATIONAUX, REGIONAUX ET NATIONAUX RELATIFS A L'ASILE ET AUX REFUGIES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 8

CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AU STATUT DES REFUGIES

Préambule

Les Hautes Parties Contractantes,

Considérant que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme approuvée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale ont affirmé ce principe que les êtres humains, sans distinction, doivent jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant que l'Organisation des Nations Unies a, à plusieurs reprises, manifesté la profonde sollicitude qu'elle éprouve pour les réfugiés et qu'elle s'est préoccupée d'assurer à ceux-ci l'exercice le plus large possible des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'il est désirable de réviser et de codifier les accords internationaux antérieurs relatifs au statut des réfugiés et d'étendre l'application de ces instruments et la protection qu'ils constituent pour les réfugiés au moyen d'un nouvel accord,

Considérant qu'il peut résulter de l'octroi du droit d'asile des charges exceptionnellement lourdes pour certains pays et que la solution satisfaisante des problèmes dont l'Organisation des Nations Unies a reconnu la portée et le caractère internationaux, ne saurait, dans cette hypothèse, être obtenue sans une solidarité internationale,

Exprimant le voeu que tous les Etats, reconnaissant le caractère social et humanitaire du problème des réfugiés, fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter que ce problème ne devienne une cause de tension entre Etats,

Prenant acte de ce que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a pour tâche de veiller à l'application des conventions internationales qui assurent la protection des réfugiés, et reconnaissant que la coordination effective des mesures prises pour résoudre ce problème dépendra de la coopération des Etats avec le Haut Commissaire,

Sont convenues des dispositions ci-après:

Chapitre I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Définition du terme «réfugié»

A. — Aux fins de la présente Convention, le terme «réfugié» s'appliquera à toute personne:

1° Qui a été considérée comme réfugiée en application des Arrangements du 12 mai 1926 et du 30 juin 1928, ou en application des Conventions du 28 octobre 1933 et du 10 février 1938 et du Protocole du 14 septembre 1939, ou encore en application de la Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés;

Les décisions de non-éligibilité prises par l'Organisation internationale pour les réfugiés pendant la durée de son mandat ne font pas obstacle à ce que la qualité de réfugié soit accordée à des personnes qui remplissent les conditions prévues au paragraphe 2 de la présente section;

2° Qui, par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Dans le cas d'une personne qui a plus d'une nationalité, l'expression «du pays dont elle a la nationalité» vise chacun des pays dont cette personne a la nationalité. Ne sera pas considérée comme privée de la protection du pays dont elle a la nationalité, toute personne qui, sans raison valable fondée sur une crainte justifiée, ne s'est pas réclamée de la protection de l'un des pays dont elle a la nationalité.

B. — 1° Aux fins de la présente Convention, les mots «événements survenus avant le 1er janvier 1951» figurant à l'article 1, section

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A, pourront être compris dans le sens de soit

a) «événements survenus avant le 1er janvier 1951 en Europe»; soit

b) «événements survenus avant le 1er janvier 1951 en Europe ou ailleurs»;

et chaque Etat contractant fera, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, une déclaration précisant la portée qu'il entend donner à cette expression au point de vue des obligations assumées par lui en vertu de la présente Convention.

2° Tout Etat Contractant qui a adopté la formule *a)* pourra à tout moment étendre ses obligations en adoptant la formule *b)* par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

C. — Cette Convention cessera, dans les cas ci-après, d'être applicable à toute personne visée par les dispositions de la section A ci-dessus:

1° Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité; ou

2° Si, ayant perdu sa nationalité, elle l'a volontairement recouvrée; ou

3° Si elle a acquis une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays dont elle a acquis la nationalité; ou

4° Si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée; ou

5° Si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité;

Etant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1 de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures;

6° S'agissant d'une personne qui n'a pas de nationalité, si les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle est en mesure de retourner dans le pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle;

Etant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1 de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de retourner dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures.

D. — Cette Convention ne sera pas applicable aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Lorsque cette protection ou cette assistance aura cessé pour une raison quelconque, sans que le sort de ces personnes ait été définitivement réglé, conformément aux résolutions y relatives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, ces personnes bénéficieront de plein droit du régime de cette Convention.

E. — Cette Convention ne sera pas applicable à une personne considérée par les autorités compétentes du pays dans lequel cette personne a établi sa résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays.

F. — Les dispositions de cette Convention ne seront pas applicables aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser:

a) qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;

b) qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiés;

c) qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 2

Obligations générales

Tout réfugié a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 3

Non-discrimination

Les Etats Contractants appliqueront les dispositions de cette Convention aux réfugiés sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine.

Article 4

Religion

Les Etats Contractants accorderont aux réfugiés sur leur territoire un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux nationaux en ce qui concerne la liberté de pratiquer leur religion et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants.

Article 5

Droits accordés indépendamment de cette Convention

Aucune disposition de cette Convention ne porte atteinte aux autres droits et avantages accordés, indépendamment de cette Convention, aux réfugiés.

Article 6

L'expression «dans les mêmes circonstances»

Aux fins de cette Convention, les termes «dans les mêmes circonstances» impliquent que toutes les conditions (et notamment celles qui ont trait à la durée et aux conditions de séjour ou de résidence) que l'intéressé devrait remplir, pour pouvoir exercer le droit en question, s'il n'était pas un réfugié, doivent être remplies par lui à l'exception des conditions qui, en raison de leur nature, ne peuvent être remplies par un réfugié.

Article 7

Dispense de réciprocité

1. Sous réserve des dispositions plus favorables prévues par cette Convention, tout Etat Contractant accordera aux réfugiés le régime qu'il accorde aux étrangers en général.

2. Après un délai de résidence de trois ans, tous les réfugiés bénéficieront, sur le territoire des Etats Contractants, de la dispense de réciprocité législative.

3. Tout Etat Contractant continuera à accorder aux réfugiés les droits et avantages auxquels ils pouvaient déjà prétendre, en l'absence de réciprocité, à la date d'entrée en vigueur de cette Convention pour ledit Etat.

4. Les Etats Contractants envisageront avec bienveillance la possibilité d'accorder aux réfugiés, en l'absence de réciprocité, des droits et des avantages outre ceux auxquels ils peuvent prétendre en vertu des paragraphes 2 et 3 ainsi que la possibilité de faire bénéficier de la dispense de réciprocité des réfugiés qui ne remplissent pas les conditions visées aux paragraphes 2 et 3.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus s'appliquent aussi bien aux droits et avantages visés aux articles 13, 18, 19, 21 et 22 de cette Convention qu'aux droits et avantages qui ne sont pas prévus par elle.

Article 8

Dispense de mesures exceptionnelles

En ce qui concerne les mesures exceptionnelles qui peuvent être prises contre la personne, les biens ou les intérêts des ressortissants d'un Etat déterminé, les Etats Contractants n'appliqueront pas ces mesures à un réfugié ressortissant formellement dudit Etat uniquement en raison de sa nationalité. Les Etats Contractants, qui, de par leur législation, ne peuvent appliquer le principe général consacré dans cet article accorderont dans des cas appropriés des dispenses en faveur de tels réfugiés.

Article 9

Mesures provisoires

Aucune des dispositions de la présente Convention n'a pour effet d'empêcher un Etat Contractant, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre provisoirement, à l'égard d'une personne déterminée, les mesures que

CONSERVATOIRE BIBLIOTHÈQUE

cet Etat estime indispensables à la sécurité nationale, en attendant qu'il soit établi par ledit Etat Contractant que cette personne est effectivement un réfugié et que le maintien desdites mesures est nécessaire à son égard dans l'intérêt de sa sécurité nationale.

Article 10

Continuité de résidence

1. Lorsqu'un réfugié a été déporté au cours de la deuxième guerre mondiale et transporté sur le territoire de l'un des Etats Contractants et y réside, la durée de ce séjour forcé comptera comme résidence régulière sur ce territoire.

2. Lorsqu'un réfugié a été déporté du territoire d'un Etat Contractant au cours de la deuxième guerre mondiale et y est retourné avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour y établir sa résidence, la période qui précède et celle qui suit cette déportation seront considérées, à toutes les fins pour lesquelles une résidence ininterrompue est nécessaire, comme ne constituant qu'une seule période ininterrompue.

Article 11

Gens de mer réfugiés

Dans le cas de réfugiés régulièrement employés comme membres de l'équipage à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat Contractant, cet Etat examinera avec bienveillance la possibilité d'autoriser lesdits réfugiés à s'établir sur son territoire et de leur délivrer des titres de voyage ou de les admettre à titre temporaire sur son territoire, afin, notamment, de faciliter leur établissement dans un autre pays.

Chapitre II

CONDITION JURIDIQUE

Article 12

Statut personnel

1. Le statut personnel de tout réfugié sera régi par la loi du pays de son domicile ou, à défaut de domicile, par la loi du pays de sa résidence.

2. Les droits, précédemment acquis par le réfugié et découlant du statut personnel, et notamment ceux qui résultent du mariage, seront respectés par tout Etat Contractant, sous réserve, le cas échéant, de l'accomplissement des formalités prévues par la législation dudit Etat, entendu, toutefois, que le droit en cause doit être de ceux qui auraient été reconnus par la législation dudit Etat si l'intéressé n'était devenu un réfugié.

Article 13

Propriété mobilière et immobilière

Les Etats Contractants accorderont à tout réfugié un traitement aussi favorable que possible et de toute façon un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général en ce qui concerne l'acquisition de la propriété mobilière et immobilière et autres droits s'y rapportant, le louage et les autres contrats relatifs à la propriété mobilière et immobilière.

Article 14

Propriété intellectuelle et industrielle

En matière de protection de la propriété industrielle, notamment d'inventions, dessins, modèles, marques de fabrique, nom commercial, et en matière de protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, tout réfugié bénéficiera dans le pays où il a sa résidence habituelle de la protection qui est accordée aux nationaux dudit pays. Dans le territoire de l'un quelconque des autres Etats Contractants, il bénéficiera de la protection qui est accordée dans ledit territoire aux nationaux du pays dans lequel il a sa résidence habituelle.

Article 15

Droits d'association

Les Etats Contractants accorderont aux réfugiés qui résident régulièrement sur leur territoire, en ce qui concerne les associations à but non politique et non lucratif et les syndicats professionnels, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, dans les mêmes circonstances.

CODEXRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 16

Droit d'ester en justice

1. Tout réfugié aura, sur le territoire des Etats Contractants, libre et facile accès devant les tribunaux.

2. Dans l'Etat Contractant où il a sa résidence habituelle, tout réfugié jouira du même traitement qu'un ressortissant en ce qui concerne l'accès aux tribunaux, y compris l'assistance judiciaire et l'exemption de la caution *judicatum solvi*.

3. Dans les Etats Contractants autres que celui où il a sa résidence habituelle, et en ce qui concerne les questions visées au paragraphe 2, tout réfugié jouira du même traitement qu'un national du pays dans lequel il a sa résidence habituelle.

Chapitre III

EMPLOIS LUCRATIFS

Article 17

Professions salariées

1. Les Etats Contractants accorderont à tout réfugié résidant régulièrement sur leur territoire le traitement le plus favorable accordé, dans les mêmes circonstances, aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée.

2. En tout cas, les mesures restrictives imposées aux étrangers ou à l'emploi d'étrangers pour la protection du marché national du travail ne seront pas applicables aux réfugiés qui en étaient déjà dispensés à la date de l'entrée en vigueur de cette Convention par l'Etat Contractant intéressé, ou qui remplissent l'une des conditions suivantes:

a) Compter trois ans de résidence dans le pays;

b) avoir pour conjoint une personne possédant la nationalité du pays de résidence. Un réfugié ne pourrait invoquer le bénéfice de cette disposition du cas où il aurait abandonné son conjoint;

c) avoir un ou plusieurs enfants possédant la nationalité du pays de résidence.

3. Les Etats Contractants envisageront avec bienveillance l'adoption de mesures tendant à assimiler les droits de tous les réfugiés en ce qui concerne l'exercice des professions salariées à ceux de leurs nationaux et ce, notamment pour les réfugiés qui sont entrés sur leur territoire en application d'un programme de recrutement de la main-d'oeuvre ou d'un plan d'immigration.

Article 18

Professions non salariées

Les Etats contractants accorderont aux réfugiés se trouvant régulièrement sur leur territoire le traitement aussi favorable que possible et en tout cas un traitement non moins favorable que celui accordé dans les mêmes circonstances aux étrangers en général, en ce qui concerne l'exercice d'une profession non salariée dans l'agriculture, l'industrie, l'artisanat et le commerce, ainsi que la création de sociétés commerciales et industrielles.

Article 19

Professions libérales

1. Tout Etat Contractant accordera aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire, qui sont titulaires de diplômes reconnus par les autorités compétentes dudit Etat et qui sont désireux d'exercer une profession libérale, un traitement aussi favorable que possible et en tout cas un traitement non moins favorable que celui accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

2. Les Etats Contractants feront tout ce qui est en leur pouvoir, conformément à leurs lois et constitutions, pour assurer l'installation de tels réfugiés dans les territoires, autres que le territoire métropolitain, dont ils assument la responsabilité des relations internationales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre IV

BIEN-ETRE

Article 20

Rationnement

Dans le cas où il existe un système de rationnement auquel est soumise la population dans son ensemble et qui réglemente la répartition générale de produits dont il y a pénurie, les réfugiés seront traités comme les nationaux.

Article 21

Logement

En ce qui concerne le logement, les Etats Contractants accorderont, dans la mesure où cette question tombe sous le coup des lois et règlements ou est soumise au contrôle des autorités publiques, aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible; ce traitement ne saurait être, en tout cas, moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

Article 22

Education publique

1. Les Etats Contractants accorderont aux réfugiés le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne l'enseignement primaire.

2. Les Etats Contractants accorderont aux réfugiés un traitement aussi favorable que possible, et en tout cas non moins favorable que celui qui est accordé aux étrangers en général dans les mêmes circonstances quant aux catégories d'enseignement autre que l'enseignement primaire et notamment en ce qui concerne l'accès aux études, la reconnaissance de certificats d'études, de diplômes et de titres universitaires délivrés à l'étranger, la remise des droits et taxes et l'attribution de bourses d'études.

Article 23

Assistance publique

Les Etats Contractants accorderont aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement en matière d'assistance et de secours publics qu'à leurs nationaux.

Article 24

Législation du travail et sécurité sociale

1. Les Etats Contractants accorderont aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne les matières suivantes:

a) Dans la mesure où ces questions sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités administratives: la rémunération, y compris les allocations familiales lorsque ces allocations font partie de la rémunération, la durée du travail, les heures supplémentaires, les congés payés, les restrictions au travail à domicile, l'âge d'admission à l'emploi, l'apprentissage et la formation professionnelle, le travail des femmes et des adolescents et la jouissance des avantages offerts par les conventions collectives;

b) La sécurité sociale (les dispositions légales relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, à la maternité, à la maladie, à l'invalidité, à la vieillesse et au décès, au chômage, aux charges de famille, ainsi qu'à tout autre risque qui, conformément à la législation nationale, est couvert par un système de sécurité sociale), sous réserve:

i) Des arrangements appropriés visant le maintien des droits acquis et des droits en cours d'acquisition;

ii) Des dispositions particulières prescrites par la législation nationale du pays de résidence et visant les prestations ou fractions de prestations payables exclusivement sur les fonds publics, ainsi que les allocations versées aux personnes qui ne réunissent pas les conditions de cotisation exigées pour l'attribution d'une pension normale.

CIDESRIA - BIBLIOTHEQUE

2. Les droits à prestation ouverts par le décès d'un réfugié survenu du fait d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ne seront pas affectés par le fait que l'ayant droit réside en dehors du territoire de l'Etat Contractant.

3. Les Etats Contractants étendront aux réfugiés le bénéfice des accords qu'ils ont conclus ou viendront à conclure entre eux, concernant le maintien des droits acquis ou en cours d'acquisition en matière de sécurité sociale, pour autant que les réfugiés réunissent les conditions prévues pour les nationaux des Pays signataires des accords en question.

4. Les Etats Contractants examineront avec bienveillance la possibilité d'étendre, dans toute la mesure du possible, aux réfugiés, le bénéfice d'accords similaires qui sont ou seront en vigueur entre ces Etats Contractants et des Etats non contractants.

Chapitre V

MESURES ADMINISTRATIVES

Article 25

Aide administrative

1. Lorsque l'exercice d'un droit par un réfugié nécessiterait normalement le concours d'autorités étrangères auxquelles il ne peut recourir, les Etats Contractants sur le territoire desquels il réside veilleront à ce que ce concours lui soit fourni soit par leurs propres autorités, soit par une autorité internationale.

2. La ou les autorités visées au paragraphe 1 délivreront ou feront délivrer, sous leur contrôle, aux réfugiés, les documents ou certificats qui normalement seraient délivrés à un étranger par ses autorités nationales ou par leur intermédiaire.

3. Les documents ou certificats ainsi délivrés remplaceront les actes officiels délivrés à des étrangers par leurs autorités nationales ou par leur intermédiaire, et feront foi jusqu'à preuve du contraire.

4. Sous réserve des exceptions qui pourraient être admises en faveur des indigents, les services mentionnés dans le présent article pourront être rétribués; mais ces rétributions seront modérées et en rapport avec les perceptions opérées sur les nationaux à l'occasion de services analogues.

5. Les dispositions de cet article n'affectent en rien les articles 27 et 28.

Article 26

Liberté de circulation

Tout Etat contractant accordera aux réfugiés se trouvant régulièrement sur son territoire le droit d'y choisir leur lieu de résidence et d'y circuler librement sous les réserves instituées par la réglementation applicable aux étrangers en général dans les mêmes circonstances.

Article 27

Pièces d'identité

Les Etats Contractants délivreront des pièces d'identité à tout réfugié se trouvant sur leur territoire et qui ne possède pas un titre de voyage valable.

Article 28

Titres de voyage

1. Les Etats Contractants délivreront aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire, des titres de voyage destinés à leur permettre de voyager hors de ce territoire à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'orbre public ne s'y opposent; les dispositions de l'Annexe à cette Convention s'appliqueront à ces documents. Les Etats Contractants pourront délivrer un tel titre de voyage à tout autre réfugié se trouvant sur leur territoire; ils accorderont une attention particulière aux cas de réfugiés se trouvant sur leur territoire et qui ne sont pas en mesure d'obtenir un titre de voyage du pays de leur résidence régulière.

2. Les documents de voyage délivrés aux termes d'accords internationaux antérieurs par les Parties à ces accords seront reconnus par les Etats Contractants, et traités comme s'ils avaient été délivrés aux réfugiés en vertu du présent article.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 29

Charges fiscales

1. Les Etats Contractants n'assujettiront pas les réfugiés à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce sont, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'opposent pas à l'application aux réfugiés des dispositions des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratifs, pièces d'identité y comprises.

Article 30

Transfert des avoirs

1. Tout Etat Contractant permettra aux réfugiés, conformément aux lois et règlements de leur pays, de transférer les avoirs qu'ils ont fait entrer sur son territoire, dans le territoire d'un autre pays où ils ont été admis afin de s'y réinstaller.

2. Tout Etat Contractant accordera sa bienveillante attention aux demandes présentées par des réfugiés qui désirent obtenir l'autorisation de transférer tous autres avoirs nécessaires à leur réinstallation dans un autre pays où ils ont été admis afin de s'y réinstaller.

Article 31

Refugiés en situation irrégulière dans le pays d'accueil

1. Les Etats Contractants n'appliqueront pas de sanctions pénales, du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers, aux réfugiés qui, arrivant directement du territoire où leur vie ou leur liberté était menacée au sens prévu par l'article premier, entrent ou se trouvent sur leur territoire sans autorisation, sous la réserve qu'ils se présentent sans délai aux autorités et leur exposent des raisons reconnues valables de leur entrée ou présence irrégulières.

2. Les Etats Contractants n'appliqueront aux déplacements de ces réfugiés d'autres restrictions que celles qui sont nécessaires; ces restrictions seront appliquées seulement en attendant que le statut des réfugiés dans le pays d'accueil ait été régularisé ou qu'ils aient réussi à se faire admettre dans un autre pays. En vue de cette dernière admission les Etats Contractants accorderont à ces réfugiés un délai raisonnable ainsi que toutes facilités nécessaires.

Article 32

Expulsion

1. Les Etats Contractants n'expulseront un réfugié se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

2. L'expulsion de ce réfugié n'aura lieu qu'en exécution d'une décision rendue conformément à la procédure prévue par la loi. Le réfugié devra, sauf si des raisons impérieuses de sécurité nationale s'y opposent, être admis à fournir des preuves tendant à le disculper, à présenter un recours et à se faire représenter à cet effet devant une autorité compétente ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l'autorité compétente.

3. Les Etats Contractants accorderont à un tel réfugié un délai raisonnable pour lui permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays. Les Etats Contractants peuvent appliquer, pendant ce délai, telle mesure d'ordre interne qu'ils jugeront opportune.

Article 33

Défense d'expulsion et de refoulement

1. Aucun des Etats Contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

2. Le bénéfice de la présente disposition ne pourra toutefois être invoqué par un réfugié qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime

COMSRIA - BIBLIOTHEQUE

ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays.

Article 34

Naturalisation

Les Etats Contractants faciliteront, dans toute la mesure du possible, l'assimilation et la naturalisation des réfugiés. Ils s'efforceront notamment d'accélérer la procédure de naturalisation et de réduire, dans toute la mesure du possible, les taxes et les frais de cette procédure.

Chapitre VI

DISPOSITIONS EXECUTOIRES ET TRANSITOIRES

Article 35

Coopération des autorités nationales avec les Nations Unies

1. Les Etats Contractants s'engagent à coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ou toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait, dans l'exercice de ses fonctions et en particulier à faciliter sa tâche de surveillance de l'application des dispositions de cette Convention.

2. Afin de permettre au Haut Commissariat ou à toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait de présenter des rapports aux organes compétents des Nations Unies, les Etats contractants s'engagent à leur fournir dans la forme appropriée les informations et les données statistiques demandées relatives:

a) au statut des réfugiés,
b) à la mise en oeuvre de cette Convention, et
c) aux lois, règlements et décrets, qui sont ou entreront en vigueur en ce qui concerne les réfugiés.

Article 36

Renseignements portant sur les lois et réglements nationaux

Les Etats Contractants communiqueront au Secrétaire général des Nations Unies le texte des lois et des règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application de cette Convention.

Article 37

Relations avec les conventions antérieures

Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 28, cette Convention remplace, entre les Parties à la Convention, les accords des 5 juillet 1922, 31 mai 1924, 12 mai 1926, 30 juin 1928 et 30 juillet 1935; ainsi que les Conventions des 28 octobre 1933, 10 février 1938, le Protocole du 14 septembre 1939 et l'Accord du 15 octobre 1946

Chapitre VII

CLAUSES FINALES

Article 38

Réglement des différends

Tout différend entre les Parties à cette Convention relatif à son interprétation ou à son application, qui n'aura pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des Parties au différend.

Article 39

Signature, ratification et adhésion

1. Cette Convention sera ouverte à la signature à Genève le 28 juillet 1951 et, après cette date, déposée auprès du Secrétaire général des Nations Unies. Elle sera ouverte à la signature à l'Office européen des Nations Unies du 28 juillet au 31 août 1951, puis ouverte à nouveau à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 17 septembre 1951 au 31 décembre 1952.

2. Cette Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que de tout autre Etat non membre invité à la Conférence de plénipotentiaires sur le statut des réfugiés et des apatrides ou de tout Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à signer. Elle devra être ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

3. Les Etats visés au paragraphe 2 du présent article pourront adhérer à cette Convention à dater du 28 juillet 1951. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 40

Clause d'application territoriale

1. Tout Etat pourra, au moment de la signature, ratification ou adhésion, déclarer que cette Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Une telle déclaration produira ses effets au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

2. A tout moment ultérieur cette extension se fera par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies et produira ses effe's à partir du quatrevingt-dixième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire général des Nations Unies aura reçu la notification ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat si cette dernière date est postérieure.

3. En ce qui concerne les territoires auxquels cette Convention ne s'appliquerait pas à la date de la signature, ratification ou adhésion, chaque Etat intéressé examinera la possibilité de prendre aussitôt que possible toutes mesures nécessaires afin d'aboutir à l'application de cette Convention auxdits territoires sous réserve, le cas échéant, de l'assentiment des gouvernements de ces territoires qui serait requis pour des raisons constitutionnelles.

Article 41

Clause fédérale

Dans le cas d'un Etat fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront:

a) En ce qui concerne les articles de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du Gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, les mêmes que celles des Parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

b) En ce qui concerne les articles de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le Gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons.

c) Un Etat fédératif Partie à cette Convention communiquera, à la demande de tout autre Etat Contractant qui lui aura été transmise par le Secrétaire général des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la Fédération et ses unités constituantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.

Article 42

Réserves

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1, 3, 4, 16 (1), 33, 36 à 46 inclus.

2. Tout Etat contractant ayant formulé une réserve conformément au paragraphe 1 de cet article pourra à tout moment la retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

Article 43

Entrée en vigueur

1. Cette Convention entrera en vigueur le quatrevingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 44

Dénonciation

1. Tout Etat Contractant pourra dénoncer la Convention à tout moment par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet pour l'Etat intéressé un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général des Nations Unies.

CNUCED/GATT - BIBLIOTHEQUE

3. Tout Etat qui a fait une déclaration ou une notification conformément à l'article 40 pourra notifier ultérieurement au Secrétaire général des Nations Unies que la Convention cessera de s'appliquer à tout territoire désigné dans la notification. La Convention cessera alors de s'appliquer au territoire en question un an après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification.

Article 45

Révision

1. Tout Etat Contractant pourra en tout temps, par voie de notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, demander la révision de cette Convention.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies recommendera les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 46

Notifications par le Secrétaire général des Nations Unies

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article 39:

a) Les déclarations et les notifications visées à la section B de l'article premier;

b) Les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 39;

c) Les déclarations et les notifications visées à l'article 40;

d) Les réserves formulées ou retirées visées à l'article 42;

e) La date à laquelle cette Convention entrera en vigueur, en application de l'article 43;

f) Les dénonciations et les notifications visées à l'article 44;

g) Les demandes de révision visées à l'article 45.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé, au nom de leurs Gouvernements respectifs, la présente Convention,

FAIT à Genève, le 28 juillet mil neuf cent cinquante et un, en un seul exemplaire dont les textes anglais et français font également foi et qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article 39.

* * *

ANNEXE N° 9

PROTOCOLE RELATIF AU STATUT DES REFUGIES

Les Etats parties au présent Protocole

Considérant que la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951 (ci-après dénommée la Convention) ne s'applique qu'aux personnes qui sont devenues réfugiés par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et que, de ce fait, lesdits réfugiés peuvent ne pas être admis au bénéfice de la Convention,

Considérant qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1er janvier 1951,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

DISPOSITION GENERALE

1. Les Etats parties au présent Protocole s'engagent à appliquer aux réfugiés, tels qu'ils sont définis ci-après, les articles 2 à 34 inclus de la Convention.

2. Aux fins du présent Protocole, le terme "réfugié", sauf en ce qui concerne l'application du paragraphe 3 du présent article, s'entend de toute personne répondant à la définition donnée à l'article premier de la Convention comme si les mots "par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et ..." et les mots "... à la suite de tels événements" ne figuraient pas au paragraphe 2 de la section A de l'article premier.

3. Le présent Protocole sera appliqué par les Etats qui y sont parties sans aucune limitation géographique; toutefois, les déclarations déjà faites, en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la section B de l'article premier de la Convention par des Etats déjà parties à celle-ci, s'appliqueront aussi sous le régime du présent Protocole, à moins que les obligations de l'Etat déclarant n'aient été étendues conformément au paragraphe 2 de la section B de l'article premier de la Convention.

SOUFESHA - BIBLIOTHEQUE

Article II

COOPERATION DES AUTORITES NATIONALES AVEC LES NATIONS UNIES

1. Les Etats parties au présent Protocole s'engagent à coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait, dans l'exercice de ses fonctions et, en particulier, à faciliter sa tâche de surveillance de l'application des dispositions du présent Protocole.

2. Afin de permettre au Haut Commissariat ou à tout autre institution des Nations Unies qui lui succéderait de présenter des rapports aux organes compétents des Nations Unies, les Etats parties au présent Protocole s'engagent à leur fournir, dans la forme appropriée, les informations et les données statistiques demandées relatives:

(*a*) Au statut des réfugiés;

(*b*) A la mise en oeuvre du présent Protocole;

(*c*) Aux lois, règlements et décrets qui sont ou entreront en vigueur en ce qui concerne les réfugiés.

Article III

RENSEIGNEMENTS PORTANT SUR LES LOIS ET REGLEMENTS NATIONAUX

Les Etats parties au présent Protocole communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le texte des lois et des règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application du présent Protocole.

Article IV

REGLEMENTS DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties au présent Protocole relatif à son interprétation et à son application, qui n'aurait pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article V

ADHESION

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats parties à la Convention et de tout autre Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une des institutions spécialisées ou de tout Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à adhérer au Protocole. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

CLAUSE FEDERALE

Dans le cas d'un Etat fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront:

(*a*) En ce qui concerne les articles de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole et dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

(*b*) En ce qui concerne les articles de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole et dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons;

(*c*) Un Etat fédératif partie au présent Protocole communiquera, à la demande de tout autre Etat partie au présent Protocole qui lui aura été transmise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention à appliquer conformément au

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par son action législative ou autre, à ladite disposition.

Article VII

RESERVES ET DECLARATIONS

1. Au moment de son adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves sur l'article IV du présent Protocole, et au sujet de l'application, en vertu de l'article premier du présent Protocole, de toutes dispositions de la Convention autres que celles des articles premier, 3, 4, 16 (1) et 33, à condition que, dans le cas d'un Etat partie à la Convention, les réserves faites en vertu du présent article ne s'étendent pas aux réfugiés auxquels s'applique la Convention.

2. Les réserves faites par des Etats parties à la Convention conformément à l'article 42 de ladite Convention s'appliqueront, à moins qu'elle ne soient retirées, à leurs obligations découlant du présent Protocole.

3. Tout Etat formulant une réserve en vertu du paragraphe 1 du présent article peut la retirer à tout moment par une communication adressée à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Les déclarations faites en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 40 de la Convention, par un Etat partie a celle-ci, qui adhère au présent Protocole, seront censées s'appliquer sous le régime du présent Protocole, à moins que, au moment de l'adhésion, un avis contraire n'ait été notifié par la partie intéressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 40 et du paragraphe 3 de l'article 44 de la Convention seront censées s'appliquer, *mutatis mutandis* au présent Protocole.

Article VIII

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du sixième instrument d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats adhérant au Protocole après le dépôt du sixième instrument d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur à la date où cet Etat aura déposé son instrument d'adhésion.

Article IX

DENONCIATION

1. Tout Etat partie au présent Protocole pourra le dénoncer à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet, pour l'Etat intéressé, un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article X

NOTIFICATIONS PAR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats visés à l'article V, en ce qui concerne le présent Protocole, les dates d'entrée en vigueur, d'adhésion, de dépôt et de retrait de réserves, de dénonciation et de déclarations et notifications s'y rapportant.

Article XI

DEPOT DU PROTOCOLE AUX ARCHIVES DU SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Un exemplaire du présent Protocole dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font egalement foi, signé par le Président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation. Le Secrétaire général en transmettra copie certifiée conforme à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article V.

* * *

CODHEM - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 8

Modèle du titre de voyage

Le titre aura la forme d'un carnet (15 cm × 10 cm environ).

Il est recommandé qu'il soit imprimé de telle façon que les ratures ou altérations par des moyens chimiques ou autres puissent se remarquer facilement, et que les mots « Convention du 28 juillet 1951 » soient imprimés en répétition continue sur chacune des pages, dans la langue du pays qui délivre le titre.

(Couverture du carnet)

TITRE DE VOYAGE

(Convention du 28 juillet 1951)

N° .....

(1)

TITRE DE VOYAGE

(Convention du 28 juillet 1951)

Ce document expire le .....
sauf prorogation de validité.

Nom .....

Prénom(s) .....

Accompagné de ..... enfant(s).

1. Ce titre est délivré uniquement en vue de fournir au titulaire un document de voyage pouvant tenir lieu de passeport national. Il ne préjuge pas de la nationalité du titulaire et est sans effet sur celle-ci.

2. Le titulaire est autorisé à retourner en .....
.....[indication du pays dont les autorités délivrent le titre]
jusqu'au .....sauf mention ci-après d'une date ultérieure. [La période pendant laquelle le titulaire est autorisé à retourner ne doit pas être inférieure à trois mois].

3. En cas d'établissement dans un autre pays que celui où le présent titre a été délivré, le titulaire doit, s'il veut se déplacer à nouveau, faire la demande d'un nouveau titre aux autorités compétentes du pays de sa résidence. [L'ancien titre de voyage sera remis à l'autorité qui délivre le nouveau titre pour être renvoyé à l'autorité qui l'a délivré] [1].

(Ce titre contient ..... pages, non compris la couverture).

[1] La phrase entre crochets peut être insérée par les gouvernements qui le désirent.

(2)

Lieu et date de naissance .....

Profession .....

Résidence actuelle .....

*Nom (avant le mariage) et prénom(s) de l'épouse .....

.....

*Nom et prénom(s) du mari .....

.....

CNRS-CRDP - BIBLIOTHEQUE

Signalement

Taille _____
Cheveux _____
Couleur des yeux _____
Nez _____
Forme du visage _____
Teint _____
Signes particuliers _____

Enfants accompagnant le titulaire

Nom	Prénom(s)	Lieu et date de naissance	Sexe

* Biffer la mention inutile.

(Ce titre contient —— pages, non compris la couverture).

(3)

Photographie du titulaire et cachet de l'autorité qui délivre le titre Empreintes digitales du titulaire (facultatif)

Signature du titulaire _____

(Ce titre contient —— pages, non compris la couverture).

(4)

1. Ce titre est délivré pour les pays suivants:

_____
_____
_____
_____

2. Document ou documents sur la base duquel ou desquels le présent titre est délivré:

_____
_____
_____

Délivré à _____
Date _____

Signature et cachet de l'autorité qui délivre le titre:

Taxe perçue:

(Ce titre contient —— pages, non compris la couverture).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

(5)

Prorogation de validité

Taxe perçue: du .....
au .....
Fait à ..... le .....

Signature et cachet de l'autorité
qui proroge la validité du titre:

Prorogation de validité

Taxe perçue: du .....
au .....
Fait à ..... le .....

Signature et cachet de l'autorité
qui proroge la validité du titre:

(Ce titre contient ..... pages, non compris la couverture).

---

(6)

Prorogation de validité

Taxe perçue: du .....
au .....
Fait à ..... le .....

Signature et cachet de l'autorité
qui proroge la validité du titre:

Prorogation de validité

Taxe perçue: du .....
au .....
Fait à ..... le .....

Signature et cachet de l'autorité
qui proroge la validité du titre:

(Ce titre contient ..... pages, non compris la couverture).

(7-32)

Visas

Reproduire dans chaque visa le nom du titulaire.

(Ce titre contient ..... pages, non compris la couverture).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 8

ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES DES NATIONS UNIES SUR LE STATUT DES RÉFUGIÉS ET DES APATRIDES

I

Par sa résolution 429 (V) du 14 décembre 1950, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de réunir à Genève une Conférence de plénipotentiaires pour achever de rédiger et pour signer une Convention relative au statut des réfugiés et aussi un Protocole relatif au statut des apatrides.

La Conférence s'est réunie à l'Office européen des Nations Unies à Genève où elle a siégé du 2 au 25 juillet 1951.

Les Gouvernements des vingt-six Etats suivants avaient envoyé des représentants qui ont tous présenté des lettres de créance ou autres pouvoirs reconnus valables les habilitant à participer aux travaux de la Conférence:

Australie
Autriche
Belgique
Brésil
Canada
Colombie
Danemark
Egypte
Etats-Unis d'Amérique
France
Grèce
Irak
Israël
Italie
Luxembourg
Monaco
Norvège
Pays-Bas
République fédérale d'Allemagne
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Saint-Siège
Suède
Suisse (la délégation suisse représentait aussi le Liechtenstein)
Turquie
Venezuela
Yougoslavie

Les Gouvernements des deux Etats suivants étaient représentés par des observateurs:

Cuba
Iran

Conformément à la demande de l'Assemblée générale, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés a participé, sans droit de vote, aux travaux de la Conférence.

L'Organisation Internationale du Travail et l'Organisation Internationale pour les Réfugiés étaient représentées à la Conférence, sans droit de vote.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La Conférence a invité le Conseil de l'Europe à se faire représenter, sans droit de vote.

Des représentants des organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, étaient également présents en qualité d'observateurs:

Catégorie A

Confédération internationale des syndicats libres
Fédération internationale des syndicats chrétiens
Union interparlementaire

Catégorie B

Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes filles
Association internationale du droit pénal
Bureau international pour l'organisation du droit pénal
Caritas Internationalis
Comité des Eglises pour les affaires internationales
Comité consultatif mondial de la Société des amis
Comité de coordination d'organisations juives
Comité international de la Croix-Rouge
Congrès juif mondial
Conseil consultatif d'organisations juives
Conseil international des femmes
Fédération internationale des amis de la jeune fille
Ligue internationale des droits de l'homme
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
Organisation mondiale Agudas Israel
Pax Romana
Service social international
Union catholique internationale de service social
Union internationale des ligues féminines catholiques
Union internationale de protection de l'enfance
World Union for Progressive Judaism

Registre

Association mondiale des guides et des éclaireuses
Comité international d'aide aux intellectuels
Comité permanent des organisations bénévoles
Ligue des sociétés de la Croix-Rouge
World University Service

Les représentants des organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif et les représentants des organisations inscrites par le Secrétaire général sur le Registre et dont il est question au paragraphe 17 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social, avaient, aux termes du Règlement intérieur adopté par la Conférence, le droit de présenter à celle-ci des déclarations écrites ou verbales.

SCD DEGEA - BIBLIOTHEQUE

La Conférence a élu Président M. Knud Larsen, représentant du Danemark, et Vice-Présidents M. A. Herment, représentant de la Belgique, et M. Talat Miras, représentant de la Turquie.

A sa seconde séance, la Conférence, sur la proposition du représentant de l'Egypte, a décidé à l'unanimité d'adresser une invitation au Saint-Siège, le priant de bien vouloir désigner un plénipotentiaire pour participer aux travaux de la Conférence. Le 10 juillet 1951 un représentant du Saint-Siège est venu prendre place parmi les membres de la Conférence.

La Conférence a adopté comme ordre du jour l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général (A/CONF.2/2/Rev.1). Elle a également adopté le Règlement intérieur provisoire rédigé par le Secrétaire général en y ajoutant une disposition qui autorisait un représentant du Conseil de l'Europe à assister à la Conférence sans droit de vote, et à présenter des propositions (A/CONF.2/3/Rev.1).

Conformément au Règlement intérieur de la Conférence, le Président et les Vice-Présidents ont vérifié les pouvoirs des représentants et, le 17 juillet 1951, ils ont fait rapport à la Conférence sur les résultats de cette vérification. La Conférence a adopté ce rapport.

La Conférence a pris pour base de travail le projet de Convention relatif au statut des réfugiés et le projet de Protocole relatif au statut des apatrides préparés par le Comité spécial pour les réfugiés et les apatrides lors de sa deuxième session, tenue à Genève du 14 au 25 août 1950, à l'exception du préambule et de l'article 1 (Définition du terme « réfugié ») du projet de Convention. Le texte du préambule dont la Conférence était saisie était celui que le Conseil économique et social avait adopté le 11 août 1950 dans sa résolution 319 B II (XI). Le texte de l'article 1 soumis à la Conférence était celui que l'Assemblée générale avait recommandé le 14 décembre 1950, et qui figure à l'annexe de la résolution 429 (V). Ce texte reprenait, en le modifiant, celui qui avait été adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 319 B II (XI) *.

La Conférence a adopté en première et en deuxième lecture la Convention relative au statut des réfugiés. Avant la seconde lecture, elle avait constitué un comité de style composé du Président et des représentants de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, d'Israël, de l'Italie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Haut Commissaire pour les Réfugiés; ce comité de style a élu Président M. G. Warren, représentant des Etats-Unis d'Amérique. Le comité de style a modifié le texte adopté par la Conférence en première lecture, ces modifications ont porté en particulier sur des questions de langue et sur la concordance à assurer entre les textes anglais et français.

---

* Les textes mentionnés dans le paragraphe ci-dessus sont reproduits dans le document A/CONF.2/1.

COPYRIGHT BIBLIOTHÈQUE

La Convention a été adoptée le 25 juillet par 24 voix contre zéro sans abstention. Elle sera ouverte à la signature à l'Office européen des Nations Unies du 28 juillet au 31 août 1951. Elle sera de nouveau ouverte à la signature au Siège permanent des Nations Unies à New-York du 17 septembre 1951 au 31 décembre 1952.

On trouvera, joints au présent Acte final, les textes anglais et français de la Convention, qui font également foi.

II

La Conférence a décidé, par 17 votes contre 3 et 3 abstentions, que les titres des chapitres et des articles de la Convention sont inclus aux fins d'information et ne constituent pas des éléments d'interprétation.

III

En ce qui concerne le projet de Protocole relatif au statut des apatrides, la Conférence a adopté la résolution suivante:

« *La Conférence,*

« *Ayant pris en considération* le projet de Protocole relatif au statut des apatrides,

« *Considérant* que ce sujet exige encore une étude plus approfondie,

« *Décide* de ne pas prendre de décision à ce sujet à cette Conférence et renvoie le projet de Protocole pour plus ample étude aux organes appropriés des Nations Unies. »

IV

La Conférence a adopté à l'unanimité les recommandations suivantes:

A

(Mesures transitoires concernant les titres de voyage) [1]

« *La Conférence,*

« *Considérant* que la délivrance et la reconnaissance des titres de voyage sont nécessaires pour faciliter le mouvement des réfugiés et, en particulier, leur réinstallation,

« *Demande instamment* aux Gouvernements parties à l'Accord concernant la délivrance d'un titre de voyage à des réfugiés relevant de la compétence du Comité intergouvernemental pour les réfugiés, signé à Londres le 15 octobre 1946, ou qui reconnaissent la validité des titres de voyage délivrés conformément aux dispositions de cet Accord, de continuer à délivrer ou à reconnaître lesdits titres de voyage et de déli-

[1] Titre de l'éditeur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

vrer ces titres de voyage à tous les réfugiés répondant à la définition donnée de ce terme à l'article premier de la Convention relative au statut des réfugiés ou de reconnaître les titres de voyage ainsi délivrés à ces personnes, jusqu'à ce qu'ils aient assumé les obligations qui découlent de l'article 28 de ladite Convention. »

B

(Principe de l'unité de la famille) [1]

« *La Conférence,*

« *Considérant* que l'unité de la famille, cet élément naturel et fondamental de la société, est un droit essentiel du réfugié, et que cette unité est constamment menacée, et

« *Constatant* avec satisfaction que, d'après le commentaire officiel du Comité spécial de l'apatridie et des problèmes connexes (E/1618, p. 38) les droits de réfugié sont étendus aux membres de sa famille,

« *Recommande* aux Gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la famille du réfugié et en particulier pour:

« (1) Assurer le maintien de l'unité de la famille du réfugié, notamment dans le cas où le chef de la famille a réuni les conditions voulues pour son admission dans un pays;

« (2) Assurer la protection des réfugiés mineurs, notamment des enfants isolés et des jeunes filles, spécialement en ce qui concerne la tutelle et l'adoption. »

C

(Services Sociaux) [1]

« *La Conférence,*

« *Considérant* que le réfugié a besoin, dans les divers domaines moraux, juridiques et matériels, du concours de services sociaux appropriés, notamment de celui des organisations non gouvernementales qualifiées,

« *Recommande* aux Gouvernements et aux organismes intergouvernementaux de faciliter, d'encourager et de soutenir les efforts des organisations dûment qualifiées pour leur tâche. »

D

(Solidarité internationale dans les domaines de l'asile et de la réinstallation) [1]

« *La Conférence,*

« *Considérant* que nombre de personnes quittent encore leur pays d'origine pour des raisons de persécution et qu'elles ont droit à une protection spéciale à cause de leur condition particulière,

[1] Titre de l'éditeur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« *Recommande* aux Gouvernements de continuer à recevoir les réfugiés sur leur territoire et d'agir de concert dans un véritable esprit de solidarité internationale, afin que les réfugiés puissent trouver asile et possibilité de réétablissement. »

E

(Elargissement de la portée de la Convention) [1]

« *La Conférence,*

« *Exprime* l'espoir que la Convention relative au statut des réfugiés aura valeur d'exemple, en plus de sa portée contractuelle, et qu'elle incitera tous les Etats à accorder dans toute la mesure du possible aux personnes se trouvant sur leur territoire en tant que réfugiés et qui ne seraient pas couvertes par les dispositions de la Convention, le traitement prévu par cette Convention. »

EN FOI DE QUOI, le Président, les Vice-Présidents et le Secrétaire exécutif de la Conférence ont signé le présent Acte final.

FAIT à Genève, ce 28 juillet mil neuf cent cinquante et un en un seul exemplaire rédigé en langue anglaise et française, chacun des deux textes faisant également foi. Des traductions du présent Acte final en chinois, en espagnol et en russe seront faites par les soins du Secrétaire général des Nations Unies, qui enverra, sur demande, des exemplaires de ces traductions à chacun des Gouvernements invités à assister à la Conférence.

Le Président de la Conférence:	KNUD LARSEN
Les Vice-Présidents de la Conférence:	A. HERMENT TALAT MIRAS
Le Secrétaire exécutif de la Conférence:	JOHN P. HUMPHREY

[1] Titre de l'éditeur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 10

CONVENTION DE L'OUA REGISSANT LES ASPECTS PROPRES AUX PROBLEMES DES REFUGIES EN AFRIQUE

PREAMBULE

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis à Addis-Abéba, du 6 au 10 septembre 1969.

1. *Notant avec inquiétude* l'existence d'un nombre sans cesse croissant de réfugiés en Afrique, et désireux de trouver les moyens d'alléger leur misère et leurs souffrances et de leur assurer une vie et un avenir meilleurs;

2. *Reconnaissant* que les problèmes des réfugiés doivent être abordés d'une manière essentiellement humanitaire pour leur trouver une solution;

3. *Conscients*, néanmoins, de ce que les problèmes des réfugiés constituent une source de friction entre de nombreux Etats membres, et désireux d'enrayer à la source de telles discordes;

4. *Désireux* d'établir une distinction entre un réfugié qui cherche à se faire une vie normale et paisible et une personne qui fuit son pays à seule fin d'y fomenter la subversion à partir de l'extérieur;

5. *Décidés* à faire en sorte que les activités de tels éléments subversifs soient découragées, conformément à la Déclaration sur le problème de la subversion et à la résolution sur le problème des réfugiés, adoptées à Accra, en 1965;

6. *Conscients* que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ont affirmé le principe que les êtres humains doivent jouir sans discrimination des libertés et droits fondamentaux;

7. *Rappelant* la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 2312 (XXII) du 14 décembre 1967 relative à la Déclaration sur l'asile territorial;

8. *Convaincus* que tous les problèmes de notre continent doivent être résolus dans l'esprit de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et dans le cadre de l'Afrique;

9. *Reconnaissant* que la Convention des Nations Unies du 28 juillet 1951 modifiée par le Protocole du 31 janvier 1967, constitue l'instrument fondamental et universel relatif au statut des réfugiés ainsi que leur désir d'établir des normes communes de traitement des réfugiés;

10. *Rappelant* les résolutions 26 et 104 des Conférences des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA dans lesquelles il est demandé aux Etats membres de l'Organisation qui ne l'ont pas encore fait, d'adhérer à la Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967 et, en attendant, d'en appliquer les dispositions aux réfugiés en Afrique;

11. *Convaincus* que l'efficacité des mesures préconisées par la présente Convention en vue de résoudre le problème des réfugiés en Afrique exige une collaboration étroite et continue entre l'Organisation de l'Unité Africaine et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;

Sommes convenus des dispositions ci-après:

ARTICLE I

DEFINITION DU TERME "REFUGIE"

1. Aux fins de la présente Convention, le terme "réfugié" s'applique à toute personne qui, craignant avec raison, d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social et de ses opinions politiques, se trouve hors du

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut, ou en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

2. Le terme "réfugié" s'applique également à toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité.

3. Dans le cas d'une personne qui a plusieurs nationalités, l'expression "du pays dont elle a la nationalité" vise chacun des pays dont cette personne a la nationalité; on ne considère pas qu'une personne ne jouit pas de la protection du pays dont elle a la nationalité si, sans raisons valables, fondées sur une crainte justifiée, elle ne se récalme pas de la protection de l'un des pays dont elle a la nationalité.

4. La présente Convention cesse de s'appliquer dans les cas suivants à toute personne jouissant du statut de réfugié:

a) si cette personne s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité, ou

b) si, ayant perdu sa nationalité, elle l'a volontairement recouvrée, ou

c) si elle a acquis une nouvelle nationalité et si elle jouit de la protection du pays dont elle a la nationalité, ou

d) si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;

e) si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité;

f) si elle a commis un crime grave de caractère non politique en dehors du pays d'accueil après y avoir été admise comme réfugiée;

g) si elle a enfreint gravement les buts poursuivis par la présente Convention.

5. Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables à toute personne dont l'Etat d'asile a des raisons sérieuses de penser:

a) qu'elle a commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;

b) qu'elle a commis un crime grave de caractère non politique en dehors du pays d'accueil avant d'être admise comme réfugiée;

c) qu'elle s'est rendue coupable d'agissements contraires aux objectifs et aux principes de l'Organisation de l'Unité Africaine;

d) qu'elle s'est rendue coupable d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations.

6. Aux termes de la présente Convention, il appartient à l'Etat contractant d'asile de déterminer le statut de réfugié du postulant.

ARTICLE II

ASILE

1. Les Etats membres de l'OUA s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans le cadre de leurs législations respectives, pour accueillir les réfugiés, et assurer l'établissement de ceux d'entre eux qui, pour des raisons sérieuses, ne peuvent ou ne veulent pas retourner dans leurs pays d'origine ou dans celui dont ils ont la nationalité

2. L'octroi du droit d'asile aux réfugiés constitue un acte pacifique et humanitaire et ne peut être considéré par aucun Etat comme un acte de nature inamicale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3. Nul ne peut être soumis par un Etat membre à des mesures telles que le refus d'admission à la frontière, le refoulement ou l'expulsion qui l'obligeraient à retourner ou à demeurer dans un territoire où sa vie, son intégrité corporelle ou sa liberté seraient menacées pour les raisons énumérées à l'article 1, paragraphes 1 et 2.

4. Lorsqu'un Etat membre éprouve des difficultés à continuer d'accorder le droit d'asile aux réfugiés, cet Etat membre pourra lancer un appel aux autres Etats membres, tant directement que par l'intermédiaire de l'OUA; et les autres Etats membres, dans un esprit de solidarité africaine et de coopération internationale, prendront les mesures appropriées pour alléger le fardeau dudit Etat membre accordant le droit d'asile.

5. Tout réfugié qui n'a pas reçu le droit de résider dans un quelconque pays d'asile pourra être admis temporairement dans le premier pays d'asile où il s'est présenté comme réfugié en attendant que les dispositions soient prises pour sa réinstallation conformément à l'alinéa précédent.

6. Pour des raisons de sécurité, les Etats d'asile devront, dans toute la mesure du possible, installer les réfugiés à une distance raisonnable de la frontière de leur pays d'origine.

ARTICLE III

INTERDICTION DE TOUTE ACTIVITE SUBVERSIVE

1. Tout réfugié a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur et aux mesures visant au maintien de l'ordre public. Il doit en outre s'absentir de tous agissements subversifs dirigés contre un Etat membre de l'OUA.

2. Les Etats *signataires* s'engagent à interdire aux réfugiés établis sur leur territoire respectif d'attaquer un quelconque Etat membre de l'OUA *par toutes activités qui soient* de nature à faire naître une tension entre les Etats membres, et notamment par les armes, la voie de la presse écrite et radiodiffusée.

ARTICLE IV

NON DISCRIMINATION

Les Etats membres s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention à tous les réfugiés, sans distinction de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un certain groupe social ou d'opinions politiques.

ARTICLE V

RAPATRIEMENT VOLONTAIRE

1. Le caractère essentiellement volontaire du rapatriement doit être respecté dans tous les cas et aucun réfugié ne peut être rapatrié contre son gré.

2. En collaboration avec le pays d'origine, le pays d'asile doit prendre les mesures appropriées pour le retour sain et sauf des réfugiés qui demandent leur rapatriement.

3. Le pays d'origine qui accueille les réfugiés qui y retournent doit faciliter leur réinstallation, leur accorder tous les droits et privilèges accordés à ses nationaux et les assujettir aux mêmes obligations.

4. Les réfugiés qui rentrent volontairement dans leur pays ne doivent encourir aucune sanction pour l'avoir quitté pour l'une quelconque des raisons donnant naissance à la situation de réfugié. Toutes les fois que cela sera nécessaire, des appels devront être lancés par l'entremise des moyens nationaux d'information ou du Secrétaire général de l'OUA, pour inviter les réfugiés à rentrer dans leur pays et leur donner des assurances que les nouvelles situations qui règnent dans leur pays d'origine leur permettent d'y retourner sans aucun risque et d'y reprendre une vie normale et paisible, sans crainte d'être inquiétés ou punis. Le pays d'asile devra remettre aux réfugiés le texte de ces appels et les leur expliquer clairement.

5. Les réfugiés qui décident librement de rentrer dans leur patrie à la suite de ces assurances ou de leur propre initiative, doivent recevoir de la part du pays d'asile, du pays d'origine ainsi que des institutions bénévoles, des organisations internationales et inter-gouvernementales, toute l'assistance possible susceptible de faciliter leur retour.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARTICLE VI

TITRE DE VOYAGE

1. Sous réserve des dispositions de l'article III, les Etats membres délivreront aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire des titres de voyage conformes à la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés et à ses annexes en vue de leur permettre de voyager hors de ces territoires, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent. Les Etats membres pourront délivrer un tel titre de voyage à tout autre réfugié se trouvant sur leur territoire.

2. Lorsqu'un pays africain de deuxième asile accepte un réfugié provenant d'un pays de premier asile, le pays de premier asile pourra être dispensé de délivrer un titre de voyage avec clause de retour.

3. Les documents de voyage délivrés à des réfugiés aux termes d'accords internationaux antérieurs par les Etats parties à ces accords sont reconnus par les Etats membres, et traités comme s'ils avaient été délivrés aux réfugiés en vertu du présent article.

ARTICLE VII

COLLABORATION DES POUVOIRS PUBLICS NATIONAUX AVEC L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

Afin de permettre au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine de présenter des rapports aux organes compétents de l'Organisation de l'Unité Africaine, les Etats membres s'engagent à fournir au Secrétariat, dans la forme appropriée, les informations et les données statistiques demandées, relatives:

a) au statut des réfugiés;

b) à l'application de la présente Convention, et

c) aux lois, règlements et décrets qui sont ou entreront en vigueur et qui concernent les réfugiés.

ARTICLE VIII

COLLABORATION AVEC LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

1. Les Etats membres collaboreront avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

2. La présente Convention constituera pour l'Afrique, le complément régional efficace de la Convention de 1951 des Nations Unies sur le statut des réfugiés.

ARTICLE IX

RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre Etats signataires de la présente Convention qui porte sur l'interprétation ou l'application de cette Convention et qui ne peut être réglé par d'autres moyens doit être soumis à la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation de l'Unité Africaine, à la demande de l'une quelconque des parties au différend.

ARTICLE X

SIGNATURE ET RATIFICATION

1. La présente Convention est ouverte à la signature et à l'adhésion de tous les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, et sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

2. L'instrument original, rédigé, si possible, dans des langues africaines ainsi qu'en français et en anglais, tous les textes faisant également force, est déposé auprès du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

3. Tout Etat africain indépendant, membre de l'Organisation de l'Unité Africaine, peut à tout moment notifier son accession à la Convention au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 10

ARTICLE XI

ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente Convention entrera en vigueur dès qu'un tiers des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine aura déposé ses instruments de ratification.

ARTICLE XII

AMENDMENT

La présente Convention peut être modifiée ou révisée si un Etat membre adresse au Secrétaire général administratif une demande écrite à cet effet, sous réserve, toutefois, que l'amendement proposé ne sera présenté à l'examen de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement que lorsque tous les Etats membres en auront été dûment avisés et qu'une année se sera écoulée. Les amendements n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par les deux tiers au moins des Etats membres parties à la présente Convention.

ARTICLE XIII

DÉNONCIATION

1. Tout Etat membre partie à cette Convention pourra en dénoncer les dispositions par notification écrite adressée au Secrétaire général administratif.

2. Un an après la date de cette notification, si celle-ci n'est pas retirée, la Convention cessera de s'appliquer à l'Etat en question.

ARTICLE XIV

Dès l'entrée en viguer de la présente Convention, le Secrétaire général administratif de l'OUA la déposera auprès du Secrétaire général des Nations Unies, aux termes de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XV

NOTIFICATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

Le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine notifie à tous les membres de l'Organisation:

a) les signatures, ratifications et adhésions conformément à l'article X;

b) l'entrée en vigueur telle que prévue à l'article XI;

c) les demandes d'amendement présentées aux termes de l'article XII;

d) les dénonciations conformément à l'article XIII.

EN FOI DE QUOI, NOUS, Chefs d'Etat et de Gouvernement africains avons signé la présente Convention.

ALGERIE	DAHOMEY
BOTSWANA	ETHIOPIE
BURUNDI	GABON
CAMEROUN	GAMBIE
CONGO-BRAZZAVILLE	GHANA
CONGO-KINSHASA	GUINEE EQUATORIALE
COTE D'IVOIRE	GUINEE
HAUTE VOLTA	RWANDA
ILE MAURICE	SENEGAL
KENYA	SIERRA LEONE
LESOTHO	SOMALIE
LIBERIA	SOUDAN
LIBYE	SWAZILAND
MADAGASCAR	TCHAD
MALAWI	TOGO
MALI	TUNISIE
MAROC	OUGANDA
MAURITANIE	REPUBLIQUE ARABE UNIE (EGYPTE)
NIGER	REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE
NIGERIA	ZAMBIE
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	

Fait en la ville d'Addis-Abéba, ce 10 septembre 1969.

* * *

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 11

DÉCLARATION

SUR LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET DES PERSONNES DÉPLACÉES DANS LE MONDE ARABE

Le Groupe d'experts arabes, réuni au Caire (République arabe d'Egypte) du 16 au 19 novembre 1992 pour le Quatrième Séminaire arabe sur « le droit d'asile et le droit des réfugiés dans le monde arabe », organisé par l'Institut international de droit humanitaire en collaboration avec la Faculté de droit de l'Université du Caire, sous le parrainage du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

1. *Constatant* avec un profond regret les souffrances que le monde arabe a endurées du fait de l'afflux massif de réfugiés et de personnes déplacées et *notant*, en outre, avec une profonde inquiétude les mouvements continuels de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde arabe et la tragédie humaine qu'ils subissent,

2. *Rappelant* les principes humanitaires profondément enracinés dans les traditions et les valeurs arabes islamiques, ainsi que les principes et les règles du droit musulman (Charia islamique), notamment les principes de solidarité sociale et d'asile, qui se retrouvent dans les principes universellement reconnus du droit humanitaire international,

3. *Reconnaissant* la nécessité impérieuse d'aborder dans une optique humanitaire la solution des problèmes des réfugiés et des personnes déplacées, sans préjudice des droits politiques du peuple palestinien,

4. *Soulignant* la nécessité d'appliquer effectivement les dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1948, qui demande le droit au retour ou à une indemnisation pour les réfugiés palestiniens,

5. *Considérant* que la solution requise consiste à appliquer intégralement les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Organisation des Nations Unies, y compris la résolution 181 de 1947 et la résolution 3236 de 1973, qui garantissent le droit du peuple palestinien de constituer un Etat indépendant sur son territoire national,

6. *Vivement préoccupé de constater* que les Palestiniens ne reçoivent pas une protection efficace de la part des organisations internationales compétentes ou des autorités compétentes de certains pays arabes,

7. *Reconnaissant* que les problèmes des réfugiés et des personnes déplacées doivent être traités sous tous leurs aspects, en particulier ceux qui ont trait à leurs causes, aux moyens de prévention et aux solutions appropriées,

8. *Rappelant* que la Charte des Nations Unies et les instruments internationaux en matière de droits de l'homme affirment le principe que tout être humain doit être admis au bénéfice des droits et libertés fondamentaux sans discrimination de quelque nature qu'elle soit,

9. *Considérant* que le droit d'asile et le droit des réfugiés font partie intégrante des droits de l'homme, dont le respect devrait être pleinement assuré dans le monde arabe,

10. *Reconnaissant* que la Convention des Nations Unies du 28 juillet 1951 et le Protocole du 31 janvier 1967 constituent les instruments universels de base qui régissent la condition des réfugiés,

CNDESRIA - BIBLIOTHEQUE

11. *Rappelant* l'importance des instruments juridiques régionaux comme la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique et la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés de 1984,

12. *Reconnaissant* que les principes fondamentaux des droits de l'homme, du droit humanitaire international et du droit international des réfugiés représentent une norme commune que tous les peuples et toutes les nations devraient atteindre; qu'ils devraient être un guide constant pour tous les individus et tous les organes de la société; et que les autorités nationales compétentes devraient assurer le respect de ces principes et s'efforcer de les promouvoir en les faisant enseigner et en les diffusant,

13. *Rappelant* le rôle historique de l'Islam et sa contribution à l'humanité et le fait que le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous fait partie intégrante des valeurs arabes et des principes et règles du droit musulman (Charia islamique),

14. *Prenant note* avec satisfaction du rôle humanitaire que joue le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en fournissant protection et assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées,

15. *Rappelant* avec une gratitude particulière les efforts faits par l'Institut international de droit humanitaire pour développer le droit des réfugiés dans le monde arabe et pour organiser les quatre Séminaires arabes qui ont eu lieu à cette fin à San Remo (1984), à Tunis (1989), à Amman (1991) et au Caire (1992),

16. *Rappelant* avec satisfaction les efforts faits par le Comité international de la Croix-Rouge pour protéger les réfugiés et les personnes déplacées dans les situations de conflit armé,

Adopte la Déclaration suivante :

Article 1 Réaffirme le droit fondamental de tout individu de se déplacer librement à l'intérieur de son propre pays ou de le quitter pour un autre pays et de revenir dans son pays d'origine;

Article 2 Réaffirme l'importance du principe qui interdit de renvoyer ou d'expulser un réfugié vers un pays dans lequel sa vie ou sa liberté sera en danger, et considère ce principe comme étant une règle impérative du droit public international;

Article 3 Estime qu'accorder l'asile ne devrait pas être considéré comme un acte inamical à l'encontre d'un autre Etat;

Article 4 Espère que les Etats arabes qui ne l'ont pas encore fait adhéreront à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 concernant la condition des réfugiés;

Article 5 Dans les situations qui ne sont peut-être pas prévues par la Convention de 1951, le Protocole de 1967 ou tout autre instrument pertinent en vigueur ou par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées doivent néanmoins être protégés par :

a) les principes humanitaires de l'asile inscrits dans le droit islamique et dans les valeurs arabes,

b) les règles fondamentales en matière de droits de l'homme établies par les organisations internationales et régionales,

c) d'autres principes pertinents du droit international;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Article 6 Recommande que, en attendant l'élaboration d'une convention arabe relative aux réfugiés, les Etats arabes adoptent un vaste concept de « réfugié » et de « personne déplacée », ainsi qu'une norme minimale pour leur traitement s'inspirant des dispositions des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et aux réfugiés et des instruments régionaux pertinents;

Article 7 Demande à la Ligue des Etats arabes de redoubler d'efforts afin d'adopter une convention arabe relative aux réfugiés. Il est à espérer que ces efforts porteront leurs fruits dans un délai raisonnable;

Article 8 Invite les Etats arabes à fournir au Secrétariat de la Ligue des informations et des données statistiques pertinentes, notamment en ce qui concerne :

a) la situation des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs territoires respectifs,

b) la mesure dans laquelle ils appliquent les instruments internationaux relatifs à la protection des réfugiés,

c) les lois, règlements et décrets nationaux en vigueur concernant les réfugiés et les personnes déplacées;

Cela aidera la Ligue des Etats arabes à jouer un rôle actif dans la protection des réfugiés et des personnes déplacées, en coopération avec les organisations internationales compétentes;

Article 9 *a*) Souligne avec force la nécessité de veiller à ce que la protection internationale des réfugiés palestiniens soit assurée par les organisations internationales compétentes et, en particulier, par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, et surtout de son droit au rapatriement et à l'autodétermination,

b) Prie les organes compétents des Nations Unies d'accorder avec la diligence voulue la protection nécessaire au peuple palestinien, en application de la résolution 681 du Conseil de sécurité du 20 décembre 1990,

c) Prie les Etats arabes d'appliquer dans son intégralité le Protocole relatif au traitement des Palestiniens dans les Etats arabes, adopté à Casablanca le 11 septembre 1965;

Article 10 Insiste sur la nécessité de fournir une protection spéciale aux femmes et aux enfants, catégorie la plus nombreuse et la plus éprouvée parmi les réfugiés et les personnes déplacées, ainsi que sur l'importance des efforts à faire pour réunir les familles de réfugiés et de personnes déplacées;

Article 11 Lance un appel pour que toute l'attention voulue soit accordée à la diffusion du droit des réfugiés et à la sensibilisation de l'opinion publique à ce droit dans le monde arabe, et pour que soit créé un Institut arabe de droit humanitaire international, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Etats arabes.

Fait au Caire, jeudi le 24 djumada al-awwal 1413 de l'hégire (soit le 19 novembre 1992).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 12

THE REGULATION OF ASYLUM ACT
(1974 Act No. 45, Sudan Gazette No. 1162 Legis. Supp. 183 (1974))

In the name of God, the Compassionate, the Merciful,
and in the name of the People,
The President,
In accordance with the provisions of Article 225 of the Constitution hereby makes the following Act:

TITLE AND COMMENCEMENT. 1. This Act may be cited as "The Regulation of Asylum Act, 1974" and shall come into force upon signature.

DEFINITION. 2. In this Act unless the context otherwise requires:

"Minister" means the Minister of Interior.

"Refugee" means any person who leaves the country of his nationality owing to fear of persecution or danger by reason of race, religion, or membership of any social or political group, or owing to fear of military operations, occupation, outside aggression, foreign domination or internal disturbances, is unable or owing to such fear is unwilling to return to his country, or he has no nationality and left the country, where he habitually resides by reason of such events and is unable, or is unwilling, by reason of fear, to return thereto. The term "refugee" includes also children who are not accompanied by adults, or who are war orphans, or whose guardians have disappeared and are outside the countries of their nationalities.

"Commissioner" means the Commissioner General for refugees and includes his assistants.

"Competent Authority" means any person appointed by the Minister to be a competent authority.

"Assistant Commissioner" means the person appointed under section 3 (2) hereof.

COMMISSIONER AND REGISTRAR OF REFUGEES

3. (1) The Minister shall appoint a Commissioner for Refugees responsible to him, whose main office shall be in Khartoum. He shall carry out the duties and perform the acts which are required of him by this Act and the regulations made under it, or by the Minister.

(2) The Minister may appoint a suitable person to perform the functions of the Commissioner in the Provinces.

THE KEEPING OF REGISTERS

4. (1) Every Assistant Commissioner shall keep a register in which he shall register the applications for asylum and the names of all the refugees who enter his region.

(2) The register shall contain detailed particulars showing the name of the refugee, his nationality if any - and the place of his permanent residence if he has no nationality. The reasons which prevented him, or made him unwilling to return to his country, shall be shown and his profession, religion, age, description and any other matters the registration of which is necessary in the opinion of the Commissioner, shall be registered.

(3) The Assistant Commissioner shall keep a copy of his register and send two copies thereof to the Commissioner as soon as possible.

GRANTING PERMISSION OF ASYLUM

5. The Minister shall have power to grant asylum in the Sudan, and he may delegate such power.

PRESENTATION OF THE MATTER OF ASYLUM

6. (1) After registration of applications for asylum - if any or the names of refugees and the particulars relating thereto, such matter shall be submitted to the Minister for the exercise of his powers in accordance with section 5 hereof and the Minister shall decide upon

COLLESRIA - BIBLIOTHEQUE

the application or the matter within an initial maximum period of one month. If he does not decide upon the application or the matter during such period, the permission of asylum in respect of the refugee who actually entered the Sudan shall be deemed as granted, and shall continue for an initial period of three months after which the matter may be reviewed.

(2) The residence of the refugee shall be renewed during the waiting period between the registration of the application for asylum and the decision or non-decision thereon, in the place specified by the Minister.

(3) If the application of the refugee is not approved, or if the period of three months granted to him under subsection (1) hereof, lapses before a decision is made on his application, the Minister shall enable him to communicate with foreign missions or other countries for the purpose of submitting his application to them. If he does not find any country which approves his application, he shall be granted another period of three months, which may be renewed until a country which accepts him is found, or the Minister makes a decision in respect of him.

(4) If the application of the refugee is approved, he shall be registered as refugee for a period of five years which registration may be renewed for similar further periods.

PRIORITY OF APPLICATION OF TREATIES

7. The Minister, the Commissioner and any competent authority shall give due consideration, in the exercise of his powers under this Act, to any treaty or convention regulating the subject of asylum to which the Sudan is a party, and such treaty or convention shall be given priority in the application of the provisions of this Act.

REGISTRATION OF MOVABLES

8. On the registration of the particulars of a refugee, there shall be registered particulars of all movables which he brings into the Sudan with him - if any - so as to permit him to take them away with him on his return to his original country, or when he takes asylum into another country. A copy of such register shall be kept with the customs officer or the other competent authorities to assist in the return of refugees to their country.

OWNERSHIP OF LANDS AND IMMOVABLES

9. No refugee shall own lands or immovables in the Sudan.

DETENTION OF THE REFUGEE AND HIS SUBJECTION TO THE LAWS AND PREVENTION OF POLITICAL ACTIVITY

10. (1) The refugee shall be subject to the general laws which apply to all Sudanese. He may be detained if it is found necessary.

(2) No refugee shall exercise any political activity during his presence in the Sudan, and he shall not depart from any place of residence specified for him. The penalty for contravening this subsection, shall be imprisonment for not more than one year.

EXPULSION OF REFUGEES

11. A refugee may be expelled in the following cases:

(a) if the reasons which made him seek asylum have ceased to apply and it is possible to return him to his original country;

(b) If he commits a serious non-political crime outside the Sudan before he is granted permission to enter as a refugee. In such case he may be extradited in accordance with the extradition Act, 1957;

(c) if he commits a crime against peace, a war crime or a crime against humanity;

(d) if he commits acts contrary to the purposes and principles of the United Nations or the Organization of African Unity;

(e) if he commits a serious non-political crime outside the Sudan after being granted permission of asylum;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 12

(f) if his presence in the Sudan constitutes a danger to the internal or external national security of the Sudan.

ISSUE OF PASSPORTS TO REFUGEES

12. Subject to the Passports and Immigration Act, 1961, the Minister at his discretion, or any person he authorises may issue a passport to any refugee who requests the same. The Minister of Foreign Affairs may in exceptional circumstances specified by him an order, issue a diplomatic passport to a refugee.

IDENTITY CARDS

13. (1) The Commissioner for Refugees shall, with the assistance of his assistants, issue an identity card to every refugee on his registration or at a subsequent time. The card shall bear the consecutive number found in the register of refugees.

(2) The card shall be issued for the period during which the refugee is granted permission to stay in the Sudan, and shall be renewed on the renewal of such period.

PERMISSION FOR REFUGEES TO WORK

14. (1) No refugee shall be permitted to work in any job, industry or business relating to the security of the country or national defence.

(2) A refugee shall be allowed to work in occupations other than those referred to in subsection (1) hereof after receiving permission therefore from the Department of Labour and the Department of Labour shall send a copy of the permission to the Ministry of Interior.

REGULATIONS

15. (1) The Minister may make any regulations he thinks necessary for the effective implementation of the provisions of this Act.

(2) Without prejudice to the generality of the foregoing, such regulations may provide for:

(a) counting of refugees in the Sudan and the issue of residence cards thereto;

(b) control of refugees including the keeping of order, peace, health, forces and the like.

SEAL, PUBLICATION AND IMPLEMENTATION OF THE ACT

16. This Act shall be sealed by the Seal of the State, published in the Gazette and implemented as a law of the State.

Made under my hand in the Peoples' Palace
on the 29th day of Rabia II 1394 A.H.,
being the 21st day of May, 1974.

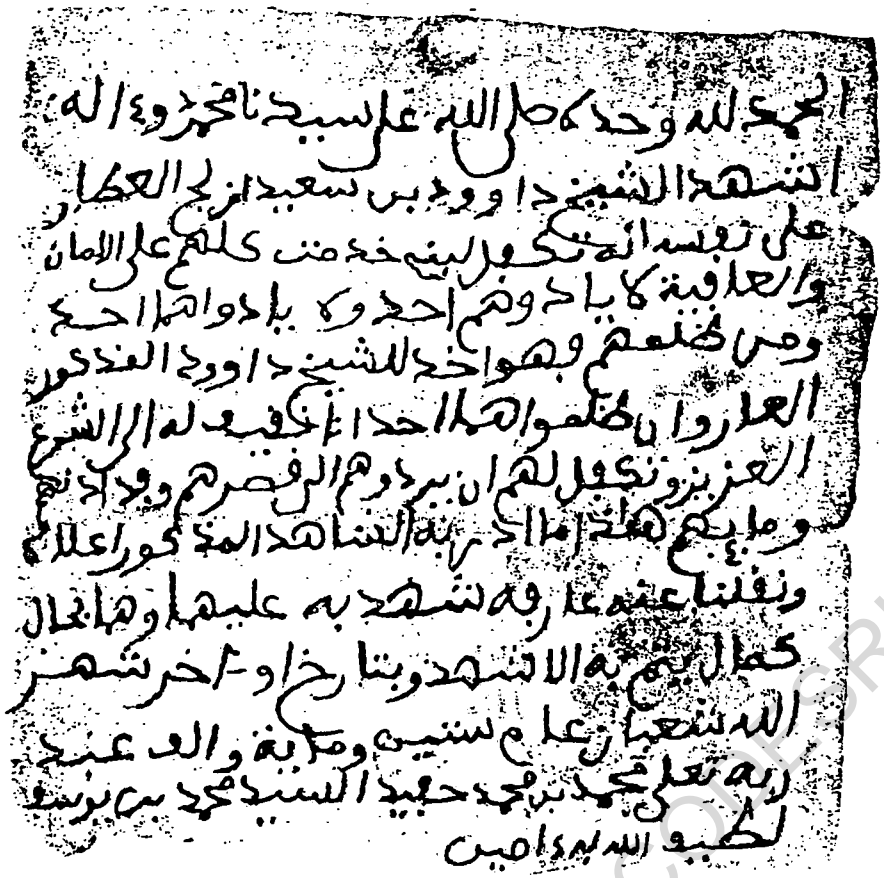
GAAFAR MOHAMED NIMEIRY,
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TEXTES DIVERS

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III – LA TAYSSA DE FIN Ša'BAN 1160 H/5 SEPTEMBRE 1747 J-C.



C - Traduction

Louange à Dieu seul, que la prière de Dieu soit sur notre maître Muhammad ainsi que sur ses proches.

Le Šayḫ Dawd ben Sa'id Azlig[1] des Ayt 'Atta atteste [par le présent acte] qu'il s'engage à assurer l'**aman** et la protection (**'afia**) aux Bni Ḥdemt[2] dans leur totalité, de telle sorte que personne ne puisse ni leur faire du mal, ni avoir a le subir de leur part. Si quelqu'un leur cause quelque préjudice, il porte atteinte à l'honneur (**'ar**) du Šayḫ Dawd sus-mentionné ; et si les Bni Ḥdemt causent [de leur côté] un quelconque préjudice a autrui le Šayḫ s'engage à soumettre le conflit à la juridiction respectable du Sr' et à se conformer à son jugement. Le Šayḫ s'engage également à ramener les Bni Ḥdemt dans leur qsar, et à leur faire recouvrer leurs champs et leur eau.

Cet acte a été établi sur l'ordre de l'attestant sus-mentionné. Témoignage a été porté relativement à son contenu par celui qui connait les deux parties contractantes, alors qu'elles sont en l'état de pleine possession de leurs facultés, exigé pour le témoignage, à la fin du mois de Sa'ban de l'an 1160.

Etabli par le Serviteur de Dieu Mhammed ben Muhammad le petit fils de Sidi Muhammad ben Yusf[3] que Dieu lui soit bienveillant.

Amen

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 13

قولـــــــه تعالـــــــــى

- في ســـورة التوبـــــة ، الآيـــة 57 =

" لَوْ يَجِدُونَ مَلْجَـأً أَوْ مَغَـارَاتٍ أَوْ مُدَّخَـلاً لَوَلَّـوْا إِلَيْـهِ وَهُمْ يَجْمَحُـــونَ "

- في ســـورة التوبـــــة ، الآيـــــة 6 =

" وَإِنْ أَحَدٌ مِنَ الْمُشْرِكِينَ اسْتَجَارَكَ فَأَجِرْهُ حَتَّى يَسْمَعَ كَلَامَ اللَّـــهِ ثُمَّ أَبْلِغْهُ مَأْمَنَـــهُ، ذَلِكَ بِأَنَّهُمْ قَـــوْمٌ لَا يَعْلَمُـــونَ ."

- في ســـورة ابراهيم ، الآيـــــة 35 و 36 =

" وَإِذْ قَـالَ إِبْرَاهِيـمُ رَبِّ اجْعَلْ هَذَا الْبَلَدَ آمِنًا وَاجْنُبْنِي وَبَنِيَّ أَنْ نَعْبُدَ الْأَصْنَـامَ.
رَبِّ إِنَّهُنَّ أَضْلَلْنَ كَثِيرًا مِنَ النَّاسِ فَمَنْ تَبِعَنِي فَإِنَّهُ مِنِّي وَمَنْ عَصَانِي فَإِنَّكَ غَفُـــورٌ رَحِيـــــــمٌ."

- في ســـورة ابراهيم ، الآيـــة 37 =

" رَبَّنَا إِنِّي أَسْكَنْتُ مِن ذُرِّيَّتِي بِوَادٍ غَيْرِ ذِي زَرْعٍ عِنْدَ بَيْتِكَ الْمُحَرَّمِ ."

- في ســـورة النســـاء ، الآيـــة 100 =

" وَمَنْ يُهَاجِرْ فِي سَبِيلِ اللَّهِ يَجِدْ فِي الْأَرْضِ مُرَاغَمًا كَثِيرًا وَسَعَةً وَمَنْ يَخْرُجْ مِنْ بَيْتِهِ مُهَاجِرًا إِلَـــى اللَّـهِ وَرَسُولِـهِ ثُمَّ يُدْرِكْهُ الْمَوْتُ فَقَدْ وَقَعَ أَجْرُهُ عَلَى اللَّهِ وَكَانَ اللَّهُ غَفُورًا رَحِيمـــــــاً ."

- في ســـورة النســـاء الآيـــة 101 =

" وَإِذَا ضَرَبْتُمْ فِي الْأَرْضِ فَلَيْسَ عَلَيْكُمْ جُنَـــاحٌ أَنْ تَقْصُرُوا مِنَ الصَّلَـــوةِ إِنْ خِفْتُمْ أَنْ يَفْتِنَكُمُ الَّذِينَ كَفَرُوا إِنَّ الْكَافِرِينَ كَانُوا لَكُمْ عَدُوًّا مُبِينًا ."

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- في سورة النساء الآية 97 =

" إن الذين توفاهم الملائكة ظالمي انفسهم
قالوا فيم كنتم قالوا كنا مستضعفين
في الارض قالوا ألم تكن أرض الله
واسعة فتهاجروا فيها فأولئك مأواهم
جهنم وساءت مصيرا ."

- في سورة النساء الآية 98 =

" إلا المستضعفين من الرجال والنساء والولدان
لايستطيعون حيلة ولايهتدون سبيلا ."

- في سورة البقرة، الآية 125 =

" وإن جعلنا البيت مثابة للناس وأمنا واتخذوا
من مقام ابراهيم مصلى وعهدنا الى ابراهيم
واسماعيل أن طهرا بيتي ..."

- في سورة آل عمران ، الآية 97 =

" فيه آيات بينات مقام ابراهيم ومن دخله
كان آمنا ..."

- في سورة الاسراء ، الآية 75 =

" ولقد كرمنا بني آدم وحملناهم في البر والبحر
ورزقناهم من الطيبات ."

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 15

N°_____/DAC/SDCEE/BAPRA.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الشؤون الخارجية

BUREAU ALGERIEN POUR LA PROTECTION
DES REFUGIES ET APATRIDES.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ATTESTATION

Le Ministère des Affaires Etrangères certifie que Monsieur
né en 1957 à NINGA-LAI demeurant à Alger (cité Mohammadia ST-B-25/Appt 556 a déposé un dossier complet en vue de se placer sous la protection Juridique et Administrative du Bureau Algerien pour la protection des refugiés et Apatrides en qualité de refugié.

La présente Attestation valable jusqu'au 15, Decembre 1985 est delivrée à l'intressé pour lui permettre d'attendre l'aboutissement de la procedure de demande d'immatriculation au BAPRA.

Le Directeur,

H.D. BOUCHOUAREB.

ANNEXE N° 16

UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER
FOR REFUGEES
Branch Office for Tunisia
TELEPHONE : 243.743

NATIONS UNIES
HAUT COMMISSARIAT
POUR LES RÉFUGIÉS
Délégation pour la Tunisie
61, Boulevard Bab-Benat
BOITE POSTALE : 220 — TUNIS

مكتب مندوب الامم المتحدة لشئون اللاجئين
تونس — شارع باب بنات مدخل 61

RÉFÉRENCE 16/82

Tunis, le 18 Mai 1982

A T T E S T A T I O N

Sur la base des documents qui lui ont été fournis, le Délégué Honoraire du Haut Commissaire Des Nations Unies pour les réfugiés en Tunisie certifie que :

Monsieur

né le 3 Mai 1928 en Iran, demeurant à l'Espital Farhat Hached - Sousse - est réfugié d'origine Iranienne, sous le Mandat du Haut Commissaire Des Nations Unies pour les réfugiés et réunit les conditions pour être reconnu comme réfugié au sens de la Convention du 28 Juillet 1951, relative au statut des réfugiés.

R. [illegible]
Délégué Honoraire du HCR
en Tunisie

POUR COPIE CONFORME
Tunis le 25 MAI 1982
Pour le Président de la République
SOUAD YACOUBI

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 17

بطـــاقة لاجـــيء
مكتب معتمد اللاجئين

مديـريـة .....
نمرة السجل .....
الاســـم .....
العمـر .....
الجنـسـية .....
الديـانـة .....
المهنة ومكان العمل .....
مكان السكن .....
تاريخ اصدار البطاقة .....
تاريخ انتهائها .....

نمرة البطـاقة .....

البصمة
اللـون
الطـول
اى علامات مميزة
مكتب الصـرف
التوقيع

ع/معتمد اللاجئين

تجـديدات

تعـــديلات

١ ــ منحت هذه البطاقة بموجب المادة ١٢ من قانون اللجوء والمادة ٢٧ من ميثاق جنيف للاجئين لعـام ١٩٥١
٢ ــ حامل البطاقة له حق الاقـامه في مكان الاصـــدار .
٣ ــ لا يحق له مغادرة مكان الاصدار الا بأذن السلطة المختصـة .
٤ ــ لا يسمح بأى تغيير في المعلومات المبينة الا بأذن السلطات المختصة .

COPY

ANNEXE N° 18

وزارة الداخلية - معتمدية اللاجئين

الاسم _____ عدد افراد الاسرة _____ اسم القرية _____ نمرة البطاقة _____

رقم وتاريخ الصرف	سكر	زيت	ذره	عجوه	بقوليات	ملح	لبن	دقيق				التوقيع
١												
٢												
٣												
٤												
٥												
٦												
٧												
٨												
٩												
١٠												
١١												
١٢												
١٣												
١٤												
١٥												
١٦												
١٧												
١٨												
١٩												
٢٠												

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 19

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES
REFUGEE COUNSELLING SERVICE
BRANCH OFFICE FOR THE SUDAN
P. O. BOX 2560 KHARTOUM , SUDAN

Full Name :	Sex M ☐ F ☐	Nationality :..... .....
Present adress : (give possible describtion of the nearst place were you live)		Date of Brith : ....
Marital status S ☐ M ☐ D ☐ W ☐ Sep ☐		

Have you Registered with Sudanese government

Yes ☐ No ☐

If yes what is your ID number? .....

What kind of help do you need now? .....

.....

.....

How do yon learn about the counselling servlce:—

- ☐ Branch Office
- ☐ Sub office
- ☐ School
- ☐ Other serving agency
- ☐ Other Refugee
- ☐ Other, specify

Office use only :

Incoming status :

- ☐ New to Rcs
- ☐ Known previously

Case number :

previous case number :

Source of Request :

- ☐ Self Referal
- ☐ external Referal
- ☐ internal Referal

Intake appointment Schedule :

.....	.....	.....	.....	.....
Intake worker	Day	month	year	time

.....

R C S staff member

Request for service Form

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 20

S U D A N

EVALUATION OF REFUGEES POPULATION FROM 1982 TO 1991

AND UNHCR PROGRAMMES

I.

TOTAL	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A) REFUGEES POPUL. (ESTIMATES) (THOUSANDS)										
ETHIOPIANS	460.00	484.00	484.00	786.00	677.00	630.00	630.00	660.00	700.00	700.00
CHADIANS	2.00	1.00	1.00	123.00	95.00	75.00	74.00	69.00	20.70	20.70
UGANDANS	170.00	200.00	200.00	250.00	197.00	100.00	60.00	5.00	6.50	6.50
ZAIRIANS	5.00	5.00	5.00	5.00	5.00	5.00	4.50	4.50	4.50	2.00
TOTAL	637.00	690.00	690.00	1,164.00	974.00	810.00	768.50	738.50	731.70	729.20
B) UNHCR - ASSISTED (THOUSANDS)										
ETHIOPIANS	110.00	120.00	281.00	447.50	402.00	330.00	330.00	350.00	370.00	403.00
CHADIANS	-	-	-	65.00	45.00	25.00	24.00	23.00	20.00	20.70
UGANDANS	130.00	150.00	145.00	124.00	88.00	55.00	30.00	5.00	-	2.70
ZAIRIANS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.00
TOTAL	240.00	270.00	426.00	636.50	535.00	410.00	384.00	378.00	390.00	428.40

II.

REVISED GENERAL PROGRAMME (US$ MILLIONS)	21.10	27.70	37.10	21.70	19.70	42.30	33.00	21.70	21.10	18.00
SPECIAL PROGRAMMES (EMERGENCY)	-	-	-	64.50	51.70	-	-	-	-	11.90
SPECIAL PROGRAMMES (OTHER)	0.20	0.70	1.00	4.30	0.22	0.29	2.50	2.90	3.70	4.70
TOTAL	21.30	28.40	38.10	90.50	71.62	42.59	35.50	24.60	24.80	34.60

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 21

UNHCR ASSISTED CASELOAD IN EASTERN AND CENTRAL SUDAN

ESTABLISHED SETTLEMENTS/SITES FOR ETHIOPIAN REFUGEES IN EASTERN SUDAN

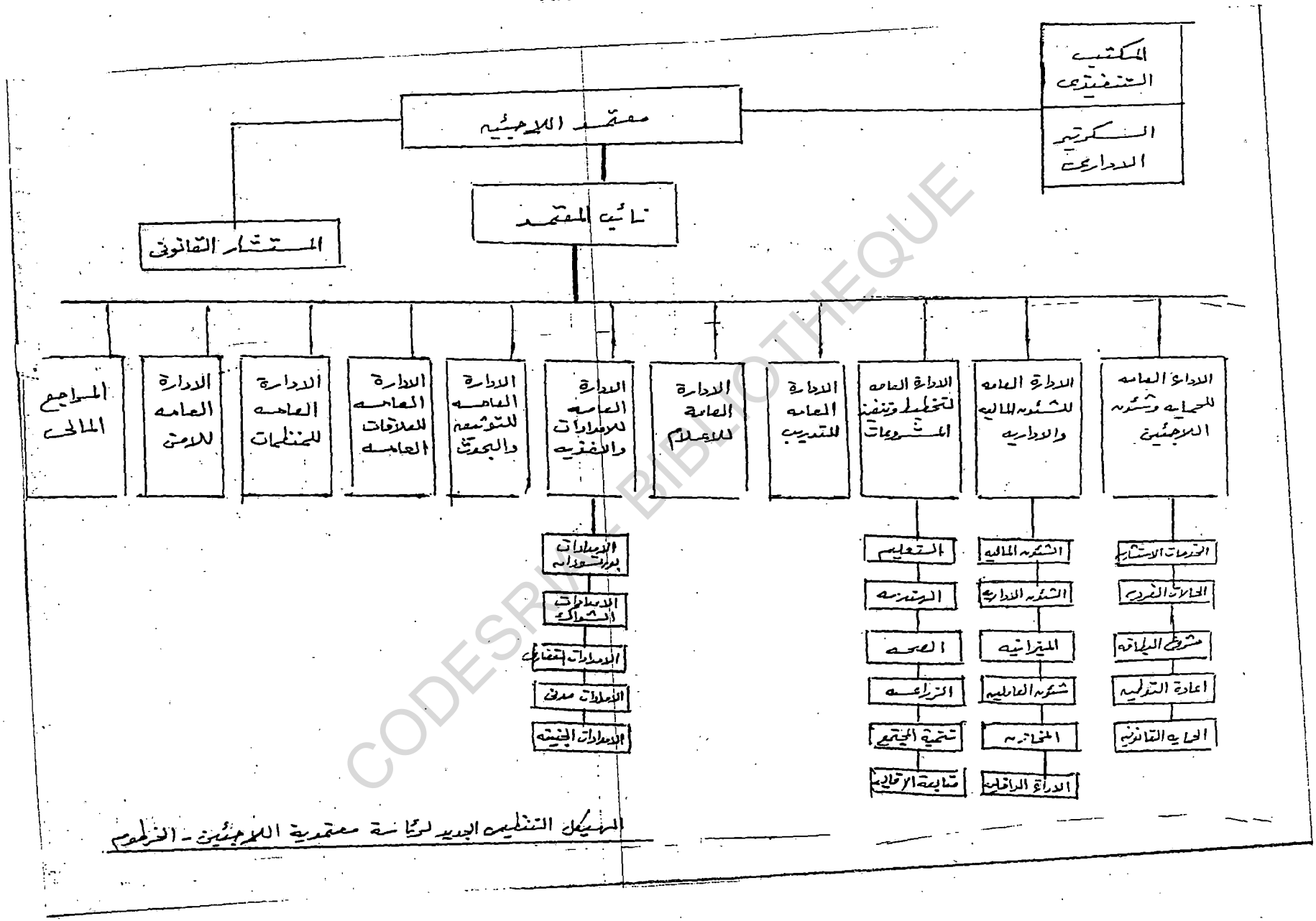
SETTLEMENT	YEAR ESTABLISHED	POPULATION (SEPT. 1991)
ABUDA (ERITREAN)	1981	5,653
ABU RAKHAM (ERITREAN/MIXED)	1979	3,200
AWAD EL SID (ERITREAN)	1978	2,529
FATH EL RAHMAN (ERITREAN)	1978	2,357
FAU V (ERITREAN)	1987	3,350
HAWATA (ERITREAN)	1982	4,275
KARKORA (ERITREAN)	1978/85	13,371
KHASHM-EL-GIRBA (ERITREAN)	1978/85	12,470
KILO 7 (ERITREAN)	1980	1,450
KILO 26 (ERITREAN)	1979/85	11,648
MAFAZA (ERITREAN)	1983	2,997
TAWAWA (TIGRAYAN/MIXED)	1980	16,919
TENEDBA (TIGRAYAN/AMHARA/MIXED)	1981	2,352
UM ALI (ERITREAN)	1981	3,070
UM GARGUR (ERITREAN)	1976	9,241
UM GULJA (TIGRAYAN/AMHARA/MIXED)	1976	6,700
UM RAKUBA (3 SETTLEMENTS-MIXED)	1976/85	21,543
UM SAGATA (6 SETTLEMENTS- ERITREAN)	1969	36,000
WAD AWAD (ERITREAN)	1980	1,299
WAD EL HILEAU (MIXED)	1984/86	13,394
SUB TOTAL		173,818

RECEPTION CENTRES FOR ETHIOPIAN REFUGEES IN EASTERN SUDAN

RECEPTION CENTRES	YEAR ESTABLISHED	POPULATION (SEPT 1991)
SAFAWA (TIGRAYAN)	1984	34,894
SHAGARAB I (ERITREAN)	1985	20,166
SHAGARAB II (ERITREAN)	1986	19,909
SHAGARAB III (ERITREAN)	1986	14,138
WAD SHERIFE (ERITREAN)	1982	67,785
		156,892

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 22



الهيكل التنظيمي الجديد لرئاسة مقتمدية البلديين - الجزائر

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

THE NON-MOHAMMEDAN MARRIAGE ORDINANCE, 1926 قانون زواج غير المسلمين سنة ١٩٢٦

ANNEXE N° 23

Form of Marriage Certificate for Excepted Communities اورنيك شهادة زواج الطوائف المستثناة

SUDAN GOVERNMENT حكومة السودان

No 16801

This Certificate is only to be used when both parties to the marriage are members of an excepted community or of a community in the same group of excepted communities and the marriage is celebrated by a priest or minister of the same religious community or of the same group of excepted communities and according to the rites in use in such community or such group of excepted communities.

تستعمل هذه الشهادة فقط متى كان المتزوجان عضوين من طائفة مستثناة او من طائفة فى نفس القسم من الطوائف المستثناة وكان عقد الزواج عن يد كاهن او رئيس روحانى من نفس الطائفة الدينية او من نفس القسم من الطوائف المستثناة وطبقا للطقوس المتبعة فى تلك الطائفة وفى ذلك القسم من الطوائف المستثناة

Number نمرة ..... Date of Marriage ..... تاريخ الزواج

(G.P.P. 2736)S.G. 620 M. of J. 600 Bks. 9/62

Names and Surnames in full الاسماء والالقاب باكملها	Age السن	Condition, i.e. Bachelor or widower, spinster or widow الحالة اى عازب ام ارمل عازبة ام ارملة	Occupation Profession or Rank الصنعة او الوظيفة او المركز	Residence at time of Marriage محل الاقامة وقت الزواج	Nationality الجنسية	Religious Community to which each belongs الطائفة الدينية التى ينتمى اليها كل من الزوجين	Father's Name and Surname اسم الاب ولقبه	Father's occupation, profession or rank صنعة الاب او وظيفته او مركزه
Husband الزوج								
Wife الزوجة								

I certify that the above named husband and wife were married by me according to the rites in use in (a) .....

at (b) .....

اشهد بان الزوج والزوجة المذكورين آنفا قد تم زواجهما عن يدى بمقتضى الطقوس المعمول بها فى (أ) .....

فى (ب) .....

Signature or seal of Priest or Minister ..... امضاء او ختم الكاهن او الرئيس الروحانى

Religious Community to which the Priest or Minister belongs ..... الطائفة الدينية التى ينتمى اليها الكاهن او الرئيس الروحانى

This marriage was celebrated between us قد عقد هذا الزواج بيننا

This marriage was celebrated in the presence of us قد عقد هذا الزواج بحضورنا

Signature or Seal of husband ..... امضاء او ختم الزوج

Signature or seal of wife (c) ..... امضاء او ختم الزوجة (ج)

Signature or seals of witnesses (d) ..... امضاءات او اختام الشهود (د)

(a) Here insert the name of the religous community according to the rites of which the marriage was celebrated.

(b) Here name the place in which the marriage was celebrated, e.g. the house of so and so or such and such a Church and add the name of the village or town and province.

(c) In cases where it is customary for the wife to take her husband's surname on marriage the wife should sign the name by which she was known before the marriage and not the name by which she will be known after the marriage.

(d) There must be not less than two witnesses, who shall have been present during the celebration of the marriage

NOTE :—See Excepted Communities Marriage Regulations, 1926.

(أ) يذكر هنا اسم الطائفة الدينية التى تم عقد الزواج بمقتضى طقوسها

(ب) يذكر هنا اسم المكان الذى عقد فيه الزواج مثلا بيت فلان او الكنيسة الفلانية ويضاف لذلك اسم القرية او المدينة مع اسم المديرية

(ج) على الزوجة ان توقع اسمها المعروفة به قبل الزواج وليس اسمها الذى تعرف به بعد الزواج (هذا فى الاحوال التى من العادة ان تأخذ الزوجة لقب زوجها عند زواجها)

(د) لايجب ان يكون الشهود اقل من شاهدين ينبغى ان يكونا حاضرين عند عقد الزواج

(د) ملحوظة : انظر لائحة الزواج للطوائف المستثناة سنة ١٩٢٦.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 24

بسم الله الرحمن الرحيم

( )

Naval Headquarters

PORT SUDAN

TEL 3016 - 3776 - 3035 - 3814

REF

DATE

قيادة القوات البحرية

بورتسودان

ت ٣٠١٦ – ٣٧٧٦ – ٣٠٣٥ – ٣٨١٤

النمرة

التاريخ ٢٣/٨/١٩٩٠

CERTIFICATE

This is to certify that the C.O E.N%S F 1616 (Anti Submarine destroyer escort ship) and the crew mentioned below has left the Ship on the date)) 23-08-90 with their own personal luggage only and handed over all contents of the ship to the Sudan Naval Forces and the ship has been sealed after disembarkation of the crew and has been agreed that the Government of Sudan will take all required procedure according to the international law. to return back the Ship to the Ethiopian government.

C.O. E. N. S. F 1616

Lt/JG

Fride Kebede

Col.P.S.C

Sayed Ali Ahmed

Rep.of C.O Sudan Navy

Certified by

Brig. P.S.C

El Sayed Elhussein

Com.Red Sea Military District

Date /August/1990

قيادة القوات البحرية
بورتسودان
/ / التاريخ
SUDAN NAVY

1. Lt.JG/Fride Kebede
2. Lt.JG Biniam Yohannes- Engineering Officer
3. Lt/JG Yonas Melesse - Electrics Officer
4. P/O Tesfaye Mola.
5. " Alemayehu Tesfaye
6. " Ephrem Ketsela.
7. " Girmay Mengistu.
8. " Hsaitu Tamerit.
9. " Daniel Ferkadu.
10. " Worku L/Mariam.
11. " Wegayhu Asefa.
12. L/S Abebe Tesgaye.
13. Abebayehu Sahlu

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

بسم الله الرحمن الرحيم

ANNEXE N° 25

مكتب م.ا معتمد اللاجئين
بورتسودان
التاريخ/٨/١٢/١٩٩١م النمرة/ ٣٥/أ/١

السيد / وزير الدوله لشئون اللاجئين
/المحترم/

السلام عليكم ورحمة الله وبركاته

الموضوع/اللاجئين الصوماليين

حسب توجيهات سيادتكم بخصوص اللاجئين الصوماليين قمنا برفقة مناديب من جهاز الامن العام بزيارة الباخره التانكر (SEA SIKPER) والتى ترفع علم بنما الرابطه على بعد ١٥ ميل من ميناء بورتسودان .

لقد أوضحنا للأخوه الصوماليين بأن السودان سيفتح حق اللجو لمن يريده وذلك بقرار من السيد وزير الدوله لشئون اللاجئين بعد التنسيق مع الجهات المعنيه الا أن معظمهم رفض النزول بالسودان والبعض الآخر طلب ضمانات للمستقبل فأكدنا لهم بأننا نوفر لهم الارض-الامن-السلام وبالتعاون مع المنظمات والهيئات الدوليه ( ) ستذلل كل المصاعب التى تواجههم .

وقد رأينا أن يقوم السيد مدير المكتب الفرعى للمفوضيه ومدير مكتب اللجنه الدوليه للصليب الاحمر بزياره الباخره للوقوف على حقيقة الصوماليين خاصه وأن كابتن الباخره أرسل ثلاثين تلكس لجميع انحاء العالم يطلب حل مشكلة الصوماليين موضحاً بأن بقاءهم على ظهر الباخره يعرض الجميع للخطر . ولم يجد أى استجابه الى أن قمنا بزيارتهم حسب توجيهاتكم .

اثناء قيام مناديب المعتمديه والامن بالاجراءات الاوليه قام بعض الصوماليين بتصرفات صبيانيه عندما رفضوا انزال مناديب الامن والمعتمديه ومدير مكتب المندوب السامى ومدير مكتب اللجنه الدوليه للصليب الاحمر مما فسرته الجهات الامنيه بالمديريه بأنه احتجاز رهائن . وقررت الجهات الامنيه حسم هذا الامر عسكرياً . الا اننا رأينا اخطار السيد محافظ مديرية البحر الاحمر الذى وجه بمزيد من التفاوض . وقضى المحتجزين مساء الخميس ١٩٩١/١٢/٥م فقط وتم نزولهم يوم الجمعه السابعه صباحاً سلمياً . وقرر عدد ٨٤ منهم النزول بالسودان ورفض العدد الباقى مغادرة الباخره .

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 25

قمنا باجراء اللازم تجاه اولئك الذين وافقوا على النزول وتم ترحيلهم الى كسلا وقد رأت الجهات العليا ان أرافقهم الى كسلا تحسباً لعدم وقوع أى مشاكل من جانبهم .

فى معسكر وادشريفى رفضوا الاقامه فى الخيام فى بادى الامر واحتجوا احتجاجاً شديداً بحجة انهم يريدون وضعاً أفضل من ذلك بكثير وتم اقناعهم بالتسليم للواقع وان مشاكلهم ستحل تدريجاً وأن ادارة المعسكر ستقوم بواجبها على الوجه الأكمل وعدت لتوى الى بورتسودان .

بهذا تكون اجراءات اللاجئين الصوماليين والذين يريدون حق اللجوء قد انتهت من جانبنا .

عند عودتى من كسلا علمت بأن هناك دبلوماسيين يتجرى بخصوص اللاجئين الصوماليين الباقين على ظهر الباخرة وطاقم السفينه واتصلت بمندوب المفوضية السامى وأوضحت له بأن اى اتصال مع اى جهه بدون علم السيد وزير الدوله لشئون اللاجئين سيكون بدون معنى .

بهذا أرجو أن أكون قد أوضحت لسيادتكم الظروف والملابسات التى صاحبت وصول اللاجئين الصوماليين الى الميناء الاقليمى بالسودان .

وتفضلوا

صدح رحمه الله مرسال
رئيس مفتش اللاجئين - بالانابه
بورتسودان

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 26

١٩٨٦م

آهم جرائم اللاجئين لعـــام ١٩٨٦م

الجرائم	الاقليم الشرقى
القتـــل	١٣
الجرائم الجنسية	٣
النهـــب	٢٤
السرقـــات	١١٠

تصنيف النزلاء الاجانب بالسجـــون

اثيوبيـــون	١٠٩
ارتريـــون	٤٣
تشاديـــون	٣٦
يوغنديـــون	٣
جنسيات أخرى	٥٠
اناث	١٣ اثيوبيات

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 27

احصائية بجرائم اللاجئين الاجانب وجنسياتهم لعـــــام ١٩٨٧

الوحـــــــــــدات	ارتيرى	اثيوبـــى	تشـــادى	يوغنـــدى	زائـــيرى	مصـــرى	جنسيات أخرى	الجمـــــــلة
العاصمة القومية	١٢٤٤	٧٦٢	١٥٠	٨٥	٣٧	١٦	٣٠٣	٢٥٩٧
الشمالية	١	—	—	—	—	١٧٣	—	١٧٣
النيل	١	٢٤	١٠	—	—	—	١	٣٦
ش/ كردفان	—	—	—	—	—	—	١٣	١٣
ش / دارفور	—	—	٥٥١	—	١	—	—	٥٥٢
ج / دارفور	—	٢	٦٢	—	—	—	١	٦٥
الجزيرة	٣٣	١٠٦	١٧	—	—	—	٤٦	٢٠٢
النيل الازرق	—	٢٨	—	—	—	—	٧٥	١٠٣
النيل الابيض	٤٣	—	—	—	—	—	—	٤٣
كسلا	٨٥٣	١٧١٤	—	—	—	—	٨	٢٥٧٥
البحر الاحمر	٦٣٦	٨١١	٢٨	—	٤	٢	٢٦	١٥٠٧
شرق الاستوائية	—	—	—	٢	—	—	٢	٤
المكة حديد	٦	٥	—	—	—	٢	٢	١٥
النقل النهرى	—	١	—	—	—	—	٢	٣
الموانى البحريـة	١٧٩	٣٢				٣	٤٥	٢٥٩
الجمـــــلة	٢٩٩٥	٣٤٨٥	٨١٨	٨٧	٤٢	١٩٦	٥٢٤	٨١٤٧

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE N° 28



صلاح عبدالله محمد (قضية الثوب)



بدون تعليق

AnnexeN° 28



بدون تعليق

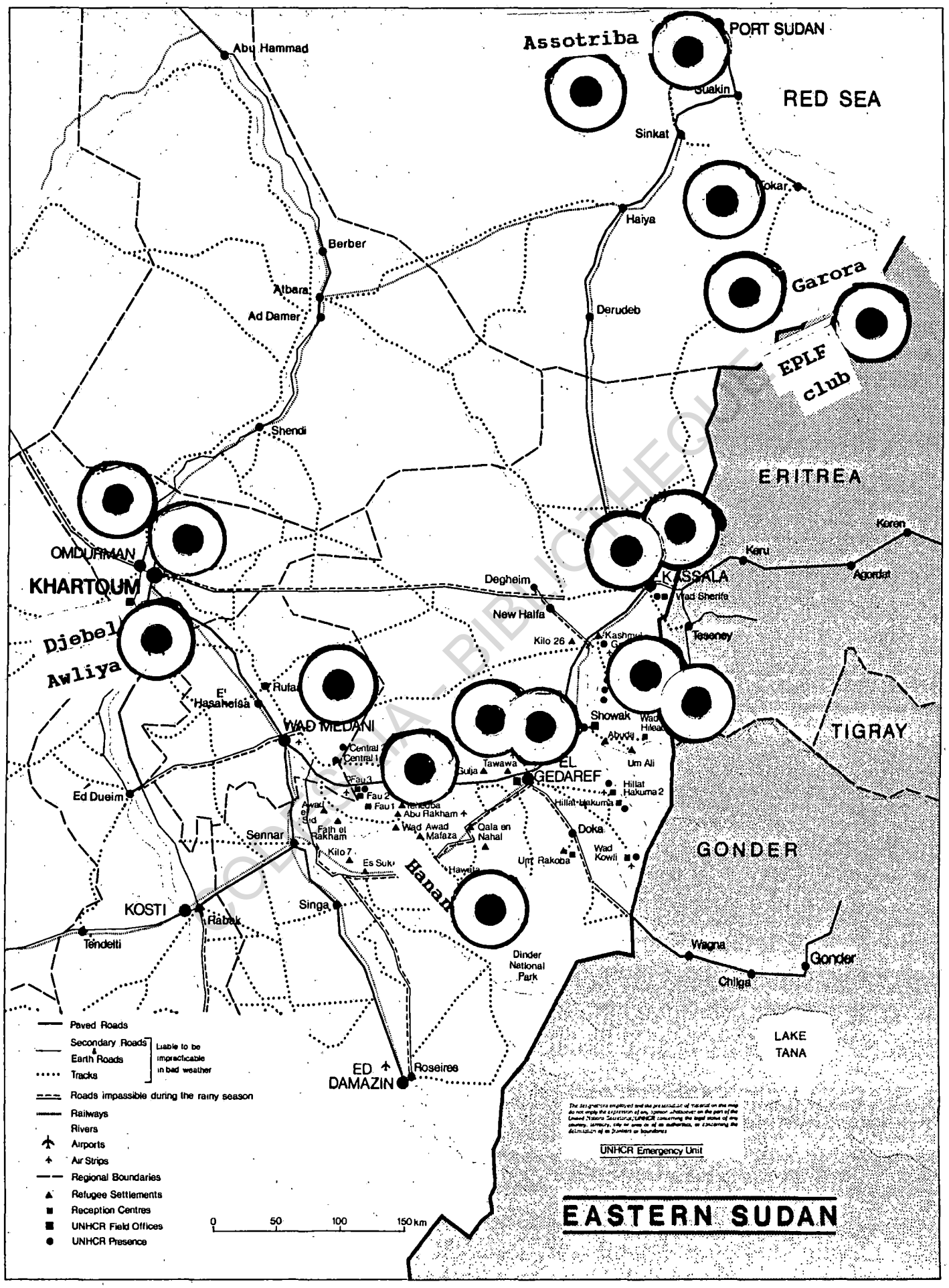


محمد آدم (قطع من خلاف) : الأن احتاج لمن يرعانى

DOCUMENTS ET INTERVIEWS RELATIFS A L'ENQUETE AU SOUDAN, EN EGYPTE ET EN ANGLETERRE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 29



Régions et camps de réfugiés et de personnes déplacées visités lors de l'enquête au Soudan.

Annexe No.30

Questions adressées aux réfugiés urbains et dans les camps et aux personnes déplacées au Soudan

1 Connaissez vous vos droits et vos devoirs en tant que réfugiés?

2 Selon vous que signifie un réfugié? Une personne déplacée?

3 Quels sont/étaient vos plus grands problèmes?

4 Etait il difficile pour vous d'entrer au Soudan/dans la région où vous êtes? Si oui quelles étaient vos difficultés?

5 Avez vous fait l'objet de discrimination basée sur votre origine, votre race, votre religion, où votre sexe quand vous aviez demandé l'asile?

6 A votre arrivée, vous aviez été accueillis par qui? 1) Par des agents du gouvernement? 2) Par la population locale? 3) Comment cet accueil s'était fait?

7 Quel genre de relations vous entretenez avec les agents gouvernementaux? Les représentants du COR/COD? La population locale? Les représentants du HCR? Les agents des organisations gouvernementales et non-gouvernementales, nationales et internationales?

8 Connaissez vous ou avez-vous entendu parler de: 1) le droit islamique de l'asile et hijra, 2) les coutumes africaines de la réception du réfugié et de l'étranger, 3) le droit international sur les réfugiés?

9 Est ce que vous croyez que 1) vous avez un droit à entrer au Soudan et y chercher asile, 2) de quitter votre pays/région d'origine? Est ce que vous estimez que c'est une obligation de vous accorder l'asile, 1) pour le gouvernement soudanais, 2) pour la population soudanaise?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.31

Questions adressées à la population locale et aux chefs des groupes éthniques

1 Pourquoi vous recevez les réfugiés/les personnes déplacées? Est ce que vous considérez que c'est une obligation pour vous de le faire?

2 Est ce que vous pensez que c'est un droit pour les réfugiés/personnes déplacées de se réfugier parmi vous?

3 Est ce que vous connaissez le droit soudanais sur l'asile ? Si oui que pensez vous de ce droit?

4 Qu'est ce que vous pouvez me dire sur 1) le droit islamique relatif à l'asile et à la hijra, 2) les coutumes et des traditions africaines et arabes sur la réception des étrangers et demandeurs d'asile?

5 Donnez vous asile à la personne qui vient le demander? Même sans le consentement de votre gouvernement? Si oui, pourquoi?

6 Faites vous une distinction entre les femmes et le hommes, les enfants et les adultes, les musulmans et non-musulmans, les africains et les non-africains quand vous accordez l'asile ou dans vos comportements à l'égard des réfugiés et des personnes déplacées?

7 Comment considérez vous un réfugié/une personne déplacée, 1) comme un/une hôte, 2) une personne étrangère qui devrait quitter le pays, 3) comme des personnes qui vous concurrencent dans vos emplois et qui partagent avec vous le peu de ressources économiques que votre pays possède?

8 Pensez vous que l'asile doit être accordé d'une façon temporaire ou permanente?

9 Quelles est selon vous la meilleure solution au problème des réfugiés et des personnes déplacées?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.32

Questions adressées aux agents gouvernementaux, aux leaders religieux et aux experts nationaux et internationaux

1 Quelle est selon vous la définition 1) de l'asile 2) d'un réfugié, 3) d'une personne déplacée?

2 Que représente pour vous un migrant forcé ou involontaire?

3 Pensez vous que le Soudan est obligé de donner asile aux réfugiés et aux demandeurs d'asile?

4 Avez vous une idée sur la théorie musulmane de l'asile et de la hijra?

5 Connaissez vous les traditions et le droit coutumier africains et arabes sur l'asile et la réception des étrangers et des demandeurs d'asile?

6 Pensez vous que les demandeurs d'asile ont un droit à recevoir l'asile au Soudan?

7 Pensez vous que certains demandeurs d'asile devraient être interdits d'entrer dans le pays? Si oui pour quoi?

8 Que pensez vous 1) du droit positif soudanais sur l'asile et les réfugiés, 2) du droit international des réfugiés 3) de la convention de l'OUA sur les réfugiés?

9 Renvoyez vous ou trouverez vous normal de renvoyer des demandeurs d'asile dans leurs pays d'origine, surtout si 1) vous découvrez qu'ils sont des ennemis, 2) s'ils sont des non-musulmans, 3) pour des raisons de sécurité?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe N° 33

Liste des personnes interviewées lors de l'étude sur le terrain

Ces personnes furent interviewées d'abord au Soudan, du 9 décembre 1991 au 9 février 1992, puis au Caire du 10 au 15 février et finalement en Angleterre à différentes dates en 1991 et 1992.

1 A Khartoum: 50 personnes et 15 groupes de personnes étaient interviewés:

- Réfugiés:
  - 5 réfugiés urbains installés parmi la population.
  - 5 réfugiés urbains demandant la réinstallation dans un pays tiers.

- Personnes déplacées:
  - 4 personnes déplacées à Khartoum
  - 5 familles déplacées, vivant dans le camps de Djebel Awliya, 40 km. de Khartoum.
  - Les leaders des communautés des personnes déplacées du sud (Salatins) à Djebel Awliya, leaders des groupes éthniques du Sud: des Dinka, des Nuer, des Nouba, des Shiluk, et des Agars.

-Responsables soudanais:

- Du Commissariat soudanais pour les réfugiés (COR).
  1 - Le premier Vice (adjoint) Commissaire pour les réfugiés: M. Ahmed El ASS.
  2 - Le Directeur du Service de la documentation et de la recherche: Mme Ihsan AL GABSHAWI.
  3 - L'adjointe du Directeur du Département de la Protection au COR: Mme Awatif AHMED.
  4 - Le Chef du Service de la formation et l'éducation des réfugiés: Mme Khadra AHMED ALI.
  5 - Du Service des conseils pour les réfugiés (RCS): Mme Nadra ABOU SHAMA.
  6 - Les personnes chargées de la documentation et des statistiques: M. Mamoun ABDEL KARIM et Melle. Amal ASH-SHARQAWI.
- Du Commissariat pour les personnes déplacées (COD).
  1 - Les Directeurs des projets chargé du rapatriement: M. ABOU SHAMA.
  2 - Directeur des camps des personnes déplacées: M. Youssef ISMAIL.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

3 - L'agent chargé des chefs des communautés des personnes déplacées, les *Salatins*, Mme ISHSHA

4 - Du Service de la recherche et de la planification: Mme Laila ABDELKADER.

- Du Ministère de la Justice

1 - Le Secrétaire général du ministère: Al-wakil.

2 - Le Procureur général de la République.

3 - Le Chef du Département des législations.

4 - De la Cour Suprême: Le Président de la Cour, le Chef du Département de la recherche et des publications, certains juges à la Cour Suprême, à la Cour d'appel de Khartoum et aux tribunaux de première instance à Khartoum et Port Soudan.

- Du Ministère de l'Intérieur

1 - Certains agents de la sécurité à Khartoum, Port Soudan et Garora.

2 - Certains agents chargés de la prison dans les camps de Tawawa.

- Experts et Chercheurs:

1 - Docteur Ahmed KARADAWI, un ex cadre au COR et un spécialiste de la politique soudanaise de l'asile.

2 - Professeur Ali SOULAIMAN, ex Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Khartoum, un juriste des droits de l'homme et Professeur de droit international à la Faculté de Droit de Khartoum.

3 - Docteur Abderahim AL-RAIH, chercheur au Centre des Etudes sur le développement à l'Université du Caire et consultant des Nations Unies sur les questions des migrations et des personnes déplacées.

4 - Professeur Moudathir ABD-ARRAHIM, Professeur de Sciences Politiques et Conseiller auprès du Chef de l'Etat soudanais.

5- Docteur Hassan TOURABI, leader du Front islamique et architecte de la politique islamique du régime de Omar AL-BASHIR.

6 - Docteur As-siddiq ABD AL-BAQI et Docteur AKOLDA, Faculté de Droit, Université de Khartoum.

7 - Docteur Moses NGOM RING, Université de Jouba, Soudan.

8 - M. Hassan ATTIYA, ex Commissaire soudanais pour les réfugiés.

- Population locale:

1 - 5 groupes de personnes soudanaises de différents backgrounds, vivant à Khartoum et ayant des contacts permanents avec les réfugiés et les personnes déplacées, interviewés collectivement.

2 - 5 personnes soudanaises interviewées individuellement.

- Du bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) à Khartoum:

1 - M. O. BAJULAYE, adjoint du Représentant du HCR au Soudan.

2 - Mme Sara ABBO, chargée du service de protection des réfugiés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- Du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Unité d'Urgence de secours (UN Emergency Unit) aux personnes déplacées au Soudan

1 - M. Simon RADCLIFF.
2 - Mme Catherine MILLER.

- Des Organisations gouvernementales et non-gouvernementales:

1 - Des agents du Sudan National Population Committee (Le Comité national soudanais de la population).
2 - Des agents de Mounaddamat Ad-dawaa Al-islamia (Organisation de la Propagande pour l'Islam), de l'Organisation du secours islamique, du Sudan Council of Churches (Conseil des églises soudanaises), du Sudan Catholic Bishop Conference (Conférence soudanaise des églises catholiques), de Al-jamya Al-ifriqia Al-Khairya li Riayaat At-toufoula (Association africaine de bienfaisance pour la protection des enfants).

2 **A Showak, Gadaref, Port Soudan et Garora : 40 personnes interviewées individuellement et 15 groupes de personnes collectivement:**

- Du COR:

1 - les représentants régionaux
2 - les responsables de la protection des réfugiés
3 - Les Directeurs des camps de réfugiés de Wad Al-Hillaw, Abou Rakham, Tenedba, Wad Sherifi, Garora, Assotriba et du village Hanan.

- Du Ministère du travail:

1 - Le Représentant de ce Ministère à Port Soudan.

- Du Ministère de la Justice:

1 - Quelques juges et employés de tribunaux à Port Soudan.

-Du Ministère de l'intérieur:

1 - Le Chef de la police à Port Soudan.
2 - Le Chef de la sécurité à Toker.

- Du Ministère de l'éducation:

1 - Des maîtres d'école chargés de l'enseignement aux réfugiés à Garora et Assotriba.

CODESRIA-BIBLIOTHEQUE

- Du Ministère de la santé:

1 - Des médecins soignant les réfugiés à Tawawa et Garora.

- Du HCR:

1 - Les représentants du HCR à Showak, Gadaref, Kassala, Port Soudan et Garora.

2 - Les agents chargés des camps de réfugiés visités.

- Des réfugiés:

1 - urbains et dans des camps à Kassala, Port Soudan, Wad Al-Hillaw, Abou Rakham, Tenedba, Wad Sherifi, Garora et Assotriba.

- De la population soudanaise:

1 - Des individus et des groupes de personnes àShowak, Gadaref, Kassala, Port Soudan et Garora.

2- Les chefs des communautés des groupes éthniques: Al-homran, Bani Amir à Gadaref, Kassala et Garora.

- Des organisation non-gouvernementales (ONG):

1 - Les représentants de SUDANAID à Port Soudan, L'Agence africaine de secours à Port Soudan, Le Conseil des églises du Soudan dans le camps de Tawawa, de l'Organisation de la Dawaa à Tawawa, parmi d'autres.

3 **Au Caire**

- Du HCR:

1 - l'agent chargé de la protection: M. Bhaira PANDY.

2 - Un juriste soudanais consultant auprès du HCR au Caire, le Professeur Abdel-majid FAWZI.

- Des experts:

1 - Un chercheur du CDEJ (Centres d'études économiques et juridiques), un centre français travaillant sur la migration forcée ou involontaire en Egypte et au Soudan.

4 **En Angleterre**

- Des soudanais réfugiés en Angleterre:

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1 - Du Nord du Soudan: Mme Fatima IBRAHIM, ex député au soudan et Présidente de la Fédération internationale des femmes démocrates.
2 - Du Sud du Soudan: M. BONA MANWAL.

- L'ex Commissaire soudanais des réfugiés: Docteur Abderrahamn Al-BASHIR.
- L'ex Commissaire pour les réfugiés au Soudan: M. Hassan ATTYA.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.34

Interview du Docteur Hassan Tourabi
en Arabe
faite à Khartoum au siège du Congrès populaire
arabe et islamique
Le 5 février 1992

Q: Que vous dit le concept d'asile?

R: Ce concept me rappelle celui de *ijaara* qui est une tradition arabe. Cela me rappelle également la *hijra* des Musulmans à El-habacha et à la Mecque. Il s'agit d'une tradition arabe qui a été glorifiée par le Coran. En Islam l'asile est octroyé même aux militaires.

Q: Que pouvez vous nous dire sur les traditions soudanaises de l'asile?

R: Les traditions soudanaises de l'asile sont influencées par le principe de *al-ijaara*. Au Soudan, il n'existe pas un concept précis de frontières, les tribus sont les mêmes et il n'existe pas, chez ces tribus, une allégeance envers la terre, ce sont pour la plupart des nomades. Le Soudan comme une nation n'a pas une véritable personnalité. Il représente toute l'Afrique. C'est une nation multiraciale et multilinguistique. L'idée de l'étranger est inconnu au Soudan.

Q: Que pensez vous des traditions africaines de l'asile?

R: Ces traditions sont liées à la signification des frontières dans ce continent, le continent reste ouvert. Au soudan, il n'existe pas d'idée de frontière au sens européen du terme, les frontières ne sont pas fermées aux réfugiés. Pour les Soudanais, les réfugiés ne représentent pas un problème.

Q: Le déplacement?

R: Le plus grand déplacement de la population a eu lieu sous la Mahdiya. Aujourd'hui il y a des déplacements massifs de populations à cause des problèmes de la sécheresse et la famine.

Q: La hijra dans l'Islam?

R: Dans l'Islam la *hijra* a une signification particulière. Le concept a évolué. Dans la terminologie moderne, nous parlons surtout de l'asile politique.

Q: Peut-on appliquer le concept islamique de l'asile aujourd'hui?

R: Aujourd'hui plusieurs groupes de musulmans ont préféré l'exil, la différence c'est que le demandeur de l'asile est musulman et celui qui l'octroie est non-musulman. Il est possible d'avoir une *bidaa* dans *Dar al-Islam*. Les mouhajiroun sont aujourd'hui *Al-ansaar*. L'exil et la *hijra* des pays musulmans représentent aujourd'hui une prise de position. Les réfugiés musulmans sont des expatriés, la majorité parmi eux sont des nationalistes. L'exil politique est un moyen d'opposition politique.

Q: Les organisations islamiques?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

R: Il existe plusieurs organisations islamiques qui aident les réfugiés, exemple *La Daawa islamique*. C'est en même temps une organisation qui a pour objectif de propager l'Islam. Il y a également l'organisation du secours africain (African Relief).

Plusieurs services sont rendus aux réfugiés dans le domaine de l'éducation, la santé...

Q: Pourquoi le Soudan reçoit des réfugiés?

R: Il y a plusieurs raisons: d'abord le voisinage, le Soudan possède des frontières avec 8 Etats, puis à cause des conflits armés dans les pays frontaliers, aussi à cause de la sécheresse, et finalement à cause de l'hospitalité du peuple soudanais qui est un peuple tribale où la personne est toujours la bienvenue. Le Soudanais n'a pas un comportement exclusif des autres comme c'est le cas par exemple en Egypte ou en Arabie Saoudite. Ce dernier avait des traditions d'hospitalité mais il les a perdu avec la politique pétrolière. La même chose se retrouve au Koweit. Le pétrole a fait perdre les traditions arabes, les ruraux (*Al-badw*) sont aussi devenus inhospitaliers dans ces pays arabes riches. Aussi, les soudanais reçoivent les réfugiés conformément aux principes islamiques. Plusieurs sourates dans le Coran recommandent l'octroi de l'asile, par exemple sourate *Al-anfaal*.

Q: Est ce que la *hijra* est un devoir dans l'Islam?

R: La personne persécutée si elle ne peut pas se défendre doit s'exiler pour glorifier l'Islam. L'Islam devrait être la seule nationalité des musulmans, il ne doit pas exister de visas pour les Musulmans.

Depuis l'avènement de ce gouvernement au Soudan, les visas ont été abolis pour les ressortissants des pays arabes.Les visas devraient être abolis et les portes devraient rester ouvertes aux étrangers. Une ouverture du territoire.

De plus le peuple a adhéré aux traditions islamiques et accueille les étrangers sans se plaindre. La tradition de *Ibn Assabil* (la personne de la route) existe au Soudan. Le *sabil* est un hôtel gratuit dans toutes les confréries souffies. Les étudiants qui viennent apprendre sont toujours aidés et bien reçus ainsi que tout étranger.

Q: Le grave problème du déplacement de population au Soudan?

R: C'est un problème provisoire. Il pose beaucoup de problèmes pour les villes et leur planification. Le problème des personnes déplacées se pose dans les villes seulement, principalement à Khartoum. Toute la ville est formée de population déplacée. Le problème est posé actuellement par les personnes déplacées du Sud. Il s'agit d'un problème politique. Sa solution serait trouvée avec la solution du problème politique. Les personnes déplacées au Soudan et leur transfert en dehors de Khartoum est devenu un grand problème pour l'Occident et pour les Chrétiens.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.35
Extrait d'une interview avec une personne réfugiée au Soudan

Yousef ASAFA, réfugié Erythréen, 16 ans, chrétien, vivant à Port Soudan, interviewé au siège de la délégation du HCR. Il était venu se renseigner sur sa demande de réinstallation à l'étranger.

- Je suis venu au Soudan quand j'étais enfant. Je suis venu tout seul. Je n'ai jamais connu mes parents. Ils ont été tué quand j'étais tout jeune.
- J'ai vécu 1O ans au Soudan. J'étais venu avec un groupe de personnes à cause de la guerre. Nous étions reçus par la police à la frontière. Ils nous avait emmené à Wad Shefi. J'y ai vécu 1 an. J'ai été transféré par la suite à Tawawa. J'y ai passé plusieurs années. Je suis allé par la suite à Gadaref pour chercher un travail. Je n'ai pas trouvé de travail. Je suis ensuite venu à Port Soudan. J'ai une carte de réfugié mais je ne n'ai toujours pas de travail.
- J'ai demandé ma réinstallation aux Etats Unis. Plusieurs de mes amis Falashas dans le camps de Tawawa ont pu avoir leur réinstallation mais pas moi. Je viens chaque jour consulter la liste des personnes acceptées pour la réinstallation.
- Je ne bénéficie pas d'assistance de la part du HCR, je vis à Port Soudan, je ne vis pas dans un camps de réfugiés.
- Je ne pense pas rentrer en Erythrée, je n'ai personne là-bas. Je veux aller aux Etats Unis, gagner beaucoup d'argent et changer de vie.
- Je sais que je n'ai aucun droit comme réfugié. Il y n'a aucune loi soudanaise sur les réfugiés et nous sommes obligés d'obéir à toutes les lois soudanaises.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.36
Extrait d'une interview avec une personne déplacée

Aywin Atam, 29 ans, Dinka, Chrétienne, veuve avec deux enfants. Elle est originaire de Bahr Al Gazal. Elle travaille comme domestique à Khartoum. Interviewée au siège du COD à Khartoum.

- Nous sommes venus à cause de la guerre. Nous avions été battus par les membres du SPLA parce que nous ne voulions pas les aider. Ils ont pris tous ce que nous possédions. Je suis venue avec mes enfants. Mon mari fut tué.
- Je suis venue chez mon beau-frère qui vivait à Khartoum. Mais il est revenu au Sud.
- Je ne sais pas ce que le mot droit signifie. Je sais que je n'ai aucun droit de rester à Khartoum et que je dois aller vivre dans un camps à l'extérieur de la ville. Si les autorités me demandent de quitter mon travail et d'aller rejoindre le camps je le ferai, parce que je sais que je dois le faire.
- Je ne connais pas la différence entre l'Islam et le Christianisme. Je suis chrétienne, mon père était musulman, mon mari était musulman, ma mère était chrétienne, mon frère est chrétien.
- Je voudrais bien revenir au Sud, s'il y a la paix.
- Je ne pense pas qu'il est du devoir du gouvernement de Khartoum de nous aider. Je suis venue au COD parce que j'ai entendu qu'il peuvent m'aider. Je ne reçois de l'aide de personne. J'ai beaucoup de problèmes.
- Mes enfants vont à l'école coranique. Je les prend le Dimanche à l'Eglise. Je voudrais qu'ils soient chrétiens comme mon frère. Mon mari était musulman et avait trois femmes. S'il avait l'argent, il aurait eu 20.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.37
Extrait d'une interview d'une personne appartenant à la population locale hôte

Mohammad MAHJOUB, 60 ans, commerçant, était fonctionnaire avant. Interviewé à Omdurman dans une *zawiya* d'un *Cheikh* de la confrérie *Tijaniya*, 18 décembre 1991.

- Il y a eu plusieurs *hijra* au Soudan. Les réfugiés sont dans la plupart des cas reçus par la population locale. Puis le gouvernement les met dans des camps.
- Les réfugiés du Sud amènent de très mauvaises coutumes avec eux. Ils n'ont aucune moralité, ils boivent l'alcool, ils dansent avec les femmes, ils ont beaucoup de maladies.
- La différence entre un réfugié et une personne déplacée c'est que le premier reçoit une aide de la part des organismes internationaux et le deuxième ne la reçoit pas. Aussi les premiers peuvent revenir chez eux alors que les deuxièmes ne peuvent pas le faire.
- En réalité, l'Islam recommande de mieux traiter le réfugié musulman, mais un des *Cheikh* de notre *Tariqa* nous demande de traiter tous les réfugiés de la même façon.
- Je ne sais rien sur le droit d'asile dans l'Islam. J'ignore s'il y a un droit des réfugiés au Soudan, mais je sais qu'il y a un Commissaire pour les réfugiés à Khartoum.
- Les gens ici sont plus hospitaliers que ceux des autres régions du Soudan, parce qu'ils sont musulmans.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.38
Extrait d'une Interview d'un juriste soudanais

Professeur Ali SOULAIMAN, ex Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Khartoum, expert en droits de l'homme. Interviewé au siège de la Faculté de droit de Khartoum, le 23/12/1991.

- Toutes les lois sur la Sharia ne mentionnent pas le droit d'asile.
- Dans l'histoire, la *hijra* était considérée comme un devoir. Les Nigériens considéraient que c'était de leur devoir de quitter les terres colonisées. Mais les Britanniques avaient mis plusieurs obstacles à leur mouvement.
- Il est vrai que les Soudanais sont hospitaliers envers les réfugiés, mais il ne faut pas oublier aussi le problème de l'incapacité pour le Soudan de contrôler ses frontières.
- Les réfugiés et les personnes déplacées sont blâmés pour tous les maux de la société. Il y a un grand ressentiment contre eux à Khartoum.
-Les réfugiés sont utilisés par le régime. Ils ont été utilisés également par les partis politiques avant.
- Il n'y a pas de Constitution actuellement. Tout doit obéir aux règles de la *Sharia*. Les coutumes peuvent être utilisées, si elles ne sont pas contraires à la *Sharia*.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.39
Extrait de l'interview d'un responsable du COR

Interview Isamail IBRAHIM, Adjoint du Commissaire pour les Réfugiés pour la région de l'Est. Interview conduite au siège du COR. Ismail IBRAHIM était l'une des personnes qui avait mené une lutte acharnée contre le transport des Falashas du Soudan.

- La réception des réfugiés se fait souvent par la population en premier lieu. Dans les années 1970, à Wad Al-Hillaw plus de 7000 personnes ont été reçues par la population locale de la région. Khartoum et le HCR n'avaient réagi qu'une année après l'arrivée des réfugiés.
- La culture est très importante. Cette population ignore tout le droit national et international relatif aux réfugiés et les demandeurs d'asile. En tout cas dans les années 1970, il n'y avait pas de législation nationale soudanaise sur les réfugiés.
- L'armée se trouve à la frontière pour protéger les réfugiés dans le cas où ils sont poursuivis par ceux qui les persécutent.
- Il est vrai que l'appartenance à la même ethnie rend l'accueil plus chaleureux, mais c'est seulement à l'Est qu'il y a les mêmes groupes ethniques, ce n'est pas le cas pour le Sud. Pourtant ils sont hospitaliers également. Mais les attitudes varient selon qu'on a ou l'on n'a pas les mêmes cultures; voyez, l'exemple des réfugiés algériens, ils n'avaient aucun problème parce qu'ils étaient reçus par une population ayant la même culture.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.40
Extrait de l'interview d'un responsable du COD

Interview M. ABU SHAMA, adjoint du Commissaire pour les personnes déplacées et Directeur des projets. Interview au siège du COD, Khartoum, 24 décembre 1991.

-Le COD est une institution gouvernementale, financée entièrement par le gouvernement de Khartoum et ne reçoit de subvention de l'étranger.

- Il n'y a pas de véritables études sur les personnes déplacées, leur origine, nombre etc... Ces études se font sentir actuellement. Le COD n'a pas les fonds suffisants pour conduire de telles études.

- Les personnes déplacées sont bien contentes de vivre entre elles, loin de la population locale. Les communautés vivent elles mêmes séparées, les Dinka, les Nuer, Shilluk etc... Il n'existe aucune harmonie parmi la population déplacée.

- Le gouvernement de Khartoum a l'intention de réinstaller toutes les personnes déplacées en dehors de Khartoum, mais nous ne savons pas quand, ni comment. Il n'y a aucun projet gouvernemental précis relatif à ce sujet.

-Nous ne pensons pas maintenant au rapatriement des personnes déplacées dans leur région, il y n'a toujours pas de sécurité pour eux.

- Il n'y a presque pas de relations entre le COD et le COR. Des réfugiés du Sud sont rapatriés de l'étranger actuellement. Nous coordonnons ces opérations. Les réfugiés soudanais reviennent parce qu'il y a un changement en Ethiopie. A l'opposé du gouvernement de MENGISTU, le nouveau gouvernement ne leur fournit pas d'aide.

-La situation est très alarmante au Sud. Il y a deux parties qui s'affrontent. Nous avons de bonnes relations avec l'une de ces deux parties. Ses adeptes sont aidés par Khartoum et sont transportés des lieux des conflits.

- Je ne sais rien sur le droit d'asile dans l'Islam, je connais quelques versets du Coran relatifs à la *hijra*. Je ne connais pas le droit soudanais sur l'asile.

- Les déplacés n'ont aucun droit spécifique, ils sont des citoyens comme les autres qui ont été obligés de se déplacer à cause de la guerre ou de la famine. Ils sont soumis au même droit que les autres soudanais.

- Il y a un service des Nations Unies pour l'aide aux personnes déplacées, le *UN Emergency Unit* (Unité d'urgence des de l'ONU) qui a été créée il y a deux ans et qui est rattachée au Secrétariat des Nations Unies, mais sa mission est ambiguë. C'est beaucoup plus une agence de collecte d'information que d'assistance

- Nous n'avons aucune discrimination dans nos attitudes envers les personnes déplacées, nous ne prenons en compte ni leur religion, ni leur origine éthnique.

- Nous tenons à réinstaller les personnes déplacées à cause de tous les problèmes que leur présence cause à Khartoum. Mais c'est là un problème général de toute urbanisation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe No.41
Extrait de l'interview d'un haut responsable soudanais

Interview du Docteur Abdel Rahman El-KHALIFA, Procureur Général de la République, Ministère de la Justice, Khartoum, 28 décembre 1991.

- Nous avons beaucoup de problèmes d'asile au Soudan parce que nous avons des frontières avec 8 pays.
- Notre politique d'asile est plus humanitaire, si vous la comparez avec celle de plusieurs Etats musulmans, par exemple, avec l'Arabie Saoudite.
- Je suis à la tête de la Commission chargée de réviser toutes les lois pour les rendre conformes à la *Sharia*.
- Nous pensons réviser la loi sur l'asile de 1974 et la rendre plus flexible et plus hospitalière pour les réfugiés et les demandeurs d'asile.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

QUELQUES PHOTOS REPRESENTATIVES PRISES LORS DE L'ENQUETE AU SOUDAN

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Annexe N° 42

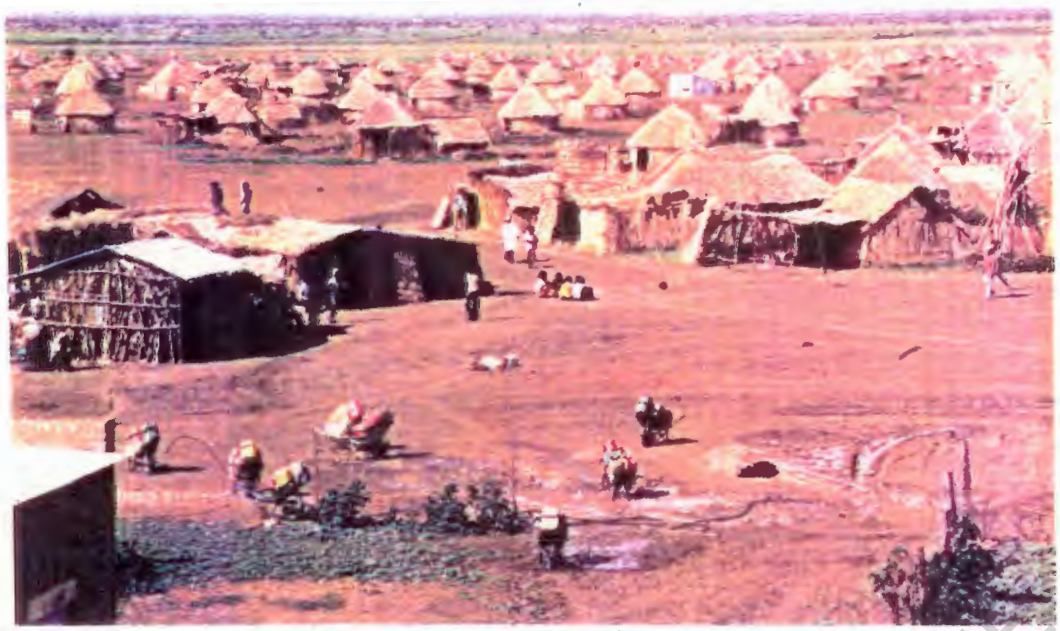


Annexe N° 43



Annexe N° 44

DESRIA - BIBLIOTHEQUE



Annexe N° 45

ANNEXE N° 46





Annexe N° 47

CODES BIBLIOTHEQUE



Annexe N° 48





CODICE